



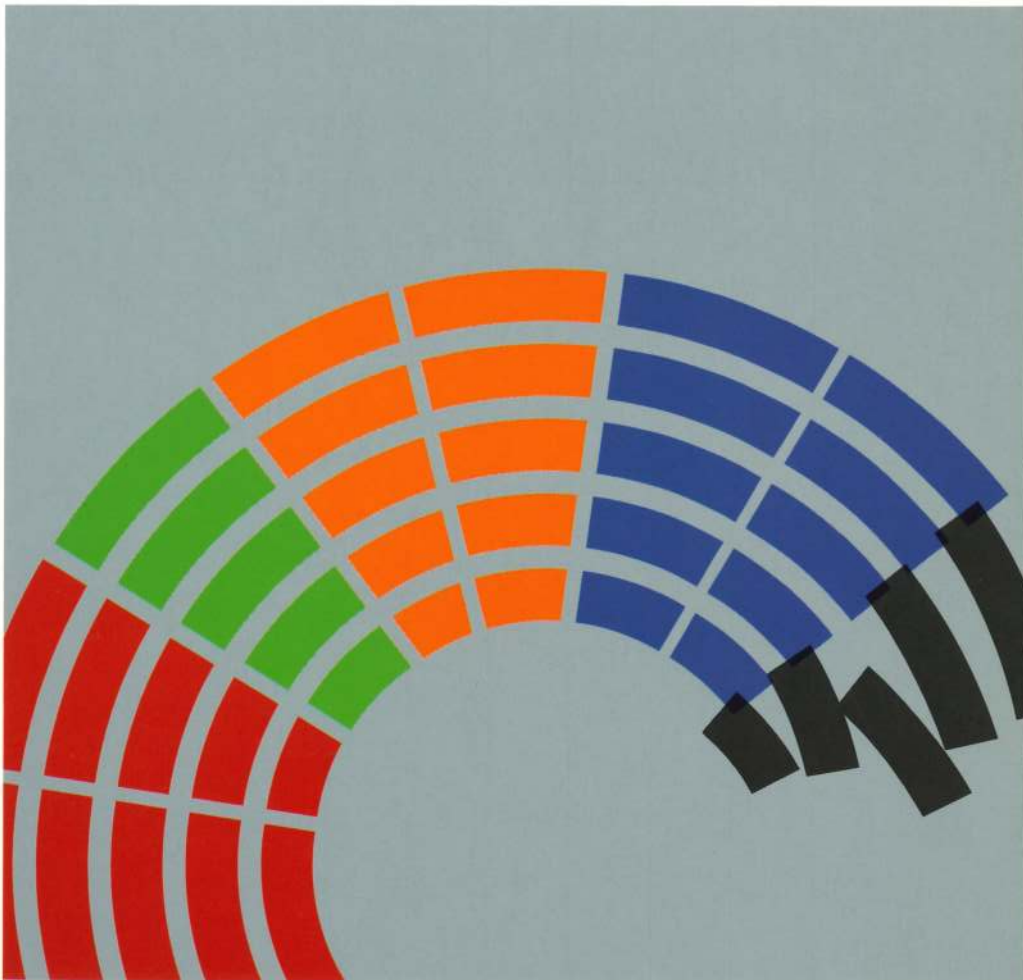
EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

SCIENCE POLITIQUE

Extrême droite et pouvoir en Europe

The extreme right parties and power in Europe

EDITE PAR/EDITED BY PASCAL DELWIT,
PHILIPPE POIRIER



Extrême droite et pouvoir
en Europe

The extreme right parties
and power in Europe

DIRECTEUR DE LA COLLECTION

« SCIENCE POLITIQUE »

Jean-Michel De Waele

DANS LA MEME COLLECTION

Sport et Union européenne,

édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2001

Les fédérations européennes de partis,

édité par Pascal Delwit, Erol Kùlahci et Cédric Van de Walle, 2001

Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre,

Nicolas Bárdos-Féltoronyi, 2001

Fascistes, communistes, paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921-1989),
Antoine Roger, 2002

Libéralismes et partis libéraux en Europe, édité par Pascal Delwit, 2002

Le parti social chrétien. Mutations et perspectives ?, édité par Pascal Delwit, 2002

Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?,

édité par Pascal Delwit, 2003

La Pologne et l'intégration européenne, édité par Jean-Michel De Waele, 2003

Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques,

Véronique Dimier, 2004

Les partis politiques roumains après 1989,

Sorina Soare, 2004

Les clivages politiques en Europe centrale et orientale

édité par Jean-Michel De Waele, 2004

Expertise et action publique,

édité par Steve Jacob et Jean-Louis Genard, 2004

Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives,

Thanassis Diamantopoulos, 2004

Social Democracy in Europe,

edited by Pascal Delwit, 2005

European Union accession referendums,

edited by Jean-Michel De Waele, 2005

Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004,

édité par Pascal Delwit et Philippe Poirier, 2005

Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?,

édité par Pascal Delwit, 2005

Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale,

édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2005

Faire et vivre le postcommunisme. Les femmes roumaines face à la « transition »,

Ioana Cîrstocea, 2006

Le postcommunisme dans l'histoire,


édité par Sandrine Kott et Martine Mespoulet, avec la collaboration d'Antoine Roger, 2006

Changer pour gagner ? Les réformes des lois électorales en Belgique,

Jean-Benoît Pilet, 2007

Bureaux de partis, bureaux du pouvoir. Cinquante ans d'histoire,

édité par Wilfried Dewachter et Sam Depauw, 2007



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

**Extrême droite et pouvoir
en Europe**
**The extreme right parties
and power in Europe**

EDITE PAR/EDITED BY PASCAL DELWIT,
PHILIPPE POIRIER

SCIENCE POLITIQUE

Publié avec l'aide financière du Fonds national de la recherche scientifique (Belgique)

ISBN 978-2-8004-1388-4

D/2007/0171/5

© 2007 by Editions de l'Université de Bruxelles
Avenue Paul Héger 26 - 1000 Bruxelles (Belgique)

EDITIONS@admin.ulb.ac.be
www.editions-universite-bruxelles.be

Imprimé en Belgique

L'extrême droite en Europe et la question du pouvoir

Pascal DELWIT

Depuis un quart de siècle, plusieurs partis d'extrême droite ou de la droite populiste ont opéré une percée dans leur système politique national : le Front national en France, le FPÖ en Autriche, le parti du progrès en Norvège et au Danemark, le parti populaire danois, le parti national slovaque, le Mouvement social italien-Alliance nationale, la Ligue du nord, les *Republikaner*, le NPD et la DVU en Allemagne, la liste Pim Fortuyn et le parti de la Liberté aux Pays-Bas, Ataka en Bulgarie, le parti populaire de la Grande Roumanie, le *Vlaams Belang* et le Front national en Belgique, l'Union démocratique du centre en Suisse, LAOS en Grèce...

D'un point de vue électoral, le mouvement s'est amorcé dans les années quatre-vingt et s'est approfondi dans la décennie suivante. De nombreuses formations d'extrême droite ont désormais atteint un seuil de crédibilité important. En effet, pas moins de douze partis ont déjà franchi le cap de 10% et trois d'entre eux de 20% : le FPÖ, le *Vlaams Belang*, le parti populaire danois, le Front national français, l'Alliance nationale, la Ligue du nord, le parti du progrès norvégien, les listes Pim Fortuyn, *Samobroona* en Pologne, le parti de la Grande Roumanie, le parti national slovaque et l'Union démocratique du centre (voir tableau 1).

Cette (ré)émergence et ce développement ont suscité une attention très soutenue de la communauté scientifique, et nombre de travaux ont été depuis lors consacrés à ce fait politique et partisan nouveau. Les axes de recherche relatifs aux partis ou à la famille d'extrême droite sont nombreux.

L'un des premiers angles d'approche est sans doute le plus controversé. Il concerne la qualification même des nouveaux partis qu'il est possible de classer à la *droite de la droite*.

En la matière, l'éventail se décline sous des formes très variées. Tour à tour, les termes de néo-fasciste, fasciste, nouvelle droite, populiste, de droite extrême,

Italie	1983	1987	1992	1994	1996	2001	2006
AN (MSI)	6,8	5,92	5,36	13,48	15,66	12,02	12,18
<i>Fiamma tricolore</i>					0,91	0,39	0,60
Alternative sociale			8,66	8,62	10,07	3,94	0,68
Ligue du nord							4,58
Norvège	1981	1985	1989	1993	1997	2001	2005
FRP	4,46	3,72	13,04	6,28	15,3	14,64	22,05
Pays-Bas	1981	1982	1986	1989	1994	1998	2002
LPF							17,00
PVV							0,21
CD				0,92	2,46	0,61	5,89
Pologne	1991	1993	1997	2001	2005		
<i>Samobrona</i>				10,20	11,41		
Roumanie	1990	1992	1996	2000	2004		
PRM		3,89	4,46	19,40	12,92		
Slovaquie	1996	1998	2002	2006			
SNS	5,40	9,07	3,33	11,73			
Suisse	1983	1987	1991	1995	1999	2003	
UDC	11,07	11,02	11,88	14,90	22,5	26,73	

d'extrême droite voire d'euroscéptique ont été utilisés pour définir et approcher ces formations politiques en développement depuis le début des années quatre-vingt. Au-delà même des divergences d'interprétation sur la meilleure qualification pour traiter de ces partis, de nombreuses divergences se donnent à voir sur des termes identiques. Le seul terme de populisme renvoie à de très nombreux développements. Traitant récemment de ces problématiques, Cas Mudde (2003 : 2) intitule significativement son premier chapitre « *Defining the undefinable* ».

Cet ouvrage n'a pas vocation de trancher cet important débat. Les auteurs qualifient de manière différente les partis qu'ils traitent dans une approche monographique ou comparée. Dans ce livre consacré à la relation de l'extrême droite au pouvoir, Frölich et Reinsmann estiment ainsi important de distinguer une nouvelle famille de partis de la droite populiste de l'extrême droite, dont un des traits marquants serait justement une posture anti-système pleinement assumée.

Une deuxième problématique cruciale relative à l'extrême droite contemporaine renvoie à la relation avec la période de l'entre-deux-guerres. S'inscrit-on dans un paradigme de la continuité ou, au contraire, de la rupture ?

L'idée d'un profil idéologique et programmatique nouveau de l'extrême droite contemporaine vis-à-vis de la configuration fasciste des années trente a sans doute été la plus développée par Piero Ignazi (2003 : 2), qui l'épingle d'emblée dans son ouvrage de référence sur les partis d'extrême droite : « *But a further, highly salient, factor refers to the different « nature » of the contemporary right-extremist parties. The extreme right parties of the 1980s, in fact, are no longer neo-fascist parties* ». Pour le politologue italien, à côté du conservatisme et de la pensée réactionnaire, le fascisme serait une des trois facettes de droite du clivage gauche-droite. Dans le contexte de l'entre-deux guerres, le fascisme aurait attesté de la difficulté du processus de civilisation et du besoin de solutions utopiques pour reconstruire une communauté spirituelle nouvelle après la première guerre mondiale et la révolution bolchévique d'octobre 1917. Mais, observe Ignazi (2003 : 19), dans le renouveau de l'extrême droite contemporaine, le fascisme n'est pas la « référence mythique » ni des partis, ni des électeurs. Ce point de vue de vue, partagé par Merkl et Weinberg (2003 : 4), est essentiel car il nécessite des bases nouvelles de compréhension et d'analyse sur cette *famille de partis*. Toutefois Art (2006) invite à la prudence. Selon lui, les succès du FPÖ, notamment son résultat historique de 1999, doivent se comprendre dans la relation de l'Autriche à son passé nazi.

Mais peut-on vraiment parler de « famille » ? La question n'est pas simple dans la mesure où le concept de *famille de partis* n'a pas nécessairement été largement développé dans la littérature scientifique (Von Beyme, 1985). Dans la plupart de ses travaux, Daniel-Louis Seiler (2003) l'a intimement associé à un positionnement identique sur les clivages fondamentaux de Rokkan et Lipset (1967). Surgit alors une autre difficulté : où classer les partis d'extrême droite parmi les versants des quatre clivages ? La question ne trouve pas de réponse évidente. Pour d'aucuns, il est possible de mettre en évidence de larges éléments communs aux différents partis d'extrême droite. Ainsi, Hagvet (1994 : 242) a isolé huit traits communs aux formations d'extrême droite contemporaines :

- (a) le rejet du gouvernement représentatif et des valeurs démocratiques,
- (b) la dimension populiste de tous les partis concernés,
- (c) la valorisation de la nation,
- (d) leurs postures ethnocentristes,
- (e) le pessimisme culturel qu'ils propagent envers la société moderne,
- (f) la promotion des thématiques *law and order*,
- (g) la valorisation de la violence,
- (h) leurs côtés tout à la fois anti-communiste et anti-libéral.

Dans une contribution récente, Rydgren (2005 : 415) soutient aussi la perspective d'une nouvelle famille de partis sur la base d'éléments communs : « *The prevailing answer to why Extreme Right-Wing Populist Parties emerged as a party family during the 1980s and 1990s is that the postindustrialization of Western European countries both undermined the salience of the economic (class) cleavage and created new « loser » groups susceptible to a political message combining cultural protectionism, xenophobic welfare chauvinism, a populist critique of « the establishment » and a reactionary call for returning to the « good old values of yesterday »* ».

Un troisième axe de réflexions renvoie aux raisons du phénomène. Pourquoi donc assistons-nous à une (re)naissance de partis d'extrême droite ou de la droite populiste ? De très nombreuses recherches ont été consacrées à cette problématique. Eatwell (2003) a synthétisé dix théories explicatives relatives à l'émergence de l'extrême droite. Cinq théories explicatives sont articulées sur l'offre et cinq autres sur la demande.

Au registre de la demande, la première raison renvoie aux nouveaux courants de la sociologie électorale et à l'importance qu'ils accordent aux *one single issues*. Les partis d'extrême droite seraient les réceptacles du rejet de l'immigration, des demandeurs d'asile ou, dans une perspective plus globale, de l'islam. Cette problématique serait désormais discriminante dans le chef de certaines catégories électorales. Dans le cas français, Nonna Mayer (1997 : 18) a élargi cette thèse en suggérant l'émergence d'un nouveau clivage idéologique, « opposant un universalisme humaniste, postulant l'égalité, la solidarité des êtres humains et leur dignité intrinsèque, à un anti-universalisme de repli, antieuropéen, autoritaire et xénophobe, qui est essentiellement l'apanage de l'électorat lepéniste et transcende le traditionnel clivage gauche-droite ».

Cette thématique est fréquente dans la rhétorique de nombreuses formations d'extrême droite et se donne à voir comme une problématique centrale dans le chef de larges composantes de son électorat. Pour autant, elle ne semble pas exclusive, d'un point de vue tant électoral que programmatique. Analysant dans une approche comparée la thèse du « *one single issue* » pour les partis d'extrême droite, Mudde (1999 : 192) infirme cette hypothèse de travail : « *The foregoing analysis clearly shows that the single-issue party thesis does not hold for Extreme Right Parties and the immigration issue* ».

Un deuxième axe se fixe sur les développements de l'anti-politique, de la montée de la défiance envers la démocratie et les partis gouvernementaux (*mainstream parties*) ou, de manière plus optimiste, de l'indifférence.

La croissance de l'abstention serait un révélateur puissant de ces postures de retrait et de rejet de la vie politique et sociale, de même que la chute de l'adhésion aux partis politiques, dont Wattenberg (2002) juge qu'elles sont étroitement corrélées. La chute de l'adhésion aux partis politiques a été mise en évidence de façon alarmiste par Mair et van Biezen (2001: 6) : « *What we see here now, however, when extending these data through to the end of the 1990s is not only an accentuation of this decline in membership relative to the electorate, but also, for the first time, a strong and quite consistent decline in the raw numbers themselves* ». Même s'il faut rester prudent dans les évidences, il n'en reste pas moins que plusieurs anciens partis d'intégration sociale n'apparaissent plus aujourd'hui comme des *partis-communautés* (Delwit, 2005), capables de mobiliser les adhérents et les militants pour la promotion de leurs objectifs et de leurs revendications et les électeurs pour accéder aux responsabilités gouvernementales (Scarrow, 1996).

Dans le champ électoral, le mouvement de retrait de la participation électorale (Delwit, 2007) est avéré et a été particulièrement puissant dans les années quatre-vingt-dix. Le problème fut perçu comme tellement alarmant que certains ont alors proposé des solutions radicales. A l'instar d'Arend Lijphart (1997) qui n'hésita pas à promouvoir, à contre-courant, l'adoption généralisée du vote obligatoire comme mécanisme institutionnel à même de répondre à l'affaiblissement de la participation électorale et à l'approfondissement de l'inégalité sociale devant le vote qu'il générerait.

Bref, c'est la participation politique dans ses formes les plus conventionnelles qui semble aujourd'hui mise à mal sinon déstructurée. Pour Linz (2004 : 56), nous assisterions même « à une perte de confiance généralisée dans les organisations partisans et à une marginalisation progressive de l'engagement politique ». Observant ces tendances, Pippa Norris (2002) les range effectivement dans une perspective de recul des formes conventionnelles de la participation. En revanche, elle se montre plus nuancée sur l'idée d'un recul d'ensemble de la participation, suggérant davantage une « évolution, une transformation et une réinvention de l'engagement civique ».

La troisième registre d'explications renvoie aux ruptures des liens sociaux et des identités collectives historiques : les liens de classe ou les communautés de religion. Dans la foulée de Gauchet, Ornières (2005) parle même d'une sortie de la religion dès lors qu'elle cesserait de structurer la politique et la société. L'insécurité sociale (Castel, 2003) s'érigerait en norme et affecterait les comportements sociaux et politiques des jeunes générations. Le désenchantement du monde conforterait les replis.

La quatrième voie renvoie à la thèse de la contre-révolution silencieuse. Celle-ci a été avancée la première fois par Piero Ignazi (1992). En réaction à l'émergence du post-matérialisme issu de la révolution silencieuse et aux développements de la *New Politics* (Kriesi & Van Praag, 1987 ; Poguntke, 1987), les partis d'extrême droite incarneraient la montée en puissance d'une contre-révolution silencieuse en ayant saisi l'opportunité d'un processus de radicalisation et de polarisation anti-système, non contrôlable et non contrôlé par les partis conservateurs ou néo-conservateurs, dont l'essence s'est révélée d'autant plus importante qu'il a été concomitant avec la saillance de plus en plus forte des problématiques relatives à l'immigration et aux questions sécuritaires (Ignazi, 1992 : 24).

Evoquant la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle française d'avril 2002, Robert Castel (2003 : 50) rapporte ce résultat au sentiment d'abandon éprouvé par de larges segments de l'électorat : « Sociologiquement, c'est essentiellement une réaction « poujadiste », entretenue par un sentiment d'abandon et par le ressentiment à l'égard d'autres groupes et de leurs représentants politiques qui tirent les bénéfices du changement en se désintéressant du sort des perdants ».

Enfin, la frustration relative dans le champ des intérêts économique serait une cinquième voie explicative des succès de l'extrême droite.

Pour ce qui a trait aux théories liées à l'offre, cinq ordres d'explications sont aussi synthétisés par Eatwell.

Le premier est relié à la structure des opportunités politiques : les partis d'extrême droite auraient trouvé un créneau politique lié au recentrage tendanciel des partis gouvernementaux et à leur incapacité à répondre efficacement aux préoccupations majeures des segments électoraux : les questions de l'emploi et du chômage, et celles de l'insécurité des biens et des personnes.

Dans cette optique, des données d'ordre institutionnel tantôt freineraient, tantôt favoriseraient l'émergence et le développement de partis d'extrême droite. Les deux contraintes les plus citées sont les lois de financement public des partis, plus ou moins ouvertes, et le mode de scrutin. Dans le domaine des modes de scrutin, Carter (2005 : 158) a fortement nuancé l'impact de la contrainte institutionnelle sur les performances électorales de l'extrême droite : « *The lack of a clear relationship between the electoral formula used and the right-wing extremist party vote is somewhat surprising. Especially remarkable is the fact that, in term of right-wing extremist party success, no difference emerges between countries which employ majoritarian formulae and those that make use of proportional ones, even though, (...) when all electoral systems are considered together, the formulae is deemed to be the most important determinant of proportionality. The finding (...) raises serious doubts over the validity of the common assumption made by proponents of majoritarian electoral systems that proportional electoral systems promote extremism* ». Observons néanmoins que, pour les partis d'extrême droite, l'accès à la représentation parlementaire n'est possible que dans les pays pratiquant un mode de scrutin proportionnel, singulièrement lorsque la magnitude est élevée.

Un deuxième axe renvoie aux effets de médiatisation. Les partis d'extrême droite bénéficieraient des transformations dans la couverture médiatique des faits politiques et des questions de société. La médiatisation articulée sur l'événementiel ou le fait divers dans une optique catastrophiste serait du pain béni pour les acteurs des droites extrêmes ou, plus largement, pour les formations d'essence populiste.

Un troisième ordre d'explications relie les développements de l'extrême droite avec la promotion de dimensions d'ordre national(iste) et de soutien à la grandeur nationale, dans un cadre national (France, Danemark, Suisse, ...) ou régional (Flandre en Belgique, Padanie en Italie). Cette configuration a conduit nombre de partis d'extrême droite à endosser une posture d'essence eurosceptique. Pour Taggart (1998 : 382) néanmoins, ce positionnement est plutôt relié à leur dimension périphérique dans le système politique.

Une quatrième voie concerne les dimensions programmatiques. La relation au programme renverrait à deux pistes. Les formations politiques d'extrême droite auraient, à l'instar des autres partis, un programme cohérent et un profil idéologique affirmé mais celui-ci n'aurait qu'un impact mineur sur les performances électorales et les raisons du vote d'extrême droite car, et c'est le deuxième aspect, les partis d'extrême droite s'inscriraient en permanence dans une approche de type populiste, qui vise à s'emparer de thèmes *porteurs* pour l'électorat, peu voire pas abordés par les partis gouvernementaux.

Enfin, le dernier grand facteur explicatif relatif aux développements de l'extrême droite en Europe serait relié au *charisme* de leur leader. Certes l'affirmation individuelle du leadership n'est pas l'apanage des partis d'extrême droite et c'est un phénomène de plus en plus important, mais il serait particulièrement saisissant pour les formations des droites extrêmes : Jean-Marie Le Pen en France (Mayer, 1999 : 182), Filip De Winter en Flandre, Jörg Haider en Autriche, Pia Kjaersgaard au Danemark... Lubbers, Gijsberts et Scheepers (2002 : 371) isolent cette dimension comme une des caractéristiques conduisant au succès d'un parti d'extrême droite dans un système politique : « *One of the most important conclusions of this research is that political factors are of major importance in explaining extreme right-wing support. Extreme right-wing parties that have favourable party characteristics (like a charismatic leader, a well organized party and a active cadre) are much more successful in national election than parties which lack these* ».

L'extrême droite, les institutions et le pouvoir

Pour autant, l'objet du présent ouvrage n'est pas vraiment de se concentrer sur ces problématiques. Celles-ci sont certes cruciales mais elles ont déjà connu des développements essentiels dans la littérature scientifique. Il s'agit bien plutôt d'envisager les relations des partis d'extrême droite aux institutions de la démocratie représentative et singulièrement au pouvoir exécutif. Comment les partis d'extrême droite appréhendent-ils l'hypothèse du pouvoir, l'exercice des responsabilités exécutives à l'échelle nationale ou à un niveau subnational, et quels impacts possibles peut-on isoler lorsque la prise de responsabilité exécutive est endossée ?

Pourquoi cette problématique à ce moment ? Pour une raison somme toute assez simple. L'entrée de formations d'extrême droite dans certains exécutifs nationaux et régionaux a frappé les imaginations depuis la fin des années quatre-vingt-dix. En France, en Italie, en Autriche, en Slovaquie, en Suisse, au Danemark, un parti d'extrême droite a accédé à des responsabilités exécutives ou soutenu un gouvernement minoritaire. Le fait est suffisamment nouveau et marquant pour s'y intéresser et mettre en évidence les conditions et les impacts de cette situation politique inédite en Europe.

En même temps, ce fait politique saillant ne doit pas occulter l'incapacité de certains partis d'extrême droite à atteindre ce stade dans leur empan de vie (Pedersen, 1981). Examinant cinq configurations (en Autriche, en Belgique, en France, en Italie et au Danemark), de Lange tente d'isoler les éléments permettant de saisir le succès ou l'échec des partis d'extrême droite à atteindre ce stade de leur vie politique. Dans cette perspective, un des éléments clé est la définition des ou de l'objectif primaire (Harmel

& Janda 1994). Les partis d'extrême droite se fixent-ils comme premier objectif la participation aux responsabilités gouvernementales ? Acceptent-ils d'endosser une posture d'*office-seeking*, éventuellement au détriment d'une stratégie de *vote-seeking* (Muller & Strom, 1999) ? Endossent-ils aussi une posture ouverte au compromis et donc plus centripète ? Pour de Lange, la réponse à ces questions détermine largement l'ouverture ou la fermeture des portes du pouvoir pour le parti d'extrême droite. En la matière, les choix, les désirs et la volonté politique ou, au contraire, l'ambiguïté, les hésitations voire le refus seraient capitaux.

La détermination des objectifs primaires n'est toutefois pas la seule variable. Examinant la relation du Front national belge à la question du pouvoir, Delwit révèle qu'on ne décèle ni choix, ni désir, et encore moins de volonté politique dans un sens... ou l'autre. Formation peut-être atypique, le Front national belge ne semble, comme organisation, n'avoir aucun but précis et ne se donne, en conséquence, aucun moyen spécifique pour y parvenir. Cette étrangeté renvoie à la délicate question des sources du vote pour un parti d'extrême droite. Pourquoi voter pour un tel parti ?

Quel peut-être l'impact des participations gouvernementales sur les différentes facettes du parti ? La question n'est pas anodine. Dans l'évolution des modifications des formes organisationnelles des partis, le rapport aux institutions et au pouvoir est devenu déterminant. Katz et Mair (2002) insistent sur l'ascendance de plus en plus nette du « *party in public office* » face aux deux autres niveaux de la vie des partis : le *party on the ground* et le parti *at central office*, posant même un jugement radical en la matière : « *All of this might well lead to the hypothesis that, with few exceptions, the modern mainstream parties have now been transformed simply into parties in public office, and that other faces of the party are withering away* ». Qu'en est-il plus particulièrement pour les formations d'extrême droite ?

Sur cette question spécifique, Ivaldi s'interroge sur l'importance du facteur personnel dans le rapport ambivalent du Front national français à la question du pouvoir. Les participations aux exécutifs régionaux et municipaux des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix n'ont-elles pas mis en porte-à-faux les choix voire le *leadership* de Jean-Marie Le Pen sur le Front national ? Faut-il y voir la posture plus isolationniste à la charnière des années quatre-vingt et deux mille ? Philippe Secondy rejoint cette analyse tout en mettant en évidence les impacts profonds de ces participations : accroissement, occasionnel, de la légitimité et de la crédibilité du parti, augmentation de sa *notabilisation* et ralliement à ses thèses de « professions respectables » et d'un électorat « souvent issus des couches juvéniles ».

L'ambivalence n'est pas propre au FN français. Lucardie et Voerman suggèrent une relation d'amour-haine dans le chef du parti populiste créé par Pim Fortuyn même si les listes Pim Fortuyn (LPF) se donnaient indubitablement à voir, en avril 2002, comme un « *office-seeking party* ». L'assassinat de Fortuyn et la courte expérience du pouvoir (avril 2002-janvier 2003) des LPF n'auraient pas permis de creuser cette dynamique d'amour-haine.

Avant même la participation au pouvoir, l'*institutionnalisation* était déjà avancée et avérée dans le chef d'un certain nombre de partis. Dechezelles, Fella et Ruzza constatent ainsi le processus engagé par l'Alliance nationale depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, visant à construire un grand parti conservateur moderne,

dégagé des oripeaux de l'essence post-fasciste de l'ancien Mouvement social italien. Cet exemple de conversion centripète n'est cependant pas automatique. En attestent, en miroir, les évolutions centrifuges et anti-système de partis comme la Ligue du nord. Sous la conduite d'Umberto Bossi, la Ligue du nord a opéré un processus de radicalisation centrifuge après son accession aux responsabilités gouvernementales, en 1994 puis en 2001. L'évolution de son rapport à l'Union européenne est éclairante en la matière. En mars 2002, le leader de la Ligue du nord n'avait pas hésité à déclarer : « L'Europe est le nouveau fascisme et nous ferons de la résistance civile »¹.

Le cas suisse ne corrobore pas plus l'institutionnalisation du parti. Au contraire, comme l'épinglent Mazzoleni et Skenderovic, l'Union démocratique du centre endosse de plus en plus une posture anti-système, tout en exerçant les responsabilités gouvernementales.

En Roumanie, si le parti de la Grande Roumanie a échoué à pénétrer les arènes du pouvoir, l'ambition est bien réelle d'atteindre cet objectif. L'analyse de Soare l'atteste. Le parti s'est même renommé pour se départir d'une image sulfureuse. Il est devenu le parti *populaire* de la grande Roumanie ambitionnant un temps de s'ouvrir les portes de l'une ou l'autre fédération européenne de partis à même de le qualifier et de le légitimer comme formation de gouvernement. C'est que la question de l'action et de la légitimation à l'échelon politique européen est devenue essentielle. Sur cette question, son incapacité à rejoindre une fédération européenne de partis ou un groupe au Parlement européen respectables l'a amené à être un des membres fondateurs d'un nouveau groupe classé à l'extrême droite, Identité, tradition, souveraineté, mis sur les fonts baptismaux en janvier 2007.

La participation au pouvoir induit-elle des transformations voire des bouleversements identitaires dans le chef des adhérents et des formes de militance ? « A-t-elle huilé ou au contraire grippé les engagements et les fidélités partisans », s'interroge Stéphanie Dechezelles dans sa contribution sur l'extrême droite italienne ? A travers quelques exemples, elle montre la perturbation que peut générer la transformation du statut du parti pour certains militants, ou en certaines circonstances, les capacités d'adaptation des adhérents à ce processus d'institutionnalisation.

Le rapport aux autres partis n'est pas moins essentiel. Quelles sont les réactions des formations politiques partenaires et adversaires des partis d'extrême droite considérés ? Sur cette question, aucune évolution uniforme n'est observée. Aux Pays-Bas (Lucardie & Voerman) et au Danemark (Bryder), les thèmes mis à l'avant-plan par les partis d'extrême droite percolent dans les programmes et les attitudes des partis gouvernementaux. La donnée sera d'autant plus manifeste que ces thèmes puisent à des racines anciennes, comme le met en lumière Bryder dans le cas danois. Mais des mouvements de réaction sont aussi possibles comme en attestent le recentrage observé en Belgique francophone dès la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix (Delwit).

L'extrême droite au pouvoir influence-t-elle les politiques publiques des gouvernements ? Aucune réponse simple ne se dégage, même si les analystes des cas danois et autrichien conduisent à plutôt répondre positivement à cette question générale, singulièrement sur les problématiques sécuritaires. Mais le propos de Christophe Bouillaud, qui a analysé la législation italienne sous le deuxième

gouvernement Berlusconi, est pour le moins nuancé. En effet, l'action législative et exécutive du gouvernement Berlusconi est d'abord et avant tout marquée du sceau du néo-libéralisme. En revanche, sur les questions sécuritaires, migratoires ou des rapports aux institutions, on serait loin de la coupe aux lèvres et d'une « révolution par la loi ».

Quel est enfin l'impact électoral et organisationnel des participations au pouvoir des partis d'extrême droite ? Dans leur contribution, Frolich et Reinsmann confirment la grande difficulté pour un *nouveau* parti d'exercer le pouvoir. Pour les partis d'extrême droite, le dilemme d'assurer simultanément une dimension populiste et l'exercice des responsabilités gouvernementales est régulièrement complexe (Dézé, 2004). Nous l'avons mentionné, au plan organisationnel, elle peut introduire des tensions entre les pôles *institutionnel* et de l'appareil du parti. De la sorte, Jean-Marie Le Pen a eu maille à partir avec certains maires trop « envahissants » dans le débat interne ou dans les sphères médiatiques. L'ancien maire FN de Toulon, Jean-Marie Le Chevalier, Daniel Siémonpieri, maire de Marignane, ou Jacques Bompard, maire d'Orange, ont abandonné le parti en conflit avec son leader historique. Plus marquante encore aura été la rupture entre Jean-Marie Le Pen et son numéro deux, Bruno Mégret, en désaccord sur la stratégie du parti après les élections régionales de 1998 et le soutien externe du FN à des mandataires de la droite pour emporter la présidence dans cinq régions (Delwit, De Waele & Rea, 1998). En Italie, après que Fini eut traité le fascisme de « mal absolu » et de « chapitre honteux » de l'histoire d'Italie le régime mussolinien, l'Alliance nationale avait vu le départ d'Alessandra Mussolini, fondatrice d'un nouveau parti, Alternative sociale. Et en Autriche, le parti a subi le départ de son leader historique et la création d'un parti concurrent.

Sous l'angle électoral, on ne peut pas relever une seule réalité relativement à l'exercice des responsabilités. Le parti populaire danois et le parti du progrès danois se sortent bien de leur soutien extérieur aux gouvernements minoritaires de droite. Plus significative encore est la performance électorale de l'Union démocratique du centre suisse, traitée par Mazzoleni et Skenderovic. Emmené par Christoph Blocher, le parti a réussi à combiner radicalisation, participation gouvernementale et amélioration sensible de ses résultats électoraux. De même, l'Alliance nationale italienne n'a pas non plus encouru de revers électoraux notables suites à ses participations au pouvoir, ni en 1996, ni en 2006.

Mais il existe des contre-exemples. Aux Pays-Bas, après avoir pris part au premier gouvernement Balkenende, les listes Pim Fortuyn ont enregistré un sévère recul au scrutin national de janvier 2003. Le parti ne s'en est jamais remis et a subi le coup de grâce aux élections nationales de 2006, au terme desquelles il a perdu toute représentation parlementaire. Le cas du FPÖ est plus complexe. En 2002, l'extrême droite autrichienne avait subi un recul spectaculaire, passant de vingt-sept à dix pour cent. Mais quatre ans plus tard, en dépit du départ de Jörg Haider et de l'établissement du nouveau parti (*Bundnis Zukunft Österreich*, BZÖ), le FPÖ a quelque peu amélioré ses positions. Et si l'on additionne les scores du FPÖ et du BZÖ, le pourcentage de l'extrême droite autrichienne passe à 15,2 % (28 sièges). La participation gouvernementale n'est donc pas nécessairement pénalisante pour le parti.

Bibliographie

- Art, D. (2006), *The Politics of the Nazi Past in Germany and Austria*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Carter, E. (2005), *The extreme right in Western Europe. Success or failure ?*, Manchester : Manchester University Press.
- Castel, R. (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris : Seuil.
- Delwit, P. (2007), « L'introuvable électeur ? La participation électorale en Europe depuis 1945 », in Hasting, M. & De Waele, J.-M. (éd.), *Le vote obligatoire en Europe*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Delwit, P. (2005), « European Social Democracy and the World of Members. The End of the Community Party Concept ? », in Delwit, P. (ed.), *Social Democracy in Europe*, Brussels : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P., De Waele, J.-M. & Rea, A. (éd.) (1998), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles : Complexe.
- Dézé, A. (2004), « Between adaptation, differentiation and distinction : extreme right-wing parties within democratic political systems », in Eatwell, R. & Mudde, C. (ed.), *Western democracies and the new extreme right challenge*, London & New York : Routledge.
- Hagtvet, B. (1994), « Right wing Extremism in Europe », *Journal of Peace Research*, 31, 241-246
- Harmel, R., Janda, K. (1994), « An integrated theory of party goals and party change », *Journal of theoretical Politics*, 6 : 3, 259-287.
- Ignazi, P. (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford : Oxford University Press.
- Ignazi, P. (1992), « The Silent Counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal for Political Research*, 22 : 1, 3-34.
- Katz, S.K., Mair, P. (2002), « The ascendancy of the party in Public Office : Party Organizational Change in Twentieth-Century Democracies », in Gunther, R., Ramon Montero, J. & Linz J.J. (ed.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford : Oxford University Press.
- Kriesi, H., Van Praag, Ph. (1987), « Old and new politics : The Dutch Peace movement and the traditional political organizations », *European Journal of Political Research*, 15, 319-346.
- Linz, J.J. (2004), « Quel avenir pour les partis politiques dans les démocraties contemporaines ? », *Pôle Sud*, 21, 55-68.
- Lijphart, A. (1997), « Unequal Participation : Democracy's Unresolved Dilemma », *American Political Science Review*, 1997, 91 : 1, 1-14.
- Lipset, S.-M., Rokkan, S. (1967), *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*, New York : Free Press.
- Lubbers, L., Gijsberts, M. & Scheepers, P. (2002), « Extreme Right Wing voting in Western Europe », *European Journal for Political Research*, 41 : 3, 345-378.
- Mair, P., Van Biezen, I. (2001), « Party membership in twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, 7 : 1, 5-21.
- Mayer, N. (1999), *Ces Français qui votent FN*, Paris : Flammarion.
- Mayer, N. (1997), « Introduction », in Boy, D., Mayer, N., *L'électeur a ses raisons*, Paris : Presses de sciences po.
- Merkel, P.-H., Weinberg, L., (2003), « Introduction », in Merkel, P.-H., Weinberg, L. (éd.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-first century*, Londres : Frank Cass.
- Mudde, C. (2003), « The populiste Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39 : 4, 542-563.
- Mudde, C. (1999), « The single-issue Party Thesis : Extreme Right Parties and the Immigration Issue », *West European Politics*, 22 : 3, 182-197.
- Muller, W.C., Strom, K. (1999), *Policy, office, or votes ? : how political parties in Western Europe make hard decisions*, New York : Cambridge University Press.

- Ormières, J.-L. (2005), *L'Europe désenchantée. La fin de l'Europe chrétienne ? France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal*, Paris : Fayard.
- Pedersen, M. (1981), « Towards a new typology of party lifespans and minor parties », *Scandinavian Political Studies*, 1, 1-16.
- Poguntke, T. (1987), « New Politics and Party Systems : The Emergence of a New Type of Party », *West European Politics*, 10 : 1, 76-88.
- Rydgren, J. (2005), « Is extreme right-wing populism contagious ? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, 44 : 3, 413-437.
- Seiler, D.-L. (2003), *Les parties politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Ellipses.
- Scarrow, S.E. (1996), *Parties and their members. Organizing for victory in Britain and Germany*, Oxford : Oxford University Press.
- Taggart, P. (1998), « A touchstone of dissent : Euroscepticism in contemporary West European party systems », *European Journal of Political Research*, 33 : 3, 363-388.
- Von Beyme, K. (1985), *Political Parties in Western Europe*, Aldershot : Gower.
- Wattenberg, M.P. (2002), « The decline of Party Mobilization », in Dalton, R.J., Wattenberg, M.P. (ed.), *Parties Without Partisans Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford : Oxford University Press.

Note

¹ *La Libre Belgique*, 5 mars 2002.

From pariah to power broker

The radical right and government in Western Europe

Sarah DE LANGE

1. Introduction

In the 1990s the first radical right parties managed to use their electoral success to gain government representation¹. The AN (*Alleanza Nazionale*) and the LN (*Lega Nord*) joined the Italian government coalition of Silvio Berlusconi in 1994 (and again in 2001) and the Austrian FPÖ (*Freiheitliche Partei Österreichs*) negotiated its way into the ÖVP-led government coalition in 2000 (and again in 2003). Since 2001 the DF (*Dansk Folkeparti*) has held the balance in the Danish parliament and has been vital for the survival of the right-wing minority government. Several scholars have attempted to explain the rise to political power of the radical right (e.g. Ahlemeyer, 2005; Bale, 2003; Lalli, 1998; Kestel and Godmer, 2004).

However, not all successful radical right parties in Western Europe have been welcomed into government coalitions by mainstream parties. In Belgium and France, most notably, the radical right has been treated as a political pariah since the late 1980s. In these countries they are kept out of office at all levels (local, regional, and national), despite their electoral growth over the past two decades². The ostracization of the radical right has received less scholarly attention than its participation in power (but see Downs, 2001).

Interestingly, most radical right parties that are now in power have also experienced a phase of ostracization before they entered government. The main question that should therefore be answered is not “why are radical right parties in power today?” but “why have some radical right parties succeeded in their quest for power and have others failed to capitalize on their electoral success?” To explain this difference one obviously needs to study both groups of parties, something that has not been done to the best of our knowledge.

This chapter attempts to fill this gap and explain under which conditions radical right parties become part of government coalitions. The study takes a long-term perspective to trace the position of radical right parties in West European party systems throughout the last two decades. In this way, we trace which paths radical right parties have travelled between their entrance in parliament and their participation in a government coalition. We believe that the merit of this approach lays in its ability to grasp complex processes that are largely dependent on case-specific contexts.

An exploration of five cases (Austria, Belgium, Denmark, France, and Italy) will provide the necessary illustrative support for the various trajectories that have been followed by West European radical right parties. In these countries three electorally successful radical right parties have gained entrance into government at the national level (the FPÖ in Austria, and the AN and LN in Italy), one party is formally outside the national government, but vital for its survival (the DF in Denmark), one party has incidentally gained power at the local and regional level, but not at the national level (the French FN, or *Front National*), and one party has systematically been excluded from government at all levels (the VB, or *Vlaams Belang* in Belgium). The variation in the extent to which these parties have realized their governmental aspirations gives a solid base to identify the causes for their divergent paths.

2. Austria

Austria was, after Italy, the second West European country to have a radical right party in its national government. In 2000 the ÖVP (*Österreichische Volkspartei*) chose to form a coalition with the FPÖ after negotiations with the SPÖ (*Sozialdemokratische Partei Österreichs*) had failed. The ÖVP-FPÖ coalition signalled the end of a 14-year period in opposition for the FPÖ. In the following, we will sketch the road the FPÖ travelled between 1995 (the year its predecessor the vdu (*Verband der Unabhängigen*) was founded) and 2000 (the year ÖVP-FPÖ coalition took office). Thus, we will identify the factors that contributed to the FPÖ's rise to power. Of course, the emphasis will be on the period 1986-2000, when the FPÖ can be seen as one of the obvious examples of a successful radical right party.

The FPÖ is a direct descendant of the vdu, a pan-German nationalist party founded in the aftermath of Second World War. The party spent its first 10 years as "Ghetto party" with little electoral following and no representation in the national executive. From the mid-1960s onwards a phase of "Normalization" started for the FPÖ. The vote share of the party stabilized around 5.5%, and even though it remained excluded from the national government, the party did provide the SPÖ minority government of 1970-71 with parliamentary support. In the early 1970s, mixed developments can be observed. Although the popularity of the FPÖ was waning, the party did succeed for the first time in securing government representation. In 1983 the party became the junior partner in a coalition dominated by the SPÖ. However, the FPÖ had little time to enjoy the benefits of office. The SPÖ-FPÖ coalition was terminated when Jörg Haider took over the party in 1986. The Socialists called for early elections, because Haider represented the nationalist rather than the liberal wing of the party with which the SPÖ had formed its coalition. With Haider's takeover of the FPÖ, the period of "Acceptance" that began in the early 1970s came to an end (Luther, 2000).

After his takeover Haider reoriented the FPÖ and steered a more radical course than his predecessors. The programmatic emphasis of the party shifted from economic liberalism to anti-immigration and anti-establishment politics. The style and ideology of the FPÖ became drenched with populism and the party vehemently opposed the Austrian *Proporz* system. The SPÖ and ÖVP reacted to this process of radicalization with a policy of *Ausgrenzung*, i.e. with a strategy of exclusion vis-à-vis Jörg Haider which was meant to keep the FPÖ-leader out of the federal government. Especially the SPÖ treated the FPÖ as a political pariah, because of the party's (alleged) extreme right character. The SPÖ found support for its position in the slip-of-the-tongues of Haider, who made in this period some infamous statements, most notably about the work policies of the Third Reich. However, the policy of ostracization was not implemented uniformly. At the regional and local level the SPÖ and ÖVP continued to cooperate with the FPÖ, including in Haider's Carinthia (Kestel and Godmer, 2004) ³.

During the period of exclusion the support for the FPÖ increases dramatically. The vote share of the party rose from 9.7% in 1986 to 26.9% in 1999. Until 1999 the electoral growth of the FPÖ did not motivate the SPÖ and ÖVP to abandon their policy of ostracization. However, after the 1999 elections the ÖVP was no longer willing to exclude the FPÖ from power. After an unsuccessful attempt to reform the traditional SPÖ-ÖVP coalition, the ÖVP started negotiations with the FPÖ, which resulted in a coalition agreement only 8 days later. The black and blue coalition was greeted with both national and international protest. Thousands of protesters marched the streets of Vienna and Austria's President Tomas Klestil was not able (or willing) to hide his discontent over the composition of the new national government. The EU-14 reacted to the formation of the right-wing coalition with diplomatic sanctions and Israel and the US recalled their ambassadors from Austria. However, protest in Austria diminished once the ÖVP-FPÖ government took office and the EU-14 sanctions were lifted after a "wise men" report declared that the ÖVP-FPÖ government constituted no immediate threat to human rights (Merlingen et al., 2000).

Obviously, one needs to ask why the ÖVP was interested in the FPÖ as a coalition partner after the 1999 elections, even though it had refused an alliance with the radical right party prior to this date. First of all, the balance of power in the Austrian party system had shifted considerably between 1986 and 1999. Prior to the 1999 elections the FPÖ was an important player in Austrian politics, but the party was only the third party after the SPÖ and ÖVP. After the 1999 elections the ÖVP and FPÖ were equal in size and the ÖVP risked further deterioration of its position in future elections ⁴. The safest bet for the party was to take the FPÖ into bath and hope it would drown. The ÖVP strongly believed that the FPÖ would not be able to bear the responsibilities that come with office and would suffer the electoral consequences of its government participation (Luther 2000). As it turns out the ÖVP made a good assessment of the strengths and weaknesses of the FPÖ. The party has lost a considerable part of its electoral following in the 2003 elections (Luther 2003). Secondly, the ÖVP would have been the junior partner in an SPÖ-ÖVP coalition. In an ÖVP-FPÖ coalition the participating parties would be of equal strength, but the ÖVP would have a clear advantage in the negotiations because it could grant the FPÖ its most ardent wish, namely government responsibility. Thirdly, the FPÖ was willing to make a number of concessions to the

ÖVP. Most importantly, Haider agreed to remain in Carinthia (which did not prevent him from meddling in the affairs of the coalition).

In addition to these idiosyncratic explanations it is important to note that “the Austrian political system is the perfect example of a coalition market that is regionally and nationally unified according to an oligopoly logic that is absolutely inclusive, in the sense that there is no differentiation between extremist and democratic political parties” (Kestel and Godmer, 2004: 136). In this light, this ostracization of the FPÖ between 1986 and 1999 should be interpreted as the exception rather than the rule. David Art believes that extreme right parties have always been accepted as normal political competitors in Austria, because the country failed to publicly debate its role in the Second World War and held on to the myth that Austria was the first victim of Nazism (Art, 2006). It has also been argued that the inclusion of the FPÖ is partly the result of the consociational, cooperation-based system that is so characteristic for Austrian politics. This explanation holds certainly for the regional and local level, where the FPÖ has always been included in governments after it has achieved the internal threshold of 10 per cent (Kestel and Godmer, 2004). However, it seems that consociationalism was also the reason why the SPÖ and ÖVP maintained their broad coalition at the national level, even when other coalition alternatives were available.

3. Belgium

The contrast between the Austrian and the Flemish case is striking. The VB has found its government aspirations suffocated by the *cordon sanitaire* that surrounds the party since 1989. Flemish mainstream parties refuse to negotiate with the VB and have consistently excluded the party from all executive positions. The why and how of this exceptional political situation have so far received little attention in the literature on radical right parties.

The VB was founded in 1978 as a breakaway party from the moderate Flemish nationalist VU (*Volksunie*). In its early days the party presented itself exclusively as a radical Flemish nationalist party, which gave it little electoral success. Given its position on the margins of the party system (both in terms of electoral and ideological relevance) mainstream parties ignored the party until the late 80s. However, after the electoral breakthrough of the VB at the municipal elections of 1988, mainstream politicians felt they could no longer ignore the presence of the party. They were not only startled by the VB’s electoral success, but also by its renewed electoral programme that was strongly anti-immigrant (and for many xenophobic and racist) and recalled the memory of past extreme right movements, especially Nazism and fascism. In reaction to what was labelled “black Sunday” the mainstream parties formulated a protocol that stated that they would “not form political alliances or make agreements with the VB, neither within the framework of democratically elected institutions at the local, provincial, regional, national, or European level, nor within the framework of elections for the mentioned levels” (Protocol, May 10th 1989). This protocol, better known as the *cordon sanitaire*, restricted the behavior of mainstream parties towards the VB in the following ways: 1) no cooperation in administrative and executive institutions or in government coalitions; 2) no joined legislative activities; 3) no demand for VB support for resolutions; 4) no support for resolutions introduced

by the VB; 5) no joint press conferences or releases; 6) no electoral arrangements (Damen, 2001: 92). However, this *cordon sanitaire* proved to be short-lived. The VU revoked the protocol only 40 days after it was signed, an act quickly followed by the CVP (*Christelijke Volkspartij*) and PVV (*Partij voor Vrijheid en Vooruitgang*). The SP (*Socialistische Partij*) and Agalev (*Anders gaan leven*) decided to stick to the protocol; even though the centre right parties had abandoned it.

Three years later the publication of the VB *70-punten plan* (70-points plan) stimulated mainstream parties to join forces again and to denounce the VB and its policy proposals in a parliamentary resolution⁵. The initiators of the resolution argued that the plan was in violation of a number of international treaties (including the Universal Declaration of Human Rights and the European Convention on Human Rights) and national legislation. Although the resolution did not mention the *cordon sanitaire* explicitly, the parliamentary debate over the resolution showed that all mainstream parties, including the previously reluctant VU, CVP, and VLD (the former PVV, renamed the *Vlaamse Liberalen en Democraten* in 1992), were willing to restore it. In the following years, individual politicians did criticize the *cordon sanitaire*, but no mainstream party recalled its commitment to the politics of exclusion. On the contrary, the isolation of the VB was confirmed by a second parliamentary resolution in 1997. In 2000 the *cordon sanitaire* was also formally re-established when all mainstream parties signed the *Charter voor de Democratie* (the Charter for Democracy), a document of which the content is largely similar to the protocol of 1989.

In 2004, after the three constituting organizations of the VB (*Vlaamse Concentratie*, the *Nationalistisch Vormingcentrum* and the *Nationalistische Omroepstichting*) were convicted for racism and xenophobia, the party underwent some drastic changes. These were in part cosmetic: the party changed its name from *Vlaams Blok* to *Vlaams Belang* and restyled its image (logo's, posters, and websites). However, the change went well beyond aesthetics and the party reconsidered its ideological course. Leading VB politicians wrote a new party statute and declaration of principles in which there was no longer place for some of the more radical party positions. The party positions with regard to immigration and economics underwent the most profound change: the forced repatriation of all immigrants was abandoned and replaced by a policy of "adapt or leave" and the principle of solidarity which had always been the strongest ideological link between the VB and Italian fascism was removed from the party statutes. However, many other radical positions were maintained. The VB still calls for Flemish independence, amnesty for wartime Nazi collaborators, and closer relations with the Netherlands. The party also stresses that the VB is not a "*Vlaams Blok light*", and that the party has not abandoned its radicalism (Erk, 2005).

Some commentators feared that the transition from *Vlaams Blok* to *Vlaams Belang* would give mainstream parties an incentive to abolish the *cordon sanitaire*. So far, this has not happened and this is for a large part a consequence of the wavering course of the VB. The party failed to clearly stress its new character after the period of transition was over. Leading VB politicians like Filip Dewinter continued to use the old radical discourse on immigration in public speeches and the media. On several occasions their statements were revoked by party leader Frank Vanhecke, which not only casts

doubts on the profoundness of the party change, but also on the cohesiveness of the party. Although some commentators argued that these incidents were orchestrated to meet the expectations of both radical right-wing and mainstream voters, they gave the mainstream parties new ammunition to justify the *cordon sanitaire*.

Even though the *cordon sanitaire* has not fallen, it has been under pressure since the day it was established. Those that oppose it do so for various reasons. Some find it an anti-democratic measure or argue that it ties the hands of mainstream parties unnecessarily. They do feel that mainstream parties have a democratic responsibility, but disagree with the collectivity that is placed upon this responsibility by the *cordon sanitaire*. However, these objectors are very often not in any way inclined to cooperate with the VB. Like the supporters of the *cordon sanitaire*, they believe that the proposals of the VB are a bridge too far. Other opponents of the *cordon sanitaire* feel that the VB is a party like any other and express appreciation for many of the positions taken by the party. A number of them, especially from the Flemish nationalist N-VA (*Nieuw-Vlaamse Alliantie*), have left their mainstream party for the VB. Many mainstream politicians also point at the strategic consequences of the *cordon sanitaire*. They claim that it has made a significant contribution to the electoral success of the VB and ask that the *cordon* be lifted, hopeful that the VB will not be able to bear the burden of government responsibility. They find support for their claim in Austria, where the FPÖ disintegrated after its rise to power. However, strategic considerations of this type have not yet taken the upper hand in any of the mainstream parties in Flanders. Moreover, pressure is exercised on Flemish politicians to maintain the *cordon sanitaire* by their Walloon colleagues. The *cordon sanitaire* survived the municipal elections of October 2006.

4. Denmark

In Denmark the DF has not yet taken up government responsibility, but the party nevertheless yields considerable power from the opposition benches. Although not officially in office, it is safe to state that the DF has succeeded where its predecessor, the FRP (*Fremskridtspartiet*) has failed. The DF is no longer treated as a political pariah and has been granted important positions within the Danish political system as a reward for the party's support for the right-wing majority government that ruled Denmark between 2001 and 2005. In the following we investigate how the DF obtained this privileged position.

Together with a number of other challenger parties (e.g. the CD, or *Centrumdemokraterne*, and the KRF, or *Kristelig Folkeparti*) the FRP achieved its electoral breakthrough in 1973. The FRP was the most successful of the challenger parties to enter the Danish *Folketing*, for it came in second in the 1973 elections with 16 per cent of the vote. The party, led by Mogens Glistrup, owed its success to its protest character and anti-tax programme. In the 1970s the party systematically refused to accommodate the non-socialist minority governments that governed Denmark. In reaction to the obstructive behaviour of the FRP the mainstream parties decided to ostracize it. Thus, the FRP found itself on the margins of the party system, because it was not willing to participate in the legislative arrangements that are meant to give Danish minority governments a parliamentary majority. The position of the

FRP within the Danish party system at this point in time was in stark contrast to that of the other challenger parties that had entered parliament in the 1973 elections. Upon their arrival in parliament the CD and KRF positioned themselves as centrist parties and made sure to come across as pragmatic and responsible. They were soon integrated in the Danish party system and became to hold the key to the survival of both left- and right-wing minority governments in Denmark (Bille, 1989; Christiansen, 2003; Green-Pedersen, 2001).

In the 1980s Pia Kjærsgaard took up the leadership of the FRP after Mogens Glistrup was imprisoned for tax evasion and on her initiative the party abandoned its strategy of obstruction. It became more willing to cooperate with the mainstream right and made deliberate attempts to bridge the gap with the KF (*Konservative Folkeparti*) and V (*Venstre*). The more accommodative strategy proved successful. In 1982-1983, 1987, and 1993 the support of the FRP proved vital for the installation of non-socialist minority governments. Moreover, in 1982 and 1989 the party participated in negotiations to solve the budgetary crises that touched the Danish minority governments (Bjørklund and Andersen, 1999). However, the FRP did not yet become fully integrated into the Danish party system for several reasons. For one, the FRP asked for extensive policy concessions in return for its support to the right-wing minority governments of the 1980s. Moreover, the party appeared as an unreliable partner, because it was overcome by internal disputes that surfaced as a result of weak party organization and party discipline. Finally, the small but pivotal center parties opposed the structural integration of the FRP into legislative accommodations, because they disapproved of the party's xenophobic character (Bille, 1989; Ganghof and Bräuning, 2003; Green-Pedersen, 2001).

The accommodative strategy followed by the FRP party leadership was not supported by all FRP militants. In the early 1990s tension within the party rose over this question and other questions, which eventually led party leader Pia Kjærsgaard and 3 of the party's MPs to quit the party in 1995. According to the dissidents the internal power struggles that preceded the break up revolved primarily around their willingness to cooperate with mainstream parties (Bille, 2001: 31 in Christiansen, 2003: 21). After they left the FRP, Pia Kjærsgaard and her followers founded a new political party, the DF, which initially resembled the FRP ideologically, but soon developed into a full-blown radical right party with a party programme centered on ethnocentrism and nationalism. The party leader made it clear from the day the DF was founded that the party would follow an accommodative strategy and that it had strong government aspirations. To show the mainstream parties that it was a reliable political partner the party was organized more hierarchically than the FRP and tightly controlled party discipline and party loyalty. Consequently, the DF has always more mainstream than the FRP. According to Pedersen and Ringmose, "Pia Kjaersgaard and her new party [had] become *comme il faut* in a parliamentary sense" (Pedersen and Ringmose, 2004: 2). The integration of the DF in the Danish party system was furthered by the quick radicalization of the FRP that made the DF look moderate despite its radical right programme.

The 1998 elections showed that the DF was the only legitimate successor to the FRP for the party won 13 seats in the Danish *Folketing*, while the seat share of the FRP

plummeted to only 4 out of the 179 parliamentary seats. However, the DF could not capitalize on her success, because the non-socialist parties did not yield a majority in the Danish parliament after the 1998 elections. Nevertheless the DF was included in 6 legislative accommodations between 1998 and 2001 by the Socialist minority government (Christiansen, 2003: 17). In the run up to the 2001 parliamentary elections the DF pledged to support Anders Fogh Rasmussen, the party leader of V who was the main challenger of the incumbent MP Poul Nyrup Rasmussen (Qvortrup, 2002). The results of the 2001 elections showed that for the first time in a decade the mainstream right would be able to form the minority government. Moreover, it would not have to rely on the support of the center parties for a parliament majority, for the votes of the DF could give a majority to the KF-V government, a situation without precedent in Denmark. Prior to 2001, non-socialist governments had only been possible when a consensus could be achieved between all non-socialist parties. Since the center parties had always opposed the participation of the FRP and later the DF this had been an extremely difficult exercise. Now that the center parties were no longer necessary for a non-socialist government negotiations with the DF could no longer be vetoed. The party did not succeed in gaining government representation, but had nevertheless a very good bargaining position. With only 22 out of the 179 seats in the *Folketing*, the party could make or break the right-wing minority government. In return for its parliamentary support the party received the chairmanship of three parliamentary commissions (Finance, Agriculture and Health) (Evers, 2002) as well as considerable policy concessions. Between 2001 and 2005 the DF conscientiously fulfilled its role as the parliamentary partner of the right-wing minority government. In 2005 the right-wing minority government of KF and V regained its position and the DF maintained its position as privileged support party ⁶.

5. France

Although the FN has participated in a number of electoral alliances with French mainstream parties during the 1980s and early 1990s, its position today resembles that of the Belgian VB rather than that of the Austrian FPÖ or the Italian AN and LN. Whereas most radical right parties have become more accepted over time, the FN is more excluded today than it was twenty or thirty years ago. The reasons for the FN's atypical trajectory are multiple.

Surprisingly, the origins of the FN's electoral success can be found in the support the party acquired in the early 1980s from mainstream parties. The FN had spent a decade on the fringes of the political system – in 1981 Jean-Marie Le Pen did not even manage to collect the required signatures to participate in the presidential elections –, when in 1983 FN-politician Jean-Pierre Stirbois was invited to form an electoral alliance with the UDF (*Union pour la Démocratie Française*) and RPR (*Rassemblement pour la République*) in the town of Dreux. This alliance paid off, for the FN obtained 16.7% of the votes and Stirbois became Deputy-Mayor of Dreux. Since then, the mainstream right has cooperated in a number of elections with the FN (see Table 1).

Table 1
Cooperation between the mainstream right and radical right in France

<i>Year and occasion</i>	<i>Type of cooperation</i>	<i>Département or ville</i>
1983 Municipal elections	Joint lists	Alpes-Maritimes, Indre-et-Loire, Isère, Ile-de-France
1983 Municipal by-election	Joint list	Dreux
1984	Agreement to vote in RPR Assembly President Jean-Paul de Rocca Serra	Corse
1986	With help of the mainstream right the FN gets two posts in the <i>Secrétariat of the Assemblée Nationale</i> . The FN helps elect four Committee Presidents in return	
1986 Regional elections	Agreements to vote in UDF Regional Presidents. FN receives Vice-Presidencies in return	Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie, Franche-Comté, Aquitaine, PACA
1987 Municipal by-election	UDF Mayor Hervé de Fontmichel re-elected on a common list. Three FN politicians become Deputies	Grasse
1988 Legislative elections	<i>Accords de désistement</i>	Bouches-du-Rhône
1989 Municipal elections	Alliances between mainstream right and FN	30 municipalities
1992 Regional elections	Integration of FN in the newly established permanent deliberative commissions	All regions, with exception of Limousin
	Agreement to vote in UDF Regional President Jean-Pierre Soisson	Bourgogne
1995 Municipal elections	Election of 3 FN mayors	
1998 Regional elections	Agreements to vote in UDF Regional Presidents. FN receives Vice-Presidencies in return	Aquitaine, Franche-Comté, Centre, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie, Picardie, Rhône-Alpes, Languedoc- Roussillon

^a Overview based on Ahlemeyer (2005), Dézé (2004), and Kestel and Godmer (2004).

As can be observed from Table 1, the cooperation between the FN and the mainstream right in France has primarily been electoral in nature. This is a result of the French two-round majoritarian electoral system. In this system pre-electoral coalition formation is more common than post-electoral coalition formation. Several forms of electoral agreements exist depending on the exact modalities of the electoral system that is in place for the elections (different systems exist for the local, regional, and national elections). Parties can present themselves on a joint list at the elections,

can make agreements to contest different electoral districts, or can conclude an *accord de désistement* that obliges the party that has the most unfavourable position after the first round of the elections to cancel its candidacy. In most cases pre-electoral alliances translate into post-electoral coalitions. However, when a pre-electoral coalition does not obtain a majority after the second round of the elections, the participating parties are forced to negotiate with other parties to acquire a majority. The FN has participated in a number of electoral alliances (joint lists, *accords de désistement*), mostly on the regional or local level, but has on some occasions also helped mainstream right parties to a majority in elected institutions (for instance to elect Regional Presidents).

Table 1 shows that the cooperation between the FN and the UDF and RPR decreased during the 1990s and finally ceased after the 1998 regional elections. The decision to end alliances with the FN was made by the mainstream parties prior to these elections, but a number of UDF politicians defected from the national party line. These politicians were unwilling to surrender their regions to the left, a consideration that had also motivated previous alliances with the FN⁷. The mainstream right party headquarters nevertheless decided to forbid cooperation with the radical right, because they believed the only party that benefited from these alliances was the FN (Kestel and Godmer, 2004; Villalba, 1998).

The fact that alliances between the FN and the mainstream right occurred frequently before 1998 does not imply that all involved were supportive of cooperation. On the side of the radical right, as well as on the side of the mainstream parties, politicians were deeply divided over the question of cooperation. Within the FN Bruno Mégret strongly opposed the isolationist stance of party leader Jean-Marie Le Pen. Mégret believed that one of the primary functions of the FN should be to keep the left from power. An alliance with the mainstream right was a necessary step to achieve this goal. The power struggle between Le Pen and Mégret led the party to move back and forth between two positions, presenting itself at various points in time both as an alternative within the system and an alternative to the system (Dézé, 2004). In 1999 the question of cooperation even led to a split in the FN, Mégret eventually left the party to found his own party, the MNR (*Mouvement National Républicain*).

The question of cooperation also caused a continuous battle within the mainstream right over the appropriateness and effectiveness of alliances with the radical right. The mainstream right was and still is divided in two camps: those who see Le Pen as an adversary, and those that see him as a competitor with whom cooperation should be possible under the right circumstances. Those who classify the FN as an adversary claim that the party is historically and ideologically illegitimate (Villalba, 1998). Those that promote cooperation with Le Pen point at the ideological kinship of right-wing parties of all sorts and claim that the isolation of the FN only favours the left. The division between opponents and supporters of alliances with the radical right runs through both the UDF and RPR (now UMP, or *Union pour le Mouvement populaire*). The division within the UDF has always been between centrists on one hand and liberals on the other hand (most notably Alain Madelin and his PR, or *Parti Républicain*⁸). Within the RPR the division initially opposed Jacques Chirac (then RPR-president) to Charles Pasqua (co-founder of the RPR, now president of the RPF, or *Rassemblement pour la France*⁹) and Jacques Toubon (then Secretary General of the RPR) who felt that “the

federations will be free to do what they want. The RPR does not have any hostility towards the Front National” (in Kestel and Godmer, 2004: 141). In the aftermath of the 1998 regional elections Jacques Chirac made it very clear that alliances with the FN would never be tolerated. He denounced the FN as racist, xenophobic and anti-Semitic an action supported by many right-wing politicians (e.g. Alain Juppé, then Prime Minister, and Raymond Barre). Today some dissent from the party line can still be heard in the UMP. However, public debates about the appropriateness of a policy of ostracization have decreased significantly. Given the dominance of the UMP on the French right wing since the 2002 elections, there seems to be little chance that the FN will be integrated in the French party system in the near future.

6. Italy

At first sight the Italian case seems even more particular and context-dependent than the previous cases. For one, the Italian radical right parties have little in common with the radical right parties described above. The AN has never relied on a strong anti-immigrant discourse and the LN was rather late to embrace this issue. Notwithstanding this important difference between the Italian radical right on one hand and other radical right parties in Western Europe on the other hand, the Italian case is very instructive for the comprehension of the realization of mainstream right-radical right coalitions. After all, the Italian mainstream parties treated the AN (then still MSI, or *Movimento Sociale Italiano*) and LN no different than their radical right counterparts in Austria, Belgium, Denmark, and France prior to their rise to power in 1994.

Founded as a (neo)fascist party in 1946, the MSI has long been the most important of post-war extreme right parties. It was on this party Giovanni Sartori based his concept of the anti-system party (Sartori, 1976). Like the FN in France, the MSI has historically been divided between moderates, who wanted to be an alternative within the system, and radicals, who wanted to be an alternative to the system. MSI leader Giorgio Almirante has always tried to console both currents, pursuing both accommodative and non-accommodative strategies at different points in time. In the 1950s Almirante followed the so-called *inserimento* strategy with the objective of being integrated in the party system. This strategy was rather successful, the party supported the DC (*Democrazia Cristiana*) minority governments of Zoli (1957), Segni (1959), and Tambroni (1960) (Ahlemeyer, 2005). However, the reactions to the alliance formed to elect the Tambroni government were so dismissive that the DC leadership decided to exclude the MSI from formal agreements in the future (Lalli, 1998). This did not prevent the party from accepting help from the MSI to elect DC candidates to the Presidency of the Republic in 1962 and 1971 (Ahlemeyer, 2005). In the 1970s and the late 1980s the MSI followed a more radical course and relied on a “strategy of tension”. In the early 1990s tension between the moderate and radical wing culminated when Gianfranco Fini, who had succeeded Almirante in 1987, decided to lead its party in a more mainstream direction. Part of the fascist heritage was abandoned at the 1995 Fiuggi conference and, to mark this transition, the party changed its name from MSI to AN. The radical wing of the MSI, under the leadership of Pino Rauti, strongly disagreed with this course, left the party and continued as the MSI-FT (*Movimento Sociale Italiano-Fiamma Tricolore*) (Ahlemeyer, 2005).

In the 1980s a second important non-communist opposition movement emerged on the Italian politics scene in the form of regional parties, better known as *Lega*'s (e.g. the *Lega Lombarda* and the *Lega Veneta*). Although not yet represented in the national parliament at this time, the *Lega*'s exerted considerable influence in the local and regional parliaments of northern Italy. Primarily opposed to Roman politics, the *Lega*'s strategically decided not to ally themselves with mainstream parties. After the individual *Lega*'s merged into the LN in 1990 a strategy of distinction was maintained (Dézé, 2004). At the same time the mainstream parties were not willing to cooperate with the LN because the party was seen as “too unreliable, “out of system”, and “locally focused to be considered as a potential ally” (Ruzza and Schmidtke, 1996: 180). As one may note, these reasons are rather similar to those given by the mainstream right in Denmark for the exclusion of the FRP.

In the early 1990s a number of important developments took place in Italian politics¹⁰. The Italian party system collapsed under the pressure of several corruption scandals. Shortly after this collapse, the Italian public asked that the electoral system be transformed from a purely proportional to a majoritarian (with a proportional correction) system in a referendum. In 1994 the first elections took place under the new electoral system. These elections were dominated by electoral cartels rather than by individual political parties. Hence, the new electoral system made that the emphasis in Italian politics shifted from post-electoral coalition formation to pre-electoral coalition formation. In the 1994 elections the left-wing parties were represented by the *Progressisti* whereas the right-wing parties were represented by two coalitions, the *Polo delle Libertà* (in which the LN participated) in the north and the *Polo del Buon Governo* (of which the AN was a part) in the south. The right-wing coalitions won a clear majority in the Italian parliament (364 out of 630 seats). Since the AN and LN had contributed considerably to the victory of the *Poli* (to give an indication, the AN obtained 13.5 per cent of the proportional vote, the LN 8.4 per cent), both parties received several positions in the government that was formed after the elections.

As was already noted, the inclusion of the AN and LN in the Italian party system did not begin with their participation in the 1994 government, but rather with their participation in the pre-electoral *Poli*. To understand why they were invited to this electoral alliance and to understand why the AN and LN accepted his invitation a large number of factors should be addressed. Essentially, the establishment of the right-wing pre-electoral coalitions has been the result of the interaction of a high number of related factors that are listed here in chronological order.

- The *Tangentopoli* action.
- The referendum for the introduction of a majoritarian electoral system in the Italian Senate (April 1993) and the Italian House of Representatives (August 1993).
- The left-wing victory at the municipal elections of December 1993.
- The positive results of the AN and LN at the municipal elections of December 1993.
- The foundation of FI (*Forza Italia*) in January 1994.

Individually these factors cannot explain why the *Poli* were formed prior to the 1994 parliamentary elections. However, together these factors provide the AN, LN, and their main right-wing ally FI with important motivations to form an electoral cartel.

First of all, we have to highlight that FI was founded out of fear that the left, which constituted a threat to FI leader Silvio Berlusconi's business empire, would win the 1994 elections. The municipal elections of 1993 had already showed that such a victory was not unlikely. For all political parties, it was essential to enter in an electoral alliance, for the new majoritarian electoral system would disfavour individual parties. Since no right-wing party seemed strong enough to lead the right-wing camp (the center-right parties were discredited by the corruption scandals), Berlusconi decided to found his own party and invite the AN and LN into his coalition. To Berlusconi the AN and LN did not only represented an electoral reservoir, but an alliance with these radical right parties also emphasized the discontinuity between the discredited right-wing parties on one hand and Berlusconi's FI on the other. After all, the radical right parties had always been marginalized by the mainstream right and were therefore not affected by the political scandals that had discredited the mainstream right (Biorcio, 2003). For the AN and the LN a coalition with Berlusconi's FI did not only signal the end of their pariah status, it also assured their parliamentary representation, something that was at a risk after the introduction of the new electoral system that was especially disadvantageous to small- and medium-size parties. However, for ideological reasons they were unwilling to participate in the same coalition and therefore two coalitions were formed, one in the north of Italy and one in the south (Hopkin, 2004).

On the basis of these motivations Roberto Lalli comes to the conclusion that the *Poli* were instrumental coalitions, i.e. coalitions only formed out of necessity, to win elections and without direct office-seeking goals or a clear common ideological denominator (Lalli, 1998). The fact that the first Berlusconi government lasted only nine months – the LN provoked early elections, because it felt that it did not get enough policy concessions in the Berlusconi government, most notably where it concerned institutional reform – confirms this analysis. Thus, the failure of the first Berlusconi government demonstrated that pre-electoral coalitions need to consider the possibility that they will get a mandate to govern and have to make sure that the participating parties share a certain policy affinity. Electoral alliances for subsequent elections have therefore always been built as potential government coalitions rather than instrumental electoral coalitions (Campus, 2002).

7. Divergent paths, common causes

In the previous sections we have established that our six radical right parties have followed very different paths on their road to power. Some of them have achieved their quest, while others have not yet gained (full) access to government institutions. Many of the reasons that explain why some radical right parties have succeeded and others have failed in gaining government representation are country- and context-specific. However, if we look beyond these specificities, we can identify a number of factors that play a role in all, or at least a majority of cases.

Before we list these factors, it is important to highlight two general observations that can be made on the basis of the country studies. First of all, radical right parties do not only gain power through the participation in government coalitions. The process of power acquisition through political cooperation is not confined to and more complex than the coalition formation process alone. Political cooperation can take place in

government coalitions, but also in pre-electoral coalitions and minority government constructions. Although we find important commonalities in the motivations for political cooperation between mainstream parties and the radical right in government coalitions, pre-electoral coalitions and minority government constructions (as will be demonstrated below), it is important to note that in the end each form of cooperation obeys to its own logic.

A second point that should be stressed before the research question is addressed is the relationship between national politics on one hand and local and regional politics on the other. As can be observed in the five countries studied here, political cooperation between mainstream parties and the radical right is an issue at all political levels. Radical right parties tend to cooperate with mainstream parties in local and regional executives before they do the same at the national level. At this point, it is unclear whether and how local, regional, and national political cooperation are related. It is conceivable that national party headquarters use local and regional executives as test grounds and experiment there with radical right parties in local and regional coalitions. However, there is also evidence that many local and regional mainstream party branches act independently and cooperate with radical right parties because they do not feel inhibited by the national debates that surround the radical right.

From the country studies presented in the previous sections we retain two important factors that can explain why some radical right parties participate in government coalitions today while others remain in the opposition benches. First of all, radical right parties that want to participate in government coalitions (or pre-electoral coalitions or minority government constructions for that matter) have to lose their status as pariah party. Radical right parties have been branded as pariahs for two reasons. First of all, the parties were ostracized because they were unwilling to play the parliamentary game by the rules. In order to create an electoral niche for themselves, radical right parties were inclined to follow a strategy of distinction (i.e. to position themselves as an alternative to system) rather than the more accepted strategy of differentiation (i.e. to position themselves as an alternative within the system) (Dézé, 2004)¹¹. And although most challenger parties follow an obstructive strategy when they first enter the political arena – in order to set themselves apart from the established parties, legitimize their presence and fuel their electoral success – the strategy of distinction was at the core of the radical right programme. Given the populist nature of the radical right, this is not surprising. After all, accommodative behaviour cannot easily be reconciled with an anti-establishment programme. However, even radical right parties have eventually replaced a purely vote-seeking strategy with a policy- and/or office-seeking strategy. They have had to compromise and trade support for office. Essentially, radical right parties have had to demonstrate that they are willing to accommodate mainstream parties in order to be accommodated themselves. Hence, they have adapted to the parliamentary game and all now follow a strategy of differentiation (with the arguable exception of the FN). Thus, the fact that radical right parties initially refused to accommodate mainstream parties partly explains why they have been excluded from political alliances and coalitions in their first decade(s) in parliament. Since most radical right parties have abolished this strategy today mainstream parties consider them as potential coalition partners.

Despite the fact that most radical right parties follow a strategy of differentiation today, some of them have not (yet) succeeded in losing their pariah status. The pariah status of a political party is not only dependent on its strategic behavior, but also on its ideological positioning. Certain ideological positions are not tolerated by mainstream parties. This is not only the case for arguments of the radical right regarding immigration that are perceived as (too) xenophobic and racist, but also for certain positions of the radical left¹². The reasons for this intolerance are both cultural and historical (Art, 2006). Consequently, the boundaries of the tolerable and the intolerable are by no means absolute. They are country, subculture, and time dependent. Thus, we see a higher level of tolerance for the radical right ideology in Austria and Italy than in Belgium. We also observe that, within one country, (factions of) mainstream parties will have different opinions over the question of political cooperation with the radical right. This is for example the case in France, where the PR stems from a subculture in which the radical right ideology is perceived as legitimate, whereas other factions of the mainstream right originate from a political tradition in which certain radical right positions are not tolerated. If an analysis over time is made, it can be noted that in the wake of 9/11 and related events the political consensus concerning immigration and integration had shifted to the right in Western Europe. This has had the effect that the arguments of the radical right concerning these questions have become more acceptable. However, this effect cannot be observed to the same extent in all countries. In Belgium, the exclusion of the VB has actually prevented mainstream parties from getting tougher on immigration, exactly because it would legitimize the VB.

The extent to which radical right parties are tolerated can not only be deduced from the parliamentary behaviour of mainstream parties. It is also reflected by the political and judicial barriers that are erected against these parties (e.g. Van Donselaar, 2003; Villalba and Vandendriessche, 2001), the role these parties play in public discussions and the media and the number of civic organizations that campaign against these parties (e.g. Art, 2006; Fennema and Maussen, 2000) and the stigmatization that is directed at their militants (e.g. Klandermands and Mayer, 2005). In most of these areas, evidence can be found that in Belgium and France radical right ideas are less tolerated than in Austria and Italy. Denmark falls in between these two extremes.

A second factor that can explain why some radical right parties are in government while others are not is the balance of power in parliament. Radical right parties become of interest to the mainstream right when they can contribute to a right-wing majority. As Tim Bale (2003) has already shown, mainstream parties can be instrumental when it comes to coalition formation with the radical right. As long as a right-wing coalition is not a feasible option given the balance of power in parliament radical right parties often remain excluded. However, once the balance of power changes and a right-wing coalition can count on a parliamentary majority, radical right parties become attractive partners. When radical right parties are integrated in the party system, mainstream right parties can form coalitions both to their left and right. Hence they increase the leverage they can exert over their competitors. Bale (2003) argues such electoral considerations are more important than their moral equivalents when it comes to explaining radical right government participation. However, this study finds more support for Downs' claim that "electoral ambition and perceptions of "democratic

responsibility help shape strategic preferences” (Downs, 2001: 23). Bale correctly observes that the electoral success of the radical right has provided the mainstream right with the opportunity to enhance its position vis-à-vis the mainstream left. However, the countries in which mainstream right parties have seized this opportunity can be characterized as relatively permissive to the radical right ideology. In the countries that are less tolerant towards this ideology the mainstream right find itself in a disadvantageous position when it is unable to prevent the radical right from gaining parliamentary representation. Once the radical right has a strong parliamentary base in these countries, the mainstream right has limited coalition possibilities, little leverage over the left, and is consequently forced to either resort to broad coalitions in which policy compromises are often far from the mainstream right’s ideal point or to turn over power to the left. Unfortunately, mainstream parties risk adding fuel to the success of radical right parties when they choose to stay in power and opt for a broad coalition (Van Spanje and Van der Brug, 2004). Thus, a policy of ostracization can be disadvantageous in a number of ways.

The findings of this study can be summarized as follows. The inclusion of radical right parties in electoral, legislative and government coalitions is largely dependent on two factors. First of all, radical right parties should not be stigmatized as pariah parties, for this positions them on the margins of the party system and makes that they are not even considered as potential coalition partners. Second important factor, radical right parties should contribute to the bipolarization of the party system and help the mainstream right to a parliamentary majority. Moreover, it has been found that the integration of radical right parties in electoral, legislative and government coalitions has to a large extent been dependent upon country-specific political circumstances. The factors listed here can therefore only give a partial answer to our research question. It will therefore be vital to study the question of radical right government participation on a case by case basis before more comprehensive comparative studies are undertaken.

References

- Ahlemeyer, V. (2005), *The Coalition Potential of Extreme Right Parties in Western Europe*, Unpublished manuscript.
- Art, D. (2006), *The Politics of the Nazi Past in Germany and Austria*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Bale, T. (2003), “Cinderella and her ugly sisters: the mainstream and extreme right in Europe’s bipolarizing party systems”, *West European Politics*, 26: 3, 67-90.
- Balme, R. and Rozenberg, O. (2000), “Les logiques composites de la crise politique de 1998”, in Jouve, B., Spenlehauer, V. and Warin, P. (eds.) *La Région. Laboratoire politique. Une radioscopie de Rhône-Alpes*, Paris: La Découverte.
- Bardi, L. and Morlino, L. (1994), “Italy: Tracing the roots of the great transformation”, in Katz, R. S. and Mair, P. (eds.), *How Parties Organize: Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London: Sage, 242-277.
- Bartolini, S., Chiamonte, A., and D’Alimonte, R. (2004), “The Italian party system between parties and coalitions”, *West European Politics*, 27: 1, 1-19.
- Bille, L. (1989), “Denmark: The Oscillating Party System”, *West European Politics*, 12: 4, 42-58.

- Biorcio, R. (2003), "Italian populism: from protest to governing party", paper presented at the ECPR General Conference, Marburg, Germany.
- Bjørklund, T. and Andersen, J. (1999), "Anti-immigration parties in Denmark and Norway: The Progress Parties and the Danish People's Party", *Arbejdsrapporter fra Institut for Økonomi, Politik og Forvaltning*, Aalborg Universitet.
- Buonacini, V. and Burgess, S. (2001), *Italy since 1989. Events and Interpretations*, Basingstoke: Macmillan, 2nd edition.
- Campus, D. (2002), "Government formation in Italy (1994-2001)", paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Turin, Italy.
- Christiansen, F.J. (2003), "The inclusion of challenger parties into legislative accommodations in Danish parliamentary politics", paper presented at the ECPR General Conference, Marburg, Germany.
- D'Alimonte, R. (ed.) (1997), *Crisis and Transition in Italian Politics*. Special Issue of *West European Politics*.
- Damen, S. (2001), "Strategieën tegen extreem-rechts. Het cordon sanitaire onder de loep", *Tijdschrift voor Sociologie*, 22: 1, 89-110.
- Dézé, A. (2004), "Between adaptation, differentiation and distinction: extreme right-wing parties within democratic political systems", in Eatwell, R. and Mudde, C. (eds.) *Western Democracies and the Extreme Right Challenge*, London: Routledge, 19-40.
- Downs, W. (2001), "Pariahs in their midst: Belgian and Norwegian parties react to extremist threats", *West European Politics*, 24: 3, 23-42.
- Erk, J. (2005), "From Vlaams Blok to Vlaams Belang: the Belgian far-right renames itself", *West European Politics*, 28: 3, 493-502.
- Evers, D. (2002), "Scandinavia: nieuw radicaal rechts mag mee aan tafel", in Buyse, A. (ed.), *Nieuw Radicaal Rechts in Europa*, Antwerpen: Houtekiet, 99-126.
- Fennema, M. and Maussen, M. (2000), "Dealing with extremists in public discussion: Front National and "Republican Front" in France", *The Journal of Political Philosophy*, 8: 3, 379-400.
- Ganghof, S. and Bräuninger, T. (2003), "Government status and legislative behavior. Partisan veto players in Australia, Denmark, Finland and Germany", MPIFG Working Paper 03/11, Max Planck Institute for the Study of Societies.
- Green-Pedersen, Ch. (2001), "Minority Governments and Party Politics: The Political and Institutional Background to the "Danish Miracle"", *Journal of Public Policy*, 21: 1, 53-70.
- Gundle, S. and Parker, S. (eds.) (1996), *The New Italian Republic. From the Fall of the Berlin Wall to Berlusconi*, London: Routledge.
- Hopkin, J. (2004), "New parties in government in Italy: Comparing Lega Nord and Forza Italia", paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Sweden.
- Kestel, L. and Godmer, L. (2004), "Institutional inclusion and exclusion of extreme right parties", in Eatwell, R. and Mudde, C. (eds.), *Western Democracies and the Extreme Right Challenge*, London: Routledge, 133-149.
- Klandermans, B. and Mayer, N. (eds.) (2005), *Extreme Right Activists in Europe*, London: Routledge.
- Lalli, R. P. (1998), *Lega Nord, Forza Italia und Movimento Sociale Italiano-Alleanza Nazionale. Eine Instrumentelle Koalition ohne programmatisch-ideologische Kongruenz?*, Stuttgart: Institut für Politikwissenschaft der Universität Stuttgart.
- Luther, K. R. (2000), "Austria: A Democracy under Threat from the Freedom Party?", *Parliamentary Affairs. A Journal of Comparative Politics*, 53: 3, 426-442.
- Luther, K. R. (2003), "The Self-Destruction of a Right-Wing Populist Party? The Austrian Parliamentary Election of 2002", *West European Politics*, 26: 2, 136-151.

- Merlingen, M., Mudde, C. and Sedelmeier, U. (2001), "The right and the righteous? European norms, domestic politics and the sanctions against Austria", *Journal of Common Market Studies*, 39: 1, 59-77.
- Pedersen, K. and Ringmose, J. (2004), "From the Progress Party to the Danish People's Party – from protest party to government supporting party", paper presented at the ECPR Joint Session of Workshops, Uppsala, Sweden.
- Qvortrup, M. (2002), "The emperor's new clothes: The Danish general election 20 November 2001", *West European Politics*, 25: 2, 205-211.
- Ruzza, C. and Schmidtke, O. (1996), "The Northern League: Changing friends and foes, and its political opportunity structure", in Foolbrok, M. and Cesarani, D. (eds.), *Citizenship, nationality and migration in Europe*, London: Routledge, 179-208.
- Sartori, G. (1976), *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, New York, Cambridge University Press.
- Van Donselaar, J. (2003), "Patterns of response to the extreme right in Western Europe", in Merkl, P.H. and Weinberg, L. (eds.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London: Frank Cass.
- Van Spanje, J. and van der Brug, W. (2003), "Consequences of the strategy of a "Cordon Sanitaire" against anti-immigrant parties", paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Sweden.
- Villalba, B. (1998), "L'esquive. La gauche et la droite face au Front National", in Delwit, P., De Waele, J.M. and Rea, A. (eds.) *L'extrême droite en France et en Belgique*, Brussels: Complexe, 203-226.
- Villalba, B. and Vandendriessche, X. (eds.) (2001), *Le Front National au regard du droit*, Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion.

Notes

¹ Although the debate about the appropriate terminology to describe the party family under study in this chapter is still ongoing, we use the term radical right. According to our definition radical right parties adhere to an ideology of ethnocentrism/nationalism and populism. We are well aware that the ideology of the MSI (now AN) does not fully meet this definition. However, since the party is in many ways a predecessor to the radical right parties discussed in this chapter we include it in our analysis and refer to it as part of the radical right party family.

² The *Front National* has had, through a variety of constructions, some power in French regions and communities. However, this has often been against the directives of national party headquarters and has had serious repressive consequences for mainstream politicians that instigated deals with the *Front National*.

³ Between 1981 and 1999 the FPÖ increased its number mayoral posts from 27 to 36, its number of Deputy Mayors from 46 to 127, and its number of provincial government seats from 4 to 12. Jörg Haider held the governorship of Carinthia from 1989 to 1991 and again from 1999 (Luther 2000: 432).

⁴ After the 1995 elections the SPÖ was the biggest party in the Austrian Bundestag with 71 seats out of 183. The ÖVP held 52 seats and the FPÖ 41. Thus, an ÖVP-FPÖ coalition would have had a minimal majority. After the 1999 elections the balance of power shifted to the right. The ÖVP and FPÖ both obtained 52 seats, whereas the seat share of the SPÖ dropped to 65 out of 183.

⁵ In the *70-punten plan* the VB presented 70 policy proposals to halt immigration. For its publication the VB relied heavily on *50 mesures concrètes du FN pour régler le problème de l'immigration* (50 concrete measures of the FN to handle the immigration problem), a plan published by the FN in 1991.

⁶ The DF increased its vote share at the 2005 elections. The party progressed from 12 per cent to 13.2 per cent and now holds 24 out of the 179 seats in the Danish parliament.

⁷ For more on the crucial 1998 regional elections see for instance Balme and Rozenberg (2000).

⁸ The opposition of the PR to systematic exclusion of the FN can be traced back to the roots this faction has within the French extreme-right movement *Occident* that existed between 1964 and 1968.

⁹ Charles Pasqua's RPF and Philippe de Villiers' MPF (*Mouvement pour la France*) fulfill a potential bridge function between the mainstream and the radical right in France.

¹⁰ For an in-depth account of the political changes that took place in Italy after 1992 see for example the special issue of *West European Politics* "Crisis and Transition in Italian Politics", edited by Roberto D'Alimonte (1997) as well as Bardi and Morlino (1994), Bartolini, Chiaramonte and D'Alimonte (2004), Bufacchi and Burgess (2001), and Grundle and Parker (1996).

¹¹ It is in this context that claims of mainstream parties about the alleged unreliable character of the radical right should be situated (although there is also an organizational dimension to this concept that also plays a role when it comes to the coalitionability of the radical right).

¹² The arguments that are put forward in this analysis can just as easily be applied to communist or green parties.

Les nouvelles droites et le régime politique de l'Union européenne de 1979 à 2004

Philippe POIRIER

« *There are three main possibilities :*

1. *We can continue to amend and expand the existing EU Treaties.*
2. *We can simplify and democratise through the adoption of a federalist Constitution as they did in America.*
3. *We can slim down the EU and form an international agreement between sovereign nation states allowing for legislation only on cross-border issues of common concern. This is the Euro-realist model » (Bonde, 2002).*

La déclaration de Laeken en décembre 2001 donnait mandat à une nouvelle Convention européenne¹ pour rationaliser les traités organisant l'Union européenne² et pour rédiger un premier projet constitutionnel européen. Sans le reconnaître officiellement, les conventionnels rédigeant le traité établissant une Constitution pour l'Europe (ci-après la Constitution) fixaient la nature du régime politique de l'Union. Bien qu'une partie des milieux décisionnels européens se soient inquiétés d'un élargissement à dix nouveaux Etats membres prévu pour mai 2004 et de sa poursuite en direction des Balkans (Huchet & Malosse, 2002 ; Drevet, 2002), personne ne pouvait prévoir que le projet constitutionnel serait rejeté aussi massivement en France et aux Pays-Bas au printemps 2005 – deux des six Etats fondateurs de l'Union – et que le processus de ratification serait gelé – sinon abandonné – notamment au Danemark, en Pologne, en République tchèque et au Royaume-Uni. C'était négliger que depuis 1979, des forces politiques de plus en plus nombreuses en son sein et surtout ayant la faveur d'une large partie du corps électoral dans les Etats susdits, s'opposaient à la « méthode communautaire »³.

Ces forces politiques doivent être considérées comme étant des « nouvelles droites »⁴ dans la mesure où elles proposent de redéfinir le régime politique de l'Union de manière concurrentielle et complémentaire – c'est-à-dire le mode d'organisation et le mode d'exercice du pouvoir politique, étant entendu que le pouvoir politique s'exerce sur la société comme un tout et qu'il lui confère un style particulier (Bénéton, 1996) – en dehors des projets politiques développés par le parti populaire européen et par les Libéraux démocrates européens dominant le système des partis européens de centre droit depuis 1976, dont la « méthode communautaire » est ou était justement l'un des piliers. Le terme « nouvelle droite » ne renvoie donc nullement aux différents courants intellectuels européens qui puisent leurs références

idéologiques dans la révolution conservatrice allemande ou l'*indo-européisme*⁵. En dépit de leurs projets politiques « anti-méthode communautaire », les « nouvelles droites » sont l'expression de l'eupéanisation de la vie politique et la manifestation de l'émergence d'un système politique européen autonome. Elles sont présentées dans une première partie. Dans une seconde partie, après l'analyse de leurs manifestes électoraux – et des associations et des fondations qui les soutiennent – dans une perspective de comparaison (Autriche, Danemark, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni et République tchèque) et sur la base d'un examen attentif de leur idéologie et du rapport que ces partis entretiennent à leurs traditions et contextes politiques nationaux respectifs, seront abordés leurs modes d'organisation au Parlement européen et leurs conceptions du régime politique européen.

1. Un modèle d'analyse : eupéanisation et nouveaux clivages politiques

Le développement de forces politiques pluralistes « anti-méthode communautaire » à droite ne peut être compris que s'il est rattaché à l'apparition de nouveaux clivages socio-politiques et socio-économiques en Europe ; ces derniers étant à la fois consubstantiels et indépendants de la consolidation et de l'essence du régime politique de l'Union européenne.

L'émergence de clivages communs à tous les systèmes politiques nationaux européens n'est pas une chose nouvelle. Publié à la fin des années soixante, l'ouvrage de S.M. Lipset et S. Rokkan (1967) était déjà une réflexion sur le rôle joué par les partis politiques dans la société. Il en ressortait que ceux-ci représentaient à la fois les agents du conflit et les instruments de son intégration. Quatre clivages fondamentaux auraient existé, issus tous de la Révolution nationale (comprise comme étant la fondation de l'Etat nation et de la démocratie parlementaire) et de la Révolution industrielle : Eglise vs Etat, centre vs périphérie, monde rural vs monde industriel, et possédants vs travailleurs.

Y. Mény et Y. Surel (2000) accèdent aujourd'hui l'idée du dégel de ces clivages. On assiste cependant à une superposition d'anciens et de nouveaux clivages, à une pérennisation du clivage gauche/droite et à l'émergence d'un clivage sur « plus ou moins d'intégration », comme l'a remarqué S. Hix (1998). Trois clivages liés aux processus d'eupéanisation (Scharpf, Schmitter, & Streeck, 1996), à la transformation de la médiation politique⁶ et à la transformation des valeurs des Européens (Inglehart, 1990) constituent le système politique européen : « identité et citoyenneté », « régulation politique et subsidiarité » et « Etat et société ».

A. Le clivage sur l'identité et la citoyenneté

Ce clivage recouvre deux aspects. Le premier est l'opposition entre les partisans du modèle républicain et les tenants du modèle communautariste⁷. Le second oppose les tenants du centralisme (c'est-à-dire l'Etat nation) et les supporters de toute forme de régionalisme ou d'autonomisme. Ces deux aspects ne sont pas nouveaux : nés au dix-neuvième siècle, ils ont été déjà identifiés par S.M. Lipset et S. Rokkan. Ils trouvent d'autant plus d'actualité que le principe de subsidiarité est considéré comme l'autre pilier constitutif du régime politique de l'Union. Aujourd'hui, les deux aspects du clivage sont très présents car le lien entre la nationalité et la citoyenneté

est contesté dans les faits par la présence de communautés immigrées et par la construction européenne qui reconnaît en partie une nouvelle citoyenneté (Habermas, 1992 & 1997) et créerait un nouveau cadre et/ou une réitération identitaire (Hooghe & Marks, 2000).

Les partisans de l'Etat nation et du modèle républicain sont souvent les mêmes. Ils supposent en effet que l'on accède à l'exercice des droits politiques si l'individu renonce à son identité religieuse ou à son identité ethno-culturelle. La Nation serait la somme des individus supposés souverains. En autres termes, la Nation n'est pas le résultat d'un compromis entre les communautés ethno-culturelles et religieuses qui existent sur le territoire où s'exerce l'autorité de l'Etat. La nationalité n'est pas non plus le seul et primordial élément constitutif de la citoyenneté. Au contraire, la citoyenneté repose sur des droits économiques, politiques et sociaux reconnus dans la sphère publique qui elle-même est considérée comme neutre (Beaudin, 1999). La souveraineté d'un individu s'exerce pleinement à partir du moment où elle s'ordonne néanmoins à travers la souveraineté populaire (Mairet, 1996). En conséquence la souveraineté d'un individu, la souveraineté populaire et la souveraineté d'un Etat ne sauraient être séparées sinon c'est le principe même de la démocratie auquel il serait porté atteinte. Les forces politiques « anti-méthode communautaire » françaises non issues de l'extrême droite (Mudde, 1996) – le Rassemblement pour la France de Charles Pasqua (1999), Debout la République de Nicolas Dupont Aignan (1999) et le Mouvement républicain et citoyen de Jean Pierre Chevènement (2003) –, sont particulièrement redevables d'une telle conception.

Les partisans du modèle communautariste insistent au contraire sur la nécessaire reconnaissance ou réaffirmation des appartenances ethno-culturelles, régionales et religieuses pour exercer réellement une pleine citoyenneté. Pour les communautaristes, la citoyenneté est indissociable de la nationalité ou de la communauté culturelle et linguistique. Les communautaristes peuvent être cependant répartis en trois groupes : les « communautaristes stato-nationalistes », les « communautaristes autonomistes » et les « communautaristes de gauche ».

Les premiers sont les ardents défenseurs du modèle stato-national tel qu'il existe aujourd'hui. Ils supposent surtout que la culture dominante et majoritaire doit être le modèle de référence pour accéder à la citoyenneté (le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, le *Danskfolkeparti* de Pia Kjærsgaard, le *Vlaams Belang* de Frank Vanhecke sont redevables d'une telle approche).

Les deuxièmes estiment que la langue, la reproduction d'une culture, d'une ethnie et la défense de la religion vont de pair avec des revendications autonomistes notamment dans le domaine fiscal. Pour eux, un dysfonctionnement existe entre, d'une part, les institutions centrales qui ont pour vocation d'organiser et de représenter la pluralité des identités et des économies sur une mode territorial homogène et, d'autre part, les identités qui préexistent territorialement de façon hétérogène (Delmartino & Deschouwer, 1994). Les mouvements anti-méthode communautaire autrichien (le *Freiheitliche Partei Österreichs* de Jörg Haider d'avant la scission de 2005), suisse (l'Union démocratique suisse de Christoph Blocher), italien (la *Lega* d'Umberto Bossi), français (Alsace d'Abord de Robert Spieler) et plus généralement issus de l'ancienne double monarchie en sont l'expression. Ils veulent faire reconnaître la

pluralité des identités dans la définition de la citoyenneté européenne et affirmer des pouvoirs aux régions au nom de la subsidiarité culturelle et fiscale.

Remarquons aussi qu'à côté de l'eupéanisation des processus législatifs liés au développement du régime politique de l'Union européenne, des gouvernements des Etats membres et leurs sociétés se sont engagés dans des réformes constitutionnelles redistribuant les compétences législatives entre les différents paliers de gouvernement, comme en Allemagne (réforme de la loi fondamentale en 2006), en accroissant les domaines de compétences partagées et exclusives des gouvernements et des parlements régionaux, en Belgique (l'Etat fédéral en 1993) ou en Espagne (statut d'autonomie de la Catalogne en 2006), ou bien en créant de nouvelles chambres législatives régionales comme au Royaume-Uni (la dévolution en 1999 à l'Ecosse et au Pays de Galles).

Qui plus est, les Régions à pouvoir législatif exercent dans un nombre significatif d'Etats membres des compétences qui, sur le plan européen, ont été attribuées à l'Union. Ces régions contribuent à l'élaboration de la législation communautaire et sont souvent responsables de la transposition de certaines directives et de la gestion de certains programmes communautaires. Leurs compétences législatives accrues dans leur régime constitutionnel national respectif et leur participation à l'exécution de certains programmes économiques et sociaux de l'Union créent le cadre non seulement du dépassement de l'Etat nation (Hillard, 2004) mais aussi de l'Etat providence. Les Régions sont en effet en mesure de mettre en place des stratégies et des politiques d'avantages comparatifs répondant ainsi mieux aux modes de gouvernance économique de « déterritorialisation » et de « territorialisation » induits par la « continentalisation » des économies mais aussi à l'émergence de nouvelles forces politiques et à l'expression de nouveaux groupes d'intérêts. Le régime politique de l'Union européenne serait le moyen de parvenir à l'Europe des Régions et bien souvent des ethnies ⁸.

Pour leur part, les « communautaristes de gauche » soutiennent toutes les revendications des communautés jugées minoritaires et exclues de la sphère politique et économique. Briser toutes les interactions sociales ou les sentiments communautaires, c'est en quelque sorte empêcher que se constitue le lieu de la rencontre pour tous : l'espace public (Marshall, 1973). Ils insistent aussi sur le fait que des communautés dites « sexuelles » ou immigrées sont l'objet d'une ségrégation insidieuse du fait des normes sociales (souvent judéo-chrétiennes) qui régissent jusqu'alors la société. Ils voudront établir la reconnaissance des droits de ces communautés dans l'ordre juridique et symbolique de la société, de l'Etat et de l'Union. Les droits matrimoniaux aux homosexuels, la politique des quotas par groupes minorisés et la réécriture de l'histoire enseignée à l'école dans un sens pluri-communautaire sont de bons exemples des politiques envisagées par ces « communautaristes de gauche » (Kymlicka, 1989). Les forces politiques « anti-méthode communautaire » à droite ont en commun, à l'exception notable du *British Conservative Party*, l'idée que l'Union européenne contribue d'une façon ou d'une autre au renforcement du « communautarisme de gauche » à travers notamment les directives fruits de la comitologie où les groupes d'intérêts de ces « minorités visibles » échapperaient au « contrôle démocratique »

et sont la preuve une nouvelle fois de la négation des droits et des valeurs de la « majorité silencieuse européenne »⁹.

Si des liens sont établis entre les deux aspects constitutifs du clivage identité et citoyenneté, quatre catégories de forces ou de positions politiques apparaissent :

- les partisans d’une citoyenneté européenne porteuse en soi des identités multiples auxquelles se réfère tout individu ;
- les partisans d’une citoyenneté au niveau des Etats membres porteuse en soi des identités multiples auxquelles se réfère tout individu ;
- les partisans du républicanisme au seul niveau de l’Union européenne ;
- les partisans du républicanisme au seul niveau des Etats membres de l’Union.

B. Le clivage sur la régulation politique et la subsidiarité

Le premier versant de ce clivage est l’opposition entre les tenants de la méthode communautaire et ceux qui, au contraire, sont en faveur du maintien ou de la restauration de la souveraineté de l’Etat membre. Ce versant est directement associé aux derniers développements de la construction européenne (notamment les traités de Maastricht en 1993, d’Amsterdam en 1997 et la Constitution en 2004). Le second versant est composé de l’affrontement entre les tenants de l’Etat providence et les partisans du libéralisme et de l’Etat subsidiaire (Hooghe & Marks, 1999). Il est étroitement, lui aussi, consubstantiel de la construction européenne puisque les ajustements économiques structurels nécessaires à la réalisation des objectifs des différents traités obligent les Etats membres à revoir leurs politiques budgétaires et fiscales. Ils doivent particulièrement réorganiser aussi leurs systèmes de sécurité sociale et des retraites.

Les partisans de la méthode communautaire considèrent qu’une société politique ne saurait plus être construite sur le fait national.

Primo, ils proclament que l’organisation politique que fut l’Etat nation n’était en fin de compte qu’une étape dans la formation des sociétés politiques modernes. L’élargissement de la communauté politique au dix-neuvième siècle, la mise en place d’un marché économique unique dans un cadre national nécessitaient que les sociétés politiques régionales se dotent d’institutions politiques communes qui dépassaient en pouvoir d’initiative et d’action ceux qu’ils détenaient jusqu’alors. Leur projet a pour modèle les Etats-Unis et le *Zollverein* allemand.

Secundo, ils considèrent que l’ampleur des enjeux politiques et économiques d’aujourd’hui rend obsolète toute la production de normes juridiques et sociales énoncées par l’Etat dans un cadre national. Ils supposent que la globalisation des marchés, la continentalisation des économies ou encore des problèmes environnementaux obligent les Européens, pour conserver leur modèle social, à se doter d’institutions politiques et économiques intégrées. Plutôt que d’accroître les pouvoirs de la puissance publique actuelle, il est préférable de proposer un nouveau modèle d’organisation du politique. Ils prônent la création d’une seule instance pour la production des normes juridiques. Ils pensent ainsi qu’en élargissant l’espace (le territoire) où la nouvelle autorité politique exercera son pouvoir, elle sera mieux à même de répondre aux nouveaux problèmes sociaux et économiques (Siedentrop, 2003).

Cela étant, les partisans de l'idée de la méthode communautaire se réfèrent à un ordre constitutionnel fictif qui résulterait d'un système progressif d'enchaînements et d'enchaînements de normes juridiques nationales et de normes juridiques énoncées par les nouvelles autorités. Il faut admettre pourtant que cet ordre constitutionnel en devenir vise à assurer la prédominance législative, judiciaire et exécutive des nouvelles institutions (Croisat & Quermonne, 1999).

Il est assez difficile de déterminer pour l'instant les lignes de partage éventuelles qui demeureraient parmi les partisans de l'idée supranationale. Pourtant, une distanciation s'opère au fur et à mesure que les nouveaux lieux du pouvoir se construisent (l'Union européenne, l'ordre juridique international garanti entre autres par le Tribunal pénal international de La Haye).

Certains insisteront sur le fait que les nouveaux organes politiques mis en commun doivent permettre d'exercer un pouvoir semblable à celui qui était dévolu jusqu'alors aux Etats. Ils peuvent alors apparaître comme les promoteurs du constructivisme social au niveau européen. Au-delà des mouvements et des partis (le parti populaire européen) d'inspiration démocrate chrétienne (le Mouvement européen, la Fondation Konrad Adenauer en Allemagne, la Fondation Robert Schuman en France, l'Observatoire Altiero Spinelli pour le développement et l'intégration européenne en Italie), on peut aussi classer dans ce groupe le parti socialiste européen.

Bien que les sociaux-démocrates européens fussent des plus circonspects avant 1982 au sujet de la construction européenne (Delwit, 1995), les présidences de François Mitterrand et la Commission Delors les ont convaincus depuis de l'opportunité de poursuivre au niveau européen, la construction d'un Etat social qui encadrerait l'économie de marché et amortirait les répercussions susceptibles d'être néfastes aux classes les plus défavorisés. Etant donné qu'ils se sont tous convertis à l'économie de marché après l'échec de la politique de la relance en 1982-1983 en France, le projet est devenu aussi pour eux une idéologie de substitution qui leur permet de poursuivre la création d'un nouvel ordre juridictionnel européen centré une nouvelle fois sur la déclaration universelle des droits de l'homme, sur sa réactualisation, la charte des droits fondamentaux et sur la Constitution européenne.

D'autres ne voient dans la méthode communautaire que le moyen pour garantir le développement d'un espace économique libéré de la tutelle des Etats en matière économique et sociale. Ils peuvent ainsi se rapprocher des partisans de l'Etat subsidiaire. Néanmoins, ils se méfient de toutes les institutions politiques nationales ou régionales qui remettraient en cause la supranationalité économique. La construction européenne (et sa constitutionnalisation) ne serait qu'une étape dans la mise en place d'un libre échangisme mondial. Des partis membres du groupe parlementaire parti populaire européen-Démocrates européens, particulièrement ceux issus des groupes démocrates européens de 1979 à 1994, et le parti des libéraux, démocrates et réformateurs sont partiellement les dépositaires d'une telle approche.

A contrario, ceux que l'on peut dénommer les « souverainistes » conçoivent qu'il n'y ait nul besoin de se doter d'un ordre constitutionnel et politique unique. S'ils reconnaissent eux aussi la disparité grandissante des phénomènes sociaux et économiques, ils défendent l'idée qu'il est nécessaire de préserver les cadres politiques existants, mieux à même (par leur stabilité supposée) de garantir l'exercice

et le maintien de la prédominance de la sphère publique (du politique) sur la sphère privée (économique). Logiquement, le principe de coopération entre les Etats devrait l'emporter sur le principe de fusion.

Toutefois, il demeure une ligne de partage entre les tenants du souverainisme. Elle résulte de leur appréciation divergente du rôle dévolu à l'Etat par rapport à la construction européenne. Elle existe sur un plan institutionnel et par rapport aux évolutions économiques engendrées par l'intégration croissante des marchés. On peut ainsi distinguer les souverainistes libéraux des souverainistes interventionnistes. On les retrouve au sein des groupes parlementaires parti populaire européen-Démocrates européens, Union pour l'Europe des nations, Indépendance et Démocratie, parmi les non-inscrits et éventuellement au sein du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique.

De la sorte, nous touchons au second versant du clivage régulation-subsidiarité qui oppose les partisans de l'Etat interventionniste et de l'Etat libéral. Au nom d'une cohésion sociale et d'une vision égalitariste, les premiers supposent que l'ordre spontané (c'est-à-dire le marché) ne garantit pas une véritable démocratie. Il est alors nécessaire d'intervenir par le déploiement de politiques publiques. En fait, les politiques publiques sont le résultat de la prétention à comprendre l'ensemble des mécanismes d'un phénomène social et de l'idée que seule l'autorité publique en a le pouvoir.

Les seconds ne réduisent pas forcément l'Etat à une communauté d'acquêts. L'Etat aurait toujours un rôle à jouer. S'il n'agit plus au nom des intérêts de l'ensemble de la collectivité, son organisation institutionnelle (décentralisée et déconcentrée) doit être suffisamment performante par rapport à la situation sociale particulière existante et nécessitant une réponse politique¹⁰.

A partir des liens entre les deux aspects constitutifs du clivage territoire et Etat, quatre catégories de forces ou positions politiques au sein de l'Union peuvent être épinglées :

- les partisans d'un ordre constitutionnel unique et de l'Etat providence ;
- les partisans de l'Etat nation et de l'Etat providence ;
- les partisans de l'Etat nation et du principe de subsidiarité et libéral ;
- les partisans du principe de subsidiarité et libéral et du dépassement de l'Etat nation.

C. Le clivage sur l'Etat et la société

Ce clivage recouvre aussi deux aspects. Le premier est l'opposition entre les partisans du technocratisme et ceux qui envisagent la politique sous la forme de l'idéologisme (Oakeshott, 1996). Le second aspect est l'affrontement entre les humanistes d'inspiration judéo-chrétienne et les libertaires.

Les premiers estiment que la politique ne doit pas être le fait d'une représentation idéologique de la société : c'est une activité parmi d'autres qui n'est pas forcément l'affaire des forces politiques.

De façon plus précise, les partis ne seraient que les agents de sélection du personnel politique. Ils ne doivent pas être les agents de transformation ou de réforme de la société (en ont-ils d'ailleurs vraiment les moyens ?). La politique ne doit pas découler

directement de la démocratie représentative (encore moins de la démocratie impérative ou référendaire). Au contraire, elle nécessite l'expertise et la professionnalisation du personnel politique. Pour eux, cette spécialisation à l'œuvre dans le champ politique serait la simple conséquence de la diversité croissante des problèmes sociaux et économiques. En d'autres termes, il ne saurait y avoir de réponses politiques dans le sens de l'idéologie puisque nous ne rencontrerions que des problèmes spécifiques. Ils ne peuvent donc être résolus que par une représentation a-idéologique de la société. Ainsi, les termes de pragmatisme, de consensus et de réalité sont les maîtres mots de la vision technocratique de la politique. Cette conception s'accompagne souvent de la nécessité de l'intervention croissante de l'Etat dans l'ensemble des domaines de l'activité humaine. Les tenants du technocratisme prétendent que l'Etat est le seul lieu où le pouvoir s'exerce de façon neutre car il est régi avant tout par l'intérêt général. Cette approche est donc fortement redevable du constructivisme social dans la mesure où elle prétend pouvoir comprendre et répondre à l'ensemble des clivages et des problèmes qui traversent les sociétés européennes (Delsol, 1996).

En opposition à la vision technocratique du politique, d'autres prétendent qu'il ne peut y avoir de politique sans le recours à une représentation particulière de la société. L'idéologie leur paraît le meilleur moyen de répondre aux problèmes qui apparaissent de façon croissante dans nos sociétés.

Pour eux, le pouvoir se doit d'être conquis aussi bien dans la vie de tous les jours que par la maîtrise de l'appareil de l'Etat. D'une certaine manière, les tenants de l'idéologisme sont des gramscistes qui s'ignorent : selon eux, la politique ne se résume pas aux seules institutions censées l'incarner. Autrement dit, la politique est affaire aussi bien de culture que d'économie. Par conséquent, il est nécessaire d'investir l'ensemble des activités humaines par un discours et par une idéologie particulière. Ils parlent souvent de la nécessité de « tordre le réel ». La réalité sociale et économique doit se conformer à leurs visions du monde. La politique ne serait pas une activité parmi d'autres. Elle peut, partiellement, emprunter le principe de raison et celui de traitement égal de l'objet, mais elle ne doit, en aucune manière, être appréciée comme un moyen. Pour qu'une société soit harmonieuse, un discours doit lui donner sens.

Certains jugeront qu'il est obligatoire d'englober la société dans un système homogène, voire unique. Ils souligneront particulièrement la supériorité de leurs discours sur tous les autres. Ils voudront absolument conquérir l'appareil de l'Etat. Pour eux, il est obligatoire de recourir à l'appareil coercitif et persuasif pour conserver la chance de maintenir la cohésion de la société (du moins pour préserver la société telle que leur idéologie la conçoit). Ils ne nieront pas forcément la diversité de la société et sa fragmentation continue. Mais face à la multiplicité des parcours individuels et des situations sociales d'aujourd'hui, ils recommandent de proposer un cadre unique, posé comme un absolu (qu'il soit religieux ou communautaire).

La première opposition sépare les partisans de l'idée du technocratisme et ceux qui envisagent la politique sous la forme de l'idéologisme. La politique de la neutralité et la politique de la foi sont aussi responsables en partie du second conflit : l'affrontement entre les humanistes d'inspiration judéo-chrétienne et les libertaires.

Les premiers jugent nécessaire de proposer et de conserver un cadre moral inspiré de l'humanisme chrétien pour la définition des politiques de l'Etat. Les seconds militent en faveur du principe de la liberté absolue des comportements et des projets de vie. Pour ces derniers, l'Etat devrait simplement accompagner l'évolution naturelle des sociétés occidentales. Piero Ignazi (1992) évoque à ce sujet la « contre-révolution silencieuse », émanation des préoccupations de loi et d'ordre, du respect de l'autorité, de l'attachement aux coutumes et aux valeurs morales et religieuses traditionnelles face au pôle libertaire de la « nouvelle politique ».

D'une certaine manière, à la nouvelle gauche et aux mouvements sociaux des années soixante-dix auraient succédé la nouvelle droite et les mouvements identitaires des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Pour le politologue italien, le délitement des liens sociaux (l'explosion du nombre des divorces par exemple), le sentiment d'insécurité et l'anomie auraient progressé et entraîné une demande d'appartenance, de communauté et d'identité, et de restauration des valeurs judéo-chrétiennes. Pour cet auteur, la société postindustrielle aurait découvert le versant des valeurs post-matérialistes. Les individus attachés à ses valeurs seraient préoccupés d'éthique, du respect de la vie et de sa qualité aussi bien dans le domaine familial que dans la vie professionnelle. Déçus par la gestion de fait des intérêts catégoriels par les partis institutionnels en dépit d'une identité politique démocrate chrétienne au départ ou libérale conservatrice, ils seraient à l'origine de la fondation ou de la rénovation de certains partis à droite. Le mouvement Communion & libération en Italie serait, parmi d'autres, en Europe l'illustration de ce clivage opposant les humanistes d'inspiration chrétienne aux libertaires.

A partir des liens existant entre les deux aspects du clivage Etat-société, quatre catégories de forces ou de positions politiques demeurent au sein de l'Union :

- les partisans d'une vision technique de la politique ;
- les partisans de la politique idéologique et des valeurs humanistes chrétiennes ;
- les partisans de l'Etat providence et de la reconnaissance des nouveaux groupes sociaux issus de la révolution libertaire ;
- les partisans de l'Etat subsidiaire et des valeurs humanistes-chrétiennes.

Communitarisme	Etat subsidiaire
Technocratisme	Libéralisme économique
Libertarisme	Méthode communautaire
Etat nation	Humanisme chrétien
Ecologie sociale	Idéologisme
Etat providence	Républicanisme

2. L'européanisation des clivages socio-politiques et socio-économiques. Les nouvelles droites au Parlement européen

Les nouvelles droites « anti-méthode communautaire » ayant (ou ayant eu) des élus au Parlement européen de 1979 à nos jours se répartissent en trois grandes mouvances : la mouvance néo-conservatrice, la mouvance souverainiste et la mouvance nationaliste. Chaque mouvance a connu plusieurs mutations idéologiques et institutionnelles (voir le tableau en annexe). A défaut d'avoir réussi à se constituer en groupes clairement identifiables, les différentes mouvances ont développé des conceptions sur la nature du régime politique européen relativement homogènes, originales les unes par rapport aux autres et de plus en plus structurées. Exception faite du FPÖ et de la *Lega* d'Umberto Bossi, qui sont redevables des trois mouvances.

A. La mouvance néo-conservatrice

De 1979 à 1994, la mouvance néo-conservatrice s'est organisée en deux fractions parlementaires distinctes : le groupe des Démocrates européens et le groupe des Démocrates européens de progrès, dénommé en 1984 le groupe du Rassemblement des démocrates européens, puis en 1994, le groupe de l'Union pour l'Europe.

Le premier Groupe a été dominé par le *Conservative Party* (CP) britannique. Après l'adhésion de l'Espagne au marché commun en 1986 et grâce à l'entremise de l'Union démocratique internationale (UDI), l'*Alleanza Popolar* (AP) de Manuel Fraga adhère à cette fraction. En 1989, les populistes espagnols rejoignent le groupe du parti populaire européen (PPE). C'est le témoignage non seulement de la transformation de la droite espagnole avec l'adoption du nouveau nom, le *partido Popular* (PP) – avec José-Maria Aznar pour président – mais aussi et surtout de la transformation identitaire et de l'abandon progressif de la doctrine sociale de l'Eglise, du moins sa minoration lors du congrès d'Athènes en 1992, en dépit des proclamations de foi, par les partis démocrates chrétiens qui avaient fondé en 1976 le PPE (particulièrement la *Christlich-Soziale Union*). Cette mutation idéologique fut telle que le CP britannique, les Unions chrétiennes allemandes et le PP espagnol décident en 1994 de fonder un groupe politique commun, le Groupe parti populaire européen-Démocrates européens (PPE-DE). Cet aggiornamento n'a pas été d'ailleurs sans conséquences pour l'unité même du PPE, perçu comme une position en retrait par rapport à la « méthode communautaire » et à la volonté de créer une réelle entité fédérale européenne ¹¹.

Après la défaite aux élections législatives britanniques de 2001, le nouveau leader du parti conservateur, Iain Duncan Smith, souhaite désaffilier sa formation du PPE-DE et ordonne de rallier le groupe Europe des Nations, proprement « souverainiste », fondé en 1994. La majorité des eurodéputés conservateurs britanniques refusent d'obtempérer. Comme son successeur à la tête du parti, Michael Howard, ils sont d'avis qu'il est préférable de rester à l'intérieur du groupe PPE pour conserver les acquis britanniques obtenus au sein de la Convention qui a rédigé le projet de Constitution. D'autant plus que les négociations sur celui-ci s'achèveront au sein de la conférence intergouvernementale où la majorité des chefs d'Etat et de gouvernement sont issus du PPE.

Après un nouvel échec aux élections générales britanniques de 2005, le nouveau président du parti, David Cameron, prend la décision de quitter le groupe bien qu'il

engage sa formation à adopter une identité politique *compassionate conservatism* rompant avec le thatchérisme.

Les eurodéputés conservateurs y voient une erreur au moment même où la Commission européenne est présidée par l'un des leurs, le Portugais José Manuel Barroso, c'est-à-dire un dirigeant de centre droit acquis aux politiques économiques néo-conservatrices anglo-saxonnes et atlantiste et qui, de surcroît, depuis septembre 2005 ne cache plus sa volonté de ne pas poursuivre la ratification de la Constitution¹². En juillet 2006, David Cameron obtient gain de cause et annonce la création du Mouvement pour une réforme européenne (MRE) qui sera constitué seulement lors de la prochaine législature en juillet 2009 avec le mouvement *Obanská Demokratická Strana* (ODS) de l'actuel président tchèque Vaclav Klaus¹³.

Les conceptions néo-conservatrices sur le régime politique de l'Union ont été originellement énoncées par Lady Thatcher lors de son discours à Bruges en 1988. Pour les néo-conservateurs anglo-saxons (principalement regroupés dans le *Bruges Group*), néerlandophones (*Free Europe*) et tchèques, toute politique européenne doit être conditionnée à la seule volonté de dépasser les modes traditionnels de régulation du politique (Etat providence, constructivisme social, etc.) (Magnette, 2000). Or, la « méthode communautaire » et *a fortiori* l'élaboration d'une Constitution européenne vont à l'encontre d'un tel projet (Harmsen, 2004).

Plus particulièrement, leur discours est porteur d'une idéologie qui vise à organiser la politique en dehors de l'Etat (du moins de l'Etat européen en devenir). Cette posture est aussi assez représentative d'une désaffection et d'une révolte contre la figure de l'Etat moderne (Braud, 2003). L'Etat et les institutions européennes considérées comme un « super Etat » ne doivent plus être les agents de la transformation de la société et de la monopolisation de son discours. Le modèle politique auquel se réfèrent parfois ces mouvements ne vise aucunement à restaurer les prérogatives d'un Etat nation et « stato-providentialiste ». Ces mouvements néo-conservateurs développent au contraire l'idée qu'il est nécessaire d'organiser le politique à travers un système de communautés qui ne serait régi que par un contrat. Le « fédéralisme centralisateur » supposé de la « méthode communautaire » et de la Constitution est dénoncé avec vigueur comme enfermant dans un carcan le pouvoir d'initiative, sous-entendu des entreprises ou des individus. Autrement dit, l'imposition d'une norme constitutionnelle et uniforme pour tous les Etats membres nierait, en fait, le processus toujours à l'œuvre de fragmentation de la société européenne, qui par définition « n'est composée que de plusieurs sociétés ou communautés ».

Qui plus est, ils condamnent la vision technocratique supposée de la « méthode communautaire ». Elle souffrirait des tares semblables du constructivisme social à l'origine de l'Etat providence. Elle prétend n'imposer aucune idéologie à travers la recherche du consensus par la comitologie et au sein du triangle Commission-Conseil-Parlement et apporter une réponse dépourvue de valeurs politiques, à des problèmes particuliers. Or pour les cercles de pensée néo-conservateurs, ils relèvent justement de la politique, et donc de la décision « non neutre ». Cette technocratie de l'Union, au fur et à mesure que progresse son discours de la décision non politique, rencontre en réalité des groupes de plus en plus politisés et/ou défendant des intérêts uniquement privés qui ne sont pas sujets au contrôle parlementaire.

D'une autre manière, pour les *think-tanks* et groupes néo-conservateurs, tout comme l'Etat providence fut construit sur l'objectif de l'universalité des programmes, ceux de l'Union européenne aboutissent de manière pernicieuse par la constitution de revendications particularistes. L'enjeu politique en devient que chaque minorité active souhaite contrôler l'appareil politico-administratif de l'Union pour satisfaire ses revendications particularistes et qu'elles trouvent des alliés en la personne des hauts fonctionnaires européens, de surcroît non responsables de leurs actions devant un Parlement ; le contrôle de subsidiarité ne saurait contre-balancer cette dynamique.

Pour le parti conservateur britannique, la « méthode communautaire » ne peut aussi que mener à l'instauration d'un pouvoir supranational, enclin à éroder la souveraineté du Parlement de Westminster pourtant garant de l'ordre démo-libéral et de l'indépendance économique et politique du Royaume-Uni. La mondialisation des échanges et la fluidité des facteurs productifs conduisent les Etats comme les entreprises à se restructurer et à se concentrer sur leurs métiers fondamentaux. Dans ces conditions, les libertés ne peuvent s'épanouir que dans le cadre d'un Etat souverain qui, seul, en assure la caution démocratique par un contrôle politique parlementaire national. Sa conception du pouvoir politique en Europe « se vit donc à différents niveaux : politique et symbolique » (Alexandre-Collier, 2001 & 2002).

Pour l'ods tchèque, « la réponse de l'Europe au changement de l'environnement international ne peut pas être un pur approfondissement mécanique du processus d'intégration, une fédéralisation de l'Europe, la construction de plus d'institutions et d'autorités qui s'avèrent des tigres de papier ou le processus irréversible d'unification de tous les domaines politiques. Ce que le monde actuel, en constante évolution, requiert est une capacité de réaction flexible et de réponse rapide » (Coustaury, 2005). Surtout, le régime politique de l'Union européenne doit garantir un traitement égal à tous les Etats membres, assurer le maintien des compétences nationales en matière fiscale et de politiques sociales et ne pas prévoir une autonomie militaire vis-à-vis de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Depuis l'échec référendaire en France et aux Pays-Bas au printemps 2005, le président Václav Klaus propose aussi de remplacer l'Union européenne par une Organisation des Etats européens.

Le second groupe de la mouvance néo-conservatrice fut dominé par le Rassemblement pour la République français (RPR) et le *Fianna Fáil* irlandais (FF), c'est-à-dire par des droites d'Etat. En décembre 1978, Jacques Chirac (1978) signe un appel dit de Cochin où il s'inquiète de la dérive atlantiste des Communautés européennes, de l'asservissement de la politique française aux intérêts marchands et au parti de l'étranger. C'est la réitération du discours gaulliste social.

Outre l'impossibilité politique de demeurer dans un groupe parlementaire commun avec le parti conservateur britannique, le positionnement du *Fianna Fáil* peut-être qualifié, sur toute la période, d'« eurosceptique » au sens donné par P. Kopecky et C. Mudde (2002). Le parti irlandais soutient en effet l'intégration européenne pour deux raisons essentielles : (a) profiter du consensus populaire en faveur de l'Union pour réaffirmer, par clientélisme électoral tout en respectant sa tradition conservatrice sociale (stato-providentialiste et conservateur sur les valeurs), son attachement à la Nation comprise à la fois comme une culture et un espace de solidarité (Gilland, 2004) ; (b) continuer à bénéficier du Fonds européen de développement régional en

faveur des régions périphériques d'Europe et des aides liées à la politique agricole commune à partir du moment où l'Union n'empiète pas sur l'expérience de nouvelles politiques économiques et fiscales (Rovny, 2004). Lors des négociations sur le traité constitutionnel européen, les réserves exprimées par le *Fianna Fáil* portaient sur : l'ajout d'une dimension de sécurité à l'action extérieure de l'Union confirmant ainsi son attachement à une politique de neutralité militaire, sur le maintien du vote à l'unanimité pour les questions de justice et d'affaires intérieures, de fiscalité et de droit pénal et sur l'inscription d'une référence à l'héritage chrétien de l'Europe dans le préambule de la Constitution. Bien qu'il ne remette pas en cause le principe découlant de l'Acte unique européen, du traité de Maastricht, du traité d'Amsterdam notamment les règles d'équilibre budgétaire, le *Fianna Fáil* privilégie également une « voie nationale » de réforme par rapport à une politique d'innovation et de régulation économique émanant de la Commission européenne (Vaughne, 2001).

B. La mouvance souverainiste

Les directions nationales du RPR et du FF se prononcent néanmoins pour la ratification du traité de Maastricht en 1992 marquant ainsi leur ralliement aux thèses monétaristes et néo-libérales constitutives en partie du néo-conservatisme contemporain. En 1999, le Rassemblement pour la République rejoint à son tour le groupe du PPE-DE alors que le *Fianna Fáil*, échaudé par l'échec référendaire sur le traité de Nice en 2001, poursuit dans la voie d'un groupe parlementaire autonome, le Groupe de l'Union de l'Europe des nations après les élections de juin 1999 et celles de 2004. Leurs réajustements idéologiques et organisationnels ont permis l'autonomisation d'une nouvelle mouvance au sein des droites européennes, que l'on peut identifier comme « souverainiste » puisqu'elle place au cœur de son projet la défense de la souveraineté nationale et de la souveraineté populaire.

Leurs premiers zélateurs sont principalement issus de l'aile sociale du parti néo-gaulliste (Paul-Marie Couteaux, Charles Pasqua, Philippe Seguin, William Abitbol) et des fractions catholique (Philippe de Villiers) et nationale libérale (Michel Poniatowski) de l'Union pour la démocratie française.

La première liste officiellement souverainiste en Europe émerge en France lors des élections européennes de 1994 sous le vocable une « Autre Europe » (12,34% et treize élus). Elle est emmenée par Philippe de Villiers, fondateur par ailleurs d'un nouveau parti politique, le Mouvement pour la France (MPF) et Jimmy Goldsmith, l'ancien magnat de la presse britannique qui adopte une position radicale sur le contrôle démocratique des activités de l'Union et fonde par la suite le *Referendum Party* dans la perspective des élections générales britanniques de 1997 (2,6% des voix). En juin 1998, le terme est officiellement adopté lors des Etats généraux de la souveraineté nationale (sous l'impulsion de Jean-Paul Bled) qui réunissent une kyrielle d'organisations dont les leaders sont tous d'anciens dirigeants du RPR, avec l'absence notable de Philippe Seguin (1992), le premier pourfendeur du traité de Maastricht.

Aux élections de juin 1999, Charles Pasqua et Philippe de Villiers conduisent une liste du Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (13,06% et treize élus). En novembre 1999 est fondé le Rassemblement pour la France (RPF)¹⁴. Le

mouvement éclate en juillet 2000 après la défection de Philippe de Villiers sur un triple désaccord : le positionnement européen du parti considéré comme trop distant vis-à-vis des valeurs judéo-chrétiennes, un libéralisme national trop timoré et une structure financière porteuse d'inégalité entre ses diverses composantes. William Abitbol et Paul-Marie Couteaux constituent un nouveau mouvement, Combats souverainistes, et soutiennent la candidature de Jean-Pierre Chevènement aux présidentielles, ancien ministre et ancien fondateur du parti socialiste, au sein d'un Pôle républicain (5,33% au premier tour des présidentielles en avril 2002). Dans la perspective des élections européennes de juin 2004, deux listes sont présentées et réunissent 8,8% des suffrages, la première par Philippe de Villiers (trois élus) et la seconde par Charles Pasqua (aucun élu).

En 2004, le MPF passe alliance avec le *United Kingdom Independence Party* (UKIP), un mouvement « néo-conservateur »¹⁵, pour former le Groupe Indépendance & Démocratie présidé par le Danois Jan Peter Bonde du *JuniBevægelsen mod*¹⁶. Les mouvements confessionnels et fondamentalistes chrétiens grecs, néerlandais et polonais (*Laikos Orthodoxos Synagermos*, *Christen Unie-Staatkundig Gereformeerde partij*, *Liga Polskich Rodzin*) s'y sont également inscrits. Dès 1999, certaines de ces formations, avec l'UKIP et le mouvement danois, avaient constitué un groupe dénommé « Europe des démocraties et des différences » qui avait accueilli des transfuges du Groupe Europe des nations au cours de la législature lors de l'éclatement du RPF de Charles Pasqua et les élus français de Chasse, nature, pêche et traditions de Jean Saint Josse.

La théorisation du souverainisme est indissociable de la tradition gaulliste sociale. Le régime politique de l'Union européenne ne peut se construire qu'en tenant pour inséparables la souveraineté nationale et la souveraineté populaire : « Défendre la souveraineté nationale en perdant de vue le souci social, c'est-à-dire sans défendre en même temps la souveraineté populaire, c'est priver la Souveraineté non seulement de son contenu politique mais aussi des forces sociales qui le sous-tendent, lui donnent sa force et sans lesquelles elle n'est qu'une très fragile construction. A l'inverse, et symétriquement, défendre la souveraineté populaire sans défendre la souveraineté nationale, c'est-à-dire croire que l'on peut se borner au seul souci social, c'est se priver de tout instrument d'action collective dans les vastes filets de la mondialisation [...]. Pour cette raison le souverainisme devra par construction faire travailler ensemble la droite et la gauche »¹⁷. Plusieurs individualités ou des groupes authentiquement libéraux se rallieront à cette doctrine.

Plus précisément, le souverainisme conçoit l'Union comme une association libre de nations souveraines. Les Etats membres ne délèguent aux institutions européennes que des compétences révocables, subsidiaires et subordonnées, à l'exclusion de la définition et de la garantie des droits fondamentaux, y compris en matière de citoyenneté et d'exercice du droit de vote. Seuls les Etats membres peuvent contrôler l'exercice de ces compétences déléguées. La Commission comme le Parlement européen leur étant par essence subordonnés, et leurs constitutions nationales l'emportant sur le droit communautaire en cas de contradiction entre eux. Les Etats membres détiennent également une souveraineté imprescriptible en matière linguistique et culturelle, en particulier le droit à l'usage de leur langue nationale sur leur propre sol, sans qu'une

considération budgétaire ou un argument tiré de l'application du principe de libre concurrence puisse y faire obstacle.

Chaque Etat membre disposerait du droit de suspendre une règle en vigueur au sein de l'Union européenne, s'il le juge nécessaire à la défense de ses intérêts essentiels, et ceci en l'absence même de clause de sauvegarde expressément inscrite dans les traités. Chaque Etat membre aurait aussi le droit de refuser de s'associer à une décision qu'il estimerait contraire à ses intérêts essentiels, le « compromis de Luxembourg » de janvier 1966 devant être solennellement réaffirmé et les votes à la majorité, même qualifiée, rester l'exception.

Ce souverainisme national et populaire s'accommode assez bien du souverainisme scandinave. Les mouvements d'initiatives populaires dans les Etats scandinaves qui se sont opposés avec succès à l'adhésion à l'Union en 1972 et en 1994 en Norvège, en vain au Danemark en 1972 et avec succès à l'euro en 2003 en Suède et qui par la suite ont présenté systématiquement des listes aux élections européennes (*Folkebevægelsen mod EF/EU* & *JuniBevægelsen mod Union* au Danemark et *Junilistan* en Suède) (Sorensen, 2004) estiment que l'Union porte atteinte à l'Etat providence et aux services publics, mais aussi aux modes de démocratie participative dont les Etats scandinaves ont construit comme objet d'orgueil national. Ce souverainisme national et populaire s'accorde assez bien aussi avec le conservatisme social prôné par le parti *Pravo i Sprawiedliwo* de l'actuel président polonais, Lech Kaczynski (Szczerbiak, 2005) et les positions anti-européennes du mouvement *Hnutí za Demokratické Slovensko* de l'ancien Premier ministre de Slovaquie, Vladimir Meciar. Tous deux rejettent l'européanisation juridique des sociétés nationales et la méthode communautaire : en privilégiant les objectifs économiques et l'achèvement d'un marché unique et concurrentiel, elle mettrait fin à l'Etat providence et briserait de ce fait les liens sociaux et communautaires en ouvrant qui plus est la boîte de Pandore au libéralisme culturel et au consumérisme (Henderson, 2001).

C. La mouvance nationaliste

La mouvance nationaliste est représentée au Parlement européen depuis 1979. Néanmoins, elle n'est parvenue à constituer des groupes parlementaires qu'en 1984 – groupe des droites européennes – et 1989 – groupe technique des droites européennes. En 1999, l'expérience du groupe technique des députés indépendants a avorté. La mouvance nationaliste n'a jamais réussi à développer une formation politique transeuropéenne à l'image des mouvances démocrate chrétienne, libérale ou socialiste. Sous cet angle, il faudra suivre avec attention le destin du nouveau groupe lancé en janvier 2007, Identité, Souveraineté, Tradition. Celui-ci rassemble les élus du Front national, du parti populaire de la Grande Roumanie, du *Vlaams Belang*, d'*Alternativa Sociale*, de *Fiamma Tricolore*, du FPÖ, d'*Ateka*, et d'un non-inscrit britannique.

En 1978, l'« eurodroite » est créée à l'initiative du *Movimento Sociale Italiano-Destra Nazionale* (MSI-DN), le parti néo-fasciste italien présidé par Giorgio Almirante. Celle-ci rassemble le mouvement belge Forces nouvelles de Pieter Kerstens, deux partis français, le parti des forces nouvelles (PFN) de Pascal Gauchon et de Roland Gaucher, le Centre national des indépendants et paysans de Philippe Malaud, et

le parti espagnol *Fuerza nueva* de Blas Piñar bien que l'Espagne ne soit pas alors membre des Communautés européennes. Le *Fremskridtspartiet* danois de Mogens Gilstup est sollicité mais refuse officiellement en raison notamment de la non-adhésion des partis susmentionnés aux libéralismes politique et économique (il obtient un élu et rallie le groupe des Démocrates européens de progrès). Les disparités idéologiques de l'eurodroite sur le futur politique des Communautés européennes sont très fortes. Si le MSI-DN partage avec le PFN, en 1979, l'idée de créer une Europe « impériale » ou « puissance » allant de Dublin à Vladivostok, réitérant en partie le national communautarisme européen de J. Thiriart (1984) et la constitution d'un parti transnational européen défendant le principe culturel trifonctionnel supposé des sociétés européennes (en cela respectueux de la pensée de Julius Evola (Drake, 1986)), le parti néo-fasciste italien souhaite dans le même temps que les Communautés européennes se fondent politiquement et militairement dans une Organisation du traité de l'Atlantique nord renouvelée, ce à quoi s'oppose le PFN.

La fondation de l'eurodroite est perçue surtout par la direction du parti italien comme un moyen pour rompre son confinement électoral et institutionnel en Italie et apparaître dans le même temps comme la seule force politique tutélaire des mouvements nationalistes européens après la fin des régimes autoritaires en Espagne, en Grèce et au Portugal. Le MSI-DN tente aussi d'établir un compromis entre les deux traditions néo-fascistes qui cohabitent en son sein : la droite révolutionnaire dont Pino Rauti est la figure de proue et le courant national conservateur dont les espoirs reposent désormais sur le secrétaire général de l'organisation de jeunesse, Gianfranco Fini (Baldoni, 2000). Le MSI-DN doit aussi faire face à la plus grande scission de son histoire. La moitié du groupe parlementaire MSI au parlement italien en 1975-1976 (surtout des anciens monarchistes et des libéraux conservateurs) l'a quitté pour constituer un nouveau parti, *Democrazia nazionale*. De toute l'eurodroite, seul le MSI-DN obtient des députés (quatre) dans le premier parlement européen élu au suffrage universel direct ; ils siègent parmi les non-inscrits.

Après la décomposition du PFN en 1982, le MSI-DN s'allie au Front national (FN) français de Jean-Marie Le Pen. Ils conçoivent ensemble le groupe technique des droites européennes qui, sous l'emprise idéologique du FN, affiche clairement son adhésion au « différencialisme culturel » et aux théories de la démocratie rédemptrice (Canovan, 1999). De plus, le FN et le MSI-DN justifient leur hostilité à la construction européenne au nom de la défense de l'Europe des Patries, ce que Pino Rauti conteste au sein du MSI-DN. Le FN restera dans cette logique en 2002, en réclamant que la France sorte de l'Union européenne.

Logiquement, la « méthode communautaire » est d'autant plus vilipendée qu'elle est un système de médiation entre des élites et des instances non démocratiques, qui n'ont plus pour objectifs la préservation de l'incommensurabilité culturelle des nations européennes. Sur la base de l'opposition entre les élites factuelles et le peuple¹⁸, la mouvance nationaliste construit une vision rédemptrice et impérative de la démocratie, idéalisant les peuples et les citoyens européens en opposition aux principes consensuels, voire consociatifs, qui sous-tendent le processus décisionnel européen. Les élites européennes au pouvoir sont condamnées dans la mesure où elles sont perçues comme le « parti de l'étranger », voire comme le « parti des étrangers ».

L'anti-élitisme européen est ici subordonné à la xénophobie. Le populisme intégré au nationalisme fait surgir une figure nouvelle de l'ennemi : l'étranger-envahisseur (Taguieff, 1998), nourrissant l'imaginaire de l'exclusion. La défense de l'identité nationale implique corrélativement la dénonciation de l'immigration-invasion et de la mondialisation que l'Union européenne actuelle ne ferait que préfigurer et préparer. Dans son discours du 1^{er} mai 1992, J.-M. Le Pen attribue la rédaction du traité de Maastricht aux « banquiers apatrides »¹⁹.

En contre-partie du discours différencialiste, Giorgio Almirante obtient de Jean-Marie Le Pen qu'il accepte que l'Europe continue de s'organiser militairement sous le parapluie de l'OTAN. Tous deux convergent aussi pour s'opposer à un système et à des politiques publiques de cohésion sociale au niveau européen. Dès 1982, le MSI-DN a orienté son discours économique vers un modèle national et libéral (*Nuova Repubblica*) et, sous l'influence du Club de l'Horloge, le FN français a inséré la dérégulation économique dans son programme électoral de 1986. Seuls des modèles politiques construits à partir des éléments observables (la volonté populaire, l'appartenance à une communauté, la libre entreprise et la libre association) et se référant à des principes qui dépassent toute activité humaine, pourraient garantir un bon développement des Communautés européennes.

En 1988, le décès de G. Almirante amorce la distanciation organisationnelle et idéologique progressive des deux mouvements qui est voulue par la tendance nationale révolutionnaire du MSI-DN. Dès 1989, Pino Rauti reproche au FN français une obsession anti-immigration et une adhésion aveugle aux thèses néo-conservatrices en matière de politique économique. Lors du congrès de Rimini en 1990, Jean-Marie Le Pen prend le parti du rival de P. Rauti, G. Fini et propose de poursuivre l'orientation de la droite nationale qu'avait choisie G. Almirante. Le devenir du MSI-DN se situe à la droite de l'échiquier politique où l'anticommunisme et la défense de l'Occident (notamment contre l'immigration extra-européenne) doivent être l'essence du parti.

En 1991, l'éviction de P. Rauti de la direction du parti et la victoire définitive de la tendance conservatrice sont dues en partie à l'appui de Jean-Marie Le Pen. C'est aussi la tactique du FN français qui avait su isoler sa tendance révolutionnaire en son sein avant de l'expulser (notamment le groupe Nationalisme & république de R. Spieler en 1989)²⁰. Toutefois, G. Fini caresse déjà l'espoir de transformer le mouvement en un parti de droite de type gaulliste ou néo-conservateur sur le modèle anglo-américain (illustré d'ailleurs par une déclaration dite de Milan commune avec le parti conservateur britannique en 1993) (Tarchi, 1997). Autrement dit, la non-adhésion du MSI-DN au groupe technique des droites européennes en 1989 ne repose pas sur le seul désaccord relatif à la question du Sud-Tyrol qui oppose le MSI-DN en 1989 au FN lorsque les *Republikaners* allemands en deviennent membres (s'y rallie également le *Vlaams Blok* flamand, renforçant ainsi le différencialisme culturel de ce groupe) et sur la concurrence désormais manifeste entre les deux organisations pour la suprématie organisationnelle au sein des droites nationalistes européennes. En réalité, il existe déjà un accord entre les deux principales tendances révolutionnaire et nationale conservatrice du mouvement italien pour ne pas prendre comme modèle l'identité politique FN.

En juillet 1994, le MSI-DN refuse définitivement de s'associer au groupe des droites européennes. La transformation du MSI-DN en *Alleanza Nazionale* (AN), annoncée au congrès de Fiuggi (1995), est d'ailleurs perçue par le FN comme une défection définitive au camp des droites européennes nationalistes. En 1997, Jean-Marie Le Pen déclare que l'aggiornamento imposé par G. Fini et Domenico Fisichella, l'un des théoriciens de la transformation, était inéluctable compte tenu de la situation politique et du système électoral italiens. Pourtant, il rappelle que la volonté d'AN de s'affirmer comme un simple parti de droite dans le Pôle des libertés, revient à accepter le système démo-libéral, à abandonner l'héritage de la droite nationale et à légitimer le mode d'organisation politique actuel de l'Europe.

Les députés de la mouvance nationaliste siègent désormais parmi les non-inscrits. De juillet 1999 à octobre 2001, ils constituent un nouveau groupe technique des députés indépendants avec la *Lega* d'Umberto Bossi et la Liste Emma Bonino (issue du parti radical de Marco Pannella). Les composantes du groupe affirment leur totale indépendance politique les unes vis-à-vis des autres. En conséquence, la liberté de vote est assurée. Chaque formation s'interdit de parler au nom de l'ensemble du groupe. Les réunions du groupe parlementaire ont pour seul objet d'attribuer les temps de parole et de régler la gestion administrative et financière de la fraction ; la présidence doit être tournante. La composition de ce groupe technique est contestée dès le mois de septembre 1999 au sein du Parlement européen. Un acte est voté en séance plénière portant sur l'interprétation de l'article 29 de son règlement : « Ne peut être admise au sens de cet article la constitution d'un groupe qui nie ouvertement tout caractère politique et toute affinité politique entre ses composantes ». Les eurodéputés du Front national et Emma Bonino portent l'affaire devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes qui rejette leur recours au motif du refus d'apparaître comme un groupe cohérent politiquement ²¹.

En 1999, les députés européens d'AN s'unissent au groupe de l'Europe des nations. Ce concept ne résulte pas de la seule volonté de préserver la nation et son expression culturelle en Europe (à la différence du Front national et du *Vlaams Blok*). Il procède d'une critique de l'Europe en devenir comme modèle d'organisation sociale et politique qui nie le principe sur lequel elle est censée être construite : la subsidiarité. Qui plus est, le développement croissant de normes et de mesures (contraignantes juridiquement) dans tous les domaines de l'activité humaine fait que l'Union européenne ne tient plus compte de l'existence d'un espace privé pour les individus et d'un espace public déjà constitué (l'Etat nation). L'Union européenne risquerait de reproduire les dérives différentialistes de l'Etat providence envers tel ou tel intérêt particulier qui, en retour, imposeraient une loi circonstancielle sans portée générale. Les politiques de l'Union développeraient des pratiques clientélistes caractéristiques du fonctionnement de l'Etat et de la démocratie italienne. G. Fini, acteur important de la Convention sur la Constitution, a approuvé sa ratification après avoir veillé au respect de l'exercice et l'organisation des pouvoirs actuels détenus par les Etats membres de l'Union.

Le *Dansk Folkeparti* rallie aussi le groupe Europe des nations, constituant une autre défection dans la mouvance nationaliste européenne. En revanche, en 2004, les nationalistes italiens (*Alternativa Sociale* et *Fiamma Tricolore* ²²), qui ont refusé la

transformation néo-conservatrice et/ou souverainiste d'AN, ont réussi à obtenir deux nouveaux élus au Parlement européen, sans pour autant arriver à recréer un groupe des droites européennes comme le souhaitait le président du FN.

In fine, il faut remarquer deux excroissances originales quant aux mouvements néo-droitiers qui s'opposent à la méthode communautaire : le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) d'avant la scission de 2005 et la *Lega*. Le FPÖ s'est opposé à l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne lors de la campagne référendaire en 1995. Depuis, il la soutient désormais pour autant que la nouvelle entité détienne l'élément susceptible d'actualiser et de confirmer à nouveau les espaces politiques régionaux et nationaux déjà existants. En la matière, la construction européenne ne pourrait être effective qu'à partir du moment où elle se réfère (pour ses politiques) aux compétences déjà exercées par les Etats membres et les régions. Pour le FPÖ, les libertés individuelles et communautaires ne peuvent être préservées dans l'Union si le régime politique de l'Union n'est pas construit sur le mode de coopération entre les régions à pouvoir législatif, les Etats membres et un Parlement européen contrôlant effectivement la Commission.

Le FPÖ milite aussi pour la formation d'alliances régionales dans le cadre de l'Union européenne. Les alliances régionales tiendraient compte non seulement du devoir des peuples européens à coopérer entre eux (Lafaye, 1992) (au nom de l'héritage culturel supposé chrétien) mais aussi de l'autonomie gouvernementale au plus près de l'individu et de la communauté à laquelle il appartient. Sur ce sujet particulier, il se distingue fort peu des positions de la CSU bavaroise. Ajoutons que lors de la première présidence autrichienne de l'Union européenne en juillet 1998, Jörg Haider rappela que les Etats membres de l'eurozone pâtiraient à la fois du carcan de convergences des économies et des critères sociaux inclus dans le traité de Maastricht alors même que l'Union s'élargirait vers des d'Etats qui consacraient le principe de l'autonomie et du pouvoir des entreprises à se doter librement de règles et de conventions en vertu de l'état du marché (Moreau, 1998).

La *Lega* juge aussi que les communautés naissent chacune de la volonté et des aléas d'un ordre politique et économique spontané (divers par nature). Etant donné que la communauté régionale est supposée être au plus près de l'individu, elle n'est pas jugée comme corruptrice de sa liberté. La communauté régionale permet à l'individu à la fois d'affirmer sa souveraineté et de préserver son intimité face à l'accroissement continu de la puissance de l'Etat (Poche, 1993). Les régions prendront aussi mieux en compte la diversité institutionnelle et économique à laquelle les entreprises doivent faire face du fait qu'elles-mêmes sont enchâssées dans un système de relations et d'appartenances multiples (l'Etat italien, l'Union européenne, etc.). Il faut donc mettre fin à la prééminence et au monopole de la contrainte exercée par l'Etat à travers l'existence d'une constitution *a fortiori* au niveau de l'Union (Ouaglia, 2003). L'attachement à la souveraineté régionale par rapport tant à l'Etat italien qu'à l'Union européenne s'est accompagné depuis 1998 d'un discours différencialiste culturel de plus en plus important qui le rapproche du FN et encore bien plus du *Vlaams Belang* (ex-*Vlaams Blok*).

3. Conclusion

Les nouvelles droites représentées au Parlement européen depuis 1979 ont pour objectif commun l'abandon, du moins la minoration, de la méthode communautaire et, pour certaines d'entre elles, sa refondation sur le principe coopératif. Cette volonté s'accompagne aussi d'une critique fondamentale de la capacité et de l'efficacité d'une régulation politique et économique des institutions de l'Union européenne au moment de la mondialisation des échanges économiques. La souveraineté politique des Etats et des régions, et le contrôle démocratique assuré par le Parlement européen, les parlements nationaux et les parlements régionaux, suivant les formations politiques et les ordres constitutionnels nationaux, sont aussi au cœur de leurs projets politiques qui vont parfois jusqu'à idéaliser le principe démocratique et la capacité du peuple à se représenter la politique.

Les « nouvelles droites » concurrencent désormais très fortement le parti populaire européen dans le monopole de la représentation des cultures politiques des droites européennes bien qu'elles ne parviennent pas encore à s'organiser en partis politiques européens. Le statut financier accordé désormais aux partis politiques européens devrait sans doute contribuer à la fondation de telles formations.

En revanche, les nouvelles droites se distinguent très fortement sur la conception de l'identité – qu'elle soit vécue au sein des sociétés européennes ou par rapport à un Autre (les Etats-Unis, la Turquie, le reste du monde) – et du rôle de la puissance publique dans le domaine économique. A côté des mouvements politiques authentiquement néo-conservateurs, libéraux nationaux et souverainistes libéraux (à modalité variable) coexistent des partis politiques républicains, souverainistes interventionnistes, conservateurs sociaux, confessionnels, « différentialistes » et plus traditionnellement nationalistes. Cette ligne de séparation – au-delà des contingences historiques et idéologiques qui opposent les droites et les extrêmes droites européennes – et la capacité d'attractivité croissante de l'ensemble de ces formations politiques d'élections en élections – même si le nombre de leurs sièges et le degré d'influence au Parlement européen sont sans commune mesure avec leur poids électoral réel – ne peuvent être interprétées, qu'à la condition de se représenter l'europanisation des systèmes politiques nationaux et la réitération ou l'émergence de nouveaux clivages socio-politiques et socio-économiques en Europe. L'Union européenne est devenue le régime politique commun de tous les Européens, les nouvelles droites parmi d'autres contribuent désormais à son orientation.

Les eurodéputés opposés à la « méthode communautaire » de 1979 à 2004

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Groupe des démocrates européens						
<i>Conservative Party</i>	60	45	32			
<i>Konservative Folkeparti</i>	3	4	2			
<i>Ulster Unionist Party</i>	1	1	1			
<i>Alleanza Popolar</i>		17				
<i>Nea Demokratia</i>		1				

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Groupe des démocrates européens de progrès/Groupe du Rassemblement des démocrates européens						
<i>Fianna Fail</i>	5	8	7			
<i>Fremskridtpartiet</i>	1					
Rassemblement pour la République	15	20	13			
<i>Scottish National Party</i>	1	1				
<i>Diana</i>			1			
Groupe technique des députés indépendants						
<i>Folkebevaegelsen mod EF/EU</i>	4					
<i>Independent</i>	1					
<i>Volksumie</i>	1					
Groupe Arc-en-ciel						
<i>Folkebevaegelsen mod EF/EU</i>		4				
Groupe des droites européennes/Groupe technique des droites européennes						
EPEN		1				
Front national		10	10			
<i>Movimenste Sociale italiana- Destra nazionale</i>		4				
<i>Vlaams Blok</i>				1		
<i>Die Republikaner</i>				6		
Groupe de l'Alliance radicale européenne						
<i>Folkebevaegelsen mod EF/EU</i>			4			
Groupes du parti populaire européen-Démocrates européens						
<i>Conservative Party</i>				18	37	27
<i>Obcanska Democraticka Straana</i>						8
<i>partido do Centro Democratico Social-partido Popular</i>						2
Groupe Europe des nations						
<i>Folkebevaegelsen mod ef/eu</i>				2		
<i>JuniBevaegelsen mod Union</i>				2		
<i>Reformatorsche Politieke Federatie</i>				1		
<i>Staatkundig gereformeerde partij</i>				1		
Une autre Europe				13		

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Groupe de l'Union pour l'Europe/Union Europe des nations						
<i>Alleanza nazionale</i>				1	8	9
<i>Centro christiano democratico</i>				1		
<i>Europees Verkiezers platform Nederland</i>				2		
<i>Fianna Fail</i>				7	6	4
<i>partido do Centro Democratico</i>				2		
<i>Social-partido Popular</i>						
POLAN				2		
Rassemblement pour la République				17		
<i>Dans Folkeparti</i>					1	1
<i>partido Popular</i>					2	
Rassemblement pour la France/ Mouvement pour la France					13	
<i>Liberalu democratu partija</i>						1
<i>Prawo i Sprawiedliwosc</i>						10
<i>Tevzemei un Brivibai/LNNK</i>						4
<i>Valstieciu ir Naujosios demokratijos partiju sajunga</i>						1
Groupe des verts/Alliance libre européenne						
<i>Europa transparant</i>						1
Groupe de l'Europe des démocraties et des différences/Indépendance Démocratie						
Chasse, pêche, nature et tradition					6	
<i>JuniBevaegelsen mod Union</i>					3	1
<i>Christen Unie</i>					3	2
<i>UK Independence Party</i>					3	
<i>Independent</i>						1
<i>Junilistan</i>						3
<i>Laikos Orthodoxos Synagermos</i>						1
<i>Lega</i>						4
<i>Liga polskich rodzin</i>						7
Mouvement pour la France						3
<i>Nezavisll</i>						1
<i>UK Independence Party</i>						10
Non-inscrits						
<i>Alleanza nazionale (Movimenste Sociale italiana-Destra nazionale)</i>	1		4	9		
<i>Ulster democratic Unionist Party</i>	4	1	1	1	1	
<i>Herri Batasuna</i>		1	1		1	
<i>Staatkundig gereformeerde partij</i>		1	1	1		
<i>Independent</i>			1			

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
<i>Pas-Ruiz-Mateos</i>						
<i>Fiamma Tricolore</i>				1	1	1
<i>Freiheitliche Partei österreichs</i>				6	6	1
Front national				11	5	7
Front national (B)				1		
<i>Lega</i>				3	4	
<i>Vlaams Belang (Vlaams Blok)</i>				2	2	3
Alternative sociale						1
<i>Conservative and Unionist Party</i>						1
<i>Für echte Kontrolle in Brüssel</i>						1
<i>Hnutí za demockraticke slovenska</i>						3
<i>Liga polskich rodzin</i>						2
<i>Nezavisll</i>						1
<i>Samoobrona</i>						5
<i>UK Independence Party</i>						2
Total	97	119	87	104	102	129
Sièges distribués	434	518	518	626	626	732

Bibliographie

- Baldoni, A. (2000), *La Destra in Italia 1945-1969*, Roma : Editoriale Pantheon.
- Beaudin, H. (1999), « Quand le communautarisme devient libertaire », *Le Banquet*, 14.
- Bénéton, Ph. (1996), *Les régimes politiques*, Paris : PUF.
- Bonde, J.-P. (contribution présentée par) (2002), *La Convention les futurs de l'Union européenne*, Bruxelles : CONV 277/02.
- Braud, Ph. (2003), *La démocratie politique*, Paris : Seuil.
- Alexandre-Collier, A. (2002), *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, Paris : Editions du Temps.
- (2001), *L'« euroscepticisme » au sein du parti conservateur britannique (1992-97)*, Lille : Septentrion.
- Canovan, M. (1999), « Trust the people ! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, 47 : 1, 2-16.
- Chirac, J. (1978), *Appel de Cochin*, Paris : Rassemblement pour la République.
- Coustaury, A. (2005), « L'ods et l'Europe », *Etudes du Centre français des recherches en sciences sociales*, 7.
- Croizat, M., Quermonne, J.-L. (1999), *L'Europe et le Fédéralisme : Contribution à l'émergence d'un fédéralisme inter-gouvernemental*, Paris : Montchrestien.
- Delmartino, F., Deschouwer, K. (1994), « Les fondements du fédéralisme », in Centre d'étude du fédéralisme, *Le Fédéralisme*, Bruxelles : De Boeck.
- Delsol, Ch. (1996), *Le souci contemporain*, Bruxelles : Complexe.
- Delwit, P. (1995), *Les partis socialistes et l'intégration européenne. France, Belgique, Grande-Bretagne*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.

- Donovan, M. (2001). « The Ambiguities of Neopatriotism in an EU Member State », in *Nationalism, Democracy and State-Rebuilding in Italy*, Londres : London European Research Centre-Polis Democracy and Nationalism in Europe.
- Drake, R.H. (1986), « Julius Evola and the ideological origins of the radical right in contemporary Italy », in Merkl, P.H. (ed.), *Political violence and Terror*, Berkeley : University of California Press, 61-89.
- Drevet, J.-F. (2002), *L'élargissement de l'Union européenne, jusqu'où ?*, Paris : L'Harmattan.
- Gilland, K. (2004), « Irish Euroscepticism », in Harmsen, R., Spiering, M. (ed.), *Euroscepticism : Party Politics, National Identity and European Integration*. Londres : Rodopi, 171-191.
- Habermas, J. (1997), « Quelles citoyennetés à l'heure de la mondialisation ? », *Hommes et migrations*, 1206, 5-13.
- , « Citoyenneté et identité nationale. Réflexions sur l'avenir de l'Europe », in Lernoble, J., Dewandre, N., *L'Europe au soir du siècle. Identité et démocratie*, Paris : Esprit.
- Harmsen, R. (2004), « Euroscepticism in the Netherlands : Stirrings of Dissent », *European Studies*, 20, 99-126.
- Henderson, K. (2001), *Euroscepticism or Europhobia : Opposition attitudes to the EU in the Slovak Republic*, Sussex European Institute, Working Paper, 50.
- Hillard, P. (2004), *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions*, Paris : Francois-Xavier De Guibert [4^e édition].
- Hix, S. (1998), *Dimensions and Alignments in European Union Politics : Cognitive Constraints and partisan Responses*, University of Wisconsin, Working Paper Series in European Studies, 1, 3.
- Hooghe, L., Marks, G. (2000), « Multiplies Identities », in Hooghe, L., Marks, G. (ed.), *Multi-Level Governance and European*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers, 51-69.
- (1999), « The Making of a Polity : The Struggle Over European Integration », in Kitschelt, H., Lange P., Marks, G., Stephens J. (ed.), *Continuing and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Huchet, B., Malosse, H. (2002), *Unifier la grande Europe. L'Union européenne survivra-t-elle à son élargissement à l'est ?*, Bruxelles : Bruylant.
- Ignazi, P., Ysmal, C., « The Silent Counter-revolution : hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe new and old extreme right parties : The French front national and the Italian movimento sociale », *European Journal of Political Research*, 22 : 1, 3-34.
- Inglehart, R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton : Princeton University Press.
- Kopecky, P., Mudde, C. (2002), « The Two Sides of Euroscepticism », *European Union Politics*, 3, 3.
- Kymlicka, W. (1989), *Liberalism, Community and Culture*, New York : Clarendon Press.
- Lafaye, J.-J. (1992), « Une autre voix sur l'Autriche : entretien avec Jörg Haider », *Politique internationale*.
- Lipset, S.M., Rokkan, S. (1967), *Party Systems and Voter Alignment : Cross national perspectives*, New York : Free Press.
- Magnette, P. (2000), *L'Europe, l'Etat et la démocratie. Le Souverain apprivoisé*, Bruxelles : Complexe.
- Mairet, G. (1996), *Le principe de Souveraineté : histoires et fondements du pouvoir moderne*, Paris : Gallimard.
- Marshall, Th. (1973), *Class, Citizenship and Social development*, Wesport : Greenwood Press.
- Mény, Y., Surel, Y. (2000), *Par le Peuple, pour le Peuple : le populisme et les démocraties*, Paris : Fayard.

- Moreau, P. (1998), « Le FPÖ, parti national/libéral ou pulsion austro/fasciste ? », *Pouvoirs*, 87.
- Mudde, C. (1996), « The War of words defining the extreme right party family », *West European Politics*, 19 : 2, 225-248.
- Oakeshott, M. (1996), *The Politics of Faith and The Politics Of Scepticism*, New Haven : Yale University Press.
- Quaglia, L. (2003), « Euroscepticism in Italy and Centre-Right and Right Wing Political parties », Sussex European Institute, Working Paper, 60.
- Perrineau, P. (2003), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues : L'Aube.
- Pfähl-Traugher, A. (1998), *Konservative Revolution und Neue Rechte. Rechtsextremistische Intellektuelle gegen den demokratischen Verfassungsstaat*, Opladen, Leske + Budrich Verlag.
- Poche, B. (1993), « La Ligue Nord face à l'Etat italien : entre la décomposition territoriale et la recomposition institutionnelle », *Revue politique et parlementaire*, 95, 21-33.
- Rovny, J. (2004), « Conceptualising Party-based Euroscepticism : magnitude and motivations », *Collegium*, 29, 31-49.
- Seguin, Ph., *Discours pour la France*, Paris : Grasset.
- Scharpf, F.W., Schmitter, Ph., Streeck, W.C. (1996), *Governance in the EU*, Londres : Sage.
- Siedentop, L. (2003), *La démocratie en Europe*, Paris : Buchet-Chastel.
- Sorensen, C. (2004), *Danish and British Popular Euroscepticism Compared : A skeptical assessment of the concept*, Danish Institute For International Studies, Working Paper, 25.
- Szczerbiak, A. (2005), « Polish Euroscepticism in the Run-up to EU Accession », in Harmsen, R., Spiering, M. (ed.), *Euroscepticism : Party Politics, National Identity and European Integration*, Londres : Rodopi, 247-268.
- Taggart, P., Szczerbiak A. (2002), *The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States*, OERN Working Paper, 6.
- Taguieff, P.-A. (1998), *Les populismes*, Paris : Galilée.
- (1994), *Sur la Nouvelle Droite*, Paris : Aubier.
- Tarchi, M. (1997), *Dal MSI ad AN*, Bologna : Il Mulino.
- Thiriart, J. (1984), *La grande Nation, l'Europe unitaire : définition du communautarisme national européen*, Bruxelles : Editions Machiavel.
- Vaughne, M. (2001), *The Irish Referendum on the Treaty of Nice*, London : International Affairs and Defence Section, House of Commons Library Research Paper 01/57.

Notes

¹ Valéry Giscard d'Estaing, ancien président libéral de la République française, Giuliano Amato, ancien président social-démocrate du Conseil italien et Jean-Luc Dehaene, ancien Premier ministre chrétien démocrate belge, en furent nommés respectivement président et vice-présidents. La Convention était composée également de quinze représentants des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres (un par Etat membre), de trente membres des parlements nationaux (deux par Etat membre), de seize membres du Parlement européen et de deux représentants de la Commission. Les pays candidats étaient représentés dans les mêmes conditions que les quinze. S'il était prévu qu'ils participent aux délibérations, ils n'avaient pas le pouvoir d'empêcher un consensus établi entre les Etats membres. Etaient invités comme observateurs trois représentants du Comité économique et social et trois représentants des partenaires sociaux européens, auxquels s'ajoutaient, au nom du Comité des régions, six représentants ainsi que le médiateur européen. Il était prévu également que le président de la Cour de justice et celui de la Cour des comptes puissent s'y exprimer.

² Traité de Rome (1957), Acte unique européen (1986), traité de Maastricht (1993), traité d'Amsterdam (1997) et traité de Nice (2001).

³ La méthode communautaire désigne le mode de fonctionnement institutionnel du premier pilier de l'Union européenne. Dans le respect du principe de subsidiarité, elle repose sur une logique d'intégration.

⁴ D'autres auteurs préfèrent utiliser le terme euroscepticisme en distinguant un « *hard euroscepticism* » et un « *soft euroscepticism* ». Voir Taggart & Szeczerbiak, 2002.

⁵ La Nouvelle Droite est un mouvement intellectuel caractérisé par les rejets de l'égalitarisme, de l'économisme libéral et marxiste, du judéo-christianisme. Elle puise ses références auprès des auteurs de la révolution conservatrice allemande des années vingt et trente. La Nouvelle Droite souhaite rompre avec toutes les expériences historiques ou conservatrices afin de tracer une hypothétique troisième voie. Elle prend la défense de l'identité culturelle européenne, et plus particulièrement la défense des différentes cultures et ethnies qui la constituent. La structuration et la cohérence de cet ensemble idéologique reposent, de ce point de vue, sur la reconnaissance de la différence des cultures mais aussi et surtout sur l'incommensurabilité de celle-ci. Cette culture européenne est différente des autres du fait qu'elle s'est construite sur la trifonctionnalité (idée, guerre, travail). La Nouvelle Droite a aussi développé des théories sur le milieu. Ainsi, elle veut faire reconnaître en économie et dans les institutions la nécessité du principe *différencialiste* et l'obligation de vivre en harmonie avec la nature. Les conséquences d'une telle réflexion sont la réinsertion dans le débat politique de la question identitaire et de la question écologique. La Nouvelle Droite soutient finalement l'ethno-pluralisme, l'organicisme, l'écologie fondamentale, l'éthologie, le nordisme et l'anti-américanisme. Le rejet de l'américanisme repose sur l'idée qu'il est une culture dominante, cosmopolite et libérale. Il représente tout ce qu'exècrent les penseurs français et allemands tels A. de Benoist ou A. Mohler. Voir à ce sujet Taguieff, 1994 & Pfahl-Traughber, 1998.

⁶ Voir particulièrement à ce sujet, le chapitre IV « les mouvements de la démocratie » in Perrineau, 2003.

⁷ Prenons garde à l'utilisation du terme communautarisme. Nous ne faisons pas ici référence au courant intellectuel américain mais bien à une revendication très forte de l'appartenance communautaire formulée aujourd'hui aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe et quelles que soient les catégories (ethnie, sexe, religion, etc.).

⁸ La présidence autrichienne de l'Union européenne, avec la Commission européenne, a insisté sur la construction d'une citoyenneté politique européenne à travers le rôle des régions et des communes. Présidence autrichienne de l'Union, Une politique proche du citoyen : le rôle des régions et des communes, http://www.ue2006.at/fr/The_Council_Presidency/subsidiarity/buergernahepolitik/europaregionen.html, 2006.

⁹ Respinti, M., «The Union of the EUN Europe halts at the new Gramscism which nests in the left-wing », *Secolo d'Italia*, 13 mai 2000.

¹⁰ Cet aspect des choses a été particulièrement mis en valeur par Donovan (2001) au sujet de l'Italie.

¹¹ Une scission est intervenue en 2004 avec la création d'un parti démocrate européen. Il souhaite être le promoteur de la « méthode communautaire ». Voir *Manifeste du parti démocrate*, http://www.pde-edp.net/main/pde/fr/projet/manifeste/manifeste_fr.pdf, juillet 2004.

¹² José Manuel Barroso : « même sans Constitution, l'Union européenne ne sera pas paralysée et pourra faire face aux défis de la mondialisation ». *Euroactiv*, 22 septembre 2002.

¹³ Lors de sa déclaration d'intention, le président du parti ODS, Mirek Topolánek, s'exprimait en ces termes : « Si nous étions eurosceptiques, nous n'aurions pas fait campagne pour l'adhésion de la République tchèque à l'UE. Nous voulons que l'UE soit un projet réussi. C'est la raison pour laquelle il faut qu'elle change et nous souhaitons participer à ces

changements. La séparation entre eurooptimistes et eurosceptiques est selon moi déjà dépassée. Malheureusement les politiciens qui ont monopolisé l'intégration européenne ont tendance à coller des étiquettes comme celle d'eurosceptique à ceux qui ne partagent pas leur avis, mais avec de telles méthodes ils n'iront pas très loin ». In Rosenzweig, A. & Cameron, R., *Conservateurs tchèques et britanniques pour un nouveau groupe au Parlement européen*,

L'élargissement du spectre partisan roumain vers les extrêmes

Le parti populaire Grande Roumanie et ses ambitions de pouvoir

Sorina SOARE

A première vue, après les tourbillons du début des années 1990, la vie politique roumaine se caractérise par la normalité. Les élections se succèdent avec des alternances pacifiques. L'économie de marché s'y installe peu à peu. Les règles démocratiques pénètrent de plus en plus profondément dans le quotidien politique. Le paysage politique n'est pourtant pas un pays de cocagne où « *democracy is the only game in town* ». Les critiques de Bruxelles relatives au non-accomplissement des critères de Copenhague déstabilisent la vie socio-politique à intervalles réguliers ; les rapports annuels de pays, les critiques ponctuelles d'observateurs nommés par la Commission ou le Parlement européen, les accusations issues des milieux partisans ou non gouvernementaux nationaux construisent seulement une partie de ce qui est souvent identifié comme le talon d'Achille de la démocratie roumaine.

La faiblesse de la démocratie roumaine serait synonyme de corruption généralisée, de confusion entre le pouvoir public et les réseaux économiques privés, de désintérêt progressif des citoyens pour les affaires de la cité et, par voie de conséquence, de décrédibilisation de la classe politique, etc. En d'autres termes, la démocratie roumaine fait référence à l'existence d'un paysage politique conflictuel. Cette référence directe au modèle développé par Richard Rose (1980) limite la pertinence d'une démocratie roumaine consensuelle qui présuppose une opposition portant moins sur les politiques proposées que sur les personnalités qui les représentent. Dans ce cas, associé directement à un idéal-type de stabilité démocratique, il y aurait un accord tacite sur les limites acceptées des changements politiques et la distance idéologique serait minimale. Or, en Roumanie, les conflits incarnés par les leaders politiques sont censés traduire des visions politiques diamétralement opposées.

A ce propos, plus qu'une fissure topographique gauche/droite, c'est le conflit génétique qui marque de façon décisive les formules de coalitions partisanses. Les

partis associés à l'Ancien régime, d'un côté, et les partis associés aux messages anticommunistes, de l'autre, forment encore les deux blocs qui obéissent à des logiques réciproquement exclusives et conjointement exhaustives. Cependant, le bipolarisme de coalition est loin d'être parfait. Il y a des perméabilités et des échanges périphériques, comme lors de la collaboration entre le principal représentant de la minorité magyare en Roumanie (RMDSZ)¹ et le parti social-démocrate (PSD) entre 2000 et 2004 ou, plus récemment, la collaboration entre les conservateurs (PC)², les libéraux (PNL) et les démocrates (PD). Cependant, les tendances centripètes induites par la position régulière de parti de gouvernement et les obligations internationales qui en résultent sapent la pertinence de ces regroupements gérés par les origines génétiques. Les visages partisans changent d'une élection à l'autre mais les morphologies des discours et des politiques restent les mêmes.

Dès lors, la fragilité du consensus démocratique roumain est moins une conséquence du conflit génétique ci-avant mentionné, trait de base de toutes les anciennes démocraties populaires de la région, que de l'existence d'un micro-système de partis périphériques à ces deux blocs principaux dont la pertinence varie au niveau tant des performances électorales que du potentiel de chantage³. Dépourvus d'un potentiel de coalition effectif, ces partis développent un message critique qui augmente leur visibilité dans un paysage politique où l'homogénéisation politique et programmatique alimentée par les exigences de l'intégration européenne laisse peu de marge de manœuvre. Le plus souvent, ces acteurs politiques gravitent dans l'opposition, parlementaire ou extraparlamentaire. Leurs ambitions d'arriver au pouvoir sont souvent déniées. C'est d'ailleurs ce trait issu de leur positionnement systémique qui les unit, et cela, malgré des différences de parcours importantes. Ce caractère de parti en opposition leur colle à la peau au niveau du pouvoir central mais, au niveau local, la situation change. Nombre de ces partis comptent des conseillers locaux, voire même gèrent des mairies. Leur rapport avec le pouvoir est alors assez ambigu. Exclue au niveau central, ils sont directement inclus dans le management politique local. D'où leur focalisation sur une critique du politique en général et non de secteurs de politiques. Ils sont censés incarner la solution « nationale », c'est-à-dire centrale, et non une fraction de pouvoir.

Ce sont ces partis qui constituent l'objet même de notre recherche. Plusieurs correspondent à ce portrait : le parti populaire Grande Roumanie (PPRM) dont le national-populisme de rupture opère des mélanges instables entre des héritages de la droite et de la gauche extrêmes, le parti de l'unité de la nation roumaine (PUNR) associé à un message souverainiste, l'Union civique hongroise (UCM) et son néo-régionalisme de rupture, le nationalisme grégaire du parti nouvelle génération (PNG)... Nous concentrerons notre attention sur le PPRM, sur ses performances électorales, sur sa représentation sans interruption depuis 1992 au Parlement de Bucarest, sur son ostracisme constant depuis 1996.

1. La structuration progressive de la contestation

L'après-1989 en Roumanie a connu une trajectoire assez chaotique, avec plusieurs périodes de dérive potentielle entre 1990 et 1991. Depuis 1992, la Roumanie semblait entrée dans une dynamique de stabilisation, avec un agencement

démocratique en cours de maturation, et ce malgré l'apparition – dès les élections de 1990 pour le PUNR et dès les élections de 1992 pour le PPRM⁴ – de deux partis véhiculant un message protestataire. La participation du PUNR aux élections de 1990 (sous la formule AUR-PUNR) avait conféré au parti neuf mandats à la Chambre et deux au Sénat, correspondant respectivement à 2,12% et 2,15% des voix. Deux ans plus tard, le PUNR réussissait à pénétrer de façon pertinente la scène partisane roumaine. Aux élections de 1992, le PUNR obtenait 7,71% des voix à la Chambre et 8,12% au Sénat et se présentait comme la quatrième force parlementaire du point de vue de ce que Sartori appelle *power in seats*. Sa participation au gouvernement Vacaroiu traduisait d'ailleurs la valorisation de ce pouvoir parlementaire. Pour le PPRM, le test électoral de 1992 équivalait à l'obtention de 3,89% des voix à la Chambre et 3,85% au Sénat, résultats de peu supérieurs au seuil électoral mais lui concédant le potentiel de coalition avec le PDSR. En 1996, l'alternance au gouvernement va de pair avec une diminution de près de la moitié des voix valables exprimées en faveur du PUNR, qui obtenait ainsi 4,35% des voix à la Chambre et 4,22% au Sénat. Le PPRM était, lui, en légère hausse : il obtenait 4,46% des voix à la Chambre et 4,54% au Sénat. En 2000, le PUNR n'atteignit pas le seuil électoral, tandis que le PPRM obtint 19,48% des voix à la Chambre et 21,01% au Sénat. En même temps, son leader arrivait au second tour des élections présidentielles, avec 28,34% de voix au premier tour et 33,17% au second. Lors des élections de décembre 2004, le PPRM occupe une « délicate » troisième place au parlement, mais, par rapport à la législature précédente, la tendance à la baisse est très importante. A la Chambre, le PPRM passe de 19,48% des voix en 2000 à 13,99%. La différence est encore plus nette par rapport aux élections présidentielles : son leader Vadim Tudor perd deux tiers des voix en quatre ans⁵. Continuant sur la même pente descendante, le PUNR⁶ rassemble à peine 0,52% des voix à la Chambre et est à nouveau dépourvu de représentation parlementaire.

En ce qui concerne le PNG, sa visibilité électorale est liée presque exclusivement aux dernières élections législatives. Issu à l'origine d'une scission de la Convention démocratique de Roumanie, le parti est réorganisé par le patron du club de football Gigi Becali. Animé par son leader, le PNG obtient 2,24% des voix à la Chambre, un score électoral en augmentation évidente pour un parti ressuscité quelques mois auparavant.

Quel est le point commun de tous ces partis ? Ils « partagent une stratégie axée sur la mobilisation des sentiments anti-*establishment* et d'une idéologie dont l'axe principal est la défense de la souveraineté naturelle et de l'identité culturelle ». Ces propos décrivent pour Betz (2004 : 15) les partis populistes de la droite radicale européenne mais peuvent aussi s'appliquer aux partis mentionnés. Dans tous les cas, la nation est décrite comme le centre de gravité de l'identité partisane, la légitimité primaire du parti. Malgré les similitudes que présentent ces partis avec d'autres formations politiques au niveau national, c'est surtout le PPRM qui retient l'attention. Son poids électoral le rend incontournable. Mais ce qui nous intéresse davantage, c'est sa pertinence par rapport au système partisan roumain. Les dernières élections législatives polonaises nous servent de justification indirecte. Depuis 2001, l'expérience de *Samobrona* montre que ce type de message critique peut être fructueux au niveau de la compétition électorale. Le discours de protestation est

d'autant plus efficace qu'il va de pair avec une dénonciation des effets pervers de l'intégration européenne. Parti parlementaire lors de la dernière législature, représenté au Parlement européen et surtout qui devance le traditionnel SLD polonais en 2005, l'exemple de *Samobroona* invalide l'interprétation roumaine du score électoral du PPRM de 2000 comme un accident. L'histoire des voisins proches montre, au contraire, que le terrain des anciennes démocraties populaires est propice au maintien mais surtout à l'épanouissement de ce type de parti. Et nous rejoignons Hermet (2001 : 13-14) qui dénonce l'interprétation simpliste de ce type de mouvements politiques comme une « pathologie guérissable au prix d'une bonne médication républicaine ». De même, le diagnostic réducteur qui associe ce type de succès électoral « à l'ignorance et à l'ingratitude des électeurs » ignore la constance électorale des partis anti-*establishment*. Plus encore, l'analyse simpliste de cette réalité politique complexe fait que « seules les erreurs stratégiques des partis de la droite populiste radicale seront susceptibles de stopper et d'inverser leur progression. Une chose est sûre : les expressions d'horreur et de consternation ritualisées accompagnées des appels habituels à toutes les « forces démocratiques » après chaque nouveau succès de la droite populiste n'ont rien fait pour empêcher les électeurs de soutenir cette dernière. Bien au contraire » (Hermet, 2001). Afin d'éviter cet écueil des diagnostics simplistes, nous commencerons par brosser le portrait identitaire du PPRM.

Portrait identitaire du PPRM

Pour le PPRM, « la doctrine nationale » justifie

« la présence primordiale de l'INTERET NATIONAL dans tous les objectifs, les attitudes et les actions du parti. La Doctrine Nationale est la base théorique et idéologique de notre parti, elle est l'expression synthétique millénaire des Roumains, elle puise ses sources à la fois dans l'Eglise chrétienne-orthodoxe dans laquelle s'est formé le peuple roumain mais également dans les idées de justice, de liberté et d'indépendance des grandes figures de la nation. La Doctrine Nationale regroupe la foi, le sentiment de liberté et de justice, l'amour pour la terre et les traditions ancestrales. Les principes et les idéaux de la Doctrine Nationale se constituent dans un concept doctrinaire moderne, résultant de la greffe sur le tronc national de certaines valeurs de la doctrine sociale-démocrate et chrétienne-démocrate »⁷.

Le culte de la nation va de pair avec l'exaltation du passé. Le choix et les mélanges opérés dans le « panthéon » de l'histoire roumaine restent à ce propos très significatifs. L'admiration des vertus nationalistes et autoritaires du gouvernement Antonescu y tient une place particulière. Pour *România Mare*, par exemple, Antonescu et Ceausescu appartiennent au même détachement sacré d'« apôtres de la nation qui sont morts violemment, sacrifiés sur l'autel du pays » (cité dans Boia, 1997 : 277). Lors d'une réunion du 22 mars 1992 avec le président Iliescu et le Comité national pour le jubilé des soixante-quinze ans de l'unification de 1918, Corneliu Vadim Tudor (2001 : 99) proposa l'érection d'une statue du maréchal Antonescu qui, malgré ses limites, « a eu la virilité, dans un moment de gloire, de dire ce que nous marquerons sur son socle : *Roumains, je vous l'ordonne : passez le Prut !* ». A ce propos, le PPRM n'est qu'un des animateurs de ce culte d'Antonescu et la Fédération des communautés juives de Roumanie recensa, entre 1993 et 2002, six statues du maréchal à Bucarest,

Iasi, Jilava, Slobozia, Piatra-Neamt et Târgoviste⁸. Avec l'établissement de la statue du maréchal Antonescu à Slobozia, le 12 novembre 1993, Corneliu Vadim Tudor voyait « un acte de réparation morale et de justice historique ». Antonescu est décrit à cette occasion comme « celui qui a eu la virilité d'affronter la plus terrible prison des peuples, ce que fut jadis l'Empire tsariste et, par après, l'Empire stalinien ». Associé à un héros, Antonescu subit, selon Vadim Tudor, le sort des héros nationaux assassinés par la trahison. Ainsi,

« c'est par la trahison que le grand roi Decebal fut acculé au suicide. C'est par la trahison que fut arrêté et tué le prince Jean le Terrible. C'est par une trahison que, sur les rives du Bosphore, à Constantinople, le bien-aimé prince Constantin Brâncoveanu a été tué avec quatre de ses fils. C'est par la trahison que Horea a été arrêté à la veille du Noël de 1784, écrasé sous la roue et tué sur la Colline des Fleurs à Alba Iulia, le 28 février 1785, par le boucher professionnel Grancsa Rakoczi. C'est par la trahison que fut arrêté Tudor Vladimirescu à la résidence des Golescu. Et c'est toujours par la trahison que sa propre garde a dirigé les pistolets vers le cœur du créateur de l'unification, Alexandru Ioan Cuza. C'est ainsi que peut être peint le tableau de l'histoire nationale. Un héros de la Guerre de Réunification de la Nation de 1916-1918 et, par après, héros de la guerre 1941-1944, Ion Antonescu, a été trahi et arrêté, envoyé à Moscou, ramené humilié en Roumanie et tué. Le Maréchal représente un autre visage du peuple roumain. Jusqu'à maintenant une idée dominait, celle du pâtre de *Mioritza*, du chrétien qui tendait sa joue, du Roumain fataliste qui pliait devant le sort et se laissait vendre, écraser. Voilà que le Maréchal Antonescu a eu le courage de réparer l'injustice du pacte d'Hitler et Staline du 23 août 1939 et, lorsque la conjoncture externe et militaire fut favorable, de passer le Prut et réunifier les frontières de la Grande Roumanie. Il a mené pendant seulement quatre ans ce pays mais il a fait des choses de grande valeur : premièrement, il redonna aux Roumains la dignité de s'appeler Roumains chez eux, deuxièmement il instaura l'ordre et la discipline au Pays, troisièmement il protégea les Juifs. De tels actes ne peuvent pas être oubliés, il a été un être humain plein de pitié, un être humain dans l'esprit de la tradition chrétienne du peuple roumain, le seul peuple né chrétien. (...) C'est ainsi qu'avant cette statue, il y en a une autre très loin, dans la ville israélienne de Haïfa » (Tudor, 2001a).

Les arguments historiques de la victimisation des grands héros, les filiations, déjà utilisées, entre les princes du Moyen Âge et les « héros » des temps modernes, le respect de l'ordre et le caractère national de l'acte d'Antonescu sont les éléments centraux d'un discours dont la reproduction écrite mentionne toujours avec des majuscules les mots pays, nation, histoire nationale, peuple.

Un autre thème récurrent est celui de la qualité du peuple roumain, le plus vaillant, le plus ancien peuple chrétien, le meilleur en général. C'est aussi le peuple qui compte les meilleurs enfants. Dans la campagne électorale de 2000, Vadim Tudor avait proposé un gouvernement des jeunes gagnants des olympiades (des concours nationaux et internationaux scolaires). La rhétorique populiste à ce propos n'est pas de date récente. En 1995, lors de la première organisation des prix Eugen Barbu, Vadim Tudor déclarait vouloir

« effacer la malheureuse image d'un peuple avec des enfants handicapés et des enfants à problèmes. Il y a eu des ennemis qui, pendant cinq ans, ont rempli la

presse internationale et les chaînes de télévision du monde entier avec l'idée qu'en Roumanie, il n'y aurait que des morts du sida, que partout errent des enfants de la rue, déchaussés, qui se droguent. C'est partiellement vrai, mais il y a une autre vérité : la Roumanie est le Pays d'enfants géniaux, il est également le Pays où furent enfants en leur temps un Georges Enescu, qui épata Vienne dès son plus jeune âge avec son génie d'interprétation – et moi j'ai suivi ses traces à Vienne entre 1978 et 1979 –, un enfant génial comme Dinu Lipatti – par ailleurs, les deux donnent leurs noms à des lycées prestigieux où vous êtes éduqués. La Roumanie est le Pays d'un enfant génial qui s'appelait Brancusi (...) Bref, la Roumanie est peut-être le Pays avec le plus d'enfants doués par mètre carré sur cette terre » (Tudor, 2001b : 340).

Dans une logique apparentée, les propos anti-système reviennent régulièrement. La régénération du système politique roumain se fait par l'adulation de l'ordre, de la sécurité et la contemplation d'un passé idéalisé. Ainsi, en 1991, Vadim Tudor se prononce « pour une dictature de la loi », comme source d'ordre « car les gens se plaignent » du chaos, du manque de sécurité. De nouveau, c'est le caractère de légitimation par le bas qui est mis en évidence, tout comme par rapport à la création du parti. Ironisant sur les critiques qui lui reprochent de bafouer les normes démocratiques, Vadim Tudor rétorque, à propos de Doina Cornea :

« Normalement, dans un régime démocratique, je prendrais gentiment (n.a. Doina Cornea) et je la promènerais comme Tamerlan fit avec Bayazid, dans une cage, à travers toute l'Asie, moi, je l'amènerais à Baneasa, pour que vous la voyiez de plus près, je la porterais au zoo, car c'est juste à côté, et je la mettrais là afin qu'elle y reste comme un matériel didactique. Et, comme elle, il y a beaucoup d'« opposants » caressés par l'Occident qui, avec tellement de rapacité, de cruauté, flagellent les nerfs et la patience de la population. N'est-elle pas un péché pour ce Peuple ! » (Tudor, 2001c : 27).

C'est le peuple, synonyme parfait de la nation, excluant ainsi les Magyars⁹, les gitans, les juifs¹⁰, les étrangers, qui rassemble l'histoire de la nation et justifie les propos séditionnels du parti. Un mélange de nationalisme et de populisme s'imbrique dans une construction partisane qui met au centre de ses valeurs l'identification et la défense d'une triade légitimatrice : nation-orthodoxie-peuple. En parallèle, le PPRM s'impose comme un excellent analyste, identifiant les craintes et utilisant les stéréotypes pour offrir l'apparence de solutions. Le PPRM offre aux lecteurs de son hebdomadaire les diagnostics d'une société en transformation, identifiée à une société en perte de repères en alimentant une tension inhérente par des scénarios de conspiration, de pertes territoriales, d'assujettissement externe... A ce propos, en 1999, le PPRM avait lancé le « Programme anti-crise » ; le sous-titre même de la revue citait un prince roumain, Petru Rares : « nous serons de nouveau ce que nous avons été et plus encore ! ». Les vingt premières mesures à entreprendre selon le PPRM au moment de sa victoire électorale de 2000 (encore en projet alors) seraient, dans l'ordre mentionné par le document : (1) l'éradication de la Mafia, (2) l'interdiction de la formation ségrégationniste RMDSZ et la réinstallation de l'autorité de l'Etat roumain dans ces zones, (3) l'élaboration de plans concrets pour la réunification de la Roumanie avec la Bessarabie et la Bucovine, (4) la création d'un Comité national pour la recherche des activités anti-roumaines, (5) l'instauration de l'état

d'urgence dans l'économie jusqu'à la fin de la crise, (6) la relance immédiate de la production dans les secteurs productifs avant 1989, à savoir l'agriculture, le tourisme, l'industrie pétrolière, l'industrie d'armement, de tracteurs, de machines agricoles, de voitures, l'industrie légère, la construction d'habitations, etc., (7) la formation d'un Conseil économique pour la reconquête d'anciens marchés, avec l'appui à la fois des missions diplomatiques mais également du Service roumain d'informations, (8) le développement et la consolidation des formes d'associations et de coopération en agriculture, (9) l'introduction d'un système douanier protecteur, (10) l'exploitation intensive, et exclusivement dans l'intérêt du peuple, des richesses du pays, (11) l'élaboration de programmes réalistes de recapitalisation, restructuration et privatisation, (12) l'accentuation du rôle de l'Etat dans le processus de privatisation, (13) l'élimination du blocage financier, (14) l'introduction partielle et à moyen terme d'agences pour la sécurité alimentaire de la population, (15) la fermeté dans l'élimination des évasions fiscales, (16) la vérification de toutes les privatisations douteuses, (17) la renégociation sur des positions pragmatiques et dignes des accords avec le FMI et la BM, (18) l'édification d'un capitalisme populaire, (19) l'instauration de la dictature de la loi et (20) la réalisation d'une véritable réconciliation nationale. Le programme pour les élections de 2000 et 2004 reprend les points principaux mais le texte débute avec « l'assurance du respect d'encouragement de la continuation du processus d'intégration européenne ». Son protectionnisme économique justifié par la défense de la nation renforce sa crédibilité. Le message pro-européen est moins dirigé vers le champ national qu'inscrit dans ses tentatives de démantèlement de l'ostracisme international.

2. Cadre théorique

Sur la base de ces observations empiriques, nous pouvons appréhender les enjeux théoriques de la question. Nous commencerons par situer nos partis dans une catégorie de la droite populiste radicale : partout dans la région, le démantèlement des régimes communistes a fait ressurgir des conflits et des tensions et alimenté des discours politiques qui regroupent une *démocratophobie*, un discours nationaliste avec ses corollaires antisémites et/ou xénophobes et une rhétorique populiste. L'histoire de périphérie multi-impériale de ces créations étatiques tardives permet de situer ce type de structuration partisane dans une relative continuité avec des éléments antérieurs à l'installation des régimes communistes et, dans certains cas, avec le national-communisme même¹¹. Si, de nos jours, ce type de discours se manifeste encore d'une manière visible au niveau partisan, cela renvoie également à des facteurs externes et internes contemporains qui alimentent son évolution. Il s'agit notamment, pour reprendre les termes de Hermet, d'une « confusion d'espairs » que connaissent les pays de la région devant les défis multidimensionnels de la reconstruction politique, économique et sociale. Si, au seuil des années 1990, Vaclav Havel exprimait son enthousiasme par rapport à la déchirure des ressemblances – « la chute du communisme a déchiré ce voile de ressemblance et le monde assoupi fut réveillé par l'explosion des différences insoupçonnées qu'il dissimulait et dont chacune si longtemps rejetée dans l'ombre ressentait le besoin naturel d'attirer l'attention et de souligner son originalité par rapport aux autres » (Havel, 1994 : 15) –, peu de temps

après, cet enthousiasme retombe. La découverte des différences se superpose à une accentuation des écarts sociaux, à une intégration ratée. Dès lors, la représentation politique fait appel à de nouveaux tribuns, qui militent pour une nouvelle forme d'intégration, plus sécuritaire¹². Ces tribuns assurent une fonction de médiation entre les électeurs et un monde politique détaché de la société par une conjoncture de soumission obligée aux trajets de réformes en vue de l'intégration européenne ou, tout simplement, d'un point de vue pragmatique, du renouvellement des crédits internationaux, indispensables aux jeunes économies de marché.

De ce point de vue, ce qui déstabilise, c'est l'affaiblissement de l'Etat, qui « perd son attribut indispensable, qui est le contrôle exclusif sur un espace » (Hermet, 1996 : 104). Le déplacement des prises de position des arènes nationales à un niveau étranger – le FMI ou la Banque mondiale, l'Union européenne ou l'OTAN – engendre des situations de crise qui provoquent des mobilisations multisectorielles. Les changements politiques de 1989 engendrent ainsi des mobilisations protestataires localisées dans plusieurs secteurs en même temps : le secteur politique, mais aussi les secteurs économique, social, culturel, religieux, ethnique... Pour certains Etats, cette mobilisation vise aussi la critique de la perte de la substance territoriale, comme en ex-Yougoslavie ou en ex-URSS. Le discours partisan fait alors appel à des slogans protectionnistes, de fermeture, d'identification avec les intérêts de la nation (identification qui est refusée à l'élite au pouvoir perçue comme « vendue » aux intérêts des étrangers qui veulent exploiter les nouvelles démocraties). En même temps, en matière de défense de la minorité ethnique, des partis issus des structures régionalistes adoptent de plus en plus des discours de rupture.

Une fois situé le cadre général, il nous semble important d'assimiler ce type de partis à une réponse aux crises de développement. C'est un trait identitaire qui permet de les distinguer des *confrères* occidentaux. Dans les deux cas, c'est le changement qui dérange : à l'Ouest, le mal est souvent incarné par la globalisation, l'europanisation, tandis qu'à l'Est, la cible, c'est davantage la modernisation accélérée, dans ses volets politiques (la démocratisation), économique (la réforme du marché), culturel (le pluralisme culturel), religieux ou la perte de la morale. *In fine*, le diagnostic est similaire mais les causes sont adaptées aux spécificités locales.

Dans ce contexte de réaction à un développement accéléré malsain par ses effets déstabilisateurs de l'ordre et de la tradition en général, les discours politiques des partis de la droite radicale sont dans tous les cas justifiés par la faillite du politique (Badie, 1997 : 206). L'utilisation du peuple ou de l'ethnie repose sur la valorisation d'une ressemblance perdue, d'une opposition manichéenne entre « les petits » et « les gros »¹³. Le populisme perçu comme l'appel à un peuple contre les politiques et les intellectuels qui le trahissent (Touraine, 1997 : 239) constitue le squelette même de ces formules partisans. C'est donc un véritable *appel au peuple* (dans sa vision élargie de la nation ou minimale de l'ethnie) qui rassemble les électeurs. Le peuple ainsi perçu est « mythifié comme un, homogène et authentique » (Taguieff, 1998 : 6), comme une source de régénération. « Le discours populiste devient alors une technique de mobilisation qui oppose à une communauté politique institutionnalisée gravement affaiblie l'appel à un peuple dépouillé de toutes ses médiations et critiquant les errements des institutions censées le représenter et l'organiser ». Par conséquent, en

suivant le raisonnement de Bertrand Badie (1997 : 227), le populisme apparaît comme « une technique et une fonction » qui permet de « mobiliser le peuple en contournant sa nature de communauté politique, flatter et amplifier ses pulsions les plus profondes, les diriger vers « l'autre » ou vers « l'ailleurs », pour mieux dissimuler les impasses des systèmes de mobilisation et de gouvernement » (Badie, 1997 : 288), nous ajoutons, traditionnels.

Sur ce fond traversé par la légitimation critique, nous identifions la justification complémentaire de la nation/ethnie. La nation et l'*ethnos*, d'un côté, la démocratie, même incomplète, et le *demos*, de l'autre, se superposent d'une certaine manière dans « une confusion des origines » (Hermet, 2001 : 153) qui influe sur tous les secteurs des États. Ces partis s'inscrivent dans la logique de la sous-catégorie « stato-nationaliste ethnique », identifiée par Seiler (2003 : 90) en tant que « forme de monisme social, un nationalisme d'exclusion qui assigne le territoire national à une ethnie particulière ». La défense du peuple et de la nation se basent alors sur un rapport conflictuel manichéen « nous » contre « eux » ou, en d'autres termes, sur « une idéologie identitaire et exclusionnaire » qui embrasse tous leurs projets de société. La trahison du collectif par les formules partisans traditionnelles constitue la raison d'être par excellence de ces partis. Le manichéisme traverse toute interprétation du politique, toute manifestation programmatique. *Tertium non datur*.

Après avoir identifié le populisme comme la rhétorique et le nationalisme support par le bas de ce discours critique, reste à déployer un dernier aspect théorique : le potentiel de rupture que ces partis incarnent. Dans un contexte spécifique à la démocratie italienne, par rapport aux dangers de déstabilisation de la démocratie, Sartori (1976 : 32) avait utilisé la notion de parti anti-système. Ces partis exprimaient une idéologie étrangère ou aliénée, ce qui permettait de faire la distinction entre une opposition « de politique » et « une opposition de principes ». C'est l'opposition de principes qui nous intéresse particulièrement, car elle vise la stabilité même des institutions et des structures en place. Cependant, la notion de Sartori est la cible de nombreuses critiques car, malgré le potentiel de rupture, pour la plupart, ces partis participent à la vie politique. Le cordon sanitaire ne les exclut pas du système (il n'y a pas d'« exit ») mais limite uniquement leur accès aux dispositifs centraux de décisions. En d'autres termes, la notion hirschmannienne (Hirschman, 1970) de « *voice* » leur est garantie. Aussi, afin de délimiter leur rapport avec le système, préférons-nous une notion plus souple : « *anti-political-establishment party* » (Schedler, 1996). Dans ce cas, la critique du système est centrale par rapport au besoin d'un nouveau rassemblement, d'une représentation transparente. C'est donc « leur loyauté » qui est mise en question et non leur inclusion dans le système.

Ce dispositif à trois niveaux : rhétorique de base, justification par le bas (nation/ethnie) et lien avec la tradition, réorganisation/déstabilisation du système en place, permet d'éviter l'écueil d'une interprétation monocausale de ces phénomènes partisans¹⁴. Nous utiliserons donc la notion de droite populiste comme structure théorique de référence de ces partis. Ces partis s'assurent partout une pénétration électorale sur un terrain traditionnellement occupé par la gauche, les acquis sociaux. Malgré des éléments de discours libéral, c'est leur protectionnisme économique qui est souvent mis en avant. Mais ces aspects économiques sont rapidement élargis aux

aspects culturels et sociaux de défense nationale. La lutte contre la perte de l'identité nationale, la protection de la culture, les visions anti-américaines sont des facettes du même binôme incontournable de la nation/ethnie en crise. Dès lors, il convient de percevoir ce type de protectionnisme économique moins comme un lien avec la gauche traditionnelle que comme une conséquence d'une « vision organique de la nation dans laquelle les sphères économiques, politiques et sociale/culturelle ne peuvent être séparées » (Perrineau, 1998). La protection que ces partis réclament fait partout appel à ce que Havel appelle le déchirement du voile des ressemblances. Ces partis offrent des garanties sécuritaires répondant directement aux angoisses des citoyens devant les défis de la modernité : mondialisation, marché européen, immigration. L'exaltation du passé légitime la crédibilité de leur message et assure surtout leur cohérence.

3. Vision d'ensemble

Nous pouvons identifier trois caractéristiques de base de ce type de partis. Leur ostracisme/statut de périphérie induit (1) un fort caractère d'opposition. La contestation du système qui en résulte est légitimée par (2) un appel constant au peuple et (3) à la défense de la nation/ethnie par le biais de la protection garantie devant les défis de la modernité. Cela suppose donc une loyauté incomplète ou manquée même au système dont ils projettent souvent une réorganisation plus ou moins radicale.

A. Positionnement dans le système

Venons-en à l'encadrement catégoriel des partis mentionnés et notamment du PPRM. Leur point commun est d'être des partis d'opposition gouvernementale, centrale. Mis à part quelques collaborations gouvernementales avant 2000, ces partis ne participent pas aux coalitions de gouvernement. Cet isolement n'est pas synonyme d'ostracisme institutionnalisé. Pour certains partis, notamment le PUNR, anciens partis de gouvernement, il s'agit d'un isolement dû à son caractère de parti extraparlamentaire. Dans une logique similaire de positionnement extraparlamentaire, le PNG et l'UCM, sans expérience directe de gouvernement, continuent à être exclus des majorités parlementaires. Ce qui nous intéresse cependant le plus, c'est le PPRM que ses scores électoraux dotent d'un potentiel de coalition important. Il lui est cependant impossible¹⁵ d'exploiter cet atout en raison du consensus entre tous les partis parlementaires roumains depuis 1996. Malgré le poids électoral du PPRM, l'alternance est toujours possible en Roumanie. De ce point de vue, l'existence de tels partis assure indirectement la stabilité du système démocratique. Mais, on l'a dit, le cordon sanitaire ne les exclut pas du système (il n'y a pas d'« exit »), il limite leur accès aux dispositifs centraux de décision. Et cette périphérisation est relative : ils sont dans la plupart des cas des décideurs politiques au niveau local et la tentation de la collaboration est toujours présente. En 2005, à l'occasion d'un conflit interne du PSD, Ion Iliescu accusa Adrian Nastase d'avoir compromis les dernières élections législatives et présidentielles du PSD pour avoir refusé une collaboration avec le PPRM. En ne visant pas les votes PPRM pour le deuxième tour des présidentielles, il avait scellé son sort aux élections présidentielles et celui de son parti au scrutin national¹⁶.

B. Partis d'opposition au système et appel au peuple

Partis doté d'un faible potentiel de coalition, ils instrumentalisent leur position périphérique pour mettre en évidence leur opposition à un système politique corrompu, qui n'assure pas une représentation efficace des citoyens et trahit ses électeurs. C'est un trait caractéristique qui transcende la réalité roumaine. Betz l'observe, « les partis populistes de la droite radicale sont presque par définition des partis d'opposition – ne serait-ce que parce qu'ils attirent une grande partie de leur électorat par leur discours résolument anti-*establishment* » (Betz, 2004 : 195-196).

La solution souvent avancée valorise la notion de protectionnisme. Il s'agit effectivement de répondre aux angoisses des citoyens déçus par la classe politique au pouvoir et de leur offrir une protection mais aussi d'exalter les caractéristiques d'élites de la nation opprimée par la mondialisation/intégration européenne et par la perte des repères traditionnels (à noter que la formation représentant les intérêts de la minorité magyare, elle, dénonce la fermeture induite par le nationalisme de Bucarest qui empêche le développement de l'ethnie). Dans tous les cas, ils représentent la vraie représentation assurée via un protectionnisme économique, culturel et religieux. Ce protectionnisme puise sa légitimité dans l'appel constant au peuple. La rhétorique populiste rend d'autant plus crédible leur message simpliste et manichéen qu'elle contraste avec l'aridité des solutions, réformes, engagements et accords *stand-by* des gouvernements du palais Victoria. Ce contraste se manifeste dans l'opposition entre le gouvernement proposé en 2000 par Vadim Tudor, celui des jeunes vainqueurs des olympiades (des concours nationaux et internationaux scolaires), et les visages plus ou moins professionnels des staffs des partis de gouvernement.

C. Partis de défense de la nation

Dès lors que la défense de la nation est un trait identitaire obligé de tous les partis politiques roumains (Soare, 2004), comment isoler le nationalisme des partis représentant la majorité roumaine ? Le national est un label de qualité obligé en Roumanie mais, pour les uns, c'est une source de légitimation de la modernité et, pour les autres, c'est surtout une réfutation de celle-ci, un repli sur soi. C'est cette ligne de démarcation qui permet de saisir la spécificité du PPRM, sans dévaloriser pour autant l'emprise du discours national sur la vie politique contemporaine. Le PPRM apparaît comme porteur d'un nationalisme d'exclusion, de rupture, tandis que les autres partis privilégient un nationalisme de collaboration/collusion. Et cela, surtout avec les alliances systématiques depuis 1996 entre les partis de gouvernements, indépendamment de leur couleur politique, et le parti pivot de la minorité magyare (RMDSZ).

Evoluant à la périphérie du système de partis, ces formations prolifèrent dans le champ politique roumain. Comme aussi toute une série de revues, dont *Noua dreapta* et *Miscarea*, qui ont un fort caractère antisémite, xénophobe, de défense des valeurs de la triade peuple-nation roumaine-orthodoxie. Partis, mouvements, groupuscules, le sol politique roumain semble favoriser l'émergence et l'épanouissement de ces structures de contestation.

En reprenant la catégorisation de Betz, la droite radicale roumaine apparaît comme une structuration politique hétérogène du point de vue des origines

institutionnelles mais rassemblée autour de la valorisation exclusive de la défense de la nation. C'est donc la nation qui positionne ces partis du côté droit de la topographie parlementaire classique bien que des aspects, à caractère auxiliaire, permettent une structuration opposée. C'est le cas du PPRM dont l'association avec l'Ancien régime se retrouve à la fois au niveau de la congruence discursive mais aussi au niveau des itinéraires politico-professionnels de ses leaders, Eugen Barbu, Corneliu Vadim Tudor, Ilie Neacsu, etc. Parallèlement, pour des partis comme le PNG, les origines génétiques associées à la mouvance anticommuniste roumaine leur garantissent un label de qualité démocratique et une position centripète dans le système partisan roumain. Ces traits initiaux s'estompent peu à peu pour induire l'association actuelle avec un discours des extrêmes. De même, l'UMC puise ses origines dans la mouvance systémique de représentation des intérêts magyars en Roumanie mais la radicalisation post-2000 de son discours induit son ostracisme progressif.

Il n'y a donc pas un conflit commun qui caractérise ces seuls partis. Les tensions circonstancielles du début des années 1990 engendrent des partis qui sous-utilisent des identités sectorielles afin de répondre à la méta-tension qui distingue les structures issues de la post-*nomenklatura* et les anticommunistes. Il n'y a donc pas un clivage qui induise une spécificité identitaire mais des divisions génétiques à durée de vie limitée. Néanmoins, il est possible d'identifier ces partis par rapport à un conflit spécifique issu d'une histoire plus longue que celle d'après 1989. L'ensemble des partis roumains peut être à l'origine imputé à un conflit surévalué au niveau de la topographie partisane roumaine : centre *vs* périphérie. La superposition de la lutte pour l'indépendance nationale et de la modernisation à la fin du XIX^e siècle atrophie politiquement la pertinence d'une utilisation légitimant d'autres sous-conflits économiques. Tout parti aspirant au gouvernement devrait revendiquer une identité nationale principale ou une sous-identité construite par rapport à des défenses particulières. Le clivage centre *versus* périphérie est, de ce point de vue, la traduction des luttes d'unification et de libération qui, par le choix d'un Etat national de type centralisateur avec une vision fermée de la nation, ont engendré un conflit entre la population majoritaire roumaine et les autres minorités. Le clivage centre *versus* périphérie revêt, dans le cas roumain, une dimension à la fois ethnique et religieuse par rapport à l'Eglise orthodoxe en tant qu'Eglise d'Etat. Dès lors, l'ensemble des partis politiques roumain se positionnent à partir de ce clivage fondateur. Sur ce tronc commun, chaque parti diversifie son option électorale mais l'image de déjà vu reste la plus prégnante. La spécificité des partis analysés ici vise alors moins la défense de la nation que la radicalité de cette défense issue des volets auxiliaires de chaque parti.

Malgré des origines opposées et des évolutions spécifiques, sur la base de cette valorisation d'un nationalisme/ethnicisme basé sur l'exclusion, les partis analysés semblent partager d'autres traits. Tout d'abord, ils adressent un message politique essentiellement critique envers les hommes/femmes politiques et l'*establishment* institutionnel en place. Ils réussissent ainsi à rassembler les mécontents en fournissant des solutions simplistes aux angoisses générées par les effets pervers de la transition. La mobilisation des ressentiments, des angoisses et des espoirs manqués les renforce. Ce flambeau de la « refondation » politique est rendu encore plus visible par l'existence d'un leader qui rassemble les électeurs. Que ce soit Vadim Tudor ou Gigi

Becali, les partis sont rapidement personnalisés et gravitent autour de la tribune du représentant principal.

Par rapport au pouvoir en général, l'absence d'un discours sectoriel identitaire cohérent est un autre trait fondamental. En dehors des thèmes récurrents mentionnés ci-avant, les portraits identitaires de ces partis révèlent le plus souvent une forme d'instantanéisme : leurs messages sont des réponses à tout fait nouveau de l'agenda politique. C'est l'identité négative qui marque ces propositions et non une réflexion antérieure basée sur des solutions positives. Le manque de professionnalisme est suppléé par le lien direct avec « les foules » entretenu par les leaders. Qu'il s'agisse des dîners pour les pauvres de Vadim Tudor ou des maisons promises par Gigi Becali pour les sinistrés de l'automne 2005, c'est le moment et la solution immédiate qui remplacent la stratégie/la perspective. Issus des angoisses face à la modernité, ces partis entretiennent le culte de la tradition au niveau du discours de la défense de la souveraineté nationale et de l'identité culturelle mais aussi en tant que gestion simple, directe, à savoir non professionnelle, non pervertie, de la représentation.

Phénomènes politiques nouveaux pour l'essentiel, ces partis respirent dans le passé et regardent vers le futur. Une ambiguïté temporelle traverse leur message. Leur message est davantage de re-fondation que d'intégration mais leurs stratégies restent hésitantes quant aux rapports entretenus avec les règles démocratiques. Leur isolement politique ne diminue pas pour autant leurs aspirations politiques et les recours les plus inouïs afin d'accéder au pouvoir. Le dernier en date est la « popularisation » du PPRM en vue de l'association avec les populaires européens quand bien même il a contribué à la fondation d'un nouveau groupe d'extrême droite, Identité, tradition, souveraineté.

Bibliographie

- Badie, B. (1997), « Une faillite du politique », *Vingtième siècle*, 56, 224-242.
- Betz, H.-G. (2004), *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ?*, Paris : Editions Autrement.
- Boia, L. (1997), *Istorie si mit în constiința românească*, Bucarest : Humanitas.
- Havel, V. (1994), « Conférence du 22 avril 1993 à l'Université George Washington », in Havel, V. & Brodsky, J., *Le cauchemar du monde post-communiste*, Paris : Anatolia.
- Hermet, G. (2001), *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX^e-XX^e siècle*, Paris : Fayard.
- (1996), *Le passage à la démocratie*, Paris : Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.
- Hirschman, A.O. (1970), *Exit, Voice and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organisations and States*, Cambridge : Harvard University Press.
- Perrineau, P. (1998), « Les dilemmes de la droite face au FN », *La Revue M.*, 94, 27-34.
- Rose, R. (1980), *Do Parties Make a Difference ?*, Londres : Mac Millan, 1980.
- Sartori, G. (1976), *Parties and Party System*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Schedler, A. (1996), « Anti-Political-Establishment Parties », *Party Politics*, 2: 3, 291-312.
- Seiler, D.-L. (2003), *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Ellipses.
- Soare, S. (2004), *Les partis politiques roumains après 1989*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.

- Taguieff, P.-A. (1998), « Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations », *Mots*, 5, 5-26.
- Touraine, A. (1997), « Le brun, le rouge et le Français », *Vingtième siècle*, 56.
- Tudor, V.C. (2001), « Maresalul Antonescu la Palatul Cotroceni », in Tudor, V.C., *Discursuri. Volumul I*, Bucarest : Editura Fundatiei România Mare, 96-100.
- , (2001a), « Prima statuie a Maresalului Antonescu », in Tudor, V.C., *Discursuri. Volumul I*, Bucarest : Editura Fundatiei România Mare, 153-157.
- , (2001b), « România, o tara a copiilor geniali », in Tudor, V.C., *Discursuri. Volumul I*, Bucarest : Editura Fundatiei România Mare, 338-341.
- , (2001c), « Dictatura legii », in Tudor, V.C., *Discursuri. volumul I*, Bucarest : Editura Fundatiei România Mare, 23-28.
- , (2001d), « Editorial », *România Mare*, XI, 554.

Notes

¹ Allié traditionnel du bloc anticommuniste.

² Le parti humaniste, transformé récemment en parti conservateur avait été le parti pivot de la coalition gérée par le PSD entre 2000 et 2004.

³ Le concept de pertinence partisane renvoie directement aux délimitations de Sartori (1976) qui évalue les partis non en termes électoraux mais par rapport à la capacité d'influencer la compétition/vie politique. La pertinence dépend alors du potentiel de coalition ou du potentiel de chantage du parti. La première notion renvoie à la possibilité d'influer directement les politiques gouvernementales. La deuxième notion concerne les réseaux d'influence indirecte des partis ostracisés politiquement. Malgré des scores électoraux importants, ces partis apparaissent *a priori* comme dépourvus *du potentiel de gouvernement*, étant *ex ante* exclus de la formation des coalitions. La négation de leur potentiel de coalition alimente cependant un potentiel de pertinence alternative. Ils façonnent pourtant ces coalitions d'une manière indirecte, par leur caractère identitaire d'opposition au système.

⁴ Jusqu'en 2005, le nom du parti est parti Grande Roumanie (PRM). Compte tenu du changement d'appellation de dernière heure, nous utiliserons l'acronyme PPRM.

⁵ Dans ce contexte, Vadim Tudor encaisse le coup et à la surprise générale, quelques mois plus tard, se retire de la présidence du parti. Il reste cependant président d'honneur du parti qui, en mars 2005, change de nom pour devenir le PPRM ; Corneliu Ciontu en devient président. Cependant, l'histoire du PPRM est loin d'être un long fleuve tranquille. Quelques mois plus tard, une révolution de palais provoque le départ de Ciontu et le retour de Tudor à la présidence.

⁶ En septembre 2000, le PUNR fusionne avec le parti national roumain (parti créé en 1998 suite à la fusion du parti démocrate agrarien de Roumanie (PDAR) avec le parti de la nouvelle Roumanie (PNR), géré par l'ancien directeur du Service roumain d'informations) pour former l'Alliance nationale. En 2002, le PUNR est réenregistré en tant que parti. En mai 2002, il effectue ainsi son retour à la une des journaux non seulement grâce à l'organisation d'un premier congrès après l'échec de 2000 mais surtout à cause de l'élection comme président, du général de réserve Mircea Chelaru. Celui-ci s'était fait connaître comme défenseur du maréchal Antonescu. A partir de cette date, le sigle ne renvoie pas à la même appellation qu'avant. Il s'agit désormais du parti de l'Unité nationale roumaine qui remplace le parti de l'Unité nationale des Roumains. Il y a ainsi une continuité relative entre l'avant et l'après 2002.

⁷ « Doctrina Partidului România Mare », <http://www.romania.ro/prm.html>.

⁸ *RFL:RL East European Perspectives*, 5 : 4, 19 février 2003.

⁹ En 2001, la RMDSZ était considérée, dans un éditorial signé par Vadim Tudor, comme « une organisation fasciste de même nature que *les Skin Heads* d'Allemagne. Par ses statuts, son programme et son organisation paramilitaire, « la troupe de choc » des Hongrois se constitue en

une relique pourrie de l'hitlérisme et du horthysme du début des années 1940. Que quelqu'un me montre une prévision démocratique de ce « bataillon d'assaut » qui ne trompe personne même s'il s'intitule « union démocrate » – le parti d'Hitler n'a pas pu tromper longtemps beaucoup de monde, même s'il s'intitulait national et socialiste. Un groupement né dans le contexte des atrocités de Harghita et Covasna, où des militaires roumains furent décapités, leurs yeux arrachés à la fourchette et des rats morts enfoncés dans leur bouche, hé oui, une telle bande de la mort ne peut, organiquement parlant, évoluer que dans une seule direction. Personnellement, j'ai senti dès le début ces exterminateurs et je les ai traités en conséquence. Personne, nulle part dans le monde n'a porté des négociations avec les terroristes. Et la RMDSZ est un nid de terroristes, sans appel ! Imaginez-vous qu'une cinquième Colonne de ce genre, séparatiste, ségrégationniste, antinationale, aurait pu se créer en Israël, en France ou aux États-Unis : elle aurait été réduite, comme le disait mon père bien-aimé, en amas de poussière. (...) En plus, la RMDSZ est un aspirateur d'argent comme cela n'a jamais existé sur le sol roumain. En plus des centaines de milliards de lei reçus du gouvernement de la Roumanie et en tant qu'union culturelle et parti – en défiant toutes les lois – le parti ethnique de facture révisionniste bouffé des sommes extraordinaires, pompées de l'étranger » (Tudor, 2001d).

¹⁰ Une lettre ouverte signée par les membres PRM en 1993 et adressée au président Ion Iliescu, reproduite par George Voicu, est très suggestive de ce point de vue : « Les Juifs vous ont amené au pouvoir, les Juifs vous rappellent à l'ordre, les Juifs vous maintiennent sur votre siège au prix de la ruine complète de la Roumanie. Nous ne pouvons guère oublier le groupe qui a assujéti le pays le 22 décembre 1989, moment où a commencé notre tragédie : le Premier ministre de la Roumanie a été le juif Petre Roman, le boucher de Ceausescu a été un client personnel des synagogues, Gelu Voikahn, l'idéologue en chef a été le juif du Komintern, Silviu Brucan, votre premier conseiller a été le juif Mihai Bujor Sion, que vous avez protégé depuis sa jeunesse, en tant que chefs de la diplomatie ont été nommés les juifs Sergiu Celac et Corneliu Bogdan, le président de la Radiotélévision fut le juif Aurel Dragos Munteanu, les postes d'ambassadeurs, de banquiers et de chefs culturels ont été occupés par des juifs ». Vadim Tudor, Corneliu, Barbu, Eugen, Musat, Mircea, « Scrisoarea deschisa adresata presedintelui Ion Iliescu » (2000), *România Mare* : 147, 30 avril 1993 apud George Voicu, « Teme antisemite in discursul politic IV », VIII : 83, <http://www.sfera.50megs.com/>.

¹¹ A ce propos, le national-populisme est décrit par Hermet comme « une pulsion de circonstances tardives particulières de l'entreprise de création des petits États », à la fin du XIX^e siècle (Hermet, 2001 : 151).

¹² A ce propos, Seiler observe que « les partis centralistes présentent un caractère populaire et souvent plébéien, qui en font de véritables formations attrape-tout » (Seiler, 2003 : 86).

¹³ De ce point de vue, Pierre-André Taguieff (1998 : 6) propose d'autres oppositions significatives : les simples, les sains, les honnêtes ou ceux d'en bas contre ceux d'en haut, « élites corrompues et corruptrices ». Il s'agit du « peuple » authentique, enraciné dans son « identité » substantielle (ceux d'ici), contre les « cosmopolites », le « parti de l'étranger » ou le « parti des étrangers », ceux d'ailleurs. Cette image de valorisation de la ressemblance par la proximité et de critique des distances permet de mieux appréhender le développement de formules partisans de protestations anti-européennes ou, au moins, eurosceptiques à l'Est de l'Europe.

¹⁴ Critique souvent formulée à l'encontre des études de ce que Betz appelle « le populisme de la droite radicale ».

¹⁵ Ou presque, voir à ce propos la critique de Ion Iliescu à l'adresse de la nouvelle direction du PSD qui avait refusé les votes du PRM pour le second tour des présidentielles de 2004, geste considéré comme la cause de l'échec du candidat du parti. « Deruta in PSD », *Ziua*, 16 octobre 2005.

¹⁶ « Deruta in PSD », *Ziua*, 15 octobre 2005.

The Rise and Impact of the Swiss People's Party: Challenging the Rules of Governance in Switzerland ¹

Oscar MAZZOLENI & Damir SKENDEROVIC

1. Introduction

There is great variation in the performance of radical right-wing populist parties in Western Europe ². In some countries, they have consolidated their presence in national parliaments and even entered coalition governments. The Austrian Freedom Party (FPÖ), as well as the Northern League (LN) and the National Alliance (AN) in Italy have participated in governing coalitions, collaborating mainly with centre-right parties. On the other hand, there are radical right-wing populist parties who have failed to conquer public office, yet performed pretty well in national elections. For example, the National Front (FN) in France and the Flemish Block/Flemish Belang (VB) in Belgium have both received significant electoral support, but have stayed at the margin of the party systems and been excluded from executive power at the national level.

The emergence and electoral successes of radical right-wing populist parties in Western Europe have been the focus of a large part of the research literature, producing a number of multi-dimensional explanatory models (Husbands, 2002; Eatwell, 2003; Carter, 2005; Norris, 2005). Studies focusing on access to institutional arenas, including parliament and government, stress the significance of the type of electoral system in order to evaluate the degree of openness the political system discloses (Carter, 2002; Golder, 2003; Norris, 2005). Others emphasize the variety of interactions between radical right-wing populist parties, established parties and the political system thereby stressing the role that radical right-wing populist parties play in the political process (Schain, Zolberg & Hossay, 2002). Moreover, a number of authors argue that radical right-wing populist parties are only successful when they are in opposition, and that their ideology and organizational structure are ultimately disadvantageous once in government (e.g. Heinisch, 2003). This view suggests that

parties experience significant losses in elections following entry into government. Or, as others stress, radical right-wing populist parties modify their strategies and agenda once participating in government and ultimately adjust themselves to the political and institutional constraints that exist in government coalitions (Frölich-Steffen & Rensmann, 2005).

Recently, Alexandre Dézé (2004) has argued that a challenger party from the right-wing margins can develop in three directions once it enters government. First, the party chooses the option of integration and adjusts to existing ways of governing. It adapts to the modes and styles, as well as to the formal and informal rules that dictate the way government functions. The party also accepts the key principles which determine the relationship between political actors and institutional arenas. In the long run, the challenger party gives up its anti-elite and “anti-system” attitude. In most cases, this eventually results in at least some degree of de-radicalization of the party’s ideology and agenda. This type of development is exemplified by the transformation of the neo-fascist Italian Social Movement (MSI) into the National Alliance, which tried hard to play the role of conservative coalition partner in the last Berlusconi government (Veugelers & Chiarini, 2002).

Second, a radical right-wing populist party resists in one way or another the process of adaptation and accommodation. It continues to take an intransigent and radical attitude towards the system and thereby jeopardizes its coexistence in the coalition government. To some extent, the Austrian Freedom Party is representative of this type of development (Luther, 2003). After its entry to the government coalition in 1999, the FPÖ refused to collaborate fully with the conservative Austrian People’s Party (ÖVP). As a result, Jörg Haider’s party experienced severe internal conflicts, leading to Haider’s eventual foundation of a new splinter party, the Alliance Future Austria (BZÖ).

Finally, there is a third way in which a radical right-wing populist party copes with the situation of participating in executive power: the party accommodates itself to the rules of governance without giving up its “anti-system” image and rhetoric and without experiencing internal factionalism. So far, this type is most prominently represented by the Swiss People’s Party (SVP) and the Northern League in Italy. However, there are significant differences between these two parties: while the LN acted as junior partner in Berlusconi’s right-wing government, the SVP succeeded in substantially strengthening its position and hence plays an important role in government and Swiss politics. In addition, the LN’s participation in government and its radicalization in government have attracted attention from scholars (Betz, 2002; Ruzza, 2004), while the SVP’s role as a radicalized government party has largely been ignored by research literature.

Besides Dézé, few authors tackle the question of how challenger parties from the radical right proceed after their electoral emergence and breakthrough (Schain, 2002), or how they perform once they have entered government (Perlmutter, 2002). Some raise issues relating to the extent that radical right-wing populist parties manage to have an impact on public policy and debates, and which role they play in political process (Minkenberg, 1998; 2001; 2002). The participation of these parties in parliaments and particularly in governments opens new avenues for research focusing on parties which

act as challengers to the institutional environment and the party system, as well as to the political system as a whole. It is crucial to examine distinct institutional settings which have the potential to turn out favourably for radical right-wing populist parties to stay in power. One must pay attention to the reactions of other parties and their own choice of strategies towards radical right-wing populist parties, which typically alternate between modes of co-optation or marginalization. It is also important to ask how radical right-wing populist parties acting as challenger parties adjust their strategies to the different institutional arenas or to the expectations of other parties, and how participation in government and sharing executive responsibility affect their electoral performance. Moreover, do radical right-wing populist parties in public office have an impact on specific policy issues or even on the political system?

Following this concern, our chapter takes the example of the Swiss People's Party (SVP), which has drawn some attention in recent years from scholars of radical right-wing populist parties (Betz, 2001, 2004a, 2004b; Mazzoleni, 2003a; Decker, 2004; Girod, 2004; Skenderovic, 2006). There are at least three reasons why the examination of the SVP is of particular interest for the study of these parties in power. First, the development of the party in the last ten years represents a remarkable success story among parties of this type in Europe. Since 1999, after decades of being by far the smallest of the four parties in the Swiss government coalition, the SVP has received more votes than any other party. In fact, the SVP increased its share of the vote in National Council elections from 11.9 per cent in 1991 to 26.7 per cent in 2003. At the same time, the party more than doubled the number of its deputies in the National Council (200 members) from 25 in 1991 to 55 in 2003. Following its extraordinary electoral success, the SVP succeeded in gaining a second seat in the federal government. In December 2003, the SVP's populist leader, Christoph Blocher, was elected to the seven-headed Federal Council³. This marked a historic moment in the Swiss political system, bringing change to the so-called "magic formula" of the governmental coalition. As an informal rule, the "magic formula" had remained unchanged for close to half a century, resulting in a Swiss government that was, for a long period of time, perhaps the most stable in the world. Beside the two SVP members, the government is now comprised of two members each from the Liberal Democratic Party (FDP) and the Social-Democratic Party (SPS), plus one member from the Christian-Democratic People's Party (CVP).

Second, the SVP's dual role as both an electorally successful challenger party and an accepted coalition partner in government distinguishes the party from most of its counterparts in Western democracies. In the 1990s, the party significantly radicalized its agenda and political style, adopting a fierce anti-establishment and anti-immigration discourse. As electoral studies show, this process of radicalization has helped the SVP in the last ten years to significantly increase its share of the vote in elections at almost all levels (Kitschelt & McGann, 2003; Kriesi & al., 2005).

Third, the entry into government of Christoph Blocher, the architect and driving force of the SVP's radicalization in the 1990s, has not subsequently proved to be the cause of a political or government crisis. Although numerous conflicts have emerged since his participation in power and the consensual principle of Swiss governance has regularly been undermined, the new government coalition has remained stable and no member-party has taken the decision to leave the national executive. This seems

to confirm the proverbial capability of the Swiss institutional system to integrate opponents and minorities without the system suffering notably in terms of political stability (Deutsch, 1976; Kerr, 1987; Kriesi, 1998).

By taking the example of the *SVP*, this chapter will show how a radical right-wing populist party manages to at once exploit and undermine the existing rules of a political system. It will be argued that a radical right-wing populist party can play the role of a challenger party, while simultaneously continuing to act as a member in government and with the acceptance of other parties as a coalition partner. In order to examine these issues, we will focus on both the specificities of the *SVP* and the distinct aspects of different institutional arenas of the Swiss political system which are favourable for the party's dual role. This also includes the intriguing question as to how, contrary to most other radical right-wing populist parties in Western Europe, the *SVP* was able to strengthen its position in government without experiencing major internal and external problems. Finally, the article examines to what extent the *SVP*'s strengthened position has affected different institutional arenas, particularly the governmental and the parliamentary arena.

2. Challenger parties in power: integration without deradicalization?

In order to assess the consolidation of radical right-wing populist parties in some Western European party systems, and at the executive level in particular, we develop an approach that combines aspects of strategic adjustment, system openness and policy influence. This includes both a multilevel and a process-oriented approach, allowing us to examine the ways in which these parties access different institutional arenas and which conditions are ultimately favourable for exerting legislative and executive power. With this approach, we also seek to grasp the influence that radical right-wing populist parties may possibly exert on different policy areas and the changes that these parties are potentially able to induce in the political system. In so doing, we adopt a non-deterministic and relational-strategic approach, emphasizing the potential for political actors to alter structural conditions (Archer, 1996; Hay, 1996). The heuristic challenge in this approach is to understand the dynamic and multilevel patterns in the relationship that a radical right-wing populist party as a challenger party develops with other parties and the institutional environment.

For this purpose, it is important to focus on various reciprocal influences that exist between a challenger party and its institutional environment. On the one hand, there are certain formal and informal constraints that different institutional arenas, including the electoral, parliamentary and governmental arenas, impose on a challenger party. On the other, there is the possibility that, under specific disruptive conditions (electoral dealignment, high unemployment rate, etc.), a challenger party contributes to the creation or reinforcement of a political crisis and eventually manages to modify, to a certain degree, the rules of the game within the different institutional arenas. This contradicts the view of many political scientists who support the thesis that a challenger party goes, more or less mechanically, through a process of integration and ultimately complies with the rules of the game (e.g. Panebianco, 1988).

Focusing on access conditions in institutional arenas, it is necessary to look at the various opportunities and resources that institutions can offer to a challenger party

(Tarrow, 1998: 76ff.). There are four key opportunities for a challenger party, and for a radical right-wing populist party in particular (see Mazzoleni, 2003a: 113ff.), that are present in most Western democracies. First, regarding access to the electoral arena, the proportional electoral system constitutes an important opportunity for a challenger party to invest in electoral competition, especially when there is a rather low threshold (Golder, 2003). Alignment instability is the second important incentive for challenger parties, which, as electoral studies show (Norris, 2005), particularly appeal to volatile voters. The third resource for a challenger party is the existing set of direct democratic institutions. This can represent a relatively autonomous arena, particularly when a challenger party emphasizes the role of “the people” in its populist ideology and rhetoric (Canovan, 1999). Finally, the fourth opportunity we have to consider concerns the prevailing attitudes of mainstream parties towards a challenger party. A challenger party’s capacity and strategy for entry into the two institutional arenas of representation, parliament and government, depend on how far mainstream parties adopt a position of demarcation or inclusion (Eatwell, 2003). It is essential whether or not a challenger party is regarded as a “legitimate” actor by other competitors.

The significance of these opportunities and resources also depends upon the distinct modes and rules within each institutional arena. While electoral success is the result of (formally free) participation in party competition and access to parliament is shaped by the specific electoral system, in most Western democracies, participation in government is the result of rather complex coalition-building logics (e.g. Laver & Schonfield, 1990). For example, the distance, in terms of ideology and/or style, that the mainstream parties perceive as existing between themselves and the challenger party plays an important role in determining whether a challenger party has the chance to access the governmental arena. Following this perspective, the focus is on the various tactical and strategic responses that established parties adopt in the different institutional arenas (Mair, Müller & Plassner, 2004).

Examining the role of a challenger party as both oppositional *and* governmental actor requires a further step of analysis: One cannot limit an examination to emergence in the electoral arena alone, but must also consider participation in the parliamentary and, above all, the governmental arena. While many radical right-wing populist parties in contemporary Western democracies have experienced electoral success, ephemeral as it may often have been, few have succeeded in consolidating their representation in parliaments and even fewer have joined government coalitions. Thus, a breakthrough in the electoral arena does not in any way guarantee the consolidation and retention of parliamentary and governmental participation.

It also has to be considered that rules configuring the modes of access do not correspond to those that determine the manner in which participation works in the parliamentary and governmental arena. For instance, a successful electoral strategy, which results in the winning of parliamentary seats, requires resources different from those that are necessary in day-to-day parliamentary work. Moreover, institutional participation entails not only continuing electoral success, but also the capacity to invest party resources (personnel, skills, financial means, etc.) in a highly selective way, depending on the rules that dominate in each arena.

Taking the example of the role a challenger party plays in the parliamentary arena, one notices that most of these parties lower their anti-system attitudes, since they know that, if the party and/or its deputies (which have also specific interests) want to have an impact on policy-making, they need to make compromises. Thus, a challenger party cannot only be an “anti-system” party. While this prerequisite certainly opens the road for institutional integration and deradicalization, the integration process is not, however, inevitable and does not entail all aspects of the party’s profile. As some argue (e.g. Ignazi, 2001), these parties only partially try to make their strategy more compatible with the dominant rules. For instance, they may become more moderate in terms of activity and style, but not necessarily in terms of ideology and program.

3. The Swiss People’s Party: long-term government partnership as historical capital

As outlined in the introduction, our key question is as follows: Given the fact that the *SVP* became a radicalized political actor in the 1990s and took the role of an opposition party challenging traditional institutional settings, how is it possible that the party, as a government member, was not forced into full compliance with the formal and informal rules of governance? The historical role of the *SVP* in the Swiss political system suggests a first answer to this question. In contrast to most challenger parties from the radical right in Western Europe, the *SVP* already has a long history as a right-wing mainstream party and government member ⁴.

For decades, the *SVP* has been represented in parliaments and governments at municipal, cantonal and national level, thereby playing the role of a trustworthy partner in legislative and executive power. This “historical capital” is crucial if we are to comprehend the relationship between the *SVP* and other government parties and understand one of the key reasons why the *SVP* has been relatively easily accepted as a coalition partner in the 1990s and 2000s, despite its ideological and discursive radicalization. The *SVP* was able to depend on its image as an “institutional” partner which accepts the rules of the game, and as a reliable, long-term companion which has consistently helped to build Switzerland’s post-war consensual system.

The origins of the *SVP* draw back to the late 1910s, when so-called Farmers’ Parties were founded in several agrarian cantons of Protestant, German-speaking Switzerland (Wigger, 1997). In 1929, a member of the cantonal party from Bern was elected to the national government, starting the long-standing tradition of the Bernese party having one deputy in the seven-headed Federal Council. In 1936, the national party was founded under the name of the Farmers, Artisans and Citizens Party (BGB), representing the interests of farmers and small trades (Gruner & Pitterle, 1983; Baumann & Moser, 1999). Designed to appeal to the middle classes, the party’s political program was meant to form a spearhead against big business and international capital, both of which were seen as a threat to soil-grounded Swiss farmers and locally oriented tradesmen.

In the 1930s, the BGB consolidated its position in the government and acted as a steadfast partner in the so-called “bourgeois bloc”, which included the Liberal Democratic Party and the Catholic Conservative Party. In the same period, Switzerland’s party system and specifically its government entered a wide-ranging

and long-lasting political and institutional process of integration that sought to incorporate large parts of the oppositional Left, particularly the Social Democrats and trade unions. Important factors in this process were the 1937 signing of the “peace agreement” by trade unions that wanted to show their willingness to shift from a strategy of confrontation to a policy of cooperation, as well as the so-called “spiritual national defence” (Mooser, 2000), which as an ideology of national cohesion significantly increased the level of mutual understanding in the Swiss party system.

The next steps of incorporation were the election of the first Social Democrats into government in 1943, and then in 1959, the establishment of the so-called “magic formula” as the guiding principle of Swiss governance. In fact, this partisan agreement laid the foundation for the country’s remarkable post-war political stability and consensual system, both seen as key features of Swiss politics (Lijphart, 1984; Linder, 1998). For more than forty years that followed, the grand government coalition was based on the “magic formula”, comprising two members each from the FDP, the CVP and the SPS, and one member from the BGB. This was basically in proportion to the four parties’ electoral and parliamentary strength. In the National Council elections of the post-war era, electoral support for the four government parties and therefore for the government coalition was very high, at an average of some 70 to 80 per cent. As a consequence, the Swiss parliamentary and government systems had no real experience of strong opposition parties challenging the political agreements between the four established parties and the informal rules of governance. As Henry Kerr (1987: 107) put it, “the most remarkable feature of Swiss parliamentary life is the virtual absence of partisan opposition. Collegiality is the rule in the government coalitions at all political levels, where almost everyone is “in” and virtually no one is “out””.

In this stable and unchallenged government coalition, the BGB maintained its role as a reliable junior partner supporting most of the government’s policies. Despite some peculiarities (especially in agricultural issues), the party continued to share key political and ideological principles with the FDP and the CVP, the two other centre-right mainstream parties (Brändle 1999). Without taking any radical views, the party promoted unspectacular slogans such as “Courage for conformism” and “Assemble the positive forces” (Gruner, 1977: 158). Moreover, like most Swiss parties (Ladner, 2004), the BGB’s party organisation was marked by highly federalist and decentralized structures. By the end of the 1950s the party had established sections in ten cantons and its national party organisation remained fairly unstructured (Jacobs, 1989). In terms of electoral support, the BGB showed a stability which persisted until the early 1990s. Between 1947 und 1991, the party received between 10 and 12 per cent of the vote in National Council elections. During this period, the Bernese party enjoyed the strongest electoral support of all cantons and was by far the most influential cantonal section at the national level.

In the early 1970s, the BGB experienced significant changes in organization and political program. The party merged with the Democratic Parties from the cantons of Glarus and Graubünden in 1971 and changed its name to the Swiss People’s Party. The purpose of this merger with the two Democratic Parties that stood for social-liberal policy positions and generally tended toward the political centre, was to broaden the party’s constituency and to appeal to other social groups, in particular employees,

workers and people from the lower middle class (Gruner, 1977: 304; Ladner, 2001: 130). This was a necessary step, because the agricultural sector had diminished in the post-war period causing a considerable drop in the number of farmers and people living in rural areas, the two socio-professional groups that formed the BGB's electorate. The SVP's objective was to become a people's party instead of solely representing the interest of more or less one specific professional group. The shift toward the centre was prominently expressed in the new party program of 1977, which included deliberations on human rights, ecology and consumer protection. The French name for the SVP, *Union démocratique du centre* (Democratic Union of the Centre), was another indication of the party's new tendency toward the political centre. However, despite the widening of the agenda and an electoral strategy designed to appeal to a wider range of voters, the SVP failed to improve its performance in national elections and continued to stagnate around the eleven-percent mark (Ladner, 2004: 218).

The party's programmatic reorientation in the 1970s instigated debates between different factions within the national party (Hartmann & Horvath, 1995: 40ff.). In some ways, these were the first emerging signs of internal disagreement over which political course the party should take. The internal debates set off centrifugal forces within the party, eventually leading to growing differences between the cantonal parties of Bern and Zurich, the two most powerful parties within the SVP. While the Bernese party stood for a moderate political style and clearly supported the party's shift towards a centre position, the Zurich party started to reshape its campaigning style and to put controversial issues on its political agenda. The Zurich section also began to criticize the national party's reorientation and to pursue a different political line from that of the national party (Hartmann & Horvath, 1995: 52-55; Zollinger, 2004: 33-37).

In May 1977, Christoph Blocher, a young entrepreneur and party member of just five years standing, was elected to the presidency of the cantonal party of Zurich. This signalled the beginning of a new era for the Zurich section. While the party created new partisan groups and started to make considerable improvements to its organizational structures, it also multiplied its public activities (Hartmann & Horvath, 1995: 123-133). As leading party officials stressed, rigorous work addressing programmatic questions and a modernized running of election campaigns should be the means to assure electoral success. It was also emphasized that the party should try to reinforce ideological and political polarization. As was shown in numerous election campaigns of the following years, the Zurich party was willing to adopt a contentious style and harsh rhetoric in their struggle with political adversaries. Attacks against the State bureaucracy and the allegedly untrustworthy and incompetent political establishment were combined with fierce anti-intellectual rhetoric and these became integrated parts of the SVP's strategy in the canton of Zurich. Moreover, issues such as asylum, drug policy, and law and order became central points of the party's political agenda in the 1980s (Hartmann & Horvath, 1995: 145-159). However, since the Swiss party system and most of the party organizations are characterized by a decentralized federalism, the changes in the Zurich party did not have an immediate effect on the national SVP. In fact, at the federal level the SVP continued to act as a right-wing mainstream party,

fully integrated in the consociational system and without any major oppositional ambitions.

4. Becoming a challenger party

In the 1990s, the SVP entered a new phase in its history and gradually gave up its consensus-friendly attitude. Accordingly, one can speak of the emergence and consolidation of a “new” SVP (Mazzoleni, 2003a). Under the guidance of Christoph Blocher and the Zurich cantonal party, the SVP went through a significant political and ideological radicalization, adopting a rhetoric and a program comparable to other radical right-wing populist parties in Western Europe (e.g. Betz, 2004a). In some ways, this resembles the process of transformation experienced by the Austrian Freedom Party after Jörg Haider took over the leadership in 1986 (Wodak & Pelinka, 2002).

By transforming from an established, centre-right party into a radical right-wing populist party, the SVP adopted most features of a challenger party, defiant of the rules and agreements that structured the Swiss consociational system. The electoral and referendum campaigns of the national party became increasingly marked by a populist style and resentful rhetoric (Mazzoleni, 2003b). This corresponds to the political style of most populist movements in which their actions are keen to use “agitation, spectacular acts, exaggeration, calculated provocations” and to breach “political and socio-cultural taboos” (Heinisch, 2003: 94; see also Taggart, 2000). The SVP stirred up an alleged antagonism between the political elite and the people and sought to portray the party and its leaders as the sole true representatives of the Swiss people. In view of that, the SVP regularly assumed the leadership in political campaigns opposing policies proposed by the government, particularly in the areas of foreign policy, migration and state expenditures.

The “new” SVP put great emphasis on identity politics and issues associated with the question of Swiss identity. Accordingly, the SVP emphasized in its party program of 1999 that its prime goal was “to give a sense of security and to create identity”⁵. The SVP presented itself as the last true defender of the sovereignty and identity of a Switzerland the party alleged to be facing increased threats from the outside world. Most prominently, in 1992, the question of Switzerland’s European integration became the first major conflict to challenge the SVP’s role as a government party. While the government and most political parties expressed their support for joining the European Economic Area (EEA), the SVP led a well-organized opposition campaign (Kriesi & al., 1993; Huth-Spiess, 1996; Kobach, 1997). The subsequent rejection of EEA membership in the popular vote of 1992, and the continuing presence of the European integration issue on the Swiss political agenda (e.g. Church, 2007) considerably strengthened the party’s oppositional role in Swiss politics.

The SVP’s identity politics gained momentum in the debates on migration issues, as the party argued that there was real danger of Switzerland losing its national identity and cultural distinctiveness in the event of there being no strict restrictions on immigration. As a result, migration became a key issue in the political agenda of the SVP throughout the 1990s, an issue that was also used as a means to express fundamental disagreement with the government and its policies⁶. This was one of

the major shifts in comparison with the 1970s and 1980s, when migration was not high on the party's priority list and the party had fully supported the government's policies. The SVP's new migration agenda, expressed in numerous campaigns and policy proposals, corresponded to the party's new radical right-wing populist ideology that was based on exclusionary beliefs and fuelled by xenophobic sentiments (Skenderovic, 2003). Party officials embraced the view that immigrants, in particular those coming from countries outside Europe, are characterized by their cultural distance from Swiss culture and nation. The government's migration policy was seen as a failure, particularly its policy on asylum and refugees. The party was keen to associate the presence of asylum seekers with a variety of problems in Swiss society, with the rise of crime, and drug problems, with insufficient security in inner cities and with violence in schools and among young people.

At the same time, the SVP's quest for a "light-handed State" became an issue of its neoliberal agenda in the 1990s (Mazzoleni, 2003a). The SVP demanded less State intervention and lower taxes and urged the reduction of State bureaucracy and expenditure. It claimed that the activities of the State should have well-defined limits within certain areas of public policy, particularly those related to asylum, foreign relations, social welfare, transportation and State bureaucracy. The SVP also argued that the State should make substantial budget cuts in these areas. The belief in the principles of *laissez-faire* was closely linked with strong anti-statist criticism, which was not solely a manifestation of true, free-market beliefs, but rather drew on populist anti-establishment sentiments challenging the actual distribution of power within the State institution. At first glance, the SVP's "winning formula" (Kitschelt, 1995), combining neo-liberalism with exclusionism and nationalism in its political program, would seem to be paradoxical. But in fact, the SVP offered its voters a political program which sought to reduce the negative effects of the liberal market economy by placing the emphasis on national components. In face of the threat of liberalization and the loss of socio-economic security, the SVP presented a solution that excluded one portion of the competition and strengthened the cultural aspects of national identity.

5. Improving party organization, leadership, and cohesion in the 1990s

Despite the radicalization in ideology and style, the "new" SVP was keen not to completely alter its position in the Swiss institutional arenas. The new leadership was determined to remain in the federal government coalition and the old leadership was not simply excluded from the party's internal decision-making. At the same time, the SVP has made major internal changes step by step since the mid-1990s. Combined with the radicalization of the party, these changes have been central for the SVP's assumption of its role as a government party while concurrently taking the role of an oppositional and challenger party.

Generally speaking, to resist the dominant institutional rules of the game and the integration process, a challenger party participating in government coalition must improve its organizational resources and hence its internal institutionalization, which both help to increase the degree of the party's autonomy vis-à-vis the environment. Compared to a regime system characterised by alternating government coalitions, in the Swiss model of all-party government, a high degree of organizational and

structural autonomy is a more important prerequisite for a political party aiming to challenge the mutual agreements between the governing parties and the longstanding rules. In addition, the “magic formula” had long ensured that Switzerland had a relatively low level of party competition because of the frequent electoral alliances and agreements that were cast in the run-up to elections. Between the 1960s and the early 1990s, non-confrontational patterns of behaviour were implicitly respected by all the country's mainstream parties. In this way, Swiss mainstream political parties had not really been at risk of losing their positions of power and so invested relatively little in strengthening party organization and management or in building up dynamic and resourceful electoral machines. In the 1990s, the SVP started to breach, to some extent, this tradition of “low profile” parties. The party embarked on a process of institutionalization and nationalization which resulted in both organizational centralization and increased ideological cohesion. This helped the party to become more autonomous from both the institutional environment (e.g. government field) and external resources.

As shown above, the SVP, like most Swiss parties, had long been characterized by a highly federalist and decentralized structure. This had substantially weakened the structural base of the national party and determined its semi-institutionalized character. On the other hand, federalism allows a high degree of independence between the different cantonal and local parties. In fact, most of the subnational party sections are anchored in local and regional socio-cultural settings and have their own historical traditions. Federalism also strengthens parties at the cantonal level, allowing them to establish a strong *unité de doctrine* and to take independent action in politics at the national level. The high level of autonomy made it possible for a cantonal party section such as that of the Zurich SVP, to develop its own political agenda and style in a manner that was relatively independent of the national party. In some ways, the Zurich party served as a laboratory and training ground for the policy and strategy choices which were later adapted by the national party in the 1990s.

The process of institutionalization and nationalization undergone by the SVP in the 1990s and the subsequent strengthening of the party's autonomy from the institutional environment brought a number of consequences, which all considerably reinforced the position of the Zurich party and its leader Christoph Blocher. Organizationally, the SVP underwent enormous expansion in the 1990s. Between 1990 and 2001, the number of cantonal sections increased from 14 to 26 and most of the newly founded cantonal parties were fully supportive of the radical right-wing populist agenda promoted by the Zurich section. This fundamentally changed the balance of power within the SVP. The cantonal party of Bern lost its long-standing predominance, while the cantonal section of Zurich was able to reinforce its position of power through alliance with most other regional party sections⁷. In addition, the Zurich cantonal party managed to place devoted followers in senior party positions and thereby reinforce its power within the party apparatus. This helped increase internal cohesion in the national party. By tradition, the important party offices, such as president and secretary, had tended to be held by deputies of the Bernese cantonal party and its moderate right-wing allies. In 1996, however, Ueli Maurer, National Councillor from the canton of Zurich and associate of Christoph Blocher, was elected to the party presidency. The appointment

of the general secretary followed a similar course in 2001, when a member of the Zurich party, well-known for his intransigent views, was chosen as general secretary.

Moreover, for a long time the SVP was dependent on external resources coming in from socio-professional groups, such as the powerful Swiss Farmers' Association. This made it difficult for the party to pursue independent policies in areas in which distinct professional interests were at stake. In the 1990s, the SVP managed to establish a network of satellite organizations making the party more independent from traditional socio-professional interest groups and their resources, in terms of personnel and finances, as well as political and administrative support. At the level of membership and leadership, these satellite organizations were closely linked with the SVP. The most prominent example is the powerful Campaign for an Independent and Neutral Switzerland (CINS), which is a highly structured organization of over 45,000 members. Christoph Blocher was president of the CINS from 1986 to 2003 and used the group to establish a major power base outside the party system. On several occasions, the CINS played a central role in referendum campaigns that challenged the government's foreign policy proposals.

The establishment of a strong and efficient leadership also helped to increase the party's autonomy and, in some ways, its degree of institutionalization. In fact, in the 1990s, Christoph Blocher advanced to become the uncontested leader of the SVP and Switzerland's best-known political figure (Gsteiger, 2002). Prior to his election to the Federal Council in 2003, Blocher formally confined his political office to the presidency of the Zurich cantonal party and to membership of the National Council, but he was also the driving force in the process of transformation and nationalization of the "new" SVP. He was able to draw on his experience of transforming the Zurich cantonal party of the 1980s into a centralized and hierarchical party organization with an authoritarian, leader-oriented structure (Hartmann & Horvath, 1995). At the level of the national party, he managed to overcome conflicts with senior party members and leadership challenges. Supported by a circle of lieutenants and close associates, he assumed his leadership in the style of a modern political entrepreneur running the party in a business-like fashion. Ultimately, he was able to play the kind of highly integrative role that was required in order to carry out his agenda of institutionalizing and nationalizing the SVP.

Christoph Blocher was both figurehead and driving force for the process of nationalization undergone by the SVP in the 1990s. Swiss politics tends to lack national leaders who assume positions of dominance in their respective parties or appeal to a nationwide public, yet Christoph Blocher managed to become the true leader of the party and the name which most comes to mind when the SVP is mentioned. For many SVP voters, he symbolizes the SVP and represents an important motivation to vote for the party. As electoral studies show (Kriesi & al., 2005), the so-called "Blocher effect" goes some way to explaining the party's extraordinary electoral successes since the mid-1990s.

6. The traditional openness of the Swiss system

The opportunity for a challenger party to act simultaneously as both governmental and oppositional party is linked not only to internal changes within the party, but also

to specific configurations relating to the institutional arenas and the roles of other political actors. Thus, the particular settings of the Swiss electoral, parliamentary, referendum and governmental arenas must be seen as a distinct set of circumstances that made it possible for the “new” SVP to establish itself as a governmental and oppositional party. By tradition in Switzerland, there are three particularly favourable types of opportunity for political parties to access the electoral, parliamentary and referendum arenas.

First, the proportional electoral system which is applied in elections to the lower house (National Council), offers relatively easy access because it has no formal threshold. Although the size of constituencies varies depending on the size of each canton, an oppositional party is not required to invest a great deal of resources in the hope of winning parliamentary seats. For the SVP, the proportional electoral system served as a major opportunity to strengthen its position in the national electoral and parliamentary arena. Having almost doubled its number of cantonal parties since the early 1990s, the SVP found itself running for office in every canton in Switzerland and was eventually able to bring about a considerable increase in its level of representation in the National Council (Kriesi & al., 2005).

Second, the degree of access to the parliamentary arena can be higher when other competitors have only limited resources at their disposal. In the Swiss case, we observe the absence of the so-called mass bureaucratic party model (Neumann, 1956) which is characteristic of most Western democracies in the 20th century. The main Swiss parties have relatively few resources, in terms of full-time staff and financial aid, while public funding of parties is virtually non-existent (Brändle, 1999; Balmelli, 2001; Ladner & Brändle, 2001). The low level of professionalization also relates to parliament where few deputies are full-time politicians. Moreover, the federalist structure of the party system makes it difficult for national parties to use common resources in order to conduct nation-wide campaigns.

In the 1990s, the “new” SVP managed to overcome many of these disadvantages. The party was able to effect a degree of professionalization of its administrative apparatus, particularly by increasing the involvement of experts in internal decision-making processes. The party established specialized services and expert committees to advise party functionaries and senior party members on distinct policy issues. Of the four established parties, the SVP also invested by far the most in its advertisement campaigns⁸. Moreover, on several occasions, Christoph Blocher himself undertook the nationwide distribution of vast numbers of his propaganda brochures, considerably increasing the party's presence in the national public arena. As a wealthy businessman, he was able to finance his own personal campaigns as well as those of the party (Gsteiger, 2002). In addition, the SVP campaigns for national elections became increasingly harmonized and uniform throughout the 1990s (Kriesi & al., 2005). While most cantonal parties pursued their own campaigns in the 1991 and 1995 National Council elections, the SVP election campaign of 1999 was uniform across all the cantons. By effectively improving on matters of political campaigning and public relation, the party strove to cast itself in a national light. Once the cantonal party of Zurich had utilized the highly professional campaigning methods developed

by a Zurich-based advertisement agency, the national SVP commissioned the same agency for their national campaigns of the 1990s.

Third, Switzerland represents the country in Europe and more generally in the world with by far the highest number of direct-democratic institutions at the municipal, cantonal and federal level (Kobach, 1993; Trechsel, 2000; Le Duc, 2003; Kriesi, 2005). Direct-democratic instruments have real and not merely consultative power in the policy-making process and significantly decrease the degree of autonomy in the parliamentary and government arenas. At the federal level, mandatory and optional referendums, as well as popular initiatives, can influence decision-making and more general institutional arenas in three ways: a) by using these direct-democratic instruments, particularly the popular initiative, pressure groups ranging from political parties to social movements, trade-unions, and employers' associations can exert a strong influence on the setting of the national agenda. Once 100,000 signatures have been collected for a popular initiative, the government is obliged to submit the proposal to the popular vote; b) because of the system of optional referendums, any new legislation passed by parliament and government runs the risk of needing to be approved at the ballot box. In fact, in the Swiss decision-making process, it has become crucial to consult all important pressure groups – not just the political parties – before arriving at a decision; c) any political party not satisfied with a decision taken by parliament has the option of using the referendum arena to take an oppositional stance – even if they are a member in the government coalition.

Since the early 1990s, the referendum arena has become a principal battleground for the “new” SVP in its desire to emphasize its role as a challenger party. In fact, the SVP launched its first federal initiative ever in 1992. The initiative “Against Illegal Immigration” was geared for implementing severe restrictions on rights of asylum and was rejected at the ballots in December 1996 by a fairly narrow majority of 53.7 per cent. Migration issues and asylum policies in particular have remained the focal point of the SVP's agenda in the referendum arena. After a further initiative on asylum policy – containing demands still more drastic than the previous – had been rejected with 50.1 per cent in 2002, the SVP submitted a federal initiative on naturalization procedure in 2005. In addition, on the occasion of numerous referendums (European Economic Area, UN membership, Schengen Treaty, etc.), the SVP led fierce campaigns against the proposals supported by the government and the other coalition parties. Thus, the SVP has consistently used the opportunities afforded by direct democracy, not just to play the role of an oppositional party in the referendum arena, but also in the role of a challenger party to undermine the consensual rules of the game in the government arena.

7. The legacy of government access

In contrast to the electoral, parliamentary and referendum arenas, access to the governmental arena has traditionally been much more difficult, even in comparison with other Western democracies. Accordingly, Switzerland is well-known for the exceptional stability of its federal executive (Gruner, 1978; Fleiner-Gerster, 1987; Armingeon, 2002; Caluori & Hug, 2005). A number of institutional settings contribute

to this stability, distinguishing the Swiss government from almost all other Western democratic regimes.

The Swiss government system, whose present form dates back to 1848, does not correspond to the common conceptualization of political systems which divides contemporary Western governments into presidential and parliamentary systems (Lijphart, 1999: 106ff.). The Federal Assembly, composed of two chambers (the National Council and the State Council), elects each Federal Councillor separately, with a secret vote and according to a majority system. There is no vote of confidence, nor can the parliament demand the resignation of a member in government before the end of the legislative period. Moreover, the Swiss government does not have a prime minister or president with particular powers (Altermatt, 1992). In fact, the Swiss presidency is a temporary position taken by each Federal Councillor for a term of one year. While the main task of the president is to represent the country to the outside world, he or she cannot take decisions on any foreign policies without the approval of the government as a collegial body (Kriesi, 1998).

Significantly, a number of informal rules strongly shape recruitment to the government, thereby reducing the risk of government stability being undermined. Above all, interpartisan stability is assured by power-sharing rules that were established by way of an extended historical process within the Swiss political elites (Lembruch, 1967; Gruner, 1978; Linder, 2004). These rules ensure that when a challenger party achieves a level of political and electoral significance, its representatives have the right to participate in the federal government coalition. However, participation in government demands that two important prerequisites be in place: First, the strength of a challenger in the parliamentary arena (in terms of seats) and in the referendum arena (as a veto-power) is required to have been consolidated over a certain period of time. Second, while the challenger must agree to collaborate with existing members of the coalition, it also needs to be recognized as a legitimate partner by the other government parties. In a period of high electoral stability, this legacy of rules forms the basis for the making and consolidation of interpartisan agreements, such as the above-mentioned "magic formula".

Informal rules concern not only partisan but also individual applicants for government membership (Altermatt, 1991). Despite the partisan heterogeneity of the cabinet, the more or less strict application of informal recruitment rules has guaranteed a high homogeneity when it comes to the style and personality of government members. Following this principle, parliament considers a number of basic rules when choosing candidates for government: the low profile of the candidate in terms of ideological and partisan attitudes; his or her capacity to integrate into the group of Federal Councillors (in fact, this has proved more important than his or her talent for leadership); and his or her management skills and pragmatic ability to make agreements and accept compromise. To a certain degree, this corresponds with assessments made by studies on political leadership which stress that government members are chosen as so-called "transactional" leaders in order to guarantee respect for rules in the government arena (Hargrove, 1989). A transactional leader is chosen for the "initiating, monitoring, and assured completing of transactions, for settling

disputes, and for storing up political credits and debits of later settlement” (Burns, 1978: 344).

When we consider the legacy in the formation of the Swiss government coalition, the elections of December 2003 were in a larger sense, a turning point in Swiss politics (Caluori & Hug, 2005). On the one hand, the second government seat that the SVP received in the 2003 elections was the result of changes that had occurred in Swiss politics since the 1990s. Thanks to its remarkable success in the electoral arena, the “new” SVP of the 1990s was able to exert significant pressure on parliament. In the referendum arena too, the SVP recorded a number of excellent results, above all on issues related to migration and asylum policies – although the SVP’s proposals were never supported by a majority of the voters. On the other hand, for the first time in the history of modern Switzerland, a challenger party had succeeded in having its main leader elected into government. In other words, the leader of the most important oppositional party had become a government member.

8. Shifting patterns in government access

The 2003 government elections revealed a relative de-institutionalization of access to government, which found expression in two main ways: First, and more generally, there was a considerable decrease in the government’s autonomy vis-à-vis parliament and the electoral arena. In fact, between 1959 and 2003, the institutionalization of the mutual agreement between the four government parties had helped the government coalition to keep itself apart from electoral and parliamentary rivalries. More recently, however, changes in the party system and the increasing role of the “new” SVP have not only undermined – and to some extent broken – this agreement, but also produced a much more uncertain political environment for the government coalition.

Second, recruitment modes for government members have become less predictable. The entry of Christoph Blocher into government demonstrated that the legacy of government access in Switzerland could no longer be taken for granted. In fact, in December 2003, the majority of the assembled MPs accepted the election of a candidate who appeared to be something of a “transformational leader”. This type of leader “recognizes and exploits an existing need or demand of a potential follower” (Burns, 1978: 4) and, especially in the referendum arena, “emphasizes the importance of his policy leadership in changing public policy and/or the course of institutional development” (Owens, 2003: 47). Blocher has been perceived – at the cantonal level since the late 1970s and at the national level since the early 1990s – as an opposition leader who has consistently shown a strong anti-establishment stance in debates over key policy issues. Elected to government at the age of 63, he had already carved himself a career as a self-made entrepreneur and political leader and was arguably the best-known and most controversial politician of the 1990s.

One reason for the change in the rules of recruitment to government can be seen in the shifts that took place in media coverage. Until the 1990s, the relatively low levels of “spectacularization” and “americanization” in Swiss electoral campaigning favoured the choice of rather weak and low-profile personalities as government candidates. In the 1990s, the coverage of politics in the Swiss media shifted towards a greater level of personalization and sensationalism, although this still remained

at a relatively low level when compared with most Western democracies (Plasser & Plasser, 2002; Hardmeier, 2003). This certainly had a big impact on the Swiss political system, especially in terms of providing a favourable condition for the rise and success of the “new” SVP and its leadership (Hardmeier & Vatter, 2003).

The case of the SVP also contrasts with the experience of Swiss history. By tradition, changes in government coalitions were rather long, drawn out processes (Caluori & Hug, 2005). Take the example of the Conservative Party, the precursor of today's CVP, toward the end of the 19th century. The party had exerted massive pressure in the referendum arena for almost twenty years, before the Liberal Democratic Party finally agreed to a sharing of government power, clearing the way for the Conservative Party to receive its first seat in the Federal Council in 1891. The process by which the Social-Democratic Party began to participate in government was an even more complex and extended affair. The party's first period in government (1943 to 1947) should be seen in the context of wartime and the process of integration that was framed by the aforementioned ideology of the so-called “spiritual national defence”. After 1947, however, while the SPS increased pressure in the referendum arena as well as the electoral arena, the centre-right parties of the government coalition refused to recognize the SPS as a “responsible” party, arguing that the party's support of class struggle constituted allegiance to a subversive ideology. The SPS had to wait until 1959 before it was accepted as a “loyal” party which would abide by the rules of the current government.

The case of the SVP is somewhat different from that of the Conservative Party and the Social-Democratic Party. On the one hand, the SVP's long-term presence in government made it possible for them to gain a second seat. On the other, the SVP succeeded in strengthening its position in the Swiss party system in the 1990s and significantly increased the pressure it was able to wield on the government. There were four main conditions that made it easier for a challenger party like the SVP to exert strong political pressure. First, the socio-economic situation was much more unstable in the 1990s than it had been in the 1950s. The SVP and its leadership sought to exploit a time of crisis in the economy and politics of Switzerland, such as the country had not experienced since the 1930s (Mazzoleni, 2003a). Ultimately, the SVP appealed to constituencies which felt threatened by the increasingly precarious socio-economic situation in the 1990s (Kitschelt & McGann, 2003).

Second, the SVP aimed at deepening the alienation of citizens from the main political actors, thereby reinforcing the process of dealignment that has taken place in Switzerland and most Western democracies in the last twenty years. Until the 1980s, the degree of partisan dealignment was rather minor in Switzerland and the four government parties practically dominated the electoral arena. Consequently, between the 1970s and 1980s, the small challenger parties, from either the left or from the right, failed to gain a significant position in the national parliament. This contrasts with the 1990s, when the SVP took some degree of advantage from the major process of dealignment and, in turn, eventually initiated a new process of realignment (Kriesi & al. 2005). As electoral studies show, in the course of the 1990s, Switzerland experienced a decline in voter identification with mainstream parties (Nabholz, 1998)

and decreasing support for the government (Kobi, 2000; Mazzoleni & Wernli, 2002)⁹.

Third, competition and contention have significantly gained in importance since the early 1990s. In most Western democracies, political parties are more resilient towards attacks from challenger parties, since they consider competition as a basic rule of the game in the electoral arena, where the main players seek to maximize their chances of winning parliamentary seats. In Switzerland, however, the enduring participation of the four mainstream parties of federal government resulted in the development of electoral strategies aimed pretty much exclusively at defending the positions they had already achieved. Thus, from the 1950s to the 1980s, the Swiss electoral arena at the national level was dominated by semi-competitive rules such as these. Prior to the 1990s, any strategy that represented an attack in the electoral arena would have worked against the interest of these four parties which sought only to participate without risk so far as the distribution of government seats was concerned. As the example of the SPS shows, a party had to accept these rules as a prerequisite for entry into the government coalition.

Fourth, the SVP's strengthening of its position in the government arena has been made possible by the attitudes of the other three parties of government. Since the 1990s, the two main centre-right parties, the FDP and the CVP, have adopted an approach towards the SVP that combines strategies of cooption and demarcation. While they have integrated some of the issues promoted by the SVP into their political agendas, they have criticized the SVP for its "populist strategy" and insisted that government parties must apply a more moderate style and language in Swiss politics. Yet, none of the government parties, the SPS included, have made serious attempts to marginalize the "new" SVP by means of "anti-extremist" rhetoric.

This restrained attitude towards the SVP eventually helped to open the government arena to the "new" SVP acting in the role of a challenger party and it drew on five main assumptions. First, many observers continued to think about the SVP in terms of a traditional government party, whose status as such obliged the party to act responsibly at the executive level. This corresponded to the traditional perception of the old SVP. The "historical capital" of the old SVP went some way toward making it possible for the "new" SVP to appear more acceptable to the mainstream parties. This approach was also reinforced by the new SVP leadership who never really denounced the historical legacy of the national party, while regularly expressing disapproval of the pragmatic and moderate attitudes displayed by senior officials from the Bernese cantonal party.

Second, some of the rhetoric and strategy applied by the "new" SVP turned out to be rather appealing to right-wing factions within the parties of the centre-right. The "new" SVP managed to achieve this by adopting a strategy that continuously denounced the alleged left-wing predominance in Swiss politics and society, demanding a stronger alliance with the centre-right parties in order to strengthen the right-wing camp generally. At the same time, however, by criticizing the political elite as a whole and distancing itself from the centre-right parties, the SVP claimed a position of dominance on the right of the party system spectrum.

Third, the Swiss mainstream parties failed to consider the possibility of being marginalized, or at least significantly weakened, by the success of the SVP. As Peter

Mair, Wolfgang Müller and Fritz Plassner (2004: 10) argue, in party systems less competitive than that of Switzerland, established parties challenged by a process of dealignment can usually dismiss a decline in voter alignment as a minor risk. They can even go so far as to deny that it has any real significance on their own electoral performance. In Switzerland, the legacy of the “magic formula” has favoured this way of reasoning. Almost two entire generations of Swiss politicians associated with government parties have strongly believed in partisan alignment. Moreover, the experience of being members in government for over a century has made the two centre-right parties extremely confident of their strategically pivotal position in Swiss governance; even given the fact that they have experienced a certain decline in national and cantonal elections since 1980s.

Fourth, this kind of self-assured confidence played an important role in December 2003, when centre-right party officials and MPs accepted the official SVP candidate, Christoph Blocher, as a member in the Swiss government. Even politicians more critical of Blocher's candidacy argued that his participation in government would generate a process of integration and eventually reduce the oppositional pressure coming from the SVP and its leader. Thus, in the run-up to the 2003 government election, while the centre-right parties were somewhat divided in their judgement of how far they could rely on Blocher as a government member, they were confident that the integrative force of the Swiss consociational system would ultimately prevail.

Fifth, in some ways the established parties felt obliged to give in to growing pressure from the SVP and make a virtue out of a necessity. They realized that it was practically impossible for them to mobilize the same resources as the SVP in the electoral arena. Their long-term participation in government had left them wanting, not just in terms of efficient electoral strategies, but also in the kind of party structures and campaigning expertise that might help mobilize resources and active members alike. The virtual non-existence of professional staff and the decentralization of party organization made it very difficult to develop counter-strategies or launch counter-attacks, in either the electoral or government arena, that might stand up and confront the “new” SVP and its new-found access to power.

9. Participation in the governmental arena: the SVP's successful balancing act

According to recent literature, radical right-wing populist parties are unable to solve a number of internal contradictions once they find themselves in government. From this point of view, the tension between the strong character of such parties and the rule of the institutions, combined with a general lack of experience and professionalism, undermine their capacity to work with their coalition partners. At the same time, this weakness, particularly pertinent in the case of the Austrian Freedom Party (Heinisch, 2003), has the potential to open up new opportunities for centre-right and conservative parties. In Switzerland, however, the situation appears to be developing in a different direction. So far, the SVP has not followed the same path as most of its European counterparts. The SVP has not experienced any real difficulties since Christoph Blocher, the leader of the “new” SVP, became a member in the federal government. On the contrary, the SVP has largely been able to handle, if not resolve, the internal disagreements which had tended to divide the more moderate Bernese

faction and the intransigent Zurich faction since the early 1990s. Moreover, the Swiss parties of the centre-right seem unable to exploit the potential opportunities presented by the SVP's extended participation in executive power.

There are three key conditions that have helped maintain the equilibrium between the governmental and oppositional poles since Blocher's election in December 2003. All three are connected with the factors that helped make it possible for the SVP to play a greater part in government. First, the traditionally weak organizational resources of the Swiss political parties and the growing crisis of long-established institutional rules have ensured a certain degree of uncertainty and fluidity in Swiss politics. This helped the SVP to maintain and even reinforce its challenger role. Second, thanks to the SVP's long-term experience both in parliament and government, its party officials are used to having to negotiate with coalition partners, especially when the rules of negotiation are about to shift, as happened after the massive electoral gains of the SVP. Third, as a result of long-term recruitment and management work, Christoph Blocher has succeeded in building up a cohesive and centralized leadership.

In contrast to most radical right-wing populist parties, the "new" SVP has not experienced any increase in internal factionalism since its entry into government. So far, the interests and ambitions of SVP deputies have not appeared to be in conflict with the protest components and policy goals of the party. This is certainly the result of the party's excellent record in the electoral and parliamentary arenas. For example, in the period from 1999 to 2003, the SVP increased its number of seats in cantonal parliament by 40 per cent. More recently, the party has also toned down its fierce anti-establishment rhetoric, especially where the federal government is concerned, and has more or less stopped criticizing the government body as a whole. The reason for this shift in rhetoric and language seems to be more closely related to the need to legitimize Christopher Blocher's role as a government member, than to any genuine change in the attitude of the party. In fact, the SVP continues to launch popular initiatives and to call for referendums, mainly on issues related to European integration (e.g. Schengen and Dublin treaties) and migration policies (e.g. naturalization law, asylum policy). In so doing, the party continues to emphasize its oppositional stance towards the majority in the government. Overall, the party has neither really changed the "winning formula" of its political program, nor its political strategy, which continues to combine representation in government with an attitude of anti-establishment protest.

As the recent political campaigns of the SVP show, the struggle against European integration and migration remains at the top of the party's political agenda. To a considerable degree, Christoph Blocher has played his part in keeping these issues at the centre of Swiss political debates. In so doing, he has helped his party, indirectly at least, to pursue its strategic and programmatic course as a radical right-wing populist party. Following his election into government, Blocher has provided proof of his SVP partisanship in many ways. For instance, while Blocher appeared to be less involved in party work immediately after his election into government, this has changed back in recent times and there are signs of him making a comeback as a partisan leader. In January 2006, for example, he held the keynote speech at the so-called Albigütli meeting, the annual gathering of the Zurich SVP which was initially created by Blocher and has since become one of the main political meetings in Switzerland, enjoying

extensive coverage in the mass media. While it is common for Federal Councillors to be invited to speak at the Albigütli meeting, Blocher's 2006 appearance saw him acting more in the role of party leader than government member. Moreover, on the occasion of referendums on policies related to European integration and migration, Blocher has followed his own party line on such issues and thereby expressed his disagreement with the positions taken by his fellow colleagues in the federal government.

10. The "new" svp in power: examples of impact in governmental and parliamentary arenas

It is too early to draw a conclusive assessment of Christoph Blocher's influence on the government body and his possible impact on government policy. However, after more than three years of membership, there are indications that his participation in government and hence that of the "new" svp have had considerable impact on rules of governance and public policies alike.

Most noticeably, Blocher's membership in government has resulted in a weakening of certain rules of governance. By tradition, decision-making within the Swiss government is based on the rule of collegiality. While the majority system applies to each vote taken inside the government body and while the outcome of that vote remains confidential, once a majority decision has been taken, government members present a common position in public. Each government member is obliged to support the majority decision before parliament and the Swiss public, even in such cases where she or he had voted against the majority during the internal decision-making. It is therefore possible that a Federal Councillor, who is officially in charge of the policy under debate, must support in a referendum campaign certain policy positions which contradict his personal opinion or the position of his own party. As a consequence of this mode of collective responsibility, the Federal Councillor with responsibility for an issue that comes to the public ballots would not usually step down in case the government proposal is subsequently rejected by the voters (Kerr, 1987; Kriesi, 1998). Thus, compared to the types of coalition government common in most Western democracies, where the Prime Minister holds the leading power and has the last word in decision-making, the Swiss government functions as a group of political administrators who, formally at least, are equal among peers and must be more loyal to the government than to their respective party.

However, with the increased mediatization of politics and political leadership, as well as the election of Blocher into government, consociational governance has come under increasing stress. On the one hand, there is the tendency to personalize the work of government and hence a preference for covering political figures as opposed to actual policies. On the other hand, disagreements and conflicts inside the government body receive ever greater coverage in the media and are hence exposed in ever greater detail to the public. Blocher has ably taken advantage of these developments and thereby managed to keep his public image as a challenger who retains close ties to his own party and is less comfortable with the rules of the game in government.

In cases where he disagrees with proposals supported by his fellow government colleagues, Blocher tends to obstruct the implementation of policies by showing his

disagreement in public. Take the example of a referendum in 2004 on two government proposals that aimed to facilitate the granting of citizenship for second and third generation migrants. While all major political parties supported the new citizenship laws, the SVP led a fierce opposition campaign. Even though he was in charge of the dossier, Blocher showed a lot of reservation and did not support the proposals in the way that his fellow government colleagues did. Once the proposal had been rejected in the popular vote, he declared that the government should keep quiet, once the Swiss people had voiced their decision.

Moreover, Blocher has played a part in the way that a number of public policies proposed by the government have clearly undergone a shift to the right. Since his installation in office in January 2004, Blocher has introduced a series of internal administrative reforms in his Federal Department of Justice and Police. Claiming that former procedures regarding asylum seekers and refugees were too liberal and therefore open to abuse, he imposed his more restrictive view on issues relating to those offices that deal with migration and particularly asylum. Blocher's sweeping criticism of previously implemented administrative procedures has not only strengthened his role as challenger inside the Federal Administration but has also strongly influenced the orientation of the government agenda, especially in the area of asylum and migrant policy.

The strengthened position of the SVP within both government and parliament has also had considerable consequences on legislative work of the national parliament. The development undergone by the SVP's representative body in the National Council between 1995 and 2005 can be divided into three distinct phases. The first phase covers the legislative period from 1995 to 1999, when the number of SVP MPs was still relatively small and they were not yet fully under the control of Christoph Blocher and his Zurich-oriented faction. During this period, the old SVP, represented mainly by MPs from the Bernese cantonal party, still enjoyed some influence. The second phase corresponds to the legislative period from 1999 to 2003. Once the SVP had made its remarkable increase in parliamentary seats in the 1999 national elections and become the strongest party in Switzerland, the SVP parliamentary group in the National Council made a clear shift towards the positions adopted by Christoph Blocher's faction. The third phase in the years since 2003 has brought consolidation both in terms of the number of SVP deputies and the effects of Blocher's participation in the government.

In the area of parliamentary policy-making, the success of the SVP seems to have built on another shift that took place in the Swiss legacy of recent years. As studies on Swiss parliament show, the voting of MPs demonstrates rather low levels of party cohesion between the 1960s and the early 1990s (Hertig, 1978; Lanfranchi & Lüthi, 1999). The parties in the Swiss national parliament, and the centre-right parties in particular, appear to have been highly factionalized when it comes to decision-making. The more dominant a party has been in governmental coalition and parliament, the weaker the cohesion of its deputies in parliament. This trend has altered noticeably since the late 1990s. In fact, the more the SVP exerts dominance in parliament and government, the higher the cohesion among its MPs – particularly in policies relating to migrants, asylum-seekers and refugees

Tables 1 and 2
Roll-call votes on migration policies in the National Council (1995-2005)

Legislative period	95-99	99-03	03-05
Proportion of winning roll-call votes for the SVP majority	83.3	10.7	63.3
Number of roll-call votes on these issues	6	28	55

<i>Parliamentary group</i>	<i>FDP</i>			<i>CVP</i>		
	95-99	99-03	03-05	95-99	99-03	03-05
Legislative period	95-99	99-03	03-05	95-99	99-03	03-05
Average distance from SVP (proportion of "yes")	20.1	45.2	33.9	27.0	67.2	49.9
Average distance from SVP (proportion of "no")	17.2	54.2	33.7	20.0	78.4	46.9
Degree of party cohesion (unanimous votes at least at 95%)	66.6	22.2	23.6	66.6	40.7	46.3
Proportion of convergent majorities with SVP's deputies	83.3	35.7	67.2	83.3	3.5	50.9
Number of MPs in each parliamentary group (at the beginning of the legislative period)	45	43	40	34	35	28

<i>Parliamentary group</i>	<i>SPS</i>			<i>SVP</i>		
	95-99	99-03	03-05	95-99	99-03	03-05
Legislative period	95-99	99-03	03-05	95-99	99-03	03-05
Average distance from SVP (proportion of "yes")	55.7	86.4	90.1			
Average distance from SVP (proportion of "no")	53.3	92.7	84.6			
Degree of party cohesion (unanimous votes at least at 95%)	100.0	100.0	94.5	66.6	44.4	85.5
Proportion of convergent majorities with SVP's deputies	50.0	0.0	5.4			
Number of MPs in each parliamentary group (at the beginning of the legislative period)	58	53	52	29	44	56

Our analysis of roll-call votes in the National Council from 1995 to 2005 (see tables 1 and 2) reveals that important shifts have occurred in the migration policy that represents a key issue in the political agenda of the "new" SVP. On several occasions during the phase from 1995 to 1999, MPs from the Social-Democratic Party voted in the same way as SVP MPs on issues related to migration. In the next phase however, between 1999 and 2003, the MPs from these two parliamentary groups hardly ever shared the same views at the ballots and hence there was a significant increase in the levels of polarisation within the National Council. Moreover, the SVP was on the losing side in 90 per cent of roll-call votes between 1999 and 2003. Since 2003, the situation has changed notably: The SVP MPs enjoy much more frequent success in winning votes on policies generally related to migration.

If we consider the 55 roll-call votes held between December 2003 and October 2005, the SVP parliamentary group was part of the majority in 63.3 per cent of the votes that concerned migration issues. This shift is largely the result of the moves that the centre-right parties have made towards the positions of the SVP. On these issues, there has been a shortening of the distance between the party policy of the SVP and the respective voting habits of both the FDP and the CVP. The average distance, represented by the proportion of FDP deputies casting “yes” votes and hence being in line with the SVP, is cut from 45.2 per cent (1999-2003) to 33.9 per cent (2003-October 2005). In the same time span, the average distance between the votes cast by Christian-Democratic deputies and those of the SVP was similarly reduced from 67.2 to 49.9 per cent. Moreover, the SVP MPs have become much more united. In fact, voting cohesion within the SVP parliamentary group has strengthened remarkably¹⁰. While in the legislative period from 1999 to 2003, the SVP vote was near to unanimous in only 44 per cent of cases, this rate has almost doubled since 2003, rising to 85.5 per cent. On the other hand, voting cohesion within the other main parties did not really improve to the same extent as had been seen in previous phases.

The strengthened cohesion of the SVP parliamentary group reflects both the transformation of the party leadership and the increasing number of MPs loyal to the Zurich-oriented faction. Since 2003, the leadership group that Christoph Blocher had assembled over the last two decades, most of whom were recruits from the Zurich cantonal party, has managed to consolidate its power at the national level of the SVP. The steady driving out from leadership of senior party officials associated with the “old” SVP has continued since Blocher’s election in 2003. In this way, even after Blocher has had to resign from most party offices, the strong cohesive character of the SVP has made a major contribution to the party’s capacity to assure its own autonomy from the government and to play out its dual role as both government and opposition party.

11. Conclusions

Contrary to the views expressed in the literature on radical right-wing populist parties, the example of the SVP clearly demonstrates that these parties, once in power, are not in fact forced to fully adapt to the existing rules of governance in a way that would require them to abandon their profile as a challenger party. Nor must their participation in power be jeopardized, should they continue to pursue populist, anti-establishment strategies. In fact, the case of the SVP shows that a challenger party coming from the radical right is able to play an active role, not just in resisting, but also in reinforcing certain existing rules that hold sway in different institutional arenas, so long as such rules remain useful for the party’s own consolidation of power. However, the distinctive nature of the Swiss political system and the history of the SVP as a long-established mainstream party are major factors in the “success story” of the SVP throughout the 1990s, factors that make the case of the SVP somewhat different from examples to be found in other Western democracies.

The legacy of Swiss consociationalism, which favours the political and more generally the systemic integration of opponents, makes it difficult for established mainstream parties to deal with the antagonistic and contentious style of a challenger

party, particularly when the party has been part of the consensual and negotiational agreements for so long a period of time. The “historical capital” of the old SVP was a key reason why the radicalized SVP of the 1990s found it so easy to be recognized as a “legitimate” coalition partner and faced almost no resistance from the established mainstream parties on its way to power. Since the long-standing rules of power-sharing strongly shaped the attitudes of the Swiss political elite, a strategy of cooptation would seem to have been the obvious choice for the other government parties trying to cope with the arrival of the “new” SVP. This choice was also supported by the belief that a strong challenger party outside the government would represent a systemic risk because of its opportunities for opposition in the referendum arena. Seen from this point of view, it was assumed that the SVP’s participation in government would help to integrate the party into consensual politics and eventually tame its “anti-systemic” profile.

However, the SVP proved successful in resisting the process of institutional integration and in maintaining its profile as a challenger party. Thereby, the party was able, not just to take advantage, but also to reinforce a number of shifting patterns in Swiss politics and society. As the country’s socio-cultural and socio-economic climate became more precarious in the 1990s, the party made remarkable electoral gains by using its exclusionist and nationalist agenda to appeal to those constituencies who felt threatened by international integration and migration. At the same time, the SVP played a key role in the political construction of issues such as asylum policy and European integration, which it preceded to present as threats to Swiss national identity. In this way, the party’s politics of resentment contributed to a divisive climate within spheres of Swiss politics and society that had long been dominated by patterns of low-level competition, as well as consensual and well-balanced conflict-resolution. The SVP also benefited from the process of partisan dealignment, which occurred later in Switzerland than in other Western democracies. At the same time, with its anti-establishment strategy and provocative style, the party significantly increased the levels of contentiousness and polarization to be found in Swiss political debates and thus reinforced the processes of dealignment and realignment.

It is also important, however, to point to the remarkable organizational improvement that took place within the SVP in the 1990s, a process which provided the basis for the party’s strengthened position in the increasingly competitive Swiss party system. This is all the more significant when you consider how the country’s party system had long been characterized by weak organization and a low level of professionalisation within the political parties. Considerable financial resources, professional expertise and managerial know-how have all helped the party to succeed in launching political campaigns that have differed from the traditionally restrained style of political communication in Switzerland and regularly caused controversial debate among the Swiss public. It is certainly paradoxical, that, by increasing the level of competition and contentiousness within the party system and by making its own party organization that much more professional, the SVP – itself a fierce opponent of European integration – has actually contributed to the Europeanization of the Swiss party system.

The SVP also underwent a process of nationalization which strengthened party cohesion and brought uniformity to its political campaigning. Since federalism considerably weakens Swiss parties at the national level, the SVP's nationwide profile has given it a major advantage over other parties. Moreover, the strong leadership assumed by Christoph Blocher and his allies was a key element that not only helped to pursue radicalization in the 1990s without stirring up major internal frictions, but also allowed them to benefit from the new trends of mediatization and personalization in Swiss politics. These remarkable improvements and the strong position in the government body of Christoph Blocher – the symbol and driving force of the “new” SVP – are central to our understanding of recent developments that include the change in the basic rules of Swiss governance, as well as the increased impact of the SVP agenda in the policy-making of government and parliament.

The case of the “new” SVP also highlights the heuristic interest in assuming a relational-strategic approach that interprets the role of the radical right-wing populist parties in ways that emphasize features beyond those that simply relate to the party itself. In order to understand the presence and activity of a challenger party, it is important to examine the party in a multidimensional context which considers the party character as well as the peculiarities of the various institutional arenas, including government, parliament, elections, and referendum. Adopting this approach, we have demonstrated how it became possible for the “new” SVP to participate in government. Most importantly, we have pointed to the shifts that have occurred in certain rules that had previously been the long-term foundations of Swiss consociationalism. It is probably too early to speak of systemic changes in the Swiss political system and make a conclusive assessment on the future prospects of the strong leadership, party cohesion and programmatic course that the “new” SVP has developed since the early 1990s. However, it can certainly be argued that the political success of the party in the last fifteen years is closely embedded in one of the most profound political, cultural and institutional transformations in the history of modern Switzerland since 1848. Compared to the conditions that have determined the paths of other Western radical right-wing populist parties, these transformational features of very recent developments in Switzerland constitute key factors to be understood when examining the particular success story of the SVP.

References

- Altermatt, U. (1991), “Bundesrat und Bundesräte. Ein historischer Abriss”, in Altermatt, U. (ed.), *Die Schweizer Bundesräte. Ein biographisches Lexikon*, Zurich/Munich: Artemis & Winkler.
- (1992), “Schweizer Regierung. Sieben Bundesräte und kein Ministerpräsident”, in Bracher, K.-D. & al. (ed.), *Staat und Parteien*, Berlin: Duncker & Humblot.
- Archer, M. S. (1996), *Realist Social Theory: The Morphogenic Approach*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Armingeon, K. (2002), “Die Vier-Parteien-Koalition in der Schweiz: Gründe für extreme Regierungsstabilität”, in Kropp, S., Schuettenmeyer, S. & Sturm, R., *Koalitionen in West- und Osteuropa*, Opladen: Leske + Budrich.

- Balmelli, T. (2001), *Le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Entre exigences démocratiques et corruption*, Fribourg: Editions Universitaires Fribourg.
- Baumann, W. & Moser, P. (1999), *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zurich: Orell Füssli.
- Betz, H.-G. (1994), *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York: St. Martin's Press.
- (2001), “Exclusionary Populism in Austria, Italy, and Switzerland”, *International Journal*, 56: 3, 393-420.
- (2002), “The Divergent Paths of the FPÖ and the Lega Nord”, in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- (2004a), *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate?*, Paris: Autrement.
- (2004b), “Against the System: Radical Right-Wing Populism's Challenge to Liberal Democracy”, in J. Rydgren (ed.), *Movements of Exclusion: Radical Right-Wing Populism in the Western World*, New York: Nova Science.
- Brändle, M. (1999), “Konkordanz gleich Konvergenz? Die Links-rechts-Positionierung der Schweizer Bundesratsparteien, 1947-1995”, *Swiss Political Science Review*, 5: 1, 11-29.
- Burns, J. M. (1978), *Leadership*, New York: Harper & Row.
- Caluori, L. & Hug, S. (2005), “Changes in the Partisan Composition of the Swiss Government. 1891, 1919, 1929, 1943, 1959, 2003,...?”, *Swiss Political Science Review*, 11: 3, 101-121.
- Canovan, M. (1999), “Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy”, *Political Studies*, 47: 1, 2-16.
- Carter, E. L. (2002), “Proportional Representation and the Fortunes of Right-Wing Extremist Parties”, *West European Politics*, 25: 3, 125-146.
- (2005), *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester/New York: Manchester University Press.
- Church, C. H. (2004), “The Swiss Elections of October 2003: Two Steps to System Change?”, *West European Politics*, 27: 3, 518-534.
- (ed.) (2007), *Switzerland and the European Union*, London: Routledge (forthcoming).
- Dardanelli, P. (2005), “The Parliamentary and Executive Elections in Switzerland, 2003”, *Electoral Studies*, 24: 1, 123-160.
- Decker, F. (2004), *Der neue Rechtspopulismus*, Opladen: Leske + Budrich.
- Deutsch, K. W. (1976), *Die Schweiz als ein paradigmatischer Fall politischer Integration*, Bern: Haupt.
- Dézé, A. (2004), “Between Adaptation, Differentiation and Distinction: Extreme Right-Wing Parties Within Democratic Political Systems”, in Eatwell, R. & Mudde, C. (ed.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London/New York: Routledge.
- Eatwell, R. (2003), “Ten Theories of the Extreme Right”, in Merkl, P.H. & Weinberg, L. (ed.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London/Portland: Frank Cass.
- Fleiner-Gerster, T. (1987), “Le Conseil fédéral”, *Pouvoirs*, 43, 49-64.
- Frölich-Steffen, S. & Rensmann, L. (2005), “Populistische Regierungsparteien in Ost- und Westeuropa: Vergleichende Perspektiven der politikwissenschaftlichen Forschung”, in Frölich-Steffen, S. & Rensmann, L. (ed.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Vienna: Braumüller.
- Girod, M. (2004), “L'Union démocratique du centre: les raisons d'un succès”, in Blaise, P. & Moreau, P. (ed.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest. Analyse par pays et approches transversales*, Brussels: CRISP.
- Golder, M. (2003), “Explaining Variation in the Success of Extreme Right Parties in Western Europe”, *Comparative Political Studies*, 36: 4, 432-466.
- Gruner, E. (1977), *Die Parteien in der Schweiz*, Bern: Francke.

- (1978), *Die Wahlen in den Schweizerischen Nationalrat. 1848-1919*, Bern: Francke Verlag.
- & Pitterle, K.J. (1983), “Switzerland’s Political Parties”, in Penniman, H.R. (ed.), *Switzerland at the Polls: The National Elections of 1979*, Washington/London: American Enterprise Institute for Public Policy Research.
- Gsteiger, F. (2002), *Blocher: Ein unschweizerisches Phänomen*, Opinio, Basel: Edition Weltwoche.
- Hardmeier, S. (2003), “Amerikanisierung der Wahlkampfkommunikation? Einem Schlagwort auf der Spur”, in Sciarini, P., Hardmeier, S. & Vatter, A. (ed.), *Schweizer Wahlen 1999*, Bern/Stuttgart/Vienna: Paul Haupt.
- & Vatter A. (2003), “Synthese – Die Ursachen des SVP-Wahlerfolgs”, in Sciarini, P., Hardmeier, S. & Vatter, A. (ed.), *Schweizer Wahlen 1999*, Bern/Stuttgart/Vienna: Paul Haupt.
- Hargrove, E.C. (1989), “Two Conceptions of Institutional Leadership”, in Jones, B.D. (ed.), *Leadership and Politics*, Lawrence/Kansas: University Press of Kansas.
- Hartmann, H. & Horvath, F. (1995), *Zivilgesellschaft von rechts. Die Erfolgsstory der Zürcher SVP*, Zurich: Realotopia.
- Hay, C. (1996), *Re-Stating Social and Political Change*, Buckingham: Open University Press.
- Heinisch, R. (2003), “Success in Opposition – Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office” *West European Politics*, 26: 3, 91-130.
- Hertig, H. P. (1978), “Party Cohesion in the Swiss Parliament”, *Legislative Studies Quarterly*, 3: 1, 63-81.
- Husbands, C.T. (2002), “How to Tame the Dragon, or What Goes Around Comes Around: A Critical Review of Some Major Contemporary Attempts to Account for Extreme-Right Racist Politics in Western Europe”, in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke.
- Huth-Spiess, P. (1996), *Europäisierung oder “Entschweizerung”? Der Abstimmungskampf der Schweiz um den Beitritt zum Europäischen Wirtschaftsraum*, Bern: Peter Lang.
- Ignazi, P. (2001), “Les partis d’extrême droite: les fruits inachevés de la société postindustrielle”, in Perrineau, P. (ed.), *Les croisés de la société fermée. L’Europe des extrême droites*, La Tour d’Aigues: Editions de l’Aube.
- Jacobs, F. (1989), “Switzerland”, in Jacobs, F. (ed.), *Western European Political Parties. A Comprehensive Guide*, Harlow: Harlow.
- Kerr, H.H. (1987), “The Swiss Party System: Steadfast and Changing”, in Daalder, H. (ed.), *Party Systems in Denmark, Austria, Switzerland, the Netherlands, and Belgium*, London: Frances Pinter.
- Kitschelt, H., in collaboration with McGann, A.J. (1995), *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor: University of Michigan Press.
- & McGann, A.J. (2003), “Die Dynamik der schweizerischen Neuen Rechten in komparativer Perspektive: Die Alpenrepubliken”, in Sciarini, P., Harmeier, S. & Vatter, A. (ed.), *Schweizer Wahlen 1999*, Bern/Stuttgart/Vienna: Paul Haupt.,
- Kobach, K.W. (1993), *The Referendum: Direct Democracy in Switzerland*, Aldershot: Dartmouth.
- (1997), “Spurn Thy Neighbour: Direct Democracy and Swiss Isolationism”, *West European Politics*, 20: 3, 185-211.
- Kobi, S. (2000), *Des citoyens suisses contre l’élite politique: le cas des votations fédérales. 1979-1995*, Paris: L’Harmattan.
- Kriesi, H. (1998), *Le système politique Suisse*, Paris: Economica.
- (2005), *Direct Democratic Choice. The Swiss Experience*, Lanham: Lexington.

- Kriesi, H. & al. (1993), *Analyse der eidgenössischen Abstimmung vom 6. Dezember 1992*, vox No. 47, gfs, dsp, Adliswil.
- & al. (ed.) (2005), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ.
- Ladner, A. 2001, “Swiss Political Parties: Between Persistence and Change”, *West European Politics*, 24: 2, 123-144.
- (2004), “The Political Parties and the Party System”, in Klöti, U. & al. (ed.), *Handbook of Swiss Politics*, Zurich: NZZ.
- & Brändle, M. (2001), *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?*, Zurich: Seismo.
- Lanfranchi, P. & Lüthi, R. (1999), “Cohesion of Party Groups and Interparty Conflict in the Swiss Parliament: Roll Call Voting in the National Council”, in Bowler, S., Farrell, D.M. & Katz, R.S. (ed.), *Party Discipline and Parliamentary Government*, Columbus: Ohio State Press, 99-120.
- Laver, M. & Schonfield, N. (1990), *Multiparty Government: The Politics of Coalition in Europe*, Oxford: Oxford University Press.
- Le Duc, L. (2003), *The Politics of Direct Democracy: Referendum in a Global Perspective*, Toronto: Broadview Press.
- Lembruch, G. (1967), *Proporzdemokratie: Politisches System und Politische Kultur in der Schweiz und Österreich*, Tübingen: Mohr.
- Lijphart, A. (1984), *Democracies: Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*, London: Yale University Press.
- (1999), *Patterns of Democracy*, London: Yale University Press.
- Linder, W. (1998), *Swiss Democracy: Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies*, London/New York, Macmillan: St. Martin's Press.
- (1999), *Schweizerische Demokratie. Institutionen – Prozesse – Perspektiven*, Bern/Stuttgart/Vienna: Paul Haupt.
- (2004), “Political Culture”, in Klöti, U. & al. (ed.), *Handbook of Swiss Politics*, Zurich: NZZ.
- & Lutz, G. (2002), “The Parliamentary Elections in Switzerland. October 1999”, *Electoral Studies*, 21: 1, 128-134.
- Luther, K.R. (2003), “The FPÖ: From Populist Protest to Incumbency”, in Merkl, P.H. & Weinberg, L. (ed.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London/Portland: Frank Cass.
- Mair, P., Müller, C.W. & Plassner, F. (2004), *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*, London: Sage.
- Mazzoleni, O. (2003a), *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la “nouvelle” UDC*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- (2003b), “Unité et diversité des “national-populismes” suisses: l'Union démocratique du centre et la Lega dei Ticinesi”, in Ihl, O. & al. (ed.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris: La Découverte.
- & Wernli, B. (2002), *Cittadini e politica. Interesse, partecipazione, istituzioni e partiti in Svizzera: Ginevra, Ticino e Zurigo a confronto*, Bellinzona: Ufficio di statistica.
- Minkenberg, M. (1998), “Context and Consequence. The Impact of the New Radical Right on the Political Process in France and Germany”, *German Politics and Society*, 16: 3, 1-23.
- (2001), “The Radical Right in Public Office: Agenda-Setting and Policy Effects”, *West European Politics*, 24: 4, 1-21.
- (2002), “The New Radical Right in the Political Process: Interaction Effects in France and Germany”, in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.

- Mooser, J. (2000), "'Spiritual National Defence' in the 1930s: Swiss Political Culture between the Wars", in Kreis, G. (ed.), *Switzerland and the Second World War*, London/Portland: Frank Cass.
- Nabholz, R. (1998), "Das Wählerverhalten in der Schweiz: Stabilität oder Wandel? Eine Trendanalyse von 1971-1995", in Kriesi, H., Linder, W. & Klöti, U. (ed.), *Schweizer Wahlen 1995*, Bern/Stuttgart/Vienna: Haupt.
- Neumann, S. (ed.) (1956), *Modern Political Parties*, Chicago: University of Chicago Press.
- Norris, P. (2005), *Radical Right. Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Owens, J.E. (2003), "Late Twentieth Century Congressional Leaders as Shapers and of Hostages to political context", in Hargove, E.C. & Owens, J.E. (ed.), *Leadership in Context*, Lanham: Rowman & Littlefield.
- Ozbudun, E. (1970), *Party Cohesion in Western Democracies*, Beverly Hills: Sage.
- Panebianco, A. (1988), *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Perlmutter, T. (2002), "The Politics of Restriction: The Effect of Xenophobic Parties on Italian Immigration Policy and German Asylum Policy", in Schain, M., Zolberg, A., & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Plasser, F. & Plasser, G. (2002), *Global Political Campaigning: A Worldwide Analysis of Campaign Professionals and Their Practices*, Westport: Praeger Publishers.
- Ruzza, C. (2004), "The Northern League: Winning Arguments, Losing Influence", in Rydgren, J. (ed.), *Movements of Exclusion. Radical Right-Wing Populism in the Western World*, New York: Nova Science.
- Rydgren, J. (ed.) (2004), *Movements of Exclusion. Radical Right-Wing Populism in the Western World*, New York: Nova Science.
- Schain, M. (2002), "The Impact of the French National Front on the French Political System", in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- , Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.) (2002), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Skenderovic, D. (2003), "Constructing Boundaries in a Multicultural Nation: The Discourse of 'Overforeignization' in Switzerland", in Ohliger, R., Schönwälder, K. & Triadafilopoulos, T. (ed.), *European Encounters: Migrants, Migration and European Societies since 1945*, Aldershot/Burlington: Ashgate.
- (2006), *The Radical Right in Switzerland: Continuity and Change, 1945-2000*, New York/Oxford, Berghahn (forthcoming).
- Taggart, P. (2000), *Populism*, Buckingham: Open University Press.
- Tarrow, S. (1998), *Power in Movement: Social Movement and Contentious Politics*, Cambridge/New York/Melbourne: Cambridge University Press.
- Trechsel, A. (2000), *Feuerwerk Volksrechte. Die Volksabstimmungen in den schweizerischen Kantonen 1970-1996*, Basel: Helbing & Lichtenhahn.
- Veugelers, J.W.P. & Chiarini, R. (2002), "The Far Right in France and Italy: Nativist Politics and Anti-Fascism", in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (ed.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York/Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Wigger, E. (1997), *Krieg und Krise in der politischen Kommunikation. Vom Burgfrieden zum Bürgerblock in der Schweiz 1910-1922*, Zurich: Seismo.

- Wodak, R. & Pelinka, A. (ed.) (2002), *The Haider Phenomenon in Austria*, New Brunswick: Transaction.
- Zollinger, L. (2004), *Der Mittelstand am Rande. Christoph Blocher, das Volk und die Vorstädte*, Bern: Institut für Soziologie.

Notes

¹ We would like to thank Christina Späti and Andrea Pilotti for their helpful comments regarding previous drafts of the chapter. In parts of the chapter, Damir Skenderovic drew on findings from the research project “Radical Right-Wing Populist Parties and Politics of Migration in Switzerland”, which he co-directs and is funded by the Swiss National Science Foundation.

² We use the term radical right-wing populist parties in order to emphasize two specific dimensions that characterize these parties: The concept “radical right” denotes their political ideology which is mainly based on an exclusionist worldview, including nationalist and xenophobic beliefs, and their neo-liberal agenda which draws on a social-Darwinist conception of society. The term “populist” refers to their anti-establishment strategies which emphasize the fundamental antagonism between the people and the established elites. See Betz, 1994; Kitschelt, 1995; Taggart, 2000; Rydgren, 2004.

³ For more details on the elections of 1999 and 2003, see Linder & Lutz, 2002; Church, 2004; Dardanelli, 2005.

⁴ For an extensive account of the history of the SVP and the party’s transformation in the 1990s, see Skenderovic, 2006.

⁵ SVP Parteiprogramm 1999-2003, [1999], 9, http://www.svp.ch/file/Parteiprogramm99_-_03.doc, May 15, 2006.

⁶ For example, see *Migrationspolitik. Glaubwürdig und zukunftsorientiert*, Position Paper of the SVP Switzerland, March 1998.

⁷ Take the example of the national assembly of delegates which plays a central role in the party’s decision-making process (election of party officials, endorsements for federal votes, launching federal initiatives, etc.). Since 1995, the assembly of delegates has been dominated by the Zurich-oriented faction, while the moderate conservative faction, including the two cantonal parties of Bern and Graubünden, have become a minority.

⁸ For instance, in the period from 1996 to 1998, the SVP paid out 8.8 million Swiss francs in ads and posters, while the FDP spent 5.8 million Swiss francs, the SPS 4.6 million, and the CVP 2.8 million. The difference between the parties is even more striking in the canton of Zurich, where the SVP cantonal section spent 5.4 million Swiss francs, the FDP 1.9 million, and the SPS 1.8 million.

⁹ As the example of the 1992 referendum on Switzerland’s membership in the European Economic Area (EEA) demonstrates, lack of confidence in the government was the key factor for the voters’ rejection of membership (Kriesi & al., 1993). This was due in no small part to the SVP’s referendum campaign against the EEA which heavily appealed to anti-establishment sentiments.

¹⁰ According to Ozbudun (1970), we distinguish here between party cohesion and party discipline, even though these concepts are used interchangeably in the literature. Party cohesion occurs when the group members “work together for the group’s goals”, while party discipline emphasizes the role of the leader who exerts a strong influence on the behaviour of the members. In fact, since the late 1990s, the pressure exerted by the party leadership on the SVP’s national deputies has increased considerably. Some of the members, who were considered too

“moderate”, have been criticized in public. This has occurred even more regularly following Blocher’s election into government.

Conditions for failure and success of right-wing populist parties in public office in the New European Union

Susanne FRÖLICH-STEFFEN, Lars RENSMANN

1. Introduction

For more than two decades West European democracies and – since the end of the Cold War – also their East European counterparts have been confronted with the increasing success of *new right-wing populist parties*. Some of these, like the *Schill-party* PRO in Hamburg or the *List Pim Fortuyn* (LPF) in the Netherlands, soon faltered or disintegrated. Others have managed to consolidate their position within their respective party systems and – usually via coalitions as junior partners – even within government in the medium or long term, like the HZDS or the *Danish People's Party*. The end of the 1990s witnessed a significant – though in some instances temporary – loss of appeal of several right-wing populist parties, especially of those in public office. This begs the as yet little researched question if and how government positions are related to the success and failure of right-wing populist parties in the New European Union ¹.

This essay will first re-conceptualize the ideological core and organizational characteristics of new right-wing populist parties some view as “anti-party parties” (Mudde, 1996) or “anti-establishment parties” (Abedi, 2004) which have entered the stage almost everywhere in Europe. It is suggested that while this new party family is not extremist or anti-system in orientation, the constitutive elements and common denominators – based on the historical origins and core party ideology – of right-wing populist parties across Europe are the construction of an antagonism between “the good people” as the ultimate democratic sovereign and “the corrupt elite” (populism) on a vertical level, and the reference to a more or less exclusionary national identity on a horizontal level, which is constructed in opposition to external and internal “others” (the EU, globalization, foreigners etc.). Shifting from interest politics to identity politics, the democratic sovereign’s national identity claims are hereby portrayed

as superior to constitutional rights and liberties, the separation of power and other institutional restrictions (nationalism/nativism).

By carrying out a comparative analysis of these parties' success cycles, the authors will then seek to assess specific and general performance and consolidation opportunities and problems of right-wing populist parties in government by focusing on supply-side and demand-side factors. Reflecting on the conditions of initial mobilization, it is argued that right-wing populist parties especially benefit from new *demand-side factors*; most significantly from a new political cleavage related to the rapid societal transformations caused by socio-cultural globalization and political Europeanization – and their discontents. In addition, general party system changes, which are induced by increased (or in the East European case ongoing) voter volatility and disaffection with political elites, provide generally favourable opportunity structures for right-wing populist parties. National variations of initial mobilization success can be explained by different cultural context variables, specific institutional settings, situational opportunity structures (such as grand coalitions), and, eventually, by the effectiveness of mobilization efforts and political agenda-setting launched by the new right-wing populist actors themselves.

However, exactly those conditions which may be particularly favourable for radical oppositional mobilizations may be particularly harmful, and pose serious problems and dilemmas to the party's consolidation (and sometimes its very existence), once the parties have acquired government positions and become part of the formerly defamed "governing elite" which is forced to execute policies in accordance with the legal and political restrictions of the European Union. Based on an analysis of the political and electoral performances of right-wing populist parties, we argue that primarily three types of *supply-side factors* decide on the survival or consolidation of these parties as government actors, and their long-term impact on the political system and culture. Success, institutionalization and impact of right-wing populist parties in government are particularly dependent on (i) the new party's political performance and agency, i.e. the way in which a party comes to terms with the dilemmas government positions imply for them. It is hereby of special importance if a party is able to establish or use *alternative spaces* for "oppositional" political mobilization unattached to its role as a government actor. Therefore right-wing populists are in the long run not only, as Mudde (2002) and Bayer (2005) assume, (ii) more successful within still inconsistent, fluid party systems and "unconsolidated" democracies in Eastern Europe, but also within those specific presidential, consociational and/or federal democracies in Western Europe which allow for such spaces. (iii) It is of crucial importance how other parties act and react toward right-wing populist mobilizations on the supply side, especially in the arenas of agenda-setting and policy-making.

2. Right-wing populist parties: ideological core, organizational features, and political style

In the 1990s almost everywhere in Europe – with some exceptions in Mediterranean States and Great Britain – right-wing-populist parties have proven successful at the ballot. These (successful) right-wing populist parties include the Austrian Freedom Party (FPÖ/BZÖ), the Danish People's Party (DF), the Norwegian Progress Party (FP), the

Swiss Folk Party (SVP)², the Movement for a Democratic Slovakia (HZDS), the Polish Party of Law and Justice (PiS), the Polish party of Self-defense (SO), the Hungarian League of Young Democrats (FIDESZ) to the Dutch *List Pim Fortuyn* (LPF), the Italian *Alleanza Nazionale* (AN), *Forza Italia* (FI) and *Lega Nord* (LN) or *Schill Party/Party of the Rule-of-Law Offensive* (PRO) in Hamburg/Germany³.

Until today, political scientists are divided over the question if or if not, these new parties can be categorized as a new party family⁴. In particular within the area of Eastern European Studies and Transformation Research many researchers have doubts as to whether the new right-wing populist parties in Eastern and Western Europe represent comparable or similar phenomena at all (Mudde, 2002). However, based on the analysis of party programs and mobilizations, the authors suggest that common denominators can be identified in all of these parties. This provides a case for cross-nationally conceptualizing a new European family, and this indicates that a comparative analysis of these parties is useful. Such a concept is based on the assumption of Peter Mair and Cas Mudde, who argue that “origins” as well as “policy and ideology” serve best to classify a party family (Mair & Mudde, 1998: 211).

Following Mudde, we conceptualize *populism* as a form of “thin-centered ideology” (Freedman, 1998; Mudde, 2004: 544). It manifests a thin programmatic center to which other ideological concepts can be linked. According to this model, the center of populist ideology is occupied by the “people”, who at the *vertical level* are distinguished normatively and in a dichotomous and rigid manner from the corrupt “elite” (“the people up there”) (Mudde, 2004: 543). Thus the central message of populist mobilization is that politics and the “corrupt” establishment, who allegedly pursues its own interest only, are out of the control by “the people”, the ultimate democratic sovereign (Canovan, 2002: 27). The declared goal of contemporary right-wing populist parties is to deprive the dominant political class of as much of its power as possible in order to return sovereignty to the people, though without necessarily challenging the liberal democratic system as a whole. As a formal source of their legitimacy, all right-wing populists claim to articulate and strengthen the imagined or constructed overarching collective “will” of the people, which – in a collectivist interpretation of Rousseau – aims at equating individual welfare and common good, a higher value being implicitly ascribed to the latter. Right-wing populist actors market themselves as “interpreters and advocates of the opinions and demands of the “little guy” and his common sense. The populist critique, which is based on a friend-foe concept, is summed up in Jörg Haider’s claim that the parties and governments of most European countries are isolated from their people (quoted in Canovan, 2002: 25) and implies a substantial critique of liberal constitutionalism (especially its emphasis on individual rights), or in Lech Kaczyński’s claim for a new Polish “Fourth Republic” that is liberated from all corruption and bureaucratic burdens⁵. Populism also implies a critique of the mechanisms of representation within constitutional democracy and instead it favours mechanisms of direct democracy. Finally, at the heart of populist ideology is an ambivalent stance towards progress.

According to Pelinka (2005) a second, main characteristic feature (and a second dichotomy) is shared by all new European right-wing populist parties, which constitutes the attachment of these parties to the right: The commonly shared

anti-pluralistic reference to a normatively idealized and homogeneous “people” and “national identity” is in all cases of concern at the *horizontal level* directed towards the exterior and against various devalued empirical actors and “enemies”, such as immigrants, minorities and the EU (Betz, 2002b: 168). This primacy and at least implicit superiority of an idealized nation or particular ethnic group can be conceptualized as *nationalism/nativism*.

For example, for the LN these devalued “others” to the nation (of “Padania”) are mainly the inhabitants of the so-called “Mezzogiorno”, the European Union, and the “*extracommunitari*”, namely “negroes and Arabs” (Betz, 2002a). For the FPÖ/BZÖ, the Slovenes, Czech citizens and Croats in Carinthia, as well as Jews and asylum seekers, serve as targets of programmatic and campaign-oriented exclusion, though with varying emphasis (Betz, 2005). For the Dutch LPF the Muslims, for the DF and the Norwegian FP “the immigrants” and the EU systematically serve as the “constitutive other” in opposition to the allegedly threatened national identity (Decker, 2004). The party ideology of the Hungarian FIDESZ is based on devaluations of the Slovaks and Romanians, who are allegedly suppressing the Hungarian minority in Slovakia and Romania and are supposedly “alien to Hungary” (Bayer, 2005). The HZDS also consistently attacks “outsiders” or “alien forces” – first primarily the Czechs, then the minorities in Slovakia, as well as the Hungarian State and the European Union (Kneuer, 2005: 155). The Swiss SVP is ideologically based on, and derives its party legitimacy from, the principled opposition to immigration, asylum seekers and EU membership (Betz, 2005). And the newly elected Polish PiS employed both an emphasis in new Polish national pride and negative perceptions of Germany, the EU, and the West in general. The binary ideological narrative is always intimately linked to the construct of “*Überfremdung*” and the construct of a threatened collective national identity, which takes up and amplifies existent fears in relation to current processes of Europeanization and globalization (Frölich-Steffen, 2003: 96ff u. 2004; Frölich-Steffen & Rensmann, 2005; Rensmann, 2003). The two dimensions, the opposition between the mobilized “homogenous will of the people” against the “corrupt elite”, on one hand, and between “the nation” and the constructed “others”, on the other hand, thus constitute the ideological core of *right-wing-populist parties*⁶. The current European evidence shows that these two dimensions are linked among all parties examined.

Apart from the constitutive ideological traits, on a secondary level of definition, the new right-wing-populist actors are characterized by specific organizational and stylistic elements (Mudde, 2004: 545). Right-wing populists see themselves, analogous to their orientation towards the needs of the “little guy”, as grassroots democratic *movements* and “anti-party parties”. Their formations are generally headed by a “charismatic” leader (Betz, 2002b), who claims to be the direct expression and facilitator of the “people’s voice”. This structural principle of authoritarian, charismatic personalization characterizes an organizational type, which is in basic contrast to the democratic “bottom-up-parties”. As rigidly structured “top-down parties” they hardly manifest any level of inner-party democracy (Rosenberger, 2001). Accordingly, the *political style* of right-wing populist actors is strongly personalized across all our samples of this party family. The party chairman and/or candidate

for high office utilizes the new conditions of media democracy (Mazzoleni, 2003), employs over-simplified interpretations of complex political realities and polarization of the political discourse. Typical discursive devices include the advocacy for so-called “losers of modernization”, the use of emotional arguments and scare tactics, the appeal to common sense and “simple solutions”, and the use of stereotypes (Taggart, 2000: 105).

3. Success cycles, structural dilemmas and political performance of right-wing populist parties in public office

The success of right-wing populist parties was at first and primarily restricted to these parties' roles in the opposition. Once in power, several of them suffered rapid and massive electoral setbacks. The FIDESZ, HZDS, LPF and *Schill-Party* went into opposition due to severe electoral losses in response to their performance in government; the latter two literally collapsed in this process and thereafter. At the early elections of 2002 the FPÖ lost more than half of its seats; AN and LN also suffered from significant electoral losses. Yet despite this fact, all three parties remained in government. Heinisch (2003) claims that right-wing populist parties are only successful while in opposition but their ideology organizational structures prove disadvantageous while in government. We assume that Heinisch's hypothesis, based upon a small number of cases, needs to be qualified: Some parties, such as the SVP and the FI (or the DF and NF which participated in government by tolerating minority cabinets), have managed to increase or stabilize their large share of the electorate in the medium term, while it is open what will happen to the newly elected Polish PiS. This begs the question as to which factors and variables are decisive for the failure or consolidation and resilience of right-wing populist parties in government.

Considering the ideological divide between “the people” and “the nation” on one hand and those “up there” and “out there” on the other, two types of factors seem to be particularly relevant for the success or failure of right-wing populist parties: demand-side and supply-side factors (the latter include institutional, systemic and situational variables). The transformation of demand-side factors can be seen as a basic prerequisite for the rise of new parties. Their political ability to simply mobilize fears and frustrations in the electorate, however, seems to fade as soon as they enter government and they are confronted with implementing radical opposition in government policy (often as junior partners). According to our hypothesis, supply-side factors and variables are crucial both for the initial ability to successfully mobilize voters but even more so, supply-side factors decide about the failure of the party in government or, to the contrary, success in public office, i.e. the ability to find strategic options that avoid escalating credibility gaps between anti-elite ideology and elite power politics.

Figure 1
Average electoral results of right-wing populist parties by percentage
in national parliamentary elections, 1980-2005

	1980- 1984	1985- 1989	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005 -
Austrian Freedom Party	5	9.6	20.3	26.9	10	
<i>Alleanza nazionale</i>	-	-	13.5	15.7	12	
<i>Forza Italia</i>	-	-	21	20.6	29.5	
<i>Lega Nord</i>	-	-	8.4	10.1	3.9	
Swiss Folk Party	11.1	11.9	11.9	18.7	26.6	
Hungarian League of Young Democrats	-	-	7.8	29.4	20.55	
Movement for a democratic Slovakia	-	-	36.2	27	19.5	
Danish People's Party	-	-	-	7.4	12.0	13.3
Norway <i>Fremskrittspartiet</i>	4.5	8.35	6.3	15.3	14.6	22.1
<i>Lijst Pim Fortuyn</i>	-	-	-	-	11.35	
Polish Party of Law and Justice	-	-	-	-	9.5	27.0

Source: www.parties-and-elections.de

A. Demand-side factors: new cleavages, favourable political opportunity structures, and structural dilemmas in Government

Almost all right-wing-populist actors have emerged or significantly increased their elections results in the wake of the processes of European integration and globalization. This is especially related to the context of a new cleavage that is caused and nurtured by the rapid pace of these processes (and, in the case of Eastern central Europe, by the simultaneous attempt to catch up with social modernization and globalization process). Since the early 1990s, both in Western and Eastern Europe, Europeanization and globalization that entail drastic transfers of political authority, democratic control, and socio-economic re-allocation resources, are often accompanied by an experienced or perceived destabilization of collective identities, social fears, and feelings of powerlessness that have induced anti-globalization and Euro-skeptic attitudes among a considerable segment of the electorate (Kaldor, 1997; Norris, 2005; Taggart, 1998).

The changes of European party systems⁷ reflect this transformation on the demand side. Respectively, political actors today can therefore *also* be distinguished by their position towards Europeanization and globalization – they either support these developments or view them, like right-wing populist parties do most effectively, as “elite projects” and a threat to “the people” and their exceptional “national

identity” (Kaldor, 1997; Markovits, 2000; Beck & Grande, 2004: 258ff; Caramani & Mény, 2005). This new cleavage is increasingly re-adjusting and supplementing older cleavages, which previously motivated voting behavior and milieus (e.g. class loyalty, religion, materialism/post-materialism) until the end of the 20th century⁸ (Frölich-Steffen & Rensmann, 2005). The new winning formula of oppositional right-wing populist parties is the effective mobilization of social-protectionist and simultaneously authoritarian, nationalistic potentials in the electorate (Givens, 2005)⁹. Right-wing “anti-globalization” parties (Betz, 2002b) today focus on the preservation of national socio-cultural identity patterns and conventional forms of sovereignty and identity, which appear threatened by the political, economic and cultural supra-nationalization and trans-nationalization of society, collective identity, and statehood – as represented by Europeanization and globalization. Addressing those fears, right-wing populists inveigh against the real or perceived loss or transfer of national control resources, democratic sovereignty, and rapid socio-economic and cultural modernization (Dolezal, 2005). This is more than obvious in Austria where the FPÖ initially increased their electoral turnout exactly when the country started to proceed with the final negotiations about Austria’s membership in the EU, against which after 1995 only the FPÖ mobilized¹⁰. They clearly profited from their Austrian-patriotic and anti-EU positions (Frölich-Steffen, 2004; Wodak & Pelinka, 2002)¹¹.

The DF provides for another particularly vivid example for the role of demand-side factors for the rise of right-wing populism. The party constantly addressed and criticized the government’s social cut-backs, linking this agenda to the issue of increased immigration to Denmark until the mid-1990s. The party suggested that socio-economic problems could only be solved if immigration would be reduced. In the last two national elections, the DF mainly emphasized on this question in their election campaigns. The good results at the ballots were also due to the deeply rooted Danish skepticism against the EU (Decker, 2004: 101ff.). As long as right-wing populist parties are (or were) able to present themselves as the only oppositional force toward Europeanization and globalization, expressing the fears and sentiments related to social change, they will be able to make use of the generally favourable mobilization conditions related to higher volatility and the erosion of party milieus, and then may represent voters disaffected with politics and modernization¹².

But entering government required right-wing-populists to readjust their programs and policies, which inevitably causes structural dilemmas that have a specific quality in the case of right-wing populist parties. *On this horizontal level* of core mobilization, exclusionary, polemical and polarizing rhetoric in the fields of minority, immigration and foreign policy and against the EU are difficult to sustain given the restraints of a government party (especially in the case of EU Member States). In general, given the legal and political restrictions of EU legislation, these parties are simply impotent to implant any anti-EU policy. In the case of Austria’s FPÖ an about-face in this party’s EU policy was the *conditio sine qua non* for successful coalition negotiations with later-chancellor Wolfgang Schüssel and the conservative ÖVP. The same dynamic is valid for the formerly anti-European nationalism of the *Alleanza Nazionale* which transformed more rapidly as a government actor than in any previous stage of party development (Ignazi, 2003). Such a change tends to be costly; it immediately produces credibility

gaps and possibly voter alienation. Nor could governing parties of the former EU candidates afford to maintain verbal opposition to the EU without jeopardizing the candidate status of their countries. This, in turn, could have had extremely negative effects for the governing parties in question, and in several instances it did (Mudde, 2002). Vladimir Mečiar's nationalist populism, which pursued an ongoing critique of the EU and the NATO, for example, strongly contributed to consolidating the Slovak opposition; though euroscepticism is wide-spread, a majority wished to join the EU and the NATO and expected the governing party to prepare the country for EU membership (Kneuer, 2005). Mečiar's unusual attempt to resolve the populist dilemma by firmly sticking to a right-wing populist ideology and anti-European oppositional course while in power led to his failure as a governmental leader and induced the end of Mečiarism – in this case not because of a lack of ideological coherence but because he was increasingly viewed as an incompetent leader who cannot be trusted (Fish, 1999).

Since euroscepticism represents – in combination with nativist regionalism or nationalism – one of the greatest recipes for success of these parties, changes or government-imposed concessions in this central programmatic point pose a severe threat to electoral popularity. Such concessions, however, seem almost inevitable for government parties in EU Member States. Here only the Norwegian FP and the SVP clearly benefit from more favourable conditions because their States are not (yet) members of the EU, and skepticism of membership is still extremely wide-spread in the electorate. To evade the major structural dilemma, eurosceptical positions are often shifted to secondary fronts, where they are tagged to specific policy fields (for instance monetary or social policy) or to individual EU politicians (the former chief of the EU-Commission, the left-center politician Romano Prodi, for example, served as Silvio Berlusconi's favorite, often ridiculed "enemy", and the left-wing politicians Franz Fischler, member of the EU-Commission, or MEP Hans-Peter Martin were Jörg Haider's most frequently used targets of personalized political agitation). However, lately it seems that the so-called permissive consensus in the EU, meaning that European integration was albeit all criticism viewed as positive, is fading away in light of the failed referenda for a European Constitution. It has to be observed if and to what an extent this will newly enhance the chances for right-wing populists to oppose Europeanization and globalization even when in governmental position. The future of right-wing populist parties may also depend on interactions within the party system; i.e. whether and how strongly the mainstream democratic parties will occupy those policy fields along the globalism/nationalism cleavage (Kitschelt, 1995; Decker, 2004; Beck & Grande, 2004), find innovative and effective responses to the new challenges or simply adapt to the specific agenda setting of populist actors (Minkenberg, 2001). In some Western European cases, i.e. in Hamburg/Germany, the Netherlands and Austria, conservative democratic parties adopted positions and discourses of right-wing populists, e.g. in relation to issues of asylum and internal security and thus reduced the mobilization potential of right-wing populist actors, although in part at the cost of problematic adaptations of their policy contents. This was recently demonstrated by the vehement opposition of the Austrian ÖVP against a Turkish EU-membership.

On the *vertical level*, since the 1980s right-wing populist parties and their anti-establishment ideology have benefited from more general system and party crises in Western Europe. In Eastern Europe, these new parties have benefited from a general distrust of the political elite and politics (Mair, 1995; Mudde, 2002), the State and its unstable institutional structures. With anti-establishment mobilizations the parties have been able to win protest voters on either side of the former Iron Curtain. Once in government it is evident that self-declared “anti-party parties”, whose electoral success is in part based on a democratic legitimacy and party *malaise*, must also reposition themselves on the vertical level (Papadopoulos, 2005). In public office, these parties are, at least in part, forced to construct a new we-identity (Heinisch, 2003: 102), a task which according to Decker must to many populists be like pounding “square pegs into round holes” (Decker, 2004: 189). Since the party entered government, the FPÖ, for instance, has not repeated any claims in favour of the so-called “Third Republic”, Haider’s favorite devaluating catchword he had employed to suggest that the institutional framework of the Second Republic was deficient (Haider, 1993; see Markovits, 2000). Entering government, right-wing-populist parties are also confronted with the choice between submitting to the established rules of the game there or to consistently fulfill their own earlier demands and thus reconstruct the representative system with a view to strengthening direct democratic legitimacy, transparency, accountability and accessibility as well as to continue to call into question any further supra-national structural integration (such as EU membership and corresponding political demands). However as junior partner within a government, and this affects most right-wing-populists¹³, the ability to indeed reform or even dramatically change the political system is limited. They also have little chance of changing the mechanisms of political design within the executive, with its generally intransparent, informal institutions and preference for mediation and compromise (Papadopoulos, 2002: 55ff.).

B. Supply-side factors: political performance, systemic factors, and their impact for success or failure in public office

Numerous authors claim that as essentially charismatic parties the new rightist-populist parties live and die by their leaders and hardly ever institutionalize (Panebianco, 1988; Scharsach, 2002). And indeed, the success of populist actors is to a large degree ascribed to their responsiveness to political issues and the way they address popular problems, experiences and/or needs of the electorate, and above all to the “charismatic” party leader¹⁴. This can be demonstrated most significantly in the case of Pim Fortuyn and the LPF. The political newcomer Fortuyn entered the political stage and effectively collected the previously inarticulate protest voter potential in the Netherlands (Van Holsteyn & Irwin, 2003). The LPF had neither a consistent party program nor a stable party organization, but a charismatic leader effectively attacking the elite, the EU, and immigration. This way the party gained many votes in 2002 but rapidly collapsed thereafter (without Fortuyn, who had been assassinated immediately before the 2002 election). Also in Norway the populist FP is highly dependent on its party leader Carl I. Hagen. Only since he assumed the leadership of the party in 1978, the party regained parliamentary seats. The importance of party leaders was

also proven in dramatic fashion by the rise and fall of the *Schill-Party* of the Rule-of-Law Offensive in Hamburg¹⁵. The key mechanism is the identification of the party leader with popular positions or resentments, suggesting a personified “voice of the people”.

Heinisch (2003: 123) suggests that this special advantage for right-wing populists (compared to parties that lay more importance on programmatic issues) may turn into disadvantages as soon as they come into power: “The core argument was that it is the populism of these parties that accounts for their success while in opposition but which creates nearly insurmountable difficulties once such groups reach public office”. The participation of right-wing populist parties, which tend to lack inner-party democracy and organization, in government also makes *organizational* problems at first seemingly inevitable. Parties previously centered on one person are – once in power – forced to fill numerous positions in ministries and committees and quickly recruit the political personnel. And, yet, the top-down structures of populist parties and their dearth of internal democracy often mean that they have only a few party leaders with political know-how. The new, often inexperienced party appointees to the government in some cases make an amateur impression (Decker, 2004: 189). In the Netherlands, for example, the inner-party conflicts escalated shortly after the change of government in 2002. Two LPF ministers, Euard Bomhoff (Health) and Herman Heinsbroeck (Economy), e.g. stopped speaking to each other. The coalition between the conservative CDA and the LPF therefore broke after only a few months (van Holsteyn/Irwing, 2003). Moreover, as a result of the authoritarian leadership of the “charismatically” legitimated party chairman these parties have little experience in solving internal party disputes between numerous internal actors or groups as generally come about automatically with the distribution of power among different members of government. In this context note the conflicts between Susanne Riess-Passer and Jörg Haider within the first government of Chancellor Schüssel and the personnel merry-go-round of the FPÖ in the government¹⁶. Nonetheless, a more cohesive and effective party organization, and more experienced politicians, may largely compensate for these problems of charismatic right-wing populists in their institutionalization, stabilization, or even in public office (Pedahzur & Brichta, 2002: 47).

In some cases the structural tensions, however, have led to the disintegration of a populist party into a governing *party* on the one hand and an oppositional *movement* on the other, which at the regional, or even in some cases at the national level, takes up a position against its own governmental team. In Austria this “division of labour” culminated in the founding of a new Future Austria League (BZÖ) under the leadership of Jörg Haider, which had broken off from the FPÖ. Another example is the breaking away of the right-wing extremist *Fiamme Tricolore* from the newly founded AN in 1995, or the separation of the Danish *Fremdkridtspartiet* and the DF in 1995. However, as we will show below, a division of labour between governing party and party movement, may also be an effective strategy to come to terms with the structural dilemmas of right-wing populist governing parties, as the case of the SVP or the *Lega Nord* indicate.

At the same time the party leader is usually not capable of monopolizing programs, mobilization of party loyalists, and media attention. On the contrary, he may even be discredited for a position in government through his previous opposition work and possible anti-democratic mobilization or ongoing populist initiatives in government, as was the case with Jörg Haider in 2000 or Ronald Schill in 2003. Replacement personnel may not achieve nearly the same level of popularity, with the result that the next elections are likely to bring a loss of popularity. This, above all, as Heinisch argues, “remains the Achilles’ heel of populist governance” (Heinisch, 2003: 123). Without Pim Fortuyn, the LPF could not repeat their success in 2003, without Jörg Haider, the FPÖ was destined to fail and without Silvio Berlusconi the FI would have no real chance to repeat its former results.

Participation in government (especially coalition government) also requires right-wing-populist parties to carry out stylistic adjustment as well. Polarizing slogans can lead to a further discrediting of governing populist parties in the eyes of the public. Verbal attacks, once a source of amusement over the political Punch and Judy show, may, when carried out by members of government, suddenly become the source of censure in the media and public (Heinisch, 2003: 101 u. 123)¹⁷. Should the new government parties nonetheless persist in voicing their populist demands, they risk being criticized for avoiding the issues also from abroad. Toning down the rhetoric, as for example Christoph Blocher, who aimed to polarize his critique against the national government and his anti-immigration policies as leader of the Zurich party until he himself became part of the governing *Bundesrat*, may result a loss of attention of the media. Especially in the field of the “welfare state” right-wing populists in government have gone through a process of de-radicalization of their agenda and style (Heinisch, 2003). Since the 1990s saw populist parties increasingly become “new labour parties” (Pelinka, 2005) with a considerable electoral constituency among the ranks of workers, they first mobilized opposition against cuts in social benefits for “nationals”, only to execute these policies once in government in context of the European-wide “restructuring of the welfare state”.

Considering these difficulties and dilemmas, it is particularly in government when the new right-wing populist parties are challenged. At the threshold of consolidation or failure, micro-factors of political performance, such as cohesive organization, sustained charismatic leadership, and agency matter (Betz, 2002b; Pedahzur & Brichta, 2002). In addition, only if these parties find alternative oppositional spaces, effective and credible solutions to the abundant structural dilemmas by establishing new or preserving old mobilization platforms for their core ideologies, and other ways to sustain the image of a critical driving force in relation to popular agenda-setting expressing the “silent majority”, the governmental position may not seriously harm the party.

Some general institutional and systemic factors have enhanced the chances for mobilization for right-wing populist parties. Some of them are context-dependent variables. Especially consensus democracies were likely to produce a wide-spread disaffection with politics in the late 1980s and 1990s and were therefore vulnerable to populist critiques. They are usually governed by grand or extra-grand coalitions; the political process is structured by including almost all political parties in the decision-

making process. Right-wing-populist actors, who usually are not included within this system, are therefore able to spread discontent against the entire political elite and the “party cartel” (Kriesi, 1999). The FPÖ, the SVP and the LPF initially formulated their anti-elitist critique very successfully in form of a criticism of the inefficiency of the “conventional” consociational model of democracy (Papadopoulos, 2005). The FPÖ has promoted itself as the “driving force behind the political renewal of Austria” (Betz, 2005: 149), the SVP also claims to fight “for more democracy” against ruling cartels, and the LPF benefited at the ballots because Wim van Kok’s coalition had developed into a rather technocratic and *bürgerfern* (estranged from citizens) (Andeweg, 2000; Andeweg & Galen, 2002); the Dutch system of backroom consensus rule had come to an end, and the LPF pushed and articulated this collapse.

But also similarities among catch-all parties in more competitive parliamentary systems may open political spaces for right-wing populist parties. In Norway, for example, the still successful FP initially profited enormously from the lacking differences between the mainstreaming parties (Lorenz, 2003). Umberto Bossi, the undisputed permanent leader of the separatist *Lega Nord*, promotes himself as fighter against the “*democrazia per i partiti*” (cit. in Betz, 2005: 149); Berlusconi’s ruling FI similarly benefited from “*partitocrazia*” and corruption scandals when he first won the national election shortly after the collapse of the First Republic’s party system. Inside the EU, deficiencies of party systems have further been enhanced by the evolving complex transnational structures of European governance that are often perceived as an additional loss of input legitimacy, especially when informal arrangements of government are increasingly used as so-called “package deals“, which make it difficult for voters to trace political responsibility (Papadopoulos, 2002: 57).

Once in government, it is difficult – though not impossible – for right-wing populist actors to challenge these political-institutional structures, constitutional framework, and modes of democratic representation identified with the “old elite”. Right-wing populist parties may also have little interest in restricting their own room to maneuver by increasing the role of parliament or carrying out referenda. In Austria, the now oppositional Social Democratic SPÖ called for more direct democracy, adapting the former FPÖ position but also replacing the FPÖ as the party for direct democracy. In government, the latter showed no impetus to change the traditional rules of government (Luther, 2003). In Italy, the formerly anti-elitist “fighters for more transparency” themselves continued the traditional systems of clientelistic personnel policy in the realm of state television and radio, cultural policy and corporatism (Grassi & Rensmann, 2005). Challenges to the constitutional rules of government and parliamentary regulations which were pushed by the Hungarian FIDESZ in government (Bayer, 2005), backfired. FIDESZ overestimated its power and support, and among the electorate their actions led to the perception of a coup d’Etat. At any rate, the result of governmental integration and the almost inevitable adaptation of the party to the procedures of the political system, the demands and rules of the game of liberal-democratic, representative governmental practice, the anti-elitist line of attack of populist politics and programs are confronted with a possible loss of credibility, and right-wing populist parties’ chances of reelection appear to drop.

In Eastern Europe, however, the *fluid and heterogeneous party systems* continue to provide good mobilization conditions for the anti-liberal edge of populism, which from the beginning of democratization had played a significant role within the new political mainstream. In Hungary, for example, the populist path of Prime Minister Viktor Orban was enhanced by the weak and fragmented Hungarian party system (Bayer, 2005)¹⁸. As long as the party system of a country is fragmented or insufficiently consolidated, or when the entire government system is instable, the chances of right-wing populist parties maintaining government power are enhanced, as in Slovakia, Poland, Hungary or the Baltic states. The instability of the party systems within post-Communist States increases the chances for these right-wing populist governing parties in the medium term to suggest a continuously oppositional, anti-elite and national-protectionist attitude towards the “secretly ruling” nomenclature that is made responsible for the betrayal of the democratic revolution and for globalization. Particularly in the 1990s, right-wing populist parties made effectively use of situational instability and temporary party vacuums by mobilizing fears and suggesting that a strong leader – rather than conventional democratic parties – is needed to deal with the rapid socio-cultural change (Toth & Grajczjar, 2001).

In East and West, governing right-wing populists are, after all, especially able to post repeated successes without fundamentally transforming themselves into a non-populist party, or at least temporarily balance the governmental requirements and party ideology, when the system of government provides them *multiple alternative spaces for political action* which they may effectively utilize by separating themselves into a governing party and oppositional movement. A (semi-)presidential system, as in the case of Switzerland, allows populist parliamentarians to deviate on particular issues from – and politicize against – the government position, even if their party is in this government. In light of this systemic factor (and in search for increased power and authority) the right-wing populist Slovak Prime Minister Mečiar sought to transform the political system into a presidential form of government (Mesežnikov, 1998). A federal structure also enables populists to voice one position at the national level and another, more populist or radical one at the regional level. For example, the Zurich wing of the SVP opposed the same federal government in which the party had been represented since 1959 with a councillor, until Christoph Blocher joined in 2003¹⁹. The successful performance of the Italian government coalition under Silvio Berlusconi also is based on a division of labour. Thus within the government alliance it is mainly the regionalist LN which makes use of anti-EU rhetoric, while Berlusconi as Prime Minister is committed to a more moderate and largely pro-European course. In the long run, however, this strategy appears to be successful rather in strongly federalist systems like Switzerland. In less federal systems this confrontational stance tends to lead to internal party conflicts (or, as in the Italian case, to constant conflicts between the different populist coalition partners which in this case claim to represent very divergent national and regional interests). Internal party conflicts may hurt the public image of the governing party in question. In Austria, the open oppositional stance of the former FPÖ chairman Jörg Haider (he had resigned in 2000) towards his own government led to the dissolution of the coalition and early elections in 2001 (Luther, 2003).

Direct democratic components may provide another alternative space for right-wing populist parties. In Austria and Switzerland the instruments of popular initiatives and referendums have been and continue to be levelled by a part of the right-wing populist party against the line of the own coalition governments. In particular in Switzerland mechanisms of direct democracy have repeatedly provided the SVP with an opportunity to act against the government, although two of whose seven members are from the SVP, as for example against the Swiss accession to Schengen in 2005. In Austria, the FPÖ has used direct democratic instruments to distance itself from the policy of its leading coalition partner, the ÖVP, and to politicize against the EU. This, however, could not prevent the party's decline²⁰. Viktor Orban, too, tried to use the instrument of public referenda against the existing political order while he was in government and while he was in opposition, just like Prime Minister Meciar, who initiated referenda on NATO membership and direct presidential elections, attempted to utilize these tools of direct democracy for mobilizing against "those outside" and "those above" (Kneuer, 2005). It remains to be seen in how far the newly elected and powerful political party PIS will be able to establish and consolidate itself in government, and which alternative political spaces it may utilize for ongoing right-wing populist mobilizations in light of governmental restrictions and limits. In this case, too, it is difficult to imagine that, as a party in government, the PIS will be able to keep its partially overt nationalistic and anti-elitist course without risking the failure of government, credibility gaps, and eventually dramatic losses of voters – if the party is not able to effectively establish or use alternative spaces for mobilization unattached to the government position.

Finally, all cases examined indicate the importance of a third dimension on the supply side: The (re)actions of right-wing populist's government partners and other mainstream or catch-all democratic parties. If these parties effectively challenge the image that they are the unpopular systemic forces restricting right-wing populist parties from furthering political change and inducing oppositional legislation against the EU, immigration, and the representative rules of the game, it is more difficult to utilize or create alternative spaces for mobilization. If in the public view right-wing populist parties share the burden for introducing unpopular social policies and are now perceived as part of the corrupt elite (for example, in case of the FPÖ or AN), the chances for oppositional mobilizations are slim. If mainstream parties simply try to adopt the agendas of the formerly oppositional right-wing populist parties (Minkenberg, 2001), they provide political spaces for the populists to sustain their image as agenda-setters and policy-makers using "soft power" to determine political discourses. In turn, if mainstream parties and government partners re-acquire the role of credible agenda-setters and effective policy-makers that do not simply follow the anti-immigration and anti-establishment dichotomy but provide an autonomous approach to current political and legitimacy problems, right-wing populist parties in government tend to have problems keeping the double image of government actor and oppositional force necessary for their consolidation.

4. Conclusions: from oppositional force to governmental failure?

We have witnessed the rise and in many cases the consolidation of a new right-wing populist party family in East and West European democracies. This party family can be differentiated from extreme right parties which are anti-system in orientation. Along with shared organizational and stylistic features, members of the new party family share – at least implicitly – anti-pluralistic nationalist and populist narratives, drawing from a homogenized notion of “the people’s will” opposed to the “corrupt elite” (“the above”) and mobilizing an exaggerated national collectivism and delimitation directed against “the outside world” (i.e. the EU, globalization, foreigners or national minorities). In spite of national variations, the emergence and overall success of new right-wing populist parties in the 1980s and 1990s was enhanced by generally increased voter volatility or, in the case of Eastern Europe, the birth of new party systems, and generally proliferating disaffection with actually existing modes of democratic representation. Even more so, the new actors benefited from the rapid social transformation processes of Europeanization and globalization (and its side effects, such as new immigration waves), against which these parties have been able to mobilize large segments of the electorate. The related appearance of new societal cleavages and electoral divisions, as well as the resulting further crisis of democratic legitimacy, additionally increased the fragmentation of European party systems and the political-ideological spaces for anti-European, anti-foreigner, nationalist and anti-globalization mobilizations which new right-wing populist parties have – by and large successfully – carried out across Europe.

Their personality-centered leadership structure and their polarizing style enable them to easily put forward their anti-establishment political agenda and gain political credibility as long as they are in the opposition. Once *in government*, however, they are confronted with the need to adapt their intrinsically oppositional, anti-elite message, and their specific rhetoric. As a result, the chances of these parties to participate in government for more than one legislative period are generally slim (for the moment and in average). Failures in government, then, often induce a general decline of the new parties (as is the case with, for example, the FPÖ, FIDESZ, *Schill-Party*, LN, LPP).

However, our analysis of thirteen right-wing populist parties that participated or tolerated governments from 1990-2005 suggests that Heinisch’s hypothesis of insurmountable structural and ideological dilemmas leading to governmental failure and destabilization of these parties partially needs to be heavily qualified. If accompanied by (i) effective political performances and cohesive party organization, some specific political-cultural and institutional conditions enable right-wing-populist parties – at least temporarily – to escape the necessity to completely tone down or alter their message in order to avoid dramatic credibility gaps and the charge of double standards, or to develop conclusive solutions for the specific dilemmas they are exposed to as government actors. Most of all, continued success while in government is dependent on the use of (ii) systemic and political-cultural loopholes that offer *alternative spaces* for mobilization beyond or apart from the perceived role as a government actor that is, at least within the confines of the EU polity, inevitably attached to unpopular compromises, concessions, and the formerly defamed governing elite. If in the public view and their electorate, however, they are able to

sustain their image of a grassroots movement and agenda-setter pushing for popular policy changes towards the EU and its bureaucracy, immigration, and direct democracy by using these alternative spaces, and (iii) if mainstream parties and government partners fail to challenge this image, right-wing-populist parties are able to maintain their governmental position.

The most successful strategy to cope with the populist dilemma, i.e. to be an oppositional force while executing governmental power and influence, is currently employed by the DF and the Norwegian FP. While they are comfortable with not being part of government, they do not run the risk of being disenchanting; but as they tolerate the conservative minority governments, they succeed in implementing much of their own program and therefore have considerable effects on governmental policies. Due to the influence of Pija Kjaersgaard and her party, for instance, the Danish policy on immigration have turned into the most restrictive ones in Europe. In Eastern Europe the conditions for success even in or after public office remain comparatively favourable due to still less stable party systems, difficult democratic consolidations and more dramatic social transformations, which might explain why right-wing populist parties have achieved much significance there. Although some parties have vanished or hardly survived public office: In light of all those results one is well advised not to prematurely report the death of this new party family. It remains to be seen if in the long run right-wing-populists as governing parties will actually “demystify” themselves and their often self-ascribed qualities as new, unconventional or fresh agents within the European political systems.

References

- Abedi, A. (2004), *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, New York: Routledge.
- Andeweg, R. (2000), “From Dutch Disease to Dutch Model? Consensus Government in Practice”, *Parliamentary Affairs*, 53: 4, 697-709.
- Andeweg, R. & Galen, A.I. (2002), *Governance and Politics of the Netherlands*, Basingstoke: Macmillan.
- Bayer, J. (2005), “Die Fidesz im Wechsel zwischen Oppositions- und Regierungspartei: Populistische Politik in der ungarischen Demokratie”, in Frölich-Steffen S. & Rensmann L. (eds.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Vienna: Braumüller, 173-190.
- Beck, U. & Grande, E. (2004), *Das kosmopolitische Europa. Gesellschaft und Politik in der Zweiten Moderne*, Frankfurt a.M.: Suhrkamp.
- Benhabib, S. (2002), “Transformations of Citizenship. The Case of Contemporary Europe”, *Government & Opposition*, 37: 4, 439-465.
- Betz, H.-G. (2001), “Exclusionary Populism in Austria, Italy and Switzerland”, *International Journal*, 56, 393-420.
- (2002a), “The Divergent Paths of the FPÖ and the Lega Nord”, in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (eds.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 61-82.
- (2002b), “Conditions Favoring the Success and Failure of Radical Right-Wing Populist parties in Contemporary Democracies”, in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 197-213.

- (2005), “Mobilising Resentment in the Alps. The Swiss svp, the Italian Lega Nord, and the Austrian FPÖ”, in Caramani, D. & Mény, Y. (eds.), *Challenges to Consensual Politics. Democracy, Identity, and Populist Protest in the Alpine Region*, Brussels et al.: Peter Lang, 147-166.
- Bjorklund, T. & Andersen, J.G. (2002), “Anti-Immigration parties in Denmark and Norway: The Progress parties and the Danish People’s party”, in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (eds.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*. Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 107-136.
- Carter, E. (2005), *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester: Manchester University Press.
- Canovan, M. (2002), “Taking Politics to the People. Populism as the Ideology of Democracy”, in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*. Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 25-44.
- Caramani, D. (2005), “Natural Cultures: The Alpine Political Culture and Its Relationship to the Nation-State and European Integration”, in Caramani, D. & Mény, Y. (eds.), *Challenges to Consensual Politics. Democracy, Identity, and Populist Protest in the Alpine Region*, Brussels et al.: Peter Lang, 83-112.
- Cuperus, R. (2003), “The Populist Deficiency of European Social Democracy”, *Internationale Politik und Gesellschaft*, 3, 83-109.
- Decker, F. (2004), *Der neue Rechtspopulismus*, Opladen: Leske + Budrich.
- Fish, M. S. (1999), “The End of Meciarism”, *East European Constitutional Review*, 8, 47-55.
- Freedon, M. (1998), “Is Nationalism a Distinct Ideology?”, *Political Studies*, 46: 4, 744-763.
- Frölich-Steffen, S. (2003), *Die Österreichische Identität im Wandel*, Vienna: Braumüller.
- (2004), “Die Identitätspolitik der FPÖ: Vom Deutschnationalismus zum Österreich-Patriotismus”, *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 33: 3, 279-293.
- & Rensmann, L. (2005) (eds.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Vienna: Braumüller.
- Givens, T. (2005), *Voting Radical Right in Western Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Golder, M. (2003), “Explaining variations in the success of extreme right parties in Western Europe”, *Comparative Political Studies*, 36, 432-466.
- Götschel, L. (2005), *Small states inside and outside the European Union*, Boston et al.: Kluwer.
- Grassi, M. & Rensmann, L. (2005), “Die Forza Italia. Erfolgsmodell einer populistischen Regierungspartei oder temporäres Phänomen des italienischen Parteiensystems?”, in Frölich-Steffen, S. & Rensmann, L. (eds.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in Ost- und Westeuropa*, Vienna: Braumüller, 121-146.
- Haider, J. (1993), *Die Freiheit, die ich meine. Das Ende des Proporzstaates. Plädoyer für die Dritte Republik*, Frankfurt a. M./Berlin: Ullstein.
- Heinisch, R. (2003), “Success in Opposition – Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office”, *West European Politics*, 26, 91-130.
- Van Holsteyn, J.M. & Irwing, G.A. (2003), “Never a Dull Moment. Pim Fortuyn and the Dutch Parliamentary Election of 2002”, *West European Politics*, 26: 2, 41-66.
- Hooghe, L., Marks, G. & Wilson, C.J. (2002), “Does left/right structure party positions on European integration?”, *Comparative Political Studies*, 25, 965-989.
- Ignazi, P. (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford: Oxford University Press.
- Kaldor, M. (1997), “Cosmopolitanism versus Nationalism: The New Divide?”, in Caplan, R. & Feffer, J. (ed.), *Europe’s New Nationalism: States and Minorities in Conflict*, Oxford: Oxford University Press, 42-58.

- Kitschelt, H. (with McGann A.) (1995), *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Kitschelt, H. (2001), "Politische Konfliktlinien in westlichen Demokratien: Ethnisch-kulturelle und wirtschaftliche Verteilungskonflikte", in Dietmar L. & Heitmeyer, W. (eds.), *Schattenseiten der Globalisierung*, Frankfurt a. M.: Suhrkamp, 418-442.
- Kneuer, M. (2005), "Die Stabilität populistischer Regierungen am Beispiel der slowakischen HZDS: Wechselwirkungen innen- und außenpolitischer Prozesse", in Frölich-Steffen, S. & Rensmann L. (eds.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Vienna: Braumüller, 149-172
- Kriesi, H. (1999), "Movements of the Left, Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two Types of Social Movements into Political Context", in Kitschelt, H., Lange, P., Marks, G., & Stephens, J.D. (eds.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, New York: Cambridge University Press, 398-423.
- Luther, K. (2003), "The Self-Destruction of a Right-Wing Populist party? The Austrian Parliamentary Election of 2002", *West European Politics*, 26: 2, 136-152.
- Lorenz, E. (2003), "Rechtspopulismus in Norwegen: Carl Ivar Hagen und die Fortschrittspartei", in Werz, N. (ed.), *Populismus. Populisten in Übersee und Europa*, Opladen: Leske + Budrich, 195-208.
- Mair, P. (1995), "Political parties, Popular Legitimacy and Public Privilege", in Hayward, J. (ed.), *The Crisis of Representation in Europe*, London: Routledge.
- (2002), "Populist Democracy vs Party Democracy", in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 81-98.
- & Mudde, C. (1998), "The Party Family and its Study", *Annual Review of Political Science*, 1, 211-229.
- Markovits, A.S. (2000), "Austrian Exceptionalism. Haider, the European Union, and the Austrian Past and Present", in Wodak, R. & Pelinka, A. (eds.) (2002), *The Haider Phenomenon*, New Brunswick: Transaction Publishers, 91-115.
- Mazzoleni, G. et al. (ed.) (2003), *The Media and Neo-Populism: A Comparative Analysis*, Westport: Praeger.
- Mény, Y. & Surel, Y. (2004), *Populismo e democrazia*. Bologna: Il Mulino.
- Mesežnikov, G. (1998), "Domestic Politics", in Bütora, M. & Skladnoy, Th.W. (eds.), *Slovakia 1996-1997: A Global Report on the State of Society*, Bratislava: Institute for public Affairs, 11-25.
- Minkenberg, M. (2000), "The Renewal of the Radical Right between Modernity and Anti-Modernity", *Government and Opposition*, 35, 170-188.
- Minkenberg, M. (2001), "The Radical Right in Public Office: Agenda-Setting and Policy Effects", *West European Politics*, 24, 1-21.
- Moog, S. & Sluyter-Beltrao, J. (2000), "The Transformation of Political Communication", in Axford, B. & Huggins, R. (eds.), *New Media and Politics*. London: Sage.
- Mudde, C. (1996), "The Paradox of the Anti-party", *Party Politics*, 2: 2, 265-276.
- (2000), *The ideology of the extreme right*, Manchester: Manchester University Press.
- (2002), "In the Name of the Peasantry, the Proletariat, and the People: Populisms in Eastern Europe", in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*. Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 214-232.
- (2004), "The Populist Zeitgeist", *Government & Opposition*, 39: 4, 541-563.
- Müller, W.C. (2002), "Evil or the "Engine of Democracy"? Populism and party Competition in Austria", in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Houndmills/New York: Palgrave/Macmillan, 155-175.

- Norris, P. (2005), *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Papadopoulos, Y. (2002), "Populism, the Democratic Question, and Contemporary Governance", in Mény, Y. & Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*. Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 45-61.
- Papadopoulos, Y. (2005), "Populism as the Other Side of Consociational Multi-Level Democracies", in Caramani, D. & Mény, Y. (eds.), *Challenges to Consensual Politics. Democracy, Identity, and Populist Protest in the Alpine Region*, Brussels et al.: Peter Lang, 71-81.
- Panebianco, A. (1988), *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Pedahzur, A. & Brichta, A. (2002), "The Institutionalization of Extreme Right Charismatic Parties: A Paradox?", *Party Politics*, 8, 31-49.
- Pelinka, A. (2005), "Right-Wing Populism plus "X": The Austrian Freedom Party (FPÖ)", in Caramani, D. & Mény, Y. (eds.), *Challenges to Consensual Politics. Democracy, Identity, and Populist Protest in the Alpine Region*, Brussels et al.: Peter Lang, 131-146.
- Perlmutter, T. (2002), "The Politics of Restriction: The Effect of Xenophobic parties on Italian Immigration Policy and German Asylum Policy", in Schain, M., Zolberg, A. & Hossay, P. (eds.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, Houndmills/New York: Palgrave/MacMillan, 269-298.
- Rensmann, L. (2003), "The New Politics of Prejudice: Comparative Perspectives on Extreme Right parties in European Democracies", *German Politics & Society*, 21, 93-123.
- Rydgren, J. (2004) (ed.), *Movements of Exclusion: Radical Right-Wing Populism in the Western World*, New York: Nova Science Publishers.
- Rosenberger, S.K. (2001), "Demokratie und/versus Populismus", in Markovits, A.S. & Rosenberger, S.K. (eds.), *Demokratie. Modus und Telos*, Vienna: Böhlau, 101-116.
- Sartori, G. (2004), *Mala tempora*, Milan: GLF Edizione Laterza.
- Scharsach, H.-H. (2002), *Rückwärts nach rechts: Europas Populisten*, Vienna: Ueberreuther.
- Taggart, P. (1998), "A touchstone of dissent: Euroscepticism in contemporary Western European party system", *European Journal of Political Research*, 33, 363-388.
- (2000), *Populism*, Buckingham: Open University Press.
- Taguieff, P.-A. (2002), *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris: Berg.
- Tóth, A. & Grajczar, I. (2001), *The emergence of the extreme right in post-socialist Hungary and connection to social changes*, Unpublished report funded by the EU-commission. Budapest.
- Van der Brug, W. & Fennema, M. (2003), "Protest or Mainstream? How the European anti-immigrant parties developed into two separate groups", *European Journal of Political Research*, 42, 55-76.
- Wodak, R. & Pelinka, A. (eds.) (2002), *The Haider Phenomenon in Austria*, New Brunswick: Transaction.

Notes

¹ On the rise and fall of the FPÖ, see Frölich-Steffen (2004) and – more generally – Betz (2002b), Decker (2004). These studies strive to explain the failure of new right-wing populist parties by mainly focusing on changes in party systems, problems populists have in recruiting leadership personnel, internal party conflicts and questions of identity politics. They do not examine the possible relevance of government participation to these parties' electoral success. Bringing into account that these parties succeeded in coming into power on either side of the former "iron curtain", this essay will employ a comparative perspective between Eastern and Western Europe within the boundaries of the new, enlarged European Union.

² These two cases are not yet part of the EU but the EU, and the option of EU accession, are extremely relevant.

³ Only a relevant regional actor.

⁴ The categorization of this party family is disputed. Within the landscape of political science and party research the conceptual approaches to essentially the same political actors are myriad. Many authors term the new actors as "anti-immigration" parties (Bjorklund & Andersen, 2002; van der Brug & Fennema, 2003) or categorize them as "xenophobic parties" (Perlmutter, 2002), "populist" (Mudde 2000; 2002) or "rightist populist" (Betz 2002a; Decker 2004). Piero Ignazi, on the other hand, categorizes most of these new parties, which have successfully mobilized voters in both Eastern and Western Europe over the last two decades, as extreme right actors (i.e. positioned at the far right end of the left-right party spectrum) expressing a principle opposition to liberal democracy as a system (Ignazi, 2003). Other authors, such as Michael Minkenberg (2000) see these various new parties as part of a comprehensive new "radical right". For reasons listed below, we argue that a distinct right-wing populist party family has evolved which needs to be differentiated from the extreme right, though it shows some ideological affinities.

⁵ *Neue Zürcher Zeitung*, 7 October 2005.

⁶ The alternative term "national-populist party" stresses even more that the ideological dichotomy is centred around the construct of the threatened national identity and sovereignty. This concept may suit, as the authors suggest elsewhere (2005), even better than the concept of right-wing populism to conceptualize West and East European parties because it looks like as if the economical left-right axis along which parties are grouped within Western Europe party systems may not in each and every case be valid in Eastern Europe. Especially there it is not uncommon for populist mobilizations against "the people up there" and "the people out there" to coincide with explicitly "leftist" economic and societal positions. It can therefore be argued that the second common denominator is primarily "national(istic)" rather than "right-wing" (Pelinka, 2005). The term "right-wing populist party", however, stresses that parties which share this ideological core have an *affinity* to right, which is almost always the case (Decker, 2004). Party ideologies do correspond almost without exception to positions which in political party research are identified as a "rightist" (particularistic) ideological-programmatic orientation on the left-right spectrum (vs. cosmopolitanism). Thirdly, the conceptualization as "right-wing" populist largely reflects the allocation of voters, voters' value orientations, and *potential voters* of these parties (Ignazi, 2003).

⁷ Since the beginning of the 1980's, European liberal democracies have at least in part suffered from legitimacy crises, which to a large extent are mainstream *party crises*. The established parties became increasingly unable to secure the long-term loyalty of voters. The increased volatility and dissolution of voter loyalty, the increasing disaffection with politics (documented by a decline of electoral participation) and the increasing convergence between moderate left-of-center and right-of-center parties (Kitschelt, 1995: 22) opened political spaces for new actors and enhanced a transformation of the respective party systems (Pelinka, 2005; Decker, 2004: 197f.).

⁸ The social question remains relevant, but the criteria of distribution of social justice have shifted within the post-industrial and post-Communist democracies along the authoritarian/libertarian cleavage (Ignazi, 2003; Flanagan, 2000) and recently along the national protectionism/cosmopolitanism cleavage (Hooghe et al., 2002).

⁹ The transformation of values has resulted in a re-distribution of preferences in Western Europe from the end of the Second World War until the new millennium. There has been a shift along the axis between redistributive versus free-market allocation policy – correlating to social status – towards a cleavage between authoritarian-ethnocultural versus libertarian, pluralistic sociocultural value orientations (Kitschelt, 1995; 2001: 426ff).

¹⁰ Until the referendum in 1995 about the EU-accession also the Greens opposed the EU-membership. After the positive result of over 66% voting for joining the EU, the Greens changed their program.

¹¹ Their rise was accompanied with continuous anti-EU-rhetoric, as can be seen at their petition for a referendum against the euro in 1997. Only since the ÖVP sought a more critical course toward the EU, the FPÖ could no longer be viewed as the only “patriotic” and “protective” (Betz, 2001; Luther, 2003).

¹² Of course, national and regional variations need to be taken into account. In the Eastern European transformation societies political-cultural issues are of importance (Mudde, 2002: 218ff), such as virulent nation-state building processes (e.g. in Slovakia), minority conflicts (e.g. in Hungary and Slovakia) as well as the massive “anti-political” and anti-party sentiments which are in particular linked to the post-Soviet legacy. In his fight against the “anti-Slovak elite”, Vladimir Meciar obviously exploited the lacking historical national consciousness with a nationalistic and populist policy directed against Czechs and later on Hungarians that accompanied his government from 1992 to 1998 as Prime Minister (Kneuer 2005). Minority conflicts showed to be most relevant in Hungary, where Viktor Orban came into power as an activist for “Hungarian rights” inside and outside of the country. Anti-party sentiments everywhere laid the groundwork for popular opposition against the “*nomenklatura*”, the “corrupt establishment” (reputedly dominated by former Communists and “friends of globalization”), and the alleged “traitors of the revolution”. This initial post-communist phase, which was extremely favourable for populist mobilizations within the fluid new party systems, is often defined by the myth of the “persecuted majority” and the “stolen revolution” (Mudde, 2002: 230). In the post-industrial democracies of Western Europe a central starting point of new right-wing populist mobilizations were the “culture shifts” resulting from the value conflicts associated with the individualistic, leftist-liberal effects of the student revolts of 1968 and the rise of post-materialistic orientations (Ignazi, 2003; Rensmann, 2003: 96ff). However, here the issues of globalization and Europeanization and their impact on society also soon played a crucial role. Besides that, the political cultures of small States (Goetschel 2005) and of States or regions within the Alpines seem to be more protective than others (Caramani, 2005: 102), which also explains why right-wing populists seemed to have better chances here. This is proven by the SVP that had as the most vehement critic of the international allegations its highest showings at a time when Switzerland came under international pressure to examine its role during the Second World War in a more critical light (Betz, 2002b).

¹³ Of course, the pressure to adapt and tone down the populist ideology also depends on the scale of electoral support, and accordingly the position in government and the related actual power that right-wing populists may execute.

¹⁴ Mudde argues, for example, that populist actors in Eastern Europe have – despite favourable conditions – had only limited success, in part because of the inconsistent arguments supplied by the actors there. Moreover, external political factors, above all else the broadly based desire for membership in the European Union as the number one political priority, have prevented greater populist successes (Mudde, 2002: 230f).

¹⁵ The great effectiveness that these politicians attained is furthermore related to general changes within the media democracy. Today's media are increasingly central political mediating agents. They define more and more public opinion (Moog & Sluyter-Beltrao, 2000). At the same time the media itself is particularly open for the publicity-hungry populist dramatizations, discourses and argument patterns, which can be easily converted into catchy, simplifying and personalizing medial forms (Mazzoleni, 2003). This applies notably for television and the new visual media as internet. Charismatic party leaders as Pim Fortuyn, Jörg Haider, Silvio Berlusconi or Viktor Orban benefited from the general trend toward the personalization of media, which put a higher premium on personal style and "charisma" than party programs (Müller, 2002: 159). The most drastic example of this correlation between personalization and populists' success can be found in Italy. The populist Prime Minister Berlusconi succeeded with a completely personalized media campaign that focused on Berlusconi's charisma, abundant wealth, and non-political power by using private television media (Grassi & Rensmann, 2005). Also East European cases document the effective use of the political personalization trend induced by new media. Foremost Miroslav Meciar in Slovakia or Victor Orban in Hungary concentrated on directly linking their nationalist and populist messages – and the fate of the country – with their charismatic personality on television, effectively portraying themselves as saviours of the homeland in electoral campaigns during the 1990s and beyond (Kneuer, 2005; Bayer, 2005).

¹⁶ Between 2000 and 2002 six FPÖ officials resigned from their posts, five of them government ministers. With the inauguration of the second "black-blue" government in February 2003 Matthias Reichold (Minister of Transportation) left along with the State Secretary in the Federal Ministry of Labour and Economy, Mares Rossmann. On 20 October 2003 Hubert Gorbach replaced Herbert Haupt as Vice-Chancellor and on 18 June 2004 Minister of Justice Dieter Böhmdorfer resigned.

¹⁷ On the other hand, participation in government also enhances the legitimacy of populist positions. Some pro-government media have been known to moderate their previous criticism once those parties entered government.

¹⁸ In West and East the anti-elitist arguments of populist parties are able to profit from a basic internal tension at the heart of liberal democracy, which can be termed the "paradox of democratic legitimacy" (Benhabib, 2002). This means that liberal-democratic States are fed by two different, in part contradictory sources of legitimacy – the exclusive democratic sovereignty, the self-legislation of "We, the people" on the one hand and a universalistic, liberal procedural constitutional order, on the other, which limits this democratic sovereignty (Benhabib, 2002). This legitimacy paradox enables populist actors to appeal to the "true democracy" of a homogenous *volonté générale* and thus mobilize support against the real or alleged prevalence of formal liberal institutions and pluralistic, rule-of-law principles (Papadopoulos, 2002: 47).

¹⁹ The Swiss government, i.e. the Federal Council, is elected from the National Council (one of the country's two parliamentary chambers), yet between 1959 and 2003 it was always composed according to the so-called Swiss magic formula that disregarded the relative strength of the parties in parliament. 2 councillors each from the Liberal Democrats, the Christian Democrats and the Social Democrats and 1 councillor from the Swiss People's Party were granted a seat. In addition to party affiliation, the composition of the National Council also takes gender, regional/cantonal identity and language into account. After the success of the SVP in the parliamentary elections of 1999 and 2003, this party was granted a second seat, currently taken by Blocher.

²⁰ Situational political opportunity structures also require consideration to explain the electoral results of right-wing populist parties, and especially their initial breakthrough. The existence of a grand coalition, for instance, is generally considered a propitious precondition for the rise of right-wing populist parties. The change from Social Democrat to conservative

governments in the 1980s in several Western European democracies also created room for a new “nationalist” opposition (Ignazi, 2003, Cuperus, 2003). Other situational factors are specific corruption scandals which may place a specific burden on the legitimacy of political elites. For example, this was the case in Austria in the late 1990s, when the two governing parties were discredited by many scandals (Müller, 2002), and especially in Italy, when in the early 1990s the party system of the First Republic completely collapsed in response to severe corruption scandals (“*tangentopoli*”). Here the major conservative party and right-wing pole of the democratic party system, the Christian Democrats (*Democrazia Cristiana*), completely vanished and thus opened space for new parties to emerge. Silvio Berlusconi’s populist formation FI clearly benefited from these specific situational factors and successfully acquired the empty right-center position within just a few months in 1994 (Grassi & Rensmann, 2005; Sartori, 2004).

The Belgian National Front and the question of power

Pascal DELWIT

Over the last twenty years several extreme right parties and right-wing populist parties have made a breakthrough in their national political system: the National Front in France, the Freedom Party (FPÖ) in Austria, the Progress Party in Norway, the Danish People's Party, the Slovak National Party, the Social Movement-National Alliance and Northern League in Italy, the Republikaner Party in Germany, the Pim Fortuyn List in the Netherlands, etc. This (re)emergence has attracted the attention of the scientific community and numerous studies have been devoted recently to this new political phenomenon.

What is the situation in Belgium? In Belgian and international scientific literature, the treatment devoted to the extreme right is important, but refers almost exclusively to a single political party: the *Vlaams Belang*, the former *Vlaams Blok* (Van Craen & Swyngedouw, 2002; Ivaldi & Swyngedouw, 2001; Swyngedouw, 2000; Spruyt, 1995; Billiet & De Witte, 1995), one of the most powerful extreme right groupings in Europe. On the other hand, the main French-speaking party of the extreme right is far less well-known and has been studied and analyzed far less frequently (Delwit, De Waele & Rea, 1998; Delwit, 2000; Faniel, 2000; Rea, 1997).

This lack of knowledge about the Belgian National Front (FN) cannot be explained simply by its electoral and political marginality. A brief examination of its electoral results reveals in fact that the FN was and is in a position to achieve significant scores in the polls. At the last federal elections (2003), the National Front obtained more than 5% of the votes in Wallonia. One year later, it made further headway in the regional elections, winning 8% of the votes in Wallonia and 5.4% in the Brussels Region. In the same elections, it obtained 16.86% of the votes in Charleroi and 8.04% in Liège, the two main cities in Wallonia.

Electoral Results of the National Front at General and Regional Elections

	<i>General Elections</i>		<i>Regional Elections</i>	
	Wallonia	Wallonia	Brussels	
1989			3.87	
1991	1.32			
1995	5.11	5.47	8.69	
1999	3.95	4.09	3.06	
2003	5.56			
2004	8.12		5.41	

What, therefore, explains this lack of knowledge and analysis of the National Front? We shall revert to that question further on in this article, but three reasons are worth highlighting straightaway.

The first concerns the FN electoral curve. Although the party is, in certain circumstances, in a position to achieve notable electoral results, it is not however capable of translating such results into long-term gains. Its electoral curve is far from linear, which has led certain political actors and observers to relativize partially its ability to win votes and seats.

In radical contrast to its Flemish *alter ego*, the FN is an invisible and silent party. Except, and only partially, at times of elections, the National Front is a political formation which has no visibility and is evanescent on the ground. It is exceptional to meet National Front activists and party communications and tracts are rare.

Finally, and this is to a large extent the logical consequence of the second point, the National Front's capacity to put a certain number of problems on the political and media agenda is very limited. The National Front is ignored and receives almost no coverage in the written press and audiovisual media. Its capacity as an actor of a *social movement*, "taken in the broadest sense as a collective undertaking intended to promote or prevent social, cultural or political change, if necessary by means other than elections or political representation" (Klandermans & Mayer, 2001: 147) is almost non-existent. In this regard also, the contrast with the *Vlaams Belang* is striking.

In this article, we propose to present and analyze this party in the light of traditional theories concerning the extreme right and to consider in three phases its ambitions – if any – as regards exercising power. In the first phase, we will describe the creation and transformations of the Belgian National Front. In a second phase, we will examine its relations with regard to the placement of its members in governmental office. Finally, we will analyze the electoral segments of the FN.

1. Foundations of the extreme right in French-speaking Belgium

Historically, an initial extreme right-wing party emerged in French-speaking Belgium in the second half of the 1930s, led by Catholic party dissidents. The Rexist party was created in French-speaking Catholic circles around the University of Louvain. Léon Degrelle, who became the leader of this party in 1935 (Delwit & De Waele, 1998), was very critical of the Parliamentary system and a strong advocate

of corporative structures. The Rexist party's emblem was a broom, symbolizing the need to sweep away the "corrupt" (corrupt politicians and Jewish people). At the 1936 elections, the Rexist party had 21 MPs elected and became the fourth largest party in Belgium. The Rexist Party obtained 18% of the votes in Brussels and 16% in Wallonia. However, its success was short-lived. In the local elections of 1938, there was an important backlash (Balace, 1994), and in the 1939 national elections it won only 4 seats. The party entered into a phase of fascistization, which culminated in its collaboration with the Germans during the war. Degrelle brought the Rexist party into the orbit of the SS by declaring that Walloons were Germans. He also created the Walloon Legion and fought on the Eastern front. In 1943, he incorporated his legion into the German Waffen-SS. At the end of the war, he went into exile in Franco's Spain and then South America.

From the liberation to the mid-1970s, the extreme right was almost non-existent in Belgium (CRISP, 1962). The economic crisis of the 1970s and the debates on institutional and political transformations in Belgium favoured the emergence of parties with a Poujadist or extremist dimension. In French-speaking Belgium in particular, especially in the Brussels Region, this role was fulfilled above all by the *Union Démocratique pour le Respect du Travail* (UDRT). The creation of this party in April 1978 was closely linked to the feelings of unease and discontent among shopkeepers and people in the professions. The *Fédération Générale des Travailleurs Indépendants* (FGTI) undeniably favoured the creation of this formation. The main objectives of the UDRT were unequivocal: "the abolition of the fiscal penalization of work and initiative and the harmonization of pension schemes". However, the UDRT rapidly enlarged its demands and slogans. It was particularly scathing in its criticism of the world of politics and the trade unions. Politicians were described pejoratively as "schemers" or "political schemers" and accused of forming a veritable *nomenklatura*. In 1983, the UDRT published a white paper which concluded as follows: "The UDRT denounces the plot by political and trade union leaders. Under the pretext of defending our interests, they justify their actions by setting themselves up as the defenders of one or another category of citizens, but backstage they are manoeuvring to share out between them the fruits of our work and efforts" (Van Eesbeeck, 1985: 45).

Having thus denounced the "system" and the "plot", the UDRT supported the principle of entrepreneurial freedom, the "veritable" free economy which should lift "the greatest number of people to the highest level possible". The State was held up to public obloquy and portrayed as the "determining instrument of the domination and confiscation of wealth of its citizens by the *nomenklatura*". In its brief electoral history the UDRT achieved significant results only in the Brussels Region where it obtained, in 1978, its only tangible result, 2.3% of the votes and the election of its president, Robert Hendrick, as a deputy. In 1981, its growth remained limited to that geographical area. With 7% of the votes, it had three deputies and one senator elected. However, that result fell far short of expectations and contributed to a drift towards xenophobic and racist type propaganda (see below). The party's failure in the 1985 elections marked the end of the UDRT as a real party; it was transformed into a form of pressure group, UDRT 2000. Robert Hendrick was elected in 1987 on the Christian Democratic list (PSC-APB). However, this movement had no political future. Several

Flemish political leaders even joined the *Vlaams Blok* in 1987, including the co-president of UDRT-RAD, Roger Frankinoulle.

The UDRT cannot readily be described as a party of the extreme right. It was part of the Poujadist tradition, with numerous political ambiguities covered by the relations with the ideology of the extreme right. However, the values and ideas communicated by the UDRT contributed to the dissemination of new views and themes: diehard liberalism, fanatical anti-trade unionism, fierce anti-State interventionism, the rejection of the new Belgian institutions and the denouncement of the “system”. The idea of a plot by “politicians” and a rejection of immigration were also prominent themes. Moreover, these representations were taken up by personalities close to or members of the liberal (PRL) and Christian Social (PSC) and sometimes the socialist (PS) parties.

The first Francophone extreme right groupings emerged in a context which is well-known today: a period of economic, social and cultural crisis, a period when the guilt associated with expressing xenophobic ideas was “taken away”, widespread criticisms of the State, etc. The groupings and parties of the extreme right were first set up in the urban area of Brussels, which concentrated all the problems of society. It was moreover the geographical area where the social management of the traditional political families was the weakest.

Several parties struggled along at the beginning of the 1980s. The Belgian National Party (PNB-BNP), one of the oldest, obtained 0.4% of the votes in Brussels in the 1978 elections and even fewer in 1981: 0.1%. The National Union of Francophones (*Union Nationale des Francophones* – UNF) obtained 0.3% of the votes in the 1981 elections, while the National and Democratic Union (*Union Nationale et Démocratique* – UND) obtained 0.6% of the votes in 1985. The Christian liberal party then the Citizens Freedom Party (PLC) obtained respectively 0.5% and 0.6% at the polls in 1985 and 1987. But two parties competed in the second half of the 1980s to be recognized as the voice of the Francophone extreme right: the Party of New Forces (*Parti des Forces Nouvelles* – PFN) and the National Front (FN).

During its existence the Party of New Forces (PFN) underwent numerous transformations. Moreover, its candidates stood at elections with different labels. The PFN was spun off from the Youth Front (*Front de la Jeunesse* – FJ), which made a name for itself in the 1970s through a series of shock actions. New Forces was created in 1975 and was then transformed into the PFN. From the outset, the PFN adopted as its almost sole rallying call the combat against immigration, through several evocative slogans: “Immigration: we are not stopping anyone from leaving”, “Absolute priority to work for Belgians and Europeans”, “Send parasitic foreigners (delinquents, long-term unemployed people, etc.) home”¹. Other ideological components were apparent in its confidential publications: a rabid anti-communism, vehement criticism of the trade union movement, extolling the family and the elite, promoting a “national European feeling which (should) lead to a true European government being put in place” and open anti-Semitism. The Party of New Forces never succeeded in extending its electoral base. At the local elections of 1988, it hoped to reap the rewards of an incontestable activism in certain districts of Brussels and Liège, but the results fell short of expectations. This failure led to the disappearance of the PFN. At the end

of the 1980s, several activists joined the National Front. Others, from Liège, created a new party: AGIR.

It was in the pivotal period of 1984-85 that the National Front was established. Daniel Féret created a not-for-profit association *Front National-Nationaal Front* in September 1985. This party was set up by a handful of devoted activists. Daniel Féret, a doctor from the region of Tournai, was not unknown on the Belgian political scene. At the beginning of the 1970s, he had joined the liberal party (PLP) before joining Young Europe (*Jeune Europe*), an organization managed by Jean Thiriart. Finally, in 1984, he had become a member of the UND of which he became vice-president (Brewaeyts, Dahaut, & Tolbiac, 1992). This young party's aim was clear: to benefit from the media coverage given to the French National Front following the European elections of 1984. In this regard the Belgian National Front adopted the same effigy as that of the French National Front and the Italian Social Movement (MSI). During its first months of existence, the National Front was an obscure grouping of no more than a few dozen people. It was a party without either resources or any real ideological coherence.

At the 1985 legislative elections, it obtained 0.45% of the votes in the Brussels Region. The small number of documents available shows beyond doubt that the question of combating immigration was at the heart of the campaign. In 1987, the FN made some progress in terms of its structure. It penetrated certain districts in Brussels, as shown by its progress in the legislative elections of 1987. However, its first concrete success came in the local elections of 1988, when the first FN municipal councillor was elected in the commune of Molenbeek.

After this initial electoral breakthrough in the Brussels Region, the National Front's fortunes can be broken down into three political and electoral phases over the last fifteen years. The first period revolved around the three elections in the mid-1990s: the European elections of June 1994, the local elections of October 1994 and the federal and regional elections of May 1995. In these three elections, the National Front succeeded in penetrating the various Belgian political sub-systems and extending its electoral base in Wallonia. Unexpectedly, it won a seat in the European Parliament and followed up that success by obtaining a high score in the local elections in October (see below). A few months later, that success was confirmed in the national and regional elections. It succeeded in particular in winning two seats in the federal parliament. During this successful phase, the National Front failed however to achieve a major objective: gaining access to public financing for political parties. At that time, the law on public financing of political parties made such financing conditional on the party having at least one federal deputy's seat *and* one federal senator's seat. However, the list presented by the FN to the Senate was invalidated because of the dubious conditions in which the nomination signatures were collected.

The second phase also revolved around two electoral periods: the regional, federal and European elections of June 1999 and the local elections of October 2000. In this phase the National Front lost considerable electoral ground. It lost its European mandate, one of its two federal deputy mandates and did not obtain a sufficient number of votes to capture a senator's seat. In the local elections, where it was in

a position to present a list, the FN suffered severe setbacks. All the ground gained in 1994 and 1995 was lost.

Since May 2003, the climate has become once again favourable for the FN. At the federal elections, it won one parliamentary seat and two in the senate. This gave it access for the first time to public financing for political parties. One year later, it improved its scores in the regional elections in Brussels and Wallonia, with four MPs elected to the Brussels Parliament and four to the Walloon Parliament. The National Front's political and electoral life seems therefore to resemble a *soufflé*; it rises very quickly but then falls just as quickly. The party has been unable to build on its political successes and electoral positions. How can this situation be explained and what impact does it have on the party's ambitions in terms of power?

2. The National Front and the question of power

An analysis of the National Front's programmes, its propaganda material collected over time and interviews with members of the party's council does not reveal any ambitions of acceding to power.

Nothing in the party's electoral programmes links the National Front, either directly or indirectly, with accession to the responsibilities of government or exercising power at any level whatsoever. The party's programmes are succinct and focus on a small number of points.

The first and most important of those points relates to a very strong *law and order* position, coupled with an ongoing denouncement of the damaging effects of immigration and the multicultural society.

The second concerns the supposed weaknesses of liberal democracy, which must be overcome by establishing mechanisms of direct democracy. The National Front's approach involves clearly a negation of intermediary structures and promoting the *true voice of the people* and the *true expression of the people*. The people have had their right to voice their opinion confiscated and that right must be returned to the rightful holders.

On institutional questions, which is an important issue in Belgium, and crucial for the extreme right insofar as it refers to the dimensions of nationalism, the National Front's position has evolved considerably. Up to 1995, the National Front supported the principle of a Belgian federalism but on a provincial basis, more in keeping, in its opinion, with tradition. The province was the party's benchmark institution for restrained decentralization: "Federalism. Organizing Belgium on the basis of the provinces. Federating Belgium on the basis of provinces in accordance with our historical tradition. Reasserting provincial councils and permanent deputies. Entrusting provincial authorities with responsibility for: education, culture, security, the environment, employment, local economic development, the use of languages"². Without specifying such explicitly, the two federated entities of Belgium, the Regions and the Communities, were intended to disappear from the institutional scene. The position adopted by the FN corresponded to asserting a *Belgian national* approach, based on the values embodied by the monarchy. Since its creation, the National Front has advocated a monarchist proselytism. Moreover, in July 1997, the National Front reiterated its faith in the Belgian sovereign via a letter addressed by Daniel

Féret to King Albert II, following a royal speech which he had not particularly appreciated: “The leaders and activists of my party are naturally very attached to our monarchy”³. A major change occurred in the National Front’s institutional position in the presentation of its programme for the 1999 elections. The party called for the establishment of a “geographical” Senate, which would be composed of an equal number of elected representatives by regions. In this way, the National Front abandoned its advocacy of provincial federalism. The FN indicated in fact that it wanted to endorse the evolution that had occurred in the 1990s and accept it as such: “the FN is not unaware of the institutional evolution of Belgium and agrees to submit to it loyally”⁴. At the same time, it relegated to the background its *Belgicism*. More generally, it rejected any community, regionalist or national thrust or focus, henceforward placing “*Flamingants*”, “*Wallingants*” and “Belgicists” on the same footing, presenting them as anachronistic in the context of the construction of Europe. In its programme for the federal elections of May 2003, the FN even proposed to “integrate the principle of national *and European* (underlined by us) preference” in the Belgian Constitution⁵.

More generally, the Belgian National Front has adopted an anti-system or anti-political establishment strategy, as well as positioning itself a *victim* of the supposed attacks of the actors in the *system*. This is reflected in several recent speeches of Daniel Féret:

“I would remind you, our party and its leaders have been subjected to numerous attacks by those in power who want to see our party disappear. Several elements: the programme “*Au Nom de la Loi*” broadcast on RTBF (1994). More recently “Actuel” on RTBF (2005). The unbelievable legal proceedings instituted against me for racism. Elected representatives manipulated by the government in order to destroy the FN from within. Laws intended to withdraw public financing from the FN. Laws intended to prohibit FN candidates from standing in elections. Laws which prevent our elected representatives from expressing their views. Laws and regulations which are changed as and when it suits those in power depending on the electoral successes of the National Front. Measures which prevent our elected representatives from exercising the slightest control over intercommunal organizations. Misleading, defamatory press articles orchestrated by the government. The exclusion of our candidates and elected representatives from their trade unions. The unimaginable relentless administrative and fiscal harassment of certain of our representatives. Subsidies of more than 100 million old francs to finance propaganda against the FN. Pressure on our fellow citizens who reply to our surveys, in particular as regards local authority housing. This list is obviously an open list. The government has huge resources. The political parties of the system. The trade unions. The “leagues”, “centres” and not-for-profit associations. The media. The police and security services. Lobbies, lodges, sets and “services clubs”. Certain financial groups, etc.”.

This unimagined relationship with power and the party’s positioning, portraying itself as an expiatory victim of the system in the name of the defence of the people, are not necessarily original for an extreme right party. However, the issue of exercising responsibilities is *nowhere* on the agenda; neither in the party nor outside it as a theme of the programme whereas several extreme right parties in Europe have now exercised responsibilities at different levels – the French National Front, the Danish People’s

Party, the Austrian Freedom Party, the Italian Northern League, the Slovak National Party, etc. – or their accession to power is regularly evoked – *Vlaams Belang*.

Three main elements undoubtedly help to explain why this hypothesis is totally ignored.

A. A political party without any ideological or organizational framework

First of all, as we mentioned briefly, the National Front is a political party which is totally evanescent from an organizational point of view. The party has a very low profile national identity. Its life president, Daniel Féret, is little known and has appeared only very rarely in the barometer of popular political personalities. That happened only twice, in 1995, and only in the Brussels region. Féret twice obtained a score of 9% among residents in Brussels wanting him to play a role in the future. At regional and local level, the FN personalities are more often than not unknown. The number of activists has never exceeded, at most, a few hundred members. In short, the National Front benefits from the effect of a French label and incarnation of the movement: Jean-Marie Le Pen, who is the true standard bearer of the Belgian FN, even if there are no longer any contacts between the two organizations.

In addition, there is a constant climate of micro-disputes and micro-disagreements within the party. From the foundation of the National Front to the current time, the party has been continually rocked by departures and recurring tensions. Several organizations have been set up: the Social-Democratic Party, the New Front of Belgium (*Front Nouveau de Belgique* – FNB), National Force (*Force Nationale*), etc. More often than not their existence has been short-lived and they have always been unsuccessful. The party's few elected deputies have also been affected by these centrifugal trends. In September 1995, its second deputy, Marguerite Bastien, was expelled from the party. This expulsion "was accompanied", to use the words of Daniel Féret, "by the departure of the last black sheep of the movement who have finally found their shepherdess" ⁶. In January 1996, she created the New Front of Belgium (*Front Nouveau de Belgique*), by capitalizing on the support of Jean-Marie Le Pen. A few weeks later, Jacques Hubert, an FN member of the Walloon Parliament left the party, citing "management shortcomings, the lack of internal democracy and dubious accounting practices". He joined, but only for several months, the Party of the National Community (*Parti communautaire national*) ⁷. Shortly afterwards, the Brussels deputies Juan Lemmens and Roland Frippiat also resigned from the FN considering that the FN had "entrusted its management to criminals" ⁸. Their resignation was followed rapidly by that of Emile Eloy. History has repeated itself in the contemporary period. In January 2005, the senator Francis Detraux and the Brussels deputy Paul Arku left the National Front. They were joined by the Walloon deputy Charles Pire, who stigmatized Daniel Féret in the following terms: "he continues to want to run the whole show even though a collegial management system was introduced in December. He continues to block the expansion of the FN by keeping alive perpetual disputes with deputies and activists and by opposing the creation of local sections" ⁹.

B. Lack of institutionalization

A second element must be highlighted: the weak presence of the FN in the institutions, which blocks any possible *institutionalization* process. This applies first of all to the number of deputies. Except for the federal elections of 1995, the FN has never won more than one federal deputy's seat in the national elections. As regards the Senate, the Francophone party of the extreme right had to wait until the elections of 2003 before it won a seat in the Senate. The number of members of regional, Walloon and Brussels Parliaments is higher but is still nevertheless low. The impact of the penetration of the institutions, the *iron law of institutionalization* in the words of Ignazi (1998), on the party has remained limited; especially given that when there is more than one elected parliamentary representative disagreements have rapidly appeared.

Number of MPs of the National Front

	<i>Chamber</i>		<i>Senate</i>		<i>Brussels Assemble</i>		<i>Walloon Assembly</i>	
1985	0	212	0	106				
1987	0	212	0	106				
1989					2	64		
1991	1	212	0	106				
1995	2	150	0	71	6	65	2	75
1999	1	150	0	71	2	64	1	75
2003	1	150	2	71				
2004					4	72	4	75

What is the situation at local level? First of all, it is important to note the low continuity of the FN in terms of establishing a local presence. An analysis of the lists presented by it reveals important ruptures. Thus, in the Brussels Region, the heart of the National Front's original development, the party of the extreme right was capable of presenting a list at the municipal elections of 1988, 1994 and 2000 in only three communes: Brussels City, Anderlecht and Molenbeek. If the comparison is restricted solely to the elections of 1994 and 2000, only five additional communes were integrated into the list: Ixelles, Jette, Koekelberg, Saint-Gilles and Uccle.

In the Walloon Region, the National Front's capacity is hardly any more convincing. In the two hundred and sixty-two communes in Wallonia, the FN was in a position to present a list at the 1988, 1994 and 2000 elections in only two communes, the main two cities: Charleroi and Liège. The result is hardly better if only the municipal elections of 1994 and 2000 are taken into consideration. The list contains four additional communes: Dour, Fosses-la-Ville, La Louvière and Namur. The initial data testify at the same time to the low partisan support and organizational capacities of the FN, and its limited and non-continuous relations with local institutions. From

this point of view, one of the indicators highlighted by Laurent (1997: 21) to define a *small party* applies completely: “A party can be said to be small if it is not capable of presenting candidates regularly and in a large number of places”.

In terms of results, we have highlighted the series of highs and lows. Results at local level corroborate fully our observations. In Belgium, as at other levels, local elections are organized on a proportional basis. Even if seats are allocated with the help of an Imperiali divisor, the electoral formula is not unfavourable to newcomers or small parties, in particular those of the extreme right (Carter, 2002; Müller-Rommel, 1997). The ability to win is still however very limited. In 1988, the National Front had no local councillors elected in the Walloon communes, where it was in a position to present a list. Six years later, in a more favourable electoral climate, it obtained twenty-six seats, including five in Charleroi, six in La Louvière and three in Namur. In 2000, the reversal of its fortunes in the federal, regional and European elections of 1999 was confirmed when the FN was only able to hold on to four communal mandates throughout the Walloon Region (three in Charleroi and one in Farciennes).

The National Front and local elections in Wallonia: 1988, 1994 and 2000

	1988		1994		2000	
	%	Seats	%	Seats	%	Seats
Nivelles			6.8	1		
Ottignies Louvain-La-Neuve			3.9			
Perwez			1.9			
Tubize			4.6			
Waterloo			3.5			
Charleroi	0.4		10.5	5	6.3	3
Farciennes					6.6	1
Manage			10.2	2		
Seneffe			5.5			
Dour			7.4	1	3.3	0
Mons			7	2		
Mouscron	1.2					
La Louvière			14.4	6	2.9	0
Lobbès			1.8			
Tournai	0.8					
Herstal			3.5			
Liège	0.9		5	2	3	0
Seraing			4.4	1		
Dison			7.8	1		
Spa			4.5			
Verviers			7.5	2		
Saint-Ode			1.1			
Anhee			3.4			

	1998		1994		2000	
	%	Seats	%	Seats	%	Seats
Dinant			3.4			
Gedinne			1.7			
Havelange			2.3			
Yvoir			2.4			
Andenne			3.5			
Fosses-La-Ville			4.8		2.2	0
Gembloux			2.8			
Gesves			2.9			
Jemeppe-sur-Sambre					2.1	0
Namur			7.2	3	2.7	0
Profondville			3.4			
Sombreffe			3.6			
Cerfontaine			1.4			
Couvin			1.9			
Florennes			2.8			
Philippeville			2.2			
Walcourt			4.1			
<i>Wallonia</i>		0		26		4

In the Brussels Region, the electoral phases were similar. Their impact was slightly different given the urban character of all the communes concerned and the higher average magnitude than in the Walloon municipalities, an element which tends to favour new and small parties (Willey, 1998: 651).

In 1988, the FN obtained only one mandate, in the commune of Molenbeek. Six years later, on the other hand, it increased the number of FN municipal councillors to no fewer than forty-six, including seven in Molenbeek, six in Schaerbeek and six in Anderlecht. However, this undeniable success was short-lived. A number of its municipal councillors resigned during their term of office and at the local elections in 2000 the National Front held on to only two local mandates in the commune of Molenbeek.

The National Front and local elections in Brussels: 1988, 1994 and 2000

	1988		1994		2000	
	%	Seats	%	Seats	%	Seats
Anderlecht	3.1		13.2	6	3.1	0
Auderghem			5.8	1		
Berchem-Sainte-Agathe			8.8	2		
Brussels	1.0		9.3	4	2.8	0

	1988		1994		2000	
	%	Seats	%	Seats	%	Seats
Etterbeek			8.8	2		
Forest			9.6	3		
Ganshoren			9.4	2		
Ixelles			8.0	3	1.7	0
Jette			9.6	3	2.7	0
Koekelberg			12.6	3	3.6	
Molenbeek	4.0	1	16.6	7	5.7	2
Saint-Gilles			6.9	2	2.7	0
Saint-Josse	2.4					
Schaerbeek	1.2		9.6	5		
Uccle			5.7	2	1.3	0
Watermael-Boitsfort			3.8			
Woluwe-Saint-Lambert			5.5	1		
Woluwe-Saint-Pierre			2.8			
<i>Brussels Region</i>		<i>1</i>		<i>46</i>		<i>2</i>

This short presentation of the vicissitudes of the local representation of the National Front highlights clearly its extremely inconstant relations with the institutions of representative democracy. Without continuity as regards locally elected representatives, the FN does not have either the means or any real ambition to develop possible niches of competence in local public life. It cannot even act as a Tribune in the council. The local members of the FN have not acquired any new competences, either in governance or in political coordination, given the absence of continuity in exercising their mandate(s), either as result of the departure of their elected representatives or of their failure to win re-election. Above all, in such a context, the question of power, independently of the actions of the other social and political actors or of the party's leadership, simply does not arise. How can this phenomenon be explained when extreme right parties are frequently depicted as formations based around the charismatic power of their leader(s) (Wattenberg, 2002: 67; Perrineau, 2005; Diamanti, 2004: 48; Eatwell, 2003: 65)? In our view, this organizational evanescence is closely linked to its doctrinal and ideological evanescence. The traditional aspects of the rhetoric of the extreme right are very much apparent in the case of the FN – law and order, the rejection of immigrants, criticism of the system, etc. The tract for the 1987 elections was explicit: “Are you ready to accept our schools, kindergartens and hospitals being taken over by third world immigrants?”

Are you willing to tolerate the fact that they are granted the right to all kinds of lavish benefits? Do you claim the right to work for our compatriots? Are you one of those honest people who simply want to LIVE AND WORK IN SECURITY, respecting the principle of freedom. The National Front offers you a FUTURE OF HOPE”¹⁰. However, there is no vaunting of nationalist values, which represents a fundamental difference with parties such as the French National Front, the *Vlaams Belang* and the Danish People’s Party. There is no longer a Belgian national pride (Stengers & Gubin, 2002) and there is no Francophone, Walloon or Brussels based nationalism. There is therefore no close interweaving of the traditional rhetoric and a nationalist aspect, which impedes the development of a coherent and “dynamic” structure and leaders with extreme right ideological profiles. However, the importance of the nationalist dimension as regards the European extreme right has been highlighted by numerous authors (Hagtvet, 1994). Mudde (1999: 187) even considers that to be the nucleus of the extreme right: “The nucleus of the extreme right ideology is nationalism, the belief that the state (the political unit) and the nation (the cultural unit) should be congruent. Extreme Right Parties are first and foremost nationalist, though they can be divided into state and ethnic nationalist Extreme Right Parties”. This fact is therefore crucial since it is undoubtedly the focal point in understanding the paradox and asymmetry of the extreme right in Belgium: the *Vlaams Belang* is very powerful in a prosperous society, but where the question of nationalism is prominent, while the National Front is evanescent in an area with socio-economic difficulties, but which are not evoked in relation to the issue of nationalism.

C. *An unknown actor*

Thirdly, it is important to evoke the actions of the other political actors. Their attitude to the issues mainly evoked by the National Front, especially as regards questions of migration and Belgian populations of foreign origin, has changed considerably. In the 1980s, at the time when the structural character of the *economic crisis* and of the installation of a certain number of migrants was integrated, several political personalities and parties seized on the question of *immigration* as a *problem*, more often than not from a xenophobic point of view. The most famous case was undoubtedly that of the mayor of the commune of Schaerbeek – the seventh largest commune in Belgium – Roger Nols, who embarked on an unbridled xenophobic campaign. In 1982, he stood in the municipal election under the NOLS (New Orientations for Freedom in Schaerbeek) banner. He set himself up as the champion of the fight against foreigners: “It is not enough to warn of the danger, it is also necessary to try to overcome it. It is obvious that the real solution lies in an immediate, radical, definitive and effective end to immigration, accompanied by a massive repatriation of immigrants who are already residents. That is the objective to be achieved” (Nols, 1987: 115). His increasingly overt anti-immigrant positions led him to break away from his political party, the Democratic Front of Francophones (*Front Démocratique des Francophones* – FDF) in April 1983 and to stand as an independent candidate on liberal lists up to the national election of 1991. In the European elections of June 1984 he obtained 92,969 preference votes, mainly in the urban area of Brussels. Symbolically, he invited Jean-Marie Le Pen to a dinner-debate in his commune on 28 September

1984. This extreme attitude was however not isolated. Several candidates expressed feelings and views that were xenophobic, if not frankly racist. As noted, in 1982, the Democratic Union for the Respect of Work made the ardent fight against immigration a key issue, as confirmed by one of the tracts distributed in the local elections of 1982: “Mr Simonet, mayor of Anderlecht and a socialist like you (Mr Cudell) has understood what the French socialists have understood: it is necessary to put one’s own house in order before attempting to take care of Russians or immigrants. (...) As regards immigration, Mr Nols whose commune, had, in the area of immigration, the same problems as Saint-Josse, has understood what the UDRT elected representatives have repeated over and over again in communal meetings: we must impose limits so that Belgians still feel that they are in control of their own country. Are you Belgian? We too”¹¹. But more generally, except for the small Belgian communist party and the ecologists, no party was really spared. In the Brussels commune of Forest, the deputy mayor Henri Lismonde (FDF) distributed on a massive scale a tract entitled “Open letter to the riffraff”, explicitly categorized as the North African community.

From the point of view of the political parties, the Liberal Reformist Party (*Parti Réformateur Libéral* – PRL) undoubtedly helped to legitimize the xenophobic current by the views expressed by several of its personalities and by the place given to Roger Nols, which moreover caused a certain stir within its ranks (Delwit, 2002a). This attitude certainly curbed the emergence of electorally important extreme right-wing movements. The success of Roger Nols can be explained to a large extent by his image as a notable, mayor of a large Brussels commune. He allowed people to express racist feelings without the guilt of an extreme right vote.

As we have seen, the PRL was not the only party which attempted to capitalize on the increase in xenophobic feelings among part of the population. However, it was the only formation which made it one of the elements of its electoral strategy. In the other parties, it was more a question of isolated cases or ambiguous positions. In this context, the position adopted by the Brussels federation of the socialist party in 1987 caused a stir within the party. The Brussels socialists declared that “we must listen attentively to the views expressed by citizens in Brussels and reassure a Belgian population which, left without a reply or solution to the problem of immigration, will inevitably be tempted by the mirage of extremist views, which are moreover misleading and unrealistic”¹². To that end, the Brussels federation proposed six main principles, including the negation of political rights for foreigners in favour of a policy of naturalization: “A person cannot be granted the right to vote unless he or she has demonstrated a formal desire to be a citizen in his or her own right which establishes the existence of the same rights and same duties for each citizen. That is the important choice which is particularly relevant for second and third generation immigrants”¹³.

The breakthrough by the FN in the Brussels Region in the local elections and that of the *Vlaams Blok* in Antwerp led to a gradual modulation of their position by the Francophone parties. A tacit agreement was reached to the effect that they would no longer make immigration a theme of electoral campaigns from the perspective of higher scores by the extreme right in the south and north of the country. Silence prevailed even as regards policies put in place to combat exclusion and promote the integration of young immigrants¹⁴. This strategy of silence was questioned following

the fresh successes of the extreme right in the elections of 1991, 1994 and 1995. The parties and governments therefore gradually abandoned it. At the level of the federal government a fund was created to support immigration policy. Its creation initiated a new phase in the policy of integrating immigrants while aiming to provide a solution to social problems. It was characterized by four aspects:

- the high amount of financing allocated to integration policy,
- the actions are part of a policy of localization and even communalization of social policies,
- they are carried out on the basis of partnerships between the communes and private associations,
- the actions supported concern first and foremost the prevention of petty crime, dropping out of school, professional integration and improved citizenship” (Rea, 1997a).

However, as regards communication, the main parties remained silent on the question of immigration. This strategy had another pernicious effect. The extreme right was the only political force to treat this problem, which, in another way, legitimated it. The breaking of this silence was also linked to a developing socio-demographic phenomenon: Belgians of foreign origin were seen increasingly as an electoral segment that needed to be taken into account, especially as it is compulsory to vote in Belgium. This fact became evident with the local elections of 1994 in certain communes in Brussels and became even more important in the regional elections of 1999 and 2004, and the local elections of 2000. From that point, all rhetoric on this point was strictly prohibited among the democratic parties. All the Francophone democratic parties backed the policy of giving the vote at local level to non-EU nationals and all of them ensured henceforth that the composition of their lists reflected the sociological reality of the population.

In this context, no attempt to reach an agreement with the National Front was conceivable. Other than its intrinsic weakness, the views of the FN smacking of xenophobia inevitably clashed with the (relatively) new approach of the democratic parties and their electoral and political strategy.

On 8 May 1993, the Francophone democratic parties, except for the Greens, signed a charter to counter and isolate the extreme right. It was updated in May 1998 and signed by all the presidents of the parties. In this charter, the democratic parties promised not to form an alliance with parties “which advocate ideologies or proposals likely to undermine democratic principles”. Moreover, the parties undertook to “refuse any mandate which might have been obtained thanks to the support or abstention of the representatives” of extreme right parties¹⁵.

This helps to understand the very limited possibilities for the National Front to put on the agenda political or social problems relative to the traditional themes of its programme, such as *law and order*, the rejection of immigration and asylum, while such topics are an important concern of part of the French-speaking population.

The possibilities of the FN in this regard have been further limited by the way in which it has been ostracized by the other parties in the political system, as well as by the written press and audiovisual media. At the time when the National Front made its first two breakthroughs, several newspapers and audiovisual media hesitated about

the attitude to adopt. In certain circumstances, public and private television channels and certain regional channels reported briefly the FN point of view, more often than not expressed by Daniel Féret. In these circumstances, the FN president, in the same way as certain speeches of Jean-Marie Le Pen, attempted to use extravagant language to exist. On the evening of the Brussels regional elections in June 1989, he attacked the liberal mayor of Brussels in the following terms: "In that case, after all is said and done, the Germans behaved like idiots when they invaded us in 1940. They should have arrived in rags, with oriental slippers on their feet and holding out their hands. Charles Picqué [leader of the socialist party in the Brussels Region, PD] would have found a "*Berlin Désir*", children in schools would have worn badges saying "*Touche pas à mon Boche*" ("Get you hands off my Kraut") and we would still be occupied today" ¹⁶. In 1994, he participated in a debate with the president of the Christian Democrats on the private channel, but from the mid-1990s, the press adopted a common attitude of no longer giving FN representatives the opportunity to express their views. The public channel, obliged in principle to respect proportional viewing time for the electoral results, took refuge behind the European Convention on Human Rights and its own bylaws, which prohibit it from broadcasting programmes against the *general interest* ¹⁷, in order to circumvent this rule with regard to the National Front.

3. The National Front electorate

Having regard to these elements, how can the occasional electoral successes of the Belgian National Front be explained?

Since the mid 1980s, questions and studies of the extreme right electorate in Europe have developed. The emergence of the extreme right in French-speaking Belgium has inevitably given rise to questions regarding the electoral sociology of the National Front. However the data in this area are extremely limited, for several reasons.

First, it is important to point out that the first breakthrough of the Belgian National Front is a recent phenomenon. In fact it was only in the European elections of June 1994 and the legislative elections of May 1995 that the results of the FN occasionally achieved a certain consistency across French-speaking Belgium (Delwit, De Waele & Rea, 1998). Moreover, the tradition of in-depth and regular public opinion polls is more recent in Belgium than in other European countries; France and Great Britain in particular have well-known research institutes which are used by university research centres, the parties and the media. Belgium is something of the poor relation in this regard. The Institute of Social and Political Opinion Research (PIOP-ISPO) seems to be somewhat isolated. Finally, over and above the scarcity of research into electoral sociology, research teams are faced with a recurring problem as regards the extreme right electorate: its statistical insignificance.

With between 4 and 9% of voting intentions in Francophone opinion, it is extremely difficult to obtain a representative basis with a low margin of error for the FN electorate. For a sample of 500 to 1,000 people, that represents in the best possible case – which never arises – 20 to 40 people. The biases are too important for serious scientific credit to be given to such a sample.

Finally, there is another crucial problem, which concerns precisely one of these determining biases. Part of the electorate does not find it easy to reveal extreme right voting intentions. Moreover, in general, opinion polls underestimate the reality of the extreme right vote. In addition, certain social categories are reluctant to answer several questions. Consequently, it is far from certain that we have an exact representation of the profile of National Front voters through the limited data available to us.

To try and overcome these difficulties, we have used two surveys carried out in territorial areas where the National Front has its most substantial presence. The first is an “exit poll” carried out at the time of the regional elections in Brussels on 13 June 2004. The second poll was carried out in April 2006 in the main city in Wallonia, Charleroi, where the National Front obtained 17% of the votes in June 2004 in the Walloon regional elections. When the results of these two polls are cross referenced certain similarities appear, but there are also certain differences between the two territories.

In the Brussels Region, the FN electorate tends to be composed of middle-aged voters. Only 28% of its voters are aged under 40, while more than a quarter of them are aged 60 and over. *A contrario*, National Front voters are far younger and masculine in Charleroi, where 53% of the FN electorate is aged under 40 and seven out of ten are men.

Gender and age among National Front voters

	<i>Charleroi</i>			<i>Brussels</i>		
	<i>Men</i>	<i>Women</i>	<i>Global</i>	<i>Men</i>	<i>Women</i>	<i>Global</i>
18-29	21.05	29.41	23.64	5.56	14.29	10.26
30-39	7.89	23.53	12.73	22.22	14.29	17.95
40-49	31.58	17.65	27.27	27.78	33.33	30.77
50-59	23.68	11.76	20.00	11.11	19.05	15.38
60 and more	15.79	17.65	16.36	33.33	19.05	25.64
Total	69.09	30.91		46.15	53.85	

This differing age and gender structure reveals in reality an electorate with a different social status. In Charleroi, an industrial city in a period of restructuring, three out of 10 FN voters are blue-collar workers, while the corresponding proportion is less than 10% in the Brussels Region. On the other hand, the number of white-collar workers, people in the professions and pensioners is proportionally far more important in the Brussels Region. The significant presence of a working-class segment in the National Front electorate corroborates analyses carried out among the electorates of other extreme right parties. For example, in France, Perrineau (1997) emphasizes the advent of a “left-wing-Lepenism” whereas Mayer (1999) suggests rather a “working-class-Lepenism”.

Socio-professional status of the National Front voters at Charleroi and Brussels

	<i>Charleroi</i>	<i>Brussels</i>
Working-class	27.78	7.50
Employee	14.81	20.00
Civil servant	12.96	15.00
Manager	1.85	5.00
Liberal Profession	0.00	10.00
Trades people	5.56	5.00
Unemployed	11.11	7.50
Housewife-Househusband	5.56	2.50
Student	1.85	0.00
Pensioner	16.67	20.00
Handicapped person	0.00	7.50
Indefinite	1.85	0.00

Also, and not surprisingly, there is a difference in terms of the level of education. In the main Walloon city, only 12% of the National Front voters have completed university or higher education courses, while 10% of them have obtained only a primary school certificate and 30% a lower secondary school certificate. In the case of the vast majority of those who have obtained an upper secondary school diploma it is a technical diploma. This low level of education is a notable fact which confirms the general analyses of Norris (2005: 141-142). Several studies have highlighted its importance in social and political behaviour, in particular in ethnocentrist type positions (Mayer, 1990).

Highest diploma obtained among FN voters at Charleroi

None	0.00
Primary school certificate	9.26
Lower secondary school – general	16.67
Lower secondary school – technical	5.56
Lower secondary school – professional	7.41
Upper secondary school – general	14.81
Upper secondary school – technical	27.78
Upper secondary school – professional	5.56
Higher Education	11.11
University	1.85

An analysis of the level of education of the party's electorate in Brussels reveals another reality: 34% of the FN electorate have a university or higher education

diploma, i.e. a difference of 22 points with the National Front electorate in Charleroi. On the other hand, “only” 22% of them obtained only a lower secondary school certificate. However, it is necessary to point out the important proportion of voters having completed technical studies.

Highest diploma obtained among FN voters at Brussels

None	2.44
Primary school certificate	4.88
Lower secondary school	14.63
Upper secondary school	17.07
Technical	9.76
Professional	17.07
Higher Education	14.63
University	19.51

Although the profile of the extreme right electorate in Charleroi and Brussels differs in part, there are nevertheless certain areas of convergence. We have constructed indexes to test to what extent the FN electorate stands out in relation to that of democratic political formations. For that purpose, we have developed three indexes. The first refers to the left-right positioning on questions that are essentially socio-economic. The second refers to positions on questions of society, from the most conservative to the most liberal positions. The third concerns questions of *law and order* and tolerance towards others. The construction of the indexes is not based on the same number of questions in the survey carried out in Brussels and that conducted in Charleroi. It is therefore important to treat comparisons with circumspection.

As regards socio-economic questions, the positions of the electorates are in line with expectations. The electorates of parties of the left, the socialist party and the green party Ecolo, have the index the furthest to the left and vice versa for the liberals (MR) and the Christian-Democrats (CDH). In the two surveys, the MR electorate has the most liberal profile on socio-economic themes. The FN electorate does not stand out from the other political formations. In Charleroi, it could even be classified as left-wing (but not in Brussels), which is linked to its working class component.

Typology on socio-economic questions of the electorates in Brussels and Charleroi (-10 is the most rightist score and 10 the most leftist one)

	<i>Charleroi</i>	<i>Brussels</i>
PS	5.22	2.77
MR	2.44	-0.49
CDH	3.74	1.62
Ecolo	4.01	3.36
FN	4.97	0.18

On questions regarding society, the differences in the indexes between parties seem small. Once again, not surprisingly, the green voters tend to be the most liberal while Christian-Democrats tend to be the most conservative (except for the FN in Brussels). In both surveys, the FN electorate appears as conservative but on a basis that is more or less identical with that of the Humanist Democratic Centre (*Centre Démocrate Humaniste*).

Typology on society questions of the electorates in Brussels and (-10 is the most conservative score and 10 the most liberal one)

	<i>Charleroi</i>	<i>Brussels</i>
PS	-0.06	-1.37
MR	-0.94	-2.40
CDH	-1.52	-3.83
Ecolo	1.92	2.64
FN	-1.27	-4.15

On the subjects of *law and order* and tolerance towards others, the National Front electorate is, on the contrary, very different from the average of the other parties. Both in Brussels and Charleroi the average score of the FN differs very considerably from that of the other political parties. It is on these questions that it is possible to discern a clear distinction. The rejection of others and the high importance attached to questions of *law and order* have very high scores among National Front voters. In Brussels, the difference with the MR electorate, which is the nearest, is 9.44 points and in Charleroi, the gap with the PS electorate, which is the nearest, is 4.45 points. This major cleavage seems to mirror similar observations in other European configurations. In France, Nonna Mayer (1997: 17) suggested the establishment of “a new ideological cleavage”, contrasting “a humanistic universalism, advocating equality, solidarity between human beings and their intrinsic dignity, with an inward-looking, anti-European, authoritarian and xenophobic anti-universalism, which is essentially the prerogative of Le Pen’s voters and transcends the traditional left-right cleavage”.

Typology on law and order and tolerance towards other questions of the electorates in Brussels and Charleroi (-10 is the most close-minded outlook and the most security score and 10 the most universal one and the less security)

	<i>Charleroi</i>	<i>Brussels</i>
PS	-1.90	4.80
MR	-1.85	3.65
CDH	-1.40	5.03
Ecolo	-0.63	7.41
FN	-6.35	-5.79

We can also isolate a distinctive characteristic of the National Front electorate: it tends to be far more pessimistic than that of democratic parties. In Charleroi, 34.62% of the National Front voters interviewed declared that they expected their economic situation to worsen in the coming months, including 10% who expected a sharp deterioration.

Future from the voters' point of view (Charleroi)

	<i>Quite better</i>	<i>Better</i>	<i>Worse</i>	<i>Quite worse</i>	<i>Neither better, nor worse</i>	<i>I do not know</i>
PS	2.29	19.08	14.50	5.34	40.46	18.32
MR	1.08	15.05	16.13	5.38	44.09	18.28
CDH	0.00	16.22	27.03	2.70	40.54	13.51
Ecolo	0.00	18.75	28.13	3.13	50.00	0.00
FN	5.77	15.38	25.00	9.62	34.62	9.62

In the Brussels Region, 34.15% of National Front voters also declared that they expected their situation to deteriorate, including 12.20% who predicted a very sharp worsening, i.e. four to five times more than the scores of the other political parties. Just under 20% considered that their socio-economic situation would improve, compared with 31% in the PS, 33.5% in the MR, 29% in the CDH and 31.5% in Ecolo.

Future from the voters' point of view (Brussels)

	<i>Quite better</i>	<i>Better</i>	<i>Worse</i>	<i>Quite worse</i>	<i>Neither better, nor worse</i>	<i>I do not know</i>
PS	5.36	25.51	12.12	3.19	34.69	19.13
MR	3.49	28.03	13.95	2.51	40.45	11.58
CDH	3.59	25.45	10.48	2.69	38.62	19.16
Ecolo	3.29	27.12	13.15	2.47	40.00	13.97
FN	2.44	17.07	21.95	12.20	31.71	14.63

The pessimism noted with regard to its socio-economic future seems exacerbated as regards political life and political representatives. In reply to the question of whether politicians of both sexes take care about what people like them think, almost 80% of National Front voters replied "practically not", a score very much higher than among supporters of the democratic parties. Only 2% replied "a lot" and 17.3% "a little". The lack of tolerance towards others interacts with and, in all likelihood, sustains and is sustained by a feeling of having been abandoned by political parties and leaders. This crisis of confidence is frequent among extreme right voters. As Ignazi has emphasized (2001: 379), it is moreover a constitutive element of the dissemination of the extreme right's message: "Without the existence of a widespread "crisis of confidence" in democratic political systems, the dissemination of phenomena (and political

speeches) such as those of the extreme right would not exist". This pessimism leads in numerous democratic States to a certain feeling of alienation, which explains part of the increase in non-voting over the last twenty years (Delwit, 2007). In Belgium, as voting is compulsory, it can result in blank votes or protest votes for the extreme right, comparable to the "*niniste*" (neither right nor left) vote pointed out by Mayer (1999: 42), "the revolt of victims of social exclusion" for Cuperus (2005: 162), or Poujadist from the perspective evoked by Castel (2003 : 50) in connection with voting for Le Pen in April 2002: "From a sociological point of view, it is essentially a "Poujadist" reaction, fuelled by a feeling of alienation and resentment towards other groups and their political representatives who benefit from change while ignoring the fate of the losers".

Politicians perception among voters (Charleroi)

	<i>A lot</i>	<i>A little</i>	<i>Practically not</i>	<i>I do not know</i>
PS	7.63	45.80	39.69	6.87
MR	2.15	41.94	52.69	3.23
CDH	5.41	43.24	45.95	5.41
Ecolo	12.50	46.88	37.50	3.13
FN	1.92	17.31	78.85	1.92

A last element concerning the National Front electorate is noteworthy because it is not immediately obvious. On a left/right scale, National Front voters seem to assume the way they vote. Asked to position themselves on a scale from 0, the furthest left on the political spectrum, to 9, the furthest right on the political spectrum, the average score of the National Front electorate is the most to the right in both Charleroi (5.7) and Brussels, where the score of 6.33 is particularly high. There is therefore an awareness of voting for a party labelled on the extreme right of the political spectrum. This description, outside the party, is therefore not seen as a stigma for National Front voters who seem, on the contrary, to assume it without any specific problems.

Political auto-positioning

	<i>Charleroi</i>	<i>Brussels</i>
PS	3.39	3.16
MR	5.25	5.05
CDH	4.50	4.40
Ecolo	3.68	2.86
FN	5.70	6.33

4. Epilogue

The conclusions that can be drawn from this examination of the National Front and its hypothetical relationship suggest numerous questions for political analysts. The political texts and activity of the Belgian National Front, raise first of all an

important question: does the National Front have *primary goals*? In their paper, Harmel & Janda (1994: 265) consider that “parties have numerous goals, each party has a “primary goal”, and the primary goal varies among parties – and perhaps within parties across the time. (Such goals include: vote maximizing, office maximizing, representation/participation of members and policy/ideology advocacy)”. However, on the basis of the National Front’s track record it is not possible to discern any primary goals. It does not seem to have a clear vote maximizing strategy, and even less an office maximizing representation strategy. As regards support for or promoting public policies, the FN has, for the last 20 years, focused almost exclusively on themes relating to migration and *law and order*. It must be noted, however, that the FN is caught up in a ritual recitation of certain words and formulas, without any precise proposals, in particular within the parliamentary forum. In addition, the promotion of its ideas remains confidential, so much so that the party’s visibility within society is extremely low. The poverty of its web site, which is regularly inaccessible, is ample proof of that. In short, it is very difficult to identify the objective or priority objectives of the National Front, not only externally but also internally, given the very small number of members and the permanent rotation of its small management team.

This first question leads immediately to a second question: can we really talk of a political party? In their study on the new parties, Harmel and Robertson (1985: 507) asserted without beating about the bush that a “political party is defined as an organization that purports to have as one of its goals the placement of its avowed members in governmental office”. Consequently, the question is frankly open as regards the FN. It cannot be considered either as a contender party or as a promoter party (Harmel & Robertson, 1985: 517) and, as we have highlighted, it certainly does not have any ambitions to place its members in governmental office. The definition of Harmel and Robertson is clearly restrictive, but other definitions do nothing to dispel any such doubts among researchers. The National Front has just as much difficulty in fitting in with the traditional approach of La Palombara and Weiner (1966) as with that of Weber (1971).

When all is said and done, what undoubtedly is the most striking characteristic of the National Front is its incredible evanescence, which is above all tangible in organizational terms. The party is incapable of ensuring a minimum of continuity, including as regards its ability to present candidates for the local, regional and national elections, and its few elected representatives often leave the party rapidly. It is also manifest from an ideological point of view, since the FN does not even have a reference document for its members. This evanescence is finally striking in the party’s relations with the institutions. Daniel Féret is the only personality who has, formally, had a regular presence in the institutions. As for the rest, their presence is minimal, and frequently of short duration, particularly at local level, and without political perspectives.

All that could detract from the usefulness of analyzing the National Front and lead to it being classified among the irrelevant parties (Sartori, 1976). The problem with that, however, is that occasionally the National Front is a not insignificant electoral actor which, from this point of view, satisfies clearly the conditions of relevance with regard to Sartori’s electoral indices. Furthermore, although in a limited way and

without being able to coordinate any social movement, it can also have a blackmail potential, in particular in putting together local coalitions. This leads us directly to the National Front electorate. Who are they?

In the context of a consociative type of functioning, the National Front seems to be an organization which attracts the votes of people who are *anxious and feel trapped* in a difficult social situation. What distinguishes FN voters clearly from those opting for a democratic party is their focus on matters of *law and order* and their ethnocentric position. This configuration can lead us to describe the FN electorate as essentially *protesters*. At the same time, we have noted that in two areas with strong FN electorates – Brussels and Charleroi –, on average this electorate positions itself on the extreme right of the political spectrum. In that way, an appreciable number of electors assume their choice, which qualifies the purely “protest” perspective.

Bibliography

- Balace, F. (1994), “Rex aux élections communales de 1938”, in *Les élections communales et leur impact sur la politique belge (1890-1970)*, Brussels: Crédit communal.
- Billiet, J., De Witte, H. (1995), “Attitudinal Dispositions to Vote for a “New” Extreme Right-Wing Party: The Case of “Vlaams Blok””, *European Journal of Political Research*, 27: 2, 181-202.
- Brewaeys Ph., Dahaut, V., Tolbiac, A. (1992), “L’extrême droite francophone face aux élections”, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1350.
- Carter, E.L. (2002), “Proportional Representation and the Fortunes of Right-Wing Extremist Parties”, *West European Politics*, 25: 3, 125-146.
- Castel, R. (2003), *L’insécurité sociale. Qu’est-ce qu’être protégé?*, Paris: Seuil.
- CRISP (1962), “Nouvelles formes et tendances d’extrême droite en Belgique”, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 140.
- Cuperus, R. (2005), “Roots of European Populism”, in Casals, X. (ed.), *Political Survival on the Extreme Right. European Movements between the inherited past and the need to adapt to the future*, Barcelona: ICPS, 147-162.
- Delwit, P. (2007), “L’introuvable électeur? La participation électorale en Europe depuis 1945”, in Hastings, M., De Waele, J.-M. (ed.), *Le vote obligatoire* (sous presse).
- (2002), “L’extrême droite en Belgique francophone: (non)positionnements institutionnels et implantations électorales”, *Fédéralisme-Régionalisme*, 19-36.
- (2002a), “Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC”, in Delwit, P. (ed.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Brussels: Editions de l’Université de Bruxelles.
- , De Waele, J.-M. (1998), “Les mutations du paysage politique en Belgique: questions et perspectives”, in Delwit, P., De Waele, J.-M. (ed.), *Les présidents de parti répondent... Vers une recomposition du paysage politique en Belgique*, Brussels: Labor.
- , — & Rea, A. (1998), *L’extrême droite en France et en Belgique*, Brussels: Complexe.
- Diamanti, I. (2004), “Anti-politique, télévision et séparatisme: le populisme à l’italienne”, in Taguieff, P.-A. (ed.), *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes*, Paris: Universalis, 47-60.
- Eatwell, R. (2003), “Ten theories of the Extreme Right”, in Merkl, P.H., Weinberg, L. (ed.), *Right-wing extremism in the twenty-first century*, London: Frank Cass, 47-73.
- Faniel, J. (2000), “Vote brun en banlieue rouge. Une approche qualitative du vote populaire d’extrême droite à Seraing”, *Les Cahiers du Cevipol*, 3.
- Hagtvet, B. (1994), “Right wing Extremism in Europe”, *Journal of Peace Research*, 31, 241-246

- Harmel, R., Janda, K. (1994), "An integrated theory of party goals and party change", *Journal of theoretical Politics*, 6: 3, 259-287.
- , Robertson J.D. (1985), "Formation and success of new Parties. A cross-national Analysis", *International Political Science Review*, 6, 501-523.
- Ignazi, P. (2001), "Les partis d'extrême droite: les fruits inachevés de la société post-industrielle", in Perrineau, P. (ed.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Paris: l'Aube, 369-384.
- (1998), "The iron law of institutionnalisation", Paper presented at the ECPR Workshop on Challenges to Established Party Organization? Theory and Practise of Green and Alternative Left Party Organization, Warwick.
- Ivaldi, G., Swyngedouw, M. (2001), "The extreme right utopia in Belgium and France : the ideology of the Flemish Vlaams Blok and the French Front National", *West European Politics*, 24: 3, 1-22.
- Klandermans, B., Mayer, N. (2001), "Militer à l'extrême droite", in Perrineau, P. (ed.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Paris: l'Aube, 147-162.
- La Palombara, J., Weiner, M. (1966), "The Origin and Development of Political Parties", in La Palombara, J., Weiner, M. (ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton: Princeton University Press.
- Laurent, A. (1997), "Définir les petits partis: le regard de l'électoraliste", in Laurent, A. & Villalba, B. (ed.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris: L'Harmattan.
- Mayer, N. (1999), *Ces Français qui votent FN*, Paris: Flammarion.
- (1997), "Introduction", in Boy, D., Mayer, N., *L'électeur a ses raisons*, Paris: Presses de sciences po.
- (1990), "Ethnocentrisme, racisme et intolérance", in Boy, B., Mayer, N. (ed.), *L'électeur français en questions*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Mudde, C. (1999), "The single-issue Party Thesis: Extreme Right Parties and the Immigration Issue", *West European Politics*, 22: 3, 182-197.
- Müller-Rommel, F. (1997), "The new chalenges: explaining the electoral success of Green and right-wing populist parties in Western Europe", in Laurent, A. & Villalba, B. (ed.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris: L'Harmattan.
- Nols, R. (1987), *La Belgique en danger. La vérité sur l'immigration*, Brussels: Les éditions ligne claire.
- Norris, P. (2005), *Radical Right. Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Perrineau, P. (2005), "Does Lepenism exist without Le Pen", in Casals, X. (ed.), *Political Survival on the Extreme Right. European Movements between the inherited past and the need to adapt to the future*, Barcelona: ICPS, 21-34.
- (1997), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris: Fayard, 1997.
- Rea, A. (1997), "Le Front national: force électorale et faiblesse organisationnelle", in Delwit, P., De Waele, J.-M. (ed.), *Les partis politiques en Belgique*, Brussels: Editions de l'Université de Bruxelles, 193-204.
- (1997a), "Mouvements sociaux, partis et intégration", in Lewin, R., Coenen, M.-T. (ed.), *La Belgique et ses immigrés. Les politiques manquées*, Brussels: De Boeck Université.
- Sartori, G. (1976), *Parties and party systems. A framework for analysis*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Seiler, D.L. (2003), *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris: Ellipses.

- Spruyt, M. (1995), *Grove Borstels. Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn programma realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien?*, Leuven: Van Halewyck.
- Stengers, J., Gubin, E. (2002), *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918. Tome 2: Le grand siècle de la nationalité belge*, Bruxelles: Racine.
- Swyngedouw, M. (2000), "Belgium: explaining the relationship between Vlaams Blok and the city of Antw", in Hainsworth, P. (ed.), *The politics of the extreme right: from the margins to the mainstream*, London: Pinter, 2000, 121-143.
- Van Craen, M., Swyngedouw, M. (2002), *Het Vlaams blok doorgelicht: 25 jaar extreem-rechts in Vlaanderen*, Leuven: Departement sociologie. ISPO.
- Van Eesbeeck, P. (1985), *L'UDRT. De la révolte anti-fiscale des indépendants au libéralisme anti-radical*, Bruxelles: ULB.
- Wattenberg, M.P. (2002), "The decline of Party Mobilization", in Dalton, R.J., Wattenberg, M.P. (ed.), *Parties Without Partisans Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford: Oxford University Press.
- Weber, M. (1971), *Economie et société*, Paris: Plon.
- Willey, J. (1998), "Institutional Arrangements and the Success of New Parties in Old Democracies", *Political Studies*, XLVI, 651-668.

Notes

- ¹ *Electoral tracts*, Legislative elections of 1985.
- ² "The National Front's programme", in *The National Front. A party... a president*, ND.
- ³ Tract of the National Front National, *Mind your won business!*, 1997.
- ⁴ *The National Front's programme*, elections of June 1999, p. 16.
- ⁵ *Legislative elections 2003, regional and European elections 2004; the National Front's programme*, 2003, p. 16.
- ⁶ *Le Soir*, 11 September 1995.
- ⁷ *Le Soir*, 10 April 1996.
- ⁸ *Le Soir*, 6 June 1996.
- ⁹ *Le Soir*, 27 January 2005
- ¹⁰ FN, *Brussels, my city... for how long?*, legislative elections of 1987.
- ¹¹ UDRT, *UDRT-RAD Section Saint-Josse-Ten-Noode says no to Saint-Josse-Ten-Marrakech*, 1982.
- ¹² Brussels federation of the ps, *Defining an immigration policy for Brussels*, 1987, p. 3.
- ¹³ *Ibid.*, p. 4.
- ¹⁴ In particular the policy initiated by the executive of the Brussels Region under the presidency of the socialist Charles Picqué with effect from 1989.
- ¹⁵ *Le Soir*, 9 May 1998.
- ¹⁶ *The National Front n° 1*, October 1989, p. 19. (This refers to the slogan "Touche pas à mon pote" (Get your hands of my friend) coined by the French anti-racist campaigner Harlem Désir).
- ¹⁷ Article 7 §1 stipulates: "The company may not produce or broadcast programmes which are against the law or the general interest, which do not respect human dignity, and in particular those which contain an incitement to discrimination, hatred or violence, in particular for reasons of race, gender or nationality or seek to minimize, justify or approve the genocide committed by the German national-socialist regime during second world war or any other form of genocide".

The *Front national vis-à-vis* power in France: factors of political isolation and performance assessment of the Extreme Right in municipal office

Gilles IVALDI

The position of the *Front national* (FN) *vis-à-vis* power and the issue of its qualification to form or not alliances with established actors of the mainstream right have occupied the realm of political debate in France since the first electoral breakthrough of the extreme right in the mid-1980s. These salient and highly divisive issues topped the national agenda in the 1998 regional elections in which the far right managed to enter into formal coalitions with a number of centre-right and conservative leaders in regional councils. Concurrently, the FN's success in securing an overall majority in four city councils of Southern France in 1995-1997 was the first occurrence of the extreme right holding public office since the end of WWII and the fall of the collaborationist Vichy regime. Although all those city councils were subsequently lost by the FN and its MNR splinter group, the analysis of the period of the *Front national* assuming local power raises a number of issues regarding patterns of management and policy-making by the far right at municipal level.

The purpose of this chapter is to examine the FN's relationship with power in relation to the seemingly paradoxical isolation of the French extreme right at the margin of the national party system despite its electoral strength. While addressing a number of factors pertaining to the increasing rejection of Le Pen's party towards the fringe of the legitimate space for inter-party competition, the study will also point to the specific political opportunity structures that exist at local and regional level, which facilitated the accommodation of the far right by the RPR/UDF cartel over the 1986-1998 period. As shall be discussed, France can be considered an intermediary case between, for instance, Austria and Belgium, as well as one of "variable geometry" at national and sub-national level. Such difference between national and local party politics is of particular relevance to most right-wing populist parties in Western Europe, which have often first emerged politically and electorally in critical elections at sub-national

level, where the threshold for new peripheral actors' entry into the party system remains significantly lower. As was notably the case for the French *Front national*, these second-order elections helped right-wing populist actors acquire political legitimacy at lesser organizational cost in the initial stage of their development. In the light of the development of broad right-wing coalitions in Austria and Italy, there is also some evidence that the experience of politically accommodating the far right was first conducted at sub-national level before moving onto the national political agenda (Gallagher, 2000; Bale, 2003). Arguably this pattern would have been very likely replicated in the late 1980s in France, had the institutional constraints not deprived the extreme right from parliamentary presence and coalition potential.

The analysis of the FN's position within the party system will be complemented with an evaluation of the party's performances in municipal office in Toulon, Marignane, Orange and Vitrolles. In particular, we will suggest a possible characterization of two divergent models of "ideological" and "pragmatic" municipal governance, whilst pointing at the many similarities in the significant impact of the traditional far right *Weltanschauung* and development of political patronage on the process of agenda setting and the implementation of local social and cultural policies across the four localities under FN administration.

1. From challenger to adversary: electoral consolidation and systemic isolation of the French far right

The 2002-2004 series of elections bore testimony to the consolidation of the position of the extreme right in the political system as a strong mobilisatory force (Perrineau, 2005). The results pointed to the institutionalization of the far right, the continuing strength of a core of loyal voters, and the FN's ability to retain a foothold in its former bastions despite the schism by the *mégrétiste* faction departing from the party in 1999 (see Table 1). While demonstrating the enduring capability of the far right to secure a stable partisan support between elections, these results revealed simultaneously the blatant failure of Mégrét's splinter *Mouvement national républicain* (MNR) and the FN's capacity to assert its hegemonic position on the extreme right camp. The succession of electoral setbacks experienced by the MNR between 2002 and 2004 was compounded by severe financial and legal difficulties that contributed to delivering the final blow to an already weakened party which now appears largely irrelevant to first-order politics (Evans & Ivaldi, 2005).

Unlike its right-wing populist counterparts in Austria, Italy or the Netherlands (Heinisch, 2003; Minkenberg, 2001; Van Praag, 2003; Luther, 2003), the French *Front national* never managed to effectively seize upon those electoral successes to escape the margins of the national political system, to which it had been confined by its emergence as the aggregation of a number of peripheral nationalist and neo-fascist organisations within the post-1945 historically de-legitimized far right camp (Camus & Monzat, 1992). The political isolation and lack of coalition potential by the FN at national level contrast with the actual development of collusive strategies by leaders of the mainstream right at local level and the recurrent building of tactical alliances *in the field* over the 1983-98 period. In this, the situation of the French far right within the party system has traditionally been one of a precarious equilibrium between

pragmatic cooperation and political rejection on ideological and moral grounds, which, for instance, clearly differs from the tight *cordon sanitaire* built around the *Vlaams Blok/Belang* by all established parties in Flanders since the early 1990s (Delwit et al., 1998; Lubbers et al., 2000; Erk, 2005). In order to understand the motives behind this intricate vacillation movement of “variable geometry” combining inclusion and exclusion of the FN, we need to look at relevant longitudinal elements of alteration in patterns of party competition in relation to the changing balance of power within the right pole of French politics, the divergent political opportunity structures that exist at national and sub-national levels, and the crucial institutional constraints inherent in the majoritarian system in the first-order arena of electoral politics in France.

Table 1
FN and MNR election results (1984-2004)

	<i>Election</i>	<i>%</i>	<i>Post-1999 split</i>
1984	European	11.4	-
1986	Legislatives	9.8	-
	Regional	9.5	
1988	Presidential	14.4	-
	Legislatives	9.7	
1989	European	11.7	-
1992	Regional	13.8	
1993	Legislatives	12.4	-
1994	European	10.5	-
1995	Presidential	15.0	-
1997	Legislatives	14.9	-
1998	Regional	15.1	
1999	European	9.1	5.8 FN
			3.3 MNR
2002	Presidential	19.2	16.9 Le Pen
			2.3 Mégret
	Legislative	17.8	Le Pen (2 nd round)
			12.4
		1.1 MNR	
			0.2 Other ER
2004	Regional	16.1	14.7 FN
			1.4 MNR
	European	10.11	9.8 Le Pen
			0.3 Mégret

Source: Ministry of Interior.

A. Changing patterns of inter-party competition

Since the Front national gained political prominence, the major parties of the parliamentary right have been confronted with the issue of dealing with this new challenger on their right flank. Subsequently, both the Gaullist RPR and centre-right UDF had to derive “appropriate” strategies to limit the increasing impact of Le Pen’s party which, in the initial phase of its electoral growth, impinged primarily on

right-wing electoral territory amongst dissatisfied RPR/UDF voters (Martin, 2000). To begin here with a focus on the national level, it is true to say that, contrary to the ambivalent attitudes of the RPR/UDF cartel towards the FN throughout the 1980s, there was a significant shift by 1990 towards a clearer refusal by top-level leaders of the mainstream right to collaborate with the far right, which was further reaffirmed by President Chirac in the aftermath of the traumatic episode of the 1998 regional elections and resulted in the unambiguous rejection of the *Front national*.

In the highly ideologically polarized context of the mid-1980s, the “incorporative” approach to the rise of the FN by the mainstream parties of the right – as then theorized by regional UDF leaders Jean-Claude Gaudin or Jacques Blanc for instance – was predominantly seen as part of the response to the shock caused by the victory of the left in 1981 and the consequent alternation in power by the socialist-led alliance with the PC. The virulent anti-communist ideological element in the legitimization by national party executives of local agreements with the FN was, for example, central to the tactical manoeuvring that took place in the critical municipal by-election of September 1983 in the city of Dreux. What was to become the founding event in bestowing political respectability upon the *Front national* was countenanced by a number of key representatives of the RPR/UDF (Chirac, Gaudin, Pons, Giscard, Barre, Poniatowski) on the ground that the FN was less an immediate danger than the “socialo-communist” leftist cartel and the participation of the so-called “Red Fascists” in government. The anti-left strategy was further enhanced in the 1986 and 1988 elections where a number of centre-right leaders officially formed alliances with the FN representatives at the local level ¹.

This concept of the FN’s ideology being no more than a “radical” expression of right-wing conservatism was articulated by a number of national leaders of both the RPR and UDF, as illustrated for instance by Charles Pasqua’s quote in April 1988: “on what is essential, the FN shares the same concerns and values as the majority [RPR/UDF]” (*Valeurs actuelles*, 30 April 1988). According to Jean-Claude Gaudin, then President of the UDF parliamentary party in the National Assembly, the FN must be considered “a challenger not an adversary” (*Europe 1*, 17 February 1985). Such an inclusive approach was facilitated by the spatial and ideological positioning of Le Pen’s party itself at the right end of the political spectrum on the “national-conservative revolution” agenda (Taguieff, 1989) that would incorporate traditional conservative policies together with liberal pro-market economics and anti-tax populism. It also coincided with the FN’s attempt at building links with the mainstream right through conservative factions and think-tanks, most notably the *Club de l’Horloge* where Bruno Mégret and most of his supporters originated. The FN’s tactics of opening-up attracted a number of defectors who helped sustain the party’s efforts to acquire political legitimacy and a more acceptable public image, and who, for the vast majority, subsequently left the FN. In the 1986 legislative elections, this collusive strategy of *notabilization* was politically formalized through establishing *Rassemblement national* proportional lists that brought together Le Pen’s *Front national*, Mégret’s *Confédération pour l’Avenir et le Renouveau* (CODAR) and parent *Comités d’Action républicaine* (CAR), as well as members of the *Centre National des Indépendants et Paysans* (CNI/CNIP) such as

Olivier d'Ormesson, Yvon Briant, Edouard Frédéric-Dupont, Michel de Rostolan or Philippe Malaud.

By the beginning of the 1990s, the main parties of the right moved progressively away from such conciliatory attitudes towards the *Front national* both for strategic and ideological motives, particularly under increasing "moral" exhortation by the left, the media and a number of key figures of the RPR/UDF including Alain Juppé, Alain Carignon, François Léotard, Philippe Séguin, Gérard Longuet, Bernard Stasi or Michèle Barzach. To some extent, the re-introduction of the majoritarian electoral system in 1988 had considerably limited the electoral impact of the FN and shed light on its inability to effectively translate first-round votes into parliamentary seats, thereby contributing to reduce part of the competitive pressure put by the far right upon the RPR and UDF within the whole rightist camp. More particularly, however, the unprecedented score achieved by the FN candidate in the April 1988 presidential ballot convincingly showed that the extreme right success at the polls was not simply a temporary upsurge of protest, dissatisfaction and dissent – as had been wrongly anticipated by most leaders of the centre and conservative right –, but instead a deeply rooted phenomenon which could only be tackled by longer-term political strategy and not tactical case-by-case arrangements. Especially in the areas of Southern France where local agreements had been publicly made in 1986, the outcome of the 1988 legislative election provided some evidence of the counter-productive effect of colliding with the extreme right which, if systematically put into action by the RPR/UDF cartel, would very likely lead to further consolidation and legitimation of Le Pen's position within the political system rather than limiting effectively its potential for electoral growth and party system impact. Moreover, the 1989 municipal contest confirmed that the influence of the FN was spreading far beyond the boundaries of its traditional electoral strongholds of the South and that the issue of party cooperation with the far right would have to be addressed at national level in the forthcoming cantonal, regional and legislative elections. Lastly, following two years of alternation in national government by the RPR/UDF alliance between 1986 and 1988, there was a realization that part of the FN's electorate originated from the ranks of the left and would therefore remain deaf to all attempts by the traditional right to call upon those voters by politically accommodating Le Pen's party.

In 1990, the founding of the electoral umbrella *Union pour la France* (UPF) marked a significant shift in the strategy of the dominant parties of the mainstream right towards a "neither Le Pen, nor Mitterrand" line of rejecting alliances with the far right whilst simultaneously refusing to join forces with parties of the left within the so-called *Front républicain* suggested by former Mayor of Grenoble Alain Carignon, in every election where the FN would be in a position to win in the second round. With a clear view to pushing the FN towards the extreme right fringe of the party system, this exclusive strategy was continued at national level throughout the 1990s under the leadership of President Chirac and led eventually to his solemn condemnation of the "*Front national* as a racist and xenophobic party by nature" (*Libération*, 23 March 1998) if not simply "racist, anti-Semitic and xenophobic to the core" (to quote here former PM Alain Juppé, in *Le Monde*, 21 September 1996). The refusal to negotiate with the far right was subsequently endorsed as a central principle in the building

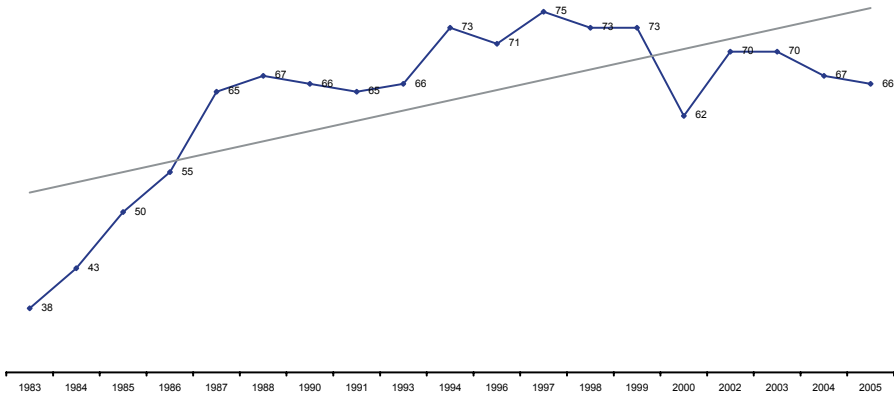
of future electoral alliances by the President of the renewed UDF (François Bayrou) in 1998 and all leaders of the *Union pour un Mouvement populaire* (UMP) cartel that emerged from the 2002 elections (Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy, Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé, Dominique de Villepin), with the support of an overall majority of conservative and centre-right voters in opinion polls.

The attempt at confining Le Pen's party to its original anti-system role was accompanied with the ideological re-appropriation by the mainstream right of part of the FN's agenda on the salient issues of immigration and law-and-order throughout the 1980s and 1990s. Whilst initiated originally by those within the RPR/UDF whose individual profile and political pedigree (e.g. Pasqua, Bernard Pons, Robert Pandraud or Michel Poniatowski) were considered objective assets in conducting such hostile ideological "takeover", this strategy was approved and backed up by a number of prominent figures and spokesmen of the RPR and UDF (Chirac, Barre, Giscard d'Estaing, Balladur) who, on a number of occasions, undertook to manipulate crudely and capitalize on some elements of the ethno-authoritarian repertoire of the far right in order to limit its electoral audience. The dramatic impact of the FN on the mainstream right's national political agenda was also patent in the process of policy-making and the development of more restrictive policies by the RPR/UDF coalition (Ritaine, 2005; Fassin et al., 1997; Givens & Luedtke, 2005; Guiraudon, 2003), as was evidenced by the implementation of the Pasqua's Laws of September 1986 and August 1993, and their numerous legislative sequels from the Debré's Laws in April 1997 to the National Security Bill of March and Immigration Laws of November 2003, Villepin's Action Plan against illegal Immigration in May 2005 and the most recent proposals by Nicolas Sarkozy for the prevention of crime, soft-drug abuse and juvenile delinquency in December 2005. Since 2002, this combination of a restrictive line on immigration and a tough stance on law-and-order has occupied the realm of political discourse by mainstream UMP, and more particularly by a number of "cameo role" MPs who have been devoted the task of issuing the most "extreme" statements and publicizing the most controversial proposals. The mixing of immigration and security issues has also become a crucial element in Interior Minister Nicolas Sarkozy's strategy to appeal overtly to the less radicalized segment of the FN's electorate in order to enlarge its potential popular support in the forthcoming 2007 presidential ballot, as was demonstrated by his highly criticized management of the November 2005 riots in suburban France, and the many *ad hominem* attacks he received with accusations of going overboard on xenophobia and authoritarianism.

By the mid-1990s, the ostracization of the FN by the RPR/UDF and the former's loss of coalition potential at national level corresponded with – or more probably induced – some programmatic change together with a perceptibly more radical anti-system approach by Le Pen's party. A consequence of the harder line taken by the mainstream right, the process of transformation on the far right of the French political spectrum can be considered one of radicalization and ideological escalation. Together with increasingly violent behaviours, including a significant number of racist attacks by FN members and supporters during 1995, Le Pen's party entered into re-developing formal links with neo-fascist groups such as the GUD, *Jeunesses nationalistes*, *Troisième Voie* or Pierre Sidos' *Œuvre française*, which had distanced themselves from the neo-

conservative approach favoured by the FN in the preceding period. All these factors contributed to further isolating Le Pen's organization within the party system (Ivaldi, 2003). In particular, the continuation and accentuation of the conspiracy theory, anti-Semitism and Holocaust revisionism – which traditionally remain structuring identity elements in the core ideology of the extreme right –, together with the resurgence and development of segregationist and discriminatory measures in the early 1990s – as illustrated by the publication by FN of its *50 proposals for immigration* in November 1991 and the subsequent promotion of overt race-based prejudice by Le Pen's party (Swyngedouw & Ivaldi, 2001) – led to the perception by a growing proportion of the public of the *Front national* as a party unambiguously located at the extreme right end of the political spectrum (Figure 1). In November 2005, no less than 78 per cent of the French said they were in disagreement with the FN's ideas (CSA-Marianne, November 2005) and two-thirds (66 per cent) considered Le Pen's party a "threat to democracy" (TNS-SOFRES, December 2005).

Figure 1
Public perception of the Front national as a "threat to democracy" (1983-2005)



Source: TNS-SOFRES surveys.

In terms of party strategy, it is true to say that the *Front national* shifted its own position and moved away from the conciliatory attitude embodied by the *mégrétiste* group amongst the party's top-level elites prior to the 1999 split, towards the "neither left, nor right" strategy of revolutionary nationalism. This new direction was formulated and articulated in the IXth party congress of February 1994 and subsequent summer university in July 1995 under the auspices of the radicalized youth organisation of the party (FNJ). The shift in party positioning was notably due to the changing balance of power and the growing influence of the rival faction led by Bruno Gollnisch together with a number of former Secretary General Jean-Pierre Stirbois' supporters in response to the transformation of the FN's electorate and the consolidation of the far right amongst blue-collar workers, which emerged from the outcome of the 1995 presidential ballot. Since then, the ideological aggrornamento

on liberal pro-market economics by the *Front national* and the incorporation of traditional left-wing themes of socio-economic protectionism and anti-globalization with a strong working-class appeal have led to increasing the ideological distance with the RPR/UDF coalition. The progressive spatial positioning of Le Pen's party as a third competitive bloc distinct from both the left and parliamentary right was central to the party strategy revealed at the xth national congress of Strasbourg in April 1997 despite Mégret's personal success in the delegates' vote. In sharp contrast with the way in which the FN sought to establish itself as a possible junior partner within a broad right-wing coalition throughout the 1980s, the political strategy that was experimented in the 1997 legislative elections and later formulated again in the national party convention of Lyon in January 1998 became one of fierce antagonism towards the mainstream right and President Chirac in particular, along the lines of the traditional anti-Gaullist component of the extreme right inherited from the post-Algerian war period and OAS legacy. In the 1998 regional ballot, the apparently more conciliatory attitude concealed in reality the attempt by the FN to destabilize and ultimately dislodge the RPR/UDF pole at local level and, in that sense, was a replication of the new strategic party positioning. Interestingly, the presidential election strategy unveiled by the *Front national* in January 2006 is a clear continuation of the "neither left nor right" formula, with a clear view to enlarging the party's electoral support on the left side of the political spectrum and, more particularly, among euro-sceptic left-wing voters that rejected the European Constitutional Treaty in the May 2005 referendum.

B. Political opportunity structures, institutional settings and the sub-national level

While perceptible at the national level, changes in patterns of party competition were less palpable at sub-national level where tactical collaboration with the far right took place until 1998. Deprived of national coalition potential and increasingly rejected at the fringes of the political system, the *Front national* managed however to pursue cooperation with local leaders of the mainstream right thereby demonstrating the precariousness of the strategic and moral stance taken by the RPR and UDF leaderships. To account for this "variable geometry", we need to address the divergent political opportunity structures that exist at national and sub-national levels, and the crucial role by institutional settings in shaping party competition in the first-order arena of French politics (for a general discussion, see Carter, 2005; Rydgren, 2005; Van der Brug et al., 2005).

The principled firm stance taken by the RPR-UDF national leadership not to coalesce with the far right was largely facilitated by the crucial institutional constraints inherent in the two-ballot system, the mechanical process of majoritarian "amplification" due to the disproportional translation of votes into seats and the higher threshold for parliamentary representation of peripheral actors, which all derive from the strong bipolar logics of the electoral system (Charlot, 1993; Ysmal, 1998). Performing an index of disproportionality for each of the legislative contests over the 1978-2002 period illustrates the distorsive effect of the electoral system in manufacturing parliamentary majorities, as was particularly marked in 1993 and 2002 (Table 2).

Table 2
Disproportionality and PR simulations in legislative elections (1978-2002)

<i>Elections</i>	1978		1981		1986*		1988	
% <i>Disproportionality</i> †	7.6		16.2		6.3		11.6	
PR Simulations (highest-average formula with a 5 per cent threshold)								
	Votes	Seats	Votes	Seats	Votes	Seats	Votes	Seats
Extr. Left	3.0	0	1.2	0	1.5	0	0.3	0
PC	20.6	77	16.1	53	9.7	32	11.1	39
<i>Verts</i>	2.1	0	1.0	0	1.24	0	0.1	0
PS + Other Left	24.3	127	38.1	198	32.8	211	37.5	225
RPR/UDF+Other	44.1	269	42.9	223	44.7	277	40.6	258
Regionalists	0	0	0.1	0	0.1	0	0.3	0
FN	0	0	0.1	0	9.9	35	9.7	33
Total	474		474		555		555	
<i>Overall maj.</i>	238		238		278		278	

<i>Elections</i>	1993		1997		2002 **	
% <i>Disproportionality</i>	23.5		17.7		22.8	
PR Simulations (highest-average formula with a 5 per cent threshold)						
	Votes	Seats	Votes	Seats	Votes	Seats
Extr. Left	1.7	0	2.6	0	2.8	0
PC	9.1	30	9.8	36	4.8	11
<i>Verts</i>	7.9	21	3.1	0	5.7	15
PS + Other Left	20.1	120	31.1	219	26.7	187
RPR/UDF+Other	44.0	328	32.3	223	43.4	290
Regionalists	0.3	0	0	0	0.3	0
FN	12.7	56	15.2	77	11.3	52
Total	555		555		555	
<i>Overall maj.</i>	278		278		278	

Note: Mainland France, legislative elections, 1st ballot (“other parties” excluded from calculation).

† Gallagher’s least-squares index (Gallagher, 1991).

*1986: actual results, election was held under proportional representation.

**2002 : Left = PS (24.1% ,184 seats) + Other Left (2.6%, 3 seats) ; Right = UMP (33.7%, 267 seats) + UDF (4.9%, 14 seats) + MPF /RPF (1.2%, 1 seat) + Other Right (3.6%, 8 seats) ; FN alone (the MNR would not have received any seat).

Source : BDSP electoral database; our calculations.

In the case of the FN, the impact of the institutional settings on the party’s inability to enter the parliamentary arena and acquire either coalition or blackmail potential was demonstrated *a contrario* by the short-lived attempt by the socialist government to introduce proportional representation for the 1986 legislative election, whereby the FN won a total of 35 seats in the National Assembly (of which 3 had been elected on CNIP lists). The expected distribution of seats in subsequent parliamentary elections, as can be estimated by applying theoretically the proportional department-list system that was introduced in 1986, suggests that with a mere 6 per cent of parliamentary seats the far right would have held the balance of power as early as 1988 and acquired

strong coalition potential again in 1997. Under such hypothesis, Le Pen's party would have been in a position to force the dominant RPR/UDF cartel into collaborating to achieve an overall majority against the left on both occasions (Table 2). It must be noted here that this would also have had important implications for the FN in terms of public funding with an anticipated increase of over 50 per cent in the party's state subsidies which amounted to over 4,500,000 euros proportionally to the FN's score in the 2002 legislative ballot.

With respect to the systemic marginalization of the far right, one last key feature of the electoral system that ought to be mentioned here is the clear incentive for party aggregation and cartelization in legislative contests, which derives from the above institutional constraints: from 1981 onwards this led to increasing cooperation between the RPR and UDF at constituency level despite recurrent discord in presidential ballots, and the consequent reduction in party fragmentation within the right pole of French politics, which contributed to further isolating the FN. The outcome of the 2002 legislative elections, where the Front national managed only 11.1 per cent of the first round vote and lost about 2 million voters relative to the immediately preceding presidential ballot, clearly showed the impact of the rallying dynamic initiated by the UMP (single candidates in no less than 93 per cent of all constituencies) on the structure of political supply on the right, and the clear tendency for a significant proportion of former FN voters to defect to the newly formed centre-right umbrella organization rather than "waste" their vote on a party with very little coalition potential.

Table 3
FN-right alliances in regional elections (1986-2004)

<i>1986</i>	<i>1992</i>
FN score: 9.5 per cent (137 regional councillors)	FN score: 13.8 per cent (241 regional councillors)
Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées	None
<i>1998</i>	<i>2004</i>
FN score: 15.1 per cent (275 regional councillors)	FN score: 14.7 per cent (156 regional councillors)
Bourgogne, Centre, Languedoc-Roussillon, Picardie, Rhône-Alpes	None

Such analysis of the impact of institutional features on the FN's incapacity to acquire coalition potential at parliamentary level is mirrored at local level by looking at the specific structure for party competition and cooperation created, for instance, by the proportional representation system under which regional elections were fought from 1986 to 1998. In 1986 and 1998, this provided the *Front national* with the opportunity to form tactical alliances with local leaders of the mainstream right in a number of regional councils (Table 3). By contrast, the change in the electoral

system at regional level that was implemented prior to the 2004 ballot, together with the landslide victory by the left one must add, resulted in a sharp decline in the number of regional council seats won by the far right (-119 seats nationwide) and the consequent loss of its former blackmail potential, which both contributed to prevent yet another distressing episode of widespread FN-right collaboration that could have been anticipated otherwise.

Looking at the specific political opportunity structures that exist at local level, it is important to stress the tactical, ideological and organizational elements in politically accommodating the *Front national*. Although partly a trivial consideration, we must first stress here the highly pragmatic approach that governed some of the most vilipended *ad hoc* alliances formed by regional leaders of the RPR/UDF whose main – if not sole – purpose was to hold power against coalesced parties of the left. This was particularly true of the 1998 series of FN-right deals and subsequent inclusion of the FN as a junior coalition partner, which were largely justified by the local notables of the mainstream right as they refusing to bear yet another political cost that would add to the already disastrous consequences of the electoral debacle in the 1997 legislative ballot following the hazardous dissolution of the National Assembly by President Chirac. Notwithstanding the “iron law” of electoral arithmetic, there is also a clear evidence of the historical links that exist between the constellation of far right small groups and think-tanks, on the one hand, and the more established parties of the mainstream conservative or centre-right on the other, particularly in Southern France where there has been traditionally some ideological convergence and organizational “porosity” (Blöss et al., 1999), which can be regarded as key explanatory factors of the flirtation by a number of local leaders of the RPR and UDF with their FN counterparts as early as 1986.

At local level, the ideological promiscuity of the mainstream right with the *Front national* has been historically maintained by the close links that were built through a number of interconnected groups which served as bridging organizations and formed a locus for political networking at local level. Throughout the late 1960s and 1970s, the particularly strong anti-Gaullist element brought together former OAS and Tixier-Vignancourt supporters with members of the *Républicains Indépendants* (Rémond, 2005) among whom were found some of the instigators of future political cooperation with the far right such as Jean-Claude Gaudin, Jacques Blanc, Jacques Médecin, Jacques Peyrat, Charles Baur, Charles Millon, Bernard Harang or Jean-Marie Le Chevallier. In 1998, for instance, Millon’s strategic attempt at creating a new political party benefited from the organizational support by the CNI. In the 1980s, Philippe Malaud and Yvon Briant’s CNI continued to play this role of establishing contacts between the extreme and mainstream right camps and accommodating former far right activists such as Alain Robert, founding member of *Ordre Nouveau* in 1969, or Jean-François Touzé (FN). This role has since been taken upon by Philippe de Villiers’ MPF and, until 1999, by now marginalized Pasqua’s RPF, in an attempt at attracting defectors from the FN. In Mediterranean France, more especially, the ideological connection was significantly reinforced by the sociological element inherent in the large community of French *pieds-noirs* repatriated from Algeria following the country’s independence in 1962, whom for the vast majority settled in the Southern

regions (Delpard, 2002; Verdès-Leroux, 2001) and whose influence on the FN-right linkage would later be manifest in specific areas like Marignane or Toulon for instance. In 1998, the PS-PC alliance within the *Gauche Plurielle* cartel revived also traditional hostility towards the communist party amongst some of the mainstream right regional leaders: as expressed then by Michel Poniowski: “it is worse to be taken hostage by the communists rather than the *Front national*” (*Libération*, 20 March 1998). Such ideological justification of FN-right agreements at local level was for instance brought in as a key motive for colluding with the extreme right in Picardie where the left was supporting a PC candidate to regional council presidency.

Lastly, the “variable geometry” in patterns of cooperation with the extreme right at national and sub-national level is illustrative of the traditional organizational weakness of political parties in France (Avril, 1995; Huard, 1996; Knapp, 2003) and the crucial contribution by local notables in structuring political competition, particularly at the centre-right of the political spectrum (Colliard, 1971; Platone, 2003). In 1998, the decision by local leaders of the UDF to rely tactically on the support from the FN to achieve regional council majorities, in overt opposition with both the RPR and UDF apparatus, was partly an act of rebellion against the centralized hierarchical structure of the parties and the Jacobin top-down approach by national party leaderships. It was also a clear indication of the predominance of political individualism, inter-personal relationships and long established contacts by the regional notables of the mainstream right with their FN counterparts whose sociological profile, personal history and former political attachments were in many cases very similar to those of the parliamentary right. All the above elements were already plainly put forward by a local UDF leader in Marseille in the early 1990s as an attempt to justify past and future accommodation of the FN: “We will not let our friends from Paris come down here to bother us. There has been enough quibbling. This problem is a pain for everybody [*sic*] and we are not happy about making such deals. But the FN representatives are people we have always mixed with and with whom we have talks that we often do not have with the Socialists”, he said (*Le Monde*, 6 June 1990). To quote here Marie-Thérèse Allain, UDF representative on the regional council in Centre in 1998: “we knew those FN guys, who were said to be fascists and Nazis, for two regional legislatures. When the time came to meet them, we did not see what the problem was” (*Le Monde*, 9 June 1998).

2. The *Front national* in municipal office: models of local governance on the far right

The picture that emerges from the above analysis of the FN’s confinement at the extreme margins of the national party system since the early 1990s together with the party’s more recent loss of coalition potential at regional level in 2004, is undoubtedly one of political isolation. As was suggested earlier, this has also contributed in return to reinforce the self-positioning by Le Pen’s party at the periphery of the system in order to exploit all political resources available from electoral populism, anti-partyism and the promotion of anti-establishment attitudes. If we are to address the issue of the FN’s relationship with power, this first part of the study ought to be complemented with an evaluation of the party’s performances and models of governance in municipal office following its success in securing a majority in four city councils of Southern France

in 1995 (Toulon, Marignane and Orange) and 1997 (Vitrolles). In this, we suggest a characterization of two divergent models of local governance, whilst pointing at the many similarities in the significant impact of the traditional far right *Weltanschauung* and development of political patronage on the process of agenda setting and the implementation of social, cultural and economic policies across the four localities under FN administration.

A. “Pragmatic” vs. “ideological” municipal governance

To a large extent, the line of division between local notables and party leaders, which was identified with respect to the diverging strategies of the mainstream right *vis-à-vis* the FN at national and sub-national levels, is echoed by the cleavage that emerged within the *Front national* following its accession to municipal power in the mid-1990s. Looking at the models of local governance implemented by the FN Mayors, there is some evidence of two conflicting types of “pragmatic” versus “ideological” municipal management. In relation to the above considerations regarding the *Front national’s* increasing propensity from 1995 onward to promote its own image as a third distinctive bloc in French politics, and thereby a possible challenger to all established actors of the left and the right, the unprecedented experience of holding municipal power was obviously considered by Le Pen’s party an opportunity to prove itself a credible and legitimate alternative to the RPR/UDF cartel.

This notion of a locus for almost experimentally implementing some of the key measures of the FN political agenda, and therefore establishing the viability and applicability of the far right’s programme at national level, was central to the style of local governance developed in Toulon and even more visibly in Vitrolles. In the latter especially, it was clear that some of the most controversial measures by the ruling Mégret municipal administration at local level were given particular emphasis in order to attract as much publicity as possible, thereby serving the party’s strategy of differentiation at national level. Hence for instance some of the contentious interviews by Catherine Mégret with regards to the implementation of the FN’s most cherished “national preference” discriminatory scheme or her unconditional supporting of Le Pen’s highly controversial statement on “fundamental racial inequalities” (*Berliner Zeitung*, 24 February 1997). Interestingly enough, this promotion of a highly ideological municipal agenda was found in the two FN cities where the actual leaders did not originate in the local political circles but instead had been tactically brought in from national party apparatus in 1988.

At variance with the programmatic goals set by Le Pen, the model of governance in Marignane and Orange was rather one of political pragmatism by regional figures of the far right (Viard, 1996), whose main aim was to focus on their personal entrenchment at municipal level and avoid the amount of media attraction that their counterparts received in Vitrolles and Toulon. Not only this “low-profile” approach proved more successful electorally – as was subsequently demonstrated by both Simonpieri and Bompard’s hardly contestable success in the 2001 municipal elections contrary to the blatant failure in Toulon in 2001 and Vitrolles in the 2002 by-election –, but it also fits precisely with the general proximity pattern mentioned earlier. The “apolitical management” claimed by Simonpieri and Bompard later allowed its two

proponents to move away from their original far right camp and join forces with the UMP and Villiers' MPF respectively. In 2004-05, the bitter dispute that opposed Bompard to Le Pen, which led eventually to the former being expelled from the *Front national*, revealed also that Bompard opting for pragmatic governance in 1995 formed part of a broader political strategy whose priority was to consolidate the party at local level rather than pursuing what was considered a "pointless" presidential ambition, be it with Le Pen's populist charisma and voluminous media coverage.

The incapacity by the FN to incorporate those antagonist albeit not irreconcilable views showed the strong constraints imposed on the party's development at local level by the hierarchical and centralized structure of leadership. It was also an indication of the high level of intra-party factionalism which is a recurrent feature on the extreme right. The impact of political rivalries between discordant groups of actors within the FN was for instance exhibited in the opposition that arose at local level between Mayor Jean-Marie Le Chevallier and Eliane Guillet De La Brosse, an influential figure of the extreme right in Toulon (Martin, 1996; Samson, 1997). In 1999, the national dispute between Le Pen and Mégret over party leadership led to similar patterns of conflict between the major groups of power-holders at municipal level, with the MNR securing temporarily the city councils of Marignane and Vitrolles, and the FN maintaining its control over Orange. In Toulon, the municipal far right majority broke up into no less than four rival factions leading eventually to a severe electoral setback in the 2001 election despite the tactical alliance between the local MNR representatives and Le Chevallier's *Toulon d'Abord* list in order to prevent the concurrent FN list to move forward to the second round. Similarly, the imbroglio and adverse ramifications that arose from the XIIth party congress in Nice in April 2003, which opposed Marine Le Pen to a troika of party notables led by Bompard, Bernard Antony and Marie-France Stirbois, pointed to a significant shift in the internal factional balance of the FN and increasing discord over political strategy and the sensitive issue of post-Le Pen leadership in a highly divided party.

B. Ideological constraints and the local conservative agenda

Mostly a divergence on the political opportunity for linking municipal governance with the national party strategy of fierce anti-system opposition to all mainstream actors, the above dichotomy should not be taken to mean however that there were significant differences in the actual orientation of policy-making at local level. Across all four city councils, the priorities of the FN administration were very similar, with a strong emphasis on immigration, law and order, local tax cuts, and conservative social and cultural policies. Whereas the first three elements form part of the well-publicized far right post-industrial political agenda and are key issues that recurrently are amongst the most important motives of voting for Le Pen's party in national elections, the social-authoritarian component of the FN's model of municipal governance can be considered an expression of the more traditional national-conservative element in party ideology, which was inherited from the post-Vichyst national revolution and brought to the *Front national* notably by the Catholic counter-revolutionary fringe of the French extreme right joining forces with Le Pen in the mid-1980s.

By the early 1990s, the focus on “culture” became an integral part of the political strategy by the FN. With a rather dubious appeal to Gramsci and a much clearer reference to the primacy of culture and values in the ideology of the new right (GRECE), the 300 Measures for France’s Revival (1993) called for the FN to influence the political debate by promoting traditional cultural values against the established “intelligentsia” and “intellectual terrorism” by the left. As was then formalized by Pierre Vial or Mégret, there was an immediate threat to traditional values of social cohesion and harmony embodied in the so-called “Rap-Tag-Lang” alternative left-wing libertarianism, which commanded to “wage a war on the degeneration of art and culture” (*Le Monde*, 6 February 1992). These themes were further emphasized in the party’s summer university of La Grande-Motte in August 1996, whose main focus was on “culture and politics”. At local level, the policy impact of the FN’s conservative rejection of modernity was manifest in the systematic attacks on popular art festivals (e.g. Châteauvallon in Toulon or the *Chorégies* in Orange), leading anti-racist organisations and youth cultural associations through drastic financial cuts in city council subsidies. The bitter controversy over the *Sous-Marin* café in Vitrolles, and ultimately its forcible relocation in the neighbouring city of Gardanne, together with the closing of the *Lumières* cinema on the account of its showing of “unwanted” short-films on HIV/AIDS or Bompard and Simonpieri’s policy of systematically excluding so-called “cosmopolitan” books from public libraries in Orange and Marignane, were among many examples of the FN’s municipal politics of “cultural restoration” inspired by social authoritarianism and sustained by the longstanding conspiracy theory on the far right². It must be noted here that this political struggle against the alleged contemporary “cultural diktat” of the left was reproduced in some of the regions where the FN obtained a right to vote on regional council subsidies by allying with the mainstream right in 1998. In Languedoc-Roussillon, for instance, the FN imposed severe cuts in the monies allocated to a number of cultural associations such as the *Théâtre des Treize Vents*, the *Centre chorégraphique de Montpellier*, the *Festival de Danse de Montpellier* or the *Festival de Cinéma Méditerranéen*. Similarly, in Rhône-Alpes, Pierre Vial, the FN regional Vice-President for Culture, led the council majority into reducing significantly the amount of financial support to a number of art and cultural events such as the Biennial Festival of Dance and that of Modern Art.

In the municipalities, the neo-conservative crusade was accompanied with a number of covert discriminatory practices and the imposition of economic sanctions directed at politically undesirable left-wing political supporters or trade union members among municipal council staff. One tangible and particularly dramatic effect of this witch-hunt was to force a number of people into resigning from their positions within the local administration while others were wrongfully dismissed for alleged reasons of budgetary discipline. Moreover, the very conception by the FN of social policies was placed under the yoke of the far right vision of the world and the party’s inability to conceive some of the most salient issues inherent in the transformation of contemporary French society (Martin et al., 1999). Aimed predominantly at the traditional clientele of the extreme right – namely the conservative petty-bourgeoisie –, the social policies by the FN municipal administrations proved highly inefficient in addressing a number of issues ranging from social deprivation, youth and ethnic minorities, abortion, drug

abuse, the prevention of HIV/AIDS or the development of single-parent families, which all fell outside the traditional community as defined by the extreme right. In that, the policy goals of the local FN echoed those of the national party's strategy of spreading ideological influence and disseminating FN publicity within the whole community by establishing a number of flanking organisations (Ivaldi, 1998). Despite ambitious claims of a nationwide network of pro-FN organisations, the target for actual political lobbying was restricted to the social groups which are traditionally most susceptible to extreme right appeal (i.e. veterans, repatriates, the military, police officers, small business owners and traders, shopkeepers). By contrast, the strong emphasis on law and order enforcement, the shift towards more repressive policies, and the significant increase in the municipal police workforce were regarded as the most appropriate responses to all forms of deviance considered prejudicial to the social order.

To some extent, this ideological rigidity was exemplified by the FN undertaking to implement locally the "national preference" social protection scheme contrary to all the country's anti-discrimination laws since 1972, the provisions of the Criminal Code and all basic equality principles underpinning the Human Rights Preamble of the French Constitution. Despite the many claims by Le Pen of a widespread use of the principle across all FN municipalities, there were only very few attempts at infringing overtly the existing legislation on ethnic discrimination. One example was the creation by the Vitrolles city council in January 1998 of a child-allowance to which only the French or citizens of other EU-Member States were entitled. In examining the conditions of eligibility for this special allowance, the Aix-en-Provence Court later ruled that they were against the fundamental principle of equal rights, and gave Catherine Mégret and Deputy-Mayor Hubert Fayard a three-month suspended prison sentence, together with 2 years of ineligibility for public office and a fine of about 15,000 euros. Elsewhere there was a clear tendency for the far right Mayors to opt for more hidden discriminatory practices based upon political patronage at local level, as was the case in Toulon with the priority given to *Moccos* (i.e. people born-and-bred in Toulon) or in Orange with Bompard's concept of "*préférence orangeoise*" (Martin, 1998).

C. The development of political patronage

As indicated above, the social policy goals of the FN municipal administrations and the local management of collective resources diverged significantly from the party strategy of electoral mobilization at national level. Whereas the latter incorporated an unambiguous national-protectionist appeal to the working class in order to meet the expectations of the growing proportion of blue-collar voters amongst the FN electorate by the mid-1990s, the local politics of the far right focused almost exclusively on the traditional petty-bourgeois constituency of the party. This attempt to reinforce existing electoral loyalties by political patronage, as a means of enhancing future re-election opportunities for the incumbent municipal executive, was clear in the management of city council subsidies to local charities and the targeted re-allocation of municipal funds and facilities to FN flanking organisations such as *Fraternité Française* (FF) or the *Front Anti-Chômage* (FAC) at the expenses of long established associations tackling poverty and social exclusion such as the *Secours Populaire* or

the *Restaurants du Cœur*, as well as a number of local humanitarian initiatives e.g. the Oustao charity in the socially deprived area of L'Aygues in Orange, the Kiffa association in Vitrolles or *Les Amis de Jéricho* in Toulon³.

This building up of an electoral clientele by distributing city council largesse and delivering social benefits conform to the interests of the FN core electorate was in many cases accompanied with political corruption, municipal nepotism, and the absence of budgetary control and financial management expertise, which were pointers to the profound deficit of the far right in the actual experience of assuming power and holding executive office (Ferri & Turc, 1996). Across all four FN municipalities, political favouritism took the form of rewarding party members and supporters by the construction of a municipal bureaucracy in which a number of appointments were based on partisan patronage rather than professional competence. Although of a limited magnitude, party nepotism at local level was manifest in the job opportunities offered to family members and personal friends of the FN mayors, together with side payments paid out of collective resources (e.g. mobile phones, post and telephone bills, campaigning costs, etc.). Of the many occurrences of financial embezzlement at local level, the collapse of Le Chevallier's attempt at creating and developing the *Jeunesse Toulonnaise* youth recreational centre in Toulon, or the sharp criticism contained in the report on the Vitrolles administration by the Regional Audit Office, provided strong evidence of recurrent malpractices in general municipal management by the FN.

3. Conclusion

The characterization of the FN's attitude *vis-à-vis* power since its first electoral successes in the mid-1980s is one of ambivalence and hesitancy which are testament to the profound anti-system element underpinning the political culture of Le Pen's party. Notwithstanding the many institutional, ideological and political aspects that were discussed in this chapter, and which all help account for the increasing isolation of the Front national at the extreme right margin of the French party system, we should stress here the role played by personality factors and the fact that the holding of national government never was envisaged in concrete terms by the FN. This is particularly true of the party leader's individual history and five-decade record of political struggle within the extreme right camp since his participation in the Poujadist movement in the mid-1950s. Despite the constant rhetoric of the FN eventually coming to national power, Le Pen's experience of moving forward to the second round of the 2002 presidential ballot revealed his being far more at ease with the traditional anti-establishment repertoire rather than taking the clothes of a governing party leader.

Together with such personal inability by Le Pen to move away from his longstanding status of opponent in French first-order politics and the more general vulnerability of right-wing populist parties to the salience of the economic dimension (Ivaresflaten, 2005), the continuation by the UMP of the dual strategy of political rejection and ideological re-appropriation of immigration and law-and-order issues casts doubt on future electoral prospects for the extreme right in France. It is also unsure whether the FN will be in a position to impact significantly on the reshaping of the party system in the forthcoming electoral sequence of 2007 despite the favourable

conditions that might arise from probable party fragmentation in the first round of the presidential election. Nor is it clear whether the party will manage to survive the post-Le Pen era and reconcile the many factions and personal agendas that were kept silent over the years by Le Pen's undisputed authority at the top of the Front national.

References

- Avril, P. (1995), *Essais sur les partis politiques*, Paris: Payot, 2^d ed.
- Bale, T. (2003), "Cinderella and Her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems", *West European Politics*, 26: 3, 67-90.
- Blöss, T., Rouan, J., Ascaride, G. (1999), "Le vote Front National dans les Bouches-du-Rhône : "laboratoire" de l'alliance entre la droite et l'extrême-droite?", *Revue Française de Science Politique*, 49: 2, 295-312.
- Camus, J.Y. and Monzat, R. (1992), *Les droites nationales et radicales en France. Répertoire critique*, Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Carter, E. (2005), *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester: Manchester University Press.
- Charlot, J. (1993), "Recomposition du système de partis français ou rééquilibrage limité? ", in Habert, P., Perrineau P. and Ysmal, C. (eds.) *Le vote sanction*, Paris: Figaro/Presses de la FNSP, 268-85.
- Colliard, J.-C. (1971), *Les Républicains indépendants. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris: PUF.
- Delpard, R. (2003), *L'histoire des pieds noirs d'Algérie : 1830-1962*, Paris: Michel Lafon.
- Delwit, P., De Waele J.-M. and Rea, A. (eds.) (1998), *L'Extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles: Complexe,
- Erk, J. (2005), "From Vlaams Blok to Vlaams Belang: The Belgian Far-Right Renames Itself", *West European Politics*, 28: 3, 493-502.
- Evans, J.A. and Ivaldi, G. (2005), "An extremist autarky: the systemic separation of the French Extreme Right", *Southern European Society and Politics*, Special Issue: The South European Right in the 21st Century: Italy, France and Spain, 10: 2, 351-366.
- Fassin, D., Morice, A. and Quiminal, C. (eds.) (1997), *Les lois de l'inhospitalité : les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*, Paris: La Découverte.
- Ferri, M., Turc, R. (1996), *Dans l'œil du FN, Orange*, Orange: Grandir.
- Gallagher, M. (1991), "Proportionality, Disproportionality and Electoral Systems", *Electoral Studies*, 10: 1, 38-40.
- Gallagher, T. (2000), "Exit from the Ghetto: The Italian Far Right in the 1990s", in Hainsworth, P. (ed.), *The Politics of the Extreme Right: From the Margins to the Mainstream*, London, New York: Pinter, 64-86.
- Givens, T. and Luedtke, A. (2005), "European Immigration Policies in Comparative Perspective: Issue Salience, Partisanship and Immigrant Rights", *Comparative European Politics*, 3, 1-22.
- Guiraudon, V. (2003), "The Constitution of a European Immigration Policy Domain: A Political Sociology Approach", *Journal of European Policy*, 10: 2, 263-282.
- Heinisch, R. (2003), "Success in opposition – failure in government: explaining the performance of right-wing populist parties in public office", *West European Politics*, 26: 3, 91-130.
- Huard, R. (1996), *La naissance du parti politique en France*, Paris: Presses de Sciences-Po.
- Ivaldi, G. (1998), "The National Front: The Making of an Authoritarian Party", in Ignazi, P. and Ysmal, C. (eds.), *The Organization of Political Parties in Southern Europe*, Westport: Greenwood-Praeger, 43-69.

- (2003), “The Front National split: party system change and electoral prospects”, in Evans, J.A. (ed.), *The French Party System: Continuity and Change*, Manchester: Manchester University Press, 137-154.
- Ivarsflaten, E. (2005), “The vulnerable populist right parties: No economic realignment fuelling their electoral success”, *European Journal of Political Research*, 44: 3, 465-492.
- Knapp, A. (2003), “Never a Golden Age”, in Webb, P., Farrell, D.M. and Holliday, I. (eds.), *Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Oxford: Oxford University Press, 107-150.
- Lubbers, M., Scheepers P. and Billiet, J. (2000), “Multilevel Modelling of Vlaams Blok voting’, *Acta Politica*, 35, 363-398.
- Luther, K.R. (2003), “The Self-Destruction of a Right-Wing Populist Party? The Austrian Parliamentary Election of 2002”, *West European Politics*, 26: 2, 136-152.
- Martin, P. (2000) *Comprendre les évolutions électorales*, Paris: Presses de Sciences-Po.
- Martin, R. (1998), *Main basse sur Orange: une ville à l’heure lepéniste*, Paris: Calmann-Lévy.
- Martin, V. (1996), *Toulon la noire: le Front national au pouvoir*, Paris: Denoël.
- , Ivaldi, G. and Lespinasse, G. (1999), “Le Front national entre clientélisme et recherche d’un enracinement social”, *Critique internationale*, 4, été, 169-182.
- Minkenberg, M. (2001), “The Radical Right in Public Office: Agenda Setting and Policy Effects”, *West European Politics*, 24: 4, 1-21.
- Perrineau, P. (2005), “L’extrême droite : les réserves dormantes”, in Dolez, B., Laurent, A. and Patriat, C. (eds.), *Le Vote rebelle, Les élections régionales de mars 2004*, Dijon: Editions Universitaires de Dijon, 147-157.
- Platone, F. (2003), *Les partis politiques en France*, Toulouse: Editions Milan.
- Rémond, R. (2005), *Les droites aujourd’hui*, Paris: Audibert.
- Ritaine E. (ed.) (2005), *L’Europe du Sud face à l’immigration. Politique de l’étranger*, Paris: Presses Universitaires de France.
- Rydgren, J. (2005), “Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family”, *European Journal of Political Research*, 44: 3, 413-437.
- Samson, M. (1997), *Le Front national aux affaires: deux ans d’enquête sur la vie municipale à Toulon*, Paris: Calmann-Lévy.
- Swyngedouw, M. and Ivaldi, G. (2001), “The extreme-right Utopia in Belgium and France. The ideology of the Flemish Vlaams Blok, the French Front National and the Belgian Front National”, *West European Politics*, 24: 3, 1-22.
- Taguieff, P.-A. (1989), “Un programme “révolutionnaire”?”, in Mayer, N. and Perrineau, P. (eds.), *Le Front national à découvert*, Paris: Presses de la FNSP, 195-227.
- Van Der Brug, W., Fennema, M. and Tillie, J. (2005), “Why Some Anti-immigrant Parties fail and Others Succeed: a Two-step Model of Electoral Support”, *Comparative Political Studies*, 38: 5, 537-573
- Van Praag, P. (2003), “Winners and Losers in a Turbulent Political Year”, “Electoral Revolt or Continuity? The Dutch Parliamentary Elections 2002 and 2003”, *Acta Politica*, Special Issue, 38: 1, 5-22.
- Verdès-Leroux, J. (2001), *Les Français d’Algérie de 1830 à aujourd’hui : une page d’histoire déchirée*, Paris: Fayard.
- Viard, J. (ed.) (1996), *Aux sources du populisme nationaliste: l’urgence de comprendre Toulon, Orange, Marignane*, La Tour d’Aigues: Editions de l’Aube.
- Ysmal, C. (1998), “Le second tour: le prix de l’isolement de la droite modérée”, in Perrineau P. and Ysmal, C. (eds.) *Le vote surprise*, Paris: Presses de Sciences Po, 285-302.

Notes

¹ In the 1986 regional contest, the RPR/UDF cartel called for the support from the far right to achieve an overall majority in 7 out of the 22 regional councils. In return, Le Pen's party was entrusted with executive vice-presidencies in four of the above regions. In 1988, the FN and the mainstream right agreed on reciprocal withdrawal procedures in the legislative election in the Marseille municipal constituencies, whereby eight of the extreme right representatives were able to stand alone in opposing the left in the second round, and the FN stepped down from 6 constituencies in the Bouches-du-Rhône department and a total of another 10 constituencies in the whole of the PACA region.

² As a matter of interest, the renaming of Vitrolles' Jean-Marie Tjibaou avenue (in the name of former Kanak independence leader in French New-Caledonia) into Jean-Pierre Stirbois (former FN Secretary General) bore testimony to the symbolic importance given by the FN to re-establishing the traditional social order and making its own mark at local level.

³ The FAC was founded within the FN by Noël Lantz et Jacques Deschanel as early as 1987 but remained marginal to the party's strategy of spreading its electoral influence through peripheral organizations. In February 1994, the FAC merged with the newly formed *Association de recherche pour l'emploi des jeunes* (ARPEJ) under the auspices of the FNJ leader, Samuel Maréchal. FF was founded in 1988 by Pierre Vial et Jean-Pierre Stirbois, and has since been chaired by Mireille d'Ornano, head of the FN list in Hautes-Alpes in the 2004 regional elections.

Vers l'émergence d'une « nouvelle droite » en France ?

Le Front national et le pouvoir régional (1986-2004)

Philippe SECONDY

La date du 16 mars 1986 constitue un tournant à un double titre pour le Front national (FN). De nombreux militants, de ce qui n'était quelques années auparavant qu'un groupuscule d'extrême droite, entrent à l'Assemblée nationale et dans tous les conseils régionaux, à l'exception de celui du Limousin ¹. Cette échelle territoriale fait même l'objet d'expériences politiques originales. Dès 1986, des accords durables ou des alliances sporadiques entre des représentants de la droite parlementaire et du FN sont passés pour gérer plusieurs régions. Ce type de compromis se reproduit lors des élections de 1998.

Ces attelages politiques hétérodoxes ont permis l'émergence de « majorités politiques » intégrées dans des exécutifs dotés de pouvoirs grandissants dans un contexte général favorable à la décentralisation. Nous sommes ici dans une configuration politique nouvelle, si l'on admet que les représentants de l'extrême droite actuelle s'inscrivent dans la tradition française plongeant ses racines dans la contre-révolution et dans les différentes ramifications qui se sont développées pour rejeter la démocratie représentative et plus largement la modernité politique (Winock, 1993). L'objectif de cette contribution est de proposer un panorama de ces bouleversements politiques régionaux. Pour mieux les saisir, il nous a semblé pertinent de tenter une reconstruction des trajectoires des principaux acteurs concernés. En analysant leur rapport aux autres partis et à leurs traditions politiques originelles, nous entendons réfléchir sur le modèle organisationnel du FN, tout en évoquant les changements majeurs touchant l'offre partisane conservatrice dans son ensemble. L'étude proposée ici reste encore largement en chantier. Elle amorce des pistes de recherche visant à éclairer un élément méconnu de la vie politique locale.

1. Les accords régionaux : une étape décisive dans le processus de légitimation du Front national

En regardant attentivement l'espace régional en 1986, on constate que les élus du FN ont permis d'assurer la victoire d'un candidat de la droite parlementaire dans un tiers des vingt et une régions de la France métropolitaine (Bon, 1987 : 210-211). Ce soutien inaugure un nouveau mode de relations entre les fractions de la droite. Il se renouvelle douze ans plus tard en prenant une autre tournure ².

Si l'on prend les données brutes issues du choix des électeurs en 1986, plusieurs cas de figure frappent l'observateur attentif au « troisième tour » de scrutin, c'est-à-dire au moment de l'élection du président de la région. Dans cinq régions concernées par ce rapprochement (Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie, Franche-Comté et Aquitaine), la droite est devancée par la gauche. Dans la région Midi-Pyrénées, la droite fait jeu égal avec la gauche au niveau du nombre de sièges. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) se distingue. A partir de l'examen du rapport de forces, on s'aperçoit que l'UDF et le RPR disposent de la majorité relative. Comme en Champagne-Ardenne et en Ile-de-France, aucune alliance avec le FN n'était prévisible. A l'instar de Michel Giraud (RPR) à Paris, le chef de file marseillais (Jean-Claude Gaudin) aurait donc pu se faire élire au troisième tour. Pourtant, la droite provençale passe un accord explicite avec l'extrême droite qui se traduit par l'attribution de deux vice-présidences. La conclusion de cette alliance peut être justifiée par la faiblesse de la majorité relative des conservateurs (47 sièges contre 45) ³, conjuguée à sa discipline incertaine. Enfin, la performance électorale du FN dans la région PACA saute aux yeux. Si l'implantation du FN reste modeste dans les Hautes-Alpes (7,77%) ou conforme au rapport de force national dans les Alpes-de-Haute-Provence (11,33%), elle atteint 16,41 % dans le Var, 17,63% dans le Vaucluse ; elle dépasse 20% dans les Alpes-Maritimes (21,74%) et dans les Bouches-du-Rhône (22,60%). Dans ce dernier département, le FN fait jeu égal avec l'UDF (22%) et surclasse le RPR (8,65%). Les notables méridionaux n'hésitent pas à tendre la main aux lepénistes car ils comprennent que leurs positions municipales risquent d'en pâtir trois ans plus tard. Elle est immédiatement saisie par les représentants du Front national qui ont aussi assuré le maintien de la majorité régionale en Haute-Normandie, Picardie, Franche-Comté et Aquitaine ; tout en permettant la conquête de deux nouvelles régions : Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

Comme le note Frédéric Bon (1987 : 210-211), « cette contribution de l'extrême droite a été accueillie sinon avec enthousiasme du moins sans excessifs scrupules de conscience ». Elle se traduit par des rétributions explicites au sein de la structure exécutive. Dans quatre régions, les élus du FN accèdent à la vice-présidence. Deux postes seront attribués par Jean-Claude Gaudin alors qu'en Haute-Normandie, en Picardie et en Languedoc-Roussillon, ils en obtiennent un seul. Il s'agit d'un signe fort : pour la première fois depuis la Libération des militants d'extrême droite sont associés à une entreprise de gestion publique d'importance. En Midi-Pyrénées, en Aquitaine et en Franche-Comté, le FN n'obtient qu'un titre de « secrétaire » ou de simple membre du Bureau participant aux destinées de la région pour les six années à venir.

Les deux régions de la façade méditerranéenne, regroupant en 1986 près de six millions d'habitants répartis dans onze départements⁴, représentent un enjeu stratégique de premier plan pour l'intrus politique lepéniste. Face aux nombreuses critiques, la droite parlementaire se défend dès les premières heures de la naissance de cette nouvelle majorité régionale. L'évocation de la signature d'un « accord » fait bondir les responsables⁵. Dans le numéro d'avril 1986 de *La lettre du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur*, l'organe officiel de la collectivité, Jean-Claude Gaudin justifie son attitude dans un entretien intitulé : « Que les choses soient claires ! » Il critique fermement la gauche qui a essuyé un échec sans équivoque car elle « n'a pas su, et parfois voulu, maîtriser les problèmes majeurs de cette région, qu'il s'agisse bien évidemment de l'emploi ou de difficultés dues à la présence dans nos départements d'une trop grande population maghrébine avec toutes les conséquences que cela implique. (...) Contrairement aux bruits que mes adversaires ont répandus dans le seul but de me nuire : je n'ai passé aucun accord avec le FN ». Pour expliquer les responsabilités confiées à l'extrême droite, en particulier au sein du Bureau, le nouveau président brandit les textes législatifs régissant l'institution. Il poursuit en précisant que « les rapports (avec les élus du FN) seront les mêmes que ceux que j'entretiens avec les autres élus de la majorité comme de l'opposition. Ils sont élus au suffrage universel et à ce titre ils ont droit au respect que leur confère leur mandat d'élu du peuple. Pas plus, pas moins »⁶.

Jacques Blanc, son voisin languedocien élu dans des circonstances analogues, reprend ce type de déclarations stéréotypées où tous les mots sont savamment pesés pour justifier une rupture historique de la frontière séparant les deux droites. Les détails des négociations ne filtrent guère des coulisses de la vie politique où les caméras sont rarement présentes. Blanc défend sa démarche en affirmant vouloir ne pas céder un pouce de terrain aux « socialo-communistes » conduits par le maire de Montpellier, Georges Frêche. Se limiter aux imprécations du nouvel homme fort de la région pour expliquer le virage pris, nous paraît réducteur. Il résulte davantage d'une manière particulière d'envisager le « métier politique » qui est également très présente chez Jean-Claude Gaudin. Né en 1939, Jacques Blanc commence son parcours politique en 1970 en devenant conseiller général puis maire de La Canourgue en Lozère. Sa profession de médecin⁷ l'aide à parfaire son implantation. En battant, en 1973, Charles de Chambrun, classé alors sous l'étiquette « centriste » dans la circonscription de Marvejols, où le nom même des Chambrun est une forteresse, il entre au Parlement et entame une carrière nationale qui le conduit à devenir secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Raymond Barre et, de 1978 à 1982, secrétaire général du parti républicain. Il a siégé sans interruption depuis sa première élection à l'Assemblée nationale avant d'opter en 2002 pour le Sénat. Son élection entre 1994 et 1996 à la présidence du Comité des régions de l'Union européenne instituée par le traité de Maastricht confère une autre dimension à sa carrière. L'élu lozérien franchit chacune des étapes décrites en appliquant un savoir-faire basé sur une endurance à toute épreuve et un appétit hors norme pour les contacts directs avec ses administrés. Le journaliste Jacques Molénat (2004 : 19), grand connaisseur des occupants du « marigot des pouvoirs » entre Mende et Perpignan, le présente ainsi : « Devant une assemblée ou une foule, le discours du président de la région

est plat, surabondamment hérissé d'idées « fortes » et d'initiatives « fortes », son adjectif fétiche. En revanche, dans la rencontre individuelle, Blanc est à son affaire. Il adore séduire son interlocuteur, l'enjôler, l'envelopper, le câliner, le rallier. Dans la négociation, il se montre un partenaire retors, un maquignon de haut vol ». Présent sur tous les terrains, il déploie une activité frénétique pour contrôler ses territoires d'élections en multipliant les ruses (Pourcher, 2004) et les exercices de représentation où, « malgré les apparences, il y a peu de place pour l'improvisation et pour le changement » (Pourcher, 1987). De 1970 à 2002, tous les scrutins sont synonymes de victoire. Il perpétue une emprise notabiliaire « traditionnelle » tout en étant sans cesse en éveil pour s'adapter à un jeu politique mouvant confronté aux instruments modernes de communication, à des comportements électoraux de plus en plus hétérodoxes ou encore à de nouvelles pratiques partisanes.

Ce genre de conception de la vie publique explique en grande partie le renouvellement de l'alliance avec le FN à l'occasion des élections régionales de 1998. De même, les dirigeants de la droite en Bourgogne, en Picardie, en Rhône-Alpes emboîtent le pas à Jacques Blanc en formant des majorités hybrides (Perrineau & Reynié, 1999). Ils excluent le personnel politique trop lié aux états-majors parisiens au profit d'une génération d'élus qui restera disciplinée pendant la nouvelle tempête politique déclenchée par les décisions de ces irréductibles notables provinciaux ⁸.

En Languedoc-Roussillon, ils parviennent à imposer à la droite une vice-présidence, une représentation dans la commission d'appel d'offre, ainsi que leur présence dans les conseils d'administration des lycées. Les élus RPR-UDF élisent aussi comme un seul homme des candidats FN à trois vice-présidences de commissions : celle des sports, du tourisme et de l'enseignement et de la recherche. Autre fait unique en France : la commission permanente comprend tous les conseillers régionaux, sans exception. Jacques Blanc s'assure ainsi une majorité identique aux équilibres du conseil régional.

En Bourgogne, bastion historique des Indépendants et Paysans (Debourdeau, 1999), on relève plusieurs spécificités. Des relations étroites entre le CNIP et le FN existent depuis longtemps. Dès 1986, en accord avec les instances nationales de son parti, Christian de Crépy, président du CNI de Côte d'Or, occupe la deuxième place sur la liste du FN aux élections régionales. Un accord identique sera passé lors des législatives de 1988. Au deuxième tour des législatives de 1997, le docteur Brenot – député-maire sortant de Chevigny-Saint-Sauveur (banlieue de Dijon), président départemental du CNI, soutenu par le RPR et l'UDF – devient le candidat du CNI et du FN. Son adjoint, Jean Perrin, occupera en janvier 1998 le poste de président national du CNIP, tandis qu'il en est élu vice-président. L'autre élément marquant de la Bourgogne réside dans l'ancrage d'un trublion invétéré de la politique nationale : Jean-Pierre Soisson. Dès 1992, Jean-Pierre Soisson, ministre « d'ouverture » de Pierre Bérégovoy, ex-vice président de l'UDF et maire d'Auxerre devient président de la région, avec les voix de la gauche et du FN. Face au scandale et le budget régional ne passant qu'avec les voix FN, le PS demande sa démission. Jean-François Bazin (RPR) le remplace. Entre 1992 et 1998, l'édile auxerrois poursuit son parcours extravagant. Présent sur la liste Energie radicale de Bernard Tapie aux élections européennes de 1994, il ne manque pas de patronner des candidats aux cantonales sous le sigle « Bourgogne avant-

centre » qui accorde son investiture à des candidats aussi bien PS qu'UDF. Il participe au Mouvement des réformateurs et obtient en 1998 l'investiture de la droite qui lui confie la direction de la liste : « L'Union pour l'avenir de la Bourgogne ».

Habitué aux volte-face, il n'hésite pas en 1998 à entamer des négociations sérieuses avec Pierre Jaboulet-Vercherre, un riche négociant en vins, ancien militant du RPR, devenu chef de file du FN. Le contexte régional semble très propice aux alliances. Le président sortant se fait remarquer par un slogan à connotation doriotiste (« Ni de gauche, ni de droite, mais devant » !). Une rivalité personnelle importante existe entre Bazin (RPR) et Soisson (UDF), tous deux prétendants à la présidence de la région en cas de victoire. Le FN les instrumentalise. Pierre Jaboulet-Vercherre indique que les deux postulants sont disposés à respecter les conditions annoncées par le bureau politique du FN. Alors que l'on évoque souvent la « gauche plurielle » pour qualifier l'expérience gouvernementale de Lionel Jospin, Jean-Pierre Soisson crée le terme de « droite plurielle ». Son message est clair : « Les droites ne reprendront le pouvoir que si elles réalisent un jour cette pluralité »⁹. (...) Le nouveau président affirme qu'une « volonté de recomposition des droites s'est exprimée (...). Si la droite continue à taire ses idées, traite par le mépris une partie de ses électeurs qui ont rejoint l'extrême droite, alors elle perdra sa substance et le FN, malheureusement, représentera la possibilité de l'alternance (...). Pour la droite, le temps de la refondation est venu. Puisse la Bourgogne montrer la voie »¹⁰. En même temps, il avoue qu'il est tout aussi disposé à diriger avec la droite qu'avec la gauche... Composé de neuf membres en 1998, le groupe FN participe à la gestion de Soisson. Ils siègent ainsi dans dix conseils d'administration de lycées et à l'université de Dijon (Institut de la vigne et du vin). Les remous internes ne manquent cependant pas de l'affaiblir. Le groupe éclate après la scission de l'extrême droite. Trois élus rejoignent les mégrétistes, trois autres restent fidèles à la ligne officielle et les trois derniers élus siègent d'abord chez les non-inscrits puis avec la droite dite « républicaine ».

La région Picardie se range dans la catégorie des « laboratoires politiques » ayant intégré, dès les premières élections au suffrage universel, les tenants de l'idéologie frontiste (Bernet, 1998 ; Maillard, 1999). En 1986, les quatre élus de ce parti assurent la majorité à Charles Baur. Le président de la région est le fils du délégué national du Conseil représentatif des institutions juives de France lors de la Seconde Guerre mondiale. Brillant chef d'entreprise, il a fait sa carrière politique dans l'ombre de Max Lejeune avant de prendre en main sa destinée en cultivant une discrétion qui lui permet de commencer en 1998 un troisième mandat consécutif avec l'appoint des voix du FN. Les trois départements composant la Picardie (la Somme, l'Oise et l'Aisne) connaissent une longue tradition électoraliste. Le souvenir de Marcel Dassault dans le Beauvaisis, réputé pour ses pratiques clientélistes, est toujours vivace dans la mémoire locale. Son fils Olivier, l'héritier de son patrimoine politique, apparaît comme un conservateur virulent comme en témoignent ses positions récentes sur la « mission » des journalistes présents dans les titres de presse qui lui appartiennent. La présence de Jean-François Mancel, président du Conseil général de l'Oise, ex-secrétaire général du RPR, favorable à une union des droites incluant les amis de Jean-Marie Le Pen, constitue un autre signe fort¹¹.

Depuis la Quatrième République, l'ensemble de la « droite parlementaire » et plusieurs représentants de la mouvance sociale-démocrate se distinguent par une profonde allergie à l'égard des communistes. Charles Baur, inscrit à la SFIO de 1951 à 1971, s'en détourne quand ce mouvement se prononce pour une alliance avec le PCF¹². La « peur des rouges » est une antienne avancée encore en 1998 pour justifier l'intégration des élus extrémistes à l'exécutif régional. Dans les négociations au sein de la « gauche plurielle », la présidence de la Picardie devait en effet revenir à un représentant communiste. Tout en collaborant à la majorité en place, les onze frontistes¹³, privés de toute fonction et de toute représentation, choisissent de montrer leurs différences en rejetant des dossiers importants, concernant l'université, les aides à la création d'emplois, la formation des jeunes... Cette situation entraîne des négociations permanentes entre les représentants des différents réservoirs de voix. La scission de l'extrême droite réduit sérieusement son influence.

La région Rhône-Alpes représente un autre terrain d'exploration (Navrot, 1998 ; Martin, 1999). Avant le renouvellement de 1998, elle est dirigée par Charles Millon. Ce notable du parti républicain, devenu ministre de la Défense au lendemain de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, milite dans les années 1980 pour donner un souffle nouveau à la droite aux côtés d'une génération de quadragénaires pressés d'obtenir des responsabilités de premier plan¹⁴. Le verdict des urnes en 1998 va le précipiter dans les bras de l'extrême droite. Obtenant exactement le même nombre d'élus que la gauche (60), l'UDF et le RPR refusent de céder aux directives parisiennes¹⁵. Ils suivent leur leader qui signe un accord avec un FN disposant de trente-cinq sièges. Souhaitant multiplier ce type d'arrangement lors des prochaines échéances électorales, Charles Millon fonde un parti spécifique (La Droite libérale et chrétienne) et proclame en novembre 1998 devant les cadres de ce nouveau parti que « la droite vraie n'est pas au pouvoir depuis 1945 ». L'invalidation du scrutin un mois plus tard enrayer l'élan des millonnistes. « L'union sacrée » entre la gauche et une partie des conservateurs lors de la nouvelle élection écarte le trublion lyonnais de la présidence au profit d'Anne-Marie Comparini (UDF), en anéantissant des efforts organisationnels « révolutionnaires ».

En effet, La Droite, tout comme un assemblage voisin créé par Jacques Blanc (L'Union pour le Languedoc-Roussillon), avait pour ambition de servir de trait d'union durable entre les militants de la « droite classique » et de l'extrême droite satisfaits des partenariats régionaux. Ils espéraient aussi attirer bien des déçus des appareils traditionnels ayant perdu leur représentativité depuis les années 1980. Les notables à l'origine de cette cabale politique visant à intégrer totalement les frontistes ont pour la plupart fréquenté le parti républicain créé en 1978. Il représente un refuge pour bon nombre d'anciens du CNIP, parfois nostalgiques des thématiques « pétainistes ». On y trouve aussi un réservoir d'anciens activistes de groupuscules d'extrême droite comme Occident qui prônent l'ultra-libéralisme en économie (Boutin, 1996).

A travers ce type d'entreprise de cogestion, l'extrême droite s'emploie à donner d'elle une image politique pondérée en mettant en avant sans cesse sa légitimité populaire. Le but affiché est de prouver à un large public que les élus du FN peuvent participer à la gouvernance d'une grande collectivité sans troubler radicalement le jeu démocratique. Ils veulent ainsi prendre en défaut leurs principaux opposants de

gauche comme de droite qui considèrent que « l'on ne doit pas transiger avec les ennemis de la démocratie ». Les appuis successifs répondent à un objectif clairement affiché dans la presse : « Nous devons montrer que nous étions aussi présentables que les autres, pour démentir tout ce qui pouvait bien se dire sur nous (...). Nous sommes respectés et dédramatisés. Des partis de l'*establishment* acceptent notre soutien. Ici, l'UMP et le FN sont traités sur un pied d'égalité »¹⁶, explique très tranquillement Alain Jamet, le responsable du FN en Languedoc-Roussillon. La stratégie adoptée semble porter ses fruits en matière électorale. Une croissance régulière de l'extrême droite est visible depuis vingt ans, avec de manière classique, des pics lors des présences du charismatique Le Pen. Ce tour d'horizon mérite un regard plus attentif afin de percevoir ce qui se trame au cœur des régions concernées. Le détour par l'analyse prosopographique des élus du FN sera une voie privilégiée pour entrevoir une facette méconnue en tenant compte des aspérités locales.

2. Une première approche du profil des cadres du Front national intégrés dans les exécutifs régionaux

Ces « laboratoires » sont particulièrement surveillés car ils intriguent l'opinion. Malgré tout, nombreux sont les obstacles qui se dressent sur la route de celui qui entend reconstruire les parcours des élus régionaux. Ils sont à rechercher pour l'essentiel dans les particularismes partisans du FN et dans sa conception du jeu politique.

Lorsqu'on évoque le FN, le nom de Jean-Marie Le Pen revient immédiatement. La très grande partie des études lui est consacrée. Son vocabulaire, son idéologie, son itinéraire, ses frasques sentimentales alimentent la chronique journalistique ou les travaux universitaires. Le président-fondateur de ce parti politique ne néglige pas de se mettre en scène en s'efforçant d'apparaître comme le seul et incontournable leader. Le respect de la hiérarchie caractérise le FN depuis sa création en 1972. Dans l'histoire du parti, tous ceux qui n'ont pas respecté la doxa en vigueur ont toujours échoué dans leurs tentatives de remise en question du pouvoir en place. L'exemple de la scission de décembre 1998 est éloquent à cet égard. Les sympathisants de Bruno Mégret sont devenus des marginaux du jeu politique. La contestation interne menée par Jacques Bompard, le maire d'Orange, a abouti à une impasse. L'exclusion a été prononcée à son encontre par le président du parti candidat à l'élection présidentielle de 2007, année durant laquelle il célèbre ses soixante-dix-neuf ans... Cette volonté écrasante de régner en « maître » n'a guère été remise en question par les « nouveaux » protagonistes du mouvement qui s'y agrègent à la faveur des différentes échéances électorales depuis le scrutin européen de 1984. Hormis ce groupe parlementaire, l'Assemblée nationale deux ans plus tard et les conseils régionaux à partir de 1986 constituent les principaux viviers politiques permettant aux militants d'avoir une influence politique. Le scrutin de 1995 donnant lieu à des résultats très performants dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur constitue pour l'instant la seule percée notable au niveau municipal. Les expériences réalisées n'ont pas connu le succès escompté par les dirigeants frontistes. Hormis à Orange, le dépouillement des urnes en 2001 a été vécu comme une sanction très nette.

Sur les grandes caractéristiques sociales des élus de la mouvance lepéniste¹⁷, « nouveaux » acteurs, déployant depuis vingt ans leurs efforts pour arriver à leurs

fins politiques, on sait peu de chose. Comme l'écrit Gilles Ivaldi (2005 : 28), « peu de travaux se sont intéressés au développement de l'appareil partisan », en prenant en particulier en considération les effets de l'émergence du Mouvement national républicain. Les synthèses nationales sur les différents scrutins régionaux ou les rares études décortiquant le contexte local oublient d'ailleurs fréquemment de citer les noms des leaders du FN... Par opposition, la sociologie du vote FN a donné lieu à une profusion de réflexions. Même les travaux de nature ethnologique délaissent les trajectoires des cadres pour se focaliser sur les motivations des militants ou des sympathisants.

Mon objectif sera d'aborder ce chantier complexe en axant les investigations sur les élus régionaux. Les expériences de cogestion conduites entre 1986 et 2004 dans quelques régions font entrevoir une élite en action s'efforçant de peser sur l'un des rouages clé du pouvoir local : il est en effet impossible de cerner de manière exhaustive les bases sociales de l'ensemble des élus sachant que dès 1986, leur nombre s'élevait pour les régions métropolitaines à 137... Les sites géographiques sélectionnés représentent déjà une population très importante. En 1986, les quatre régions (Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, Picardie et Haute-Normandie) inaugurant « sérieusement » la politique du rapprochement avaient permis à quarante adhérents du FN d'accéder à une nouvelle notoriété. En 1998, il faudra compter avec soixante-huit élus répartis également dans quatre régions (Picardie, Bourgogne, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes)¹⁸.

Le défi est de taille car les sources documentaires fournissant des renseignements biographiques sont assez minces. D'une manière générale, les annuaires politiques reconnus (*Who's who*, Bérard-Quélin...) s'intéressent en priorité aux « élites nationales » (députés, sénateurs, ministres...). Avec la décentralisation, certains professionnels se sont penchés sur la vie locale sans pour autant fournir des informations précises sur l'itinéraire des représentants du peuple. Ils se contentent le plus souvent soit de les citer (Monsieur X, conseiller régional¹⁹), soit de mentionner leur âge et leurs attributions au sein de l'institution. Pour pallier ces lacunes, nous avons mené une analyse de contenu de plusieurs journaux nationaux (*Le Monde*, *Le Figaro*, *La Croix* ou encore *Libération*) en nous appuyant sur leurs archives informatisées depuis la fin des années 1980. Colette Ysmal révèle même que les mandataires frontistes lâchent plus difficilement des informations que les membres des autres partis²⁰. La thèse du « complot », très présente historiquement dans la littérature d'extrême droite, peut expliquer cette méfiance généralisée. Persuadés d'être visés par le pouvoir en place, et par ses « valets » (les journalistes ou les chercheurs entrent souvent dans cette catégorie selon la presse du FN), ils ont une forte propension à ne pas répondre aux enquêtes spécifiques et à construire de manière plus prononcée que la plupart des autres acteurs politiques des productions de soi gommant une partie non négligeable de leurs parcours.

Il s'agit ici de donner un premier aperçu. Une enquête plus fouillée pour agrandir la focale permettant de saisir tous les protagonistes en ayant recours à une approche quantitative plus serrée s'avérera nécessaire dans un second temps. Au stade actuel de nos investigations, on peut relever qu'à propos de l'échantillon de quarante individus élus en 1986, il y a cinq « inconnus » sur lesquels nous n'avons trouvé

aucune information. Ils appartiennent à la catégorie des militants de base fidèles, récompensés de leur activisme par une place en ordre utile sur la liste. Ils sont restés dans l'ombre tout au long du mandat. Quand on commence à décortiquer la population retenue, un premier constat saute aux yeux : la prédominance écrasante des hommes. Trois représentants du FN sont des femmes. Seule Yann Piat, élue la même année député, puis réélue deux ans plus tard, joue un rôle effectif dans le parti. Les autres n'ont aucune existence politique. Pour un peu plus de 50% des élus sélectionnés, nous avons pu repérer leurs professions : un tiers appartiennent au milieu médical (dentistes, médecins, kinésithérapeutes) ; quatre sont avocats ; cinq sont des cadres d'entreprise privées (chef d'entreprise, ingénieur-conseil, attaché commercial, directeur commercial, conseiller en marketing). On trouve également des représentants de la presse « partisane » : un journaliste professionnel du *Méridional* et deux collaborateurs de *National-Hebdo*. On dénombre aussi un expert-comptable, un propriétaire-viticulteur et un employé de l'EDF. On le voit, en 1986, les élus du FN ne se distinguent guère du profil général des candidats présents sur les autres listes : selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, un tiers des conseillers régionaux entrent dans la catégorie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (Mabileau, 1987 : 41). Il n'y a pas d'enseignants parmi les frontistes et beaucoup de représentants de professions libérales.

Si l'on s'intéresse au profil politique des élus, que constate-t-on ? Les porte-parole des quatre régions sont des « compagnons de route » de Jean-Marie Le Pen ou des cadres dirigeants du FN, présents lors de sa fondation en 1972 (Dominique Chaboche, Haute-Normandie ; Alain Jamet, Languedoc-Roussillon ; Roland Gaucher, Picardie ; Ronald Perdomo, PACA). Roland Gaucher a un passé très marqué, imprégné par les enjeux de la Seconde Guerre mondiale. Il a prôné la collaboration avec les Allemands aux côtés de Marcel Déat. Ce journaliste restera partisan jusqu'au bout de l'établissement d'un « nouvel ordre européen » cher à l'extrême droite. Il met sa plume au service de Poujade, de Tixier-Vignancourt et de Le Pen. On le retrouve dans *Minute* ou dans *National-Hebdo*. Elu au Parlement européen, au Conseil régional de Picardie en 1986, en Franche-Comté l'élection suivante, il « se retire » de la vie publique, quelques mois après le scrutin de 1992 quand des informations précises révèlent son engagement en faveur des nazis. Sans grande surprise non plus, les partisans de l'Algérie française sont bien représentés. Un quart de siècle après la proclamation de l'indépendance, les plaies ne sont toujours pas refermées. On trouve des activistes de la première heure, principalement dans les régions de la façade méditerranéenne qui sont les « terres d'accueil » des rapatriés. La liste du FN en Languedoc semble axée essentiellement sur ce type d'individus. Huit des quarante élus sont des figures nationalement reconnues de la « mouvance OAS ». Ils sont nombreux à entretenir la flamme en investissant le tissu associatif très dynamique, en publiant des tribunes ou des ouvrages²¹. Très présents dans les négociations avec les dirigeants UDF-RPR, ils apparaissent comme des « élus actifs » tout au long de leur mandat.

Ils incarnent un antigaullisme virulent qui ne s'atténue pas avec le temps. Ils se démarqueront d'ailleurs très nettement de leurs collègues lors des événements qui perturberont la vie interne du FN suite à deux prises de positions publiques de Jean-Marie Le Pen. Le calembour « Durafour-crématoire » et surtout l'évocation,

en 1987, des chambres à gaz considérées comme un « détail » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale choquent profondément l'opinion publique, et ont des répercussions importantes au cœur du parti. Bon nombre d'élus régionaux profitent de ces « provocations médiatiques » pour quitter les groupes régionaux d'un mouvement accusé aussi de trop limiter les marges de manœuvre des élus locaux. Les directives incessantes de l'état-major parisien sont très mal tolérées par les militants de base. Ce que certains considèrent comme des « dérives » langagières, idéologiques et organisationnelles nous renvoie en réalité à l'image exacte d'un mouvement fidèle au courant de l'extrême droite, telle qu'elle a pu se développer au XX^e siècle et en particulier durant l'entre-deux-guerres. Comme on le sait, les propos orduriers, l'autoritarisme des « petits chefs », l'antisémitisme, le négationnisme sont des traits caractéristiques de « l'ultra-droite », très présente dans les sphères de décision du FN depuis son origine.

Les départs seront spectaculaires. En Languedoc-Roussillon et en Picardie, 50% des élus quittent le parti²². Dans la région PACA, qui compte plus de la moitié de notre échantillon, dix élus (sept des Bouches-du-Rhône et trois du Var) sur vingt-cinq refusent de siéger dans le groupe. En Haute-Normandie, en revanche, on retrouve des « idéologues » du Front, très proches de Le Pen, qui s'empressent de le défendre. Une ligne de clivage intéressante se dessine lors de ces périodes de turbulences. Parmi les contestataires de la ligne tracée par le chef, les militants arrivés au FN après être passés par l'OAS se distinguent en refusant de rejoindre les partis de gouvernement et en particulier le RPR. La plupart se rapprochent du CNI en créant des groupes dans les conseils régionaux. Ce mouvement, puissant sous la Quatrième République et au début de la Cinquième, a toujours affiché son amertume à l'égard des options politiques privilégiées par de Gaulle. Il est représenté par des figures d'une « droite dure » assez peu éloignée des thèses du FN sur l'immigration, sur l'Europe... C'est le cas des quatre conseillers régionaux du Languedoc et des deux représentants de la Picardie.

En PACA, on ne compte qu'un seul ralliement au CNI. Pour mieux saisir cette particularité, il faut relever deux points fondamentaux. D'une part, les démissionnaires sont moins ancrés dans la nébuleuse associative des pieds-noirs et d'autre part, les relations tissées au sein de l'exécutif vont avoir des conséquences politiques indéniables. Le président de la région, Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), use de son pouvoir de persuasion pour convaincre les réfractaires du FN de l'aider dans sa mission. Ce notable, à la tête d'une collectivité dotée de pouvoir étendus en contact étroit avec les directions nationales des partis, soigne ses relations avec ces nouveaux partenaires depuis le verdict des urnes. Confrontés d'un côté à des sollicitations permanentes, et d'un autre aux vociférations de Le Pen qui, pensait-on alors, risquaient de marginaliser le FN, ou encore aux admonestations des *missi dominici* parisiens, bien des élus vont choisir de se rapprocher de la « droite classique ». Trois élus sur neuf vont rejoindre le cabinet du président de la région et trois autres, les rangs du PR ; deux vont vers l'UDF et le dernier prend sa carte au RPR. En 1992, deux « démissionnaires » figureront en ordre utile sur la liste de Gaudin. Afin de mieux comprendre ces ralliements massifs, il faut s'intéresser à quelques caractéristiques de la région. Les relations entre la droite dite « classique » et la droite dite « extrême » y sont anciennes. Avec l'arrivée

de François Mitterrand au pouvoir en 1981, les bastions conservateurs résistent souvent grâce à quelques arrangements locaux. Ne tenant pas compte des consignes nationales, les notables pouvaient parfois accueillir sur leurs listes des figures de l'extrême droite. L'évocation de l'enracinement de quelques fortes personnalités politiques, nostalgiques de la « vraie France » (comme Jacques Médecin, Maurice Arrecx...), et maniant avec une grande dextérité l'arme du clientélisme suffit à illustrer notre propos. Des passerelles bien établies entre la droite et l'extrême droite existent depuis longtemps. Bien des élus du FN de 1986 sont d'anciens militants UDF et RPR qui parfois reviendront dans leurs partis d'origine après avoir décroché un mandat en se rapprochant de Le Pen. Nous sommes donc en présence d'une nébuleuse régie par des pratiques peu conventionnelles au regard de ce qui peut exister ailleurs.

Ces coups de projecteur sur les trajectoires politiques des élus de 1986 dans les régions soumises à une alliance entre les deux familles politiques de droite méritent d'être précisés. Le profil social, les rattachements aux différentes sensibilités politiques internes, la nature exacte des relations au sein de l'exécutif sont quelques-unes des pistes à défricher. Cette première approche, tout en faisant ressortir la fragilité de l'édifice partisan, témoigne de l'étroitesse des liens existant entre les droites sur le plan local. Des « majorités de gestion » se mettent en place pour mener une politique qui convient aux différents protagonistes malgré quelques échauffourées médiatiques. Elles préparent le terrain en PACA aux alliances municipales visibles dès 1989 et renforcées en 1995 avec la conquête de plusieurs mairies significatives.

Les nouveaux « accords de gestion » signés en 1998 en Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Bourgogne et Picardie ne font que confirmer le changement d'attitude envers un courant politique honni pendant plusieurs décennies. Sur soixante-huit élus, on dénombre onze femmes. Même si la parité ne paraît pas à l'ordre du jour au FN, il faut relever un net progrès par rapport à 1986 (16% des élus contre 7,5%). Les données permettant de mesurer le profil professionnel demeurent modestes : nos chiffres portent sur à peine plus de 40% de la population. Quatre catégories regroupent l'essentiel des notables régionaux repérés : universitaires, ingénieurs, chefs d'entreprises et cadres principalement du secteur administratif. On en retiendra l'émergence des enseignants absents lors du scrutin de 1986. Ils représentent une profession particulièrement choyée par l'état-major soucieux de s'appuyer sur des « intellectuels » pour améliorer son image dans l'opinion et légitimer son entreprise de conquête des esprits.

Si l'on cherche à mieux appréhender les particularités idéologiques des cadres collaborant aux appareils exécutifs, il faut tenir compte de la scission intervenue au sein du parti à la fin de l'année 1998. Jean-Marie Le Pen doit faire face à une rébellion interne menée par Bruno Mégret, le « numéro deux » du mouvement. Elle crée une césure profonde qui oblige les militants à se déterminer par rapport aux options défendues par les deux leaders à la tête d'entités partisans différentes. Le Mouvement national républicain fait désormais face au Front national. De la liste des signataires donnant leurs parrainages aux différents prétendants à la magistrature suprême en 2002, il ressort que trente-trois éléments de notre cohorte se tournent vers celui que Le Pen désigne comme le « félon », tandis que trente et un restent fidèles au chef de file historique ; quatre ne se prononcent pas²³. En dehors de ce paramètre,

une lecture attentive de la presse a permis de trouver des informations précises sur les engagements et les prises de position de près de la moitié des élus (trente-cinq sur soixante-huit) : dix-neuf appartiennent au cercle des fidèles du président ou/et sont issus des branches les plus dures des différents courants d'extrême droite alimentant l'idéologie du FN. Par exemple dans le Rhône, le parti des forces nouvelles a formé Denis de Bouteiller. L'appartenance à la « mouvance nationale-révolutionnaire » est revendiquée par Pierre Vial, un historien de l'université de Lyon III obsédé par la « guerre ethnique », dont le mentor aurait été un ancien ss français, Marc Augier, alias Saint-Loup²⁴. Une structure clairement fasciste, L'Œuvre française, fut l'un des premiers mouvements fréquentés par Liliane Boury, la directrice d'une école maternelle de Lyon²⁵. C'est d'ailleurs au cœur du Conseil régional dont le siège se situe dans cette ville que l'on semble trouver la majorité des membres de l'ultra-droite. Durant les années 1990-2000, les prêches négationnistes d'universitaires lyonnais et de représentants du FN ont été au centre de nombreuses polémiques.

Pendant les six ans que dure le mandat, un tiers des militants sur lesquels nous avons recueilli des données évoquant la nature de leur engagement se prononcent publiquement en faveur d'alliances avec la droite. C'est le cas lors des élections municipales de 2001 à Rilleux-la-Pape. Dans la même optique, des associations permettent à des militants du RPR, de l'UDF, du RPF, du MNR ou du FN de se rencontrer pour construire des projets communs²⁶. En revanche, à la différence de bien des élus investis lors de la première élection, nous n'avons repéré que quatre anciens membres de l'UDF et du RPR. L'enracinement du lepénisme dans le paysage politique est une donnée fondamentale permettant de voir émerger des militants sans passé politique et exclusivement façonnés par la nébuleuse frontiste. Enfin, de manière marginale, il faut relever que certains élus plutôt proches de Bruno Mégret et des thèses du GRECE prônent une Europe des régions. Profitant des troubles internes, ils proclament leur admiration pour le mouvement séparatiste d'Umberto Bossi. Le groupe « Midi-Identités et Libertés », dirigé par l'élu audois Henri Escortell, ou les discours pour la création d'une région Savoie en sont deux exemples.

Tous ces éléments ne sont que des indicateurs. Ils ne nous laissent percevoir qu'une infime partie des trajectoires d'un groupe qui, à la différence de 1986, paraît davantage discipliné vis-à-vis des sphères dirigeantes mégretistes et lepénistes. C'est surtout à propos de cette seconde tendance, qui prendra le dessus sur la première lors des différents scrutins, que l'on peut tirer une telle conclusion. Plusieurs paramètres peuvent l'expliquer. La sélection des prétendants a certainement été plus stricte dans un parti qui connaît une hausse significative des adhésions depuis vingt ans. En outre, depuis 1992, Jean-Marie Le Pen exige des candidats de son parti la signature d'une reconnaissance de dette concernant les frais de campagne engagés au niveau national²⁷. Ce procédé a porté ses fruits car les défections ne sont pas comparables à ce qui s'était produit lors du premier mandat.

Toutes ces mesures n'ont pas pu endiguer définitivement des tiraillements à l'origine d'une scission dont les plaies ne sont toujours pas cicatrisées. L'omnipotence du leader historique, décidé à rester à la tête du parti jusqu'à son dernier souffle²⁸ et à léguer ce patrimoine politique à sa fille Marine, ne fait qu'attiser les conflits. Il se montre incapable de mettre en place une véritable direction décentralisée en accordant

une once de confiance aux personnalités ayant réussi à faire leurs preuves sur le plan local. Ce qui freine l'essor d'un parti installé dans le paysage national depuis une vingtaine d'années mais peinant à trouver sa place lors des scrutins cantonaux ou municipaux. Les échecs des organisations visant à accroître l'influence du lepénisme dans différents secteurs sociaux à travers la mise en place de « cercles » spécialisés (combattants, cheminots, rapatriés, agriculteurs...), tout comme les difficultés liées à la formation des cadres susceptibles de s'agréger à certains projets municipaux avec les autres formations conservatrices, illustrent le marasme organisationnel actuel. Ces problèmes internes, qui ne sont pas spécifiques au FN, n'ont jamais terni l'icône lepéniste, comme en témoigne sa présence au second tour de l'élection présidentielle de 2002. Les participations régulières aux exécutifs régionaux depuis vingt ans, le ralliement à ses thèses de « professions respectables » et d'un électorat souvent issu des couches juvéniles sont autant de facteurs polissant l'image d'un mouvement aux racines sulfureuses. Les graves troubles sociaux qui touchent bien des démocraties occidentales, et en premier lieu la France, ne peuvent qu'accentuer l'audience d'un courant populiste de ce type dont les idées apparaissent de plus en plus comme une voie programmatique acceptable pour bon nombre de dirigeants de la mouvance conservatrice décidés à construire les bases solides d'une « nouvelle droite ».

Bibliographie

- Bernet, J. (1998), « Picardie : l'union en rodage », *Limes. Revue française de géopolitique*, 6, 11-25.
- Bon, F. (1987), « Le réglage national des majorités nationales », in Perrineau P. (éd.), *Régions : le baptême des urnes*, Paris : Pedone.
- Boutin, C. (1996), « L'extrême droite française au-delà du nationalisme (1958-1996) », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 3, 113-159.
- Debourdeau, J.-P. (1999), « Bourgogne, du grand large... au grand écart » ?, *Mauvais temps. Débats et combats contre le fascisme et pour la démocratie*, 3, 47-55.
- Ivaldi, G. (2005), « Les formations d'extrême droite : Front national et Mouvement national républicain », in Bréchon, P. (éd.), *Les partis politiques français*, Paris : La Documentation française.
- Mabileau, A. (1987), « La nationalisation des candidatures par la médiation des notables », in Perrineau, P. (éd.), *Régions : le baptême des urnes*, Paris : Pedone.
- Maillard, A. (1999), « Picardie, potentats locaux et compromissions », *Mauvais temps. Débats et combats contre le fascisme et pour la démocratie*, 3, 15-25.
- Martin, P. (1999), « Les élections du 15 mars 1998 dans la région Rhône-Alpes », in Perrineau, P. & Reynié, D. (éd.), *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris : Presses de Sciences Po., 219-237.
- Molénat J. (2004), *Le marigot des pouvoirs. Système, réseaux, communautés, notables et francs-maçons en Languedoc-Roussillon*, Castelnau-le-Lez : Climats.
- Navrot, D. (1998), « Rhône-Alpes : le laboratoire », *Limes. Revue française de géopolitique*, 6, 23-36.
- Perrineau, P. & Reynié, D. (éd.) (1999), *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Pourcher, Y. (2004), *Votez tous pour moi ! Les campagnes électorales de Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon (1986-2004)*, Paris : Presses de Sciences Po.

—, « « Et cette année le printemps commençait le 16 mars » ? Journal d'une campagne électorale en Lozère en 1986 », *Les Temps Modernes*, 488, 98-122.
Winock, M. (éd.) (2003), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris : Seuil.

Notes

¹ Pour la première fois, les élections se déroulent au scrutin universel direct. Le mode de scrutin choisi était la représentation proportionnelle dans le cadre départemental avec répartition des restes à la plus forte moyenne. Le mandat des élus est de six ans.

² Lors des élections régionales de 1992, le contexte national favorable à la droite parlementaire ne lui impose pas de nouvelles négociations. Ce qui se traduit par 18 présidences de conseils régionaux (sur 21) pour l'UDF et le RPR. Voir Habert, Ph., Perrineau, P. & Ysmal, C. (éd.) (1992), *Le vote éclaté. Les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Paris : Presses de la FNSP.

³ L'avance est plus confortable en Champagne-Ardenne (23 contre 19) et en Ile-de-France (89 contre 84).

⁴ La Haute-Normandie et la Picardie ne représentent que cinq départements.

⁵ Une situation semblable existe dans les autres régions concernées. C'est ainsi qu'en Picardie, Charles Baur (UDF-PSD), élu avec les voix du FN, explique : « Notre majorité est simplement de gestion et il n'y a aucun accord politique avec le FN ». Voir *L'Événement du Jeudi*, 12-18 mars 1986, p. 56.

⁶ *Lettre du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur*, 37, avril 1986, 2-3.

⁷ Il exerce dans la psychiatrie avant de succéder à son père comme médecin généraliste à La Canourgue.

⁸ Ils acceptent de respecter six points fondamentaux proposés par le FN dans les domaines de la fiscalité, de la culture, de la sécurité...

⁹ *Le Bien public*, 8 mars 1998 et Debourdeau (1999).

¹⁰ *Le Bien public*, 11 avril 1998 et Debourdeau (1999).

¹¹ Une telle attitude lui vaudra d'être exclu du mouvement gaulliste.

¹² C'est à cette époque que, avec Charles Baur et Max Lejeune, il fonde le parti social-démocrate.

¹³ Ils font face, avec les dix-neuf membres de l'UDF-RPR et le CPNT, aux vingt-deux représentants de la gauche plurielle dans laquelle on trouve un écologiste et trois élus de Lutte ouvrière.

¹⁴ Parmi ses « cadets de la droite », on trouvait alors Michel Noir, Alain Carignon...

¹⁵ Seulement, trois élus de l'UDF et du RPR restent en retrait.

¹⁶ Voir *Midi Libre*, 26 mai 2002 et Molénat, 2004 : 27.

¹⁷ Dans le livre *Le Front national à découvert* (Presses de la FNSP, 1985), dirigé par Nonna Mayer et Pascal Perrineau, on peut noter les contributions de Colette Ysmal, « Sociologie des élites du FN » (1979-1986) ainsi que celle de Guy Birenbaum et de Bastien François : « Unité et diversité des dirigeants frontistes ».

¹⁸ Quand on compare les listes, on constate cependant que deux élus en 1986 sont toujours présents en 1998. Il s'agit d'Alain Jamet (Languedoc-Roussillon), de Pierre Descaves (Picardie). Il faut aussi relever qu'en Picardie Lionel Payet entre dans l'institution régionale à la fin de l'année 1986 pour remplacer Roland Goguillot.

¹⁹ C'est le cas de l'annuaire *Profession politique*.

²⁰ « Ses élites, sans doute parce qu'elles sont moins intégrées dans les règles du jeu social, sans doute aussi parce qu'elles ont un sens aigu de leur *privacy*, répondent beaucoup moins que leurs homologues des autres partis à certaines « questions traditionnelles ». Ainsi, à consulter les notices du *Who's who*, on s'aperçoit que les députés frontistes n'indiquent pratiquement

jamais la profession de leur père, le type d'études suivies, les écoles fréquentées... Déjà naturellement pauvres, ces renseignements sont encore appauvris par le nombre considérable de sans réponse ». Voir Ysmal, C., « Sociologie des élites au FN », *op. cit.*, p. 107-108.

²¹ On trouve par exemple André Troise qui s'est toujours engagé dans cette mouvance. Il a réaffirmé ce positionnement dans un livre intitulé *Crimes d'Etat d'un chef d'Etat* (2005).

²² Quatre sur huit en Languedoc-Roussillon et deux sur quatre en Picardie.

²³ *Journal officiel*, 84, 10 avril 2002.

²⁴ *Le Monde*, 4 mai 1998.

²⁵ *Le Monde*, 27 avril 1997.

²⁶ C'est le cas par exemple au sein du Rassemblement de Saint-Priest dans l'agglomération de Lyon. *Le Monde*, 30 juin 2000.

²⁷ En 1992, elle était fixée à 252 000 francs dans les Alpes-Maritimes et dans les Bouches-du-Rhône, payable par mensualités de 4 500 francs (*Le Monde*, 9 juin 1993). Dans son édition du 8 février 1992, on peut lire dans *Le Monde* : « Pour figurer en bonne place sur les listes présentées par le FN aux élections, les candidats doivent verser leur obole au parti. Comme la plupart des têtes de liste aux élections de mars prochain, Bruno Gollnisch devra à Lyon dépenser 40 000 francs. En Moselle, les huit premiers de la liste aux régionales devront déboursier 30 000 francs. Les candidats aux élections locales ont dû signer des « contrats de réversion » par lesquels ils s'engagent à reverser la moitié de leurs indemnités d'élus ».

²⁸ Lors de l'émission « Le grand jury-RTL-Le Figaro », le 13 novembre 2005, Jean-Marie Le Pen a déclaré : « Le président s'en va quand il le décide ».

The National Alliance and Northern League in Italy: Rivals in power, enemies in defeat

Stefano FELLA, Carlo RUZZA

Despite the defeat for Silvio Berlusconi's governing *Casa delle liberta* (cdL) coalition in the 2006 general election in Italy, both the National Alliance (*Alleanza Nazionale*, AN) and Northern League (*Lega Nord*, LN) managed to marginally increase their share of the vote, demonstrating the success that their respective leaderships had in shoring up their constituencies while part of the cdL government. Indeed, the cdL nearly pulled off a famous victory in 2006 despite widespread predictions of convincing defeat derived from Italy's continuing economic problems, the obvious divisions within the coalition, and the apparent failure to meet the promises laid out in Berlusconi's contract with the people in 2001. In total (adding the total number of senate and camera votes cast together) the cdL actually received more votes than the centre-left Union, and some commentators suggest that it was only because of reforms of voting rules and of the electoral system introduced by the cdL that the centre-left was able to win¹. The unprecedented longevity of the Berlusconi government was also noteworthy – it set a post-war record for governing uninterrupted until 2005 –, when a government “crisis” forced Berlusconi to resign briefly and then reform a new government with the same parties and personnel, which would see out the parliamentary term ending in 2006. Though Berlusconi's coalition remained a fractious one, it was united by a desire to avoid a repeat of 1994 (where conflict within the first Berlusconi government led to its downfall) and 1996 (where division on the centre right facilitated the centre-left victory). Nevertheless, the coalition was divided across some of the major political cleavages that shape Italian political culture, relating to the relationships between core and periphery, north and south, the State and the market, the Church and the State and the nation and Europe (Pasquino, 2003: 490). These differences were reflected in the infighting that beset the various coalition partners over a range of issues, including EU policy, constitutional reform,

welfare reform and general economic management. Many of the conflicts within the government stemmed from the differing strategies and ideological positions adopted by the AN and the LN, as explored in greater detail below.

The 2001-2006 government was a second chance for a coalition of parties that had already governed briefly in 1994 (though some of the smaller mainly ex-Christian Democratic component parties had changed). The first Berlusconi government of 1994 had come to office in the wake of the astonishing events of the political crisis of 1992-1994 when an entire political class was brought to its knees by the *tangentopoli* (kickback city) scandal which implicated an entire political class in corruption and led to the collapse of the DC and the coalition allies with which it had ruled Italy uninterruptedly since the 1940s. The political vacuum this caused seemed likely to bring to power a centre-left coalition grouped around the reformed ex-Communist Democratic Left Party (PDS), causing alarm among conservative forces. The adoption of a new majoritarian electoral system in 1993, following the abrogation of the previous proportional electoral system by popular referendum also created a dynamic intended to reward broad political coalitions that could win in first-past-the-post contests. However, while the centre-left had united around a new progressive pole, the centre right was dispersed across an apparently irreconcilable collection of forces, notably conservative former Christian Democrats, the neo-fascist (and mainly southern based) MSI and the regional populist LN. The creation of a new broader political force on the centre right was necessary to bind together and mediate between these disparate forces. This came in the shape of *Forza Italia*, created by the then media magnate, Silvio Berlusconi, who was particularly alarmed by the spectre of a new government led by ex-Communists which might threaten his vast media and business interests. Forming electoral alliances with the *Lega* in the north and the MSI-AN in the south, he mobilized the massive resources of his media empire to defeat the left in the 1994 general election, successively depicting the latter as dangerous communists.

The nature of this coalition was controversial, not least because of the personal political style and “conflict of interests” of its leader, Berlusconi, and because of the nature of its leading party, *Forza Italia* – the personal creation of Berlusconi. However, the participation of both the LN and AN raised concerns for differing reasons. In 1994, the AN remained an electoral banner under which the MSI, the self-proclaimed keeper of the fascist flame, joined forces with a few independent conservatives. Until the political crisis, the MSI had been viewed as an outdated political force, stigmatized as it was by its association with fascism. The party, founded by fascist veterans in the 1940s, had survived on the edge of the political system throughout the post-war period, during which it was viewed as the most successful neo-fascist party in Western Europe, generally polling around 5-6%. Although in 1992 it appeared to be in decline, by 1994 it found itself in government having secured 12% of the vote under the guise of the National Alliance electoral banner. Its entrance into the government coalition represented a remarkable break from the Italian post-war model, based as it was on an anti-fascist consensus (Ignazi, 1994). In 1995, a symbolic break was engineered by its leader Gianfranco Fini, with the dissolution of the MSI into the new AN party (Fella, 2006).

The emergence of the various northern leagues (most notably the Lombard League) at the end of the 1980s – eventually uniting under the *Lega Nord* (LN) in 1991 – was itself a contributory factor in bringing down the old party system. The LN offered an alternative to voters in the north and north-east disgruntled by the inefficient, and corrupt governing system presided over by the DC. It employed a radical anti-establishment discourse which denounced the corrupt *partitocrazia* (rule by parties) and linked this with a general attack on the nature of the Italian State and the way in which the backward south acted as a drain on the resources of the productive north (calling for autonomy for the northern regions and decentralisation of government in general). The LN was aided by the ideological vacuum left behind by those subcultures which up to the 1980s dominated the political scene in Italy: Communism and Catholicism, but which had been gradually eroded by the concurrent processes of secularization and crisis of communist ideology. Given its attacks on the unity of the Italian State, its previous anti-southern stance, and the radical departure it offered from the form of politics hitherto employed in the post-war republic – characterized by the populist and sometimes demagogic discourse of its leader Umberto Bossi – the LN's inclusion in the winning centre-right coalition in 1994 was equally remarkable to that of the MSI. Nevertheless, the fragilities and contradictions within this pole were demonstrated at the end of 1994, when the difficulties the LN had in reconciling its populist character with the demands of government led to its exit from the governing coalition, precipitating its collapse. The immediate context for this withdrawal was the corruption investigations launched by the judiciary against Berlusconi. However, the concerns of Bossi that FI was successfully colonizing the LN's anti-state pro-deregulation constituency in the north (not to mention his continued antipathy towards Fini and the AN who he continued to label fascists) was perhaps the major factor in this. The LN then adopted a policy of secession, calling for the complete independence of the Italian north (labelled Padania) from the rest of Italy.

The LN's decision to fight the 1996 general election separately would then be key to the centre-right's defeat at the hands of the centre-left. The post-fascists of the AN on the other hand, particularly grateful for the role played by Berlusconi in paving their exit from the political ghetto, remained largely faithful to this political alliance. Faced with the carrot of devolution promised by Berlusconi, and the stick of continued opposition, impotence and gradual decline, the LN returned to the centre-right coalition as part of the new cdl for the 2001 elections. This was key to the coalition's return to power and to the formation of a new government which included Fini as deputy prime minister and Bossi (responsible for constitutional reform) and other LN exponents in key ministerial positions. This chapter will focus on the ideological development of the LN and AN and their contrasting positions in government and opposition, highlighting divergences and common trends particularly in relation to the various political and electoral strategies and policy frames utilized by them. After exploring the earlier ideological development of these parties and their changing positions following the fall of the first Berlusconi government, it will assess in greater detail the contrasting strategies adopted in the course of the second Berlusconi administration and in preparing for the post-Berlusconi future.

1. The reinvention of the Italian right

The invention of FI by Berlusconi was decisive in the emergence of a centre-right pole in Italy capable of winning elections and forming governments at the national level. However the participation of the new populist right of the LN, and the old, recycled right of the MSI-AN, was also crucial. Aside from the political opportunities offered by the political crisis, the collapse of the old DC and the switch to majoritarianism in the early 1990s, these different rights have also benefited from global factors that have contributed to the success of right-wing and centre-right parties across modern industrialized democracies. The collapse of communism – while helping to precipitate the political crisis in Italy and hastening the transformation of the former Italian Communist Party (PCI) into the more conventionally social democratic PDS – also had a detrimental effect on the centre-left globally, increasing the ideological unattractiveness of socialist models and boosting the appeal of the deregulatory neo-liberal solutions which had formed the staple of centre-right parties across the globe from the 1980s onwards in the wake of Thatcher and Reagan. At the same time processes of globalization posed challenges to existing models of welfare capitalism which appeared to favour centre-right parties offering the solution of greater deregulation and downsizing of Welfare States in order to achieve the higher levels of economic competitiveness that the new global context apparently demanded. Nevertheless, while right-wing populists ranging from the *Front National* (FN) in France to the Leagues in Italy embraced an apparently neo-liberal platform in the 1980s when the main target was a bloated stated machinery governed by a complacent political elite, in the 1990s the focus in such parties switched to the homogenizing and destructive threats posed by globalization and the need to protect local communities and identities, sometimes through protectionist measures (as we shall see below in discussing the LN's changing ideology). The populist right has also tended to focus on the threats to community, identity and security posed by migration. This has been a constant in the discourse of parties such as the French FN and the Austrian Freedom Party (FPÖ) since the 1980s (Ignazi, 2003; Rydgren, 2004; Eatwell and Mudde, 2003; Norris, 2005). This was also the case with regard to the Leagues in the 1980s although the focus was on the threat posed by southern Italians who had migrated to the more prosperous north for economic reasons. By the 1990s, the subject of the LN's concerns in this regard became the non-EU immigrant, particularly so given the huge increase in numbers of EU migrants residing in Italy (either legally or illegally) from the late 1980s onwards. The LN's sometime need to ally itself with national political forces has also meant it has had to downplay the anti-*meridionale* (southern Italian) discourse. Centre-right parties throughout Europe have also generally projected tough positions on immigration, since the 1980s in particular. Nevertheless, they have tended to avoid the pattern of ethno-populist rhetoric which characterizes radical right-wing populists such as the FN and FPÖ, whereby the immigrant is demonized and blamed for the country's economic ills, physical threats to security (such as crime and terrorism) and the destruction of local cultures.

The re-invention of the Italian right has been an ongoing dynamic process in the decade or so since the fall of the old party system of the post-war republic. This period has been marked by various phases in the development of the LN and the AN – with

shifts in policy and discourse on the part of one party often coinciding with a parallel shift on the part of the other and often also reflecting a changing relationship with FI. Thus the LN and AN have engaged in a continuous search for political space and attempts to seize new opportunities offered by changing political circumstances. The emergence and continuing presence of FI as a nationwide political party positioned to attract mainstream centre-right and conservative voters itself represents a variable which shapes and affects the positioning of the other two. This process of reinvention and ideological repositioning can to a great extent be explained by political developments within the Italian party system since 1990. Thus the AN cautiously embraced markets in 1995 as it sought to entrench its new found status as a legitimate centre-right party, and then moved to a more pronounced neo-liberal position in 1998 as it sought to capitalize on Berlusconi's problems with the judiciary before shifting back to a more mixed social market position in 2001 when its leader realized the political market for a neo-liberal centre-right party was too crowded (given the surprising resilience shown by Berlusconi and his party). Moreover, 2001 saw a return to an emphasis on traditional themes such as the need for a strong executive and tough law and order policies, which had been downplayed in 1998. The LN for its part sought compromise in 1994 and then shifted to an uncompromising secessionist position in 1996 in order to distinguish itself from Berlusconi's more convincingly neo-liberal FI and from the general bipartisan consensus on the need for political reform and some form of decentralization. The failure of secession – given its unpopularity with much of the northern electorate and Italian membership of the euro which made the strategy less viable – led to a reappraisal by Bossi and a new strategy for gaining devolution through compromise within Berlusconi's new centre-right coalition in 2001. Popular mobilization of the LN's constituency would be retained by a focus on themes relating to the identity and (economic and physical) security of local communities such as immigration and globalization. This would also involve a shift to a more protectionist position which was made easier by the LN's ideological uncertainty and flexibility, particularly on economic issues where it had retained an ambiguity as regards the relationship between the State and economy since the 1990s despite observers earlier categorizing it as a neo-liberal force.

Analysis of party programmes (Fella and Ruzza, 2006) shows glaring contradictions within the two parties positioning. This is seen on economic issues, not only in relation to the LN but also in the AN's documents where one finds both an emphasis on the need to assist weak social groups and suggestions that the State must withdraw from a socially interventionist approach. This perhaps reflects tensions among the different internal factions in AN. The shifts in position could thus be interpreted as the result of a changing equilibrium within the party, with the "liberal" current (favouring a more neo-liberal economic perspective) having been in the ascendancy in 1998, and the *destra sociale* ("social right") current (favouring a more solidaristic approach) becoming more influential after 2000. The changing equilibrium itself could be attributed to the decisions of Fini to move towards one or other current, decisions which themselves related to his perceived need to locate the AN according to developments external to the party (Fella, 2006). Nevertheless, for both the AN and the LN certain core themes remain constant, for example in the case of

the AN references to national identity, and in the case of the LN references to northern or Padanian identity and some form of decentralization or autonomous government. However, the form of autonomy emphasized has oscillated between federalism, independence and devolution.

As Marco Tarchi suggests, the right in Italy, as it has globally, has generally been in a better position to adapt to processes of cultural and social change given its tendency to utilize a pragmatic mix of ideological elements which come from a variety of provenances (Tarchi, 2003a). Historically, the right has been more flexible and adaptable, less hidebound as it is by the ideological dogmas that were prominent amongst the socialist and social democrat European left in the twentieth century. In Italy, having not been in government in the post-war period, the right has been relatively freer to innovate ideologically and also to renew its organizational structure and leadership. Above all, however, in Italy, the right has benefited from a particular crisis of political culture since the early 1990s and this has given the Italian right a unique character. This was a crisis of the dominant culture of political compromise and the constant search for mediation which characterized the first republic. In the new context, the ideological perspective of the right appeared as a valid response to the crisis of the party system from which the right had been traditionally excluded. Juxtaposed against the compromise and weak executive leadership of the old *partitocrazia*, the new and reinvented parties of the right appeared to offer more clearly defined political leaderships personifying the policy alternatives on the table. In relation to the two formations focused on here, the role played by their respective leaders – Fini and Bossi – in steering (and sometimes forcing through) the ideological evolution of their parties and responding to changing political circumstances has been critical, both benefiting from the centrality of the leader in the organizational apparatus of their parties. The LN reflects the personalized charismatic leadership model of populist parties. The new party apparatus of 1995 gave the AN leader enhanced powers with the right to appoint key party officials and representatives (Ignazi, 2003: 50).

2. The rise and fall of the first Berlusconi government

By the 1994 general election, a new emphasis on “clean politics” and on the need for a more effective decentralized political system, as well as a need to cut back on State involvement in the economy, had been rapidly diffused throughout the discourse of all political formations, old and new. Effectively, the traditional LN themes had been incorporated by an entire political system with a set of credible rivals emerging who were not handicapped by the territorial constraints which limited the LN’s appeal. However, competing on similar grounds, but without the hindrance of ethno-nationalist activists it appeared that Berlusconi and FI were better poised to appeal to this constituency. The departure from government and the adoption of a secessionist stance in 1996 can thus be attributed to the need to distinguish the LN from FI on economic issues and from the new political consensus on the form of the State (i.e. the new for greater decentralization). Moreover, this ensured that the impressive levels of popular mobilization that the LN enjoyed prior to 1994 would be retained and built upon and its anti-establishment image reinforced. At the same time, this allowed Bossi

to re-establish his supremacy over his party, given the popularity of the secessionist idea among activists (Ignazi, 2005).

Whereas the LN's actions in government reflected concerns about its identity being compromised in government and a fear that FI was stealing its populist clothes and its northern middle class electorate, the MSI-AN was content to consolidate its new found legitimacy and centrality to the new centre-right pole. In many ways, its entrance into government could be interpreted as the culmination of its historic strategy of *inserimento* (insertion) according to which it sought to conclude alliances with conservative forces and participate in day-to-day democratic politics (Ignazi, 1994). Thus in practice it had generally adopted policy positions that one would associate with the conservative right, despite its anti-systemic rhetoric and fascist nostalgia. Its entry into government therefore required that it dropped the anti-systemic discourse whilst retaining a continuity in terms of past policy positions and the general alignment with the conservative right that had been cultivated by Fini. This worked well provided discussions of the past – and perceptions of the fascist regime – were avoided. Previous proposals, such as that for a corporatist parliament were now deemed unnecessary in the new political context, i.e. the collapse of the old *partitocrazia* which the MSI had previously railed strongly against. Moreover, more direct forms of democracy to involve the Italian people in government, e.g. through the increasing use of referendums – as seen in the early 1990s – were now embraced as an alternative to the corporatist system previously seen as necessary to ensure the representation of key social actors in the political system. The fall of the first republic meant that it could now abandon its previous anti-systemic stance – thus its previous attacks on the liberal democratic system were retrospectively recast as an opposition to the rule by parties which characterized the first republic. These positions were all notably prominent in the document adopted by the new AN party at the Fiuggi congress in January 1995, shortly after the fall of the first Berlusconi government. Apart from tenuous attempts to present the AN as guardian of a national culture which encompassed Gramsci and Croce, as well as Evola and Gentile, the Fiuggi document read pretty much like a document of the mainstream European centre-right. There were frequent references to the importance of a unitary central State and strong executive role, the Fiuggi document also embraced the pro-federalism frame of the LN. Moreover, traditionally statist positions on the economy were balanced with several acknowledgements of the importance of markets and competitiveness. There was also frequent recourse to the traditional themes of law and order and of the role of Church and family. Gaullist overtones were notable in the invocation of a *Europe des patries*, and a presidential system modelled on that of the French fifth republic. The refusal of a group led by the veteran neo-fascist revolutionary, Pino Rauti, to accept the transformation, instead forming a breakaway party (*Movimento Sociale-Fiamma Tricolore*, MS-FT) served to reinforce the impression that the AN represented a fundamental break with the past (Fella, 2006).

3. The right in opposition – consolidation or radicalization?

In opposition from 1995 onwards, and more so following the election defeat of 1996, the emergence of a new phase became evident with the AN seeking to

consolidate its new found legitimacy and modify its positions further in order to present itself as a modern European centre-right party while the LN moved to a more radical separatist position. Nevertheless by pleasing its radical activists and its small town electorate with the new secessionist stance, the LN put off its urban moderate electorate. In this period a significant exodus took place, of people who had previously thought that the LN would become “respectable” and could be used for personal and social advancement. By the end of 1998, it was clear to the LN that secession was a controversial slogan with only limited support in the population, and after much internal debate the issue was left unresolved and gradually dropped. Other issues become more important. After years of fervent Europeanist stands, Bossi began to introduce Euro-sceptical notes in his speeches, causing some confusion among party supporters. The EU was now portrayed as a homogenizing force threatening to destroy cherished local identities (Quaglia, 2005: 285-286). The shift to a Euro-sceptic position related to the centre-left government’s success in ensuring that Italy would take part in the launch of the single currency in 1999, which once adopted would be blamed for the Italian economy’s problems (as would the centre-left’s role in securing this). In the mid-1990s, it had been assumed that the weakness of the Italian economy would have prevented its participation in the single currency. The LN leadership claimed that only an independent Padania would be strong enough economically to join the euro, and that this would be a trump card to play in winning popular support for independence (Albertazzi and McDonnell, 2005)². The new anti-European stance was linked to the emphasis on a more general anti-globalization stance which also manifested itself in anti-American statements on the part of Bossi and other leading party exponents. This also involved a pro-Serb stance in the Kosovo conflict. In this period, the development of anti-European and anti-American attitudes – combined with an increasing focus on anti-immigration rhetoric – were illustrative of attempts to pander to popular anti-cosmopolitan sentiments whilst finding common ground to unite the LN’s radical activists with its more institutional face evident in its prominent role in local government in the north. Thus there was in the LN’s programme a mixture of radicalism in the few areas that characterized its identity – migration, culture – and a good dose of mainstream conservative policies elsewhere. On this common ground the two “souls” collaborated, for example on campaigns against the allegedly lax immigration law (Ruzza, 2004).

While the LN found itself isolated from 1995 onwards, Fini used the period of renewed opposition to consolidate the AN’s new democratic credentials further, for example through participation in the failed bicameral parliamentary commission of constitutional reform (*Bicamerale*) and adhesion to the neo-Gaullist UPE grouping in the European Parliament (Tarchi and Poli, 1999). In this period, the AN was also re-emphasizing its traditional role as a guardian of national identity – a logical reaction to the antics of the LN at the time – organizing counter-demonstrations in defence of the Italian nation (Fella, 2006). Growing discontent within the AN regarding its subordination to the FI, and dislike and distrust of Berlusconi within the party led to calls for a clearer differentiation from FI, and led Fini to make renewed overtures to the Catholic centre and centre-right. In this period, the AN sought to challenge the ascendancy of FI within the centre-right pole, hoping that by stealing its neo-

liberal pro-market clothes it could win over some of its supporters. This was notable particularly at the AN's first programmatic conference in Verona in early 1998, where it presented itself as a party of modernization, making further enthusiastic strides in its embrace of the free market and attempting to shake off its reputation for having an old-fashioned statist approach to the management of the economy. The document produced for the Verona conference called for more flexibility in the labour market, further privatization and a general liberalization of the economic system and criticized the distorting interference of the State in the economic sphere (Tarchi, 2003b: 163). Traditional themes such as law and order and the need for strong executive rule and a strong Italian State were infrequently mentioned in this document. Rather the emphasis was on economic issues and presenting the AN as a modern liberal force in this aspect. Nevertheless, the 1999 European elections represented a significant defeat for this strategy. The AN stood on a joint list with the *Patto Segni* – with which it had also allied itself in the failed referendum campaign to eliminate the remaining proportional quotient of the electoral law³. The joint list polled 10.3% (as opposed to the AN's share of 15.7% in the 1996 general elections). The LN performed equally badly, polling 4.5% (having polled 10.1% in 1996) (Daniels, 2000).

4. The renewal of the centre-right and the second Berlusconi government

Following the poor electoral performances in 1999, a new phase was evident in both the AN and LN with their respective leaderships reappraising their previous strategies. For the AN, this meant a shift back towards more traditional positions. Themes such as identity, law and order and security were emphasized, and the free market euphoria of Verona dropped. Thus the AN turned to attacking the excesses of economic deregulation and argued that the effects of globalization needed to be ameliorated in order to safeguard social and community solidarity and national identity. In order to distinguish itself from its competitor-allies, Fini opted for marketing the AN as “the socially advanced wing of the centre-right” placing a renewed emphasis on the concept of social market economy (Tarchi, 2003b: 163-165). There was also a renewed and frequent emphasis on traditional themes such as the importance of strong executive rule and law and order. Nevertheless, although its discourse on markets became more critical, the number of approving references to markets and competition remained high (Fella and Ruzza, 2006).

Bossi for his part engineered a fundamental transformation of the LN's approach, declaring that the epoch of uncompromising separatism had to end. This marked the end of yet another phase in the LN's history. According to its leader, a new more strategically adept LN had to emerge. Alliances had to be accepted, even if unpalatable to base militants. The new approach led the LN to join the right-wing coalition that competed in the election of 2001 led once again by Berlusconi. Nevertheless, the LN's stance on the issue of greater autonomy for Padania would remain uncompromising. The price of participation in the coalition would be the delivery of devolution reforms to enhance the power and status of the Italian regions (the new emphasis on “devolution” rather than federalism or independence seemed to be nod to the success of devolution in Scotland). Thus while the LN would continue to present itself as a populist “anti-political” movement, it would also act as a “clever party” – a party

that could act with ruthless instrumentality to achieve its goals. Thus it would accept to work with fundamentally different allies to achieve the best for its people, first and foremost devolution. Thus it would be part of a coalition including not only Berlusconi (who it had attacked mercilessly only a few years before) but also the despised recycled first republic politicians of the AN and UDC.

In this phase Bossi initially tried to combine several aspects of the LN's previous history, recognizing that there was a problem internal to the movement, where its traditional identity was increasingly diluted. His solution was to re-awaken the passion, "to raise the big flag of the North" against *Roma Ladrona* (thieving Rome), but at the same time he acknowledged that the LN's votes must be made to feel that they count. Protracted isolation was not politically viable. The entire baggage of rituals was emphasized again, but it was proposed no longer in isolation as the distinctive marker of an ethnic group. Rituals of ethnic and cultural belonging were proposed as representative of all local cultures against the evil impact of globalization. The new anti-European character of the LN was linked to a growing anti-capitalist, anti-globalization component – that is a rejection of big capitalism in favour of diffused small entrepreneurship (Ruzza, 2004). Indeed, whereas the LN had in the early 1990s been portrayed as a neo-liberal party, protectionist and pro-market positions have actually sat uneasily together in the LN's platform since the early 1990s, indicating a degree of ideological uncertainty. This apparent contradiction is perhaps best explained by an enthusiasm for neo-liberal rhetoric when attacking the Italian State assistance for the south and other sectors not part of the LN's constituency but an eagerness to propose protectionist solutions when the subject being protected is the LN's northern small town constituency, a form of welfare chauvinism which is even more pronounced in relation to the immigration question (Fella and Ruzza, 2006).

The LN's growing protectionist and anti-globalization stance combined both cultural concerns and economic concerns – the need to protect small entrepreneurs in the north is reflected for example in the campaign against cheap Chinese imports (the LN called for the imposition of tariffs) which also spills over into xenophobia. Globalization, as with the EU, was also viewed as a vehicle for an undesirable multiculturalism. Thus immigration was vehemently opposed as threatening both security and identity. Nevertheless, there was a certain broadening of the LN's point of reference when referring to identity – i.e. it was a broader European Christian identity that needed to be protected – not just a Padanian identity or an Italian identity. This was seen not just in the LN's anti-immigration position but also in the campaign to prevent Turkish accession to the EU. The stress on Christian identity was also useful for the coalition as a whole, in showing that the LN did have something in common with the other governing parties. The emphasis on Christian identity created a conceptual bridge between the Padanian nationalism of the LN and the Italian nationalism of FI and AN, as well as the Catholicism (also strong within AN and FI) of the UDC. This also created a differentiation from the secular internationalism of much of the left.

The AN on the other hand has pursued familiar themes since 2001. This involved strong support for an interventionist social market economy, strong defence of the integrity of the Italian nation and respect for its institutions, guardianship of the nation's catholic values and promotion of traditional family life. In pursuing these

themes Fini sought to distinguish the AN from the populism and neo-liberalism of the LN and FI (and the divisive regionalist identity of the former), presenting itself as the social conscience of the right and (paradoxically given previous perceptions of the MSI-AN) as the moderate component of a right-wing populist government. The persistence of certain conservative authoritarian positions assumed by the AN in government remained notable however, despite Fini's drive to the centre ground. These were reflective of the political culture in which the AN leadership was schooled, yet also appealing to broader conservative opinion. For example, Fini backed the heavy-handed tactics of the police at the G8 summit in July 2001 and sponsored a proposal for a new law on drugs (eventually adopted in January 2006), eliminating the distinction between soft and hard drugs and introducing tougher punishments for the use of both. The latter came within the frame of attacks on the moral degeneracy of aspects of Italian popular culture. The traditional authoritarianism was also combined with a continuing exultation of the role of the Italian military (although the stress is on the important role it undertakes in peacekeeping and delivering aid) and scathing attacks on the peace movement⁴. Fini strongly supported Italian participation in the post-war occupation of Iraq. Some rather symbolic positions, with particular appeal to party militants, were also taken, for example the AN's successful campaign for a national day of commemoration of the *foibe* (when ethnic Italians living in the former Italian territories ceded to Yugoslavia at the end of WWII were massacred by anti-fascist partisans) (Fella, 2006).

5. The AN and *Lega* as rivals in power

The initial period following the cdl's victory at the 2001 general election was characterized by ensuring the passage of a legislative programme which appeared to have more to do with protecting Berlusconi and his media and business empire from various judicial proceedings than the broader needs of Italy (Allum and Newell, 2003: 192). However, a departure from this was the law passed on immigration in 2001, which was notable for the collaboration between the AN and the *Lega* that took place on it, symbolized by the naming of the law, the Bossi-Fini law, after the two party leaders who co-sponsored the bill. This appeared to reflect an attempt by the two parties to find common ground on issues where their identity was particularly strong. This was also evident in the tough positions adopted within the ruling coalition as regards the handling of the G8 summit.

During the general election campaign of 2001, the parties of the cdl had focused on the perceived inadequacies of the Turco-Napolitano law on immigration passed by the centre-left government in 1998, making a tightening of the law a priority once in entered government. Thus adopted, the Bossi-Fini law drastically reduced channels of regular entrance into the country for immigrants, reducing the length of residence permits and making the granting of permits dependent on the immigrant having a contract of employment. Immigrants losing their jobs would have their residence permits withdrawn. In tying residence permits to the possession of employment contracts, the law weakened the already vulnerable position of immigrants in the labour market further by making them dependent on their employers for their residence status and thus putting them in a very weak negotiating position as regards their

employment pay and conditions, leaving the situation wide open for unscrupulous and discriminatory employers. Nevertheless, the law did provide for a regularization of immigrants already in the country and working illegally, particularly those working as home helps and carers. Both the LN and AN had previously opposed such amnesties – a recurring feature in the Italian institutional response to illegal immigration since the 1980s. However, once in government, there was a backtracking, partly due to a realization that attempts to clamp down on new immigrant arrivals and further regulate the status of legal immigrants were futile without addressing the status of the several hundred thousand illegal immigrants on Italian soil – a number far too large to track down and expel without a massive employment of resources. Moreover, expelling illegals would have negative repercussions for an Italian labour market rather reliant on this workforce. Thus the government was influenced by internal lobbying, from its catholic component⁵, and externally from employers to ensure that the presence of a large number of irregular workers on Italian soil be addressed in this way. It was notable that Fini had also sought to make clandestine immigration punishable as a criminal offence (instead of the existing situation whereby it was a kind of administrative violation). However, following pressure again from the ex-DC component of the coalition, a compromise was accepted whereby only recidivist offenders would be criminalized (Zincone, 2002).

While the Bossi-Fini law was criticized for its harshness by immigrant associations and the left, it helped to cement the appearance of a tough hard line position as regards the immigration issue on the part of Fini and the AN, and despite their sharply differing political identities, an area of common cause between the AN and the *Legge*. Nevertheless, this collaboration disguised a difference in tone towards immigrants in which Fini's measured discourse could be contrasted with Bossi's inflammatory rhetoric. For example, Fini disassociated himself from the remarks made by Bossi in the summer of 2003, when he suggested that canons be fired at boats carrying clandestine immigrants onto Italian shores (Fella, 2006; Edwards, 2005: 232-233). While few people really thought Bossi would seriously seek to have canons fired, the comments highlighted the bombastic nature of his discourse in contrast to Fini's attempts to pose as a statesman on this and other issues. The way in which the two parties have framed their diagnosis of the risks associated with immigration and of the causes of migration flows has differed considerably. The focus on immigration in the LN's discourse grew gradually and accelerated strongly during the 1990s (as indeed the presence of non-EU immigrants on the territory accelerated in the same period), with the immigrant replacing the southern Italian migrant as the main target of its exclusionist rhetoric. Immigrants are portrayed as bringing crime and taking away jobs and economic resources and also as having unfair preferential access to welfare resources (welfare chauvinism) occur frequently. The metaphor of immigrant invasion is also repeatedly used in LN documents. Immigration is sometimes cast as bringing the extinction of local communities and the laceration of the social structure. Anti-immigrant discourse is also cast within the wider negative ethno-pluralist frame – thus immigrants are framed as destructive of local (Padanian, Italian, European or Christian) cultures. Multiculturalism is ridiculed and co-existence of cultures in Italy/Padania is rejected. Notably, there has been a surge in the employment of overtly anti-

Muslim or Islamophobic discourse since the September 11 attacks in 2001, though the Islamophobic frame has been present in the LN's discourse since the 1990s. However, since 2001, Muslims have been increasingly presented as not only a danger to Italy's Christian identity but also generally equated with terrorism (Fella and Ruzza, 2006). A number of LN government ministers have pursued the clash of civilisations thesis, claiming that there is no moderate side to Islam: all Muslims are potential terrorists and a threat to Western civilisation.

The AN's positions appear to be more in the mainstream of the European centre right. Official party documents consistently suggest a position in favour of tough immigration controls and particularly the need to vigorously combat clandestinity. However, as our analysis elsewhere shows, many of the ethno-populist frames that characterize the LN – notably the “immigrants steal jobs” frame and the welfare chauvinist frame – are absent, given that AN documents generally seem to accept the necessity of immigration for the Italian economy (although there is some uncertainty here with some AN documents appearing to simultaneously endorse and reject this proposition). The criminality frame is present, but concentrates on the problems posed by clandestinity (unlike LN statements which, while also focusing on clandestine immigrants, sometimes make no distinction when discussing the crime-security risks posed by regular and clandestine immigrants). The AN's focus on the problems caused by clandestine immigration was particularly notable in 2001, in the run-up to the general election. As with the LN, identity and ethno-pluralist related frames are present in AN documents, but take as their starting point Italian national identity and culture (rather than that of Padania). However, the use of this frame is also sometimes balanced by some positive references to multiculturalism and even when fears about cultural identity are expressed they are done so in less strident terms. Moreover, Islamophobic discourse appears to be absent from official documents adopted by the AN leadership. Official party documents since the foundation of the AN party in 1995 have used measured language, whilst at the same time advocating tough immigration controls. Nevertheless, there is a discrepancy, in that whilst the leadership (i.e. Fini) has pursued a moderate tone, analysis of party press and speeches by other party exponents uncovers a use of discourse closer to that of the LN on the part of some individuals (Fella and Ruzza, 2006).

The distance between the respective discourses of the LN and the AN on the immigration issue appears to have grown wider since 2001, as exemplified by the controversy surrounding Fini's suggestion in 2003 that immigrants resident in Italy for a sizeable continuous period (e.g. six years) be given the right to vote in local elections (Ignazi, 2005: 342-343). Fini now began to adopt frames previously employed by the left, i.e. the importance of social integration, and the responsibilities of Italy as a former country of emigration. Fini's opening on voting rights can be interpreted in a number of ways, all of which encapsulate his political strategy within the Berlusconi government. In particular, the move seemed calculated to simultaneously distance the AN in the public mind from the extremism of the *Lega*, and to antagonize the *Lega* into revealing this extremism even more, with the possible welcome consequent effect of straining the close relationship between Berlusconi and Bossi, and enhancing Fini's weight within the government. At the same time, the

move was central to Fini's attempts to present the AN as a moderate force within the government (again in contrast to the *Lega*), appealing to the moderate centre-right voters that the AN was targeting to broaden its electoral base. Indeed, as Ilvo Diamanti has suggested, in focusing on the voting rights issue, Fini managed to deliberately choose a marginal aspect of an issue that is central to the political sensibilities of the *Lega*, thereby provoking it when in effect, the proposed change (while of symbolic appeal) would make very little change to the daily lives of immigrants, which would continue to be conditioned by the harsh constraints imposed by the Bossi-Fini law. Moreover, while Bossi was stridently opposed to the idea, most Italians seemed to be quite relaxed about it (Diamanti, 2003). There was, nevertheless, a great deal of internal opposition to Fini's move within his own party. For example, Maurizio Gasparri (the minister for telecommunications) and the president of the Lazio region, Francesco Storace, both spoke against the idea and Fini was also heckled by party militants regarding the issue⁶. While Fini claimed not to be bothered about this, it was notable that the proposal appeared to be quietly shelved as Fini turned his attention to other issues in the months that followed (Fella, 2006).

Fini's "opening" on immigrant voting rights launched in 2003 could be interpreted as integral to his strategy of positioning the AN as a moderate centre-right force and carving out a political identity distinct from the populism of the LN and of FI. Shortly after this controversy, Fini made further strides in his re-moulding of the AN's identity by denouncing the "racial laws" introduced by the fascist regime in 1938 and the collaboration of the Italian Social Republic (RSI)⁷ of 1943-45 in the holocaust (Ignazi, 2005: 338-339). Although Fini and other AN spokespersons had denounced the holocaust several times previously, the denunciation of Italian fascist complicity took things further and too far for *Il Duce's* granddaughter, Alessandra Mussolini who quit the party in disgust later forming a new political movement *Alternativa Sociale*. However, Mussolini's defection aside (probably viewed as a blessing in disguise by Fini), there was no mass exodus from the AN, despite the shock caused within the party by Fini's statement (many veterans of the RSI and their descendents continued to be involved in the AN). The slight ambiguity as to whether, in speaking of absolute evil, Fini was referring to the RSI itself or more specifically to the act of complicity in the holocaust helped to square Fini's statement with the continuing "nostalgia" of much of the party's membership. Indeed, it could be argued that the specific criticism on the racial laws of 1938 introduced by the pre-RSI regime is no real contradiction of the view expressed by over 60% of militants surveyed at the 1998 Verona congress that "apart from a few questionable decisions" the fascist regime was a good one (Vignati, 2001). Nevertheless, the statement, together with the proposal on immigrant voting rights did stir rebellious voices within the party who had no intention of taking part in the Mussolini sideshow. Storace, a leading light in the party's *destra sociale* faction, was particularly vocal in mobilizing opposition to the direction Fini was taking the party. He criticized Fini for feeling the need to apologize for the past and for his readiness to offer up AN support for unpalatable laws designed to serve Berlusconi's interests, when such collegiality brought no return in terms of satisfying the AN's political priorities. Storace also suggested that his stance was shared by other senior figures within the party. Indeed, while it seemed clear that the reason for Fini and the

AN's participation in government was not to engineer some kind of fascist takeover, the question remained as to what purpose its presence in government actually served other than to prop up a ruling coalition whose political priorities seemed to be dominated by the personal interests of Berlusconi and the political priorities of the *Lega*. This is a problem that also appeared to vex Fini, and helps to explain his more assertive stance in government in 2003 and 2004. The pursuit of a more social market interventionist approach, the concern for public sector workers and the emphasis on the problems of the south were all designed to appeal to the AN's core constituency, while also paradoxically enhancing its image (and particularly that of Fini himself) as a moderating force within the ruling coalition (Fella, 2006).

In the spring of 2003, Fini began repeated public calls for a *verifica* (a verification or stock-taking) among the governing parties, in order to re-establish the objectives of the government and ensure a greater equilibrium among the governing parties and greater collegiality in government decision-making. Local election losses in Rome and the south were blamed by the AN on the northern bias of the government and the extremist discourse and positions of the *Lega* (particularly its repeated references to *Roma ladrona*). The election defeat brought to the fore a number of resentments that Fini and his party had been harbouring about the direction of the government and particularly the influence of Bossi. There was exasperation within the AN at Berlusconi's indulgence of Bossi's rantings which, combined with Berlusconi's own gaffes, were undermining the government's standing. At the same time, Fini was aware of growing dissatisfaction within his own party and the comparison being made between his own continued fidelity to Berlusconi and the frequent grandstanding of Bossi, which was often rewarded in the content of government policies. Berlusconi's apparent favouritism as regards the positions of Bossi and the *Lega* was particularly galling to the AN considering that the *Lega* had won only 3.9% of the vote in 2001 as opposed to the 12% of the AN. The feeling within the AN appeared to be that the general direction of government policies seemed to be guided more by a northern populist alliance between *Forza Italia* and the *Lega Nord*, rather than an equilibrium reflecting the policy preferences of all the governing parties. Fini complained directly to Berlusconi that the *Lega* was "over-valued" and appeared to be leading the government. While Berlusconi presented himself as an arbiter or mediator between the conflicting positions of the AN and LN in government, he and his party colleagues often took similar positions to those of LN. This was particularly the case on economic issues, though on issues such as immigration and constitutional reform, FI was perhaps closer to the AN. This was also because – despite the frequent controversial outbursts of Bossi and other LN exponents – the LN would generally support Berlusconi on key policy issues (presenting itself as a faithful and obedient ally), in order to ensure the passage of devolution.

In seeking to present a moderate centrist front within the government, Fini found common cause with the UDC, led by Marco Follini, with the two leaders forming a pact on the *verifica* making a number of joint demands. The coincidence of positions between the AN (or at least Fini) and the UDC was notable on immigration (where Follini expressed support for Fini's proposal on immigrant voting rights), economic policy and welfare reform. In relation to the latter, both placed an emphasis on greater

dialogue with the social partners, while the *Lega* Welfare Minister, Roberto Maroni sought a break from the social pact with the trade unions established by previous governments in the 1990s. This pattern was also evident in EU policy where Fini had adopted a moderate Europhile approach more reminiscent of the Italian post-war Christian Democrat governments, as exemplified by the role he played as Italian government representative on the Convention which drafted the proposed European constitution in 2002-3. While Berlusconi's appearances on the EU stage were notable for a series of monumental gaffes, Fini won plaudits from across the political spectrum for his constructive conduct within the Convention, which could be contrasted sharply with the *Lega*'s explicitly anti-EU position, most notably its criticism of the effects of the adoption of the euro. *Forza Italia*'s position on the euro was similarly lukewarm, indeed both Berlusconi and the finance minister, Giulio Tremonti echoed the *Lega* in blaming the effects of the euro for Italy's rising prices.

Indeed, in relation to the economy, Fini's quarrel was not only with Bossi and the *Lega*, but also with Tremonti, who while a *Forza Italia* appointee, increasingly appeared to identify with the *Lega*, forming a close relationship within the government with Bossi. The Fini-Tremonti dispute and the related dispute between the AN and the UDC on the one side and *Forza Italia* and the *Lega* on the other as regards the stewardship of the economy appeared to overshadow the government's progress for much of 2003 and 2004. Fini viewed Tremonti as having too much power and an approach to the economy and expenditure plans that were biased towards the interests of the north and characterized by excessive recourse to "creative financing" and a lack of attention to the real economy and to the everyday economic difficulties that ordinary Italians were experiencing. Although both Berlusconi and Bossi vigorously defended Tremonti, Fini finally got the upper hand in June 2004 when he forced the dismissal of Tremonti, following another poor showing by the centre right (and *Forza Italia* in particular) in the European elections. But this came only after a year of public bickering between the party leaders, numerous threats by Fini to withdraw his party from government, various broken promises to involve Fini more closely in economic decision-making, and critically, Bossi's illness-enforced departure from the public stage which weakened the *Lega*'s and Tremonti's position. However, despite Tremonti's eventual replacement by a civil servant from the finance ministry, Domenico Siniscalco, disagreements among the ruling parties continued on a range of issues, notably on taxation where Fini and the AN sought to safeguard resources for the public sector and the south – key constituencies for the AN (Diamanti and Lello, 2005). The continued differences among the ruling coalition led to the government "crisis" following the centre right's disastrous performance in the 2005 regional elections (losing twelve of the fourteen contested regions). Fini's strategy appeared rather confused here: he initially responded by calling for fresh elections, but then changed his mind and appeared to be content with the cosmetic government changes offered by Berlusconi. However, Follini withdrew the UDC from government, forcing Berlusconi to resign and then reform a new government. In the best traditions of the post-war republic, the new government appeared to be much like the old one, with the UDC returning. However, Follini, who had entered government as joint deputy-prime minister following the fall of Tremonti remained outside and, much to Fini's chagrin,

Tremonti returned to government in Follini's place (Tremonti would later return as finance minister, following Siniscalco resignation).

While the post-regional elections shenanigans seemed to undo much of what Fini had sought to achieve in 2004, he had in the meantime been assuaged by his appointment as foreign minister in November 2004, replacing Franco Frattini following the latter's nomination to the European Commission. Fini had originally sought this position at the beginning of 2002, following the resignation of the administration's first foreign minister, the technocrat and former WTO chief, Renato Ruggiero – a resignation precipitated by Bossi's attacks on the euro following its entry into circulation, and Berlusconi's lack of support on the issue. In seeking the foreign ministry, Fini had hoped to establish an international legitimacy for himself and the AN which would be essential to the realization of any future desires to lead the Italian government. While Fini's appointment to the European convention was initially viewed as compensation for his thwarted ambitions as regards the foreign ministry, it allowed Fini to pursue his strategy of international rehabilitation for the AN and himself through other means. Indeed, Fini took full advantage of the opportunity the Convention role provided him to boost his standing on international matters and to contrast his statesmanlike tone with that of some of his government colleagues. This meant that when the foreign minister's job became vacant again, Fini was viewed as the obvious candidate for the job across the Italian media and political spectrum.

Fini's elevation to the foreign ministry, combined with Bossi's illness enforced absence from the political scene, which weakened the *Lega*, shifted the equilibrium in the ruling coalition somewhat towards the AN. This meant that Fini appeared less preoccupied about Tremonti's when he returned to government in 2005. Proximity to the next general election also began to refocus minds in this period, and a spirit of compromise was demonstrated in the adoption of the constitutional reform package in 2005, designed mainly to deliver Bossi's cherished devolution. The AN's previous insistence on a "national interest" clause and a special status for Rome as the nation's capital had initially invoked the fury of Bossi, who accused the AN of slowing down and seeking to sabotage the reform. The "compromise" package eventually adopted also met the AN's long standing demand for a directly elected executive with enhanced powers over parliament (albeit in the person of the prime minister rather than the president). Fini chose to emphasize the gains to be brought by the increase in executive powers, despite concerns within the party about the nature and extent of the devolution proposals (Fini was also aware that devolution was the price paid for the *Lega's* participation in the cdl.)⁸.

Fini's enhanced status within the ruling coalition appeared to make him willing to take more risks in the direction of his party. Thanks partly to the vastly changed circumstances of Italian politics following the collapse of the old party system, Fini had been able to execute the transformation of the AN without requiring a serious discussion of the party's historical references. Since returning to government in 2001, his attempts finally to address the party's past and set out a more moderate and modern image reflected an attempt to broaden the party's electoral constituency further and prepare for possible leadership of a post-Berlusconi right. This however began to encounter increased resistance within a party no longer willing to support

Fini simply for what he had delivered in the past, with discontent increasing as regards his tendency to take controversial initiatives without consulting his party. Indeed, this was illustrated by the controversy following his decision to vote for a relaxation of the law on fertility treatment in the unsuccessful referendum of June 2005, which set him at odds not only with the UDC but also the vast majority of his own party's parliamentarians, some of whom pointed to Fini's contradiction of the founding Fiuggi document as regards its endorsement of Catholic doctrine. Fini's position here could be interpreted as stemming from an acknowledgement of the limitations of his previous strategy of aligning himself and his party with the Catholic right, and was possibly related to the failure of the AN to benefit electorally despite the personal strides made by Fini since 2003, the emergence of the UDC as a serious competitor for the moderate Catholic vote in the same period and a desire to present himself as a modern and secular alternative to his chief rival as regard the future leadership of the centre right: Pier Ferdinando Casini of the UDC⁹. The controversy surrounding Fini's tactics here brought out into the open the difficulties Fini was having in reconciling his modernizing stance with the preferences of his party cadres and militants, despite his popularity among centre right voters. Indeed, while one interpretation was that some of Fini's statements have been intended as a challenge to his party to follow his lead and modernize (or else fail to prosper), it could also be argued that his tactics really relate to his own personal goals – to promote himself as a future leader of the Italian centre right, irrespective of the impact on the cohesion of the AN, and with or without the AN behind him. Indeed, doubts continue as regards the beliefs and intentions of Fini's colleagues in the AN party leadership – most of whom came through the ranks of the MSI youth movement – and the party as a whole. It is notable that the AN's share of the vote still lags considerably behind the personal popularity of Fini himself. Indeed, despite the strides made by Fini to reposition the party, the AN still appears to be perceived by Italian voters as a far right party. A poll published in *Corriere della Sera* on 29 November 2005 in which voters were asked to position parties of the cdl on a scale of 1 to 10 (with 10 representing extreme right, 5 centre, and 1 extreme left) gave the AN an average score of 8.5, FI 8.1, the LN 7.9 and the UDC 5.6 (that the LN was viewed as to the left of both the AN and FI was also particularly striking).

Fini's shaky relationship with his party contrasted with the apparent continued supremacy that Bossi enjoyed over the LN, despite his absence from the political scene after his stroke in March 2004 and the physical frailties that were obvious when he began to make public appearances again in 2005. In government after 2001, the LN leadership managed – unlike populist movements in government elsewhere in Europe – to walk the tightrope of reconciling its radical constituency and its institutional character, appearing to have “one foot in and one foot out” of government (Albertazzi and McDonnell, 2005). It did this by uniting around a number of clear objectives, most obviously devolution, but also restrictive policies on immigration and a populist localist and anti-cosmopolitan stance on issues such as globalization, immigration and European integration, with its leaders continuing to employ populist and quasi-oppositionist rhetoric despite holding key positions in government. Following, Bossi's illness enforced resignation from government in 2004, his place as minister for constitutional reform was Roberto Calderoli, who stepped up the populist

discourse on a number of themes. This was particularly notable following the 7 July bombings in London in 2005, when he stepped up the “clash of civilisations” rhetoric. Calderoli was eventually forced to resign from government after his inflammatory gesture in the wake of the worldwide controversy over cartoons depicting the prophet published in a Danish newspaper in early 2006. Calderoli revealed on a TV show that he was wearing a T-shirt depicting the images.

6. Conclusion

Both the AN and LN remain solidly set in the ideological sphere of the right but they have chosen different and sometimes contradictory ideological focuses. Nonetheless there has clearly been a transfer of issues and views between the two parties. Xenophobia and law and order policies have been taken up by the LN which can now be interpreting as the true embodiment of the Italian extreme right, despite the continuity tendency of Italian voters to perceive the AN as the more extreme formation. But its localist and traditionalist communitarianism sets the LN apart from previous experiences. In addition its fundamental ambivalence on issues such as economic liberalism make it an ideologically unclear formation whose dominant attitude seems more one of ideological opportunism than the pursuit of coherent and established policies.

Beyond its economic protectionism, anti-Europeanism and xenophobia, the LN remains a party which speaks with different voices – its message varies all too frequently over time, and it is remarkably different when addressed to its militants, its electorate, public opinion, and institutional arenas. Its ideology remains therefore a complex mix of sensibilities which are expressed in a contradictory fashion, and sometimes appear just haphazard. This is in part due to the lack of an intellectual leadership in the movement and in the party – a leadership able to give coherence and continuity to the ideology. This ambiguity has been recently worsened by the impact of the health problems of its leader and uncertainty on the question of succession. One has, however, to stress that the ideological instability of the LN is also a weapon of political theatricality which is instrumentally used to achieve relevance in the public sphere. A small party, confined to only one area of the country, has often been able to polarize public attention through quick and unexpected reversal of policies and ideological perspectives. Its chameleon-like nature is an essential characteristic of its populism. As McDonnell suggests, its oppositional nature as a populist movement often requires it to perform u-turns, and the nature of the party, particularly the supremacy of its leader and the deference of its militants to him facilitates Bossi’s ability to execute dramatic changes in position (McDonnell, 2006). Though its vote share has declined, the LN retains the capacity to make its influence felt, given that the dynamics of the Italian bipolar system rewards the construction of broad electoral coalitions. While there was talk of it replacing the DC when it first burst onto the political scene, it may now be content with a niche role in the developing party system, making selective demands on issues in which it can appeal to its particular core constituency and maintain its visibility in exchange for support for governing coalitions, playing the role of “king-maker” whilst concentrating its efforts

in implementing the new powers at the disposal of Italian regions in the northern heartlands where it still continues to poll respectably.

The AN on the other hand, and Fini in particular, seem to have grander political ambitions. The agency role played by Fini in the early 1990s was crucial. Fini had been exploring other options prior to the political crisis – for example the idea of moving the MSI in the direction of the French FN and radical right-wing populism, ground that the LN was already beginning to occupy. A move in a radical populist direction would have allowed the MSI to maintain a niche in the developing party system. However, it would have precluded it from garnering more moderate voters and exploiting the rich pickings offered by the collapse of the DC. The latter (together with the move to a majoritarian electoral system) offered more interesting political opportunities, allowing the AN to move to the centre ground (Fini, 2006). The uncertainty over the long term durability of FI, given the way it was founded and created by Berlusconi and its consequent unconventional nature when compared to other European centre-right parties has encouraged Fini to pursue this centrist strategy in preparation for when Berlusconi does eventually leave the political scene. The conflation of neo-liberal positions with a self-interested clan style of politics of the party of Berlusconi aids Fini's goal of developing an alternative pole of attraction on the centre-right (Paolucci, 2006).

Aside from question marks over Bossi's health and Fini's hold on his party, the differing ideological strategies employed by the AN and the LN have rendered the definition of a coherent centre-right pole rather problematic in Italy. This rather undermined the attempted shift to the genuine bipolar system that the switch to majoritarianism in the early 1990s sought to engineer. Although this switch was reversed by the centre right government's endorsement of a return to a proportional electoral system in late 2005, the high electoral thresholds for party representation in parliament and the incentives for forming electoral coalitions present in the new system were intended to ensure the retention of a bipolar logic, as evidenced by the 2006 election where only a tiny percentage of votes went to parties not aligned with the two poles. Although the centre right lost the election by a slender margin, both AN and LN registered small increases in their share of the vote, demonstrating the durability of these formations and their success in shoring up their own constituencies as well as the dependence on a high vote for FI to ensure electoral success for the centre right. In the aftermath of defeat, clear differences emerged over the response to centre left victory, with both LN and FI refusing to accept its legitimacy, while the AN and UDC sought to move on. Similarly, in the election of the new Italian president to succeed the popular Carlo Azeglio Ciampi, both the AN and UDC wanted to vote in favour of the winning candidate, the ex-Communist Giorgio Napolitano, but LN threatened the end of the cdL should the centre right parties endorse his candidature. This led to the decision to abstain on the final vote. Despite the obvious divisions on the centre right, Berlusconi renewed calls for the creation of a new political force bringing together FI, the AN and the UDC under a new moderate conservative banner. The LN, given its territorial and political specificity would remain separate from this formation. Nevertheless, the differences that emerged between these forces both in government and in the aftermath of defeat made the task of constructing a unified centre-right party a difficult one, a task that might be made easier once the controversial figure

that is Berlusconi eventually leaves the political scene. Berlusconi's natural instincts as a Lombard and a populist are perhaps closer to the LN, as was demonstrated in the wake of the 2006 defeat. The post-election divisions were a worrying sign for the centre right as it braced itself for renewed opposition. Whatever the outcome of the discussions on a centre right party, it seemed that the AN and LN would be pursuing vastly different strategies as they sought to come to terms with the new political "opportunities" of opposition.

References

- Albertazzi, D., McDonnell, D. (2005), "The Lega Nord in the Second Berlusconi Government: In a League of its own", *Western European Politics*, 28: 5, 952-972.
- Daniels, P. (2000), "The 1999 Elections to the European Parliament", in Gilbert, M., Pasquino, G. (ed.), *The Faltering Transition, Italian Politics*, 15, Oxford: Berghahn Books.
- Diamanti, I. (2003), "I fini ambigui del voto agli stranieri", *La Repubblica*, 12 October 2003.
- , Lello, E. (2005), "The Casa delle Libertà: A House of Cards?", *Modern Italy*, 10: 1, 9-35.
- Eatwell, R., Mudde, C. (ed.) (2003), *Western Democracies and the Extreme Right Challenge*, London: Routledge.
- Edwards, P. (2005), "The Berlusconi Anomaly: Populism and Patrimony in Italy's Long Transition", *South European Society and Politics*, 10: 2, 232-233.
- Fella, S. (2006), "From Fiuggi to the Farnesina – Gianfranco Fini's Remarkable Journey", *Journal of Contemporary European Studies*, 14: 1, 11-23.
- Fella, S., Ruzza, C. (2006), "Changing political opportunities and the re-invention of the Italian right", *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 8: 2.
- Ignazi, P. (1994), *Postfascisti? Dal Movimento sociale italiano ed Alleanza nazionale*, Bologna: Il Mulino.
- (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford: Oxford University Press.
- (2005), "Legitimation and Evolution on the Italian Right Wing: Social and Ideological Repositioning of Alleanza Nazionale and the Lega Nord", *South European Society and Politics*, 10: 2, 333-349.
- McDonnell, D. (2006), "A weekend in Padania: Regionalist Populism and the LN Nord", *Politics*, 26: 2, 126-132.
- Norris, P. (2005), *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Paolucci, C. (2006), "The Nature of Forza Italia and the Italian Transition", *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 8: 2.
- Pasquino, G. (2003), "The government, the opposition and the President of the Republic under Berlusconi", *Journal of Modern Italian Studies*, 8: 4, 485-499.
- Quaglia, L. (2005), "The Right and Europe in Italy: An Ambivalent Relationship", *South European Society and Politics*, 10: 2.
- Ruzza, C. (2005), "The Northern League, Winning Arguments, Losing Influence", in Rydgren, J. (ed.), *Movements of Exclusion: Radical Right-wing Populism in Western Europe*, Hauppauge: Nova Science.
- Rydgren, J. (ed.) (2004), *Movements of Exclusion: Radical Right-wing Populism in Western Europe*, Hauppauge: Nova Science.
- Tarchi, M., Poli, E. (1999), "The Parties of the Polo: United to what end?", in Hine, D., Vassallo, S., *The Return of Politics, Italian Politics*, 14, Oxford: Berghahn Books.
- (2003a), *Fascismo*, Baris: Laterza.
- (2003b), "The Political Culture of the Alleanza Nazionale: an analysis of the party's programmatic documents 1995-2002", *Journal of Modern Studies*, 8: 2, 135-181.

- Vignati, R. (2001), "La memoria del fascismo", in Chiarini, R. (ed.), *La Destra allo Specchio*, Venice: Marsilio Editori, 43-83.
- Zincone, G. (2002), "Immigrazione", in Tuccari, F. (ed.), *Il Governo Berlusconi, le parole, i fatti, i rischi*, Bari: Editori Laterza, 57-72.

Notes

¹ Despite only a tiny advantage in the share of votes in the chamber of deputies, the centre left benefited from the premium of seats the reform afforded to the winning coalition. Moreover, in the senate, it benefited from another reform introduced by the centre right – the creation of constituencies for Italian citizens living abroad (a reform long championed by the post-fascist AN). It was these overseas constituencies that delivered victory to the centre left in the senate. There are some suggestions that the cdl would have won under the old law.

² Whether or not the LN leadership really believed that they could break up Italy, and that the "independence within the eurozone" card was a viable strategy for achieving this, is of course another question.

³ This was led by the former Christian Democrat Mario Segni, who had previously campaigned against the corruption of the first republic and had been the prime mover behind the referendums to reform the electoral system in the early 1990s.

⁴ On the day of the large pacifist demonstration in Rome on 20 March 2003, the AN organized a counter-meeting to pay homage to the positive role of Italian military forces employed in various peace missions around the world and Fini denounced the anti-war demonstrators as being against the "western world".

⁵ The CDU and CCD parties were both members of the ruling coalition and would later unite to form the UDC.

⁶ Gasparri declared that within the AN "everyone was opposed, even those that say they are not". The party's national co-ordinator, Ignazio La Russa, was involved in physical altercations with hard-line party militants who were jeering Fini as he explained his position at a party meeting in November 2003.

⁷ This was the puppet regime set up in the north of Italy by the Nazis under the leadership of Mussolini in 1943, following the dismissal of the latter by the King and the Italian capitulation to the allies in the south.

⁸ Nevertheless there was a degree of unease within the AN about support for devolution. Indeed Domenico Fisichella – one of the few non-MSI "independent conservatives" who had founded the party with Fini – voted against the reform and later left the party.

⁹ Despite its return to government in 2001, the AN's vote share fell from its 1996 highpoint of 15.7% to 12% (the UDC parties combined polled 3.2%). In the European elections of 2004 it polled 11.5% (the UDC polled 5.9%). In the 2005 regional elections it polled 11% (the UDC polled 5.7%).

Entre *révolution* et *gestion*

L'engagement des jeunes militant(e)s de la Ligue du Nord et d'Alliance nationale face à l'expérience du pouvoir en Italie

Stéphanie DECHEZELLES

Au début des années 1990 en Italie, le système politique qui s'était stabilisé durant la Première République se délite et subit des modifications. A l'émergence de nombreux nouveaux partis s'ajoute une recomposition des alliances politiques et un processus inédit de bipolarisation politique se met en place. Les forces de « gauche » et d'une petite partie du « centre » se coalisent en 1994 dans le Pôle progressiste, autour d'Achille Occhetto, qui s'oppose à la fois au Pacte pour l'Italie plutôt au « centre » (parti populaire et Pacte Segni) et au Pôle des libertés et du bon gouvernement (la « droite »). Ce dernier est composé de deux coalitions macrorégionales autour du *leadership* de Silvio Berlusconi : *Forza Italia* et la Ligue du Nord pour les régions du Nord, *Forza Italia* et Alliance nationale au Sud et dans les Iles (Sicile et Sardaigne). Malgré sa victoire aux législatives de mars 1994, la coalition hétéroclite menée par Silvio Berlusconi est porteuse de conflits. Elle est d'ailleurs rapidement ébranlée par l'adhésion d'Umberto Bossi à deux motions de censure (à l'initiative de la gauche pour l'une, du parti populaire et de la Ligue pour l'autre) à l'encontre de Silvio Berlusconi, provoquant départs et incompréhensions au sein même du cercle sommital de la Ligue. En 1996, celle-ci se présente seule devant les électeurs. Malgré tout, en 2000 les trois partis renégocient un accord électoral national et forment, avec les démocrates chrétiens du CCD et du CDU, la Maison des libertés. Cette alliance s'avère à nouveau payante puisque nombre de ses candidats sont élus à l'occasion des scrutins provinciaux, régionaux et municipaux (entre 1999 et 2000) et qu'elle revient au gouvernement après les législatives de mai 2001 ¹.

Lors de ces diverses votations, nombre de jeunes militants (entre dix-huit et trente ans, selon la définition que les deux partis donnent de la « jeunesse ») d'Alliance nationale et de la Ligue du Nord sont élus, comme en Vénétie (chef-lieu : Padoue) et en Emilie-Romagne (chef-lieu : Bologne) ².

	<i>Parti /mouvement de jeunesse</i>	
	<i>Ligue du Nord/ Mouvement Jeunes Padans</i>	<i>Alliance nationale/ Action Jeunes</i>
Conseiller de circonscription	3 élus en 1999	7 dont 3 élus en 1999
Conseiller municipal	5 dont 3 élus en 1999	5 dont 3 élus ³ en 1999
Adjoint	0	2 dont 1 en 2001
Conseiller provincial	0	1 élu en 1999
Conseiller régional	2 élus en 2000	1 élu en 2000
Total des mandats cumulés	10/30	16/30
Nombre d'anciens élus non renouvelés dans période 1999-2001	1 (v.)	1 (E.-R.)

Malgré les dimensions réduites du corpus⁴, le tableau illustre l'effet ascensionnel de la période 1999-2001 pour une partie des jeunes militants. Il traduit également les différences de poids électoral entre partis et d'une région à l'autre (Alberoni, 1967 ; Caciagli, 2001 ; Hastings, 1991 ; Mischi, 2003 ; Sawicki, 1997) :

- avec seize mandats (cumulés) sur trente individus, Alliance nationale offre plus d'opportunités politiques que la Ligue du Nord qui ne compte que dix mandats pour trente militants ;
- seulement deux jeunes (Vénètes) de la Ligue du Nord avaient eu une expérience antérieure à 1999 d'au moins un mandat électif contre onze à Alliance nationale (six en Vénétie et cinq en Emilie-Romagne) ;
- en Vénétie, ex-région démocrate chrétienne et importante zone d'expansion du mouvement protestataire léghiste depuis les années 1980, la probabilité d'être élu est plus grande qu'en Emilie-Romagne, ancien fief du parti communiste italien et majoritairement dominée par les partis de « gauche ». Ainsi on compte six jeunes Vénètes élus à la Ligue du Nord et neuf à Alliance nationale contre respectivement quatre et sept en Emilie-Romagne.

L'élection de ces jeunes tient à trois facteurs principaux. Tout d'abord, les jeunes bénéficient eux aussi de la vague électorale favorable à leur parti. Ensuite, pour des questions d'image, il est important pour la Ligue du Nord et Alliance nationale de promouvoir la « jeunesse », censée incarner la rupture avec un système jugé gérontocratique et corrompu. Enfin, plus spécifiquement dans le cas de la Ligue du Nord, Umberto Bossi compte sur des candidatures de jeunes (mais aussi de femmes) pour renouveler la classe politique léghiste.

Peut-on en déduire que l'exercice du pouvoir, individuel et collectif, local et national, se déroule de manière non problématique pour les jeunes militants élus et

non élus des droites italiennes ? L'accès relativement récent à la politique légitime et le passage d'une position marginale à une position centrale n'ont-ils eu que des effets « positifs » sur les *carrières* (Fillieule, 2001) politiques de ces jeunes militants ? L'expérience du pouvoir a-t-elle huilé ou au contraire grippé les engagements et les fidélités partisans ? Saisir les conséquences de l'exercice du pouvoir sur les motifs de l'engagement ou du désengagement des jeunes nécessite d'articuler trois focales : a) celle des registres militants et des pratiques au contact desquels se socialisent les jeunes engagés dans les deux partis ; b) celle des évolutions idéologiques des organisations et des transformations politiques générales ; c) celle, enfin, des trajectoires militantes individuelles qui reflètent la manière dont les jeunes militants composent avec ces changements. Ce dispositif permet alors d'appréhender les continuités mais aussi les ruptures, les motifs d'adhésion à une culture commune mais aussi les raisons du délitement des loyautés, non pas tant dans le cadre d'une « crise » (comme dans le cas des partis communistes ou de groupes d'« extrême gauche » (Fillieule, 2005 ; Gottraux, 1997 ; Leclercq, 2002 ; Sommier, 1998) à partir des années 1980, mais bien plutôt au moment même où le parti politique accède massivement au pouvoir.

De manière générale, l'arrivée au pouvoir entérine et provoque la transformation des possibles. Plus spécifiquement, au sein de la Ligue du Nord (Bouillaud, 1998 ; Dematteo, 2003 ; Diamanti, 1995) et d'Alliance nationale (Chiarini, 1995 ; Ignazi, 1999), son exercice rompt avec les registres discursifs et la socialisation militante antérieurs qui s'appuyaient sur la délégitimation des élites gouvernantes, la dénonciation de la corruptibilité du pouvoir et la volonté de forclure les pratiques politiques des autres partis. Plus particulièrement enfin, la dimension juvénile (Muxel & Cacouault, 2001 ; Recchi, 1997) renvoie à des pratiques militantes singulières : plus intransigeants vis-à-vis du changement, les jeunes militants ont tendance à se montrer aussi plus attentifs et plus fidèles à la pureté idéologique des origines que les militants « adultes ». Par conséquent, le passage de la position de « prétendants » à celle de « dominants », qui comporte à la fois l'abandon d'une rhétorique « révolutionnaire » au profit d'une pratique « gestionnaire » et qui a supposé au préalable des transformations importantes, risque de rendre l'exercice du pouvoir problématique. La perspective de rétributions politiques (charges électives) ne peut compenser, à elle seule, les importantes transformations du parti dans lequel ces jeunes se sont socialisés et identifiés. Si certains réussissent à gérer parfaitement ce passage, d'autres vivent ces transformations sur le mode des dissonances identitaires. Dans ce second cas de figure, le prix à payer de l'exercice individuel ou collectif du pouvoir apparaît trop élevé au regard des rétributions matérielles (postes, charges) et symboliques (faire partie d'un groupe mais aussi échapper à l'étiquette de traître) qu'ils retireraient de la fidélité au parti. Dans les deux cas de figure, ce sont les modes d'identification au parti qui sont mobilisés par les jeunes militants pour négocier et justifier leurs « bifurcations » (Balandier, 1988) de trajectoires, qu'elles se déroulent dans une direction *promotionnelle* (élection) ou *défectionnaire* (désengagement ou transfuge).

Le premier temps de l'exposé est consacré à la présentation succincte des registres de la « rupture politique » qui composent le substrat du répertoire militant juvénile à la Ligue du Nord et à Alliance nationale. Le second temps est consacré à l'analyse

des problèmes et dissonances que disent rencontrer ces derniers dans l'expérience collective et individuelle du pouvoir. Enfin, nous illustrerons les effets différentiels du pouvoir sur les carrières à travers quatre trajectoires de jeunes en « accord » ou en « rupture » avec leur parti après avoir établi les différences sociales entre les deux groupes qui permettent en partie de mieux comprendre la manière dont sont gérées les transformations de la donne politique.

1. La construction et la mobilisation de registres disruptifs

Au cours des années 1990, Umberto Bossi se fait à la fois connaître et étiqueter à travers ses débordements langagiers et son goût pour les métaphores sexuelles (Iacopini & Stefania Bianchi, 1994). Si la Ligue apparaît d'abord comme un mouvement de *protesta* anti-fiscal, anti-centraliste, régionaliste et anti-méridionaliste, elle devient rapidement le principal entrepreneur de la xénophobie envers les *extra comunitari* (les immigrés hors Union européenne). Galvanisés par sa verve oratoire, les jeunes léghistes rencontrés apprécient ce « parler vrai » qui contraste avec le langage ampoulé et les pleutres positions des « politiciens ». Ils reconnaissent également en Umberto Bossi le prophète de la future Padanie (Biorchio, 1997) dont ils espèrent, pour la plupart, l'indépendance dans un délai rapproché. Si le projet de séparer les régions les plus riches du Nord du reste de la péninsule pour en faire un Etat indépendant n'est pas nouvelle (Bouillaud, 1998a), Umberto Bossi réussit à en faire une véritable marque de fabrique ⁵.

Les jeunes militants se montrent très attachés à la mise en place d'une société padane plus saine que la « mélasse provincialiste » italienne :

« Que prévoyait la Révolution française ? *Liberté, égalité, fraternité* [en français]. Après la Révolution française, il y aura la révolution padane. Liberté, identité, tu comprends ? J'espère qu'on se souviendra de notre révolution comme de la Révolution padane ! ».

ou encore Alan (LN-Ferrare), pour qui le motif principal de la Ligue est la Sécession :

« Parce que depuis que j'ai cinq ans je me sens Padan, je ne me suis jamais senti Italien et ce sentiment que Bossi a réussi à réveiller en nous m'a beaucoup touché.

Et qu'est-ce que cela signifie pour toi être Padan ?

Bah, c'est comme demander à un Breton pourquoi il se sent Breton ou à un Français pourquoi il se sent Français ! ».

La volonté de rupture avec l'Italie et la création d'un Etat padan s'exprimait encore avec vigueur lors de la fête de la Ligue du Nord de Venise en septembre 2005 où le Mouvement des jeunes Padans (organisation de jeunesse de la Ligue du Nord) vendait des t-shirts reproduisant la Péninsule coupée en deux : au nord, la Padanie « socialement libérée » et au sud, la « *Terronia unita* » (littéralement, « pays des culs-terreux »).

Candidat non élu aux législatives de 2001 pour la Ligue, Gianluca (LN-Forlì-Cesena) considère que l'arrivée au pouvoir de son parti signifie aussi la rupture avec un système politique honni :

« Il y a eu une période où au Parlement, avec le vieux système électoral, les listes bloquées etc., sur 630 députés il y en avait à peine 105 qui venaient du nord parce

qu'au nord aussi on élisait des députés du sud. La Ligue a représenté la rupture avec ce système ».

Pour ces jeunes militants, la Ligue représente donc l'assainissement de la classe politique italienne post-*Tangentopoli* et l'avènement d'un Etat padan indépendant. Dans ce but, certains soutiennent les activités de l'association léghiste *Terra Insubre* qui consistent principalement à promouvoir la thèse d'une Padanie pluriséculaire. D'autres vivent leur engagement sur le mode religieux en investissant des groupes de prières « traditionalistes » (non-reconnaissance du concile Vatican II, messe en latin) : il s'agit alors tout autant pour eux de partir en croisade contre l'Islam que de défendre les supposées « antiques traditions » et « valeurs chrétiennes » des Padans.

A Alliance nationale aussi, l'ambition de beaucoup de jeunes militants est d'instaurer une cité politique radicalement différente de l'actuelle. Ils se réfèrent aux racines (Ignazi, 1994) fascistes du MSI et à l'idéologie de la « Troisième Voie »⁶ comme modèle d'organisation politique et économique. Se présentant plus comme mouvement d'opposition et de « *piazza* » que comme organisation de gouvernement ou de salon, l'organisation de jeunesse d'Alliance nationale défend le triptyque « patrie, famille, tradition » contre « l'inanité altermondialiste dépravée » de leurs adversaires politiques. Ses membres agissent eux aussi pour changer les règles du système politique qui, malgré les changements, demeure corrompu et malsain comme l'explique Elena (AN-Vicence) :

« Nous jugions ces partis, Démocratie chrétienne, parti socialiste comme les partis bourgeois par définition mais dans le sens le plus laid de son acception. Et nous étions en tant que droite autant anticommunistes qu'antibourgeois. Et ce jugement malheureusement devient aujourd'hui encore plus négatif parce que si on regarde en arrière on se rend compte que l'Italie risque de devenir une république bananière... ».

Héritiers du *Fronte della Gioventù*, mouvement de jeunesse du Mouvement social italien, les jeunes militants d'Alliance nationale se considèrent comme des révolutionnaires à l'instar de Giorgio (AN-Padoue) :

« Nous étions l'unique force politique honnête dans le panorama de la malhonnêteté et (...) nos tracts étaient caractérisés par la vision d'un groupe qui lança une bataille contre 90 % de la classe dirigeante de notre pays, évidemment démocrates chrétiens, communistes, socialistes, libéraux et à l'inverse nous cherchions à faire une révolution, une révolution qui soit aussi culturelle ».

Ces deux conceptions disruptives sont intimement liées aux manières spécifiques d'envisager le militantisme dans chacun des partis.

2. Le novice et l'aristocrate *versus* le professionnel et le pantouflard

Malgré des différences notables entre les deux partis (implantation géographique, nombre de militants, idéologie, sociologie électorale), il existe un point commun dans le type d'engagement valorisé au sein des deux groupes de jeunesse. Dans les deux cas, les jeunes militants sont tenus de pratiquer un engagement « total », à l'image des engagements communistes (Verdès-Leroux, 1983) au siècle dernier. Le militant doit se montrer disponible à toute heure, sacrifier sa vie personnelle ou

s'éloigner de ses proches pour défendre la cause. A la Ligue du Nord, il est tenu de pratiquer l'évangélisation lèghiste. Les jeunes militants d'Alliance nationale insistent fréquemment sur les sacrifices consentis pour le parti : retard dans les études, manque de temps pour les activités personnelles, ludiques et affectives ou encore coups reçus (mais aussi donnés). Sans nier la validité des portraits sacrificiels dans les deux organisations, il importe de rappeler, comme le souligne Frédéric Sawicki (1997), que lorsque l'on demande à un militant de revenir sur son parcours, ce dernier a tendance à s'auto-glorifier. Cette héroïsation de l'engagement juvénile est donc une opération courante qui permet de brosser en négatif le portrait de contre-modèles.

La conception du travail de l'homme politique diffère dans les deux partis. Les jeunes de la Ligue du Nord valorisent et se présentent comme des *novices* : innocents, inexpérimentés et rétifs à toute professionnalisation politique. Pour Gianluca (LN-Forlì) :

« La Ligue représente incontestablement la classe politique du Nord qui n'a jamais fait de politique par profession, qui vient du monde du travail et qui n'avait jamais été représentée avant, qui est fatiguée de travailler, de payer et de ne pas être représentée pour ses propres intérêts ».

Certains affirment même qu'être lèghiste constitue la preuve (paradoxale) qu'ils ne font pas de politique, comme Enrico (LN-Parme) évoquant son entrée en politique :

« On me demandait : ah tu t'es lancé en politique ? Et ça me dégoûtait vraiment, ça m'agaçait... la Ligue pour moi a toujours travaillé contre la politique. (...) Nous, nous sommes contre la politique, nous ne devons pas faire de politique. Moi-même qui suis à la Ligue et donc en politique, en réalité je suis contre la politique. Moi je suis ici pour détruire ce système politique. (...) La Ligue depuis le départ est composée de gens qui ne se sont jamais intéressés à la politique et qui sont politiquement innocents ».

A cela s'ajoute un corollaire pratique : la promotion d'activités plutôt extrapolitiques. Ainsi de manière récurrente, les jeunes responsables provinciaux de la Ligue exposent leur volonté de diversifier l'offre d'occasions plus ludiques⁷ que conventionnelles afin d'attirer de nouvelles recrues. Le premier objectif est celui de faire de la politique *autrement et ailleurs* que dans le parti, comme en témoigne Cinzia (LN-Ferrare) :

« Très souvent pour les jeunes, la politique c'est ennuyeux parce qu'ils ne se sentent pas concernés ou parce que les arguments traités sont pénibles. Ils ne t'intéressent pas directement. En revanche, ce qui est positif dans ce groupe [les Jeunes Padans], c'est qu'ils te proposent des choses jeunes du style on va manger une pizza dehors et on parle de politique mais on parle aussi d'autres choses, de la vie quotidienne, de choses variées (...) ou bien on va boire un verre et puis on parle aussi de politique. Mais aller à des congrès, où tu dois rester debout trois heures, écouter parler un tel ou un tel, tu n'en peux plus. C'est plus beau de faire de la politique comme ça ».

Face au *novice* de la Ligue du Nord qui revendique haut et fort son inexpérience politique, on trouve la figure archétypale de l'*aristocrate* militant à Alliance

nationale. Par *aristocrate*, il faut entendre le sentiment d'appartenir à la fois à une lignée politique dont les parents et grands-parents ont été les initiateurs et les transmetteurs (culture politique radicaire) et à une élite militante héroïque aguerrie à la mobilisation, préparée au pouvoir, anticonformiste et supérieure à la « masse ». En sacrifiant ses soirées, ses week-ends et sa vie privée au parti, le jeune d'Alliance nationale prend conscience d'appartenir à un type distinct et distingué d'être humain. Beaucoup expriment alors le mépris que leur inspirent les jeunes indifférents à la politique qui préfèrent danser en discothèque ou consommer du cannabis. Le don de soi au parti est intimement lié chez eux au sentiment d'être les véritables rebelles et les vrais anticonformistes.

Cette conception élitiste provient de la lecture de théoriciens d'« extrême droite » tels que Julius Evola⁸ ou Ernst Jünger⁹ auxquels se réfèrent abondamment les jeunes rencontrés. Les récits recueillis auprès des jeunes militants d'Alliance nationale regorgent de références à l'image héroïque du jeune militant « fasciste » longtemps *ghettoisé* (Ignazi, 1989) par les autres forces politiques, notamment dans les régions « rouges » (Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie). Ainsi Elena (AN-Vicence) pense que :

« Humainement celui qui entre à AN est un sanguin, un passionné, un anticonformiste, un rebelle, un traditionaliste. A *Forza Italia*, il y a les néolibéraux, les garçons avec la cravate qui vont au Rotary, au Lion's Club, au golf... Ils sont très élitaires. Nous, nous sommes aristocrates dans le sens spirituel mais pas dans le sens de classe ».

Le sentiment d'appartenir à un groupe distinct et supérieur à la masse des incrédules ou des inactifs est très fréquent. Gianluca (AN-Ravenne) le traduit ainsi :

« Tout le monde croit dans le lieu commun que la politique peut être faite par n'importe qui, parce qu'ils croient en la politique avec un p minuscule, la politique du charlatan qui se montre en public en disant deux bêtises. Moi je sais que la Politique avec un P majuscule comporte une *forma mentis*, une formation, une envie de combattre pour des idées et des valeurs et pas seulement pour des projets pragmatiques ».

Ils défendent aussi une conception méritocratique de la carrière militante et politique : les postes à responsabilité et les charges électives vont d'abord aux membres les plus âgés et les plus anciens (les deux devant aller de pair) de l'organisation ; les plus jeunes et moins expérimentés (censés aller de pair également) doivent d'abord se forger une expérience et accumuler les « faits d'armes » militants pour espérer la reconnaissance du parti. Pour Massimiliano (AN-Trévise) :

« AN a écrit des décalogues sur ces choses. On grandit par mérite. Les classes dirigeantes futures montent par le mérite. (...) Sur cent personnes, seules les meilleures y arriveront ».

En alliant leurs deux grands préceptes militants, on peut dire que les jeunes militants d'Alliance nationale défendent la figure idéale du *méritocrate*. Ce dernier s'oppose alors au *poltronari*, au « pantoufflard » de la politique qui ne vit pas pour la politique mais de la politique. En cherchant à tout prix à obtenir un fauteuil (*poltrona*

en italien), ce contre-modèle politique est dépeint sous les traits du politicien véreux qui pratique, selon Mattia (AN-Belluno) : « La politique de salon, la politique d'apparat, cette politique byzantine typique du système italien ».

Ces deux cultures intransigeantes et totales de l'identité militante subissent de plein fouet les transformations idéologiques et l'expérience du pouvoir.

3. Les dissonances dues aux transformations idéologiques et au pouvoir

Après une déclaration fantoche d'indépendance de la Padanie (septembre 1997) et la création d'un Gouvernement Soleil à Mantoue, la Ligue du Nord enregistre un important recul électoral. Umberto Bossi abandonne l'idée de sécession et sacrifie la souveraineté padane sur l'autel de l'alliance avec *Forza Italia* et les « fascistes »¹⁰. La sécession se transmue alors en projet de fédéralisation¹¹ de l'Italie soumis au vote des chambres. Ce projet a provoqué de nombreuses tensions dans la coalition notamment avec l'UDC de Marco Follini et Alliance nationale. Dans le même temps, les idées de la Nouvelle droite migrent d'Alliance nationale vers la Ligue du Nord, ce qui explique en partie l'évolution radicale de cette dernière en matière migratoire, sécuritaire et morale. Enfin, la Ligue du Nord doit faire face à ses propres contradictions : elle passe d'un discours pro-européen à la dénonciation des élus « pédophiles et marxistes de Bruxelles », et d'une critique de « Rome la voleuse » à une *installation* institutionnelle au sein du gouvernement romain.

Depuis le début des années 1990, Alliance nationale s'est engagée dans une stratégie de modération et d'institutionnalisation. Son président actuel, Gianfranco Fini a renié certains legs du MSI (Germinario, 2005) et reconnu les erreurs du régime fasciste. Le numéro deux du gouvernement (vice-président du Conseil) et actuel ministre des Affaires étrangères a ainsi qualifié la République sociale italienne et sa participation à l'Holocauste de « mal absolu » lors d'un voyage en Israël fin 2003, proposé d'accorder le droit de vote aux immigrés aux élections municipales et suggéré de dépénaliser la consommation des drogues douces en 2004. Faire d'Alliance nationale un grand parti conservateur correspond à des objectifs électoralistes : il cherche à acheter une respectabilité politique afin de sortir de ce que la phraséologie partisane dénomme le « ghetto » où le MSI était enfermé auparavant. Cette tactique passe également par un rapprochement avec les démocrates chrétiens de l'UDC afin de séduire une partie de l'électorat catholique et contrer son principal adversaire au sein de la coalition, Silvio Berlusconi.

Ces transformations idéologiques ont une incidence considérable sur les conditions de l'engagement juvénile et son maintien. D'un côté, elles constituent des appels pour des individus aux convictions plus modérées/conservatrices que « néo-fascistes » ; mais de l'autre, elles sont des sources de dissonance avec la socialisation militante juvénile et notamment la conception du travail politique que les jeunes militants ont acquise dans les organisations de jeunesse. Confrontés aux changements de mots d'ordre et aux transformations électorales qui en découlent en partie (déclin pour la Ligue du Nord, succès pour Alliance nationale), les jeunes militants rencontrés au cours de l'enquête ont souvent fait état de leur désappointement ou de leurs critiques. Les critiques les plus sévères et les dissonances les plus visibles se font entendre chez les jeunes d'Alliance nationale. Les changements de cap décidés par Gianfranco Fini,

ainsi que ses tentatives de couper les têtes de leaders nationaux en les excluant du comité central (en 2002 et à nouveau en 2005), sèment de nombreux doutes chez de jeunes responsables locaux, notamment chez ceux entrés avant la transformation du MSI en AN. Ainsi Massimiliano, entré en 1994, responsable provincial des jeunes et conseiller municipal à Trévise, considère qu'Alliance nationale « risque de devenir dans un avenir immédiat trop centriste. La peur que j'ai, c'est qu'elle puisse s'aplatir comme *Forza Italia* et que les jeunes demain ne puissent plus entrer et dire : je crois en Dieu, en la patrie, en la famille, en l'honnêteté et en l'identité nationale ».

Enrico (AN-Padoue), entré à l'âge de treize ans au *Fronte della Gioventù* (organisation de jeunesse du MSI), devenu premier adjoint d'une commune rurale et responsable des jeunes de la province, décrit la différence entre l'hier idéologique et l'aujourd'hui administratif :

« Autrefois, nous avions tendance à nous auto-ghettoïser et c'est pour ça que ça faisait vraiment famille (...) mais ça n'existe plus aujourd'hui. La satisfaction depuis 1994 est de voir AN devenir un parti de gouvernement mais elle a changé un peu et ça me préoccupe, en tant que jeune et avant-garde du parti (...) pour ne pas qu'elle se dénature dans un sens négatif. (...) Aujourd'hui, la politique a changé, la politique est beaucoup plus rapide. Surtout dans la politique de gouvernement, tu n'as plus le temps, tu dois courir après 10 000 problèmes, 10 000 initiatives, 10 000 personnes, 10 000 mécanismes économiques, politiques, administratifs... ».

A la Ligue du Nord, les critiques sont moins nombreuses, soit que l'évolution idéologique ait été bien accueillie par les jeunes militants soit que, à l'instar des militants communistes étudiés par Bernard Pudal (1989), il leur soit difficile d'exprimer (*voice*) leur mécontentement parce que leurs faibles ressources sociales extérieures au mouvement les obligent à demeurer fidèles (*loyalty*, Hirschman, 1995) à l'organisation coûte que coûte. L'un des traits saillants des répercussions en termes idéologiques des transformations de leur parti réside dans l'importation et la diffusion massive de références théoriques et symboliques issues de courants « extrême droitiers » européens comme Julius Evola, Ernst Jünger, Marcello Veneziani¹² et surtout Alain de Benoist. En outre, et malgré un usage ancien de certains éléments du courant « celtiste » dès les débuts des ligues, il ressort de l'étude des documents et supports de propagande léghistes que ces dernières années, les Jeunes Padans utilisent de manière exponentielle la celtitude et la mythologie fantastique inspirée de J.R.R. Tolkien et notamment de la trilogie du *Seigneur des anneaux* (le *hobbit* incarne la figure bouffé de l'innocente face aux forces du Mal et à leur volonté de pouvoir).

Concomitamment aux évolutions idéologiques, l'expérience relativement inédite du pouvoir individuel provoque aussi des dissonances dont les principales sont :

- la nécessité de passer d'une culture d'opposition à une culture de majorité et de gouvernement sur le plan tant national que local. Ce passage se révèle d'autant plus délicat qu'ils se retrouvent dans des positions de responsabilité face (ou à côté) d'élus plus âgés ; qu'ils n'ont pas (ou très peu) d'expérience antérieure dans la gestion quotidienne du pouvoir ; et qu'on leur confie la plupart du temps des postes à faible teneur décisionnelle ou des secteurs peu valorisés (affaires culturelles, juvéniles, sociales),

- le respect de procédures routinisées de l’administration locale, à la différence des discours d’efficacité et de rupture vis-à-vis des pratiques et des personnels politiques précédents,
- l’obligation de devoir composer avec les alliés et avec leurs propositions programmatiques qui provoquent parfois de profondes divergences¹³,
- l’immixtion au sein de l’endocratie militante de « recyclés » de l’ancien système honni, issus notamment de l’aile droite de l’ex-Démocratie chrétienne ou d’autres partis disparus comme le PRI, qui profitent d’une nouvelle configuration politique et des succès de la coalition de « droite » pour engager une nouvelle carrière politique. Cette irruption exogène est ressentie par les jeunes militants comme une trahison consentie, voire orchestrée, par leurs dirigeants qui ont sacrifié la doxa partisane des idées sur l’autel de l’opportunisme politique.

Contraints de gérer la contradiction entre une critique des personnels politiques précédents et leur propre expérience du pouvoir, certains jeunes comme Giorgio (AN-Padoue, conseiller de circonscription et responsable régional d’Azione Giovani en Vénétie) accusent le pouvoir d’être par *essence* corrupteur :

« Si tu prends une personne complètement honnête, parfaitement convaincue de pouvoir apporter une contribution à sa communauté et tu la mets à un poste administratif, elle commence à vaciller parce que la politique est faite de choix, de compromis et donc la partie spirituelle de la politique diminue. (...) Ce qui était notre ADN hier ne peut pas être aujourd’hui notre étendard. (...) Une chose est d’être révolutionnaire et une autre de faire partie d’un monde politique qui te permet d’aller au gouvernement et pas seulement dans l’opposition ».

Enrico (responsable provincial du Mouvement des Jeunes Padans, Parme) évoque la fuite de jeunes après une première expérience politique locale :

« En Emilie, beaucoup de ces innocents s’en sont allés quelque temps après [leur élection] parce qu’ils ne pouvaient plus gérer le rapport aux adversaires. (...) Ils avaient commencé la politique à la Ligue un peu comme un *hobby* mais ils mésestimaient la force de notre adversaire ».

Au cours de l’enquête, il est donc apparu qu’à côté des carrières ascensionnelles au sein des groupes de jeunes de la Ligue et d’Alliance nationale, d’autres jeunes militants géraient péniblement les bifurcations de leur parti. Il s’agit à présent d’observer leurs effets sur les carrières individuelles, en tenant compte en amont et en aval des éventuels changements biographiques.

4. Les effets différentiels du pouvoir sur les carrières militantes

L’arrivée au pouvoir peut entraîner le *statu quo*, la promotion ou la déprise chez les militants. Ne seront abordés ici que les effets promotionnels et défectionnaires à travers la présentation de portraits qui illustrent de manière archétypale la trajectoire d’autres jeunes rencontrés. Avant toutefois, il convient de s’arrêter sur les attributs sociaux des deux groupes de jeunes pour tenter de saisir les différences d’un groupe à l’autre en termes de ressources et donc de gestion des transformations qui affectent les forces politiques.

A. Des ressources quantitatives et qualitatives inégales

Pour ce qui a trait aux ressources et aux réseaux sociaux mobilisables par les acteurs engagés dans les partis, les études sur le militantisme ont montré les différences entre partis de notables (Fretel, 2004) et de masse (Pudal, 1989). En plus de ces ressources, le « capital militant », entendu comme « apprentissages conférés par le militantisme, (...) compétences importées de l'extérieur, ainsi que celles qui sont apprises sur le tas », qui « s'acquiert donc, et pour une bonne part dans le champ politique, qui s'y valorise, mais aussi qui se reconvertit ailleurs, en cas d'exit » (Matonti & Poupeau, 2004 : 7), permet de mieux comprendre l'engagement dans la durée. De là, il apparaît que les jeunes d'Alliance nationale sont mieux dotés que ceux de la Ligue. Relevant de catégories socioprofessionnelles plus élevées, les parents des jeunes d'Alliance nationale sont aussi plus diplômés (du secondaire mais surtout du supérieur). Si les pères et mères des jeunes léghistes apparaissent plus nombreux à avoir adhéré¹⁴ à un parti au moins une fois avec onze individus contre sept à Alliance (pour la plupart, les mères), il s'agit la plupart du temps d'inscriptions à la Ligue du Nord concomitantes ou légèrement antérieures à l'entrée en militance de leur enfant tandis qu'à Alliance nationale, il s'agit d'adhésions plus anciennes (au MSI le plus souvent). Par ailleurs, les jeunes d'Alliance nationale fréquentent en plus grand nombre la filière secondaire la plus prestigieuse, le lycée classique et la filière technique, tandis que les jeunes léghistes sont plus présents dans les lycées scientifiques et professionnels. Un tiers des léghistes n'a pas poursuivi d'études supérieures contre seulement un dixième à Alliance nationale. Chez ces derniers, les disciplines favorites sont le droit (12) et les sciences politiques (5) tandis qu'à la Ligue prévalent les sciences politiques (8). Du point de vue des réseaux sociaux de socialisation, les jeunes de la Ligue se distinguent par une fréquentation plus durable et assidue des paroisses et associations catholiques de bienfaisance, surtout en Vénétie.

La différence la plus significative entre les deux groupes juvéniles naît de la comparaison des ressources proprement militantes. Si à Alliance nationale il est impératif d'assister aux réunions hebdomadaires, aux cérémonies de commémoration et de se situer dans l'un des trois courants du parti, à la Ligue les réunions sont organisées sur un mode beaucoup plus erratique et l'absence des jeunes ne donne pas lieu à des sanctions ni même à l'exclusion comme à Alliance. La Ligue recherche au contraire des adhésions par des procédures « souples » et informelles. L'affiliation dans l'un des courants internes d'Alliance nationale permet des parrainages politiques auprès de *mentors* tout en incitant les jeunes à participer à des activités militantes internes qui augmentent leurs compétences et leur savoir-faire militant.

Une autre singularité des jeunes d'Alliance nationale réside dans la précocité du fourbissement de leurs premières armes politiques. En effet, ils commencent plus tôt et de manière plus « politisée » leur carrière militante lors des élections de représentants étudiants au lycée et à l'université. La candidature aux diverses élections du secondaire et/ou du supérieur revêt ainsi plusieurs vertus : elle est l'occasion pour eux de se mesurer à des adversaires politiques, d'affronter le regard de leurs congénères hostiles ou désintéressés, de s'aguerrir aux campagnes électorales et aux alliances éventuelles, de se familiariser avec les techniques de conviction et de propagande, de gérer des succès et éventuellement des échecs électoraux. Or si à la Ligue dix

individus sur trente ont été élus au moins une fois en qualité de représentant de classe, représentant de lycée ou représentant étudiant, le chiffre s'élève à vingt à Alliance nationale auxquels s'ajoutent quatre candidats non élus. Carrière précoce, nombreuses ressources sociales et militantes « exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions » » (Matonti & Poupeau, 2004 : 8) caractérisent donc les jeunes d'Alliance nationale, dont les trajectoires politiques, autant dans la promotion que dans la défection, sont le reflet.

B. Les effets promotionnels

La conjoncture électorale favorable à la coalition de droite à la fin de la décennie 1990 a mené certains jeunes militants à des charges électives importantes, comme conseiller municipal de chefs-lieux de province, conseiller provincial ou régional notamment en Vénétie, région dominée par le représentant de *Forza Italia*, Giancarlo Galan, depuis trois législatures (1995, 2000, 2005). C'est lors des élections régionales de 2000 qu'Elena (AN) et Mara (LN) originaires de la province de Vicence sont élues¹⁵. Or toutes deux traduisent parfaitement les cultures partisans dans lesquelles elles se sont socialisées et incarnent les modèles de carrière politique évoqués plus haut.

1. Elena, la politique en héritage

La carrière idéale du jeune militant d'Alliance nationale conjugue l'héritage politique des « anciens », la patrimonialisation familiale de la politique et le professionnalisme acquis par un engagement précoce durable et respectueux des hiérarchies que l'élection récompense *in fine*. La trajectoire d'Elena, âgée de trente ans au moment de l'entretien, correspond parfaitement à ce schéma. Elue déléguée de classe durant les cinq années de lycée et représentante pour tout l'établissement pendant deux ans, Elena entre dans la section locale (Bassano del Grappa) du MSI, fin 1989 à dix-sept ans : elle y est à l'époque la seule jeune. Elle est la fille d'un sous-officier et d'une institutrice. Après deux années où elle organise des distributions de tracts à la sortie de son lycée et tient des stands, elle rassemble quelques autres jeunes et devient responsable de la section locale du *Fronte della Gioventù*. Son baccalauréat obtenu, elle entame des études de droit à Padoue. Elle commence alors à fréquenter plus assidûment la fédération provinciale de Vicence, où elle constitue là aussi un groupe de jeunesse. En 1994, elle devient responsable provincial du *Fronte della Gioventù*. Dix années environ après son entrée dans le parti, elle est désignée éligible par la direction d'Alliance nationale pour les élections provinciales de 1996 et est élue. L'année suivante, elle devient dirigeant national d'*Azione Giovani* puis membre du bureau exécutif en 2000. La même année, elle se présente aux élections régionales puis est élue.

Elle explique que son engagement politique au sein du MSI puis d'Alliance nationale comme son succès électoral ne sont pas les fruits du hasard ou de la chance mais l'aboutissement logique d'un héritage et d'un travail de longue haleine au sein de l'organisation. Se sentant héritière et dépositaire d'un fascisme familial, son élection intervient comme une forme de récompense différée des « sacrifices » consentis par sa famille et par elle-même pour la patrie :

« Moi, je viens d'une famille qui, durant la Seconde Guerre mondiale et aussi pendant le *Ventennio*¹⁶ fasciste, prit la décision de ne pas collaborer avec les Alliés et qui a donc connu la prison en Inde, la prison en Italie dans le camp de Coltano où il y eut aussi Ezra Pound¹⁷. Je viens donc d'une famille qui durant les années tragiques et cruciales de l'histoire de l'Italie a eu une certaine orientation. (...) Faire partie du MSI pour moi, c'était aussi naturel que faire partie de ma famille ».

Sœur d'une militante d'*Azione Giovani*, fille d'un ex-militant du MSI allant voter en chemise noire et d'une mère inscrite à Alliance nationale, elle est aussi petite-fille et petite-nièce de volontaires de la guerre d'Espagne aux côtés des franquistes :

« Mon arrière-grand-père eut cinq fils et quatre d'entre eux, parce que l'un d'eux était handicapé, partirent volontaires pour la guerre. Comme ça tu comprends quel type de famille j'ai. [Son arrière-grand-oncle, décoré de la « médaille d'argent de la valeur militaire »] voulait aller en Espagne avec ses camarades volontaires. Il se trompa de bateau et se retrouva en Ethiopie. Il était de la classe 1917 (...) Assuré, splendide parce qu'il avait cet esprit indompté que je retrouve chez tous ces exemples de Codreanu à Degrelle, à D'Annunzio, Balbo et aux combattants de la Première Guerre mondiale, que je perçois comme faisant partie de ma vie. (...) Avec lui, on ne parlait pas de parti mais d'uniforme, de devoir, de patriotisme, de fidélité, de cohérence. Ces cinq mots sont devenus mon manifeste politique ».

Au-delà de cet héritage, Elena estime s'être montrée dure à la tâche et tenace dans son engagement politique :

« J'y crois beaucoup et j'ai la force de mon appartenance à mon monde, la communauté militante que je considère comme ma famille. Je suis très fière car la fédération de Vicence, c'est moi qui l'ai créée. Certains jeunes s'en allaient parce que nous étions très sévères. On m'a appris comme ça et j'ai cherché à le transmettre. (...) Etre militant signifie donner de son temps libre, faire des sacrifices, choisir de venir au siège plutôt que d'aller en discothèque ou faire du shopping avec ton fiancé. La militance, c'est un devoir. J'ai été courageuse, j'ai pris des risques et j'ai eu de la chance. Je sais que Dieu me regarde, sinon je ne serais pas arrivée où j'en suis. (...) Nous avons fait de grandes choses et je suis devenue celle que je suis aujourd'hui. Je sais que je suis un passavant pour les autres parce que j'ai beaucoup construit ».

Etre élue (et réélue en 2005) conseillère régionale est donc vécu par Elena sur le mode de la « normalité ». A l'opposé du sentiment d'avoir mérité son poste de conseillère régionale, Mara de la Ligue du Nord s'étonne beaucoup de son propre parcours politique qui prend la forme d'une suite de hasards.

2. Mara, élue sans le vouloir

Mara confie avoir grandi dans une famille qui n'a jamais « fait de politique ». Pendant ses études au lycée (baccalauréat en comptabilité) à la fin des années 1980, elle aide ses parents à tenir le bar familial les week-ends. On y parle beaucoup de l'actualité politique et notamment de l'ascension de la Ligue du Nord. Elle vote pour la première fois lors des élections législatives de 1992 (à vingt ans) et son choix se porte sur la Ligue. En 1993, deux événements provoquent son entrée dans le parti et en politique. Tout d'abord, un vieil ami de famille qui a fait de la politique dans la Démocratie chrétienne pendant vingt ans, passe à la Ligue du Nord et la persuade

d'y entrer. Ensuite, des jeunes de la Ligue qui tiennent leurs réunions politiques dans le bar de ses parents, lui demandent de figurer sur leur liste pour les élections municipales de Rosà (12 000 habitants) qui se tiennent en novembre. Elle refuse d'abord car elle est réfractaire à tout engagement politique puis accepte : elle s'inscrit, assiste aux réunions hebdomadaires du parti avec son frère puis est élue conseillère municipale. Interpellée par des jeunes léghistes de sa ville, elle se lance dans les élections municipales mais :

« Je n'y pensais même pas, ce n'était pas mon intention. J'ai été contrainte de me jeter dans la mêlée. Et nous vainquîmes contre toute attente. C'était un pari que nous avons fait (...) mais qui nous a pris un peu au dépourvu dans le sens où il y avait beaucoup de bonne volonté mais un manque de préparation de base. Nous n'avions jamais fait de politique ».

En 1994, sans qu'elle l'ait désiré, le maire lui demande de devenir adjointe à la Culture et à l'Instruction publique, ce qu'elle accepte jusqu'à la fin de son mandat en 1997. Cette année-là, elle se représente et est réélue mais tout en faisant part au maire de son refus d'une nouvelle charge d'ajointe. Mara entame alors une carrière professionnelle (dans le cabinet d'expertise-comptabilité que tiennent ses frères et sœurs). Début 2000, sur recommandation du coordinateur provincial de la Ligue du Nord à Vicence, elle est indiquée à Umberto Bossi comme candidate potentielle pour les élections régionales (avril) en remplacement d'une autre candidate qui a refusé de se présenter pour des motifs familiaux. Elle fait alors encore part de sa surprise :

« J'attendais de voir qui serait le candidat pour la province et je n'imaginais même pas que quelqu'un puisse penser à moi. Je ne me sentais pas à la hauteur sincèrement. (...) Je n'étais certainement pas la personne qui selon les sondages devait être élue parce que beaucoup d'autres personnes avaient une expérience et étaient plus connues sur le territoire provincial que moi ».

Après une nuit blanche et une réunion de famille, Mara accepte de se présenter et se retrouve élue au Conseil régional sans comprendre ce qui lui arrive :

« Mon expérience politique est une succession de situations étranges, de coups de chance. (...) Mon horizon politique ? Dans cinq ans, je compte bien faire autre chose. Je ne suis pas entrée en politique avec je ne sais quelle ambition. Une série de circonstances m'ont amenée jusqu'ici mais dans cinq ans, j'espère qu'il y aura quelqu'un d'autre à ma place parce que moi, j'ai tant d'autres choses à faire, notamment sur le plan personnel »¹⁸.

Comme elle semble le désirer (ou le subir ?), Mara ne sera pas réélue aux élections régionales de 2005. Au sein de la Ligue du Nord, d'autres jeunes militants vivent difficilement les réorientations permanentes des mots d'ordres du leader Umberto Bossi. De même, certains jeunes d'Alliance nationale s'opposent aux transformations idéologiques et aux modifications internes qu'elles entraînent.

C. *Les effets défectionnaires*¹⁹

Il ne s'agit plus seulement de comprendre les effets du pouvoir sur les jeunes militants en terme de bonus de carrière mais aussi ce qu'il défait (*exit*) ou du moins de ce qu'il recompose. Il convient donc de s'intéresser aux ressorts de la déprise

militante. Celle-ci peut prendre plusieurs visages dont le désengagement progressif (Marzio) et la défection (Alessandro).

1. *Marzio, entre sécessionnisme déçu et réprobation sociale*

A plusieurs égards, le récit de Marzio rappelle celui de Mara mais il présente son engagement de manière plus « idéologique » et moins récompensé. Fils unique d'ouvriers, il déclare s'intéresser à la politique dès l'âge de quatorze-quinze ans. Vivant dans une province moins favorable à la « droite » qu'ailleurs en Vénétie, Marzio dit fréquenter un lycée de « gauche » alors qu'il se sent plutôt de « centre-droit ». Il a seize ans en 1996 et est fortement marqué par l'atmosphère de sécession qui règne alors en Italie ainsi que par la prise du campanile de la place Saint-Marc de Venise par des vénétistes radicaux. Quelques jours plus tard, il signe une pétition réclamant l'exposition du drapeau vénète dans les lieux publics à un stand tenu par des membres de la section léghiste locale. A cette occasion, il rencontre un jeune qui le convainc de s'inscrire au parti quelques semaines plus tard (début 1997). Peu de temps après a lieu la scission Comencini au sein de la branche vénète de la Ligue du Nord qui provoque une hémorragie militante et un traumatisme perceptible encore aujourd'hui dans les « mémoires » militantes léghistes. En tant que l'un des rares jeunes de la Ligue du Nord à Rovigo, le maire de la ville le choisit pour codiriger une nouvelle structure, le Forum jeunes, auprès d'autres jeunes engagés en politique. Cette expérience sera un échec pour Marzio qui l'interprète comme une défaite personnelle.

En outre, malgré sa nomination au poste de responsable provincial au congrès régional du Mouvement des jeunes Padans (1998), il voit d'un mauvais œil le renoncement progressif à l'indépendance de la Padanie en vue des accords électoraux avec *Forza Italia* et Alliance nationale (1999-2000) :

« Le véritable motif d'écroulement après l'abandon de l'ère sécessionniste a été justement qu'il n'y avait plus cette sécession à faire. Il y avait l'idée d'indépendance mais pas de sécession, alors ceux qui étaient de gauche sont allés avec la gauche, etc. Maintenant les choses ont changé, la Ligue a changé »²⁰.

En 1999, son bac en poche, Marzio entre à la faculté d'économie de Bologne. Il se rend compte alors de la désapprobation sociale que suscite la Ligue et prend ses distances avec le parti en invoquant un manque de temps causé par les études. A cette distanciation s'ajoutent des réactions négatives de la part de ses parents à l'encontre de son engagement dans un parti de plus en plus radical et xénophobe. Il décrit le type de commentaires que lui font ses parents :

« Porter des Chemises vertes, des foulards verts : mais écoute, s'il faut aller au cirque, autant y aller tout seul... Il faut toujours un peu de passion, d'exaltation, de folklore mais bon, ils ont raison quand même ».

Par ailleurs très engagé dans des groupes catholiques, les Salésiens et la Jeunesse franciscaine, il dit incarner pour eux la figure de « Satan ». S'il n'est pas le seul (jeune) léghiste à connaître des difficultés dans son entourage social, il semble que le cumul d'une réprobation et d'une absence de charges électives ait fortement poussé Marzio à lâcher prise. En mai 2001 se tiennent les élections municipales à Rovigo : sa candidature est acceptée mais il ne figure ni parmi les éligibles ni parmi les élus. Les

dissensions avec la direction provinciale du parti, sous-jacentes jusque-là, augmentent alors en intensité :

« Ce sera à cause du fait qu'à Rovigo les personnes sont têtues mais il y a peut-être aussi un problème générationnel, entre les Jeunes Padans et les adultes, il y a incompatibilité, incompréhension parce que toi, tu veux organiser une chose mais eux voudraient le faire aussi et diminuer ton importance... Quand j'y étais, ils ne comprenaient pas le sens des Jeunes Padans. Il y a donc une opposition interne surtout ici. C'est pour ça que j'ai laissé tomber ».

Il abandonne progressivement ses activités militantes estimant ne plus devoir s'occuper de tâches humiliantes comme la distribution de tracts. Les raisons qu'il invoque tranchent grandement avec une culture et une rhétorique militantes léghistes qui insistent beaucoup sur le sacrifice personnel à la cause :

« La main-d'œuvre, tu la fais faire à quelqu'un d'autre, à quelque pauvre militant de la Ligue mais pas à moi. Pas parce que j'ai une haute estime de moi-même mais parce que je me trouve mieux à un niveau un peu plus cérébral. Il faut un peu de génie pour organiser les manifestations et rédiger un tract ».

Pouvant compter sur certaines ressources scolaires et religieuses, Marzio ne considère pas tout devoir au parti²¹. Il laisse peu après son poste de responsable provincial à un autre jeune et s'éloigne peu à peu de sa section. Marzio précise qu'« il y a ceux qui disent qu'ils mourront léghistes, moi je dis que maintenant je suis léghiste et je remercie la Ligue de ne pas m'avoir trahi. Mais je ne peux pas garantir que dans cinq ou six ans, les choses ne changent pas. Si ça se trouve, Bossi a une insolation cet été et dit qu'il faut tuer tous les musulmans ou les Esquimaux. C'est logique qu'alors tu dises non, désolé, je reste à la maison. (...) Si, quand j'aurai fini l'université, j'ai encore assez de stimuli et les conditions pour faire de la politique, alors je le ferai de manière plus sérieuse entre guillemets. Mais je crois que je ne le ferai pas parce que si j'ai une famille, je m'occuperai plutôt d'elle ».

Cet exemple de carrière contrariée par un environnement peu favorable et de fortes tensions non compensées par des bénéfices dont Marzio estime pouvoir jouir, conduit au désengagement progressif dans une période où il aurait peut-être pu espérer glaner, lui aussi, quelques miettes des succès électoraux léghistes. Il incarne le tarissement progressif de la capacité de la Ligue à fabriquer une identité attractive et à distribuer des postes à ses membres. Dès lors, le jeune militant se projette moins dans une carrière politique que dans ses diverses activités sociales et professionnelles. Entrant en conflit plus ouvert avec sa direction provinciale, Alessandro incarne, quant à lui, le parcours transfuge de certains jeunes d'Alliance nationale.

2. Alessandro : héros picaresque ou stratège ?

A l'instar d'Elena, Alessandro avait « tout » pour suivre une carrière ascendante au sein d'Alliance nationale. Il naît lui aussi dans une famille qu'il définit comme « fasciste ». Dirigeant d'entreprise, son père est un ancien militant du MSI et a été le référent de Pino Rauti pour la province de Forlì-Cesena. Cadre supérieure, sa mère vote pour Alliance nationale et ses grands-parents ont toujours voté MSI. Comme Elena, il est élu tous les ans représentant de sa classe au lycée (de 1990 à 1995) et

bénéficie pour ce faire de l'aide de jeunes du *Fronte della Gioventù* qu'il connaissait grâce à son père. Début février 1994, il déclare s'offrir la carte du MSI et celle du *Fronte della Gioventù* comme cadeau d'anniversaire pour ses dix-huit ans : il entre donc lui aussi avant le congrès de Fiuggi, ce qui constitue le gage d'un engagement fortement idéologique avant la transformation en un parti plus conservateur.

En mars 1994, il devient vice-secrétaire du FDG de Cesena puis secrétaire, ce qui le propulse à la direction provinciale du FDG et à la direction municipale du parti. Aux élections municipales de 1995, il se présente sur une liste Alliance nationale mais n'est pas élu. Il l'est en revanche en octobre 1996 au poste de président provincial d'*Azione Giovani*, ce qui le fait entrer *de facto* dans le secrétariat provincial d'Alliance nationale et dans l'exécutif régional d'*Azione Giovani*. Alessandro devient également le référent juvénile local de Maurizio Gasparri, leader du courant Droite sociale. En 1999, il est élu conseiller de sa circonscription (centre-ville de Cesena) puis chef du groupe Alliance nationale. A ces mêmes élections, il arrive premier des non-élus au conseil municipal.

Mais Alessandro fait partie de ceux qui ont du mal à gérer le passage de parti révolutionnaire à parti de gouvernement ainsi que les jeux politiques et intrusions exogènes qu'il entraîne. Il est déstabilisé par l'ébranlement des anciennes règles hiérarchiques, fidélité, ancienneté et méritocratie :

« Des gens qui n'avaient jamais fait de militance, qui entrent au conseil municipal seulement parce qu'ils ont l'appui de gros *lobbies* comme Communion et Libération ou l'*Opus Dei*. Des gens qui ont des expériences politiques très lourdes dans d'autres partis, des dirigeants de haut niveau de la Démocratie chrétienne, du CCD qui entrent dans Alliance nationale uniquement pour un fauteuil rémunérateur. (...) C'était comme une spirale qui a entraîné le changement de tous les dirigeants d'Alliance nationale au niveau local parce que les vieux dirigeants du MSI ont craché dans la soupe et comme tu le sais, les révolutions dévorent d'abord leurs propres enfants : Robespierre a fini guillotiné ».

Il est donc entré en conflit ouvert avec la direction provinciale d'Alliance nationale et a entrepris dès 1998 de dénoncer auprès de la presse locale le « népotisme des pantoufflards », qu'il estime illégitime et délétère. Cette initiative lui vaut un renvoi devant une commission de discipline qui renonce toutefois à le sanctionner. En revanche, les membres adultes du parti commencent à rendre son militantisme plus dur au sein de la section (opposition et réprobation systématiques). La situation devient très difficile à gérer et en 2000, il décide de renoncer à toutes ses responsabilités au sein d'Alliance nationale et d'*Azione Giovani*. Il n'abandonne pas pour autant la politique car il passe à la Ligue du Nord. Ce transfert fait l'objet d'une double reconversion : reconversion professionnelle, d'une part, car il y obtient un poste de fonctionnaire permanent auprès du groupe au Conseil régional d'Emilie-Romagne où il s'occupe des relations avec les parlementaires et les administrations locales ; reconversion idéologique, d'autre part. En effet, il confie avoir trouvé dans la Ligue :

« une unique phalange, pour utiliser un terme un peu hardi. Le légiste est une personne que tu appelles à quatre heures du matin pour coller des affiches et qui ne te demande pas « pourquoi » mais « où est-ce qu'on se retrouve ? », [ce] qu'il n'y avait plus à Alliance nationale. (...) Le problème, c'est que provenir d'autres partis

était quasiment une valeur en soi. Ces personnes sont sans doute valables mais elles ont détruit leur propre parti de manière honteuse et je ne crois pas qu'elles aient quoi que ce soit à nous enseigner. (...) A Alliance nationale quand quelqu'un met le cul dans un fauteuil, il se met à l'aise. Il n'en décolle plus, alors qu'à la Ligue j'ai vu des secrétaires régionaux aller coller des affiches la nuit avec les militants parce que c'est de là qu'ils viennent ».

Alessandro considère qu'il reste loyal envers ses idées politiques en passant dans un parti plus protestataire et mouvementiste que gouvernemental :

« Les programmes de la Ligue, ses façons d'approcher la politique, la militance m'ont touché, m'ont fasciné. Des gens qui militent bien que sachant ne pas obtenir de résultats, ce qui ne veut pas dire être des Don Quichotte, mais signifie porter des valeurs sans tenir compte du résultat. Parce qu'une bataille ne vaut pas la peine d'être engagée si on sait qu'on va la gagner. Le simple fait d'être descendu sur le champ de bataille, d'avoir brandi les étendards est un résultat. (...) On ne peut pas vivre avec les yeux uniquement tournés vers les pieds. Il faut vivre avec les yeux tournés vers les étoiles ».

Derrière le transfuge idéologique et idéalisé d'Alessandro se cache donc une reconversion bien négociée du point de vue professionnel. Toutefois, on ne saurait conclure hâtivement à un calcul stratégique sans conséquences en termes identitaires. La première difficulté réside dans l'image de renégat ou d'apostat qu'il risque d'incarner aussi bien pour les léghistes que pour ses anciens camarades de parti. Sa double appartenance entraîne le soupçon pour les autres et la nostalgie pour lui : Alessandro précise ainsi avoir gardé de nombreuses amitiés de jeunesse à Alliance nationale et participe encore à certains événements militants d'Alliance nationale (fête tricolore en septembre, par exemple). Enfin, il aime toujours les groupes musicaux d'« extrême droite » comme La Compagnie de l'Anneau ou Les Amis du Vent à l'écoute desquels se socialisent encore massivement les jeunes d'Alliance nationale. Les contradictions entre identité « pour soi » et identité « pour autrui » (Dubar, 2001) apparaissent donc particulièrement saillantes et problématiques malgré des ressources militantes importantes.

*
* *

A la lumière de ces quelques portraits, il apparaît que les études menées sur les logiques sociales du recrutement militant au sein de partis en défaveur comme le parti communiste français sont profitables pour des partis situés à l'autre extrémité du spectre politique. Devant tout (ou presque) à la Ligue, les Jeunes Padans vont plus difficilement faire face à la déprise électorale ou à la radicalisation idéologique de leur institution car leurs ressources sont moins négociables ailleurs. A l'inverse, de jeunes militants d'Alliance nationale peuvent gérer les transformations de leur parti soit à travers une carrière politique ascensionnelle, soit par la défection mais en renégociant les « termes du contrat » militant. L'étude fine de trajectoires de jeunes semble donc à même de compléter utilement un courant d'analyse attentif aux évolutions (Willemez, 2004) dans le temps des motifs de conversion et d'engagement. Cela permet également d'aborder un parti politique autant par sa capacité à homogénéiser et transmettre une

culture militante que par la valeur du « capital militant » dont disposent ses membres pour, *in fine*, mieux comprendre les aléas individuels et collectifs de l'engagement militant.

Bibliographie

- Alberoni, F. (ed.) (1967), *L'attivista di partito*, Bologne : Il Mulino.
- Balandier, G. (1988), *Le désordre. Eloge du mouvement*, Paris : Fayard.
- Biorcio, R. (1997), *La Padania promessa. La storia, le idee e la logica d'azione della Lega Nord*, Milan : Il Saggiatore.
- Bouillaud, Ch. (1998), *In nessun paese al mondo. Univers politique italien et processus de légitimation et d'organisation d'une entreprise politique. Le cas de la Ligue lombarde-Ligue Nord (1982-1992)*, thèse de Science politique, Paris 1.
- (1998a), « Les antécédents idéologiques de la ligue nord », *Revue française de science politique*, 48 : 3-4, 458-479.
- Caciagli, M. (2001), « Toscanes rouges : du PSI au PCI, du PCI au PDS », in Cefaï, D. (éd.), *Cultures politiques*, Paris : PUF, 299-316.
- Chiarini, R. (1995), *Destra italiana, dall'Unità d'Italia a Alleanza Nazionale*, Venise : Marsilio.
- Dematteo, L. (2003), « La stigmatisation de l'idiotie montagnarde et son détournement par la Lega Nord », in Ihl, O., Chêne, J., Vial, E., Waterlot, G. (éd.), *La tentation populiste en Europe*, Paris : La Découverte, 2003, 146-158.
- Diamanti, I. (1995), *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un soggetto politico*, Rome : Donzelli Editore.
- Fillieule, O. (éd.) (2005), *Le désengagement*, Paris : Belin.
- (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 : 1-2, 199-215.
- Fretel, J. (2004), « Quand les catholiques vont au parti », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 77-89.
- Germinario, F. (2005), *Da Salò al governo. Immaginario e cultura politica della destra italiana*, Turin : Bollati Boringhieri.
- Gottraux, Ph. (1997), « Socialisme et Barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne : Editions Payot.
- Hastings, M. (1991), *Halluin la Rouge. 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille : Presses universitaires de Lille.
- Hirschman, A.O. (1995), *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris : Fayard.
- Iacopini, R., Bianchi, S. (1994), *La Lega ce l'ha crudo ! Il linguaggio del Carroccio nei suoi slogan, comizi e manifesti*, Milan : Mursia.
- Ignazi, P. (1999), *Postfascisti ? Dal Movimento Sociale Italiano ad Alleanza Nazionale*, Bologne : Il Mulino.
- (1994), « La force des racines. La culture politique du Mouvement Social Italien au seuil du gouvernement », *Revue française de science politique*, 44 : 6, 1014-1033.
- (1989), *Il polo escluso. Profilo storico del Movimento sociale*, Bologne : Il Mulino.
- Ivaldi, G. (1999), « L'extrême droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue internationale de politique comparée*, 6 : 1, 201-246.
- Leclercq, C. (2002), « L'identité partisane au prisme de la désidentification ? Une approche microscopique du désengagement au PCF », communication au colloque « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs », AFSP, Paris.

- Matonti, F. & Poupeau, F. (2004), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 5-11.
- Mischi, J. (2003), « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 16 : 63, 31-119.
- Muxel, A. & Cacouault, M. (éd.) (2001), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique. Une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Paris : L'Harmattan.
- Pudal, B. (1989), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris : Presses de la FSNP, 1989.
- Recchi, E. (1997), *Giovani politici*, Padoue : CEDAM.
- Sawicki, F. (1997), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.
- Sommier, I. (1998), *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Verdès-Leroux, J. (1983), *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris : Fayard/Minuit.
- Willemez L. (2004), « Perseverare diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *RIAC Lien social et politiques*, 51, 71-82.

Notes

¹ Aux législatives de mai 2001, la coalition de Silvio Berlusconi remporte 366 sièges à la Chambre des députés (dont 99 pour Alliance nationale et 30 pour la Ligue du Nord), contre 252 à la coalition de l'Olivier et 11 à *Rifondazione Comunista*. Au Sénat, la Maison des Libertés remporte 177 sièges contre 128 pour l'Olivier et 3 pour *Rifondazione*. Aux régionales de 2000 en Vénétie, la coalition de « droite » autour de Giancarlo Galan réunit 54,9 % des voix contre 38,2% pour le représentant de « gauche » Massimo Cacciari. En Emilie-Romagne, le candidat de « gauche », Vasco Errani, l'emporte sur son concurrent de « droite », Gabriele Canè, avec 56,5% des voix contre 40,3%.

² Cet article est issu de l'analyse d'une soixantaine d'entretiens biographiques semi-directifs réalisés dans le cadre d'un travail de thèse qui porte sur l'engagement juvénile au sein des droites italiennes (Ligue du Nord, Alliance nationale et *Forza Italia*) entre fin 2001 et fin 2002. A l'intérieur de chaque groupe militant, le nombre de responsables internes et celui de militants « de base » sont sensiblement identiques.

³ Beaucoup de ces jeunes élus d'Alliance nationale se sont présentés dans les grandes villes et les chefs-lieux de province.

⁴ A ce titre, les très grandes différences qui existent entre le Nord et le Sud du pays empêchent d'étendre ces résultats à l'ensemble des situations politiques locales. L'absence de la Ligue du Nord dans les régions centrales, méridionales et insulaires constitue *de facto* une première limite. Notre ambition n'est donc pas de lire les transformations de la pratique militante pour toute l'Italie mais de saisir localement les transformations des conditions d'exercice de la politique et de ses effets sur les acteurs, ici les jeunes militants.

⁵ La Ligue du Nord se distingue par l'existence d'une multitude d'associations parallèles regroupant des sportifs, des collectionneurs, des randonneurs, des poètes, des femmes... Sur l'associationnisme padan, voir : Avanza, M. (2001), « La Ligue du Nord et l'invention du « Padan » », *Critique internationale*, 10, 129-141.

⁶ L'idée de « Troisième Voie » est reprise à Benito Mussolini qui voulait faire du fascisme l'alternative au capitalisme et au communisme.

⁷ Variante du football qui oppose deux équipes de cinq joueurs au lieu de onze sur un terrain de taille réduite.

⁸ Evola, J. (2002), *Chevaucher le tigre*, Paris : Maisnie Tredaniel, Julius Evola (1898-1974) a mêlé réflexions philosophiques, ésotériques et politiques. Il se rattache aux courants traditionaliste, romantique, anti-moderniste et paganiste. Depuis les années 1950, *Chevaucher le tigre* et *Révolte contre le monde moderne* (1934) sont très lus dans les mouvements de jeunesse européens, radicaux et traditionalistes.

⁹ Jünger, E., *Le traité du rebelle, ou le recours aux forêts*, Paris : Seuil, 1986. Ecrivain de langue allemande du XX^e siècle, il considère la guerre comme une fin en soi esthétique. Il participe au mouvement « national-bolchéviste » dans les années 1930 et entretient des rapports obscurs avec le NSDAP. Sa production romanesque fait l'apologie du machinisme et de la révolution nationale. Après la Seconde guerre mondiale, compte tenu de la répulsion qu'inspire le nazisme, il revient en partie sur ses positions et engage une réflexion sur le statut de l'individu face aux masses et à la dictature, tout en laissant toujours planer des doutes quant à ce reniement.

¹⁰ En 1994, Umberto Bossi avait averti : « jamais avec les fascistes ! ».

¹¹ Il s'agit de la *Devolution*, sur le modèle écossais, qui accorde plus de compétences aux collectivités régionales et au président du Conseil.

¹² Journaliste de profession, Marcello Veneziani a été membre du MSI. Il a fondé les hebdomadaires *L'Italia settimanale* et *Lo stato*. Ayant rompu avec AN, il signe des éditoriaux pour *Il Giornale*, proche de *Forza Italia*. Il est l'auteur de *La rivoluzione conservatrice in Italia*, Milan : Nuova Ed., 1994 ; *Sinistra e Destra. Risposta a Norberto Bobbio*, Florence : Vallecchi, 1995 ; *La cultura della destra*, Rome : Editori Laterza, 2002. Il fait partie de la présidence de la RAI.

¹³ Voir le texte de Stefano FELLA et Carlo RUZZA dans cet ouvrage. Au cours des entretiens, les jeunes élus se positionnaient comme des *supporters* des actions gouvernementales et administratives de leurs collègues « adultes ». Dans le cas d'Alliance nationale, le principal cheval de bataille des jeunes élus semble être l'intitulé et l'inauguration de places ou de rues avec le nom des « martyrs » ou des « héros » de leur combat politique, ainsi que des politiques familiales natalistes (aide financière aux jeunes parents de la commune par exemple). Face à leur incompétence politique et administrative, certains ont confié avoir bénéficié du concours et des conseils de représentants adverses pour assurer la bonne marche des conseils de circonscription ou de certaines procédures administratives.

¹⁴ L'adhésion syndicale est minime avec un parent à la CISL (de matrice catholique) à la Ligue et deux parents à l'UGIL (ex-CISNAL, syndicat d'« extrême droite ») chez les jeunes d'Alliance. Parmi eux, trois sont syndiqués à l'UGIL.

¹⁵ Le fait qu'il s'agisse de femmes est à souligner car elles appartiennent toutes deux à des partis aux conceptions viriles voire machistes de la politique. Les succès des droites en Vénétie ont constitué de véritables fenêtres d'opportunités électorales pour ces (jeunes) femmes qui figuraient, mieux que dans d'autres régions, en position utile dans divers scrutins.

¹⁶ Nom donné en italien à la double décennie qu'a duré le régime fasciste.

¹⁷ Ezra Pound fut à la fois un artiste (poésie, composition musicale) et un intellectuel fasciste et antisémite. Américain de naissance (1885), il meurt en Italie (1967) où il a vécu pendant le fascisme puis à nouveau à partir de la fin des années 1950 après avoir été accusé de trahison, jugé irresponsable et interné en hôpital psychiatrique aux Etats-Unis de 1945 à 1958.

¹⁸ Célibataire, Mara précise à plusieurs reprises, durant l'entretien et en « *off* », qu'il serait temps pour elle de « *sistemarsi* » c'est-à-dire de se fiancer et de fonder une famille.

¹⁹ Précisons, encore une fois, que le nombre égal de portraits entre types de carrières militantes ne traduit pas une réalité comptable mais vise à illustrer les figures du désengagement et l'impact des changements politiques sur le militantisme juvénile au sein des droites italiennes.

²⁰ Sur l'abandon de l'indépendance de la Padanie comme facteur déclencheur du désengagement, voir : Zaroni, P. (2001), *Bossi e la rivoluzione tradita*, Venise : Editoria Universitaria, qui est le récit désenchanté d'un jeune militant vénète.

²¹ Contrairement aux cadres communistes comme le montre Bernard Pudal.

The list Pim Fortuyn and the Government: a love-hate relationship

Paul LUCARDIE, Gerrit VOERMAN

1. Introduction

Paul Taggart, a renowned expert on populism, predicted that “populism, in the long term, either becomes less populist (...), or becomes riven with internal conflict (...) or simply collapses (...)” (Taggart, 2000: 100). In fact, all three misfortunes can be combined, as happened in the case of the List Pim Fortuyn (LPF) in the Netherlands. It was riven with internal conflict even before its formal foundation in 2002, it became less populist when it joined the government in the same year, and practically collapsed in the following years. Though not radically different (in ideology, organization and electoral base) from other national or liberal populist parties, the LPF distinguished itself by a unique combination of personal tragedy, electoral drama and political soap. It entered the seats of power faster than any other populist party – hardly five months after its leader had decided to set up a party, and two months after his violent death – but fell apart in warring factions before the end of the year. As a consequence, the LPF was expelled from the government and lost 18 out of its 26 seats in parliament at the elections in January 2003. In 2004, the party was practically bankrupt and its president was arrested by the police, because he had sent threatening letters to the leader of the parliamentary group and to himself, signed by a (non-existing) islamist group. All but one member of the parliamentary group left the party. At the general election of November 2006, the party was unable to capture any seat.

Did participation in government cause the LPF to change its ideology and party organization? It is difficult to answer this question for a party that did not really exist before it entered the government. Its election platform of 2003 seems more moderate and maybe a little less populist than the platform of 2002, but the two are not quite comparable in size and format. The organization did not change very much on paper, but reality was often different and chaotic.

The Dutch tradition of consociationalism accelerated the integration of the LPF in the party system – and its disintegration as a populist party. The main causes of the party's rapid rise and almost equally rapid decline seem to be its charismatic leadership, ownership of the immigration issue and its populist love-hate relationship with governmental power. Fortuyn's charisma helped him to get his message across; but proved fatal with his death, as charismatic leaders almost always leave a vacuum. However, his party might have survived this crisis if it had resisted the temptation to join the Balkenende government.

In this paper we will present a short history of the LPF, its ideology, organization and its brief participation in government.

2. The Fortuyn Tragedy

Wilhelmus Petrus Simon Fortuyn was born in 1948, into a lower middle-class Catholic family. He was usually called Pim. As a sociology student in the late 1960s he turned to Marxism and became active in the student movement. In 1972 he went to the University of Groningen to teach "critical sociology". Soon he joined the Labour Party (*Partij van de Arbeid*, PvdA). He wrote a doctoral dissertation about post-war socio-economic policies, in which he argued that the corporatist character of these policies resulted mainly from the German (Nazi) occupation (Fortuyn, 1980). At the time, his controversial critique of corporatism fitted in with his somewhat libertarian neo-marxism. Gradually, however, he lost his faith in marxist socialism, and in other kinds of socialism as well. In 1989 he left the Labour Party, for ideological as well as personal reasons – he felt insulted by the new political leader of the party, Wim Kok, but he also felt ill at home in the culture of the party (Fortuyn, 1998: 236). In 1990 he was appointed extraordinary professor in labour policy at the Erasmus University of Rotterdam. In 1995 his contract expired. By then, he had developed a reputation as public speaker at meetings of business clubs, veteran's leagues and similar organisations. At the same time, he wrote a column in *Elsevier*, the largest and most conservative weekly in the Netherlands. Most of his columns were directed against the "purple coalition" which governed the Netherlands since 1994.

Fortuyn's flamboyant personality, provocative statements and unusual life style – he made no secret of his visits to gay dark rooms – distinguished him from all other Dutch politicians. In a few months he gained a massive following, across the political spectrum, once he had been elected to lead the list of parliamentary candidates of *Leefbaar Nederland* – a new populist party founded in 2001. Yet in February 2002, three months before the parliamentary elections, Fortuyn alienated the party executive with provocative statements about discrimination – which he considered less important than the freedom of expression. He was forced to leave the party and decided to participate in the elections with a loose grouping of supporters. On 14 February he and three friends founded the "Political Association List Pim Fortuyn" (*Politieke Vereniging Lijst Pim Fortuyn*, LPF). Its primary goal, as stated in its constitution, was to "give the country back to the people" (Dutch: "*het land terug te geven aan de mensen in het land*"; Lijst Pim Fortuyn, 2002a).

Though formally a voluntary association, the LPF was really not much more than an executive committee, with a small office and a secretary, and a handful of

regional volunteers. Beside Fortuyn, the executive committee consisted of John Dost, a real estate dealer, Peter Langendam, a businessman, and Albert de Booi, a business consultant who had arranged speaking tours of Fortuyn among others. Funds were provided by real estate dealers (Ed Maas and Chris Thunnessen being the most generous among them) and other businessmen – mainly *homines novi* or *nouveaux riches* (Chorus and De Galan, 2002: 206-213). The volunteers were needed to collect signatures of thirty citizens in each of the nineteen electoral districts. Without these signatures, a new party would not be allowed to present candidates in the district. The regional co-ordinators of this activity would later develop into regional party leaders. They played a rather modest role in the campaign. With the help of Langendam, Fortuyn selected candidates for his list. Practically all candidates were businessmen (and a few businesswomen), professionals and civil servants without political experience – and soon, some would prove rather controversial. Three of the candidates were (coloured) immigrants.

The campaign was waged almost exclusively by Fortuyn alone, in public speeches and television interviews and televised debates with other party leaders (Wansink, 2004: 131-166; Kleinnijenhuis et al., 2003: 81-82, 90, 133). It was possibly the most effective election campaign ever held in the Netherlands and proved that one does not need a proper party to win elections, provided one has a charismatic leader. No doubt Fortuyn had charisma, in the original quasi-religious sense as defined by Max Weber: “surrender to a personal leader and his gift of grace” which springs from a sense of “something eternally new, that has never been there” (1968: 481) ¹. Through his charisma he managed to mobilize people without any political interest and involve them in his movement (see also Van Herwaarden, 2005: 85-100; Ellemers, 2002) ². Yet charisma is a two-edged sword, in a way: it can benefit as well as injure the one who uses it. Fortuyn realized he was taking a grave risk, yet felt he had to complete his mission – in the religious sense of the word (Chorus and De Galan, 2002: 152). Like Moses, he had to lead his people to the Promised Land (Fortuyn, 2002b: 238). In the terms of a Greek tragedy: he could not escape his fate.

On May 6th, he was shot by an animal rights activist near a radio studio in Hilversum and died almost immediately. All politicians and opinion leaders were stunned. The last time a Dutch political leader had been shot by an assassin was in 1584, when another Wilhelmus, Prince of Orange, was killed in Delft. Thousands of people rushed immediately to the streets, causing riots in The Hague (shouting “Melkert Murderer!”) and a more dignified silent demonstration in Rotterdam. The funeral was a national event. After consulting the leaders of the LPF – in typical Dutch consociational style – the government decided not to postpone the elections. All parties agreed to stop campaigning, however.

Turnout at the elections was relatively high: close to 80%, 5% more than in 1998. With almost 17% of the popular vote and 26 seats in parliament, the LPF became at once the second-largest party in the country, passing the PvdA and the VVD. About 1.4 million voted for a dead leader and 250,000 voters preferred another candidate on the list of the LPF – a condolence vote? Exit polls and the National Voting Study suggested most of the LPF-voters had not changed their mind after May 6th but intended to vote

for Fortuyn anyway (*De Volkskrant*, 16 May 2002; Kleinnijenhuis et al., 2003: 123; Van Holsteyn and Den Ridder, 2005: 169).

What kind of people voted LPF? Exit polls indicated they were often former Liberals (almost 35% had voted VVD in 1998), but also Leftists (20% had voted Labour, 8% D66, Green Left or SP in 1998), and quite a few non-voters or new voters (27%) (Van Praag, 2003: 105). They were significantly more male than female, more secular than religious (church-attending) and less educated than average (Van Praag, 2003: 102-104; Van der Brug, 2003)³. However, socio-structural variables seem to explain a rather small amount (7%) of the variance. LPF-voters were more cynical and felt less politically competent or efficacious than other voters (Van Praag, 2003: 109-112). Yet even these variables explain only a modest part of the vote – added to socio-structural variables, political efficacy and cynicism explain 13% of the variance (Van der Brug, 2003: 96). There was a strong correlation between support for the LPF and the number of immigrants in a municipality – but the interpretation of aggregate data can always be contested (Orlebeke, 2002; Lemmens and Diederiks, 2003). LPF-voters were concentrated in the urbanized Western part of the country, but with important outlayers in the South; and striking differences between the four largest cities: Utrecht (14%), Amsterdam (17%), The Hague (23%) and Rotterdam (30%). Their ideological agreement with Fortuyn about these issues seemed to be the main reason for voting LPF; it explains 33% of the variance (Van der Brug, 2003: 96-98). Political scientists have shown that voters were aware of this agreement: Fortuyn had proven able “to change the political agenda and move issues related to asylum-seekers, immigrants and criminality to the forefront” (Van Holsteyn, Irwin and Den Ridder, 2003: 84). Analyzing the Dutch Parliamentary Election data, one might conclude that people voted for the LPF not because they were cynical about the system to begin with, but that they became cynical because they agreed with Fortuyn’s ideas – and noticed how the established parties reacted to him (Van den Brug, 2003: 98-101).

3. The ideology of the LPF

Fortuyn’s ideas have continued to inspire the LPF, also after his death. His ideology could be considered an eclectic but not necessarily incoherent mixture of liberalism, nationalism, communitarianism and populism (Pels, 2003: 16-21; Lucardie and Voerman, 2002). Fortuyn described his own ideology as “modernized liberalism” (1991). In a modern “contract society”, every citizen would be an entrepreneur, even if he would only sell his own labour force: an “entrepreneur of his own labour”. Thus a worker would negotiate pension plans and disability payments directly with his employer, instead of depending on trade unions and civil servants to do this for him (Fortuyn, 1995). The LPF did not go quite as far in its 2003 platform, but suggested (for example) that collective labour contracts would no longer be binding for everyone (2003: 383).

Fortuyn was not only a liberal with respect to socio-economic issues, but also in the moral realm. Equality between men and women, heterosexuals and homosexuals, was very important to him. The state should not interfere with private affairs like sexual behaviour. Drugs should be legalized. This was also the position of the LPF (2003: 371). Yet in fighting crime, Fortuyn as well as the LPF favoured a conservative

rather than liberal approach, emphasizing repression rather than prevention and social reforms (Lijst Pim Fortuyn, 2003: 370-1). Fortuyn's proposal of a universal social service for all Dutch citizens at the age of 18 – rephrased by his party as “a year of social training” (*maatschappelijk vormingsjaar*) – seems also more inspired by conservative or communitarian concerns than by liberalism (Fortuyn, 2002a: 176; Lijst Pim Fortuyn, 2003: 376). This social service would help young immigrants (or their children) integrate in Dutch society.

Integration of immigrants was Fortuyn's main concern since the 1990s. The issue caused his break with *Leefbaar Nederland* – and his growing popularity in urban areas where immigration was perceived as a problem. Fortuyn favoured a very restrictive immigration policy and assimilation of immigrants to “Dutch culture” – yet while rejecting nationalism (2001: 105). In a penetrating analysis of Fortuyn's ideology, Dick Pels disposes of this rejection and qualifies Fortuyn as an ethnic nationalist (*volksnationalist*) (2003: 228-46). S.W. Couwenberg, however, disagrees, because Fortuyn did not advocate cultural or ethnic homogeneity (2004: 61-2). Also Tjitske Akkerman argues that Fortuyn was a militant but liberal nationalist, rather than an ethnocentric one (2005: 345-348). This nationalism chimes in with his – almost romantic – opposition to a federal Europe which would “lack a soul” (Fortuyn, 1997). The LPF seemed to defend a more moderate position with respect to European integration (2003: 384-5). Yet the European Union is also criticized for its bureaucratic nature.

Fortuyn agreed with other populists that bureaucracy as well as “particracy” clash with democracy. Small is beautiful: small schools, hospitals and municipalities are able to govern themselves without bureaucrats and managers taking control (Fortuyn, 2002a: 39, 63, 147-148). This idea is shared by many, but not all populists (Puhle, 2003: 18). At the national level, it would be more difficult to wrest control from the political managers and bureaucrats who controlled the political parties and all political positions. Even so, it was Fortuyn's greatest ambition to restore democracy and return power to “the people in the country” (*de mensen in het land*) (1993; 2002a: 151, 184-6). His party considered this its primary aim, too⁴. How? In the first place, public officials like Mayors and the Prime Minister should be elected directly by the people. In the second place, citizens should have direct contact with their representatives. In the third place, the representatives in parliament should not merely follow the party line but heed the interests of their constituents as well as their own convictions. Parliament and cabinet should become more independent of each other, and of political parties (Fortuyn, 2002a: 141-3). And a referendum or people's initiative? No. A politician should listen to his constituents, but not shy away from his own responsibility. He should inspire public debate and exercise leadership (Fortuyn, 1993: 131, 211). The LPF also favoured an elected Prime Minister and elected Mayors, but did not reject the referendum. However, it preferred a consultative referendum to a binding one (Lijst Pim Fortuyn, 2003: 379).

Like other populists, Fortuyn was ambivalent about power and government. On the one hand, he distrusted the established political parties that had monopolized power in Dutch society. It was no coincidence that he founded the *List Pim Fortuyn* rather than a *Pim Fortuyn Party*. On the other hand, he wanted to become Prime

Minister – preferably of a “business cabinet” independent of political parties, but he did not exclude a conventional coalition with the established centre-right parties CDA and VVD either (Fortuyn, 1994; Chorus and De Galan, 2002: 225; *Reformatorsch Dagblad*, 30 April 2002). He passed on his love-hate relationship with governmental power to his party – thus hastening its doom.

4. Participation in government

In the Netherlands, elections condition but do not determine the formation of a government. Even the dramatic 2002 election results allowed several options: a “Scandinavian option” of a minority government led by the largest party – the CDA – and supported by VVD, LPF and/or the small Protestant parties; a centre-left coalition of CDA, PVDA and Green Left; or a “Flemish option” of a grand coalition of CDA, PVDA and VVD imposing a *cordon sanitaire* on the LPF (see Table 1). However, these options were incompatible with the consociational political culture of the Netherlands⁵. Consociationalism required reconciliation of the emerging conflict between populist opposition and elitist government, in other words: involving the LPF in a coalition, in order to pacify the unrest and discontent mobilized by Fortuyn and exacerbated by his violent death. Thus no one was surprised when the Queen appointed a Christian-democratic lawyer – Piet Hein Donner – to prepare and facilitate the formation of a majority government, who within a few days concluded this would imply a coalition of CDA, VVD and LPF (*Het kabinet Balkenende*, 2002: 115-116).

Obviously, the LPF was ill-prepared for this. In fact, it was not prepared for anything at all. It lacked a coherent programme, a formal party organisation and leadership – or a “strategic centre”, which every party in government needs, as argued by Joachim Raschke in his critical study of the German Greens (2001: 24-34). The very day after its founding father and president had died, the other members of the executive committee started quarrelling about his succession, until one of them, De Booi, resigned (Chorus and De Galan, 2002: 239). The party executive committee being practically impotent, only the parliamentary group could exercise some leadership within the LPF. On 16 May, it elected as Chairman Matt Herben, an amiable civil servant and press officer at the Department of Defence, and number 6 on the list of candidates. His position was contested right from the start, but he was perceived as the man who could keep the ranks closed (Chorus and De Galan, 2002: 281). Winny De Jong, number 4 on the list, claimed Fortuyn had designated her as Chair(woman) in case he would become Prime Minister – an illustration of the charismatic leaders’ succession problem analyzed already by Weber. However, the other members of parliament rejected her claim. For the time being, they allowed Herben to carry on negotiations about a government coalition with Christian Democrats and Liberals. Very few preferred to stay away from the government; after all, Fortuyn himself had advocated a coalition of LPF, CDA and VVD – even if he had preferred a “business cabinet”⁶. Yet Herben was often criticized for his “softness” in the negotiations.

On 1 July the three party leaders reached a “Strategic Agreement” (*strategisch akkoord*), intended as a programme for the next government. It contained proposals from all three election platforms, sometimes in a diluted form. The emphasis on public safety and a tough immigration policy as well as the idea of electing rather

than appointing Mayors and the proposal to abolish education in immigrant languages at primary schools reflected the demands of the LPF; to some extent also the critical comments about large schools and large municipalities, though these could have come from the Christian Democratic manifesto as well (Dutch Government, 2002: 11-65). Herben defended the agreement at a meeting that was meant to be the first formal party congress of the LPF, organized by the executive council on 3 July. Most of the about 800 members present at the meeting cheered Herben, but some members expressed dissatisfaction with his moderate course and style. The status of the meeting had been questioned, however, by the two remaining members of the executive committee, Dost and Langendam, who quarrelled constantly with the parliamentary group (Chorus and De Galan, 2002: 216). At some point, the parliamentary group even threatened to break away from the party – taking with it all claims to government subsidies⁷. Just before the meeting began, Dost and Langendam resigned. A new acting president was appointed: Ed Maas, a businessman who had made a fortune through real estate investments and was willing to take care of the party debt (Chorus and De Galan, 2002: 206-208, 213)⁸. Maas appointed a “management team” to assist him, which included some of the internal party critics. At the next party congress members would be able to elect a “real” executive committee, so he said. Like his predecessor Langendam, Maas would soon clash with the leadership of the parliamentary group – again about money: he argued the members of parliament were obliged to contribute 15% of their salaries to the party chest.

So far, the parliamentary group had maintained some unity and overcome internal disputes. It approved not only of the government programme but also of the agreement about the distribution of portfolios in the new cabinet – though only after sending Herben twice back to the negotiating table. On 22 July the cabinet was sworn in by the Queen. The LPF contributed four ministers and five deputy ministers (*staatssecretarissen*). It was a rather diverse company: the vice-premier was Eduard Bomhoff, an economics professor and (critical) member of the Labour Party; Roelf de Boer, Minister of Transport and Public Works, a businessman and member of the Liberal Party; Hilbrand Nawijn, Minister of Immigration and Integration (a new portfolio) was a Christian Democrat and civil servant; Herman Heinsbroek, Minister of Economic Affairs, had made a fortune in the music business and was the only one without any political affiliation (Dutch Government, 2002: 79-110). Of all ministers and deputy ministers only one, Philomena Bijlhout, had been elected Member of Parliament for the LPF. Yet she resigned seven hours after her installation, when journalists discovered she had been a member of the people’s militia in Surinam which was set up by the military dictator Bouterse – and worse, she had lied about this (*NRC Handelsblad*, 23 July 2002 and 31 August 2002).

In August the parliamentary group began to lose its (apparent?) unity and coherence. Several members felt Herben had cut a poor figure in parliament, already in the first debate about the government programme (Chorus and De Galan, 2002: 318). While on a holiday in Germany, he decided to give in to his critics and resign his position. On 20 August the parliamentary group elected as new leader Harry Wijnschenk, a publisher of a motorcycle magazine and in his own words “a diehard” (*Trouw*, 21 August 2002). He defeated Gerhard van As, who was favoured by Maas,

whereas De Booij – officially no longer a member of the executive committee, yet still active behind the scenes – supported Wijnschenk. Van As did not hide his contempt for his rival. When parliament reconvened in September to discuss the budget of the new government, Wijnschenk made a serious mistake in the debate (trying to spend the same amount of money twice) and generally did not do better than Herben in July. He received even stronger criticism than his predecessor. An assistant of Winny De Jong, a rather critical MP, wrote a rather devastating report on Wijnschenk which was circulated and somehow leaked to the press. Immediately Wijnschenk had the assistant fired. This enraged De Jong, who “declared war” on her parliamentary leader and his “evil genius” Hoogendijk, whom she accused of having bought his seat (*De Volkskrant*, 20 September 2002; *NRC Handelsblad*, 27 September 2002). On 1 October Wijnschenk managed to expel De Jong and her ally Cor Eberhard from the parliamentary group, but only after he had threatened to leave the group himself if it did not comply with his request (*NRC Handelsblad*, 2 October 2002). A day before, he had called for Heinsbroek to become political leader of the party – perhaps a way to strengthen his own position? It was a surprising move. In the Netherlands the political leader of a party is usually the chairman of the parliamentary group or the Prime Minister c.q. vice-prime minister. Thus Bomhoff, the vice-premier of the LPF, felt offended. Yet Heinsbroek said he liked the idea and even left a ministers’ meeting in Brussels in order to see and support Wijnschenk.

It may have been a Pyrrhic victory for Wijnschenk. His leadership continued to be criticized, not only by the two dissidents and some members of the parliamentary group who did not go public; but also by the (provisional) party president, Ed Maas. Maas had been busy building a party organisation, province by province. By the end of September, the provincial branches had met and elected provincial leaders. On 5 October, the provincial leaders met in Utrecht. They were unanimous in their rejection of Wijnschenk – though they realized they could not force him to resign. Preferring not to react to the criticisms, Wijnschenk left the meeting before it ended. Bomhoff also addressed the meeting, calling for a “confucianist”, conciliatory approach rather than a “machiavellian one” – “what a lot of bullshit” (in Dutch: “*wat een lulverhaal*”), Heinsbroek commented, just audibly (*Trouw*, 7 October 2002; *NRC Handelsblad*, 7 October 2002).

In the next week, tensions rose between Bomhoff and Heinsbroek, who had never been on friendly terms anyway. The former economic professor criticized the Central Planning Bureau, which belonged to Heinsbroek’s portfolio. By the end of the week, the two ministers did not talk to each other any more. Now the coalition partners began to worry. The conflict between the two ministers was intertwined with tensions within the parliamentary group (pro and contra Wijnschenk) and with tensions between the latter and the (provisional) executive committee. No one had the authority to mediate, and the party-*in-statu-nascendi* did not have formal or informal rules or institutions to handle conflicts. When the ministers failed to end their quarrels and refused to resign, the leaders of CDA and VVD decided to break up the coalition. On 16 October the Prime Minister tendered the resignation of his cabinet to the Queen. It would continue as a caretaker government – without Bomhoff and Heinsbroek – until anticipated elections would be held.

The same day, the parliamentary group of the LPF met, without its leader, and deposed him, with 17 votes in favour and 2 abstentions. Even formerly loyal supporters now attacked Wijnschenk, calling him a scoundrel (*een boef*) who had cheated with expense accounts. Herben was re-elected chairman; Van As became vice-chairman. Wijnschenk reacted angrily: calling the LPF a “rotten place” (*verrotte tent*), its members of parliament “trash” (*brandhout*) and its leaders “scum” (*uitschot*) (*Rotterdams Dagblad*, 17 October 2002; *Trouw*, 18 October 2002). He had accused Maas already before of manipulating the party with real estate interests in mind (*De Volkskrant*, 3 October 2002). Wijnschenk left the LPF and tried to set up a new party, the List New Politics (*Lijst Nieuwe Politiek*) with Heinsbroek, while retaining his seat in parliament.

Two days later, October 19th, the first formal party congress of the LPF met at Utrecht and elected Maas president. The almost 700 members also elected other members of the executive committee recommended by Maas – following a procedure that was not quite democratic, according to some critics (*NRC Handelsblad*, 19 October 2002; *De Volkskrant*, 21 October 2002). Two critics went to court, and won their case. Another meeting was held on 3 December in Rotterdam. Again, Maas was elected, with 665 out of 685 votes. The two critics were expelled from the party and thrown out of the building immediately (*Trouw*, 4 December 2002; *Reformatorisch Dagblad*, 4 December 2002). Four days later, the party congress met again in Rotterdam to elect candidates for parliament. In November, a committee had held talks with 250 applicants and selected 40 of them. Nawijn had been nominated to lead the list. At first he seemed eager to do so, but on 6 December, a day before the congress met, he said he would not accept the nomination for personal reasons – presumably because of several threats he had received. He preferred to be candidate number 35. His position had been undermined also by his defence of the death penalty – almost a taboo in Dutch politics. Instead of Nawijn, Herben was elected leader of the list (*NRC Handelsblad*, 9 December 2002). Fourteen members of parliament were not put on the list: former supporters of Wijnschenk, but also quiet backbenchers (*De Volkskrant*, 21 December 2002).

In spite of all troubles, the LPF waged a fairly effective election campaign. It had rented a bus which toured the country. It spent about 750,000 euros, mainly on advertising – with slogans “*Heb lef, stem LPF!*” (Have the guts, vote LPF) and “Give us a second chance” (*NRC Handelsblad*, 22 January 2003). Owing to Maas, no doubt, the party war chest had been filled again. Indirectly also the government had contributed, as the party had received in September a subsidy based on its number of seats: about 500,000 euros (*NRC Handelsblad*, 25 September 2002). Moreover, party membership had risen to about 4,000: people who would advertise the party by word of mouth. In the polls, the LPF had lost support almost every week from 15 May, when it received 17% of the vote, to late October, when only 2% of the respondents said they would vote for it; yet in November support rose again to 4% (*De Volkskrant*, 17 October 2002; *Reformatorisch Dagblad*, 9 November 2002). Moreover, its main rival, the List New Politics founded by Wijnschenk and Heinsbroek, did not participate in the elections: they failed to recruit a sufficient number of qualified candidates, Heinsbroek said – though polls had predicted 3 or even 8 seats for the LNP (*De Volkskrant*, 7 November

2002). Two other rivals, the Conservatives (*Conservatieven.nl*), set up by De Jong, and the Alliance for Renewal and Democracy, founded by dissident members after the October congress, did not pose serious threats – and would attract together less than 0.1% of the vote. The LPF had presented a fairly moderate yet conservative platform (Lijst Pim Fortuyn, 2003) As all other parties had become more conservative, especially with respect to immigration and crime, the LPF failed to differentiate itself very clearly from the rest and became a “normal” right-wing party rather than a populist movement (Pennings and Keman, 2003: 59, 64). According to one of its members of parliament, the political scientist and journalist Ferry Hoogendijk, the party had turned from a pitbull terrier into a lap dog that yapped rather than barked or bit (*De Volkskrant*, 16 April 2003).

In parliament, though still supporting the caretaker government, the LPF had created some distance between itself and its partners by presenting fairly drastic plans for fighting bureaucracy (reducing the public service by 30%, giving each public servant his own budget) and for punishing convicted criminals much more severely. Since October, LPF members of parliament had begun to act more like other parliamentarians, asking questions and presenting motions – though they still did not produce as much and were more often absent than members of CDA, PVDA or VVD (*NRC Handelsblad*, 20 January 2003) ⁹.

The LPF won 5.7% at the elections on 22 January 2003, enough for 8 seats. The last seat went to Nawijn, who received a sufficient number of preferential votes in spite of (or owing to?) his controversial statements – not only about the death penalty, but also about the “rituals” in parliament. Many voters had switched from LPF to VVD or CDA (almost half of the 2002 LPF-voters), others had stayed home or voted for a leftwing party (about 10%) (Van Holsteyn and Den Ridder, 2005: 180).

5. Ideological and organizational development

Did participation in government cause the LPF to change its ideology and party organization? It is difficult to answer this question for a party that did not really exist before it entered the government. After all, the List Pim Fortuyn was set up in February, three months before the general elections. In March, Fortuyn published a book which was presented as a party programme (2002). The 186-page book was a rather idiosyncratic blend of autobiographical elements, dry statistics and political demands. It was demolished immediately by all other political leaders, but became a political bestseller – it would be sold out within a few days ¹⁰. In April, a (rather moderate) 7-page summary of this programme was published on the website of the LPF (Lijst Pim Fortuyn, 2002b). Priority was given to security, integration of immigrants and restriction of immigration, reduction of bureaucracy by returning to smaller scale (hospitals, schools, municipalities) and election of mayors and of the Prime Minister. When the coalition of LPF, CDA and VVD fell apart and new elections were called, the LPF revised and expanded its platform (to 24 pages). It did not deviate substantially from the earlier version, but spelled out measures to fight crime and to reduce immigration. With respect to some issues it might be considered more liberal or less conservative: it called for legalization of soft drugs and cautioned against privatisation of public utilities, for instance (Lijst Pim Fortuyn, 2003). It lacked some of the populist rhetoric

of Fortuyn's book. Coded by Pennings and Keman, the 2003 programme turns out to be a bit less right-wing and less conservative than the 2002 text (2003: 59). At the same time, almost all established parties had adopted more conservative and right-wing positions in their platforms, thus reducing the distance between them and the LPF. This may have contributed to the severe electoral defeat of the LPF (from 26 to 8 seats), apart from other factors like its internal conflicts and lack of leadership. The ideology is, however, still "under construction", as the recently appointed director of the party's research office, the social scientist Bert Snel, admitted (*De Volkskrant*, 23 February 2004).

The organization of the "party-on-the-ground" seemed to develop almost independently of the party-in-office. The party constitution promoted grass roots democracy – all members were allowed to attend and vote at the party congress, for example (Lijst Pim Fortuyn, 2002a). However, there was no time to organize a party congress before the elections of May 2002. Hence, Fortuyn selected all parliamentary candidates, with the help of the party secretary, Langendam (Chorus and De Galan, 2002: 163-70). Before the elections of January 2003, party congress made the final selection, by rank-ordering candidates nominated by a selection committee¹¹. This is an unusual procedure among Dutch parties, but not necessarily less democratic than candidate selection by delegates from local branches, as was practiced by the PvdA, for instance.

6. Epilogue: Developing into an Opposition Party

Even after the October crisis and the dramatic loss of 18 seats in January 2003, the LPF proved willing to join again a coalition with CDA and VVD. Only when Balkenende managed to build a coalition with the two Liberal parties, VVD and D66 (after long negotiations with the PvdA had failed), the LPF accepted grudgingly its role as opposition party. Whilst Herben had cherished hope of a "second chance" as late as April, his colleague Van As had alienated the Christian Democrats by calling their leader a Pharisee (*NRC Handelsblad*, 14 April 2003 and 17 April 2003). Van As had expressed preference for the opposition already in January (*De Volkskrant*, 23 January 2003). Yet apart from these differences of opinion regarding strategy, the parliamentary group seemed now more united and disciplined than before the elections of 22 January. It would lend critical support to the government – especially when the latter was attacked by the leftwing opposition – yet also fall back on a populist critique of the "elitist style" of the government (*regenteske manier van regeren*) (Lijst Pim Fortuyn, 2004: 13).

In provincial elections in March 2003 the LPF won 2.9% and 17 seats. Compared with the parliamentary elections of January this appears a heavy loss; however, in most provinces the LPF had to compete with populist provincial parties, "Liveable Brabant", "Liveable South Holland" and so on, which may have lured voters away from the LPF. In May the members of the provincial parliaments elected the Senate or First Chamber. If the LPF-members had practiced party discipline they would have elected two senators. Obviously, party discipline was still a problem: only one senator was elected, former deputy minister (and police commissioner) Rob Hessing (*NRC Handelsblad*, 27 May 2003).

Disunity continued also within the party organisation. When Maas dismissed two members from the executive committee in June, several provincial leaders protested (*De Volkskrant*, 28 June 2003). At the annual party congress, held on 10 July in Rotterdam, leaders of four provincial branches criticized the “despotic leadership” of Maas and asked for a vote of non-confidence. However, soon it became obvious that they did not stand a chance against Maas and Herben, who turned up with 1,500 proxy votes at the meeting, which was attended by no more than 450 members. As a result, about 20 critical members left the party immediately – among them the four provincial leaders and one member of a provincial parliament (*De Volkskrant*, 11 July 2003). Some of the dissidents would set up a new party. On 1 October Maas resigned, tired of the permanent conflicts and distrust in the party – so they said (*Trouw*, 1 October 2003) The remaining members of the executive committee appointed a new (acting) president, Ton van Dillen. In the same month, the party treasurer resigned, under pressure, because it turned out he had been convicted for financial improprieties in 2001 (*Trouw*, 21 October 2003). In June 2004, the party congress elected a new executive committee. Meanwhile, party debts had risen to more than two million euros. Some members of the executive committee tried to declare the party bankrupt, but legal problems prevented this (*NRC Handelsblad*, 17 August 2004). Disagreement about the way to deal with the debt split the executive committee. Some members accused others of sabotage and physical intimidation and resigned (*De Volkskrant*, 21 August 2004). Eventually, only two members remained in charge, Jan Belder and Sergej Moleveld. Belder became president, but when it was revealed that he had been convicted for fraud in 1985, he stepped down (*De Volkskrant*, 30 August 2004). Moleveld succeeded him as (acting) president – until he was arrested in November 2004, for writing threatening letters to himself and to the leader of the parliamentary group which were supposed to be sent by an islamist group (*NRC Handelsblad*, 11 November 2004). In February 2005, party congress elected again a new executive committee, chaired now by Snel, who had been appointed director of the new research office of the party in 2004 (www.lijstpimfortuyn.nl/article.php?id=32, 29 April 2005).

Meanwhile, most members of the parliamentary group had left the LPF. Herben continued to maintain contacts with the various executive committees, but had been replaced as chairman by Van As. Nawijn claimed a *status aparte* within the group, and established close contacts with *Vlaams Belang* (formerly the Flemish Bloc) against the protest of other members of the group. Practically all members talked about formation of a new conservative populist party – but it was not very clear to what extent this would be a common project. Some seemed to prefer co-operation with Geert Wilders, a Liberal Member of Parliament who left the vvd in 2004 and tried to set up a new populist party as well.

The LPF had attracted only 2.6 % of the popular vote at the 2004 European elections – not enough for a seat. Opinion polls indicate that the party would obtain at best one seat, if elections were held now ¹². Hence, it would be an understatement to conclude that its future is extremely uncertain.

7. Conclusions

Fortuyn managed to put immigration and integration on the political agenda and mobilize voters on this issue, owing to his charismatic and rhetorical qualities. When he was assassinated, his fledgling party fell in a vacuum – the succession problem that all charismatic leaders bequeath to their followers, as Weber pointed out (1968: 163-165). The problem is not insoluble, as the Norwegian Progress Party has demonstrated. However, the *Fremskrittsparti* experienced more gradual growth, could take time to develop an organization and ideology and did not participate in government. As Harmel and Svasand showed, more or less charismatic “creators and preachers” may be needed to put a new party on the map (the first stage of institutionalization), but then “organizers” and “stabilizers” are required to consolidate the organization and reconcile conflicts (its second stage) and negotiate with other parties (the third stage) (1993). Anders Lange was a “creator and preacher”, Carl I. Hagen an organizer (though he has charismatic qualities, too) and his successor may be a “stabilizer”. In a way, the LPF followed a similar path by selecting the conciliatory Herben as successor of the “preacher” Fortuyn; but the LPF entered the third stage of negotiating in a coalition government before it had completed the first and second stage – in fact, it had not even entered the second stage.

Thus, by joining the government even before the party had developed any institutions, it aggravated the problem of leadership transition. The party lacked formal and informal rules and bodies that might help to solve conflicts, it lacked a strategic centre (in Raschke’s terms) to reconcile differences of opinion and it lacked a coherent ideology that might create (in the course of time) a sense of belonging and solidarity. As far as we know, practically all conflicts were power struggles and personality clashes (*incompatibilité d’humeurs*) rather than ideological or political disagreements.

Its decision to participate in the government seems a strategic mistake. Why did the party decide to join a coalition with Christian Democrats and Liberals? Fortuyn and his followers distrusted, if not hated all established parties – most of all the Labour Party, but also CDA and VVD. Fortuyn accused them of elitism, an obsession with power and indifference to the real needs of the people. Power should be taken away from the professional party politicians and returned to the people. It seems very naïve to believe that signing a Strategic Agreement with CDA and VVD would usher in this kind of democratic revolution. Yet Fortuyn loved power, too. “Make no mistake, I will be Prime Minister of this country!” (*Ik word minister-president van dit land, vergis je niet!*) he shouted when he was expelled from *Leefbaar Nederland* in February 2002 (Chorus and De Galan, 2002: 150). In the terms of Kaare Strom, the LPF was clearly an office-seeking party (1990).

Opposition or support for a minority government (the Norwegian and Danish solution) would have allowed the LPF to maintain its populist critique of the political elite. However, the love-hate relationship with power of the LPF (and of Fortuyn himself) pushed the office-seeking party on the fatal path of premature participation in government. Love and hate make an explosive mixture.

References

- Akkerman, T. (2005), "Anti-immigration parties and the defence of liberal values: the exceptional case of the List Pim Fortuyn", *Journal of Political Ideologies*, 10: 3, 337-354.
- Chorus, J. and de Galan, M. (2002), *In de ban van Fortuyn. Reconstructie van een politieke aardshok*, Amsterdam: Mets & Schilt.
- Couwenberg, S.W. (2004), *Opstand der burgers: de Fortuyn-revolte en het demasqué van de oude politiek*, Budel: Damon.
- Ellemers, J. (2002), "Pim Fortuyn: een zuiver geval van charismatisch gezag", *Facta*, 10: 7, 2-5.
- Fortuyn, W.S.P. (1980), *Sociaal-economische politiek in Nederland 1945-1949*, Groningen: University dissertation.
- (1991), "Op weg naar een geatomiseerde samenleving?", *Namens*, 6: 5, 7-11.
- Fortuyn, P. (1993), *Aan het volk van Nederland. De contractmaatschappij, een politiek-economische zedenschets*, Amsterdam/Antwerp: Contact.
- (1994), *Het zakenkabinet Fortuyn*, Utrecht: Bruna.
- (1995), *Uw baan staat op de tocht! De overlegeconomie voorbij*, Utrecht: Bruna.
- (1997), *Zielloos Europa. Tegen een Europa van technocraten, bureaucratie, subsidies en onvermijdelijke fraude*, Utrecht: Bruna.
- (1998), *Babyboomers: autobiografie van een generatie*, Utrecht: Bruna.
- (2001), *De islamisering van onze cultuur. Nederlandse identiteit als fundament*. Uithoorn/Rotterdam: Karakter Uitgevers/Speakers Academy (Second, revised edition).
- (2002a), *De puinhopen van acht jaar paars. Een genadeloze analyse van de collectieve sector en aanbevelingen voor een krachtig herstelprogramma*, Uithoorn/Rotterdam: Karakter Uitgevers/Speakers Academy.
- (2002b), *De verweesde samenleving: een religieus-sociologisch traktaat*, Uithoorn/Rotterdam: Karakter Uitgevers/Speakers Academy (Second edition).
- Dutch Government (2002), *Het kabinet Balkenende*, The Hague: Sdu.
- Harmel, R. and Svasand, L. (1993), "Party leadership and party institutionalisation: three phases of development", *West European Politics*, 16: 2, 67-88.
- Kleinnijenhuis, J. et al. (2003), *De puinhopen in het nieuws. De rol van de media bij de Tweede Kamerverkiezingen van 2002*, Alphen aan den Rijn/Malines: Kluwer.
- Lemmens, P. and Diederiks, J. (2003), "Allochtonie en het electorale succes van de LPF", *Facta*, 11: 1, 22-23.
- Lucardie, P. and Voerman, G. (2002), "Het gedachtegoed van Pim Fortuyn: liberaal patriot of nationaal populist?", *Socialisme & Democratie*, 59: 4, 32-42.
- Lijst Pim Fortuyn (2002a), *Statuten Lijst Pim Fortuyn*, on-line: www.pimfortuyn.nl/party99f8. (March 22, 2004).
- (2002b), "'Zakelijk met een hart' Verkiezingsprogramma 2002", in *Verkiezingsprogramma's. Verkiezingen van de Tweede Kamer 15 mei 2002 en 22 januari 2003*, Amsterdam: Rozenberg, 361-367.
- (2003), "Politiek is passie. Verkiezingsprogramma 2003", in *Verkiezingsprogramma's. Verkiezingen van de Tweede Kamer 15 mei 2002 en 22 januari 2003*, Amsterdam: Rozenberg, 368-392.
- Jacob F. Orlebeke, Jacob, F. (2002), "Het succes van de Lijst Pim Fortuyn", *Facta*, 10: 7, 10-11.
- Pels, D. (2003), *De geest van Pim. Het gedachtegoed van een politieke dandy*, Amsterdam: Anthos.
- Pennings, P. and Keman, H. (2003), "The Dutch Parliamentary Elections in 2002 and 2003: The Rise and Decline of the Fortuyn Movement", *Acta Politica*, 38: 1, 51-68.

- Puhle, H.-J. (2003), "Zwischen Protest und Politikstil: Populismus, Neo-Populismus und Demokratie", in Werz, N. (ed), *Populismus. Populisten in Übersee und Europa*, Opladen: Leske + Budrich, 15-43.
- Raschke, J. (2001), *Die Zukunft der Grünen: "So kann man nicht regieren"*, Frankfurt: Campus Verlag.
- Strom, K. (1990), "A Behavioral Theory of Competitive Political Parties", *American Journal of Political Science*, 34: 2, 565-598.
- Van der Brug, W. (2003), "How the LPF Fuelled Discontent: Empirical tests of explanations of LPF-support", *Acta Politica*, 38: 1, 89-106.
- Van Herwaarden, Cl. (2005), *Fortuyn, chaos en charisma*, Amsterdam: Bert Bakker.
- Van Holsteyn, J.M., Galen A. I. and den Ridder, J.M. (2003), "In the Eye of the Beholder: The Perception of the List Pim Fortuyn and the Parliamentary Elections of May 2002", *Acta Politica*, 38: 1, 69-87.
- Van Holsteyn, J.M. and den Ridder, J.M. (2005), *Alles blijft anders. Nederlandse kiezers en verkiezingen aan het begin van de 21^e eeuw*, Amsterdam: Aksant.
- Van Praag, Ph. (2003), "De LPF-kiezer: rechts, cynisch of modaal?", *Jaarboek 2001 DNPP*, Groningen: Documentatiecentrum Nederlandse Politieke Partijen, 96-116.
- Wansink, H. (2004), *De erfenis van Fortuyn: de Nederlandse democratie na de opstand der kiezers*, Amsterdam: Meulenhoff.
- Weber, M. (1968), *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre* (Edited by J. Winckelmann), Tübingen: Mohr.

Abbreviations

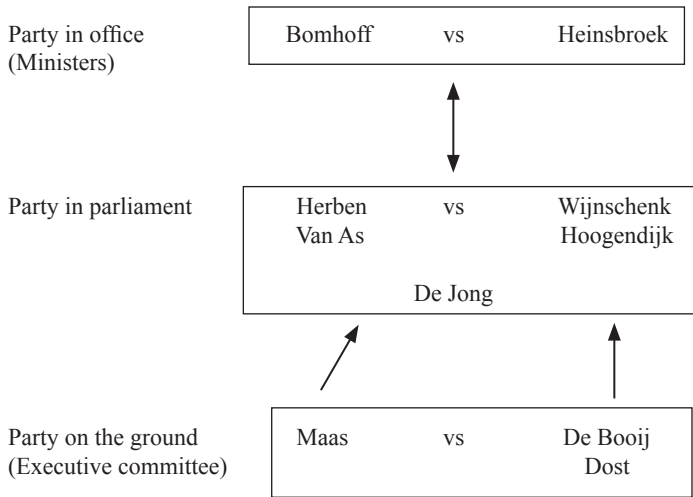
CDA	<i>Christen-Democratisch Appèl</i> : Christian Democratic Appeal.
D66	<i>Democraten '66</i> : Democrats '66.
GL	<i>GroenLinks</i> : Green Left.
LN	<i>Leefbaar Nederland</i> : "Liveable" Netherlands.
LPF	<i>Lijst Pim Fortuyn</i> : List Pim Fortuyn.
PvdA	<i>Partij van de Arbeid</i> : Labour Party.
SP	<i>Socialistische Partij</i> : Socialist Party.
VVD	<i>Volkspartij voor Vrijheid en Democratie</i> : People's Party for Freedom and Democracy (Liberal Party).
pvv	<i>Partij voor de vrijheid</i> : Freedom Party

Table 1
Parliamentary elections in the Netherlands: 1998- 2003

	1998		2002		2003		2006	
	%	Seats	%	Seats	%	Seats	%	Seats
CDA	18.4	29	28.0	43	28.6	44	26.5	41
PvdA	29.0	45	15.1	23	27.3	42	21.2	33
VVD	24.7	38	15.4	24	17.9	28	14.6	22
D66	9.0	14	5.1	7	4.1	6	2.0	3
GL	7.3	11	6.9	10	5.1	8	4.6	7
Protestant parties ¹	5.1	8	4.2	6	3.7	5	5.6	8
SP	3.5	5	5.9	9	6.3	9	16.6	25
LPF	-	-	17.0	26	5.7	8	0.2	2
LN	-	-	1.6	2	0.4	0	-	-
PVV	-	-	-	-	-	-	5,89	9
Others	1.9	0	0.8	0	0.9	0	1.0	0
Total	100%	150	100%	150	100%	150	100%	150

¹ In 1998 three Protestant parties competed with each other; in 2000 two of them confederated into the Christian Union.

Figure 1
Party strata and conflicts within the LPF (2002)



Notes

¹ In German: “Hingabe an die Person des Herrn und ihre Gnadengabe”. “Das ewig neue, Ausserwärtliche, Niedagewesene und die emotionale Hingenommenheit dadurch sind hier Quellen persönlicher Hingebung”.

² Empirical political scientists often question the relevance of the notion of charisma, but tend to reduce it to “popularity” (see for example Van der Brug, 2003: 92).

³ Both Van der Brug and Van Praag used data of the Dutch Parliamentary Election Study 2002.

⁴ In the constitution, the goal of the party was defined as “involve the citizens of the Netherlands and let them participate in public administration and social organisations, give the country back to the people in the country” (“de burgers van Nederland intensief te betrekken bij en te laten participeren in allerhande vormen van openbaar bestuur en maatschappelijke organisaties, kortom: het land terug te geven aan de mensen in het land”) (Lijst Pim Fortuyn, 2002: 2.1).

⁵ Only the VVD – never very keen on consociationalism – favoured the Scandinavian option at first (Dutch Government, 2002: 116).

⁶ Ferry Hoogendijk claimed later he was one of the few (*Algemeen Dagblad*, 14 December 2002).

⁷ In the Netherlands only parties represented in parliament can claim a subsidy, proportional to its number of representatives.

⁸ Chorus and De Galan, 2002: 206-208, 213; it has been suggested that Maas contributed 100,000 euros himself and managed to have the rest paid by others (*NRC Handelsblad*, 2 October 2002). The campaign had costed about 725,000 euros, mainly spent on advertising and expenses of Fortuyn and his team; most of it had been funded by five businessmen, four of whom were dealing with real estate.

⁹ Absenteeism was higher among LPF members: 21%, compared to PvdA (13%), VVD (11%) and CDA (7%).

¹⁰ It would be reprinted very soon; altogether about 170,000 copies were sold in 2002 (email from the publisher, 11 August 2003).

¹¹ Telephone interviews with A. de Jong, LPF Bureau, May 25, 2004 and June 10, 2004.

¹² On 21 October a poll suggested the LPF would win 1.2% of the vote, almost enough for two seats. But three weeks before, it was down to 0.2%, not enough for one seat.

La législation italienne des années 2001-2005 porte-t-elle la marque des nouvelles droites ?

Christophe BOUILLAUD

De 2001 au printemps 2006, le gouvernement italien fut de nouveau présidé par Silvio Berlusconi dans le cadre de la « Maison des libertés ». Cette dernière est très largement dominée – électoralement, idéologiquement – par trois partis, qui sont identifiés par les comparatistes à des formes de nouvelle droite (Diamanti, 2003) : la Ligue Nord d'Umberto Bossi, qui apparaît comme l'exemple même en Europe de l'Ouest du « parti infréquentable », xénophobe, populiste et antieuropéen ; Alliance nationale de Gianfranco Fini, dont il est difficile d'oublier qu'il constitue le « parti successeur » de la principale force néo-fasciste d'Europe de l'Ouest, le Mouvement social italien ; et enfin, *Forza Italia*, fondé par Silvio Berlusconi, considéré en général comme un parti populiste pour l'essentiel (Tarchi, 2003), même si un courant d'étude en revalorise l'enracinement dans la vie politique italienne sur la longue durée (Poli, 2001). L'Italie contemporaine apparaît ainsi aux yeux de certains analystes italiens (par exemple, Mastropaolo, 2005) comme le pays le plus marqué en Europe occidentale par l'influence politique des nouvelles droites.

Face à un tel accès au pouvoir d'Etat de trois partis de « nouvelle droite », l'on est en droit d'attendre un bouleversement des politiques publiques italiennes, y compris à travers l'instrument cardinal que représente en démocratie parlementaire, la loi. Après moins d'une année d'exercice, un premier bilan (très négatif) du gouvernement Berlusconi avait déjà été dressé par un groupe de chercheurs italiens (Tuccari, 2002). Les violences policières autour du G8 de Gênes en juillet 2001, la démission du ministre italien des Affaires étrangères, Renato Ruggiero, en janvier 2002 constatant la domination du gouvernement par des forces antieuropéennes, les déclarations déplacées de S. Berlusconi dans l'enceinte du Parlement européen au début du semestre italien de la présidence de l'Union européenne en juillet 2003, la polémique déclenchée par les déclarations « intégristes » de Rocco Buttiglione

lors de son audition par le Parlement européen en 2004 pour devenir commissaire européen qui l'obligèrent d'ailleurs à renoncer à cette charge, ou les articles répétés de *The Economist* dénonçant les origines douteuses de la fortune de S. Berlusconi, ont contribué à répandre en Europe l'image d'un gouvernement à la limite des convenances démocratiques. En Italie même, un important mouvement d'opposition au berlusconisme s'est développé en marge des partis de centre-gauche. Connu sous le nom de « *Girontondi* » (littéralement les rondes), ce mouvement entendait défendre les institutions de garantie du pluralisme que constituent à ses yeux, une magistrature indépendante capable de condamner aussi la « criminalité en col blanc » (Lascoumes, 1997), et une télévision publique indépendante du pouvoir politique du moment. Par ailleurs, la participation de l'Italie à la coalition rassemblée par les Etats-Unis pour renverser le régime baasiste en Irak y a provoqué le développement d'un mouvement pacifiste sans précédent.

De fait, les peurs initiales d'une dérive vers un « régime » ont très largement été démenties par les faits : l'opposition, loin d'être affaiblie par des mesures qui auraient limité sa capacité d'action, a vite repris le terrain perdu sur le centre-droit dans les années 1998-2001 du point de vue électoral et donc des postes électifs. Bologne, perdue en 1999, est regagnée en 2004 au profit de Sergio Cofferati. Ce dernier se trouve être l'ancien leader du plus grand syndicat italien, la CGIL, qui n'a eu de cesse de s'opposer à la politique sociale du gouvernement depuis 2001. A partir du milieu de la législature, la « Maison des libertés » a accumulé les défaites électorales face à son adversaire, « l'Olivier » d'abord, puis « l'Union » : les élections régionales du printemps 2005 et le scrutin national d'avril 2006 ont constitué le point culminant du processus. Au scrutin régional, une nette majorité de régions est restée au centre-gauche ou est passée du centre-droit au centre-gauche. L'effritement électoral de la « Maison des libertés » depuis 2003 était tel que la coalition de centre-droit s'est engagée à l'automne 2005 dans une réforme *ad hoc* du mode de scrutin qui aurait dû lui permettre de remporter malgré tout les élections générales du printemps 2006.

Par ailleurs, malgré sa mainmise sur le pouvoir exécutif et législatif et les nombreuses lois adoptées pour contrer l'action d'une partie de la magistrature, la coalition de centre-droit n'a pu empêcher qu'une partie au moins des procès *de première instance surtout* concernant les activités économiques illicites de S. Berlusconi et de ses proches collaborateurs dans les années 1980 aille à leur terme : de fait, bien plus que ces diverses lois, c'est la lenteur même des procédures en matière de « criminalité en col blanc » (qui entraînent de nombreuses prescriptions de délits constitués) qui est susceptible de dégager S. Berlusconi et ses collaborateurs de toute poursuite.

La thèse de la mise en place d'un « régime » ne tient donc guère et le gouvernement de S. Berlusconi ne pouvait pas par ailleurs s'appuyer, pour renforcer son pouvoir, sur des succès économiques qui en auraient renforcé la légitimité auprès de la masse des électeurs. En effet, le retournement de l'électorat tient largement aux faibles performances de l'économie italienne depuis 2001. Certes, à en juger par les statistiques du chômage et de l'inflation, la situation paraît plutôt satisfaisante : le chômage diminue fortement et l'inflation paraît sous contrôle. Mais le vécu des citoyens italiens est en contradiction avec ces statistiques : le chômage

diminue grâce à une multiplication des contrats atypiques et l'inflation ressentie semble fort déconnectée de l'indicateur officiel. Le passage à l'euro a amené en Italie une hausse très forte des prix des achats de la vie quotidienne, hausse que le gouvernement de centre-droit n'a eu d'autre choix que de reconnaître au printemps 2004 lors de la campagne pour le renouvellement du Parlement européen pour en attribuer la responsabilité aux gouvernements de centre-gauche qui l'ont précédé et qui auraient mal préparé le passage de la lire à l'euro. Par ailleurs, le gouvernement de S. Berlusconi s'est avéré incapable de résoudre, au moins à court terme, les dilemmes structurels de l'économie et de la société italiennes (que sont, par exemple, la modification profonde de la pyramide des âges et l'écroulement démographique qui s'annonce, la perte de compétitivité du *made in Italy* devenu patente depuis 2002, le très faible accès des jeunes à l'enseignement supérieur, le niveau très faible de la R&D, etc.), comme d'ailleurs les gouvernements de centre-gauche des années 1990 qui l'ont précédé. Cet échec socio-économique est souligné en 2005 par les déclarations virulentes de Luca Di Montezemolo, nouveau « patron des patrons » italien, sur la « compétitivité » déclinante de l'Italie.

C'est donc du seul point de vue de la *stabilité* que le gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi pouvait se réclamer d'un certain succès, en dépit de nombreux remaniements. Les tensions entre les partenaires de la coalition sont allées croissant depuis les premières défaites aux élections intermédiaires en 2003, chaque défaite amenant à désigner un responsable et à promettre un « nouveau départ ». Comme le montrent les statistiques de l'activité législative (voir plus loin), celle-ci connaît d'ailleurs un sommet en 2003, pour ralentir dans les années suivantes. Le second gouvernement Berlusconi a fini par démissionner formellement au printemps 2005 à la suite de sa défaite aux élections régionales avant d'être reconstitué sur des bases quasi similaires. Il s'avère ainsi le plus durable de l'après-guerre. Contrairement à ses prédécesseurs immédiats de la coalition de centre-gauche, placés dans des circonstances identiques, S. Berlusconi a réussi à se maintenir, démontrant s'il en était besoin la nature particulière de la « Maison des Libertés » qui ne pouvait se concevoir en dehors de lui.

Les travaux sur l'effet de la présence au gouvernement de forces de « nouvelles droites » (Bale, 2003 ; Hienisch 2003 ; Hopkin, 2004 ; Luther, 2003) en Europe demeurent assez rares dans la mesure même où ces dernières restent le plus souvent exclues des gouvernements des pays européens développés, ou y participent en situation subalterne ou pour des durées courtes. Le cas de la LPF aux Pays-Bas illustre ce genre de situation. Quant au FPÖ en Autriche (Hienisch, 2005 ; Luther, 2003), sa participation gouvernementale depuis 2000 ne semble pas avoir radicalement changé les politiques publiques menées, en dépit des craintes initiales. C'est plutôt la participation au gouvernement qui semble avoir eu raison du FPÖ comme force politique cohérente et dynamique. Les autres cas consistent majoritairement en des situations où des partis, qualifiés de « nouvelle droite », influencent fortement l'agenda politique et obtiennent des modifications sensibles de la législation, soit que l'effet de concurrence électorale et idéologique qu'ils exercent sur les forces conservatrices provoque une satisfaction législative de fait de leurs revendications (Bale, 2003) – comme pour le Front national en France en matière d'immigration et de droit de la

nationalité –, soit qu'ils participent directement à l'élaboration de la législation pour prix de leur soutien externe au gouvernement comme au Danemark depuis 2001 ou de leur participation accrue à ce dernier comme en Suisse. Le cas italien présente une configuration fort différente (Kopkin, 2004) : les partis de nouvelle droite ont dominé le gouvernement italien, maîtrisé l'agenda législatif et cette participation durable au gouvernement n'a provoqué ni l'écroulement ni la désorganisation d'aucun des partenaires de la « Maison des libertés ». Cette stabilité gouvernementale permet dès lors à l'analyste de prendre ces années 2001-2005 comme un tout du point de vue de la législation. Notre enquête visera à répondre à deux questions connexes. Cette ^{XIV^e} législature de la République italienne a-t-elle été marquée par un impact de thèmes *strictement* identifiables aux « nouvelles droites » sur les politiques publiques italiennes ? D'une façon plus générale, y a-t-il une stratégie législative de la coalition de centre-droit et comment peut-on la qualifier ?

L'impact sera évalué à l'aune des réalisations législatives (Ricolfi, 2005). En effet, même si la loi a sans doute perdu la sacralité et la centralité dont la revêtait la tradition italienne du droit public, son élaboration reste un moment essentiel des politiques publiques en Italie, et surtout de confrontation (ou de collusion) entre majorité et opposition. De vives polémiques ont opposé au cours des années 2001-2005 le gouvernement Berlusconi et ses adversaires autour de l'adoption d'une loi (voir tableau 1), dont il a pu sembler à certains moments que le sort même de la démocratie italienne dépendait. Cette approche centrée sur la loi néglige bien évidemment tout ce qui est de l'ordre de la pratique même du pouvoir d'Etat par le centre-droit, le « *sottogoverno* » pour utiliser un terme typique des années 1946-1992. Elle néglige le vécu des acteurs sociaux confrontés aux politiques publiques menées depuis 2001. Elle oublie qu'une loi peut fort bien rester lettre morte en pratique. Elle ne peut tenir compte directement de ce que les gouvernants de l'heure ont souhaité *ne pas voter*, mais nous reviendrons sur cet élément qui caractérise peut-être aussi sûrement la législature que ce qui a été fait.

1. Comment définir les objectifs des « nouvelles droites » dans le contexte italien ?

Pour étudier l'impact des « nouvelles droites », encore faut-il nous doter d'une définition opérationnelle des points programmatiques qui caractérisent ces dernières. De cette définition dépend le jugement que l'on pourra être amené à porter sur les secteurs de politique publique concernés, la nature de la législation concernée, etc. En effet, on se heurte ici à un risque de circularité du raisonnement : si le gouvernement de S. Berlusconi était constitué de partis (presque tous) assimilés aux « nouvelles droites » dans leurs différentes formules, tout (ou presque) de ce qu'il aura produit législativement serait, dans la mesure où l'on suppose une cohérence minimum aux acteurs politiques, un indicateur d'impact de ces dernières sur la législation – sauf à supposer que l'UDC, le petit parti centriste de la coalition, ait déterminé toute la législation, ou à admettre que les choix de politiques publiques ressortissent presque entièrement de facteurs internes à des communautés de politiques publiques, désormais détachées de toute logique proprement partisane (Bobbio, 2003) et s'inscrivant de plus dans des réseaux européens et internationaux.

Comment se doter alors d'une définition « portable » des « nouvelles droites » pour sortir de la tautologie ? Gilles Ivaldi (2005) propose de considérer qu'existe désormais une matrice idéologique commune aux droites populistes et extrêmes en Europe occidentale. Cette dernière serait constituée des éléments suivants :

- l'« anti-immigration, ou plus précisément la xénophobie comme méthode électorale », avec un refus du multiculturalisme et des propositions de « préférence nationale » ;
- « une forte composante autoritaire et sécuritaire », qui assimile criminalité et immigration et propose une politique fortement sécuritaire et répressive ;
- un discours anti-système politique qui critique les partis en place pour avoir trahi les électeurs ;
- une « synthèse économique composite : néo-libéralisme antifiscal et protectionnisme social ».

Avec cette définition, on se situerait clairement à l'extrême de la dimension « traditionnelle-autoritaire-nationaliste » de la classification des partis établis sur la foi de sondages d'experts (Hooghe, Marks & Wilson, 2004). G. Ivaldi ne retient pourtant pas la défense de la morale traditionnelle parmi les points communs des « nouvelles droites », ce qui s'explique peut-être par son inclusion de la LPF de Pim Fortuyn dans la catégorie qu'il constitue. Surtout, la « synthèse économique composite », si elle correspond sans doute à la réalité des programmes des partis qu'il étudie, n'est pas sans poser problème : une telle synthèse se confond aisément avec la plupart des politiques économiques et sociales menées ces dernières années. Quel parti important en Europe ne promet pas aujourd'hui de baisser (ou de stabiliser) les impôts et les dépenses publiques, et de maintenir une protection sociale « adéquate » ? Seule l'extrême gauche échappe à ce tropisme ; il n'est donc pas possible d'y voir une marque de différenciation des « nouvelles droites » ; nous ne reprendrons à notre compte que les trois premiers aspects dans notre propre définition.

Pour G. Ivaldi (et aussi Moreau, 2004), deux partis italiens correspondent à ce portrait idéologique : la Ligue Nord et Alliance Nationale. Les politistes italiens Mauro Tarchi (2003) et Alfio Mastropaolo (2005) y incluent aussi *Forza Italia*. Autour du concept d'« antipolitique », A. Mastropaolo construit le portrait d'un nouveau type de parti (ou d'action politique), fondé sur le dénigrement du politique par les politiques professionnels eux-mêmes, et qui ne serait que le cache-misère d'options de politiques publiques clairement néo-libérales. Le parti de S. Berlusconi serait alors le quasi-idéal-type d'un telle « politique de « l'antipolitique » » à travers la personne même d'entrepreneur venu du secteur privé prêté à la politique qui le constitue.

Toutefois, l'adoption d'une définition « portable » des nouvelles droites telle que la construit G. Ivaldi risque de laisser échapper des éléments spécifiquement italiens, qui sont ressentis comme des marqueurs particulièrement aigus de l'identité de ces partis, et par suite de droitisation éventuelle des politiques publiques adoptées par le gouvernement qu'ils constituent. Or ces marqueurs, parfois, vont à l'encontre de la définition même de ce qu'est « la droite dure » ailleurs en Europe. Ainsi les droites italiennes s'accordent depuis 2001 pour éviter un fonctionnement adéquat de la justice pénale *dans certains domaines bien précis liés essentiellement à la « criminalité en col blanc »*, ce « *garantismo* » – souvent porté idéologiquement par des dissidents de la

gauche ou des ex-radicaux d'ailleurs – ne se retrouve pas à notre connaissance ailleurs en Europe, et il se concilie parfois difficilement avec l'aspect répressif d'une politique qu'on considérerait typique des « nouvelles droites ». De même, sur l'immigration, l'attitude du centre-droit se complexifie en Italie du fait que l'un des membres de la coalition, AN, a construit une partie de son identité politique sur la défense des immigrés italiens à l'étranger (jusqu'à leur obtenir *in fine* une représentation au Parlement italien mise en œuvre au scrutin de 2006) et ne peut donc tenir un discours trop unilatéral sur l'immigration extracommunautaire. Par ailleurs, par son choix d'alliance de 1999-2001, la Ligue Nord, avec son projet de fédéralisation de l'Italie, en a fait une thématique de la droite, alors même qu'ailleurs en Europe, en Espagne ou en Grande-Bretagne par exemple, des droites conservatrices s'opposent aux visées régionalistes ou séparatistes de partis de la périphérie marqués à gauche. De fait, au sein même de la coalition de centre-droit, AN défend une vision « nationale » de l'Italie, semblable à celle du PP espagnol ou du parti conservateur britannique. Plus généralement, comment ne pas tenir compte de l'histoire politique spécifique de l'Italie en ce qu'elle définit pour les partisans et les adversaires ce qui constitue le *projet* (Seiler, 2003) de chaque parti, dont les protagonistes supposent qu'il tentera de le mettre en œuvre pourvu que les circonstances s'y prêtent ? Ces « projets » ne sont écrits pleinement nulle part, et sont édulcorés et/ou omis dans les programmes électoraux. Ainsi, si la Ligue Nord ne demande que la dévolution du pouvoir législatif aux régions en matière de santé, d'éducation et de police locale, beaucoup la soupçonnaient de ne pas avoir abandonné son projet séparatiste, ou, pour le moins, de vouloir priver les Italiens du Sud par ce biais de toute solidarité financière de la part des riches régions du Nord. Le débat constitutionnel au sein du centre-droit entre 2003 et 2005 sera d'ailleurs marqué par cet arrière-plan, où les partenaires prendront bien soin de contrecarrer les concessions au projet de la LN par des réaffirmations multiples, institutionnelles et symboliques, de l'unité de l'Etat italien. De même, AN n'en est pas moins soupçonnée par ses adversaires de vouloir réhabiliter la période du fascisme de quelque manière, de poursuivre une politique nationaliste italienne sur les marges orientales du pays, de soutenir des visées autoritaires contraires au consensus républicain d'après 1946. Quant à FI, comment comprendre toute sa trajectoire sans en revenir aux inquiétudes économiques et judiciaires que ses adversaires prêtaient à son fondateur (Ginsborg, 2003) ? Celui-ci ne cachait pas d'ailleurs dans ses propos que sa défense de la « liberté » des Italiens commence par la sienne propre et par celle de ses proches, contre une magistrature manipulée et manipulatrice aux mains des « communistes » de toujours.

Nous nous situerons par conséquent entre les deux positions, comparatiste et italienne, afin de rendre compte de l'impact des thématiques de « nouvelle droite » sur la législation italienne des années 2001-2005.

2. Une vision quantitative de la législation 2001-2005

Afin de repérer et de quantifier l'impact de thématiques de « nouvelle droite » sur la législation de la XIV^e législature (dont nous donnons dans le tableau un premier aperçu quantitatif), nous avons listé toutes les lois (tableau 1) :

- a) ayant donné lieu à des polémiques entre la majorité de centre-droit et l'opposition de centre-gauche, c'est-à-dire dont le passage (ou la perspective du passage) en commission ou en séance plénière au Parlement a donné lieu à une information massive de la part des médias généralistes en direction du grand public, dont il est possible de retrouver la trace dans les chronologies à notre disposition ;
- b) pouvant relever d'une matrice idéologique de droite extrême ou populiste au sens comparatiste ;
- c) pouvant être interprétées au contraire comme contredisant cette matrice de droite extrême ou populiste au sens comparatiste ;
- d) pouvant être référées à la mise en œuvre du projet nationaliste, anticommuniste ou néo-fasciste, de la droite italienne (AN et FI) ;
- e) pouvant être interprétées comme contredisant ce projet ;
- f) pouvant être interprétées comme contredisant un projet de protection de la « délinquance en col blanc » (FI) ;
- g) pouvant renvoyer à une demande spécifique du monde catholique.

Le choix d'identifier et de compter les lois inattendues sous un gouvernement de centre-droit formé essentiellement de ministres de FI, LN et AN (catégories c), e) et f)) résulte du fait qu'en parcourant la législation, des lois adoptées en 2001-2005 apparaissent en contradiction majeure avec la matrice idéologique de la droite extrême en Europe ou avec celle des projets des droites italiennes. Nous avons souhaité isoler (catégorie d)) ce qui ressort du « revanchisme » traditionnel de la droite italienne (au sens restreint des traditions dont héritent AN et FI) ; en effet, toutes les lois qui ressortent selon les opposants du projet de protection de la « criminalité en col blanc » apparaissent en a), et nous n'avons pas souhaité alourdir les tableaux suivants de leur présence. Les lois qui démentent un tel projet par leur adoption se trouvent en f). Enfin, le « projet » de la LN s'exprime exclusivement par la réforme constitutionnelle de « dévolution » qui occupe une place majeure dans les polémiques des dernières années (et se trouve en a)). La création de la catégorie g) ressort de la redécouverte par les observateurs du poids du catholicisme comme institution dans les choix législatifs du centre-droit.

L'activité législative de la XIV^e législature s'organise clairement autour d'un pic en 2003, comme celle de la législature précédente d'ailleurs avec un effet de mi-mandat. Le poids des décisions issues d'une source européenne ou internationale de législation est important, près de 40%. L'immense majorité de ces lois n'ont donné lieu à aucune polémique publique, elles ont reçu l'aval du président de la République et le contrôle de constitutionnalité exercé par la Cour constitutionnelle a continué à s'exercer pleinement. Des lois importantes pour le centre-droit ont ainsi été retardées ou modifiées en raison de ces contrôles typiques d'un Etat de droit.

La seule réforme constitutionnelle d'importance faite par le centre-droit n'est autre que l'affirmation de la parité entre hommes et femmes en politique (L. cost. 1/2003) – sur un modèle qui n'est pas sans s'inspirer de l'homonyme réforme française. La « grande réforme constitutionnelle », incluant la « dévolution » promise à la Ligue Nord, a été votée à l'automne 2005 mais, comme elle l'a été seulement avec une majorité simple, elle doit être soumise à un référendum confirmatif avant de pouvoir entrer en vigueur. Si la réforme constitutionnelle surmontait l'obstacle

du référendum, elle signifierait une refonte complète des pouvoirs publics, et il serait sans doute loisible de parler de « Troisième République ».

Les tableaux 2 à 8 listent les lois remarquables selon les catégories que nous avons distinguées.

3. Des polémiques qui se situent entre l'« anomalie Berlusconi », la norme néo-libérale et la réactivation du clivage laïc/religieux

A travers les polémiques majeures auxquelles la législation adoptée par le centre-droit de 2001 à 2005 a donné lieu de la part du centre-gauche (tableau 2), peut-on parler d'influence de la « nouvelle droite » ?

De très nombreuses polémiques (14 sur 48, soit 1 sur 3) ont porté sur le projet – supposé – de défense de la « criminalité en col blanc », sur ce que l'opposition a appelé les lois *ad personam*, destinées à ralentir ou à annuler des procès visant S. Berlusconi et ses proches, ou à défendre ses intérêts économiques dans le secteur des médias (Ginsborg, 2003 ; Candiard, 2003). D'un point de vue comparatif, ces polémiques ne portent pas sur la matrice idéologique des droites extrême et populiste – sauf à supposer qu'il existe une « enronisation » des droites néo-libérales et populistes dont les cas italien et nord-américain seraient les exemples. Par ailleurs, la question de la « criminalité en col blanc » a fini par dépasser le seul cas de S. Berlusconi pour s'étendre, à compter des scandales Cirio et Parmalat, à l'ensemble du secteur des grandes entreprises italiennes – ramenant l'Italie à une ambiance typique de celle des dernières décennies de la « Première République ». De fait, les polémiques de la seconde partie de la législature portent sur la capacité du gouvernement Berlusconi à faire des lois qui protègent les petits épargnants, qui rendent la « gouvernance » des grandes entreprises italiennes plus conforme à un capitalisme bien ordonné.

De même, la réforme du système audiovisuel, à travers la loi dite « loi Gasparri » (L. 112/04), a provoqué des empoignades parlementaires mémorables et un refus de signer la loi en l'état de la part du président de la République. Toutefois le duopole RAI-MEDIASET est resté en l'état à l'automne 2005 sans que le pôle public soit démantelé. Pendant toute la législature, l'état du pluralisme à la RAI a donné lieu à des polémiques sans fin, aussi bien en ce qui concerne la nomination de ses dirigeants qu'à propos du sort réservé à certains animateurs ou journalistes vedettes proches du centre-gauche (Santoro, Biagi, Luttazzi, etc.).

La réforme « constitutionnelle », finalement adoptée à l'automne 2005 qui comprend la « dévolution » déjà votée en partie en 2003, a été vue, nous l'avons dit, par l'opposition à la fois comme une concession inacceptable à la LN et comme des plus incohérentes, et dûment critiquée.

Pour le reste, les polémiques entre la majorité et l'opposition ont porté sur des questions de politique économique et sociale. Le retour des « amnisties » fiscales, administratives, immobilières a été vivement dénoncé par l'opposition, tout comme la volonté de gérer l'Etat comme une entreprise, y compris en ce qui concerne son patrimoine culturel. Les multiples restrictions budgétaires ont à chaque fois fait l'objet de critiques virulentes de l'opposition (moins sur leur nécessité d'ailleurs que sur leur effectivité et leur équité). L'ensemble des syndicats se sont insurgés contre l'ensemble de la « réforme Biagi » (L. 30/03) du marché du travail, tout

comme contre la réforme des retraites (L. 243/04), et l'opposition de centre-gauche a relayé ce combat syndical unitaire, qui a vu la multiplication des journées de « grève générale » à chaque discussion budgétaire. L'opposition de centre-gauche s'est aussi fait entendre sur d'autres choix présentés comme « néo-libéraux » (sur l'université ou la santé par exemple), mais aucune de ces polémiques ne peut être rattachée à des thématiques de « nouvelle droite ».

Il n'y a pas eu de grande loi sur la sécurité sous le gouvernement de centre-droit ; le problème de la délinquance de rue qui avait tant préoccupé lors de la campagne électorale de 2001 semble avoir quasi disparu de l'agenda du centre-droit italien après le 11 septembre 2001 au profit d'une préoccupation croissante envers les terroristes islamistes présents sur le territoire italien – préoccupation partagée par la majorité du centre-gauche. La loi sur l'immigration, dite Bossi-Fini, qui pourrait symboliser à elle seule un tournant de « nouvelle droite », a donné lieu à un retournement pour le moins surprenant de situation : ce symbole d'une ligne dure envers l'immigration a donné lieu en parallèle à une autre loi qui a permis la plus importante régularisation d'immigrés en Europe de l'Ouest depuis vingt-cinq ans (plus de 600 000 personnes régularisées). L'UDC a réussi en effet lors des débats parlementaires à se faire porteur des instances des familles et des entreprises italiennes qui ont *besoin* des immigrés. Elle s'est appuyée d'abord sur le fait que les femmes immigrées jouaient un rôle majeur d'aide aux personnes dans une société vieillissante privée de maisons de retraite en nombre suffisant, et, de ce point limité des aides familiales (« *badanti* »), elle a fait découler une régularisation de tous les immigrés travaillant illégalement, moyennant une taxe très modique. Les programmes écrits d'AN, de FI, et même de la LN, reconnaissaient d'ailleurs dès 2001 que l'Italie ne pouvait pas se passer d'immigrés. La nouvelle législation sur l'immigration n'a pas non plus donné lieu à des manifestations de masse... sinon paradoxalement à travers la course à la régularisation qu'elle a entraînée chez les immigrés. L'immigration clandestine reste de fait pour le public italien un problème pendant.

Au fil de la législation, des polémiques sont apparues à propos de l'influence de l'Eglise catholique sur la législation : la régularisation des immigrés était en effet soutenue par cette dernière. Par ailleurs, le centre-droit a donné un certain nombre d'avantages aux institutions de l'Eglise catholique : une loi sur les oratoires a été votée ; le statut des enseignants de religion a été modifié et ils ont été embauchés massivement par l'Etat (9 000 selon les chiffres du gouvernement et même 13 000 selon les propositions à l'examen au Parlement lors du vote du budget 2006) ; une exemption de taxes locales a été consentie aux institutions catholiques d'enseignement, une aide a été accordée aux familles (de moins en moins nombreuses) envoyant leurs enfants dans les écoles privées catholiques ; enfin, la loi sur la procréation assistée, conforme aux vœux de l'épiscopat, a été votée par le centre-droit, soulevant une telle indignation à gauche, et en général dans le camp laïque, qu'elle a donné lieu à la demande d'un référendum abrogatif (largement perdu d'ailleurs au printemps 2005).

Au total, vue à travers les protestations à laquelle elle a donné lieu, il faut plutôt constater le caractère ordinairement néo-libéral de la législation italienne des années 2001-2005. Seule la législation *ad personam* constitue un élément majeur de particularité. Cette impression néo-libérale ressort aussi du bilan officiel que faisait FI

de la législature. Les aspects néo-libéraux tiennent ici le haut du pavé : les baisses des impôts sur les personnes et les entreprises en constituent la réalisation essentielle ; les mutations de l'administration publique au service des particuliers et des entreprises sont aussi mises en avant, tout comme la réforme du marché du travail et des retraites, mais la modernisation de l'administration et le soutien de l'Etat à l'économie sont mis en valeur, et les plus démunis ne sont pas oubliés. La question de l'immigration est considérée comme globalement réglée par une opération de régularisation présentée comme positive, et les expulsions de clandestins ne sont pas particulièrement mises en avant. Ce bilan par FI de son action peut difficilement être rapporté à une vision d'extrême droite ou de droite populiste dans la mesure où il pourrait être celui de nombreux gouvernements de centre-droit, ou même de centre-gauche.

De ces tableaux, il ressort que l'influence de la thématique de droite extrême et populiste au sens comparatif du terme est plutôt limitée, tout comme celle des thèmes traditionnels du néo-fascisme italien ou de la droite italienne. De plus, les lois qui représentent une reconnaissance de la validité de certains combats traditionnels de la droite italienne sont souvent votées par des majorités plus amples que celles de la droite proprement dite : ainsi la très symbolique autorisation de retour des membres masculins de la famille des Savoie (L. cost. 1/02) a été approuvée par une grande partie de l'opposition, alors même que la Ligue Nord, par rancœur affichée contre l'Unité italienne faite sous leur égide, s'est opposée à cette réforme. De même l'acceptation du rôle politique des Italiens de l'étranger (L. 459/01) ne fait plus vraiment débat entre les partis italiens, ni même d'ailleurs la reconnaissance à donner aux descendants des Italiens d'Istrie (L. 92/04, et L. 193/04 prorogeant des dispositions votés sous la législature précédente). La Commission parlementaire d'enquête sur le « dossier Mitrokhin » a été votée avec l'aide d'une partie de l'opposition qui se veut anticommuniste elle aussi.

Les lois qui contredisaient les projets des partis de la coalition étaient nombreuses mais elles étaient pour la plupart issues de la transposition en droit interne de règles européennes ou signalaient un alignement – ostensible – de l'Italie sur le consensus « atlantique », anti-« antisémite » et anti-raciste.

4. Une stratégie législative de normalisation ?

De fait, la politique du centre-droit perçue à travers sa *seule législation* présenterait quatre traits saillants.

1. C'est une politique d'ajustement néo-libéral de l'économie qui provoque de très vives réactions syndicales mais sans aller jusqu'à remettre en cause les privilèges de fait des *insiders* du marché du travail. Elle inclut une forte composante de reconnaissance de l'illégalité en matière de droit économique comme une nécessité fonctionnelle de l'entrepreneuriat ; ce qu'on a pu appeler le « finance créative » à la Tremonti. Du point de vue strictement italien, les années Berlusconi affichent surtout leur ressemblance avec le « *pentapartito* » des années 1980 dans le style de modernisation proposée, qui mélange politiques modernistes et clientélismes de masse. On voit réapparaître les « *condoni* » (amnisties) pour les « illégalismes de droit » typiques des années 1980, avec lesquels les gouvernements, « techniques » ou de centre-gauche, de la « Seconde République » avaient voulu rompre. De plus, l'ajustement à l'Europe moderne reste

la politique officielle qui n'empêche pas toutefois les arrangements avec la règle européenne, ou les cafouillages purs et simples dans la législation (certaines lois ont pour seul objectif de corriger des lois précédentes mal conçues et inapplicables en l'état).

Le « social » resterait du ressort des pouvoirs locaux, du monde associatif, du privé et des familles agissant à titre subsidiaire. Les éléments de continuité avec la « famille » comme institution centrale de la société italienne d'après 1945 (Ginsborg, 1989 & 1998) semblent l'emporter, et même recevoir une reconnaissance. Une des réformes les plus importantes serait la suppression de toute taxation sur l'héritage et les donations. Certes, cette réforme arrangeait bien l'homme le plus riche d'Italie qui se trouvait être président du Conseil, mais elle correspondait aussi à une société italienne vieillissante, qui doit plus compter sur son passé pour assurer son avenir que sur ses perspectives d'avenir proprement dites, sont mises en danger par un modèle familial et économique qui promet une disparition à terme des Italiens faute d'enfants.

2. C'est une politique de défense acharnée des intérêts, judiciaires et économiques, d'un groupe économique et de ses dirigeants, qui provoque les plus graves polémiques. Ces lois furent d'ailleurs toutes issues d'initiatives formellement parlementaires, comme s'il fallait isoler le gouvernement de ces turbulences. Cette défense de la « criminalité en col blanc » atteignit ses propres limites à compter des scandales Parmalat et Cirio, qui montrèrent que la confiance des investisseurs étrangers et nationaux dans l'économie italienne était mise à mal. La polémique autour de la neutralité du gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio au cours de l'année 2005, dans les rachats de banques italiennes par des banques étrangères, ne fit qu'accentuer cette tendance à un changement de cap sur ce point : le (relatif) respect de la légalité fait aussi partie des avantages économiques comparatifs de l'Italie, dont même le gouvernement de S. Berlusconi dut tenir compte dans ses choix.

3. C'est une *politique d'assurance* contre le risque même d'être *labellisé* d'extrême droite par les instances européennes ou les partenaires européens, qui devint de plus en plus en nette au fil de la législature où les actes les plus essentiels de l'agenda européenne furent plus l'objet de refus : seront ainsi ratifiés successivement le traité de Nice, l'élargissement à vingt-cinq (et même à vingt-sept), et enfin le traité constitutionnel. Le législateur italien prit bien soin de transposer des directives dont on pouvait supposer qu'un gouvernement influencé par la droite extrême ou populiste ne voudrait à aucun prix. Cela ne veut pas dire que ces transpositions aient un contenu conforme à l'esprit des directives européennes ni qu'il existe quelque politique publique que ce soit en la matière à l'efficacité mesurable, mais il s'agissait au moins de donner le change et de ne pas attirer l'attention. Le risque d'être assimilé au « fascisme » dans le pays qui en a le premier défini les coordonnées politiques était tellement présent dans les esprits que toutes les mesures furent prises pour écarter ce danger.

A compter de 2003, se met ainsi en place une politique législative qui visait à donner un contenu légal à la répudiation complète de toute filiation fasciste, *et encore plus de toute filiation avec la politique antisémite du fascisme*. AN va tout faire pour obtenir une normalisation sur la scène européenne : en tant que représentant

gouvernemental, il participe à compter de février 2002 à la Convention sur l'avenir de l'Europe et se rallie ostensiblement au consensus proposé par la présidence. Fini se rend ensuite en Israël, après avoir visité des lieux symboliques en Italie des massacres et déportations de la Seconde guerre mondiale. Il propose même à l'automne 2003 de donner le droit de vote aux étrangers régulièrement établis de longue date en Italie, et il finit, pour fruit de ses efforts, par être nommé en novembre 2004, ministre des Affaires étrangères lors d'un des remaniements du second gouvernement Berlusconi. Les efforts de normalisation de la direction d'Alliance nationale, qui veut apparaître comme un parti conservateur *ordinaire*, ont été tels qu'une scission a lieu en 2003-2004 : Alessandra Mussolini quitte le parti et présente sa propre formation contre AN aux élections européennes de 2004 d'abord, aux élections régionales de 2005 ensuite.

En dehors de quelques écarts de langage et de comportement, Berlusconi n'aura de cesse de soigner son image de leader « mondial », en fréquentant les « grands de ce monde » comme la presse s'en est régulièrement fait l'écho. Seule la Ligue Nord ne fit aucun effort pour apparaître moins extrémiste (Bouillaud, 2005). Au contraire, sa direction privilégia une attitude de lutte acharnée contre l'islamisme, et l'Islam en général, après le 11 septembre 2001. Elle mit en cause régulièrement l'existence même de la monnaie unique européenne et se prononça pour un retour au protectionnisme. Le ministre de la Justice, le léghiste Roberto Castelli, mena une guerre des nerfs contre la magistrature et se plut à se faire une réputation d'inhumanité en refusant la grâce à l'ancien leader de *Lotta Continua*, Adriano Sofri, y compris lorsque ce dernier tomba gravement malade.

Cette politique d'assurance s'explique surtout par le fait qu'il était difficile pour le centre-droit d'ignorer la tragi-comédie européenne autour de l'arrivée du FPÖ au pouvoir en Autriche (Leconte, 2005). Il faut en la matière raisonner de manière *séquentielle* (Rydgren, 2005). Ni Berlusconi, ni Fini ne voulaient tomber dans un tel piège. Les programmes des deux partis furent donc dûment édulcorés de tout élément choquant pour la « conscience européenne ». S. Berlusconi, dont le parti est membre du PPE depuis 1998-1999, prit bien soin de faire une tournée préélectorale en Europe pour démentir tous les mensonges de la « presse communiste » à son sujet. Les événements de Gênes en juillet 2001 auraient pu être le moment où tout aurait pu basculer, il n'en fut rien. Même en matière d'immigration : on assista à un retour du droit avec la dernière loi en vigueur (L. 271/04), dans la mesure où le Conseil constitutionnel a annulé les dispositions manifestement contraires aux droits les plus fondamentaux de la « loi Bossi-Fini » et où il a donc fallu reformuler les procédures en accord avec ces droits. A l'automne 2005, l'Italie de S. Berlusconi faisait moins la une de la presse internationale sur le sujet que la Grande-Bretagne de Blair, l'Espagne de Zapatero ou la France d'un Chirac où « Paris brûle ».

4. Enfin, *beaucoup attendaient un nouveau Mussolini et ils eurent le cardinal Ruini* (président de la Conférence épiscopale italienne). Depuis que les forces d'inspiration néo-démocrates chrétiennes ont réussi leur regroupement dans l'UDC, les institutions catholiques et les valeurs catholiques reçurent un soutien législatif. Le référendum sur l'abolition de la loi sur la procréation assistée du printemps 2005, qui est une victoire sans appel pour le monde catholique, semble montrer que s'affirme une résistance

catholique à la transformation de l'Italie en un pays « postmoderne ». Toute évolution en matière de contraception ou d'avortement, de drogue douce, d'euthanasie, etc., pour ne pas même parler de la révision du Concordat ou des accords de Latran paraît désormais inenvisageable.

5. Conclusion

La législature 2001-2005 est donc bien loin de traduire une « révolution par la loi » de la droite. Pourquoi cette normalité ? D'une part, la loi en tant qu'instrument d'action politique est aujourd'hui enserrée dans un carcan normatif européen et international qui limite fort les possibles. Il en va tout autrement de choix administratifs relevant de la gestion quotidienne de l'Etat ou de ses dépendances. Ainsi, si les lois sur l'immigration sont dans le cadre d'un Etat de droit s'obligeant à respecter ses engagements internationaux et européens en matière de droits de l'homme, cela ne saurait faire oublier l'action au jour le jour des administrations – policières ou autres – chargées de « gérer » cette immigration. De même, l'état pour le moins détérioré de l'information télévisée ne prend pas corps dans une loi particulière, mais dans un rapport de force entre journalistes et politiques. D'autre part, cette normalité résulte peut-être aussi du fait qu'il n'existe pas en Italie de large base militante au sein même des partis de la majorité de centre-droit qui poussaient à une radicalisation. FI surtout, et même AN et la LN, sont des partis *électoraux-professionnels*, où règne la « loi d'airain de l'oligarchie » diagnostiquée il y a bientôt un siècle par un Roberto Michels. Il n'existe aucune dialectique de radicalisation base/*leadership* telle qu'Ian Kershaw (1998 & 2000) peut la décrire pour le nazisme au pouvoir. Bien au contraire, à l'exception de la LN, le *leadership* du centre-droit semble surtout viser à être accepté par ses pairs, au niveau européen et mondial, et à conserver ainsi les « délices de Capoue » dont ils furent privés pendant si longtemps.

Tableau 1

Etat général de la législation de la XIV^e législature (à la date du 27 décembre 2005)

Catégorie de lois	2001	2002	2003	2004	2005	Total
<i>Leggi Costituzionali</i> (a) (lois constitutionnelles)	0	1	1	0	1	3
<i>Leggi di approvazione di bilancio</i> (lois de finance) (b)	4	4	4	4	4	20
<i>Leggi delega</i> (lois d'habilitation à émettre des décrets législatifs) (c)	3	5	11	9	12	40
<i>Decreti legislativi</i> (décrets législatifs pris en fonction de lois d'habilitation) (d)	8	37	81	62	75	263
<i>(dont transposition de normes européennes)</i> (e)	(2)	(16)	(46)	(33)	(42)	(139)
<i>Leggi di Conversione di decreto legge</i> (lois convertissant un décret-loi en loi) (f)	35	43	36	42	32	188
<i>(dont transposition de normes européennes)</i> (g)	(0)	(1)	(0)	(2)	(1)	(4)
<i>(dont lois d'habilitation à émettre des décrets législatifs prises par ce biais)</i> (h)	(0)	(0)	(1)	(2)	(3)	(6)

Catégorie de lois	2001	2002	2003	2004	2005	Total
<i>Leggi ordinarie</i> (lois ordinaires) (i)	10	37	45	41	39	172
<i>(dont transposition de normes européennes)</i> (j)	(0)	(1)	(0)	(2)	(2)	(5)
<i>Leggi di ratifica di trattati internazionali</i> (lois ratifiant des traités internationaux) (k)	2	30	60	43	43	178
<i>(dont transposition de normes ou accords européens)</i> (l)	(1)	(12)	(23)	(9)	(15)	(60)
<i>Totaux (a+b+[c-h]+d+f+i+k)</i>	62	157	237	199	203	858
<i>(dont Europe et international)(e+g+j+k)</i>	3	48	106	80	88	325
<i>(en % du total)</i>	(5%)	(30%)	(45%)	(40%)	(43%)	(38%)
<i>(dont Europe) (e+g+j+l)</i>	3	30	69	46	60	208
<i>(en % du total)</i>	(5%)	(19%)	(29%)	(23%)	(29%)	(24%)

Source : notre élaboration à partir des données de www.parlamento.it.

Tableau 2
Lois qui ont attiré l'attention dans l'espace public italien et ont provoqué une opposition centre-droit/centre-gauche au Parlement

2001	Nom	Contenu
L. 366/01	<i>Delega al Governo per la riforma del diritto societario.</i> (3 octobre 2001)	Attribution d'une capacité législative au gouvernement en vue d'une réforme du droit des sociétés
L. 367/01	<i>Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra Italia e Svizzera che completa la Convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale del 20 aprile 1959 e ne agevola l'applicazione, fatto a Roma il 10 settembre 1998, nonché conseguenti modifiche al codice penale ed al codice di procedura penale</i> (5 octobre 2001)	Modification des conditions de l'entraide judiciaire italo-suisse. Dite loi des « rogatorie » (commissions rogatoires). Permettant d'enlever leur statut de preuves à tous les documents transmis par les autorités suisses sans respect des formes prescrites
L. 383/01	Primi interventi per il rilancio dell'economia. « Tremonti-bis » 18 octobre 2001)	Dispositions de relance de l'économie, comprenant en particulier des mesures pour la régularisation de l'économie souterraine, la détaxation des profits réinvestis, la suppression de certaines obligations administratives pour les entreprises Suppression de l'impôt sur les donations et les héritages
L. 443/01	Delega al Governo in materia di infrastrutture ed insediamenti produttivi strategici ed altri interventi per il rilancio delle attività produttive (21 octobre 2001)	Mesures destinées à accélérer la réalisation de travaux publics d'intérêt national. Mesures simplifiant le droit en matière de restructuration des habitations
L. 448/01	Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria 2002) (28 décembre 2001)	Budget 2002

2002	Nom	Contenu
L. 31/02	<i>Disposizioni in materia di limiti temporali alla permanenza dei magistrati presso le sezioni delle indagini preliminari (27 février 2002)</i>	Limitation de la durée de présence de magistrats auprès des sections d'enquête préliminaire
L. 44/02	<i>Modifiche alla legge 24 marzo 1958, n. 195, recante norme sulla costituzione e sul funzionamento del Consiglio superiore della magistratura (29 mars 2002)</i>	Réforme du Conseil supérieur de la magistrature, dans son mode d'élection et dans son fonctionnement. Suppression du scrutin de liste, augmentation du nombre de non-magistrats
D. Lgs. 61/02	<i>Disciplina degli illeciti penali e amministrativi riguardanti le società commerciali, a norma dell'articolo 11 della legge 3 ottobre 2001, n. 366. (11 avril 2002)</i>	Mise en œuvre du volet pénal de la réforme du droit des sociétés. Limitation du délit de « faux bilan »
L. 73/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 22 febbraio 2002, n.12, recante disposizioni urgenti per il completamento delle operazioni di emersione di attività detenute all'estero e di lavoro irregolare (c.d. « scudo fiscale ») (23 avril 2002)	Amnistie fiscale pour les capitaux détenus à l'étranger.
L. 99/02	Istituzione di una Commissione parlamentare di inchiesta sull'affare Telekom-Serbia (21 mai 2002)	Création d'une commission d'enquête sur l'affaire dite « Telekom-Serbia » mettant en cause les dirigeants du centre-gauche dans leurs rapports avec la Serbie alors dirigée par S. Milosevic.
L. 106/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 4 aprile 2002, n. 51, concernente disposizioni urgenti recanti misure di contrasto all'immigrazione clandestina e garanzie per soggetti colpiti da provvedimenti di accompagnamento alla frontiera (7 juin 2002)	Renforcement des mesures de lutte contre l'immigration clandestine
L. 112/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 15 aprile 2002, n. 63, recante disposizioni finanziarie e fiscali urgenti in materia di riscossione, razionalizzazione del sistema di formazione del costo dei prodotti farmaceutici, adempimenti ed adeguamenti comunitari, cartolarizzazioni, valorizzazione del patrimonio e finanziamento delle infrastrutture (15 juin 2002)	Diverses mesures destinées à assainir les finances publiques, dont contrôle des dépenses pharmaceutiques, obligation pour les régions de respecter des limites de dépenses en matière de santé, préparation d'une gestion patrimoniale des biens de l'Etat à travers la création de sociétés <i>ad hoc</i>
L. 178/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 8 luglio 2002, n. 138, recante interventi urgenti in materia tributaria, di privatizzazioni, di contenimento della spesa farmaceutica e per il sostegno dell'economia anche nelle aree svantaggiate (c.d. « Omnibus ») (8 août 2002)	Diverses mesures destinées à assainir les finances publiques, dont contrôle des dépenses pharmaceutiques et transformation de l'ANAS (organisme public chargé des routes) en société par actions
L. 189/02	Modifica alla normativa in materia di immigrazione e di asilo. (c.d. « legge Bossi-Fini ») (26 août 2002)	Régulation de l'immigration, sur le principe « permis de travail = permis de séjour » et avec des quotas d'entrée sur des bases régionales.

2002	Nom	Contenu
L. 222/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 9 settembre 2002, n. 195, recante disposizioni urgenti in materia di legalizzazione del lavoro irregolare di extracomunitari (9 ottobre 2002)	Régularisation des immigrés présents ayant un travail, y compris un travail clandestin dont la légalisation est prévue par ladite loi sous réserve de payer une pénalité financière modique
L. 246/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 6 settembre 2002, n. 194, recante misure urgenti per il controllo, la trasparenza ed il contenimento della spesa pubblica (c.d. « decreto taglia-spese »)	Diverses mesures techniques destinées à freiner les dépenses de toutes les composantes du secteur public
L. 248/02	<i>Modifica degli articoli 45, 47, 48 e 49 del codice di procedura penale (c.d. « disegno di legge Cirami » o « legittimo sospetto ») (7 novembre 2002)</i>	Réintroduction dans le code de procédure pénale de la possibilité de récuser un juge pour suspicion légitime de partialité, et donc de déplacer le procès à un autre siège
L. 289/02	Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria 2003) (27 février 2002)	Budget 2003. Diverses amnisties fiscales pour les années 1990
2003	Nom	Contenu
L. 27/03	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 24 dicembre 2002, n. 282, recante disposizioni urgenti in materia di adempimenti comunitari e fiscali, di riscossione e di procedure di contabilità (c.d. decreto di fine anno) (21 février 2003)	Diverses mesures fiscales
L. 30/03	Delega al Governo in materia di occupazione e mercato del lavoro (« legge Biagi ») (14 février 2003)	Réforme du marché du travail introduisant de nouveaux statuts pour le travail
L. 53/03	Delega al Governo per la definizione delle norme generali sull'istruzione e dei livelli essenziali delle prestazioni in materia di istruzione e formazione professionale (« legge Moratti ») (28 mars 2003)	Réforme de l'éducation primaire et secondaire
L. 119/03	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 28 marzo 2003, n. 49, recante riforma della normativa in tema di applicazione del prelievo supplementare nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari. (« rimborsi quote latte ») (30 mai 2003)	Remboursement étalé dans le temps des dépassements de quotas laitiers par les producteurs italiens, essentiellement du nord du pays
	<i>Disposizioni per l'attuazione dell'articolo 68 della Costituzione nonché in materia di processi penali nei confronti delle alte cariche dello Stato (« lodo Maccanico-Schifani ») (20 juin 2003)</i>	Création d'une immunité spéciale pour les cinq plus hautes charges de l'Etat
L. 350/03	Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria 2004) (24 décembre 2003)	Budget 2004

2004	Nom	Contenu
L. 39/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 23 dicembre 2003, n. 347, recante misure urgenti per la ristrutturazione industriale di grandi imprese in stato di insolvenza (c.d. « decreto Parmalat ») (18 février 2004)	Modification du droit des sociétés suite en particulier au « scandale Parmalat » (faillite frauduleuse de la première firme agroalimentaire italienne)
L. 40/04	Norme in materia di procreazione medicalmente assistita (19 février 2004)	Modification des normes en matière de procréation assistée. Soumise à référendum abrogatif
L. 43/04	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 24 dicembre 2003, n. 352, recante disposizioni urgenti concernenti modalità di definitiva cessazione del regime transitorio della legge 31 luglio 1997, n. 249 (24 février 2004)</i>	Normes en matière audiovisuelle destinée à protéger d'une interdiction d'émettre sur le réseau hertzien Rete 4 (troisième chaîne de Mediaset, groupe de S. Berlusconi)
L. 112/04	<i>Norme di principio in materia di assetto del sistema radiotelevisivo e della RAI-Radiotelevisione italiana Spa, nonché delega al Governo per l'emanazione del testo unico della radiotelevisione (c.d. « legge Gasparri ») (3 mai 2004)</i>	Normes générales en matière d'audiovisuel italien, préservant de fait le duopole RAI-Mediaset
L. 166/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 3 maggio 2004, n. 119, recante disposizioni correttive ed integrative della normativa sulle grandi imprese in stato di insolvenza (5 juillet 2004)	Autres modifications du droit des sociétés toujours suite au « scandale Parmalat »
L. 191/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 12 luglio 2004, n.168, recante interventi urgenti per il contenimento della spesa pubblica (c.d. « decreto taglia – spese ») (30 juillet 2004)	Diverses mesures destinées à assainir les finances publiques
L. 202/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 24 giugno 2004, n. 156, recante interventi urgenti per il ripiano della spesa farmaceutica (2 août 2004)	Mesures destinées à économiser sur la dépense en médicaments
L. 203/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 24 giugno 2004, n. 159, recante misure urgenti per favorire la ristrutturazione ed il rilancio dell'Alitalia. (3 août 2004)	Mesures de sauvegarde de la compagnie aérienne nationale, Alitalia
L. 215/04	<i>Norme in materia di risoluzione dei conflitti di interessi (20 juillet 2004)</i>	Normes en matière de conflit d'intérêt, légalisant de fait la situation de S. Berlusconi (contraire à une loi de 1957 jamais abrogée jusqu'alors)
L. 243/04	Norme in materia pensionistica e deleghe al Governo nel settore della previdenza pubblica, per il sostegno alla previdenza complementare e all'occupazione stabile e per il riordino degli enti di previdenza e assistenza obbligatoria (23 août 2004)	Réforme des retraites.

<i>2004</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 261/04	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 6 settembre 2004, n. 233, recante modificazioni alla legge 20 luglio 2004, n. 215, in materia di risoluzione dei conflitti di interesse (5 novembre 2004)</i>	Modifications des normes en matière de conflit d'intérêt adoptées précédemment.
L. 307/04	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 29 novembre 2004, n. 282, recante disposizioni urgenti in materia fiscale e di finanza pubblica (27 juillet 2004)</i>	Diverses mesures destinées à assainir les finances publiques.
L. 311/04	<i>Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria 2005) (30 décembre 2004)</i>	Budget 2005
<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 43/05	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 31 gennaio 2005, n. 7, recante disposizioni urgenti per l'università e la ricerca, per i beni e le attività culturali, per il completamento di grandi opere strategiche, per la mobilità dei pubblici dipendenti, nonché per semplificare gli adempimenti relativi a imposte di bollo e tasse di concessione. Sanatoria degli effetti dell'articolo 4, comma 1, del decreto-legge 29 novembre 2004, n. 280 (31 mars 2005)</i>	Mesures économiques et fiscales diverses
L. 80/05	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 14 marzo 2005, n. 35, recante disposizioni urgenti nell'ambito del Piano di azione per lo sviluppo economico, sociale e territoriale. Deleghe al Governo per la modifica del codice di procedura civile in materia di processo di cassazione e di arbitrato nonché per la riforma organica della disciplina delle procedure concorsuali (14 mai 2005)</i>	Mesures destinées à relancer la compétitivité de l'économie italienne
L. 150/05	<i>Delega al Governo per la riforma dell'ordinamento giudiziario di cui al regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, per il decentramento del Ministero della giustizia, per la modifica della disciplina concernente il Consiglio di presidenza della Corte dei conti e il Consiglio di presidenza della giustizia amministrativa, nonché per l'emanazione di un testo unico (25 mai 2005)</i>	Réforme de la magistrature et du ministère de la Justice
L. 156/05	<i>Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 17 giugno 2005, n. 106, recante disposizioni urgenti in materia di entrate (31 juillet 2005)</i>	Mesures économiques et fiscales diverses
L. 230/05	<i>Nuove disposizioni concernenti i professori ed i ricercatori universitari e delega al Governo per il riordino del reclutamento dei professori universitari (4 novembre 2005)</i>	Réforme du statut des personnels universitaires

2005	Nom	Contenu
L. 251/05	<i>Modifiche al codice penale e alla legge 26 luglio 1975, n. 354, in materia di attenuanti generiche, di recidiva, di giudizio di comparazione delle circostanze di reato per i recidivi, di usura e di prescrizione (c.d. « ex-Cirielli ») (5 novembre 2005)</i>	Réforme du code pénal, en particulier des conditions de la prescription
A publier à la date du 16 janvier 2006	Modifiche alla Parte II della Costituzione (16 mai 2005) (c.d. « devoluzione »)	Réforme de l'ensemble de la seconde partie de la Constitution en vigueur. Intègre la dévolution de l'éducation, de la santé, et de la police locale aux régions. Modifie le rôle des deux Chambres, du Premier ministre et du président de la République, et la composition du Conseil constitutionnel
L. 266/05	Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria 2006) (22 décembre 2005)	Budget 2006
L. 270/05	Modifiche alle norme per l'elezione della Camera dei deputati e del Senato della Repubblica (14 décembre 2005)	Modification du mode de scrutin aux élections politiques, en un sens proportionnel avec l'attribution d'une majorité automatique de 340 sièges à la Chambre pour la coalition arrivée en tête
L.263/05	Disposizioni per la tutela del risparmio e la disciplina dei mercati finanziari (23 décembre 2005)	Modification du droit financier, et du statut de la Banque d'Italie, à la suite du « scandale Bancopoli », ayant impliqué directement le (dernier) gouverneur (à vie) de la Banque d'Italie, A. Fazio
2006	Nom/date	Contenu
A publier en date du 16 janvier 2006	<i>Modifiche al codice di procedura penale, in materia di inappellabilità delle sentenze di proscioglimento (12 janvier 2006)</i>	Suppression de la possibilité d'appel lors d'un procès pénal de la part du ministère public.

En italiques, les lois considérés par les opposants comme *ad personam*.

Total : 48 dont 14 considérées comme *ad personam*.

Tableau 3

Lois appuyant une orientation de droite extrême ou populiste (au sens comparatiste)

2002	Nom	Contenu
L. 106/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 4 aprile 2002, n. 51, concernente disposizioni urgenti recanti misure di contrasto all'immigrazione clandestina e garanzie per soggetti colpiti da provvedimenti di accompagnamento alla frontiera (7 juin 2002)	Renforcement des mesures de lutte contre l'immigration clandestine
L. 189/02	Modifica alla normativa in materia di immigrazione e di asilo. (c.d. « legge Bossi-Fini ») (30 juillet 2002)	Régulation de l'immigration, sur le principe « permis de travail = permis de séjour » et avec la définition de « quotas d'entrée » annuels
L. 279/02	Modifica degli articoli 4-bis e 41-bis della legge 26 luglio 1975, n. 354, in materia di trattamento penitenziario (c.d. « regime di carcere duro ») (23 décembre 2002)	Rétablissement du régime dit de la « prison dure » pour les délinquants liés aux mafias
2004	Nom	Contenu
L. 271/04	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto legge 14 settembre 2004, n. 241, recante disposizioni urgenti in materia di immigrazione (12 novembre 2004)	Modification des lois prises précédemment en raison d'un jugement de la Cour constitutionnelle italienne en ayant annulé certains aspects contraires au droit

Total : 4.

Tableau 4

Lois contredisant une orientation de droite extrême ou populiste (au sens comparatiste)

2002	Nom	Contenu
L. 120/02	Ratifica ed esecuzione del Trattato di Nizza che modifica il Trattato sull'Unione europea, i Trattati che istituiscono le Comunità europee e alcuni atti connessi, con atto finale, protocolli e dichiarazioni, fatto a Nizza il 26 febbraio 2001 (11 mai 2002)	Ratification du traité de Nice
L. 156/02	Disposizioni in materia di rimborsi elettorali (26 juillet 2002)	Augmentation de fait d'un financement public des partis via les frais engagés à l'occasion des élections
L. 222/02	Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 9 settembre 2002, n. 195, recante disposizioni urgenti in materia di legalizzazione del lavoro irregolare di extracomunitari (9 octobre 2002)	Régularisation des immigrés présents ayant un travail, y compris un travail clandestin dont la légalisation est prévue par ladite loi sous réserve de payer une pénalité financière modique

<i>2003</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
D.Lgs. 85/2003	Attuazione della direttiva 2001/55/CE relativa alla concessione della protezione temporanea in caso di afflusso massiccio di sfollati ed alla cooperazione in ambito comunitario (7 avril 2003)	Transposition de la directive européenne en matière d'accueil d'une éventuelle vague de réfugiés
D. Lgs. 87/2003	Attuazione della direttiva 2001/51/CE che integra le disposizioni dell'articolo 26 della Convenzione applicativa dell'Accordo di Schengen del 14 giugno 1985 (7 avril 2003)	Transposition de la directive européenne qui intègre les dispositions de l'article 26 de l'accord de Schengen du 14 juin 1985
L. 207/03	Sospensione condizionata dell'esecuzione della pena detentiva nel limite massimo di due anni. (c.d. « Indultino ») (1 ^{er} août 2003)	Amnistie destinée à écourter les séjours en prison, prise à la demande du pape Jean-Paul II lors de sa visite d'Etat au Parlement italien
D. Lgs. 215/2003	Attuazione della direttiva 2000/43/CE per la parità di trattamento tra le persone indipendentemente dalla razza e dall'origine etnica (9 juillet 2003)	Transposition de la directive européenne portant sur l'égalité de traitement des personnes indépendamment de la race et de l'origine ethnique
D. Lgs. 216/2003	Attuazione della direttiva 2000/78/CE per la parità di trattamento in materia di occupazione e di condizioni di lavoro (9 juillet 2003)	Transposition de la directive européenne portant sur l'égalité de traitement en matière d'emploi et de conditions de travail
L. 380/03	Ratifica ed esecuzione del Trattato di adesione all'Unione europea tra gli Stati membri dell'Unione europea e la Repubblica ceca, la Repubblica di Estonia, la Repubblica di Cipro, la Repubblica di Lettonia, la Repubblica di Lituania, la Repubblica di Ungheria, la Repubblica di Malta, la Repubblica di Polonia, la Repubblica di Slovenia, la Repubblica slovacca, con Atto di adesione, Allegati, Protocolli, Dichiarazioni, Scambio di lettere e Atto finale, fatto ad Atene il 16 aprile 2003 (24 décembre 2003)	Ratification du traité d'adhésion des dix nouveaux membres de l'Union européenne en vue de leur adhésion en 2004
<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
D. Lgs 12/2005	Attuazione della direttiva 2001/40/CE relativa al riconoscimento reciproco delle decisioni di allontanamento dei cittadini di Paesi terzi (10 janvier 2005)	Transposition de la directive sur la reconnaissance réciproque des décisions d'éloignement des citoyens des pays tiers
L. 57/05	Ratifica ed esecuzione del Trattato che adotta una Costituzione per l'Europa e alcuni atti connessi, con atto finale, protocolli e dichiarazioni, fatto a Roma il 29 ottobre 2004 (7 avril 2005)	Ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe

<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
D. Lgs. 140/2005	Attuazione della direttiva 2003/9/CE che stabilisce norme minime relative all'accoglienza dei richiedenti asilo negli Stati membri (30 mai 2005)	Transposition de la directive établissant des normes minima relatives à l'accueil des demandeurs d'asile
D. Lgs 145/2005	Attuazione della direttiva 2002/73/CE in materia di parità di trattamento tra gli uomini e le donne, per quanto riguarda l'accesso al lavoro, alla formazione e alla promozione professionale e le condizioni di lavoro (30 mai 2005)	Transposition de la directive en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes, en ce qui concerne l'accès au travail, la formation et la promotion professionnelles, et les conditions de travail
A publier en date du 16 janvier 2006	Ratifica ed esecuzione del Trattato di adesione della Repubblica di Bulgaria e della Romania all'Unione europea, con Protocollo e allegati, Atto di adesione ed allegati, Atto finale e dichiarazioni e scambio di Lettere, fatto a Lussemburgo il 25 aprile 2005 (22 décembre 2005)	Ratification du traité d'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie
Total : 14.		

Tableau 5
Lois traduisant une orientation favorable
envers les thèmes traditionnels de la droite italienne

<i>2001</i>	<i>Nom/date</i>	<i>Contenu</i>
L. 459/01	Norme per l'esercizio del diritto di voto dei cittadini italiani residenti all'estero (27 dicembre 2001) (c. d. « legge Tremaglia »)	Normes permettant le vote des Italiens établis à l'étranger
<i>2002</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L.C. 1/02	Legge costituzionale per la cessazione degli effetti dei commi primo e secondo della XIII disposizione transitoria e finale della Costituzione (23 décembre 2002)	Suppression de l'interdiction faite aux descendants mâles de la Maison de Savoie de rentrer sur le territoire italien
L. 90/02	Istituzione di una Commissione parlamentare d'inchiesta concernente il « dossier Mitrokhin » e l'attività d'intelligence italiana (11 mai 2002)	Création d'une commission d'enquête parlementaire sur le « dossier Mitrokhin », visant à prouver l'ampleur de la pénétration soviétique dans les élites italiennes d'après guerre
L.104/02	Disposizioni per il completamento e l'aggiornamento dei dati per la rilevazione dei cittadini italiani residenti all'estero e modifiche alla legge 27 ottobre 1988, n. 470 (27 mai 2002)	Mise à jour des listes consulaires des Italiens résidant à l'étranger en vue entre autres aspects de leur participation au vote
<i>2003</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
	Proroga del termine previsto dall'articolo 1, comma 3, della legge 7 maggio 2002, n. 90, per la conclusione dei lavori della Commissione parlamentare d'inchiesta concernente il « dossier Mitrokhin » e l'attività d'intelligence italiana (11 août 2003)	Prolongation du délai pour la Commission « Mitrokhin »

<i>2004</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 92/04	Istituzione del « Giorno del ricordo » in memoria delle vittime delle foibe, dell'esodo giuliano-dalmata, delle vicende del confine orientale e concessione di un riconoscimento ai congiunti degli infoibati (30 mars 2004)	Création d'une journée du souvenir pour commémorer les massacres et l'exode des Italiens dans la période de l'immédiate après-guerre par les forces de la Yougoslavie titiste
L. 193/04	Proroga e rifinanziamento della legge 16 marzo 2001, n. 72, recante interventi a tutela del patrimonio storico e culturale delle comunità degli esuli italiani dall'Istria, da Fiume e dalla Dalmazia, e della legge 21 marzo 2001, n. 73, recante interventi in favore della minoranza italiana in Slovenia e in Croazia (28 juillet 2004)	Renouvellement des aides à l'entretien du patrimoine culturel des communautés italiennes exilées d'Istrie, de Fiume et de la Dalmatie, et aide aux minorités italiennes de Slovénie et Croatie
<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 61/05	Istituzione del « Giorno della libertà » in data 9 novembre in ricordo dell'abbattimento del muro di Berlino (15 avril 2005)	Création d'une « journée de la Liberté » pour commémorer la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989

Total : 8.

Tableau 6
Lois traduisant une orientation défavorable envers le fascisme ou les thèmes traditionnels de la droite italienne (monarchisme, anticommunisme, etc.)

<i>2003</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 91/03	Istituzione del Museo Nazionale della Shoah (17 avril 2003)	Création d'un Musée national de la Shoah
L. 92/03	Modifica all' articolo 4 della legge 10 marzo 1955, n. 96, recante provvidenze a favore dei perseguitati politici antifascisti o razziali e dei loro familiari superstiti (24 avril 2003)	Aides nouvelles aux anciens résistants et persécutés du régime fasciste
L. 107/03	Istituzione di una Commissione parlamentare di inchiesta sulle cause dell' occultamento di fascicoli relativi a crimini nazifascisti (15 mai 2003)	Création d'une commission d'enquête sur les raisons de l'occultation des documents relatifs aux crimes « nazifascistes » en Italie
<i>2004</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 255/04	Disposizioni per la commemorazione di Giacomo Matteotti e per la tutela della sua casa natale a Fratta Polesine	Mesures pour la commémoration de Giacomo Matteotti (assassiné par les fascistes) et pour la préservation de sa maison natale
L. 232/04	Proroga del termine previsto per la conclusione dei lavori della Commissione parlamentare di inchiesta sulle cause dell' occultamento dei fascicoli relativi a crimini nazifascisti (5 octobre 2004)	Allongement du délai pour la commission d'enquête sur les raisons de l'occultation des documents relatifs aux crimes « nazifascistes » en Italie

<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 24/05	Riconoscimento del 4 ottobre quale solennità civile e giornata della pace, della fraternità e del dialogo tra appartenenti a culture e religioni diverse, in onore dei Patroni speciali d'Italia San Francesco d'Assisi e Santa Caterina da Siena (10 février 2005)	Reconnaissance de la journée du 4 octobre comme journée de « la paix, de la fraternité et du dialogue entre les personnes appartenant à des cultures et religions différentes », en honneur des saints patrons de l'Italie, saint François d'Assise et sainte Catherine de Sienne
L. 94/05	Ratifica ed esecuzione del Memorandum d'intesa tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo dello Stato di Israele in materia di cooperazione nel settore militare e della difesa, fatto a Parigi il 16 giugno 2003 (17 mai 2005)	Protocole concernant la collaboration militaire entre l'Italie et Israël
L. 175/05	Disposizioni per la salvaguardia del patrimonio culturale ebraico in Italia (17 août 2005)	Dispositions pour la sauvegarde du patrimoine culturel juif en Italie
L. 208/05	Concessione di un contributo al Museo Nazionale della Shoah (10 mai 2005)	Attribution d'un financement au Musée national de la Shoah

Total : 9.

Tableau 7

Lois contredisant le projet supposé de protection de la « criminalité en col blanc »

<i>2004</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
<i>D. Lgs. 56/04</i>	<i>Attuazione della direttiva 2001/97/CE in materia di prevenzione dell'uso del sistema finanziario a scopo di riciclaggio dei proventi da attività illecite (20 février 2004)</i>	Transposition de la directive visant à prévenir l'usage du système financier pour recycler les revenus d'activités illégales
<i>2005</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
<i>L. 69/05</i>	<i>Disposizioni per conformare il diritto interno alla decisione quadro 2002/584/GAI del Consiglio, del 13 giugno 2002, relativa al mandato d'arresto europeo e alle procedure di consegna tra Stati membri (22 avril 2005)</i>	Adoption de mesures visant à se mettre en conformité avec la procédure dite du « mandat d'arrêt européen »

Total : 2.

Tableau 8
Lois traduisant une orientation favorable envers l'Eglise catholique

<i>2003</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 186/03	Norme sullo stato giuridico degli insegnanti di religione cattolica degli istituti e delle scuole di ogni ordine e grado (18 juillet 2003)	Normes sur le statut des « enseignants de religion »
L. 206/03	Disposizioni per il riconoscimento della funzione sociale svolta dagli oratori e dagli enti che svolgono attività simili e per la valorizzazione del loro ruolo (1 ^{er} août 2003)	Normes en faveur des patronages visant à la valorisation de leur rôle
L. 207/03	Sospensione condizionata dell'esecuzione della pena detentiva nel limite massimo di due anni. (c.d. « Indultino ») (1 ^{er} août 2003)	Amnistie destinée à écourter les séjours en prison, prise à la demande du pape Jean-Paul II lors de sa visite d'Etat au Parlement italien
L. 293/03	Norme sull'Istituto di studi politici « S. Pio » di Roma (23 octobre 2003)	Normes sur l'Institut d'études politiques « Saint Pie » de Rome
<i>2004</i>	<i>Nom</i>	<i>Contenu</i>
L. 40/04	Norme in materia di procreazione medicalmente assistita (19 février 2004)	Normes sur la procréation assistée. Donnent lieu à un référendum abrogatif demandé par l'opposition de centre-gauche et les Radicaux. Vote des Italiens contre l'abrogation en 2005

Total : 5.

Bibliographie

- Bale, T. (2003), « Cinderella and Her Ugly Sisters : The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems », *West European Politics*, 26 : 3, 67-90.
- Bobbio, L. (2003), « La dissociation italienne. Le monde du décisionnisme majoritaire et celui de la concertation », *Pôle sud*, 19, 63-78.
- Bouillaud, Ch. (2005), « La Ligue Nord et les politiques publiques italiennes. Influence, instrumentalisation, et échecs (2001-2004) », in Delwit, P. (éd.), *Les partis régionalistes. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- (1998), « Les antécédents idéologiques de la Ligue Nord », *Revue française de science politique*, 48 : 3-4, 458-479.
- Candiard, A. (2003), *L'anomalie Berlusconi*, Paris : Flammarion (préface de A. Tabbucchi).
- Diamanti, I. (2003), *Bianco, rosso, verde... e azzuro. Mappe e colori dell'Italia politica*, Bologne : il Mulino.
- Ginsborg, P. (1989), *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, Turin : Einaudi.
- (1998), *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato*, Turin : Einaudi.
- (2003), *Berlusconi. Ambizioni patrimoniali in una democrazia mediatica*, Turin : Einaudi.
- Hienisch, R. (2003), « Success in Opposition – Failure in Government : Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office », *West European Politics*, 26 : 3, 91-130.
- Hooghe, L., Marks G. & Wilson C.J. (2004), « Does left-right structure party positions on European integration », in Marks, G. & Steenbergen, M.R. (éd.), *European Integration and Political Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004.

- Hopkin, J. (2004), « New Parties in Government in Italy : Comparing Lega Nord and Forza Italia », ECPR Joint Sessions 2004, Uppsala, 13-18 April 2004, « New Parties in Government ».
- Ivaldi, G. (2005), *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, Paris : La Documentation française.
- Kershaw, I. (1998), *Hitler. 1889-1936 Hubris*, Londres : Penguin.
- (2000), *Hitler, 1936-1945 Nemesis*, Londres : Penguin.
- Lascoumes, P. (1997), *Elites irrégulières. Essai sur la délinquance d'affaires*, Paris : Gallimard.
- Leconte, C. (2005), *L'Europe face au défi populiste*, Paris : Presses universitaires de France (préface de Jacques Delors).
- Luther, K.R. (2003), «The FPÖ : From Populist Protest to Incumbency », in Merkl, P.H. & Weinberg, L. (éd.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, Londres : Frank Cass, 191-219.
- Mastropaolo, A. (2005), *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica*, Turin, Bollati : Boringhieri.
- Moreau, P. (2004), « Conclusion générale », in Blaise, P., Moreau, P. (éd.), *Extrême-droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles : Crisp, 2004.
- Poli, E. (2001), *Forza Italia. Structure, leadership e radicamento territoriale*, Bologne : il Mulino.
- Ricolfi, L. (2005), *Dossier Italia. A che punto è il « Contratto con gli italiani »*, Bologne : il Mulino.
- Rydgren, J. (2005), « Is extreme right-wing populism contagious ? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, 44 : 3, 413-437.
- Seiler, D.L. (2003), *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Ellipses, 2003.
- Tarchi, M. (2003), *L'Italia populista. Dal qualunquismo ai girotondi*, Bologne : il Mulino.
- Tuccari, F. (2002) (ed.), *Il Governo Berlusconi, le parole, i fatti, i rischi*, Bari : Laterza.

The xenophobic theme in the Danish politics 2001-2005

Tom BRYDER

1. Introduction and background

The subject of immigration and refugees has become one of the central topics for the Danish electorate from 1973 and onwards. This issue for a long time escaped the attention of many people around the world. Extremely xenophobic prejudices were gaining under the impact of globalization and the debates about the European Union through which nationalism was allowed to express itself. Populist sentiments gained strength and increased through the reorganization of populist and right-wing extremist voters, under the leadership of Mogens Glistrup and Pia Kjærsgård. As it were, xenophobic developments expressed themselves in a two-step process in which increased *restrictions* and *exclusionary measures* formed an initial stage as a response to inflows of refugees from Afghanistan, Iraq, Somalia and the former Yugoslavia, and *integrative efforts* of people who had already settled in Denmark logically followed as a second step.

But symptomatically, not only immigration from war-ridden areas of the world figured in the public debate about foreigners. In the Nordic countries ¹ there had been a free labour market since 1955, and it also became a subject of debate as an increased concern about foreigner developed in Denmark. According to Peter Gundelach, Professor of sociology at Copenhagen University, 68 per cent of the Swedes see Denmark and the Danes as cosy and *gemütlich*. Only 38 per cent of the Danes view Swedes in a positive and friendly way (Gundelach, 2002).

Actually, these results from a survey was not seen as something new or upsetting among ordinary Danes, but Swedes were largely ignorant about this discrepancy in mutual affection and the lack of it.

What was happening in Denmark from 1973 until the early 1990s was a major *general* attitude shift towards foreigners and immigration (Nielsen, 1979). The heroic image of

the Danes who helped most Danish Jews to escape from Nazi persecutions during WWII was losing its relevance. Instead Denmark became increasingly identified with the xenophobic politics² of The Progress Party (*Fremskridtspartiet*) and its splintergroup, The Danish People's Party (*Dansk Folkeparti*), with its leader, Pia Kjaersgård. She is a female former welfare worker, who in 1988 had visited a neo-Fascist meeting at Taiwan and subsequently made a political career in the populist *Fremskridtspartiet* (the Progress Party) until she formed a party of her own after misgivings about the leadership of Mogens Glistrup.

Political science Professor Ole Borre from Århus University, in an interview with the BBC from 2001, mentioned the similarity between Denmark and Austria, but although there are many national idiosyncracies in the development of anti-foreign sentiments in Denmark, one can also see many similarities with other Western countries. In the 1980s, Jean Marie Le Pen's *Front National* became a major power factor both locally and nationally, and the growth of support was very rapid from 1983 to 1985. Italy saw a resurgence of Fascism with electoral advances by the *Lega Nord* and *Alleanza Nazionale*. In Norway Carl Hagen's *Fremskrittsparti* managed to draw support from a substantial part of the electorate culminating with 23 per cent in the polls, and in Belgian Flanders, an anti-foreign party, *Vlaams Blok* (now renamed to *Vlaams Belang*) won more than 30 per cent of the votes in local elections in Antwerp. In Germany, especially in the former Communist Länder, skin-heads, anti-semites, nationalists and similar minded voters became visible, and in Holland, Pim Fortuyn was predicted to align approximately 20 per cent of the votes before he was shot down in the street. In the elections shortly after, his party became the next biggest in Holland. In the United States (Renshon, 2001) there was also a new wave of anti-foreign and racist sentiments directed mainly against the Afro-American population and the Latin-American immigrants. Last, but not least, as mentioned by Borre, Austria underwent a political crisis after the 1999 election, when Jörg Haider's *Freiheitlichen Partei Österreich* became the next biggest party with 27 per cent of the votes, and they formed government with the Conservative, *Österreichisches Volkspartei* (ÖVP) led by Wolfgang Schüssel.

Widespread disaffection with traditional parties which all strive to capture "the middle ground" of the electorates, fears of the consequences following the economic recession, and xenophobic themes in the political campaigns were said to account for this shifting alignment toward the populist extreme right. This was also the case in Denmark, where the tax burdens connected with the welfare state expansion had already been on the political agenda for almost 30 years (Andersen, 1984).

2. The Danish People's Party

Dansk Folkeparti (the Danish People's Party) was established in October, 1995, as a break-out group from another xenophobic party, *Fremskridtspartiet* (The Progress Party), as already mentioned. *Fremskridtspartiet* had had leadership problems after its founder Mogens Glistrup was convicted and had been imprisoned for tax evasion and fraud. In 1996 MP Pia Kjaersgård was unanimously elected leader of the Danish People's Party, which she had *de facto* been since the party's foundation the year before. At the 1998 election, the party secured 252 228 votes (7.4%), and got 13 seats in the 179 member Danish Parliament (*Folketinget*). In the elections to the European Parliament in

June 1999, the party won one mandate out of the 16 mandates allocated to Denmark with a program proclaiming that Denmark must leave the European Union. At the Danish national elections in November, 2001, the party got the electoral support of as much as 413 987 votes (12%) and secured 22 mandates. This made *Dansk Folkeparti* Denmark's third biggest party. It also became a supporting party of the conservative-right-wing-liberal party *Venstre* since this was required to keep the socialists and the welfare liberals (*Radikale Venstre*) out of government. In the period 2001 to 2005 the party successfully managed to have many of its proposals for stopping immigration, especially Muslim immigration, adopted by the Danish parliament. Most notoriously, they succeeded in having law L150 passed, which meant a virtual stop to family reunion programs.

However, whereas the 2001 election campaign had xenophobic themes as the major issues of the campaign agenda, in 2005 a tacit deal between the Social Democrats and the government forming parties resulted in a strange absence of debates about refugees and immigration. However, this should be seen against the background that the Social Democrats no longer criticized the government for already implemented policies, and they also supported the government's selective measures demanding that foreigners should learn Danish in order to qualify for social benefits.

3. A negative national identity

The Danes are increasingly formulating their national identity as a *negative* image of their environments. The NATO – of which more than 70 per cent of the population approved – was skeptically approached by negotiating politicians so that the Danes secured 23 exemptions from the rules regulating participation in military actions. In international politics and journalistic jargon, this became known as the “footnote politics”.

Table 1
The electoral results, November, 2001

<i>Venstre, Danmarks Liberale Parti</i> (The Liberals) (v)	*56
<i>Socialdemokratiet</i> (The Social Democrats) (s)	52
<i>Dansk Folkeparti</i> (The Danish People's Party) (DF)	22
<i>Det Konservative Folkeparti</i> (The Conservatives) (KF)	16
<i>Socialistisk Folkeparti</i> (The Socialist People's Party) (SF)	12
<i>Det Radikale Venstre</i> (The Radical Liberals) (RV)	9
<i>Kristeligt Folkeparti</i> (The Christian People's Party) (KRF)	4
<i>Enhedslisten</i> (The Unity List – Environment and Socialism) (EL)	4
<i>Tjóðveldisflokkurin</i> (Faroy Independence Party)	1
<i>Inuit Ataqatigiit</i> (The Inuit Party)	1
<i>Siumut</i> (The Greenland social party)	1
Outside the Parliamentary parties	1
Total number of members	179

One elected on the Faroy islands.

Source: The Danish Ministry of the Interior.

The European Union was also a matter of high controversy, and the country was split into two equally sized parts – for and against – as several referenda showed, but the Danes were still members, albeit reluctant members, of the European Union.

Finally, with respect to Sweden, Danes held many stereotypes of it as a prohibitive country with state liquor restrictions, formal and stiff habits, and a reputation for retarding decisions which needed urgent action. The Danish People's Party in its journal *Dansk Folkeblad* also launched a campaign for its Swedish "sister" party *Sverigedemokraterne* (The Sweden democrats) and criticized the Swedish government for discrimination.

The results of the election turn-out in 2001 and 2005 are shown below. A marked shift to the right characterized the 2001-2005 period, although some re-alignments against the xenophobic policies pursued can be traced in the 2005 election results.

Table 2
The electoral results, February 2005

<i>Venstre, Danmarks Liberale Parti</i> (The Liberals) (V)	52
<i>Socialdemokratiet</i> (The Social Democrats) (S)	47
<i>Dansk Folkeparti</i> (The Danish People's Party) (DF)	24
<i>Det Konservative Folkeparti</i> (The Conservatives) (KF)	19
<i>Socialistisk Folkeparti</i> (The Socialist People's Party) (SF)	11
<i>Det Radikale Venstre</i> (The Radical Liberals) (RV)	16
<i>Kristeligt Folkeparti</i> (The Christian People's Party) (KRF)	
<i>Enhedslisten</i> (The Unity List – Environment and Socialism) (EL)	6
<i>Tjóðveldisflokkurin</i> (Faroy Independence Party)	1
<i>Inuit Ataqatigiit</i> (The Inuit Party)	1
<i>Siumut</i> (The Greenland social party)	1
Outside the Parliamentary parties	1
Total number of members	179

Source: The Danish Ministry of the Interior.

Gaasholt and Togeby (1995) in a time-series analysis were paying attention to the new sentiments which emerged in the early 1990s, when war in the Balkans and the far East, system shifts in the former East European countries and religious fanaticism in the Middle East gained momentum. In their study, based on available survey research, they came up with plausible explanatory factors for the xenophobic³ trend, which could be identified:

- Low educational levels,
- No personal contacts or experience with the foreigners, and
- Political campaigns directed by populist and right-wing parties.

In Denmark, 75 per cent of the population in the 80s and early 90s had no formal school education above the compulsory level (Pisa, 2002). It has later on changed, but when support for right-wing populism gained momentum in Denmark, this could still be explained by the lack of formal education.

In addition to this, most of the national population has and has had little or no contacts with foreigners, and they do not want to have any contacts with people

with different ethnic or national backgrounds. Finally, populism has gained strength for more than 25 years, due to dissatisfaction with high tax levels, suspicions that there is a lot of welfare fraud, especially among immigrants. There are also a lot of preconceived ideas about the ineffectiveness of the public sector.

Two years after the Gaasholt-Togebjerg study, their findings about Danish intolerance against foreigners were confirmed by the *Eurobarometer survey* (1997-98, No. 47b and 48a). These surveys, being policy instruments of the European Union, concluded that the Danes, followed by the Belgians, were the most intolerant members of the European Union in questions dealing with immigration, ethnical minorities and refugees. They were also the most self-satisfied among the EU member populations.

Demographically, Denmark is a very homogeneous country and has been so since 1864 when Denmark lost most of its German- and Fris-speaking citizens to Prussia. The first sign of sentiments directed against foreigners in Denmark after WWII came with the economic boom of the 1960s. Uneducated citizens and manual labourers in Denmark worried about dumped labour costs, and many of those who expressed such concerns were Marxist socialists or people from the trade union movement. For a short period, a xenophobic splinter group from DKP, the Moscow-oriented Danish Communist Party, established a new party, *Fælles Kurs* (United Direction) under the leadership of the charismatic, ex-transport trade union leader, Preben Møller Hansen, and it held four seats in the parliament for a short period.

However, the labour migrations to Denmark in the 1960s were relatively insignificant, if compared with, for example, those to Sweden and Germany. Moreover, at that time the migration flows were basically of a Scandinavian origin, with some Greek, Italian and Yugoslav immigration which was, more or less, "hand-picked".

The only non-European immigration came from Chile after Pinochet's Fascist coup, from Vietnam, where the Cantonese-speaking, so-called boat-refugees of Chinese origin needed shelter against ethnic intolerance from the native Vietnamese, and Inuit immigrants from Greenland, who – for a variety of reasons – preferred to live in Denmark rather than in the far north.

In Denmark, the authorities saw the labour immigrants as "guest-workers" like in Germany. They were seen as people who were supposed to return to their native countries when the economic boom lost its force. In Sweden, on the other hand, the guest-workers were regarded as potential new citizens and assimilation was one of the alternatives built into immigration policies from the beginning.

4. Revanchism and the development of right-wing populism

Historically, after the second World War, Denmark had hosted more than 100,000 Germans who escaped from the victorious Red Army as it moved west, despite the fact that Denmark, immediately before that, was occupied by Nazi Germany for five years. What should also be remembered is that 12,000 Danes, during the war, were enrolled in Waffen SS, and fought for Nazi Germany on the Eastern front, mainly in the Baltic states. 2,000 of them never came back, and among those who managed to return, several were prosecuted for their role in the holocaust. They had enrolled in the Division Viking to combat Communism, as Denmark became a member of the anti-Comintern Pact, to appease the occupational Nazi authorities. They thought they

were going to combat Stalinist Communism, which was hated because the attack by the USSR on Finland in November 1939, only to find out that what was really expected of them was participation in mass murder.

After the war, nationalism gained strength in Denmark, not least among those who never joined the Danish resistance movement. Guilt-feelings for inactivity during the war years were common, and there were many cases where girls, who had had German soldiers as boy-friends (pejoratively called “*tysker-tøser*” and “*feltmadrasser*”) had their hair cut off, their naked bodies painted with swastikas and they were also harrassed in many other ways (for these harrassments in general, see Drolshagen, 1998; for the specific case of Denmark, see Eilstrup & Lindeberg, 1969).

Denmark’s right-wing liberal party, *Venstre* (which misleadingly means left, because economic liberalism was once regarded as being leftist) wanted the territories Denmark had lost to Prussia in the 1864 war, to be re-incorporated in the Danish national territory, despite the referendum of 1921, which had led to the division of Slesvig-Holsten, with the border stretching out where it still is today, just a few kilometers north of Flensburg.

5. A continuous extremist party tradition

A splinter group, *Dansk Samling* (Danish Unity) of active resistance fighters and right-wing politicians even tried to set up an armed expeditionary force to change the border, but never managed to realize their plans. In the early 1950s, as *Venstre* de-emphasized its claims, factions still supporting the claims on Germany together with members of *Dansk Samling* joined forces and established a new party, *De Uafhængige* (the Independent Party).

With the extremely just Danish proportional election system⁴, they managed from time to time to get a few seats in Parliament, but with electoral support never amounting to more than 5-6 per cent, they could not manage to get any real political influence, and *Konservative Folkeparti* (the Conservative Party) saw them as irresponsible competitors rather than as potential coalition partners. *Socialdemokraterne* (the Social Democratic Party) – which never was as strong and dominant in Denmark as in the other Nordic countries – and various non-socialist constellations, were the constant elements from which new coalition governments had to be formed, since there was no party which, by itself, could get the necessary parliamentary majority support to form a government of their own.

So Denmark became a five party political system, and this was a rather stable fact until 1973, when the tax lawyer, Mogens Glistrup, who had formed a populist party, *Fremskridtspartiet*, demanded the dismantling of the welfare state and tax cuts, which were totally unrealistic. He also suggested that Denmark should dismantle its armed forces and instead have an answering machine saying, in Russian, “We surrender, we surrender”. Another fanciful suggestion was that Denmark should sell Greenland to the United States, since it was deemed too costly to have colonies.

As the party gained opinion momentum, demands for the abolition of the armed forces and for selling Greenland were abandoned as policy options, and nationalism coupled to xenophobia, particularly directed against Muslims, which pejoratively were

called *Muhammedanians*, became the hall-mark. This nationalism was not one of emphasizing some kind of national myth or traditions, but a nationalism directed against non-Danish citizens and conventional democratic politics⁵.

Dr. Hans Mouritzen, a prominent analyst at the Danish Institute of International Studies (DIIS), argued in a newspaper article that the orientation of the Danes toward their environments formed the basis of a negative identity with three ingredients:

- Non-commitment to some of the basic military goals of the NATO,
- Euroscepticism,
- and last but not least, negative attitudes toward the Swedes, probably stemming from the time when Sweden was more prosperous than Denmark.

In the November 2001 election, the two last elements played a major role in the construction of the “political spectacle”⁶. In 2005, while the Danish People’s Party still tried to bring the de-alignment from the European Union on the agenda, these themes played no major role.

6. Globalization and self-sufficiency

During the 1990s, with an increasing globalization in transport and communication, and wars being fought in Africa, Asia and the Middle East, a new wave of immigration reached Denmark like most other West European countries. The major difference was that now the immigrants, most of which were jobless refugees, had a completely different cultural and educational background than the Danes. They were increasingly seen and stereotyped as welfare cheaters and unwilling to work for a living. Media reports told stories about how members of whole villages from Turkey, had come to Denmark, and similar parables often, in hyperbolic form, emphasized delinquency among the younger, many of which had a background in the violence of the Middle East.

When they sought and got jobs, they were portrayed as stealing jobs from the Danes; if they did not they were seen as lazy. Sometimes they were also accused of seducing Danish women, but when they – according to customs and traditions in their home countries – went to their home villages to find a husband or a bride, they were accused of not being satisfied with what they could find in Denmark.

Many of the new immigrants were illiterate Muslims and, as refugees, many did not want to be assimilated in the Danish society but rather expected to be able to return to their home countries. Meanwhile they needed economic support, something the Danes did not like to pay for, since they themselves were facing economic recessions and cuts in welfare and health-policy budgets.

7. The Social Democrats do not make a difference

Although many voters, who feared the new migration, were to the right of the centre, as pointed out above, there are also Social Democrats, organized members as well as sympathizers, who share xenophobic attitudes. It makes sense to say that most of these Social Democrats, like the Marxists of the 1960s and 1970s, are worried about their jobs and how to get along with people, whose customs and culture they know nothing about, and whose languages they do not understand.

Moreover, they do not want to understand or know anything about them. 56% of the population even demand that they should convert from Islam to Christianity.

This tendency was strengthened by the housing policies of various Social Democratic governments, which led to segregation and the formation of virtual ghettos in the larger cities (Voldsmose in Odense, Gjellerupparken in Århus, Ishøj and Brøndby Strand outside Copenhagen), where sometimes up to 80 per cent of the children, coming from many different countries and speaking different languages, knew no Danish at all. Local Social Democratic politicians such as mayor Per Madsen at Ishøj, a suburb south east of Copenhagen, and Thorkild Simonsen, a very popular mayor in the city of Århus, Denmark's next largest city, came out in support of those who wanted stricter immigration policies.

They were both Social Democrats, although Simonsen had a past in *Dansk Samling*. He was later on appointed Minister of the Interior, after another Social Democrat, Birthe Weiss, who was seen as too soft on immigration issues. They were both made responsible for refugees and immigrants, during periods of the Poul Nyrup Rasmussen Social Democratic governments in the 1991-1998 period. Their ideological aversion against immigrants was also shared by Social Democrat Karen Jespersen, a former Minister of Welfare, who surprisingly suggested that all refugees be placed on small islands, oil platforms in the North Sea, and similar, isolated places.

After the November 2001 election, Ritt Bjerregård, Social Democratic minister in many governments and a former highly criticized Commissioner in the European Union, published a letter in the Conservative newspaper, *Berlingske Tidende*, where she wrote about immigrants and assimilation:

“One can perhaps save some money in the shorter run by pretending that everything will be solved, if the members of the underprivileged group eat pork and stop wearing headscarfs, and begin to believe in Jesus and father Christmas, instead of Allah and Mohammad. From previous immigrations of Poles, Jews and Swedes we have experience telling us that such minorities can be integrated in the majority of the population within a couple of generations, and this will probably also happen to the latest immigrants. But 100 years is a long time to wait, and it is not satisfactory for the Social Democrats”⁷.

During the Nyrup Rasmussen Social Democratic government, Denmark was asked twice to explain its policies towards refugees by UNHCR (United Nation's High Commissioner for Refugees) at Geneva. Legal changes in the rights of immigrants were at odds with international agreements, to which Denmark is committed. The issues dealt with were related to discrimination against foreigners, particularly refugees, in social policy provisions and humanitarian affairs. As the quotation above reveals, patronizing and intimidating thoughts about foreigners of other religious creeds and with other cultural origins, had not stopped after the reprimands of the UNHCR, but were still current in the electoral efforts to gain the votes of the prejudiced, the uncertain and the uneducated.

The Social Democratic governments, where the pro-immigrant Radical Liberal Party (*Radikale Venstre*) joined forces with Social Democrats, were the governments which were set up after the non-Socialist government, under the Conservative Prime

Minister Poul Schlüter, had collapsed in 1991 after a spectacular affair in the Ministry of the Interior.

8. The Tamil affair

This collapse was caused by a scandal, where the Conservative Minister of the Interior, Erik Ninn-Hansen had told the central immigrant administration unnecessarily to delay the re-union of Tamil-families from Sri Lanka, and afterwards lied about it in Parliament. A State Commission engaged in a major investigation of the whole affair, and produced a voluminous report. Ninn-Hansen, a lawyer with more than 40 years as a member of the Danish *Folketing* for the Conservative Party, later on had to face a state court of justice (*Rigsret*), and after the impeachment he was sentenced to 8 months imprisonment, but he never had to serve the penalty because of his high age.

9. Why labels and stereotypes matter

In this essay I argue that labels and stereotypes perform a very important function in both the dissemination and reception of political propaganda messages (for the role of posters, see Wasmund, 1987). Their connotations serve as reference points for the retrieval of episodic, often true events, and their discriminatory or condensation powers cause people to see the world the simplified “black-and-white” way they suggest. However, as generalizations they are usually at odds with reality. The tendency to make huge predictions about future developments on the basis of a few small facts is a common logical fallacy, and since we live in a world of imagined communities (Anderson, 1991; Billig 1997), the risk of overgeneralization is always at hand. Modernism is based on the imagined social, geographical and political proximity of leaders and led, “audiences and performers” (Bell, 1996). In this sense Denmark is, perhaps, not “modern” and definitely not “post-modern”.

A label is a symbol, condensing or covering information about the properties of an object or event (Williams, 1983). The ways immigrants and former immigrants are classified by, for example, census bureaus, researchers and political authorities have serious social implications. Failure to distinguish between refugees, on the one hand, and immigrants who leave their home countries for economic and other reasons, opens up a wave of unnecessary argument.

Too encompassing labels blur distinctions which are required when policies are made. For example, to group together drug addicts, patients with constitutional mental disorders, people suffering from neurosis and psychosis, and age-senile patients, labelling them all “mentally functionally disabled” persons, is not only medically misleading, but also diagnostically wrong, and in the hands of politicians it can cause grave inhuman consequences.

The same applies to labels signifying the lack of distinctions between refugees, permanent immigrants, and temporary “guest-workers”.

When propagandists use unwarranted generalities and endow symbols with fear and guilt meanings, they are attempting to arouse their audiences with vivid, emotionally suggestive associations (Andersen, 1988). In most arguments used in the Danish debates on foreigners, there are no clear distinctions.

Stereotype is a Greek word which means literally “fixed impression.” In sociology, psychology and political science it means a fixed, exaggerated, and preconceived description about a certain type of person, group, or society. It is based on prejudice rather than fact, but by repetition and with time, stereotypes become fixed in people’s minds, resistant to change or factual evidence to the contrary. The term, originally used for a method of duplicate printing, was adopted in a social sense by Walter Lippman in his book, *Public Opinion* (1965, first ed. 1922). Stereotypes can prove dangerous when used to justify persecution and discrimination, as in Racism generally, and in Anti-Semitism in particular (Mosse, 1999).

Sociologists and social psychologists believe that stereotyping relates to labelling in the following way: It reflects and socially constructs a power structure in which one group in society uses labelling to keep another group “in its place” (“scape-goating”). To label all foreigners and assimilated citizens as aliens provides a security feeling for those who belong to the “in-group” and need it, and it legitimizes not looking further into the matter.

Both in *intent* and in the *policy consequences* which follow, all who have settled permanently or temporarily are – in Denmark – called the aliens (*de fremmede*). Those Danes who are against any kind of assimilation, including provisions of citizenship to the immigrants and the refugees, have an official source from which they can bolster their arguments, in the labelling system used by the Danish Census Bureau (Danmarks Statistik). Just over 400,000 people, equalling 8 per cent, who live in Denmark, are labelled aliens, whether they have Danish citizenship or not. It does not matter whether they are born abroad or in Denmark. They are still aliens. The figure is considerably lower than those of other Western societies, perhaps except Finland.

Some 275,000 of the 400,000 aliens (about 4 per cent) do not have a Danish citizenship, and the established, government-forming parties after November 2001, *Venstre* and *Konservative Folkeparti*, as well as the openly xenophobic *Dansk Folkeparti* quite clearly say that they want no more aliens, and that many of those waiting to become neutralized Danish citizens should instead return to their home countries.

In the first half year of 2002, following the implementation of law L150, the number of asylum-seekers in Denmark, from war-ridden areas in Afghanistan and Iraq, was half of what it had been the previous year, not because the conditions in these countries had been ameliorated, but because of the openly anti-refugee policies of the new Danish government.

It must be emphasized, however, that there are differences in the expressed attitudes and policies between, on the one hand, *Venstre* and *Konservative Folkeparti*, and *Dansk Folkeparti*, on the other. Whereas *Dansk Folkeparti* wants to throw all aliens out of the country immediately, the target of the two other parties is to consolidate the welfare of those who are now living in Denmark, and to assimilate them (“eat pork and stop wearing head scarfs”, “get them to believe in Father Christmas and Jesus, rather than Allah and Mohammad”). In concrete terms it means no more society subsidies to language courses in the home languages, and an increased effort to teach the potential Danes the Danish language. It also means that in order to qualify for welfare subsidies, alien applicants must prove their knowledge of Danish.

Making Denmark unattractive to refugees (the majority of all persons seeking status as refugees during the last five years come from conflict ridden Afghanistan and Iraq) is the major goal of the government declaration issued after the election of November 20, 2001. It is also seen in the restrictive new laws regulating family relations of immigrants, changed visa rules, and introducing new discriminating policies against foreigners applying for social benefits.

One propaganda technique, often employed by political demagogues, is demonization of the enemy (see Edelmann, 1995). The psychological resistances to crime in general, and violent crime in particular are, in modern societies, so massive that all immigration policies must – in the xenophobic campaign strategies – appear to be policies of defence against menacing, criminal and murderous aggressors (Billig, 1978 & 1991). In the Danish political campaign, November 2001, both the traditional democratic parties to the right of the centre created no ambiguity about whom the citizens were to hate.

The major xenophobic party, *Dansk Folkeparti*, is, in its propaganda unparalleled. Emphasizing that they voted against neutralization, *Dansk Folkeparti* published, during the election campaign, a poster with all the names of those 4,743 “new Danes”, people who got new citizenship in Denmark after having waited for 7-9 years, with their full names, thereby abusing the Public Information Act. They also claimed that al-Qaida terrorist Usama Bin-Laden could, under the existing rules, get a permit to stay in Denmark if he applied ⁸.

Labels and stereotypes, then, are not just innocent categories for the benefit of bureaucrats and researchers, but are taken into account when social policies are made and when legal provisions are implemented ⁹. Children of immigrants (second-generation immigrants, now re-named “followers”) without Danish citizenship, for instance, run the risk of being sent back to their “home-country”, if they commit crime, even though some of them were born in Denmark and have never learned the language of their so-called home-country. *Crime*, by the way, is propagated by the populist right-wing extremists and the government-forming party after November 2001, *Venstre*, as a major problem caused mainly by young immigrants.

10. The logic of the xenophobic election campaign

The logic of the whole election campaign was introduced by the agenda set by *Dansk Folkeparti* already during earlier elections. During the economic recession, the hospitals were unable to accommodate and treat all who needed care, partly because money was lacking, partly because there were not enough educated professionals (doctors and nurses) in the health sector.

This was mainly caused by the neglect in Danish educational politics after WWII, something which was not mentioned during the campaign. The costs for improving the health care system could not be covered since, so the argument went, Muslim welfare cheating immigrants were treated luxuriously.

Also, some 15 per cent of all who studied medicine in Denmark came from Sweden, and when their expensive education was finished, they left Denmark without providing their much-needed professional skills to the Danish taxpayers. What was not mentioned was that in the early 1990s, there was a virtual wave of imported labour performed

by Swedish nurses, who could earn more in Denmark than in Sweden, and get better working conditions generally.

Is it really possible to argue in this way? The economics of health care, in Denmark like in Sweden, is mainly provided by regional taxes and policies, and costs for immigration are covered by local governments, which have a high degree of autonomy vis-à-vis the state. As far as taxes are concerned, the major burden lies on the local governments, state taxes matter less, and only indirectly.

Still the arguments are constructed so as to blur the distinction between the state taxes and the local and regional government taxes. Those who were accountable for the lack of money in the health sector were the regional politicians, but their actions and inactions were never discussed, although the national elections of 2001 were held at the same day as the regional and local elections.

As far as the failed educational policies were concerned, there has been a free labour and educational market in the Nordic countries since 1955, as already mentioned, which was to the benefit of Denmark when it experienced a student boom in the 1960s and 1970s, and the universities lacked teachers and researchers. They had to be recruited largely from Sweden and Norway. This, in turn, resembled the situation in South Africa, which recruited many academics from Europe and the United States up to the abolishing of Apartheid, and when the educational levels increased, the native academics demanded that they themselves should take over.

So the Danes, with their failed educational policies, should really have blamed themselves or, rather, the policies of anti-intellectual Social Democratic ministers of Education, such as, for example, Bodil Koch, who never realized the necessity of reforms and expansions in higher education ¹⁰.

Having noticed the importance of education as a factor preventing prejudice and xenophobic sentiments, it would, however, be too hasty to conclude that more education is a good short-term medicine against political xenophobia. While it is probably true that the problem of immigrants and refugees in Denmark is more a xenophobic problem rooted in the minds of the Danish population than a problem *per se*, there is no instant solution in factual information and more education in the shorter run. However, in the longer run it is required that not only the quantity of education should be expanded, but that the quality should be increased as well.

11. Propaganda

Political propaganda consists of political symbols manipulated for the control of public opinion.

Symbols are classified as propaganda in terms of their intended effect on public opinion. The task of the manipulator is to reinforce the symbols' competitive power by leading as many individuals and groups as possible in society to read their private and collective meanings into them. Labels are important in this respect, as I have already mentioned. The predispositions of audiences, such as we see them in attitudes, education, and personal experience all form patterns within political contexts provided by the propagandists and the media.

As analyzed in political science, propaganda is neither good nor bad. It is a means to achieve influence and it can be used with honest or dishonest intentions, and with intended and unintended consequences.

Propaganda, by the denotative – or persuasive – power of the symbols it uses, cannot in itself make a difference in the influence process¹¹. “*Schall und Rauch*” is not enough: To be effective it must also be reinforced by connotative (officially sanctioned, or “institutionalized”) meanings as well as organization and threats, to succeed. In other words, too great a discrepancy between personal experience and propagated “facts” limits the effects of propaganda.

Unlike the humanist, who argues that all criminal acts of violence are brutal, the crime story told by xenophobic propagandists implies that such acts are only or especially brutal when practiced by the enemy. The picture below appeared in a Danish mass produced colour magazine read by more than 300,000 women.

Its centerpiece is face-covered young men (Muslims), leaving court after a trial for group-rape (covered excessively by the media), with the face of one of the young perpetrators’ mother’s uncovered. It was used by *Venstre* in an attempt to show that they share the same ideas about youth criminals, of foreign origins, as *Dansk Folkeparti*.

That it is a picture of criminal Muslims is implied by the Muslim clothes of the woman. The advertisement does not mention that there is also youth delinquency among Danish teen-agers. “It is time for a change” is the message of the poster, which caused resentments in all quarters of the democratic political system in Denmark, even within the party *Venstre* itself.

When a propagandist warns members of an audience that disaster will ensue if they do not follow a particular course of action (more restrictive immigration policies, for instance), there is an appeal to fear. By playing on the audiences’ deep-seated fears of crimes such as rape, practitioners of this technique hope to redirect attention away from the merits of moderate proposals and toward drastic steps that can be taken to reduce the fear.

The youth organization of *Dansk Folkeparti* openly declares that the aliens are enemies, and during the election campaign they produced faked postcards and posters showing the Prime Minister Nyrup Rasmussen intimately involved with a Muslim woman. This image was a counterfeit of a criminal movie poster, well-known to many people in Western Europe. The text says: “Nyrup and Islam. Seduced by the enemy”. “An important election, a cynical woman, a man under pressure, in a dangerous alliance”.

On the whole, the visual materials used by the parties in the 2001 election campaign, were vivid in imagination and suggestive in terms of the meanings which the non-verbal metaphors alluded to.

This is remarkable, since in the Nordic countries, during the last 40 years, the art of poster propaganda has drastically declined, compared with, for example, Germany, France and Italy. Most often, posters have been used with a picture of a candidate, and an appeal to vote for him or her and the party they represent.

Also in the magazines, the advertising technique was provocative, as I have already shown, but most provocative was, of course, the pictures and the textual

propaganda of *Dansk Folkeparti*. They had front pages in their journal *Dansk Folkeblad* showing hords of alien people coming to Denmark, and pictures of extremist Islamists with their children which, they allege, will be future recruits to al-Qaida and similar criminal terror organizations.

This offensive and threatening approach is also used by the Danish Social Democratic Youth (DSU) in their campaign against the non-socialist parties and another socialist rival, *Socialistisk Folkeparti*. They first produced a poster and a postcard, built on the theme of the *Titanic* catastrophe.

The text says: "From the Producers of the Minimal State and Xenophobia: A Catastrophic Direction". "The Minimal State" was the title of a book about deregulation of the public economy written by Fogh Rasmussen from *Venstre*. The week before the election, the Social Democratic leader, Nyrup Rasmussen, committed the error of tearing this book apart during a public meeting, under the pretext that Fogh Rasmussen was no longer committed to budget cuts and that the contents of the book was therefore no longer valid.

The DSU also produced a poster and a postcard, which picks up on the theme used by *Dansk Folkeparti* and quite untruthfully alleges that the leader of the Socialist People's Party (*Socialistisk Folkeparti*) is having an affair with Pia Kjærsgård.

The text starts: "Holger (the name of the party leader) and the wife". This text is an allusion to the anti-sexist approach of this leader, who openly confesses that he asks advice from his wife about many matters related to politics, and the point is that he is unfaithful and has a "second" wife, namely Pia Kjærsgård.

Finally, the youth organization of *Venstre*, produced a good-bye poster showing the Social Democratic leader, Nyrup Rasmussen, leaving and being replaced by the leader of *Venstre*, Fogh Rasmussen.

As I have tried to show earlier, this statement is hardly true. The content of the message and the law proposals of the Social Democrats, propagated during the campaign, did not differ very much. But in terms of policy, the new xenophobic-focused government had a much more elaborate idea about assimilation – through an enlarged language policy – than the Social Democrats. They suggested that the ghetto patterns should be broken by compulsory schooling foreigners in the Danish language, which they see as the major preferred road to integration. Good knowledge of the Danish language, so the government Declaration and propaganda in the election campaign, should be a prerequisite for those who apply for welfare benefits and those seeking jobs.

They make no distinction between refugees and immigrants in general. They particularly emphasize the need for jobs for those who had already been given a permit to stay in Denmark, and that this could be done, so they argue, by keeping new immigrants out.

While most people in the Nordic countries think that immigrants must be assimilated and learn the language of the new country they live in, the situation is, of course, different with the refugees, who are expecting and expected to return as soon as the unstable political conditions have changed in their home countries. They obviously need support to keep their native language alive, and in some cases it could also be argued that it is not necessary to involve major efforts to get them jobs in

a shrinking labour market, since they will anyway be leaving the country within a foreseeable future.

Given the lack of well-educated Danes, and with insights into the fact that many of the refugees and immigrants had professional and academic skills, The Danish Employers' Association (*Dansk Arbejdsgiverforening*) formulated its own anti-xenophobic policy a long time before the election campaign started. It was not for philanthropic reasons, but because the lack of educated labour required a quick integration. It was largely from this source that *Venstre* got its ideas about the necessity of assimilating the *aliens* through state subsidies to Danish language courses, provided by private consultants and organizations.

12. Conclusion

Immigration, legal as well as illegal, is increasingly becoming a politicized issue as globalization spreads to less developed and conflict-ridden parts of the world. Besides for providing evidence about the background to the xenophobic election campaign in Denmark in 2001, I have also tried, in this essay, to provide some conceptual and theoretical notions which may help to explain the origins, scope and depth of anti-foreign sentiments in Denmark. Comparing the campaigns of 2001 and 2005 helps us to trace the transition from restrictive to assimilative policies.

Labelling and stereotypes, in combination with fear-appeals directed at low-educated groups is what, psychologically, make xenophobic policies successful. Assimilation is built on appeals to social decency and national self-interest. All other things being equal, the more frightened a person is by a message, the more likely he or she is to take positive preventive action. With low educational levels and lack of experience with foreigners, fear is fairly easy to mobilize. Assimilation, by contrast, holds a promise of an efficient use of the labour force and contradicts the restrictive policies which are related to waves of immigration from war-ridden areas of the world.

In summary, there are four elements in a successful fear appeal:

- A propagated threat,
- An explicit policy about how the audience and the political system should respond,
- Audience perception that the policies will be effective in addressing the threat, and
- Audience perception that they and the political system are capable of implementing the proposed policies.

Fear appeals will not succeed in altering behaviour if the audience feels powerless to change the situation.

However, with a long experience of democracy, the Danes do generally not feel powerless. Powerlessness is here seen as involving both perceived *lack of action-capability* on behalf of the audience and *lack of system responsiveness*. Various assimilation policies can appeal to ideas about system efficacy and the power of individual impact. Fear appeals are more likely to succeed in changing behaviour if they contain unqualified policies for reducing the threat. Assimilation policies have

to be detailed. Throwing out immigrants is an unqualified policy, threatening and intimidating refugees, who seek shelter against war and famine, and causes guilt.

When confronted with persuasive messages that capitalize on our fears, we should ask ourselves the following questions:

- Is the speaker exaggerating the fear or threat in order to obtain support?
- How legitimate is the fear that the speaker is provoking? Is restrictions rather than assimilation going to establish an equilibrium?
- Will performing the recommended action actually reduce the supposed threat?
- When viewed dispassionately, what are the merits of the politicians' proposals?

Answers to these questions may enhance our ability to look through the xenophobia propagated by populist demagogues and neo-fascist movements and parties. Realistic assimilation policies may replace the grim prejudices of right-wing populist appeals and create a more secure future for their victims.

References

- Allport, G.W. (1954), *The Nature of Prejudice*, Boston: Beacon Press.
- Andersen, B. R. (1984), *Kan vi bevare velfærdsstaten?*, Copenhagen: AKF.
- Andersen, R. (1988), *The Power and the Word. Language, Power and Change*, London: Paladin Books.
- Anderson, Benedict (1991). *Imagined Communities*. London: Verso.
- Bell, D. (1996 orig. 1976). *The Cultural Contradictions of Capitalism*, New York: Basic Books.
- Billig, M. (1978), *Fascists. A Social Psychological View of the National Front*, London & New York: Harcourt Brace Jovanovich.
- (1991), *Ideology and Opinion. Studies in Rhetorical Psychology*, London: Sage Publications.
- (1997, orig. 1995), *Banal Nationalism*, London: Sage Publications.
- Deutsch, K.W. (1953), *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, London: Chapman & Hall.
- (1942), “The trend of European Nationalism – The Language Aspect”, *American Political Science Review*, 36: 3, 533-541.
- Drolshagen, E.D. (1998), *Nicht ungeschoren davonkommen: das Schicksal der Frauen in den besetzten Ländern, die Wehrmachtssoldaten liebten*, Hamburg: Hoffmann und Campe.
- Edelman, M. (1988), *Constructing the Political Spectacle*, Chicago: University of Chicago Press.
- (1995), *From Art to Politics. How Artistic Creations Shape Political Conceptions*, Chicago: University of Chicago Press.
- Eilstrup, P. & Lindeberg, L. (1969), *De så det ske under besættelsen*, Copenhagen: Lademann Forlagsaktieselskab.
- Eurobarometer (1997, 1998), *Eurobarometers 47b & 48a*, Brussels: The European Commission.
- Gaasholt, Ø. & Togeby, L. (1995), *I Syv Sind. Danskernes Holdninger til Flygtninge og Indvandrere*, Århus: Politica.
- Gundelach, P. (2002), *Det er dansk*, Copenhagen: Hans Reitzel.
- Lippmann, W. (1965), *Public Opinion*, New York: The Free Press.
- Mosse, G. (1999), *The Fascist Revolution. Toward a General Theory of Fascism*, New York: Howard Fertig.

- Nielsen, H. J. (1979), *Politiske Holdninger og Fremskridtsstemme*, Copenhagen: Forlaget Politiske Studier.
- PISA (Programme for International Student Assessment) (2001), *Knowledge and skills for life. First Results from PISA 2000*, Paris: OECD.
- Renshon, St. A. (ed.) (2001), *One America? Political Leadership, National Identity, and the dilemmas of diversity*, Washington DC: Georgetown University Press.
- Saenger, G. & Flowerman, S. (1954), "Stereotypes and Prejudicial Attitudes", *Human Relations*, 7: 2, 217-237.
- Sanford, N. (1973), "The Authoritarian Personality in Contemporary Perspective", in Knutson, J.N. (ed.), *Handbook of Political Psychology*, San Francisco: Jossey Bass.
- Smith, A.D. (1991), *National Identity*, London: Penguin Books.
- Wasmund, K. (1986), *Politische Plakate*, Frankfurt a.M.: Campus Verlag.
- Williams, R. (1983), *Keywords*, London: Flamingo.
- Zaller, J. R. (1992), *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge: Cambridge University Press.

Newspapers and journals

Berlingske Tidende
Dagbladet Information
Dansk Folkeblad
Politiken
Weekendavisen

Internet

Internet: <http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/europe>

Notes

¹ The Nordic countries include Norway, Sweden, Finland, Iceland, the Faroy islands and Greenland. Scandinavia consists of Denmark, Sweden and Norway.

² BBC reported: "This underlines what many commentators predicted before the elections – that xenophobia has had a great impact on how the Danes chose to vote". It is obvious to compare the situation with the one in Austria, even though *Dansk Folkeparti* will not take part in the government as Jörg Haider did, says Professor Ole Borre, of Aarhus University. "There is a hypnotic concern with immigration issues in Denmark, which we have not seen anywhere else, except from Austria". The French newspaper *Libération* thus also had to conclude that "the plague of xenophobia has hit Denmark". (According to *Berlingske Tidende*, November 29, 2001).

³ For general theories of xenophobia and political prejudice, see Allport, 1954, Saenger & Flowerman, 1954, and Sanford, 1973. A modern theory about the formation of mass opinion, on which Togeby and Gaasholt built their research, is Zaller, 1992.

⁴ It has a mandate threshold of 2 percent, compared with for example 4 per cent in Sweden, and 6 per cent in Germany.

⁵ In this respect it differed from the kinds of nationalism discussed by Billig, 1997, Deutsch, 1942 & 1953, and Smith, 1991.

⁶ For the concept of the "political spectacle", see Edelmann, 1988, who maintains that any social construction needs three elements: problems, enemies and leaders.

⁷ Danish original text: "Man kan muligvis spare nogle penge på kort sigt ved at lade, som om man tror, det går over, hvis medlemmerne af den underprivilegerede gruppe spiser flæskkesteg

og lader være med at gå med tørklæder og giver sig til at tro på Jesus eller julemanden i stedet for på Allah og Muhammed. Fra tidligere indvandring af polakker, jøder og svenskere har man erfaring for, at sådanne minoritetsgrupper integreres i flertalsbefolkningen i løbet af nogle generationer, og det vil formentlig også ske med de senest tilkomne indvandrere. Men 100 år er lang tid at vente, og det er ikke tilfredsstillende for Socialdemokratiet”.

⁸ In a remarkable comment by the immigration minister from the party *Venstre*, Bertel Haarder, himself a political scientist, it was claimed that *Dansk Folkeparti* was a normal center party. One can wonder, then, why his party and that of the Conservatives did not invite Pia Kjærsgård into the government after its electoral success, if it was so innocent and “normal”.

⁹ Billig (1991) argues that the formation of concepts in arguments and the implementation of policies is where we should look when analyzing political ideologies which have ramifications outside the traditional left-right spectrum.

¹⁰ In 1900, Copenhagen University had a total of 6,000 students in all faculties; in 1960, it had 8,000 according to its own home-page. Despite the baby-boom of the 1940s, there were only a total of 843 who finished high-school (*studentereksamen*) in 1966. In 1970 there were 35,000 who got the high-school degree.

¹¹ The us president Lincoln in the 19th century is claimed to have said, “You can cheat all people some of the time and you can cheat some people all of the time, but you cannot cheat all people all of the time”.

CONCLUSION

Les nouvelles droites et le pouvoir en Europe entre identité et légitimité

Philippe POIRIER

Depuis une vingtaine d'années, plusieurs formations d'extrême droite, de droite souverainiste, de droite néo-régionaliste et/ou de droite néo-conservatrice sont devenues des acteurs importants des systèmes politiques européens. Certaines ont obtenu des résultats électoraux substantiels aux législatives, comme le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) en Autriche en 1999 et 2006, *Alleanza Nazionale* (AN) et la *Lega* en Italie en 1994 et en 2001 ou encore l'Union démocratique du Centre (UDC) en Suisse en 1999 et en 2003. Ces succès dans les urnes leur ont permis d'entrer dans une coalition gouvernementale ou d'y accroître leur poids : ainsi, l'UDC dispose désormais de deux conseillers fédéraux sur huit dans le gouvernement de la Confédération helvétique. Le processus de droitisation du régime politique européen s'est étendu aux nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. Depuis 2005 en Pologne et depuis 2006 en Slovaquie, des partis authentiquement néo-conservateurs et/ou nationalistes dirigent le gouvernement (*Prawo i Sprawiedliwość*) ou y participent (*Liga Polskich Rodzin, Samoobrona*).

D'autres partis ont engrangé des gains importants à différents scrutins : le Parti populaire Grande Roumanie (PPGR) en 2000 et le Front national (FN) en France en 2002 lors d'élections présidentielles ; le *Vlaams Belang* (VB, ex-*Vlaams Blok*) ou le *Dansk Folkeparti* (DF) aux élections législatives (respectivement, en 1999 et 2003 et en 2001 et 2005). Mais les suffrages recueillis par ces formations ne leur ont pas permis d'exercer des responsabilités gouvernementales. Bien souvent, ces partis ont continué à être considérés à bien des égards comme infréquentables par les autres partis politiques dits « de gouvernement » dans leurs systèmes politiques respectifs ou comme des forces d'appoint au niveau des assemblées régionales et/ou des conseils communaux.

Cette différence de traitement dans l'accès et l'exercice du pouvoir pour les partis des « nouvelles droites » est liée au degré d'intensité de leur radicalisme en politique et à leur capacité d'accepter une culture de compromis. Les causes de leur inclusion ou de leur exclusion doivent être aussi recherchées dans le fait que les partis de « nouvelles droites » contestent l'hégémonie des partis de centre et centre droit membres du Parti populaire européen et/ou du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs dans la monopolisation de la représentation des électeurs conservateurs et/ou proposent des projets politiques concurrents, voire antagonistes.

D'une certaine manière, leur puissance électorale a pour origine leur positionnement en rupture avec les politiques (dont celles de l'Union européenne) et les partis qui les ont façonnées. Ils sont les vecteurs en partie de nouveaux clivages économiques et sociétaux. Pour autant, leur identité politique et les conditions de sa construction déterminent leur légitimité ou non à exercer le pouvoir et à s'y maintenir. L'altérité de leur vision politique par rapport à celle qui s'est mise en place depuis 1945 signifie que les partis des nouvelles droites sont parmi les plus proches de la roche tarpéienne.

1. Les conditions de l'accès et du maintien au pouvoir

Avant d'accéder au pouvoir, les partis d'extrême droite et des nouvelles droites se distinguent par trois caractéristiques essentielles que les études comparatives de Susanne Frölich-Steffen, de Lars Rensmann et de Sarah de Lange ont bien mises en évidence.

Tout d'abord, ils se différencient par leur conception de la démocratie : ils en ont une vision rédemptrice plutôt que pragmatique (Cabovan, 1999). La limitation du pouvoir et l'institutionnalisation de son exercice par d'autres sources que la seule volonté populaire conduiraient naturellement à un déficit de confiance et de représentativité entre les gouvernés et les gouvernants. Avant la conquête du pouvoir, leurs projets politiques sont dès lors centrés pour l'essentiel sur la réduction de l'écart entre le peuple qu'ils prétendent seuls incarner et ceux qui l'ont gouverné jusqu'alors. Comblant la « fracture démocratique », ce serait développer toutes les formes de démocratie directe pour déborder le régime de délégation, d'équilibre des pouvoirs, de recherche du consensus entre les groupes d'intérêts et les élites politiques, gagné par la judiciarisation, qui caractériserait les régimes politiques européens, en ce compris l'Union européenne.

Les partis d'extrême droite et des nouvelles droites s'opposent aussi au modèle de parti identifié par Richard Katz et Peter Mair (1995) : le « parti de cartel ». La transformation organisationnelle des formations politiques serait liée en effet à un changement plus global du système de la démocratie représentative, qui intègre désormais de plus en plus les partis dans l'Etat, aux dépens de leur enracinement social. Autrement dit, le « parti de cartel » se veut résolument tourné vers l'exercice du pouvoir. Il tend à prendre la forme d'une agence plus ou moins dépendante de l'Etat dès lors qu'il bénéficie d'un financement public des activités politiques et a pour rôle essentiel la sélection d'un personnel politique professionnalisé. Les partis des « nouvelles droites » refusent catégoriquement la « professionnalisation » de la politique, d'autant qu'ils critiquent vivement non seulement la conception

technocratique du pouvoir mais aussi l'Etat providence et les prébendes réelles ou imaginaires qui y sont liées et dont le « parti cartel » serait la nouvelle expression.

Ensuite, ces partis se distinguent par leur conception de la communauté des citoyens. Leur appel au peuple – une constante dans leur rhétorique –, prend en effet sa signification principale à partir de l'identité nationale ou régionaliste vécue sous un mode essentialiste. Il s'agit plus particulièrement d'un peuple tout entier supposé homogène (en deçà des divisions en classes ou des pratiques religieuses) qui se confond avec la nation ou la communauté régionale rassemblée, dotée d'une unité substantielle et d'une identité permanente : raison pour laquelle ils jugent aussi néfastes les processus d'eupéanisation et les transformations démographiques, culturelles et culturelles rendues possibles notamment par l'immigration extracommunautaire (Betz, 2002). Les processus d'eupéanisation sont dénoncés avec d'autant plus de vigueur qu'ils porteraient atteinte à l'identité et aux institutions nationales et/ou régionales mais aussi à la compétitivité de leurs économies nationales et/ou régionales comme à la protection du marché de l'emploi national et/ou régional dans un contexte de globalisation économique. Bien qu'ils ne l'articulent pas tous dans leurs projets politiques aussi bien que l'UDC de Christoph Blocher, ils sont en quelque sorte tous des partis à la fois communautaristes (national et/ou régional) et libéraux d'un point de vue économique, ce qui les isole à la fois du compromis social européen (une économie sociale de marché) et du centre droit qui s'est fait le champion de la construction européenne à travers la méthode communautaire.

Enfin, la structuration de leurs organisations politiques partisans et les processus décisionnels consubstantiels de celles-ci reflètent souvent les conditions de leur naissance ; une institutionnalisation rendue difficile en raison de l'absence de cadres et d'une légitimité politique construite souvent et essentiellement sur l'aura ou le charisme d'un ou plusieurs leaders (Hockenos, 1995). La disparition du chef (Pim Fortuym aux Pays-Bas), la non-participation directe au pouvoir au niveau national (Jörg Haider) ou l'élimination de celui-ci par la personnalité du président national même à un niveau régional (Jean-Marie Le Pen en région Provence-Alpes-Côte d'Azur) conditionnent à bien des égards le non-développement d'une culture de gouvernement dans le parti ou le maintien ou non de l'unité du parti alors qu'il assume des fonctions gouvernementales. D'une autre manière, les partis d'extrême droite sont certes des machines électorales puissantes mais la finalité de l'exercice du pouvoir y est compromise par la structuration même de l'organisation. Ils sont des partis à enjeux uniques ou restreints (le contrôle de l'immigration, l'autorité de la loi, le respect de la souveraineté et du mode d'organisation constitutionnelle de l'Etat membre de l'Union, le démantèlement de l'Etat providence, etc.).

Lorsqu'ils parviennent tout de même au gouvernement, en dépit de leurs idéologies ou de leur rapport au pouvoir, ils n'échappent pas plus que les autres partis à une fonction médiatrice entre société civile et société politique, qui les oblige à se transformer à la fois en agent social du conflit et en instrument politique de son intégration. Autrement dit, ils sont contraints de modifier leurs projets politiques initiaux (compris comme idéologie référentielle) dans la mesure où ils sont animés par de nouvelles dynamiques, par exemple celles qui résultent des tensions entre les stratégies de pouvoir des acteurs qui la servent ou qu'ils utilisent (Seiler, 2003).

Cet exercice est particulièrement redoutable pour eux : c'est à la fois la condition de leur acceptation dans l'exercice du pouvoir par les autres acteurs du système politique et la source de leur éventuel déclin ou déchirure, comme le montre l'exemple du FPÖ. Après avoir co-géré le pouvoir en Autriche de 1999 à 2006 avec le *Österreichische Volkspartei* (ÖVP) de Wolfgang Schüssel, le FPÖ a fini par éclater en deux formations politiques : le FPÖ, « canal historique » avec Heinz-Christian Strache pour président ; le *Bündnis Zukunft Österreich*, présidé par Peter Westenthaler ¹. Le projet politique libéral national dont il était porteur a été digéré, voire vampirisé, par l'autre partenaire de la coalition.

2. Les droites extrêmes au Benelux, en France et en Roumanie : de l'impossibilité de gouverner

Les questions de radicalisme, de légitimité, de rapport au pouvoir et de sa transformation pour les partis de nouvelle droite peuvent être étudiées à travers l'exclusion manifeste de celui-ci et/ou l'échec constaté de son exercice dans le cas du Front national belge (FN), du *Vlaams Belang* (VB), de la Liste Pim Fortuym (LPF) aux Pays-Bas, du Parti populaire Grande Roumanie (PPGR) et du Front national français (FN).

En premier lieu, comme le rappelle Pascal Delwit dans sa contribution sur le FN belge, bien souvent, les partis d'extrême droite n'ont pas accès au pouvoir car ils ne parviennent pas à représenter durablement la ou les questions sociales qui ont été à l'origine de leurs premiers succès électoraux. Alors que le FN avait connu un frémissement électoral en 1994-1995, notamment en raison de la question migratoire et de la difficile reconversion de certains sites industriels wallons, il s'est délité quasi de lui-même. Sous la férule de son inamovible et contesté président Daniel Féret, le FN a été incapable d'assurer notamment une politique redistributive de charges réelles (des investitures pour les élections, des responsabilités politiques par secteur à l'intérieur du parti ou dans les assemblées où le FN avait des représentants, la responsabilité de sections ou de circonscriptions, les nominations dans des administrations communales ou nationales, etc.) et symboliques (la participation à un mouvement social pour l'électeur, etc.). Sans continuité dans le personnel législatif, régional ou municipal, de crise interne en crise interne, le FN n'a eu ni les outils, ni véritablement le désir, de développer une culture de gouvernement.

Cette situation s'est reproduite de façon quasi identique aux Pays-Bas avec la LPF. Pourtant, l'identité politique du parti néerlandais, portant le nom de son fondateur assassiné en 2003, était radicalement différente de celle des autres partis de nouvelles droites en Europe, comme le soulignent Paul Lucardie et Gerrit Voerman dans leur article.

Tout d'abord, il ne s'inscrivait nullement dans la tradition des partis d'extrême droite néerlandaise (le *Nederlandse Volkspartij* fondé par J.G. Glimmerveen, le *Centrumpartij* créé par H. Brookman ou le *Centrumdemocraten* de H. Janmaat apparus dans les années soixante-dix et quatre-vingt) (Voerman & Lucardie, 1992 ; Mudde & Van Holsteyn, 2000). Ensuite Pim Fortuyn, avec ses premiers soutiens, surtout des entrepreneurs issus des services et de la nouvelle économie, voulait restaurer le régime politique néerlandais supposé par essence libéral et introduire la culture managériale

dans la conduite d'un gouvernement. Une réforme d'autant plus nécessaire selon la LPF que le régime aurait été dévoyé par la progression du communautarisme sociétal et législatif sous le couvert du respect et de l'égalité de toutes les cultures, par le développement sans fin des politiques publiques à visée sectorielle et par le mode supposé centralisateur caractérisant les processus décisionnels au niveau de l'Union européenne.

Autrement dit, Pim Fortuyn et ses acolytes défendaient aussi bien des valeurs libertaires, notamment en matière de mœurs (droits des homosexuels) que des valeurs libérales en économie (*flax tax*, mise en concurrence des services publics) et supposées exclusivement néerlandaises (responsabilité individuelle et démocratie libérale). L'immigration extracommunautaire véhiculant pour le parti des principes uniquement conservateurs et religieux, de surcroît incompatibles avec la « société ouverte » hollandaise. Cette identité politique caméléon, qui reprenait de façon originale certains pôles (communauté et libéralisme) de la transformation des valeurs identifiée par Ronald Inglehart (1990) dans les sociétés occidentales, était un formidable outil électoral : le parti gagna 17% des voix en 2002. Mais, après le décès de son créateur, et malgré la participation au premier gouvernement de Jan Peter Balkenende (*Christen Democratisch Appel*, CDA), cette identité s'avéra un frein majeur à la fois à la constitution d'une organisation politique autonome et au développement d'une véritable culture de gouvernement pour trois raisons essentielles. Les cadres du nouveau parti venaient des rangs du *Partij van de Arbeid* (PvdA), tel le Vice-premier ministre Eduard Bomhoff, mais aussi des partis libéraux de centre droit et de centre gauche (*Volkspartij voor Vrijheid en Democratie* – VVD, *Democraten 66* – D66), comme le ministre des Transports, Roelf de Boer, ou du CDA comme Herman Heinsbroek, ministre de l'Immigration. Les partis dits « de gouvernement » reprirent à leur compte certaines propositions de la LPF, notamment en matière d'immigration (on songe ici aux réformes engagées par la ministre VVD Rita Verdonk). De fortes disparités idéologiques subsistèrent entre les fédérations provinciales, préparant de fait la sanction électorale aux législatives de 2003, suivie de la disparition après le scrutin de 2006.

Pour autant, les deux questions politiques qui avaient été à son origine restent d'actualité, à savoir l'avenir du régime démo-libéral néerlandais dans une Europe élargie et les normes d'inclusion et d'exclusion dans celui-ci. En juin 2004 s'est créée une nouvelle formation politique, le groupe Wilders – du nom de son créateur, Geert Wilders, un député qui avait quitté le groupe VVD. Dans le manifeste du nouveau parti politique qui rassemble également d'anciens responsables du LPF et de la fondation néo-conservatrice Edmund Burke, il est stipulé notamment que les immigrants devront choisir entre l'intégration ou l'émigration et que la candidature turque à l'Union européenne devra être rejetée. Un peu moins de 6% des Néerlandais ont voté pour ce parti en 2006. Les élections européennes de juin 2004 avaient aussi été marquées par une progression des formations eurosceptiques (l'ancien haut fonctionnaire européen Paul Van Buitenen a réussi, par exemple, à réunir 7,3% des suffrages sur le seul discours de la transparence du processus décisionnel européen, réitérant ainsi l'un des fondements de la culture démocratique néerlandaise). Surtout, le 1^{er} juin 2005, les Néerlandais se sont massivement prononcés contre la Constitution européenne : 61,6% pour le « non »

et 38,4% pour le « oui ». La LPF n'était donc pas une force de gouvernement mais le signe annonciateur de la décomposition du système politique néerlandais.

La situation du *Vlaams Belang* en Belgique est tout autre. Le parti flamand est parvenu à développer un projet politique alternatif aux forces politiques héritières du système des *zuilen* et fondatrices du système fédéral et communautaire belge, en monopolisant pour ainsi dire le discours sur le devenir identitaire de la société flamande. Il a réussi aussi à bâtir un appareil politique cohérent et unitaire en dépit des tendances idéologiques qui l'animent (solidaristes, néo-conservatrices, *européistes*, catholiques conservatrices, *différencialistes*, etc.) et à s'installer durablement dans les assemblées électives locales, régionales ou fédérales. Les dernières élections communales en octobre 2006 ont été marquées d'ailleurs par des gains sans précédent en nombre de mandataires locaux, confirmant à la fois son institutionnalisation et son poids politique présent et à venir.

Paradoxalement, ces processus de légitimation électorale et d'institutionnalisation, presque sans commune mesure en Europe, à l'exception des nouvelles droites alpines (d'où peut-être aussi l'immense inquiétude exprimée par le gouvernement belge lors de l'accession au pouvoir en Autriche du FPÖ en 1999 et qui fut relayée au niveau de l'Union européenne ²), ont conduit à la mise en place d'un « cordon sanitaire » du même type que celui qui avait exclu de l'« arc constitutionnel » le *Movimento Sociale Italiano* (MSI) tout au long de la Première république italienne ³. Cette exclusion du pouvoir dans un système politique consociatif s'est accrue depuis que la Cour de cassation de Belgique a confirmé, en novembre 2003, un arrêt qui condamnait pour racisme et xénophobie plusieurs organisations satellites du VB : la *Vlaamse Concentratie* et le *Nationaal Vormingsinstituut* (qui formait jusqu'alors ses cadres), sanction qui l'aurait privé à terme de tout financement public ⁴. Le parti flamand, de par son identité politique toujours disjointe de certains principes du régime démolibéral européen et de la démocratie consensuelle belge ⁵, demeure donc un parti en périphérie tout en constituant désormais un challenge inédit pour cette dernière.

Outre l'identité politique qui crée les conditions de la non-accessibilité au pouvoir comme pour le *Vlaams Belang* en Belgique, c'est aussi la nature de la structuration du système politique national qui la détermine. Ainsi, dans le cas roumain présenté par Sorina Soare, plus qu'une division droite/gauche et l'existence de pôles extrêmes, ce sont le cadre même de naissance de la démocratie roumaine et le souci presque obsessionnel des élites de ce pays de rejoindre l'Union européenne qui déterminent la formation des coalitions gouvernementales et l'exclusion éventuelle des partis de « nouvelles droites » de celles-ci.

Les coalitions gouvernementales se forment en effet par rapport à l'Ancien régime communiste, entre d'un côté des partis, servant de sas de reconversion et d'apprentissage des règles du régime démo-libéral pour les anciens communistes et leurs affidés, et de l'autre des formations historiquement anticommunistes dont le rapport à la démocratie est parfois aussi ambigu car elles sont en partie les héritières de mouvements politiques de l'entre-deux-guerres à tendance autoritaire de droite ⁶. En même temps, les éléments distinguant les coalitions n'empêchent nullement que leurs programmes politiques soient *in fine* très semblables puisqu'ils se conforment tous à un seul objectif : la Roumanie doit devenir au plus vite un Etat membre de

l'Union européenne (opérationnel depuis janvier 2007) et par conséquent, respecter *stricto sensu* les conditions fixées dans la *Feuille de route* publiée par la Commission européenne en 2002 ⁷.

Dans une telle configuration, tous les partis qui brisent ce consensus et ce rêve européen, ou refusent de s'inscrire dans une dichotomie post/anticommuniste, comme le Parti populaire Grande Roumanie de Corneliu Vadim Tudor, sont tenus définitivement à l'écart du pouvoir au niveau national bien qu'ils aient une légitimité politique très importante auprès de nombreux électeurs (28% des voix au premier tour de l'élection présidentielle en 2000 et 19,5% aux législatives). Ces formations ont avant tout une fonction tribunitienne et n'ont qu'une vocation nationale de dénonciation du passage d'un régime national communiste à l'enclassement progressif de l'acquis communautaire dans le régime légal et économique roumain, et des coûts économiques, sociaux et symboliques qui y sont associés, de surcroît dans un système démocratique en voie de constitution et donc contesté et contestable. De plus, bien qu'ils soient parfois intégrés au niveau local dans les coalitions municipales en raison même de leur poids électoral, ils n'influencent en rien la gestion de ces communes car leurs mandataires ne sont que les porte-étendard de la fonction tribunitienne nationale, ne prétendent pas (ou à de très rares occasions) à l'exercice réel du pouvoir et n'expérimentent pas de politiques au niveau communal.

L'exclusion du pouvoir pour le FN (à l'exception de certaines régions françaises et de six communes de plus de dix mille habitants, essentiellement dans le sud-est) relève non à proprement parler du système politique en général comme en Roumanie mais bien plus de l'articulation et de la concurrence dans la représentation des cultures politiques des droites françaises depuis la première alternance politique de la v^e République avec l'élection de François Mitterrand en 1981 ⁸. Comme le décrivent Gilles Ivaldi et Philippe Secondy, il est impossible de comprendre les périodes d'exclusion manifeste au niveau national et régional, de participation au niveau régional ou d'expérimentation radicale ou raisonnée au niveau communal du FN, si on ne conçoit pas que celui-ci tente d'asseoir sa légitimité politique alors même que les partis de centre droit et néo-gaulliste redéfinissent aussi leurs identités politiques dans la perspective de la reconquête du pouvoir. Cette recherche de légitimité pour le FN et d'identité pour les partis de centre droit (et inversement) est d'autant plus saillante et difficile qu'elle a pour arrière-fond la mise en place des premières lois de décentralisation, l'approfondissement politique de l'intégration européenne, la restructuration de l'économie française, la transformation démographique de la société française et l'interrogation sur le devenir de la France dans le monde qui provoquent des réalignements électoraux et inachevés.

Le FN se distingue très nettement des autres partis européens de nouvelles droites pour trois raisons essentielles. En premier lieu, à sa naissance il n'est que l'expression d'un accord électoral politique de circonstance entre des mouvements d'extrême droite beaucoup plus structurés ⁹. En second lieu, il n'est pas un héritier politique dans la mesure où au contraire du VB en Belgique et du MSI en Italie, il est bien incapable d'invoquer un corpus idéologique cohérent et de définir clairement ce qu'il veut réaliser au pouvoir. Certes, il manifeste son attachement à un ensemble idéologique bien déterminé (le nationalisme français issu des ligues de l'entre-deux-guerres par

exemple) et la tendance nationale révolutionnaire a été longtemps dominante dans l'appareil du parti. Toutefois, les catégories idéologiques de ce nationalisme français ne sont elles-mêmes que l'*aggiornamento* de traditions politiques souvent antagonistes et auxquelles il a fallu ajouter celles de groupes désireux d'utiliser le nouveau parti comme le réceptacle du néo-conservatisme à partir du milieu des années quatre-vingt (par exemple, les Comités d'action républicaine dirigés par Bruno Mégret et Jean-Claude Bardet, le Club de l'Horloge de Jean-Yves Le Gallou, etc.)¹⁰. Troisièmement, le FN ne pouvait pas mobiliser les électors qui, dans une certaine mesure, portaient en eux-mêmes la permanence d'une culture politique avec ses propres schèmes d'accès et de compréhension du champ politique ou d'exercice du pouvoir ; d'où la volonté de placer systématiquement des notables locaux issus du Centre national des indépendants (CNI) ou apparentés au Rassemblement pour la République (RPR) et à l'Union pour la démocratie (UDF) sur ses listes aux élections régionales ou aux élections législatives lorsqu'elles se déroulaient au scrutin proportionnel¹¹. Ces derniers pouvant aussi servir par la suite à nouer des alliances dans les exécutifs régionaux (ce qui se produit en 1986 et en 1998 avec des formules d'association diverses selon les régions, principalement dans le sud-est de la France) ou lors d'un second tour dans le cas des législatives au scrutin majoritaire après 1988.

En même temps, sous l'influence de l'aile nationale révolutionnaire, le mouvement privilégie l'implantation locale à travers le militantisme de terrain surtout dans les communes tenues jusqu'alors par le parti socialiste ou le parti communiste, plus touchées par la récession et l'insécurité en tenant pour responsable principalement l'immigration (« un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ») (Camus, 1997 : 43). Le but était de s'emparer d'une commune et de l'utiliser comme laboratoire de politique nationale comme Vitrolles à partir de 1997, avec Catherine Mégret. La réussite de cette politique fut des plus modestes jusqu'à l'élection municipale partielle de Dreux en 1983 (la liste emmenée par le secrétaire général du parti Jean-Pierre Stirbois obtint 16,3% des voix) et les expériences municipales furent toutes des échecs à partir de 1997. À l'exception des villes d'Orange et de Marignane où les maires (qui ont quitté le parti depuis) se gardèrent bien d'utiliser leurs communes comme un lieu d'expérimentation frontiste avant l'accession éventuelle du parti au gouvernement.

Bien plus que cet enracinement local inachevé, le FN a réussi toutefois à créer une ligne de fracture au sein même des droites françaises. En effet, les démocrates chrétiens du Centre des démocrates sociaux de l'UDF s'opposèrent et continuent de le faire par principe aux alliances électorales et de pouvoir au niveau tant local que national alors qu'une partie des dirigeants du RPR et du Parti républicain, autre composante de l'UDF, envisageront et réaliseront parfois des accords électoraux sur le plan local, notamment aux élections régionales de 1986¹², de 1992 et de 1998. Surtout, contrairement à l'idée répandue d'une irréductibilité des projets politiques, il faut reconnaître que l'aile souverainiste (dénommée ainsi *a posteriori*) du mouvement néo-gaulliste (Charles Pasqua) partageait alors le même souci de promotion de l'identité nationale. Et que les libéraux (Jacques Blanc, Jean-Claude Gaudin, Alain Madelin, Charles Millon, la « génération Poniatoski » du nom de l'ancien ministre de l'Intérieur qui lança leur carrière politique en 1978) principalement regroupés au

sein du Parti républicain, déterminés à réformer les structures économiques héritées de la période gaulliste, supposées stato-providentialistes, n'étaient pas insensibles aux thématiques néo-conservatrices que le FN développa par la suite (Perrineau, 1991).

Pour autant, dès qu'il s'est agi de l'exercice du pouvoir gouvernemental, aucun des dirigeants du RPR ou de l'UDF n'envisagea une participation du FN. Dès avril 1985, le RPR et l'UDF¹³ signèrent un accord de gouvernement excluant *de facto* l'alliance avec le FN (Ysmal, 1985). Ce cas de figure unique dans l'histoire de la v^e République profita néanmoins au parti de Jean-Marie Le Pen. Il lui permit de trouver ce que Guy Birenbaum appella « la confirmation institutionnelle de son accusation la plus constante : le socialisme ambiant des uns mais aussi des autres ». Dans sa courte pratique parlementaire, le parti a donc tenté d'incarner l'alternance complète et le refus du compromis.

Après l'élection présidentielle de 1988 (14,3% pour Le Pen au premier tour) et le retour au scrutin majoritaire à deux tours pour les législatives, le FN tente un débordement idéologique pour légitimer sa différence identitaire et accroître son électorat au-delà du conservatisme français¹⁴. Il doit aussi répondre aux velléités de l'opposition RPR-UDF en matière d'immigration actualisées par l'Union pour un mouvement populaire de Nicolas Sarkozy en 2006. Le FN propose alors une expulsion de tous les immigrés et la priorité donnée aux nationaux pour l'emploi et l'accès aux prestations sociales. Il rend publique en novembre 1991 ses « cinquante propositions »¹⁵. Parmi celles-ci figure la remise en cause des naturalisations prononcées depuis 1974.

Lors des élections européennes de 1994 et de l'élection présidentielle en avril 1995, le FN connaît pour la première fois depuis 1984 une concurrence sur l'articulation identité nationale-construction européenne. La ratification du traité de Maastricht et la campagne référendaire ont révélé qu'un autre système idéologique que le différencialisme culturel est envisageable – notamment par une réflexion sur la gouvernance économique et institutionnelle à l'œuvre au sein de l'Union –, pour préserver la singularité française. Autrement dit, il est désormais possible d'escompter le renouvellement identitaire du conservatisme français sans le FN¹⁶. Cette sensibilité se regroupe autour de l'association Demain La France de Ch. Pasqua et au sein du RPR. Les libéraux nationaux qui n'avaient pas fait le choix de converger vers le FN, tel G. Berthu, inscrivent leur démarche dans ce qui allait devenir le Mouvement pour la France de Ph. de Villiers¹⁷. Les deux mouvements fusionnent aux européennes en 1999 pour créer le Rassemblement pour la France et participent à la création, depuis 1994, de groupes parlementaires spécifiquement souverainistes au sein du Parlement européen et renvoyant les élus du FN et des autres extrêmes droites continentales parmi les non-inscrits.

En quelque sorte, les politiques exclusives et différencialistes adoptées dans les années quatre-vingt-dix ont fini par isoler le FN au sein même du système des partis de droite français¹⁸ et l'ont éloigné définitivement du pouvoir en dépit de la multiplicité des tentatives pour revenir parfois dans le jeu des partis politiques de droite encore et toujours au niveau régional¹⁹. Il pouvait être intégré dans une future coalition électorale à la condition qu'il s'engage dans un processus comparable à celui d'*Alleanza Nazionale*²⁰. Transformation qu'il refusa au niveau national et que ses rares édiles

municipaux refusèrent d'entamer sur le plan local. D'où l'apparition d'une dissidence en 1998, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret, mais aussi le départ de nombreux élus locaux et régionaux vers des formations politiques susceptibles de leur assurer la participation au pouvoir (dès 1995, pour Jacques Peyrat, actuel sénateur-maire de Nice). Le score historique aux présidentielles de 2002 (15,7%) du président du FN et sa qualification au second tour marquent l'aboutissement de la recherche de la légitimité politique du mouvement mais signifie, de par son poids électoral et son identité politique, son exclusion durable du pouvoir aussi bien national que local. Le score au second tour (18,7%) l'a bien démontré.

3. Les nouvelles droites italiennes au pouvoir : de la recherche d'une identité politique à la normalisation

Au cours du vingtième siècle, l'Italie a été à trois reprises un laboratoire politique pour la conceptualisation et l'exercice du pouvoir en Europe. Tout d'abord, avec l'instauration du premier régime totalitaire, celui de Benito Mussolini, le fondateur du fascisme. Puis, avec la monopolisation du pouvoir par l'un des premiers et des plus puissants partis « attrape-tout », la Démocratie chrétienne. Et finalement avec la tentative de constitution d'une contre-société et d'un contre-pouvoir « alter démolibéral » à travers le Parti communiste italien, de surcroît prenant ses distances avec l'Union soviétique. De ces trois relations au pouvoir et de l'effondrement des formations politiques qui les portaient sont nées les nouvelles droites italiennes : la *Lega*, *Forza Italia* et *Alleanza Nazionale*. Comprendre les conceptions ou l'exercice du pouvoir de ces mouvements politiques, par deux fois au gouvernement de 1994 à 1996 puis de 2001 à 2005, c'est analyser à la fois la construction d'une identité politique dans le cadre d'une nouvelle configuration politique nationale et les conditions de l'acceptation ou du refus du cadre normatif que constitue désormais l'Union européenne.

La première République italienne s'achève en effet dans un opprobre quasi général ; elle était marquée par le clientélisme, le néo-corporatisme, la corruption, le déséquilibre économique croissant entre le Nord et le Mezzogiorno qui pénalisaient l'Italie tout entière par rapport à ses principaux concurrents dans les CE et par l'incapacité de l'Etat à se réformer et à exercer le monopole de la violence légitime. Qui plus est, les principales forces politiques qui l'animaient, la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste italien et le Parti communiste italien deviennent illégitimes aux yeux des électeurs pour assurer la fondation d'un nouveau régime politique alors même que l'Europe se libère du joug soviétique et qu'entre en vigueur le traité de Maastricht, nouveau cadre de l'action politique en Europe. En 1992-1993, la *Lega*, *Forza Italia* et *Alleanza Nazionale* apparaissent d'une certaine manière comme des canaux électoraux parmi d'autres non seulement pour mettre à l'agenda de nouvelles revendications socio-économiques, voire identitaires, mais aussi pour expérimenter de nouvelles conceptions politiques du pouvoir.

Le « génie » des dirigeants des nouvelles droites italiennes est d'avoir répondu à cette demande politique en dépit des faiblesses congénitales de leurs formations politiques d'origine. La *Lega* d'Umberto Bossi apparaît en effet au départ comme la ènième tentative d'organiser dans le Nord de l'Italie une force politique régionaliste

de centre droit, du moins un contre-pouvoir à la structure associative démocrate chrétienne, dominée par des hommes politiques du Mezzogiorno. *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, construite sur le modèle de l'entreprise (Paolucci, 2001), peut, elle, être considérée à ses débuts comme l'expression inquiète des industriels du Nord de l'Italie face à la disparition de l'un de leurs relais politiques essentiels, le Parti socialiste italien de Bettino Craxi et de ceux qui étaient associés aux anciennes prébendes de la partitocratie dominée par la Démocratie chrétienne. Quant au MSI de Gianfranco Fini, il entretient toujours l'héritage fasciste bien que les tensions s'exacerbent depuis la disparition de Giorgio Almirante en 1988 entre deux courants déterminés à transformer l'identité du parti, le courant national conservateur (G. Fini) et le courant national révolutionnaire (Pino Rauti).

En conséquence, comme le remarquent Stefano Fella & Carlo Ruzza, l'organisation de l'offre politique par les leaders des nouvelles droites italiennes passe nécessairement par la dotation ou l'acquisition d'une identité politique et d'une relation au pouvoir nouvelle dans un climat de compétition et de rivalité exacerbées entre les différentes cultures de droite et les groupes sociaux qui s'y rattachent. De 1992 à 1995, la *Lega* d'Umberto Bossi adopte ainsi résolument un agenda politique néo-libéral au niveau économique et soutient l'approfondissement de la construction européenne car elle estime ainsi que sera résolue la question régionale italienne dans une Europe fédéralisée tout en continuant à cultiver une vision rédemptrice de la démocratie qui avait été à l'origine de sa légitimité électorale à la fin de la Première République italienne ²¹. Ce positionnement politique est couronné de succès en 1993 : Marco Formentini remporte les élections communales de Milan pour la Ligue avec 57% des suffrages exprimés. Aux élections législatives de mars 1994, dans le collège proportionnel, la *Lega* obtient 8,3% des voix sur l'ensemble du territoire italien et obtient la présidence de la Chambre des députés, avec Irène Pivetti, et cinq ministères, dont celui de la Réforme constitutionnelle pour Francesco Enrico Speroni. Aux élections européennes de juin 1994 (6,6%), le parti adhère au groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs, et ce jusqu'en 1997. Seul couac durant cette période, Gianfranco Miglio, l'idéologue du parti, démissionne.

Forza Italia cherche aussi à occuper l'espace libéral laissé en jachère par la disparition du Parti républicain italien et du Parti libéral italien, tout en intégrant les cadres de la Démocratie chrétienne les moins compromis dans la gestion de la structure associative et redistributive qu'était devenue la formation chrétienne sociale, notamment lorsqu'il s'est agi d'exercer le pouvoir entre 1994 et 1996 (Hopkin, 2004). La formation est *de facto* le parti pivot des nouvelles droites italiennes puisqu'elle se présente seule au Nord avec la *Lega* (Pôle de la liberté) et au Centre et au Sud avec le MSI (Pôle du bon gouvernement). C'est un succès électoral immédiat aux élections de mars 1994 (21% des voix pour le collège électoral de la Chambre des députés).

Le Mouvement social italien de Gianfranco Fini abjure le fascisme lors de son dernier congrès à Fiuggi en 1995 et devient *Alleanza Nazionale* après avoir réalisé son meilleur score aux législatives de mars 1994 (13,1%) ²². Cette distanciation est marquée à la fois par son ralliement au néo-conservatisme de type anglo-américain (Ignazi, 1996), par la défense de positions souverainistes qui se concrétise par son adhésion au groupe de l'Union de l'Europe des Nations en 1999 et par la promotion

des valeurs catholiques humanistes sur les questions sociétales ²³ : le parti tente ainsi de disputer l'électorat catholique aux différentes formations issues de la Démocratie chrétienne, notamment l'Union démocrate chrétienne du centre de Pier Ferdinando Casini fondée en 2002.

Le départ prématuré de la *Lega* d'Umberto Bossi met un terme à la première expérience du pouvoir pour les nouvelles droites italiennes menée entre 1994 à 1996. Cette expérience les oblige à redéfinir leurs identités politiques respectives. Faute d'avoir obtenu l'inscription à l'agenda gouvernemental de la transformation de l'Italie en un Etat fédéral et libéral démocrate ²⁴, la *Lega* d'Umberto Bossi ne vote pas la confiance au gouvernement de Silvio Berlusconi en décembre 1994. A partir de janvier 1995, elle soutient ponctuellement un gouvernement technique présidé par Lamberto Dini jusqu'à sa chute un an plus tard. Elle se transforme en *Lega Italia Federale* avant les élections législatives d'avril 1996 et obtient seule 10,1% : elle n'avait pas participé à la concentration électorale de la Maison des Libertés formée de *Forza Italia*, d'*Alleanza Nazionale* et des partis issus de l'aile droite de l'ex-*Democrazia Cristiana* (*Centro Cristiano Democratico* – *Cristiani Democratici Uniti*). Elle radicalise son discours par la suite jusqu'à la proclamation de l'indépendance de la Padanie en septembre après s'être dotée d'un « gouvernement » et d'un « parlement » siégeant à Mantoue.

Cette sécession fictive est aussi le témoignage d'une prégnance accrue du différentialisme culturel dans son discours qui s'accompagne progressivement d'un discours eurosceptique et anti-altantiste exprimé notamment au moment de la guerre au Kosovo en 1999 et par la constitution d'un groupe technique des députés indépendants au Parlement européen avec le Front national de Jean-Marie Le Pen et le *Vlaams Blok* (futur *Vlaams Belang*) de Frank Vanhecke. En janvier 1999, elle tente d'organiser un référendum pour abroger la loi Turco-Napolitano sur la légalisation massive des immigrés en situation irrégulière. Cette nouvelle identité et ce positionnement politique sont toutefois lourdement sanctionnés aux élections européennes de juin 1999 (4,5% des voix). En juillet, après un congrès extraordinaire à Varese, marqué par de nombreuses démissions et exclusions, la *Lega* recentre quelque peu son discours et propose la dévolution, compromis entre l'indépendance et le fédéralisme. Elle persévère néanmoins dans l'euroscepticisme – qu'elle n'a plus abandonné depuis – et s'oppose en octobre 2000 à la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ²⁵.

Rejetée dans l'opposition en avril 1996 (en dépit d'un très léger recul par rapport à 1994 avec 20,6%), *Forza Italia* accentue, elle, son identité politique néo-libérale sur un plan économique et souhaite engager une révolution pour le contrôle démocratique de la justice tout en veillant à apparaître comme la nouvelle structure associative-redistributive en remplacement de la Démocratie chrétienne ²⁶. Sur un plan à la fois symbolique et stratégique, la formation de Silvio Berlusconi adhère en conséquence au Parti populaire européen en 1998 ²⁷.

La même année au congrès programmatique de Vérone, *Alleanza Nazionale* semble définitivement acquise au néo-conservatisme de type anglo-américain ²⁸. La nouvelle ligne idéologique semble d'autant plus payante que la formation améliore son score de mars 1994, pourtant historique, avec 15,7% dans le collège électoral de

la Chambre des députés aux élections d'avril 1996 alors qu'elle était concurrencée par une formation dissidente, le *Movimento Sociale Fiamma Tricolore* de P. Rauti, partisane de l'ancienne ligne nationale révolutionnaire (0,9%). Sous l'influence aussi des catholiques conservateurs qui l'ont rejoint et du courant *Destra Sociale*²⁹ (les moins enclins au départ à transformer l'identité politique du MSI), G. Fini oriente néanmoins le parti postfasciste vers un conservatisme social proche du *Fianna Fail* irlandais et ne ménage pas ses efforts pour que l'Etat et l'Union européenne continuent à soutenir massivement le développement économique du Mezzogiorno tout en se faisant de nouveau le champion de la défense de la loi et de l'ordre.

La seconde expérience du pouvoir par les nouvelles droites italiennes de 2001 à 2006 (le gouvernement italien qui a battu le record de longévité depuis l'instauration de la République italienne en 1946) participe sinon à une refondation du moins à un nouveau toilettage des identités politiques des nouvelles droites italiennes. Surtout, comme l'affirme Christophe Bouillaud, cette expérience a montré que les nouvelles droites italiennes au pouvoir, en dehors de la politique judiciaire et de la place réservée à l'Eglise, se sont fort peu distinguées des autres gouvernements européens, qu'ils soient de centre droit ou de centre gauche : l'Union européenne est en effet devenue une matrice politique et juridique essentielle.

Plus particulièrement, la *Lega* a conditionné son retour dans un gouvernement d'union des droites à l'instauration d'un système de dévolution – en référence au système entré en vigueur en 1999 au Royaume-Uni au bénéfice de l'Ecosse et du Pays de Galles. La dévolution devait transférer de nouvelles compétences législatives aux régions dans trois domaines : l'enseignement, la santé publique et la sécurité publique. Elle a seulement été votée en décembre 2005 et soumise à un référendum populaire abrogatif en juin 2006 : le résultat en a été négatif. Pendant cette période, le différencialisme culturel, l'ethno-régionalisme et le souverainisme régionaliste par rapport à l'Union européenne sont désormais pleinement assumés : la *Lega* propose même la sortie de l'Italie de la zone euro alors qu'elle en avait été l'un des plus chauds partisans en 1992. La question migratoire (concrétisée par la loi Bossi-Fini en 2002³⁰) et la défense des valeurs chrétiennes de l'Europe sont aussi désormais la marque de fabrique de la *Lega*³¹. Cette transformation de l'identité politique s'est également matérialisée par l'adhésion au groupe Indépendance et démocratie au Parlement européen en 2004. A l'automne 2003, le ministre lèghiste du *Welfare*, Roberto Maroni, s'est distingué en faisant voter la loi Biaggi (du nom du professeur de droit du travail assassiné par les Brigades rouges en 1999) qui introduit la flexibilité du travail et prévoit des formes plus souples du contrat de travail³².

En résumé, la participation de la *Lega* au gouvernement pendant toute la durée de la législature n'a nullement empêché le parti de continuer à se présenter comme une formation anti-système, de radicaliser son discours sur le différencialisme culturel et sa critique fondamentale de la nature et du fonctionnement de l'Union européenne sans toutefois que cette identité et/ou ce positionnement politique marquent le bilan législatif des nouvelles droites italiennes.

Pour *Forza Italia* – et les autres nouvelles droites italiennes ne s'en sont guère émues –, l'exercice du pouvoir s'est avant tout caractérisé par le vote d'une série de lois entravant la justice pénale dans certains domaines bien précis liés pour l'essentiel

à la « criminalité en col blanc » : on citera une amnistie fiscale en 2003 utilisée aussi par l'Allemagne et la Belgique et dont le premier bénéficiaire n'est autre que Silvio Berlusconi. Cette tentative de contournement et de *containment* du pouvoir judiciaire pour préserver les intérêts de certains groupes économiques italiens – pas uniquement celui du « Cavaliere » – a provoqué d'ailleurs des tensions et des rivalités fortes avec une partie de la Confindustria, l'organisation du patronat italien, sur fond de retentissants dépôts de bilan comme celui de Parmalat.

Forza Italia a aussi mis en application une partie de son programme néo-libéral³³ (l'allongement de la durée d'activité au travail, les baisses multiples des impôts sur les personnes et les entreprises) jusqu'à proposer en fin de mandature, la suppression de la taxe d'habitation et des droits de succession. Elle a entamé une réforme de l'administration publique, conçue comme une agence de services aux particuliers et aux entreprises et procédé à une réforme en profondeur du code commercial. Tout ceci ne l'a pas empêchée de s'engager dans une politique de grands travaux (le système Moïse à Venise, le pont enjambant le détroit de Messine, etc.) pourvoyeuse de contrats juteux pour des milliers de petites et moyennes entreprises de la péninsule, comme le faisait autrefois la Démocratie chrétienne. En matière de politique européenne, en dépit des écarts de langage multiples de Silvio Berlusconi, notamment pendant la présidence italienne de l'Union, l'orthodoxie a été très forte puisqu'ont ainsi été ratifiés sans difficulté successivement le traité de Nice, l'élargissement à 27 et enfin la Constitution européenne. La normalité européenne s'est retrouvée également dans la transposition des directives : l'Italie est toujours en bas de classement avec la Grèce et le Luxembourg mais son taux de rattrapage a été le plus important dans l'Union des quinze entre 2000 et 2006. Sous la férule de *Forza Italia* et de son leader, l'Italie a aussi tenté de se rapprocher des Etats-Unis et de la Russie en matière de politique étrangère au détriment de l'Union « contrôlée » par l'Allemagne, la France et les Etats du Benelux (le rival du « Cavaliere », Romano Prodi, présidait la Commission européenne pendant la plus grande partie de la législature).

La deuxième participation au pouvoir d'*Alleanza Nazionale* a définitivement légitimé cette formation politique au niveau de l'Union européenne : à la différence de la *Lega*, elle a procédé à une dé-radicalisation complète de son identité politique (Ignazi, 2005) jusqu'à apparaître – sans doute parce que Gianfranco Fini a accédé en 2004 au poste de ministre des Affaires étrangères et de vice-président du Conseil – comme un parti susceptible de soutenir la méthode communautaire (notamment lorsqu'il s'est agi de la Constitution européenne) et qui respecte désormais totalement les règles du régime démo-libéral européen. Ce transformisme politique n'est pas achevé : le parti n'a pas été vraiment sanctionné lors des élections législatives du printemps 2006 (12,3% des voix à la Chambre des députés contre 12% en 2001)³⁴.

Surtout, à partir de 2003, se mit en place une politique législative qui visait à donner un contenu légal à la répudiation complète de toute filiation fasciste *et même de toute filiation avec la politique antisémite du fascisme*. G. Fini se rend en Israël, après avoir visité des lieux symboliques en Italie des massacres et déportations de la Seconde guerre mondiale. Il propose même à l'automne 2003 de donner le droit de vote, aux communales, aux étrangers régulièrement établis de longue date en Italie. Les efforts de normalisation de la direction d'AN, qui veut apparaître comme un parti

de centre droit *ordinaire*, ont été tels qu'une scission eut lieu en 2004 : Alessandra Mussolini quitte le parti et présente sa propre petite formation (Alternative sociale) aux élections législatives de 2006 (0,67%, auquel il faut ajouter le 0,6 % de *Fiamma Tricolore* de P. Rauti). La seule concession à l'aile droite sociale sur la période, mais soutenue par tous les partis politiques au Parlement italien, a été le droit de vote accordé aux immigrés italiens par la loi Tremaglia pour la désignation de représentants au Parlement.

Il n'empêche, comme le note Stéphanie Dechezelles, que ces transformations idéologiques ont une incidence considérable sur les conditions de l'engagement politique et son maintien. D'un côté, elles constituent des appels pour des individus aux convictions plus modérées/conservatrices que « néo-fascistes » ; de l'autre, elles sont des sources de dissonance avec la socialisation militante et notamment la conception du travail politique que les militants ont acquise dans les organisations partisans des nouvelles droites italiennes. L'amertume est grande face à l'exercice du pouvoir par les nouvelles droites italiennes. La construction de l'identité politique des partis de nouvelles droites italiennes, à l'exception de la *Lega*, s'est finalement achevée par la normalisation tandis que les partis de centre droit et de centre gauche de l'Union européenne (du moins des quinze) modifiaient aussi leurs rapports à la méthode communautaire, au libéralisme économique et au libertarisme.

4. Les nouvelles droites alpines au pouvoir : le triomphe de l'anti-systémisme dans les habits de la démocratie consensuelle

Les partis « alpins » de nouvelles droites (UDC et FPÖ) ³⁵ sont ceux qui ont occupé avec les partis des nouvelles droites italiennes les plus larges responsabilités gouvernementales à tous les niveaux administratifs. L'Union démocratique du centre (UDC) de Christoph Blocher a accompli le tour de force de construire une identité politique en opposition au système politique suisse jusqu'alors consensuel (où les formations politiques étaient plutôt des fédérations de partis cantonaux plus ou moins autonomes), de ne cesser de la radicaliser alors que le parti participait à un gouvernement et d'accroître sa présence dans la coalition sans que ses partenaires issus du centre gauche comme du centre droit quittent le pouvoir pour marquer leurs désaccords éventuels avec les politiques menées ³⁶.

Oscar Mazzoleni et Damir Skenderovic montrent aussi que la performance de l'UDC, outre qu'elle constitue une rupture fondamentale avec l'organisation partisane suisse et la façon de faire de la politique, est le produit d'un système de gouvernance unique en Europe. Le Conseil fédéral qui fait office de gouvernement n'est pas responsable à proprement parler devant le Parlement. La logique consociative ³⁷ du processus décisionnel et la collégialité n'empêchent nullement que les détenteurs des directions fédérales (en quelque sorte, les ministères) soient quasi les « maîtres absolus » des politiques qui relèvent de leurs compétences. Les votations peuvent être utilisées pour inscrire une politique à l'agenda mais aussi pour contre-balancer une politique lancée par le Conseil fédéral même si l'on en est membre. Ce que Christoph Blocher et son parti utilisèrent à plusieurs reprises notamment en matière de politique migratoire ou européenne.

L'UDC a en effet été fondée en 1971, elle est une héritière en politique comme le FPÖ³⁸. Elle résulte de la fusion du Parti suisse de paysans, artisans et indépendants (PAI), créé en 1936, et du Parti démocrate des cantons de Glaris et des Grisons. Les impulsions qui aboutirent à la fondation d'un parti des paysans étaient à la fois d'ordre économique et de nature politique. Un antagonisme économique opposait alors, au sein du Parti radical, paysans et industriels et les agriculteurs étaient sous-représentés. Lors de la fondation du PAI, la poussée des socialistes et la conviction des jeunes politiciens paysans que les radicaux (libéraux) ne luttaient pas assez énergiquement contre les tendances socialistes, antimilitaristes et internationalistes, jouèrent aussi un rôle non négligeable. Dès les années trente, le père putatif de l'UDC est donc associé au bloc bourgeois qui dirige la Confédération. Par la suite, celui-ci et l'UDC après 1956 sont inclus dans la « formule magique », c'est-à-dire le compromis entre les chrétiens démocrates, les radicaux (libéraux) et les socialistes pour co-gérer la Suisse au niveau de son organe gouvernemental, le Conseil fédéral.

A partir de 1977, sous l'impulsion de Fritz Hofmann, s'ajouta l'appellation de « parti populaire » (*Volkspartei*), marquant ainsi la volonté de bâtir un véritable mouvement national qui dépassait les intérêts agricoles. La refondation du parti va de pair avec la lutte pour le contrôle de l'appareil du parti entre les fédérations cantonales de Berne et de Zurich dont est issu Christoph Blocher. Ce dernier l'emporte finalement et réoriente le parti sur le même agenda politique que Jörg Haider après 1986³⁹.

La première grande victoire politique de la nouvelle UDC fut, en 1992, le rejet par votation de l'accord sur l'Espace économique européen. Christophe Blocher, devenu président du parti, en justifia les nouvelles orientations politiques au nom du respect du libéralisme, de l'identité nationale suisse et de l'attachement au fédéralisme souverain⁴⁰. Sur la question migratoire extracommunautaire, le parti n'échappe pas à l'emprise différencialiste qu'ont connue le FN, le FPÖ et le VB. Ce réaligement politique entraîne aussi la mise en place d'une organisation centralisée à partir de la fédération cantonale de Zurich, rompant ainsi avec la décentralisation administrative et idéologique des partis suisses mais aussi des agendas politiques proprement cantonaux. Il y a donc institutionnalisation d'un nouveau type de parti en Suisse et une nationalisation de son identité politique bien que le parti dans sa doctrine insiste toujours sur le fédéralisme souverain et le principe de subsidiarité qui ne saurait être garantie par une adhésion éventuelle de la Confédération à l'Union européenne.

Cette rationalisation, cette hiérarchisation et cette bureaucratisation permettent à la (nouvelle) formation de profiter à plein du système électoral de type proportionnel et asymétrique selon les cantons. Qui plus est, le système des votations auquel il a largement contribué permet la mobilisation de nouveaux acteurs, l'introduction de nouvelles techniques de marketing politique et l'apport de ressources financières supplémentaires, au-delà du pilier dont il était censé au départ relayer les intérêts (l'Association des agriculteurs suisses). *In fine*, les conditions de désignation, l'autonomie du Conseil fédéral par rapport aux joutes parlementaires et aux amplitudes électorales et la structuration du gouvernement suisse qui relève tout autant de la démocratie consociative que de la non-solidarité totale entre membres du Conseil fédéral ont permis à l'UDC d'être à la fois le challenger du système et un

parti institutionnel respectable et respecté par les autres partis même s'ils s'opposent fondamentalement à son nouveau programme.

L'UDC de Christoph Blocher est aussi un parti anti-systémique qui, s'il a construit une identité politique originale, proprement nationale libérale, anticipant et provoquant le réalignement électoral d'une partie des Suisses, n'a pas été entravé dans l'exercice du pouvoir par une quelconque quête de légitimité puisqu'il participait déjà à son exercice. Il n'est pas étonnant qu'il demeure le plus puissant des partis de nouvelles droites en Europe et que le pouvoir n'ait nullement entamé son crédit contrairement à son *alter ego* alpin, le FPÖ, dont le leader charismatique, Jörg Haider est confiné à la présidence du gouvernement de Carinthie.

Bibliographie

- Betz, H.-G. (2002), « Conditions favoring the success and failure of radical right-wing populist parties in contemporary democracies », in Mény, Y., Surel, Y. (ed.), *Democracies and the Populist Challenge*, Basingstoke : Palgrave, 197-213.
- Camus, J.-Y. (1997), *L'extrême droite aujourd'hui*, Toulouse : Milan.
- Canovan, M. (1999), « Trust the people ! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, 47 : 1, 2-16.
- Carioti, A. (1996), « From the ghetto to Palazzo Chigi : the ascent of the national alliance », in Katz, R. & Ignazi, P. (ed.), *Italian Politics, the year of the tycoon*, Boulder : Westview press, chap. III.
- Bergeron, F. & Vilgier, Ph. (1981), *La droite en mouvement : nationalistes et nationaux en France, 1960-1981*, Paris : Editions Vastra.
- Chabot, J.-L. (1993), *Le Nationalisme*, Paris : PUF, 1993 (collection Que sais-je ?).
- Charlot, M. (1986), « L'émergence du Front national », *Revue française de science politique*, 36 : 1, 43.
- Hockenos, J.P. (1995), « Jörg Haider. Austria's Far Right Wunderkind », *World Policy Journal*, 12 : 3, 74-86.
- Hopkin, J. (2004), « New Parties in Government in Italy : Comparing Lega Nord and Forza Italia », workshop « New Parties in Government », ECPR joint sessions.
- Ignazi, P. (2005), « Legitimation and Evolution on the Italian Right Wing : Social and Ideological Repositioning of Alleanza Nazionale and the Lega Nord », *South European Society and Politics*, 10 : 2, 333-349.
- (1996), « The intellectual basis of right-wing anti-party(ism) », *European Journal of Political Research*, 29, 279-296.
- Inglehart, R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton : Princeton University Press.
- Katz, R., Mair, P. (1995), « Changing models of Party organisation and party democracy : the emergence of the cartel party », *Party Politics*, 1 : 1, 5-28.
- Luther, K.R. (1992), « Consociationalism, parties and the Party system », in Luther, K.R. & Müller, W.C (ed.), *Politics in Austria Still a Case of Consociationalism ?*, London : Frank Cass, 45-98.
- Maddens, B., Fiers, S. (1998), « Les partis flamands face au poids du Vlaams Blok », in Delwit, P., De Waele, J.-M. & Rea, A. (éd.), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles : Complexe.

- Perrineau, P. (1998), « Le Front national en 1995 : une question de droite posée à la gauche », in Viard, J. (éd.), *Aux sources du populisme nationaliste*, Paris : Editions de l'Aube, 67-94.
- (1991), « Le vote Le Pen », *Commentaire*, 55, 509-522.
- Rathkolb, O. (2000), « La social-démocratie autrichienne et ses taches brunes », *Limes*, 4, 79-93.
- Riedlspeger, M. (1998), « The Freedom Party of Austria : From Protest to Radical Right Populism », in Betz, H.G. and Immerfall, S., *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New York : Saint-Martin's Press, 27-43.
- Seiler, D.-L. (2003), *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Ellipses.
- Voerman, G., Lucardie, P., (1992), « The extreme right in the Netherlands: The centrists and their radical rivals », *European Journal of Political Science*, 22 : 1, 35-54.
- Ysmal, C. (1985), « Les programmes économiques des partis de droite », *Critiques de l'économie politique* (nouvelle série), 63-76.

Notes

¹ Aux élections de septembre 2006, le FPÖ a remporté 11% des voix et vingt et un sièges alors que le BZÖ s'est contenté de 4,1% et sept sièges au parlement autrichien. In Nordsieck, W., *Austria Parties and Elections in Europe*, <http://www.parties-and-elections.de/austria.html>, 2006.

² Quatre mois après l'accord de coalition intervenu entre l'ÖVP et le FPÖ, l'Union européenne avait demandé à la Cour européenne des droits de l'homme de vérifier l'engagement de l'Autriche envers les « valeurs européennes communes », en particulier « les droits des minorités, des réfugiés et des immigrants ». Le Finlandais Martti Ahtisaari, l'Allemand Jochen Frowein et l'Espagnol Marcelino Oreja, les trois « sages » chargés du rapport d'enquête pour la Cour, demandèrent aux quatorze pays de l'Union de « mettre fin » aux mesures d'isolement imposées à l'Autriche dès septembre 1999.

³ Après le rapport de la commissaire royale P. D'Hondt pour la politique de l'immigration en 1989, il fut proposé une réforme du code de la nationalité dans un sens plus libéral. Elle fut approuvée par l'ensemble des partis à l'exception des libéraux flamands. Puis se mit progressivement en place un cordon sanitaire des partis dits « démocratiques ». Les partis s'engageaient à se retirer pour faire barrage aux listes ou aux candidats du VB en position de l'emporter (Maddens et Fiers, 1998, 251 et 257).

⁴ GOUVERNEMENT DE BELGIQUE, Arrêté royal déterminant les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, *Moniteur belge*, 13 octobre 2005, <http://www.staatsbladclip.be/lois/2005/10/13/loi-2005000598.html>.

⁵ VANHECKE, F. : « Pendant des années notre parti a été un précurseur. Le *Vlaams Blok* a été le premier parti à mettre en question les utopies de la société dite multiculturelle et la politique catastrophique et gâteuse envers les immigrés (...). Le *Vlaams Blok* a été le premier parti politique qui a résolument défendu l'idée de l'indépendance de la Flandre (...). Le *Vlaams Blok* a engagé le combat contre la dictature du politiquement correct. Cette dictature vit ses derniers spasmes avec la condamnation de notre parti. (...) après toutes ces années, nous avons les électeurs, les cadres et les militants compétents pour créer un nouveau *Vlaams Blok*. Ce *Vlaams Blok* – qui aura probablement un nouveau nom mais aura le même programme et les mêmes personnes – devra devenir plus grand et plus fort que jamais. Afin de faire vaciller l'arbre pourri

de la Belgique et de provoquer le grand changement dont notre Flandre a tellement besoin » (<http://www.vlaamsbelang.org/index.php?p=37>, site consulté en juillet 2006). Voir également *Beginselverklaring. Waarom Vlaams Belang ? Grondslagen* : « *De partij is de partijpolitieke tolk van de Vlaamse Beweging, zoals die historisch is gegroeid, en ze verdedigt op het politieke forum de eisen van die Vlaamse Beweging, zoals ondermeer het zelfbestuur, de afschaffing van de faciliteiten, de terugkeer van de ons ontstolen gebieden, het nooit-meer-oorlog en de amnestie-eis. De partij is een Vlaams-nationalistische partij, een instrument voor een politiek van nationale en culturele identiteit in Vlaanderen. Dit betekent dat de partij met haar politieke actie ervoor wil zorgen dat culturele identiteit en volksgemeenschap (mede) bepalend worden voor de inrichting en het bestuur van de staat. De staat is slechts een structuur en is op grond van het zelfbeschikkingsrecht ondergeschikt aan de volksgemeenschap. De staat dient de belangen van het volk en niet omgekeerd. De partij is tevens een rechts-nationalistische partij, omdat zij de vrije mens erkent zoals hij is en dus de ideologieën verwerpt die van de maakbaarheid van de mens uitgaan. Tradities, waarden en normen, zoals die zijn gegroeid, moeten gerespecteerd worden en mee deel uitmaken van de manier waarop de toekomst vorm wordt gegeven* ».

⁶ Voir à ce sujet « Les partis post-communistes roumains : entre rupture et continuité », in IONESCU, A., & TOMESCU-HATTO, O. (2004), *Politiques et société dans la Roumanie contemporaine*. Paris : L'Harmattan.

⁷ Lors du Conseil européen de Luxembourg en décembre 1997 fut lancé le processus d'élargissement de l'Union selon un déroulement « par étapes, selon des rythmes propres à chaque Etat candidat en fonction de son degré de préparation ». Lors du Conseil européen de Copenhague en 2002, il fut décidé d'établir une feuille de route spécifique pour la Roumanie et la Bulgarie afin que ces pays puissent adhérer à l'Union après le grand élargissement prévu en mai 2004. La Roumanie avait des efforts à faire particulièrement par rapport aux critères politiques (respecter les droits de l'homme, la règle de droit et la protection des minorités) et devait procéder à une restructuration complète de son système judiciaire et de son système administratif.

⁸ Comme le notait P. Perrineau (1998), « C'était une nouveauté en regard de l'histoire électorale française : jamais une extrême droite n'avait réussi à s'implanter sur une telle durée et à tous les niveaux du système politique ».

⁹ Sur les rapports concurrentiels au sein des extrêmes droites françaises, se reporter particulièrement à l'ouvrage de Bergeron & Vilgier (1981).

¹⁰ Il suffit d'évoquer le nationalisme français héritier du nationalisme intégral de type maurassien, le nationalisme français héritier de la tradition du syndicalisme révolutionnaire de type sorélien, le nationalisme français héritier de la tradition antiparlementaire de type boulangiste ou bien encore le nationalisme de type colonialiste (voir Chabot, 1993).

¹¹ Il choisit de faire campagne sous le nom de Rassemblement national et fit ainsi élire plusieurs notables de droite ralliés, comme les anciens ministres Edouard Frédéric-Dupont et Charles de Chambrun, ou le dirigeant du CNI, Yvon Briand.

¹² Il suffit pour cela d'évoquer l'attitude de J. Toubon qui déclara à J.M. Rocca : « Le rassemblement n'a pas d'hostilité avec le courant du Front national (...) Ce que je peux certifier c'est qu'il n'y aura pas d'accord national avec ce parti, au plan local, les fédérations seront libres d'agir à leur guise » (« Monsieur Le Pen, trouble jeu », *Le Spectacle du Monde*, 276, mars 1985, 26).

¹³ Pour Charlot (1986) : « Le chef du RPR, après un moment d'hésitation lors de l'élection de Dreux a rapidement cherché à isoler Le Pen.

¹⁴ Historiquement, l'infléchissement national révolutionnaire du Front national date de septembre 1987. Le président du Front national interrogé lors d'une émission radiophonique, déclara que les chambres à gaz étaient « un point de détail de l'histoire de la seconde guerre

mondiale ». Sans être à proprement parler négationniste, cette réponse minimisait l'ampleur et la singularité du génocide des juifs. Elle fut perçue aussi comme une preuve de la radicalisation du Front national. Outre l'abondance des commentaires qu'elle a suscités, elle a provoqué plusieurs départs au sein du Front national, dont celui du député Olivier d'Ormesson (président du Centre national des indépendants en 1995, celui-ci fonda avec Ph. de Villiers, un rassemblement dans la perspective des élections législatives de 1997).

¹⁵ Voir les articles de R. SOLÉ (« La France de M. Le Pen. Cinquante mesures du Front national sur l'immigration : trente-huit pour cent des Français déclaraient, le mois dernier, partager les idées de M. Le Pen », *Le Monde*, 19 novembre 1991) et O. BIFFAUD (« Au cours d'un colloque à Marseille le Front national présente cinquante mesures pour « régler le problème de l'immigration » », *Le Monde*, 19 novembre 1991).

¹⁶ BRÉZET, A., « Le fleuve du non », *Le Spectacle du Monde*, 367, octobre 1992, 17-22.

¹⁷ BRANCA, E., « La fêlure de Maastricht », *Le Spectacle du Monde*, 363, juin 1992, p. 10-14.

¹⁸ On a assista ainsi à la création de la « discipline républicaine », sorte de cordon sanitaire à la belge. Elle visait à appeler lors d'un second tour d'une élection à voter pour le candidat de gauche plutôt que pour le candidat du Front national ou pour le candidat qui accepterait ses voix (BRÉZET, A., « La droite par défaut », *Le Spectacle du Monde*, 361, avril 1992, 36-41).

¹⁹ La dernière tentative a été réalisée lors des élections régionales de mars 1998 par Ch. Millon. Voir à ce sujet les articles de BURGELIN, Ch., « Charles Millon et le FN : une histoire lyonnaise », *Le Monde*, 17 juin 1998. Et la justification idéologique de Ch. Millon, lorsque celui-ci déclara : « La France a besoin de la droite », *Le Monde*, 24 mars 1998.

²⁰ Dans un entretien accordé à J.P. Defrain, A. Hausser et P. Jarreau, Alain Madelin déclara : « Il faut dire au Front national : voilà le cercle de l'inacceptable », *Le Monde*, 12 mai 1998.

²¹ « Il 4-5-6 febbraio si tiene a Bologna il 2° Congresso Federale della Lega Nord. Durante tale Congresso si decide di dare mandato al Segretario Federale, al Consiglio Federale e alla Segreteria politica di approntare un programma per il governo del Paese, che tenga conto della necessità di incrementare la libertà a livello istituzionale fino al federalismo e nell'economia fino al liberismo, in considerazione del fatto che il principio su cui si basa la Costituzione dello Stato italiano è quello della libertà ».

²² Gianfranco Fini déclara d'ailleurs : « *Can we ask us to deny it again in the moment in which we declare clearly that we do not want it restored. Even we, like all Italians, are post-fascists. Not neo-fascists... a clean and irreversible shift (una svolta netta e irreversibile, non rinnegare e non restaurare)* » (cité par Carioti, 1996).

²³ ALLEANZA NAZIONALE, *Pensiamo l'Italia il domani c'è già : Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale. Tesi politiche approvate dal congresso di Fiuggi*, janvier 1995, 32.

²⁴ SEGRETERIA ORGANIZZATIVA FEDERALE CRONISTORIA DELLA LEGA, « Art. 1. L'Italia è una Repubblica Federale fondata sui principi della democrazia e dello Stato di diritto. I suoi valori fondamentali sono la libertà individuale e di mercato e la solidarietà tra i cittadini. La sovranità appartiene a popolo, che la esercita nelle forme e nei limiti della Costituzione... ») (in *Dalle Origini Ad Oggi, Seconda Parte 1988 – 1995*, http://www.leganord.org/ilmovimento/storia/02_lega_nord_storia88_95.pdf, 22).

²⁵ SEGRETERIA ORGANIZZATIVA FEDERALE CRONISTORIA DELLA LEGA NORD, *La carta dei diritti dell'Unione è al centro del dibattito a Montecitorio. «Un documento elettorale, di portata costituzionale molto limitata, ma di preoccupante sapore comunista e mondialista (in Dalle Origini Ad Oggi, 2000, http://www.leganord.org/ilmovimento/storia/05_lega_nord_storia2000.pdf, 33).*

²⁶ FORZA ITALIA, *Forza Italia Forza di Liberta*, 1° Congresso Nazionale, 1998.

²⁷ FORZA ITALIA, *Carta Dei Valori* : « Nella nostra visione del mondo la libertà è tale se opera in ogni dimensione della vita umana. Se si fonda cioè sui diritti della persona umana cui il Cristianesimo ha dato un fondamento eterno e il Liberalismo un orizzonte politico », Roma : 2004, 12.

²⁸ Se reporter aux mesures proposées par *Alleanza Nazionale* dans « Mutamento contro immobilismo ». Parte Prima : « Una Politica Economica per lo Sviluppo », in *Un progetto per l'Italia del Duemila*, Verona, 27-28 febbraio, 1^o marzo 1998, 53-54.

²⁹ Ce courant politique est attaché au rôle social de l'Etat. Il s'est regroupé au sein du parti autour de F. Storace (ancien président de la région Lazio). Ses thèses sont publiées dans la revue *Area*.

³⁰ La loi Bossi-Fini stipule notamment qu'un permis de séjour ne sera accordé qu'aux immigrants ayant déjà un contrat de travail, que l'immigrant ne peut rejoindre sa famille que s'il a un travail et que les irréguliers (en possession de papiers mais sans permis de séjour) doivent être reconduits à la frontière).

³¹ On. Giacomo Stucchi Presidente della XIV Commissione Permanente Politiche dell'Unione Europea Unione Europea : I Popoli, Le Radici E La Futura Costituzione, http://www.leganord.org/documentipolitici/scuolepolitiche/verona1/verona_stucchi.pdf, Scuola Federale Verona 9-10 Febbraio 2002.

³² Dépourvus de prestations sociales, ces nouveaux de contrats de travail seraient déterminés en fonction de projets spécifiques.

³³ FORZA ITALIA, *Le 36 Riforme del Governo Berlusconi e gli altri interventi più importanti*, <http://www.forza-italia.it/speciali/riforme.htm>, avril 2006.

³⁴ ALLEANZA NAZIONALE, *Eleven years After Fiuggi A New Season for Alleanza Nazionale* : « Alleanza Nazionale strongly intends to relaunch the themes of democratic economy and participation and subsidization as meeting points between national culture, Catholicism and reformist socialism (...) Alleanza Nazionale is a Europeanist force, it intends contributing to a process of reform and innovation in the EU and believes that the PPE has now become the common home for all those who, popular and national, consider Europe as part of their destiny, their homeland. Forza Italia and the UDC are already members of the Partito Popolare Europeo ; Alleanza Nazionale has to consider the entrance to the PPE as its future prospect and goal for the next European elections » (<http://www.alleanzazionale.it/documenti/English/Eleven%20Years%20after%20Fiuggi.pdf>).

³⁵ L'éditorialiste du *Monde*, L. Rosenzweig, usa de l'expression « populisme alpin » pour décrire les percées électorales des partis néo-conservateurs et de droite nationale et/ou régionale comme la CSU bavaroise, le FPÖ en Autriche, l'UDC et la *Lega dei Ticinesi* en Suisse, la *Lega* en Lombardie (*Le Monde*, 12 mars 1999).

³⁶ Christoph Blocher est en charge du Département fédéral de la justice et de la police. L'autre conseiller fédéral UDC, Samuel Schmid, lui, dirige le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

³⁷ Au sujet de la démocratie consociative autrichienne, se reporter aux travaux de Luther (1992).

³⁸ Le FPÖ est aussi un héritier en politique mais l'identité de son père putatif n'a jamais été bien définie tout au long de son histoire politique. Il est en effet l'héritier du VDU (*Verband Der Unabhängigen* – Union des indépendants), fondée en 1946, lieu de rassemblement de tous les anciens officiers et hauts fonctionnaires qui avaient participé au régime hitlérien de façon active (et qui étaient menacés par des condamnations pénales) mais aussi de toutes les populations de langue allemande qui, du fait des rectifications de frontières, auraient été amenées à choisir entre la nationalité autrichienne et celle des nouveaux Etats. En 1956, le VDU, conscient de son isolement, sous l'impulsion de Friedrich Peter et de Nobert Steger, abandonne peu à peu l'héritage d'une tradition dite « nationale ». Pour cela, il associe à son discours traditionnel un

patriotisme libéral à forte coloration anticléricale. Il veut défendre de plus en plus un modèle conservateur-libéral de type anglo-saxon. Cette transformation n'élimine pas pour autant le courant pangermaniste au sein du parti. De plus, l'ambiguïté de ses rapports avec les deux autres partis institutionnels autrichiens (les chrétiens démocrates et les sociaux-démocrates) ne permet pas de déterminer si ce parti était ou non représentatif d'une culture politique authentique. Dans l'affirmative, de quelle culture politique s'agissait-il en fin de compte ? Sur les liens entre le SPÖ et le FPÖ, on se reportera à l'article de O. Rathkolb, directeur scientifique de la Fondation Bruno Kreisky. Pour lui, « Kreisky pensait au FDP allemand qui avait commencé lui aussi résolument à droite et il imaginait un FPÖ rénové par la relève générationnelle, transformé en véritable parti libéral et menaçant le réservoir électoral de l'ÖVP » (Rathkolb, 2000).

³⁹ L'entrée du FPÖ dans le gouvernement social-démocrate attisa les rivalités au sein de l'appareil du parti entre la tendance minoritaire constituée des nationalistes pangermanistes et des libéraux. Afin de maintenir la cohésion du parti, N. Steger se retira de la présidence au bénéfice de J. Haider en 1985. Immédiatement, le nouveau chancelier social-démocrate, F. Vranitzky dénonça la coalition et de nouvelles élections eurent lieu en novembre 1986 marquant ainsi une nouvelle ère politique. Pour M. Riedlspeger (1998), c'est à partir de cette date que le FPÖ aurait ajouté à son discours protestataire libéral, les thèmes empruntés à la *Neue Rechte* allemande.

⁴⁰ Se reporter à l'entretien qu'il accorda à M. Abbet, P.-A. Stauffer et M. Zendali, « Chapitre IX, la Suisse idéale de Christophe Blocher », *Le Temps*, 26 août 1999.

Liste des auteurs

Christophe BOULLAUD est professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble, membre du laboratoire PACTE (UMR 5194 du CNRS).

Tom BRYDER is professor of political science at the University of Copenhagen where he teaches political culture and political psychology, including xenophobia and politics. In addition he is a fellow of the Policy Sciences Institute, Yale. He has taught at Humboldt University, University of Helsinki, University of Ljubljana, and a host of other universities in Europe and the United States. He is also interested in the study of political language, rhetoric and propaganda.

Stéphanie DECHEZELLE est docteur en science politique et chercheuse au SPIRIT (UMR CNRS 5116) – Institut d'études politiques de Bordeaux.

Pascal DELWIT est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il y mène ses recherches au Centre d'étude de la vie politique. Il est l'auteur de très nombreux travaux sur la vie politique en Belgique et en Europe. Il est entre autres l'auteur de *Social Democracy in Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles (2005) et le co-auteur de *Revolution or Renovation ? Reforming Local Politics in Europe*, Vanden Broele (2005). pdelwit@ulb.ac.be

Sarah L. DE LANGE is a PhD Candidate in the Department of Political Science at the University of Antwerp, Belgium. Her PhD dissertation focuses on the government participation of radical right-wing populist parties in Western Europe. Her more general research interests include right-wing extremism, government formation theory

and models of party competition. Recent articles have appeared in *Acta Politica*, *EPS*, *Ethical Perspectives*, and *Party Politics*.

Stefano FELLA lectures politics at London Metropolitan University and previously co-ordinated EU research projects related to governance, civil society, immigration and anti-racism at the University of Trento. His publications include *New Labour and the European Union, Political Strategy, Policy Transition and the Amsterdam Treaty Negotiation* (Ashgate 2002) and (with Carlo Ruzza) *Reinventing the Italian Right : Territorial Politics, Populism and Post-Fascism* (Routledge, forthcoming). He has also recently edited a special issue « Politics in Italy – Still in Transition » of the *Journal of Southern Europe and the Balkans* 8, 2 (2006) and has written a number of journal articles and book chapters on British and Italian politics.

Susanne FRÖLICH-STEFFEN, Dr. phil., is research fellow at the Ludwig-Maximilians-University Munich and lecturer at the University of Innsbruck and the University of Eichstätt-Ingoldstadt. Recent publications : « Rechtspopulistische Herausforderer in Konkordanzdemokratien : Erfahrungen aus Österreich, der Schweiz und den Niederlanden », in Decker, Frank, *Populismus. Nützliches Korrektiv oder Gefahr für die Demokratie ?*, Wiesbaden 2006, p. 144-164 ; « Österreichische Identität und Europa », in Kramer, Helmut, Liebhart, Karin, Stadler, Friedrich (Hg.), *Österreichische Nation – Kultur – Exil und Widerstand*, Wien 2006, p. 53-68. susanne.froelich-steffen@lrz.uni-muenchen.de

Gilles IVALDI is a researcher in politics at the University of Nice-Sophia Antipolis (CNRS-URMIS) and a lecturer in comparative politics and applied statistics at Sciences-Po Paris. He is also co-convenor of the European research network on « Extreme Right Electorates and Party Success » (EREPS). gilles.ivaldi@unice.fr

Paul LUCARDIE received a Ph.D. in political science at Queen's University (Kingston, Canada) in 1980. Since 1979 he has been Research Fellow at the Documentation Centre on Dutch Political Parties (DNPP) at the University of Groningen ; since 1991 he is affiliated also with the Canadian Studies Centre at the same university. He has published on political ideologies and parties in the Netherlands, Canada and Germany.

Oscar MAZZOLENI is director of the Research Observatory for Political Science of the Canton Ticino (Switzerland). He has previously been Visiting Fellow at the European University Institute and has taught at the Universities of Applied Sciences of Southern Switzerland, Lausanne, Sorbonne Paris I, and the Institut d'Etudes Politiques (Paris). His main scientific interests are in the fields of political parties, political elites, and citizen's attitudes. His recent publications include *Nationalisme et Populisme en Suisse : La Radicalisation de la « Nouvelle UDC »*, Lausanne, 2003 ; *L'Europa vista dal Cantone Ticino. Campagne e voto referendario*, Bellinzona, 2007, co-authored with Paola Ferragutti, Mauro Stanga and Andrea Pilotti. He is the author of numerous articles on Swiss politics.

Philippe POIRIER, docteur en sciences politiques (thèse : *Histoire et identités des extrêmes droites en Europe*, 2002), est Senior Researcher en sciences politiques à l'Université de Luxembourg où il y enseigne l'histoire des idées politiques et la politique européenne. Il est coordinateur de la recherche prioritaire de l'Université du Luxembourg « Gouvernance européenne », Axe II Démocratie, Processus de décision et de légitimation et enseignant-chercheur invité à l'Université Sorbonne Paris IV depuis 2006. Il a publié et participé à de nombreux ouvrages sur les droites extrêmes et le conservatisme en Amérique du Nord et en Europe.

Lars RENSMANN, Dr. phil., is DAAD Assistant Professor of Political Science at the University of Michigan at Ann Arbor. Recent publications : « Europeanism and Americanism in the Age of Globalization », *European Journal of Political Theory* 5, 2 (2006), p. 139-170 ; « From High Hopes to On-Going Defeat : The New Extreme Right's Political Mobilization and its National Electoral Failure in Germany », *German Politics & Society* 24, 2 (2006), p. 67-92.

Carlo RUZZA has written extensively on the role of civil society in relation to political parties and social movements. His publications include a volume on the role of civil society at the European level (*Europe and Civil Society*, Manchester University Press, 2004), two volumes on the same topic edited with V. Della Sala (*Governance and Civil Society : Normative Dimensions* and *Governance and Civil Society : Policy Perspectives*, Manchester University Press, 2007) and numerous book chapters and articles in journals on ethno-nationalism and populism.

Philippe SECONDY est docteur en science politique. Chargé de cours à l'Université de Montpellier, il collabore aux activités du CEPEL-CNRS. Il a récemment publié : *La persistance du « Midi blanc ». L'Hérault (1789-1962)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2006 ; « Alliance Droite-Front national. Le cas de Jacques Blanc dans le laboratoire languedocien (1986-2004) », *Revue politique et parlementaire*, 108^e année.

Damir SKENDEROVIC, Ph.D., is Senior Lecturer at the Department of Contemporary History at the University of Fribourg. Previously, he has been a Visiting Scholar at the Center of European Studies at New York University and has taught Sociology at the Universities of Zurich and Lucerne. He currently co-directs the research projects « Radical Right-Wing Populist Parties and Politics of Migration in Switzerland » and « Language and Identity Politics », both funded by the Swiss National Science Foundation. His research and publications focus on the radical right, political parties, intellectual history, nationalism, racism, migration, and identity politics.

Sorina SOARE est docteur en sciences politiques de l'Université libre de Bruxelles et collaborateur scientifique au Centre d'étude de la vie politique de l'ULB. Ses recherches portent sur les changements politiques en Europe postcommuniste, l'étude

des partis politiques et les modèles organisationnels partisans contemporains. Elle a publié de nombreux articles à ce sujet.

Gerrit VOERMAN est docteur en histoire. Depuis 1989, il dirige le Centre de documentation des partis politiques des Pays-Bas de l'Université de Groningen (DNPP). Il a publié de nombreux travaux sur les partis politiques des Pays-Bas et sur la gauche en Europe.

Table des matières

L'extrême droite en Europe et la question du pouvoir Pascal DELWIT.....	7
From pariah to power broker The radical right and government in Western Europe Sarah DE LANGE	21
Les nouvelles droites et le régime politique de l'Union européenne de 1979 à 2004 Philippe POIRIER.....	41
L'élargissement du spectre partisan roumain vers les extrêmes Le parti populaire Grande Roumanie et ses ambitions de pouvoir Sorina SOARE	69
The Rise and Impact of the Swiss People's Party: Challenging the Rules of Governance in Switzerland Oscar MAZZOLENI & Damir SKENDEROVIC.....	85
Conditions for failure and success of right-wing populist parties in public office in the New European Union Susanne FRÖLICH-STEFFEN, Lars RENSMANN	117
The Belgian National Front and the question of power Pascal DELWIT.....	141
The <i>Front national vis-à-vis</i> power in France: factors of political isolation and performance assessment of the Extreme Right in municipal office Gilles IVALDI.....	167

Vers l'émergence d'une « nouvelle droite » en France ? Le Front national et le pouvoir régional (1986-2004) Philippe SECONDY	187
The National Alliance and Northern League in Italy: Rivals in power, enemies in defeat Stefano FELLA, Carlo RUZZA	203
<i>Entre révolution et gestion</i>	
L'engagement des jeunes militant(e)s de la Ligue du Nord et d'Alliance nationale face à l'expérience du pouvoir en Italie Stéphanie DECHEZELLES	225
The list Pim Fortuyn and the Government: a love-hate relationship Paul LUCARDIE, Gerrit VOERMAN.....	247
La législation italienne des années 2001-2005 porte-t-elle la marque des nouvelles droites ? Christophe BOUILLAUD.....	265
The xenophobic theme in the Danish politics 2001-2005 Tom BRYDER.....	291
Conclusion. Les nouvelles droites et le pouvoir en Europe entre identité et légitimité Philippe POIRIER.....	309
Liste des auteurs.....	331
Table des matières.....	335

Fondées en 1972, les Editions de l'Université de Bruxelles sont un département de l'Université libre de Bruxelles (Belgique). Elles publient des ouvrages de recherche et des manuels universitaires d'auteurs issus de l'Union européenne.

Principales collections et directeurs de collection

- Commentaire J. Mégret (fondé par Jacques Mégret et dirigé jusqu'en 2005, par Michel Waelbroeck, Jean-Victor Louis, Daniel Vignes, Jean-Louis Dewost, Georges Vandersanden ; à partir de 2006, Comité de rédaction : Marianne Dony (directeur), Emmanuelle Bribosia (secrétaire de rédaction), Claude Blumann, Jacques Bourgeois, Laurence Idot, Jean-Paul Jacqué, Henry Labayle, Denys Simon)
- Aménagement du territoire et environnement (Christian Vandermotten)
- Economie (Henri Capron)
- Education (Françoise Thys-Clément)
- Etudes européennes (Marianne Dony et Paul Magnette)
- Histoire (Eliane Gubin)
- Philosophie et lettres (Manuel Couvreur)
- Philosophie et société (Jean-Marc Ferry et Nathalie Zaccai-Reyners)
- Science politique (Jean-Michel De Waele)
- Sociologie (Mateo Alaluf et Pierre Desmarez)
- Spiritualités et pensées libres (Hervé Hasquin)
- Statistique et mathématiques appliquées (Jean-Jacques Droesbeke)

Elles éditent aussi deux séries, les *Problèmes d'histoire des religions* et les *Etudes sur le XVIII^e siècle*.

Editions de l'Université de Bruxelles, avenue Paul Héger 26, 1000 Bruxelles, Belgique

EDITIONS@admin.ulb.ac.be

<http://www.editions-universite-bruxelles.be>

Fax +32 (0) 2 650 37 94

Direction, droits étrangers : Michèle Mat.

Diffusion/distribution : Interforum Benelux (Belgique et grand-duché de Luxembourg) ; SODIS/ToThèmes (France) ; Servidis (Suisse) ; Somabec (Canada) ; Centre d'exportation du livre français (CELF) (autres pays).

Depuis un quart de siècle, plusieurs partis d'extrême droite ou de la droite populiste ont opéré une percée dans leur système politique national : le Front national en France, le FPÖ en Autriche, le parti du progrès en Norvège et au Danemark, le parti populaire danois, le parti national slovaque, le Mouvement social italien-Alliance nationale, la Ligue du nord, les *Republikaner*, le NPD et la DVU en Allemagne, la Liste Pim Fortuyn et le parti de la Liberté aux Pays-Bas, Ataka en Bulgarie, le parti populaire de la Grande Roumanie, le *Vlaams Belang* et le Front national en Belgique, l'Union démocratique du Centre en Suisse, LAOS en Grèce...

Au surplus, un fait politique nouveau s'est imposé ces dernières années : outre la progression électorale et politique observée par nombre de ces partis, plusieurs formations d'extrême droite ont accédé aux responsabilités gouvernementales ou ont soutenu des gouvernements de l'extérieur. Par delà les riches travaux consacrés aux développements des partis d'extrême droite, il s'imposait donc d'analyser les conditions et les conséquences de cette nouvelle donne. Tel est l'angle d'approche de cet ouvrage, qui réunit des contributions des meilleurs spécialistes de la question.

La réflexion porte sur la vie et les choix internes de ces partis. Souhaitent-ils accéder au pouvoir ? Cette question suscite-t-elle des débats difficiles ? Observe-t-on un processus de modération quand ces formations rentrent au gouvernement ? Les militants endossent-ils ce choix ? Le parti est-il sanctionné ou conforté aux élections suivantes ?...

Mais elle se fixe aussi sur les dimensions extérieures à ces formations. Les thèmes portés par les partis d'extrême droite percolent-ils chez les partis démocratiques ? L'apport de l'extrême droite est-il marquant sur certains thèmes qui lui sont chers ? Embrasser l'extrême droite est-ce mieux l'étouffer ? ...

A partir d'études de cas et d'approches comparées, l'ouvrage fournit des réponses inédites à ces questions contemporaines.

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il y mène ses recherches au Centre d'étude de la vie politique. Il est l'auteur de très nombreux travaux sur la vie politique en Belgique et en Europe. Il est entre autres l'auteur de *Social Democracy in Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles (2005) et le co-auteur de *Revolution or Renovation ? Reforming Local Politics in Europe*, Vanden Broele (2005).

Philippe Poirier, docteur en sciences politiques, est Senior Researcher en sciences politiques à l'Université de Luxembourg où il enseigne l'histoire des idées politiques et la politique européenne. Il est coordinateur de la recherche prioritaire de l'Université du Luxembourg « Gouvernance européenne », Axe II Démocratie, Processus de décision et de légitimation et enseignant-chercheur invité à l'Université Sorbonne Paris IV depuis 2006. Il a publié et participé à de nombreux ouvrages sur les droites extrêmes et le conservatisme en Amérique du Nord et en Europe.



9 782800 413884

www.editions-universite-bruxelles.be